

SCOT DU GRAND CLERMONT

DIAGNOSTIC TERRITORIAL ET ENJEUX

MAI 2025

le Grand Clermont



SOMMAIRE

| | |
|--|------------|
| INTRODUCTION | 3 |
| Qu'est-ce qu'un Schéma de cohérence territoriale (SCOT) ? | 3 |
| Quel bilan après 12 ans de mise en œuvre du SCOT ? | 6 |
| Le territoire du Grand Clermont à l'épreuve de l'anthropocène | 9 |
| 1• STRUCTURATION DU TERRITOIRE ET DYNAMIQUES INTERTERRITORIALES | 15 |
| 1.1• Structuration du territoire | 15 |
| 1.2• Dynamiques interterritoriales | 21 |
| 2• ARTICULATION AVEC LES DOCUMENTS CADRES | 33 |
| 2.1• Les documents stratégiques de rang supérieur | 33 |
| 2.2• Les SCOT limitrophes | 44 |
| 2.3• Les documents de planification et de programmation intercommunaux | 46 |
| 3• DYNAMIQUES DEMOGRAPHIQUES ET SOCIALES | 52 |
| 3.1• Dynamiques démographiques | 52 |
| 3.2• Dynamiques sociales | 69 |
| 4• MODES DE VIE ET EVOLUTIONS SOCIETALES | 81 |
| 4.1• Habitat et dynamique résidentielles | 81 |
| 4.2• Mobilités et infrastructures de transport | 132 |
| 4.3• Services et équipements | 163 |
| 5• DYNAMIQUES ECONOMIQUES | 172 |
| 5.1• Portrait économique du territoire et emploi | 172 |
| 5.2• Offre commerciale | 198 |
| 5.3• Transport de marchandises et logistique urbaine | 207 |
| 5.4• Tourisme, culture et loisirs | 218 |
| 5.5• Agriculture et alimentation | 229 |
| 6• FONCIER ET PRESERVATION DES SOLS | 248 |
| 6.1• Consommation des Espaces naturels, agricoles et forestiers (ENAF) | 248 |
| 7• SYNTHESE DES ENJEUX ET CONCLUSION | 270 |
| 7.1• Synthèse des enjeux | 270 |
| 7.2• Conclusion du diagnostic territorial | 274 |
| 8• ANNEXES | 278 |
| 8.1• Annexe 1 : articles du Code de l'urbanisme | 278 |
| 8.2• Annexe 2 : principaux textes de lois applicables aux SCOT | 280 |
| 8.3• Annexe 3 : le contenu d'un SCOT modernisé | 283 |
| 8.4• Annexe 4 : le Modèle d'occupation des sols (MOS) | 286 |

INTRODUCTION

Qu'est-ce qu'un Schéma de cohérence territoriale (SCOT) ?

Le Schéma de cohérence territoriale (SCOT), instauré par la loi Solidarité et renouvellement urbains (SRU) du 13/12/2000, a pour objectif de coordonner et d'articuler les différentes politiques publiques liées à l'aménagement du territoire dans l'espace et dans le temps. Sa procédure d'élaboration et son contenu sont encadrés par le Code de l'urbanisme.

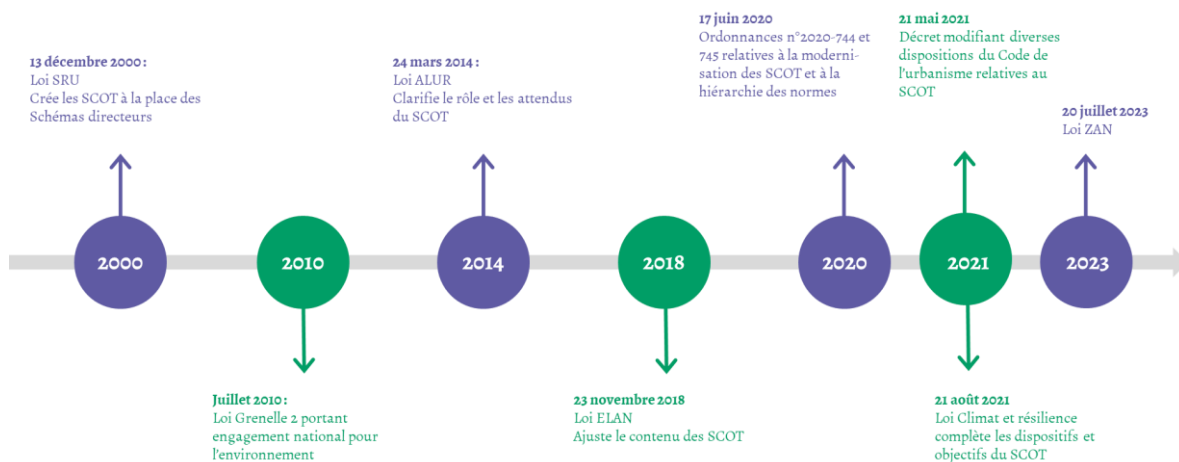
Le SCOT joue un rôle de pivot entre les différentes échelles territoriales (locale, régionale et nationale). Il intègre en effet les dispositions des documents de rang supérieur, et les documents d'urbanisme locaux (PLU et PLUi) doivent être compatibles avec le SCOT, ce que l'on désigne sous le terme de « SCOT intégrateur ».

Le SCOT : un projet élaboré dans le respect des orientations fondamentales de la politique nationale de l'urbanisme

Le SCOT doit être élaboré en conformité avec les orientations fondamentales de la politique nationale de l'urbanisme. Il doit en effet respecter 3 articles fondamentaux du Code de l'urbanisme : les articles L. 101-1, L. 101-2 et L. 101-2-1 (cf. Annexe 1).

Les Schémas de cohérence territoriale (SCOT) ont fait l'objet de plusieurs évolutions législatives visant à renforcer leur rôle stratégique et leur portée réglementaire. L'ordonnance du 17/06/2020 relative à la Modernisation des SCOT a marqué une étape clé en simplifiant leur contenu et en consolidant leur vocation intégratrice. Elle a notamment recentré le SCOT sur des objectifs stratégiques, à travers le Projet d'aménagement stratégique (PAS), et affirmé son rôle de document pivot pour assurer la cohérence des politiques publiques en matière d'aménagement, de transition écologique et de développement territorial. L'objectif est également de faciliter la mise en œuvre de ce projet et de favoriser le passage à l'action, notamment via le Programme d'actions (PA).

► Principales évolutions législatives concernant les SCOT :



Réalisation : AUCM, 2024. Source : Le SCOT modernisé, FédéSCOT, 2022.

Présentation des principaux textes de lois applicables aux SCOT (cf. Annexe 2) :

- La loi du 03/08/2009 (dite Grenelle 1).
- La loi portant Engagement national pour l'environnement du 12/07/2010 (dite Grenelle 2).
- Les dispositions de la loi de Modernisation de l'agriculture et de la pêche du 27/07/2010, complétées par celles de la loi d'Avenir pour l'agriculture, l'alimentation et la forêt du 13/10/2014.
- Les dispositions de la loi pour l'Accès au logement et un urbanisme rénové (ALUR) du 24/03/2014.
- Les dispositions de la loi du 17/08/2015 relative à la Transition énergétique pour la croissance verte.

- Les dispositions de la loi sur l'Evolution du logement et de l'aménagement numérique (ELAN).
- Les dispositions de la loi Energie-climat adoptée le 08/11/2019.
- Les dispositions de la loi d'Orientation des mobilités (LOM) du 24/12/2019.
- Les dispositions de la loi portant lutte contre le dérèglement climatique et renforcement de la résilience face à ses effets (loi Climat et résilience) du 22/08/2021.
- Les dispositions de la loi visant à faciliter la Mise en oeuvre des objectifs de lutte contre l'artificialisation des sols et à renforcer l'accompagnement des élus locaux du 20/07/2023.
- Les dispositions de la loi relative à l'Accélération des productions d'énergies renouvelables du 10/03/2023.

Le SCOT : un projet politique et un document central dans la hiérarchie des normes

Le SCOT est avant tout un projet politique, qui se définit à la fois comme :

- Un document d'aménagement du territoire visant à répondre aux besoins de la population tout en préservant les ressources naturelles.
- Un outil de planification stratégique porteur d'une vision d'avenir pour le territoire.
- Un cadre de dialogue et de réflexion à l'échelle d'un territoire cohérent, souvent structuré autour d'un bassin de vie.

Le SCOT constitue un document pivot dans la hiérarchie des normes :

Le SCOT définit le cadre et les grandes orientations des politiques publiques d'un territoire sur une période de 20 à 25 ans. Il vise à assurer la cohérence entre les différentes politiques en matière d'aménagement du territoire, d'urbanisme, d'aménagement commercial, d'économie, de biodiversité, de climat, d'environnement, d'habitat, de mobilités, etc.

En tant que « document intégrateur », le SCOT doit être compatible non seulement avec les lois et règlements en vigueur (Code de l'urbanisme, loi ALUR, loi Climat et résilience, etc.), mais aussi avec les documents stratégiques de rang supérieur, tels que le Schéma régional d'aménagement, de développement durable et d'égalité des territoires (SRADDET), les Chartes de PNR, le Schéma régional des carrières (SRC), ou encore le Schéma directeur d'aménagement et de gestion des eaux (SDAGE).

Par conséquent, le SCOT du Grand Clermont doit être compatible avec plusieurs documents de portée juridique supérieure, parmi lesquels :

- La Charte du Parc naturel régional (PNR) Livradois-Forez.
- La Charte du Parc naturel régional (PNR) des Volcans d'Auvergne.
- Le Schéma directeur d'aménagement et de gestion des eaux (SDAGE) Loire-Bretagne 2022-2027, adopté le 03/03/2022 par le comité de bassin Loire-Bretagne et approuvé par arrêté du préfet coordonnateur de bassin, le 18/03/2022.
- Les objectifs de gestion des risques d'inondation définis par le Plan de gestion des risques d'inondation (PGRI) du bassin Loire-Bretagne 2022-2027, approuvé par arrêté préfectoral du 15/03/2022. Ce plan est le document de référence pour la gestion des risques d'inondation à l'échelle du bassin Loire-Bretagne pour une période de 6 ans.

Conformément au Code de l'urbanisme, le SCOT doit, si nécessaire, être rendu compatible avec les dispositions du PGRI, notamment les objectifs de gestion des risques d'inondation et les orientations fondamentales définies en application des articles L. 566-7 du Code de l'environnement.

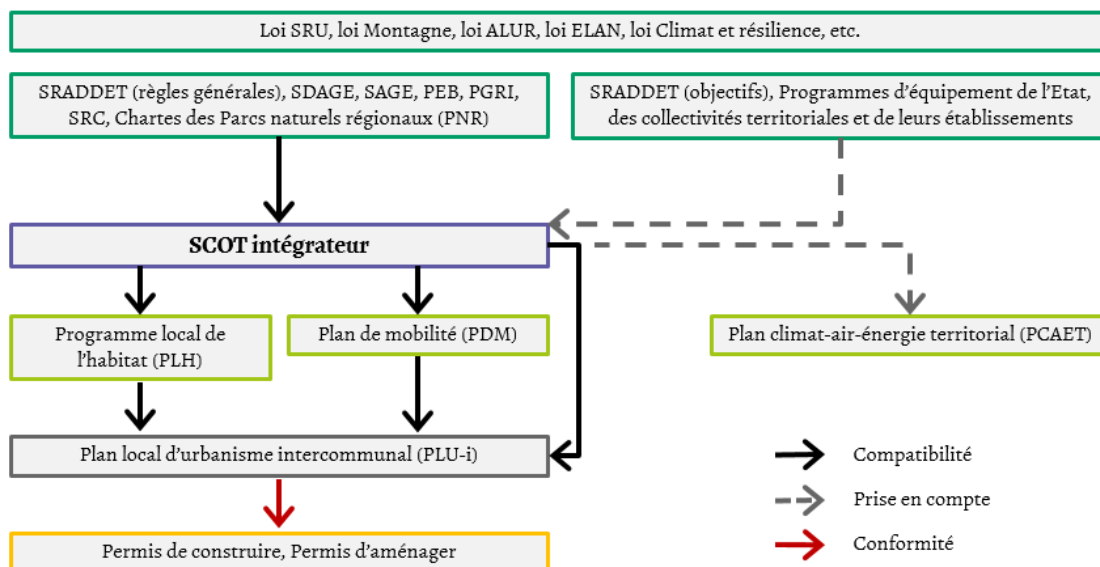
Toutes les communes et/ou EPCI du Grand Clermont couverts par le SCOT, devront rendre, si nécessaire, leur PLU(i) compatible avec les dispositions du SCOT, y compris celles relatives au PGRI.

Par ailleurs, le SCOT devra également être compatible avec les Schémas d'aménagement et de gestion des eaux (SAGE) suivants :

- SAGE Allier aval, approuvé par arrêté inter-préfectoral le 13/11/2015.
- SAGE Sioule, approuvé par arrêté inter-préfectoral le 05/02/2014.

- SAGE Dore, approuvé par arrêté inter-préfectoral le 07/03/2014.
- Le Schéma régional des carrières (SRC), approuvé le 08/12/2021 par arrêté préfectoral, qui poursuit 3 objectifs principaux :
 1. Approvisionner durablement la région en matériaux et substances de carrières.
 2. Amplifier les progrès engagés depuis plus d'une vingtaine d'années par la filière extractive pour viser l'excellence en matière de performance environnementale.
 3. Ancrer dans les stratégies territoriales de planification la gestion des ressources en matériaux, en particulier par la compatibilité des SCOT avec le schéma.

► *La place du SCOT dans la hiérarchie des normes :*



Réalisation : AUCM, 2024. Source : *Le SCOT modernisé, FédéSCOT, 2022.*

Porté par les élus des intercommunalités, le SCOT s'impose aux documents communaux ou intercommunaux tels que les PLU et PLUi, les PLH (Programmes locaux de l'habitat), les PDM (Plans de mobilités), etc. Ces documents doivent s'inscrire dans un rapport de compatibilité avec le SCOT, en déclinant ses orientations à leur échelle respective.

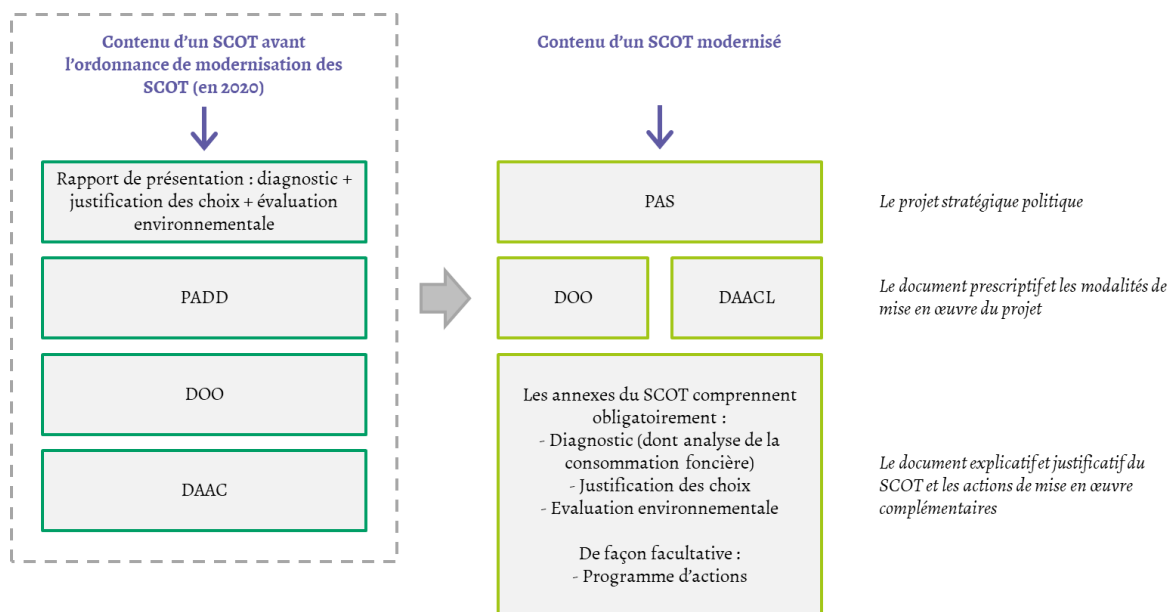
Le contenu d'un SCOT modernisé

Le SCOT modernisé, défini par l'article L. 141-2 du Code de l'urbanisme, repose sur une structure simplifiée et recentrée sur les enjeux stratégiques du territoire. Il comprend 3 composantes principales :

- **Le Projet d'aménagement stratégique (PAS)**, qui fixe les grandes orientations du développement territorial à long terme en intégrant les enjeux environnementaux, économiques et sociaux.
- **Le Document d'orientation et d'objectifs (DOO)**, qui décline ces orientations sous forme de règles et de recommandations opposables aux documents d'urbanisme locaux (PLUi, PLU). Il rationalise les prescriptions pour assurer une mise en œuvre cohérente du projet territorial.
- **Les annexes**, qui regroupent les éléments techniques et réglementaires complémentaires nécessaires à la compréhension et à l'application du SCOT.

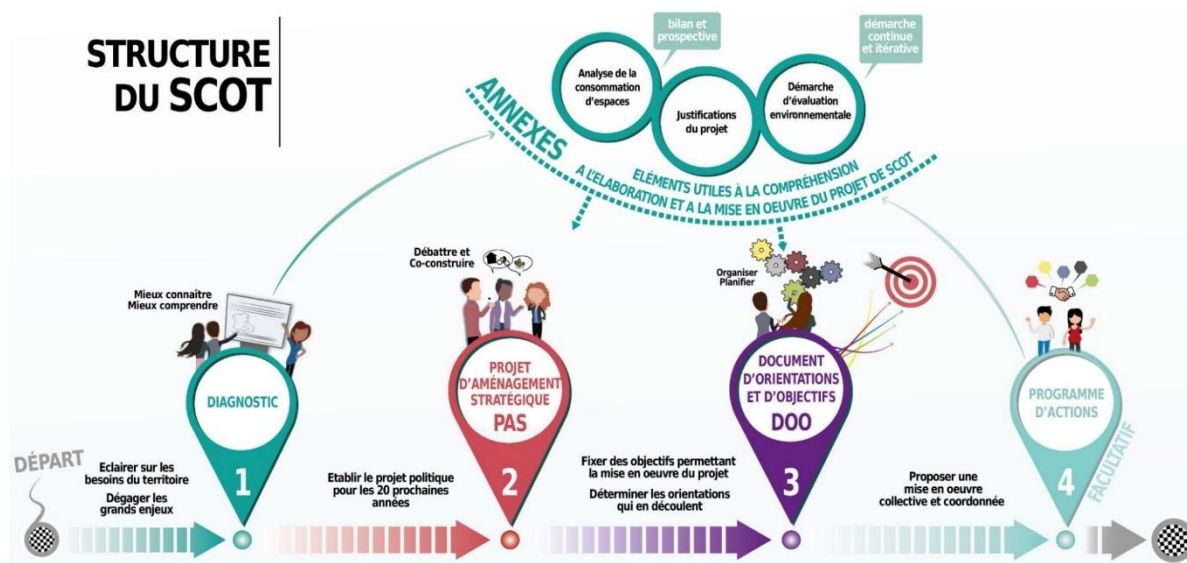
Cette nouvelle structuration vise à renforcer la lisibilité du document, à faciliter son appropriation par les acteurs locaux et à en faire un outil stratégique efficace pour l'aménagement du territoire.

► *Le contenu d'un SCOT modernisé :*



Réalisation : AUCM, 2024. Source : Le SCOT modernisé, FédéSCOT, 2022.

► *Les différentes pièces du SCOT :*



Réalisation : PETR Le Grand Clermont, 2024.

Quel bilan après 12 ans de mise en œuvre du SCOT ?

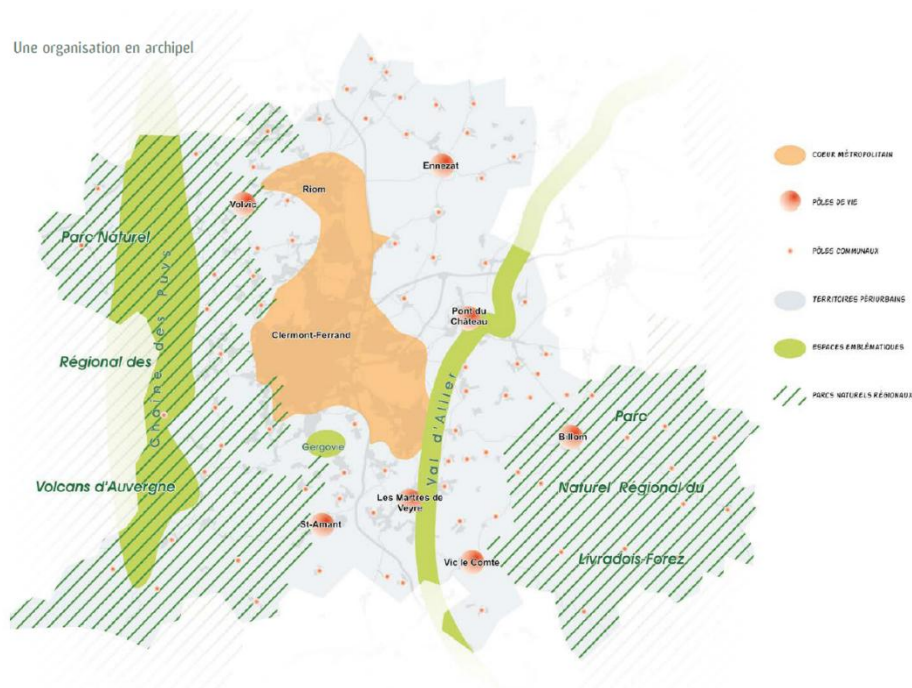
L'évaluation du SCOT du Grand Clermont, réalisée en 2023, a permis d'interroger les principes et objectifs définis dans le document en vigueur, approuvé en 2011. Elle a été conduite en priorisant les sujets à forts enjeux pour la suite de la démarche de révision. En effet, le SCOT de 2011 reposait sur deux défis principaux :

- Un pari démographique ambitieux, visant l'accueil de 50 000 habitants supplémentaires à l'horizon 2030.

- La structuration d'une armature territoriale en archipel, garantissant un équilibre entre les différentes composantes du territoire et renforçant les coopérations entre le cœur métropolitain, les pôles de vie, les espaces périurbains et les grands ensembles naturels remarquables.

L'évaluation a également permis d'analyser la trajectoire de consommation foncière, en tenant compte des nouvelles exigences introduites par la loi Climat et résilience de 2021 et des objectifs du Zéro artificialisation nette (ZAN).

► *Organisation en archipel du SCOT du Grand Clermont approuvé en 2011 :*



Réalisation : AUCM, 2011. Source : SCOT du Grand Clermont, 2011.

L'organisation en archipel du SCOT de 2011 :

« L'organisation en archipel du territoire doit garantir au territoire un développement urbain durable. Elle repose sur l'articulation d'un cœur métropolitain avec sept pôles de vie et des territoires périurbains. Le SCOT entend faire jouer un rôle renforcé aux polarités urbaines tant du point de vue des constructions nouvelles, de la diversité résidentielle, que de la desserte en transports en commun et des niveaux d'équipements et de services. Cette organisation en archipel, moins consommatrice en foncier, permet également de protéger efficacement les espaces naturels, agricoles et paysagers qui font la force du lien urbain/rural et la qualité de ce territoire. »

L'organisation en archipel repose sur une double approche :

- L'approche fonctionnelle, qui vise à analyser et cartographier les dynamiques territoriales à l'œuvre : répartition de la population, localisation des emplois et des logements, desserte en transports en commun, ainsi que l'implantation des services et des équipements.
- L'approche territoriale, qui confronte ces réalités aux ambitions des élus, leur permettant d'orienter le développement du territoire selon une vision partagée et des choix stratégiques.

NB : le présent diagnostic s'appuie notamment sur deux sources : l'évaluation à 12 ans du SCOT du Grand Clermont (2023) et le Porter à connaissance de l'Etat réalisé dans le cadre de la révision du SCOT (2024). Les données et analyses issues de ces travaux sont présentées en cohérence avec l'organisation en archipel définie dans le SCOT de 2011. Ainsi, cette structuration est reprise pour organiser certaines analyses du diagnostic, en distinguant notamment le cœur métropolitain, les pôles de vie et les territoires périurbains.

Des dynamiques favorables, notamment en matière de croissance démographique

L'analyse de la mise en œuvre du SCOT révèle tout d'abord une attractivité démographique conforme, voire supérieure, aux attentes formulées en 2011. Les objectifs fixés ont été dépassés, confirmant le rôle moteur du Grand Clermont à l'échelle départementale : en 2019, le territoire comptait 430 840 habitants, soit 908 habitants de plus que le scénario prévisionnel du SCOT.

Les dynamiques varient toutefois selon les composantes de l'armature territoriale. Le cœur métropolitain, composé de 17 communes, a accueilli 12 800 habitants supplémentaires, soit une moyenne de 103 habitants par an et par commune. Dans les pôles de vie (9 communes), la croissance démographique s'est accélérée, passant d'un rythme annuel de + 6 habitants à + 42 habitants par an et par commune.

Des efforts à poursuivre en matière de consommation d'ENAF, d'habitat, de mobilités et d'emploi

Le rapport met en évidence le maintien des grands équilibres d'occupation des sols : en 2020, 16 % du territoire est urbanisé, 30 % est couvert par des espaces naturels et 54 % par des espaces agricoles, des proportions identiques à celles observées en 2011. La consommation des espaces naturels, agricoles et forestiers (ENAF) s'est modérée par rapport aux périodes précédentes, avec 1 100 ha artificialisés entre 2011 et 2020 (122 ha/an en moyenne, contre 155 ha/an entre 2005 et 2011). Cependant, ce rythme reste supérieur à celui observé dans d'autres SCOT, notamment celui de l'agglomération lyonnaise, et demeure éloigné des objectifs de sobriété fixés par le SCOT de 2011. La majorité des terres artificialisées étaient auparavant agricoles (79 %) ou naturelles (21 %) et se concentrent dans la plaine de la Limagne, le long des corridors autoroutiers et sur les contreforts de la Chaîne des puys.

L'évolution du parc de logements met en lumière des tendances contrastées selon les territoires. Dans les espaces périurbains et les pôles de vie, les maisons individuelles occupées par leur propriétaire restent majoritaires, traduisant la persistance d'un modèle résidentiel fondé sur l'extension urbaine. À l'inverse, le cœur métropolitain est le seul espace où l'offre de logements est véritablement mixte, combinant logements collectifs et maisons individuelles. Toutefois, la production de logements dans les pôles de vie a connu une dynamique plus soutenue, en cohérence avec l'objectif du SCOT de renforcer ces polarités urbaines.

La répartition des emplois confirme la structuration du territoire en archipel, avec une concentration marquée dans le cœur métropolitain et les pôles de vie. Toutefois, la dynamique de création d'emplois a été plus favorable dans les pôles de vie, qui ont renforcé leur attractivité économique. Malgré cela, la majorité des emplois restent localisés dans le cœur métropolitain, posant la question des mobilités domicile-travail et de la dépendance aux déplacements pendulaires.

L'analyse des mobilités met en évidence une progression de l'offre de transports en commun dans le cœur métropolitain et les pôles de vie, notamment grâce à l'amélioration des fréquences des lignes de bus et des dessertes ferroviaires. Toutefois, cette évolution reste insuffisante pour inverser durablement la tendance à l'usage de la voiture individuelle, qui demeure le mode de déplacement dominant dans les territoires périurbains. Par ailleurs, les infrastructures de mobilités douces restent encore inégalement réparties sur le territoire, limitant leur impact en-dehors des secteurs les plus denses.

Les objectifs de la révision du SCOT du Grand Clermont

La révision du SCOT du Grand Clermont a été actée par délibération du Comité syndical du 08/12/2022. Elle vise à adapter le document aux évolutions législatives et réglementaires tout en intégrant les nouveaux enjeux de transition écologique, d'aménagement et de développement territorial¹.

¹ Délibération du Comité syndical du Grand Clermont du 08/12/2022.

Une mise en conformité avec le cadre réglementaire et les documents de rang supérieur :

La révision du SCOT doit garantir sa compatibilité avec les textes et documents de rang supérieur, parmi lesquels :

- Les lois Grenelle, ALUR, ELAN et Climat et résilience, qui renforcent les exigences en matière de sobriété foncière, de préservation des ressources naturelles et de transition écologique et énergétique. La loi Climat et résilience impose l'inscription du ZAN (Zéro artificialisation nette) dans les SCOT avant le 22/02/2027.
- Le SRADDET Auvergne-Rhône-Alpes, approuvé en 2019.
- Le Schéma régional des carrières (SRC), approuvé le 08/12/2021.
- Les Chartes des Parcs naturels régionaux (PNR Livradois-Forez et PNR des Volcans d'Auvergne), en cours de révision.

Une réponse aux nouveaux défis territoriaux et environnementaux :

Au-delà de la mise en conformité réglementaire, la révision du SCOT doit permettre d'adapter le projet territorial aux transformations en cours et à venir. Elle vise ainsi à :

- Définir une trajectoire territoriale compatible avec l'objectif ZAN, en rationalisant la consommation d'espace et en favorisant le recyclage foncier.
- Intégrer les enjeux des transitions écologique et énergétique : lutte contre l'étalement urbain, atténuation et adaptation au changement climatique, réduction des émissions de gaz à effet de serre (GES) et développement des énergies renouvelables.
- Favoriser l'économie circulaire, en repensant la gestion des ressources et des déchets à l'échelle territoriale.
- Renforcer le modèle agricole du Grand Clermont, en encourageant des pratiques respectueuses des sols et adaptées aux enjeux climatiques et alimentaires.
- Structurer un système alimentaire territorial plus résilient.
- Intégrer la logistique commerciale, afin d'anticiper les besoins en infrastructures et en mobilité liés à l'évolution des flux de marchandises.

Un projet de territoire solidaire et innovant à l'horizon 2050 :

La révision du SCOT constitue une opportunité pour repenser le modèle de développement du Grand Clermont et construire un territoire plus résilient, équilibré et inclusif. L'objectif est de définir une stratégie de long terme qui articule sobriété foncière, dynamisme économique, cohésion sociale et préservation des ressources.

Le territoire du Grand Clermont à l'épreuve de l'anthropocène

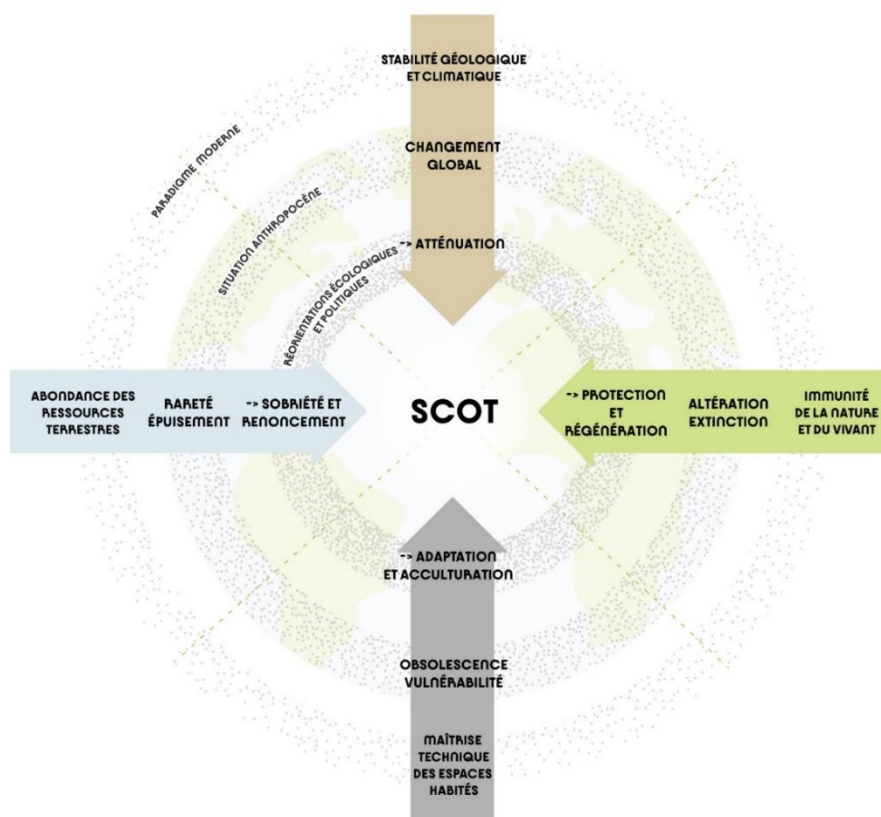
Quelles réorientations écologiques et politiques ?

Face à l'accélération du dérèglement climatique, aux pandémies et à la remise en question des anciens modèles d'attractivité, le contexte a profondément évolué depuis l'approbation du SCOT en 2011. La révision du SCOT offre l'opportunité d'aborder ces transformations en profondeur, notamment les défis d'adaptation auxquels les territoires sont confrontés. Comment penser le territoire à l'heure de l'anthropocène² ? Comment adapter le Grand Clermont aux enjeux du changement global, tout en luttant contre les vulnérabilités ? L'objectif est d'imaginer de nouvelles formes de développement, plus justes et écologiques, qui privilégient la qualité de vie, l'habitabilité, la résilience et l'hospitalité.

Le présent diagnostic territorial vise à analyser l'évolution du Grand Clermont et à formaliser les enjeux qui caractérisent ce territoire. Ce diagnostic cherche à comprendre comment le changement global pourrait impacter le territoire d'ici 2050. L'attractivité, la compétitivité et la métropolisation doivent-elles encore rester les priorités des politiques d'aménagement ? Comment peut-on construire un projet de territoire qui respecte les limites planétaires et assure un avenir plus durable ?

² L'anthropocène correspond à la période la plus récente du quaternaire, qui succéderait à l'holocène, caractérisée par les effets de l'activité humaine sur la planète.

► *Le territoire du Grand Clermont à l'épreuve de l'anthropocène :*



Réalisation : AUCM, 2023.

Le schéma ci-dessus illustre les grands enjeux et les bouleversements auxquels les territoires sont aujourd'hui confrontés : changement global, altération/extinction des ressources de la nature et du vivant, rareté/épuisement des ressources et obsolescence/vulnérabilité. L'intensification de ces phénomènes marque un véritable changement de paradigme dans la transformation et la gestion des territoires.

Au centre du schéma, se trouvent les réorientations écologiques à mettre en œuvre : atténuation, protection et régénération, adaptation, sobriété et renoncement. Ces actions sont nécessaires pour répondre aux défis environnementaux à travers le SCOT. Cette approche a servi de socle pour la structuration du diagnostic territorial et pour la définition des enjeux.

Un SCOT structuré autour de 12 grands enjeux

Un travail de pré-diagnostic pour structurer la réflexion sur le SCOT :

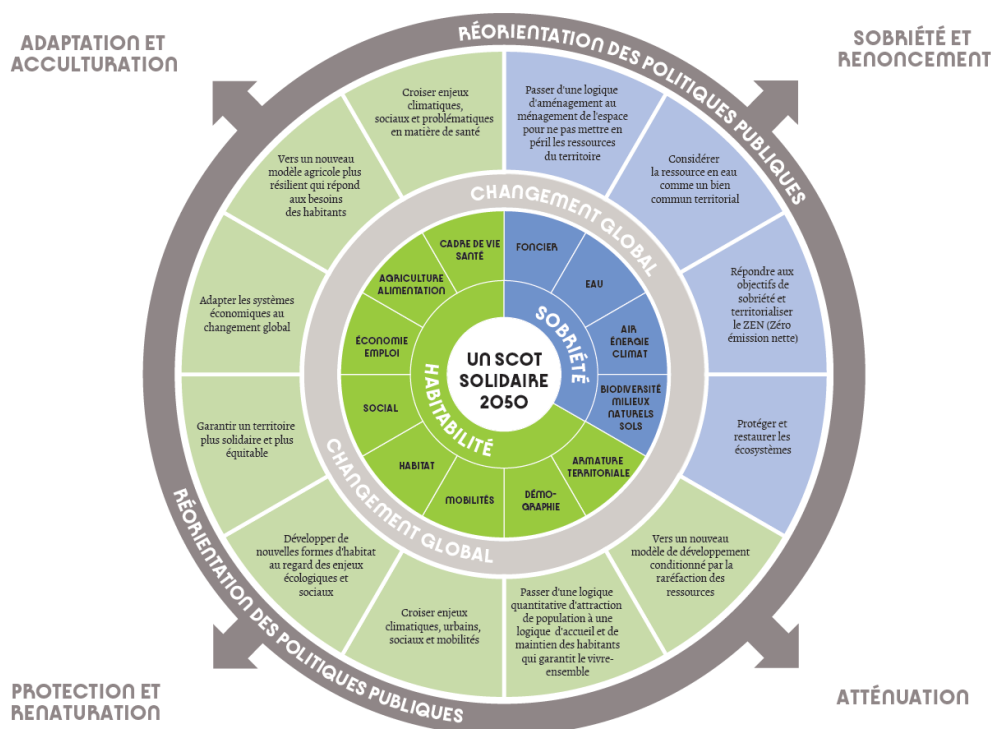
Le pré-diagnostic réalisé en 2023 avec les membres de la Commission Urbanisme du Grand Clermont a permis d'identifier les principales forces et faiblesses du territoire. Ces premières analyses ont conduit à la définition de 12 grands enjeux, articulés autour des notions de SOBRIÉTÉ³ et d'HABITABILITÉ⁴. Ces enjeux, enrichis par

³ En sciences sociales, la sobriété désigne deux idées reliées mais distinctes : un idéal proposé comme réponse aux crises environnementales et sociales découlant des changements globaux, d'une part, et l'ensemble des moyens concrets permettant d'atteindre cet idéal, d'autre part (source : Géoconfluences).

⁴ La notion d'habitabilité est un néologisme qui qualifie l'ensemble des conditions de l'habiter d'un lieu (accessibilité, convivialité, citoyenneté, etc.) aussi bien matérielles qu'idéelles. Le terme renvoie à une idée de l'habiter plus large que le fait de résider. L'habitabilité d'un lieu est liée à l'existence de possibilités suffisantes de création et d'adaptation permettant aux individus de se l'approprier. Les approches par l'habitabilité étudient la façon dont le social se construit dans un territoire de vie (source : Géoconfluences).

une série de questionnements, ont servi de fil conducteur tout au long de la révision du SCOT, à chaque étape du processus (diagnostic, PAS, DOO, etc.). Le schéma ci-dessous est une synthèse de ces 12 enjeux.

► *Synthèse des 12 enjeux du SCOT du Grand Clermont :*



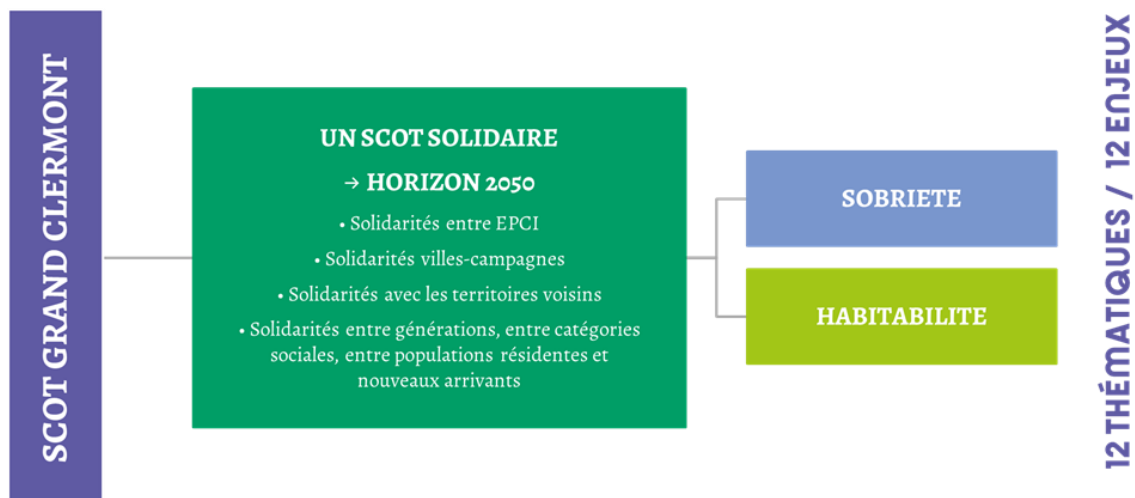
Réalisation : AUCM, 2024.

Un SCOT solidaire pour 2050 :

La notion de solidarités est au cœur de la réflexion sur le SCOT. Elle s'inscrit pleinement dans les réorientations écologiques, sociales et politiques nécessaires face aux bouleversements en cours. L'enjeu est de renforcer les solidarités à plusieurs échelles :

- Solidarités territoriales : en favorisant les coopérations entre les 4 EPCI, entre le Grand Clermont et ses territoires voisins, ainsi qu'entre les espaces urbains, périurbains et ruraux.
- Solidarités humaines et sociales : en prenant en compte les liens entre générations, entre catégories sociales et entre les différentes populations vivant sur le territoire.

Le SCOT doit ainsi promouvoir un modèle de développement plus juste et résilient, fondé sur l'entraide et l'équité.

► *Un SCOT solidaire pour 2050 :*► *Enjeux et questionnements en lien avec la notion de SOBRIETE :*

| ENJEU | QUESTIONNEMENTS |
|---|--|
| FONCIER : passer d'une logique d'aménagement au ménage-ment de l'espace pour ne pas mettre en péril les ressources du territoire | Quels outils mobiliser pour lutter contre l'artificialisation des sols ? Comment lutter contre le mitage et la banalisation des paysages ? |
| EAU : considérer la ressource en eau comme un bien commun territorial | Comment mettre en adéquation nos besoins en aménagement avec la ressource en eau ? Comment favoriser un partage équitable de cette ressource entre les différents usages ? |
| AIR / ENERGIE / CLIMAT : répondre aux objectifs de sobriété et territorialiser le ZEN | Comment faire des enjeux énergie-climat un sujet central pour le SCOT ? Comment atteindre les objectifs du ZEN (Zéro émission nette) en 2050 ? |
| BIODIVERSITE / MILIEUX NATURELS / SOLS : protéger et restaurer les écosystèmes | Comment considérer la biodiversité comme une priorité et non comme une contrainte ? Comment maintenir et restaurer les continuités écologiques (TVB) dans les secteurs où elles sont dégradées et fragmentées ? Comment accompagner les politiques de désimperméabilisation et de renaturation ? |

► *Enjeux et questionnements en lien avec la notion d'HABITABILITE :*

| ENJEU | QUESTIONNEMENTS |
|---|---|
| ARMATURE TERRITORIALE : vers un nouveau modèle de développement conditionné par la raréfaction des ressources | Comment consolider et renouveler l'organisation du territoire en archipel ? Comment placer au cœur de la réflexion les notions de complémentarités et de réciprocités entre territoires et EPCI ? |
| DEMOGRAPHIE : passer d'une logique quantitative d'attraction de population à une logique d'accueil et de maintien des habitants qui garantit le vivre-ensemble | L'attractivité démographique doit-elle encore être promue sans réserve ? Comment garantir un territoire désirable / habitable ? Comment anticiper les migrations climatiques ? |
| ACCESSIBILITE / MOBILITES : croiser enjeux climatiques, urbains, sociaux et mobilités | Comment mieux articuler aménagement urbain (en extension et en renouvellement) et réseaux de transports en commun ? Comment accélérer la décarbonation des mobilités ? |
| HABITAT / PARCOURS RESIDENTIELS : développer de nouvelles formes d'habitat au regard des enjeux écologiques et sociaux | Comment développer une offre de logements qui répond au desserrement des ménages et au vieillissement de la population ? Comment produire autrement un habitat inclusif, abordable et de qualité ? |
| SOCIAL : garantir un territoire plus solidaire et plus équitable | Dans quelle mesure les politiques d'aménagement peuvent corriger certaines inégalités (habitat, équipements, services, etc.) ? Comment engager une transition écologique qui n'aggrave pas les inégalités sociales dont souffrent les plus défavorisés mais au contraire accompagne les plus vulnérables ? |
| ECONOMIE / EMPLOI : adapter les systèmes économiques au changement global | Comment réinventer un modèle économique qui fait face aux transitions sociétales et climatiques ? Comment envisager une relocalisation de notre économie productive (industrie, agriculture, etc.) ? |
| AGRICULTURE / ALIMENTATION : vers un nouveau modèle agricole plus résilient qui répond aux besoins des habitants | Comment préserver la qualité agronomique des terres agricoles, notamment les terres de Limagne ? Comment garantir la protection des terres agricoles ? Comment favoriser l'installation de nouveaux agriculteurs et le développement de filières locales ? |

| | |
|---|---|
| CADRE DE VIE / SANTE : croiser enjeux climatiques, sociaux et problématiques en matière de santé | Comment construire un SCOT favorable à la santé (des populations, des espèces, du territoire, etc.) ? |
|---|---|

A travers ces questionnements, il s'agit de relever les défis et d'identifier les leviers d'action pour tendre vers un territoire plus résilient. Le SCOT du Grand Clermont se doit notamment d'anticiper et d'accompagner les transitions écologiques, économiques et sociales à horizon 2050. Pour cela, plusieurs enjeux majeurs émergent, nécessitant une approche intégrée et transversale :

- 1. Préserver les ressources et limiter l'artificialisation des sols
- 2. Placer le climat, l'énergie et la biodiversité au cœur de l'aménagement
- 3. Construire une armature territoriale cohérente et équilibrée
- 4. Répondre aux besoins des habitants en matière d'habitat et de mobilités
- 5. Favoriser une transition écologique et économique juste et inclusive

Ce cadre de réflexion invite à repenser le développement du Grand Clermont dans une logique de sobriété et d'équité, en intégrant pleinement les défis climatiques et sociaux du XXI^e siècle.

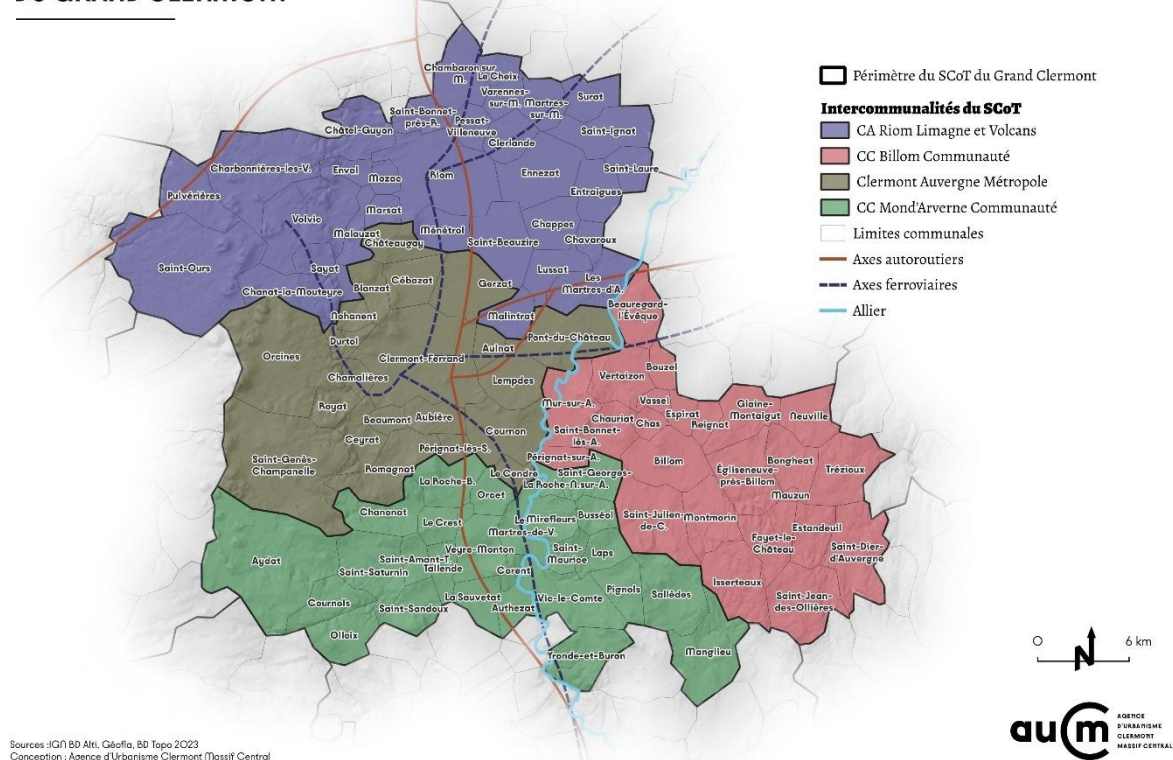
1• STRUCTURATION DU TERRITOIRE ET DYNAMIQUES INTERTERRITORIALES

1.1• Structuration du territoire

Le territoire du SCOT du Grand Clermont en 2025

4 EPCI / dont 1 METROPOLE / 104 COMMUNES / 1 300 KM² / 431 000 HABITANTS (EN 2021)

LES INTERCOMMUNALITÉS DU SCOT DU GRAND CLERMONT



Situé au centre du département du Puy-de-Dôme, dans la Région Auvergne-Rhône-Alpes, le territoire du SCOT du Grand Clermont est constitué de 104 communes réparties entre 4 intercommunalités, pour une population d'environ 431 000 habitants (en 2021) :

- Une Métropole : Clermont Auvergne Métropole (21 communes).
- Une communauté d'agglomération : Riom Limagne et Volcans (31 communes).
- Deux Communautés de communes : Billom Communauté (25 communes) et Mond'Arverne Communauté (27 communes).

► Liste des communes du SCOT par EPCI :

| BILLOM COMMUNAUTE |
|--|
| Beauregard-l'Évêque • Billom • Bongheat • Bouzel • Chas • Chauriat • Égliseneuve-près-Billom • Espirat • Estandeuil • Fayet-le-Château • Glaine-Montaigut • Isserteaux • Mauzun • Mur-sur-Allier • Montmorin • Neuville • Pérignat-sur-Allier • Reignat • Saint-Bonnet-lès-Allier • Saint-Dier-d'Auvergne • Saint-Jean-des-Ollières • Saint-Julien-de-Coppel • Trézioux • Vassel • Vertaizon |

CLERMONT AUVERGNE METROPOLE

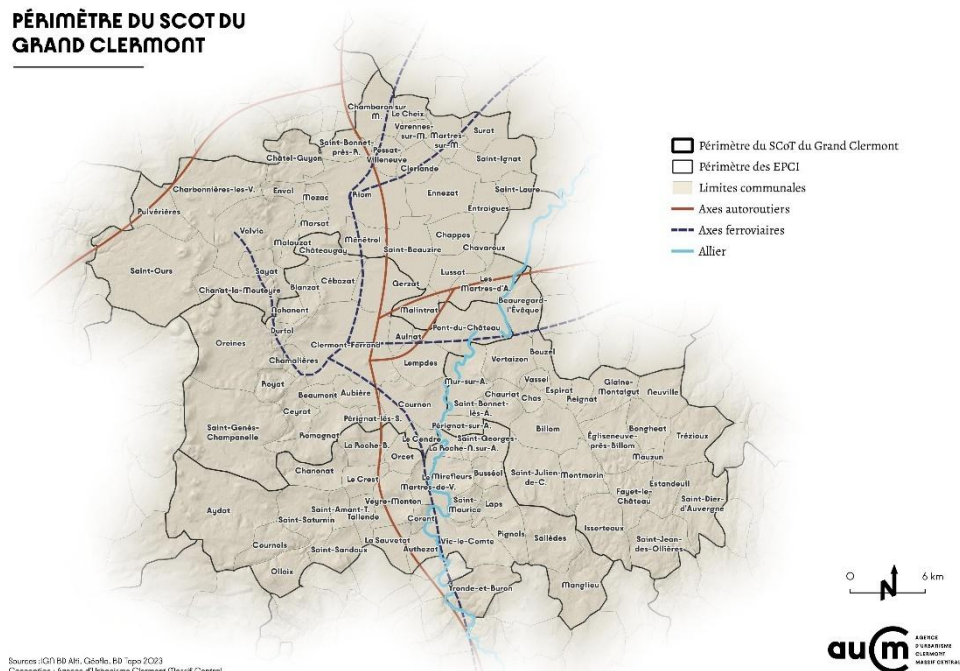
Aubière • Aulnat • Beaumont • Blanzat • Cébazat • Le Cendre • Ceyrat • Chamalières • Châteaugay • Clermont-Ferrand • Cournon-d'Auvergne • Durtol • Gerzat • Lempdes • Nohanent • Orcines • Pérignat-lès-Sarliève • Pont-du-Château • Romagnat • Royat • Saint-Genès-Champanelle

MOND'ARVERNE COMMUNAUTE

Authezat • Aydat • Busséol • Chanonat • Corent • Cournols • Le Crest • Laps • Manglieu • Les Martres-de-Veyre • Mirefleurs • Olloix • Orcet • Pignols • La Roche-Blanche • La Roche-Noire • Saint-Amant-Tallende • Saint-Georges-sur-Allier • Saint-Maurice • Saint-Sandoux • Saint-Saturnin • Sallèdes • La Sauvetat • Tallende • Veyre-Monton • Vic-le-Comte • Yronde-et-Buron

RIOM LIMAGNE ET VOLCANS

Chanat-la-Mouteyre • Chappes • Charbonnières-les-Varennes • Châtel-Guyon • Chavaroux • Le Cheix-sur-Morge • Clerlande • Ennezat • Entraigues • Enval • Lussat • Malauzat • Malintrat • Marsat • Les Martres-d'Artière • Martres-sur-Morge • Ménérol • Chambaron sur Morge • Mozac • Pessat-Villeneuve • Pulvérières • Riom • Saint-Beauzire • Saint-Bonnet-près-Riom • Saint-Ignat • Saint-Laure • Saint-Ours • Sayat • Surat • Varennes-sur-Morge • Volvic

PÉRIMÈTRE DU SCOT DU GRAND CLERMONT

2011 > 2023 : une décennie de profondes évolutions territoriales

Les 12 années suivant l'approbation du SCOT en 2011 ont été marquées par des transformations territoriales et institutionnelles majeures. A son adoption, le SCOT du Grand Clermont couvrait un territoire de 108 communes réparties sur 10 intercommunalités, avec une population de 409 400 habitants.

Des communes rattachées à d'autres intercommunalités :

Deux communes ont quitté Mond'Arverne Communauté pour intégrer une intercommunalité située hors du périmètre du SCOT du Grand Clermont :

- Au 01/01/2017 : la commune du Vernet-Sainte-Marguerite a rejoint la Communauté de communes du Massif du Sancy.
- Au 01/01/2020 : la commune de Saulzet-le-Froid a rejoint la Communauté de communes Dôme Sancy Ar-tense.

Fusions de communes :

Création de deux communes nouvelles :

- Au 01/01/2016 : Chambaron-sur-Morge est née de la fusion de La Moutade et Cellule.
- Au 01/01/2019 : Mur-sur-Allier a été créée en regroupant Dallet et Mezel.

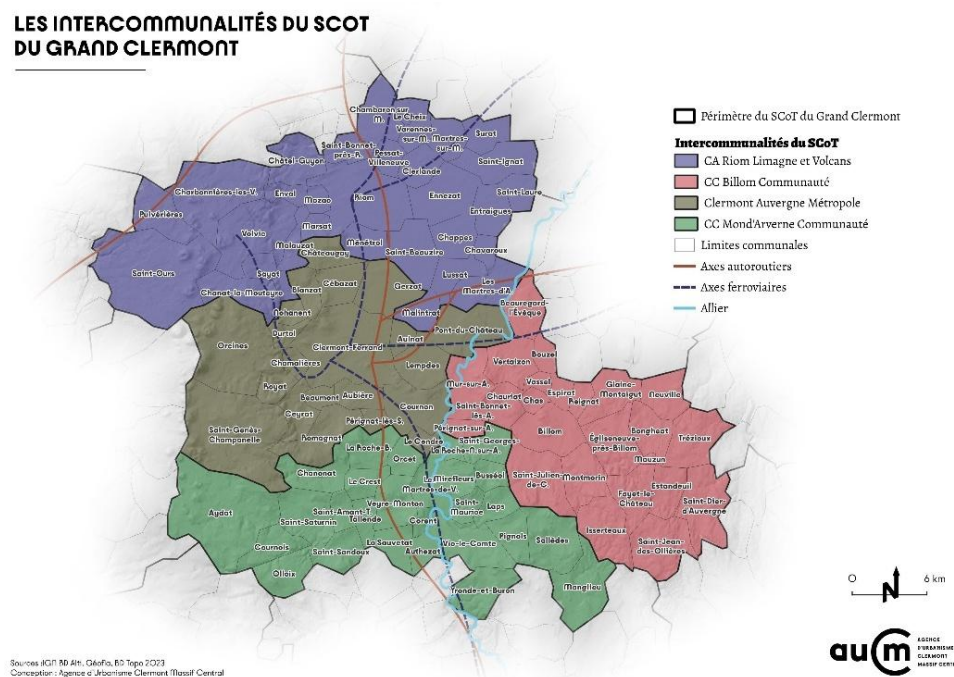
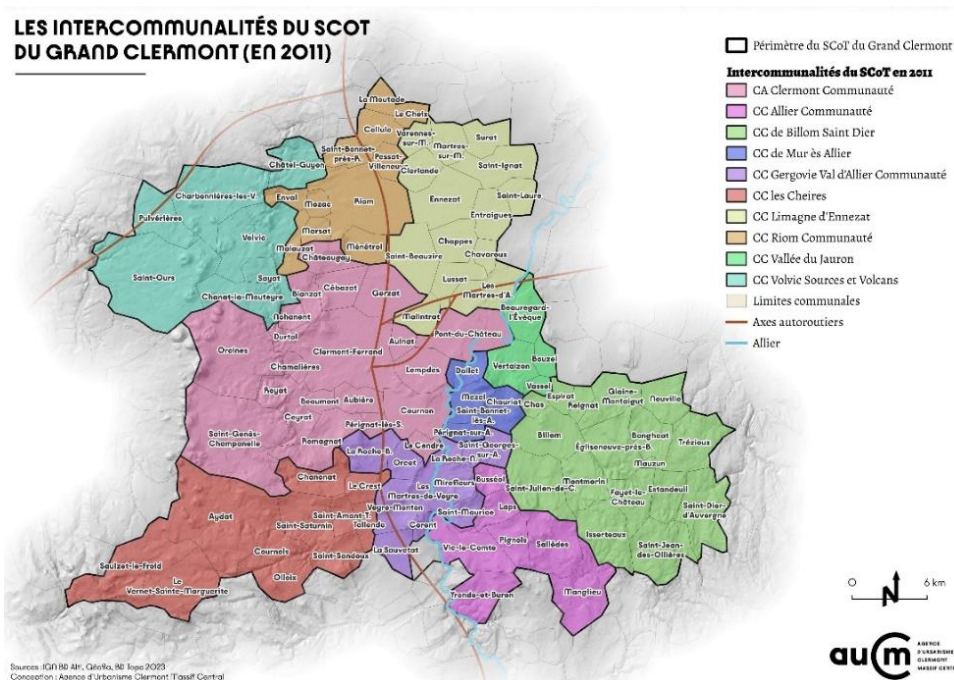
Fusion des intercommunalités :

Dans le cadre des réformes territoriales récentes, le territoire du Grand Clermont a connu un renforcement de ses intercommunalités. Les derniers ajustements sont intervenus le 01/01/2017, en application de la loi NOTRe du 07/08/2015 et du Schéma départemental de coopération intercommunale du Puy-de-Dôme, arrêté le 10/03/2016.

EPCI composant le territoire du Grand Clermont en 2025 :

- **Clermont Auvergne Métropole** : issue de la transformation de la Communauté d'agglomération en Communauté urbaine, puis en Métropole au 01/01/2018, sans évolution de périmètre : 21 communes (296 180 habitants).
- **Riom Limagne et Volcans (RLV)** : issue de la fusion des Communautés de communes de Volvic Sources et Volcans, Riom Communauté et Limagne d'Ennezat, avec une transformation en Communauté d'agglomération opérée en 2018 : 31 communes (67 503 habitants).
- **Mond'Arverne Communauté** : issue de la fusion des Communautés de communes des Cheires, de Gergovie Val d'Allier et Allier Comté Communauté, avec le départ de la commune du Vernet-Sainte-Marguerite du côté du Massif du Sancy : 28 communes (40 663 habitants).
- **Billom Communauté** : issue des fusions de Billom Saint-Dier Vallée du Jauron et Mur-ès-Allier : 26 communes (25 912 habitants).

► Evolution des intercommunalités du Grand Clermont entre 2011 et 2023 :



Fusion des Régions :

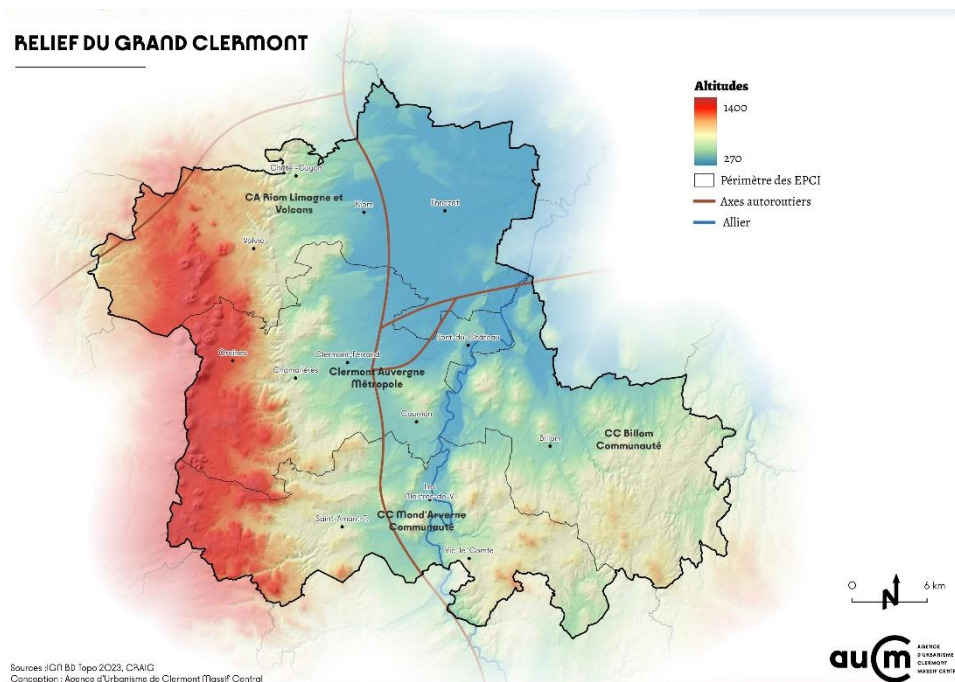
Le 01/01/2016, la Région Auvergne a fusionné avec Rhône-Alpes pour former la Région Auvergne-Rhône-Alpes. Cette réorganisation territoriale a entraîné une redéfinition des rôles et des centralités, avec Lyon devenant la capitale régionale en lieu et place de Clermont-Ferrand.

Dans ce nouveau contexte régional, le Schéma régional d'aménagement, de développement durable et d'égalité des territoires (SRADDET) d'Auvergne-Rhône-Alpes a été adopté par le Conseil régional les 19 et 20/12/2019, puis approuvé par arrêté du Préfet de région le 10/04/2020.

Le Grand Clermont : un territoire fortement caractérisé par sa géographie et son relief

Structuration du territoire :

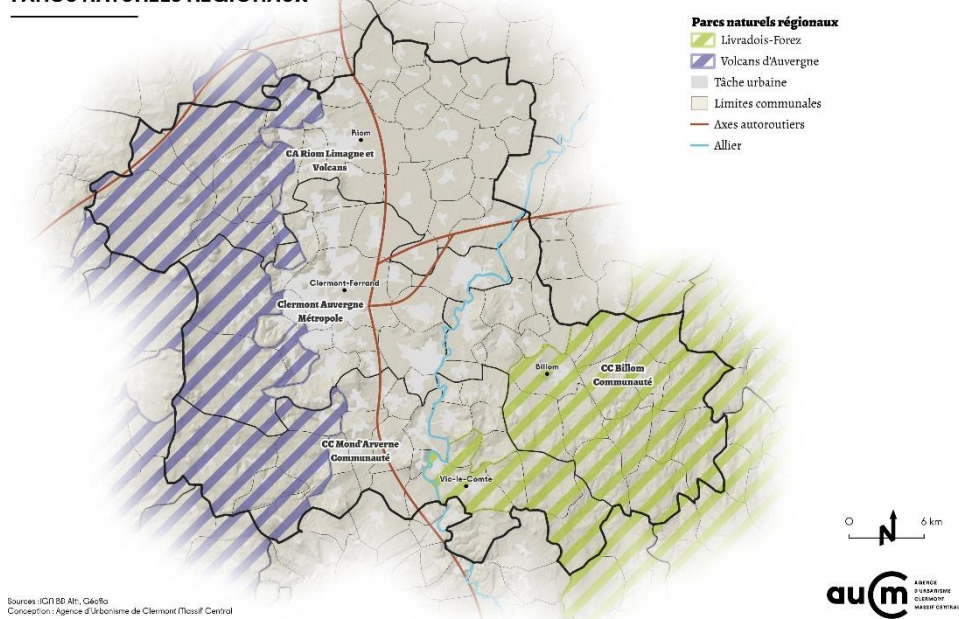
Le territoire du Grand Clermont, d'une superficie de 1 300 km², se caractérise par un relief contrasté, entre les volcans emblématiques de la Chaîne des puys, classés au Patrimoine mondial de l'UNESCO à l'ouest, et les plaines fertiles de la Limagne, bordées par les premiers contreforts du Livradois à l'est. Administrativement, le territoire est structuré autour de 4 intercommunalités (EPCI) : Billom Communauté à l'est ; Clermont Auvergne Métropole au centre ; Mond'Arverne Communauté au sud et Riom Limagne et Volcans au nord. Clermont-Ferrand, préfecture du Puy-de-Dôme, en constitue le cœur urbain et polarise l'activité économique et culturelle du territoire. Riom, sous-préfecture du département, joue également un rôle structurant, notamment en tant que pôle administratif et économique au nord du territoire.



Traversé du sud au nord par la rivière Allier, le territoire est bordé à l'ouest par le Parc naturel régional (PNR) des Volcans d'Auvergne et à l'est par le Parc naturel régional du Livradois-Forez.

Son accessibilité est renforcée par un réseau autoroutier stratégique, structuré autour de 3 axes majeurs : l'A71 (Paris-Clermont), l'A75 (Clermont-Béziers) et l'A89 (Lyon-Bordeaux), qui assurent une connexion efficace avec les principaux pôles nationaux. Le réseau ferroviaire, avec des lignes reliant Clermont-Ferrand et Riom à Lyon, Paris et d'autres grandes villes, joue également un rôle clé dans l'accessibilité du territoire, facilitant les échanges économiques et les déplacements des habitants.

PÉRIMÈTRES COMMUNS DU SCOT ET DES PARCS NATURELS RÉGIONAUX

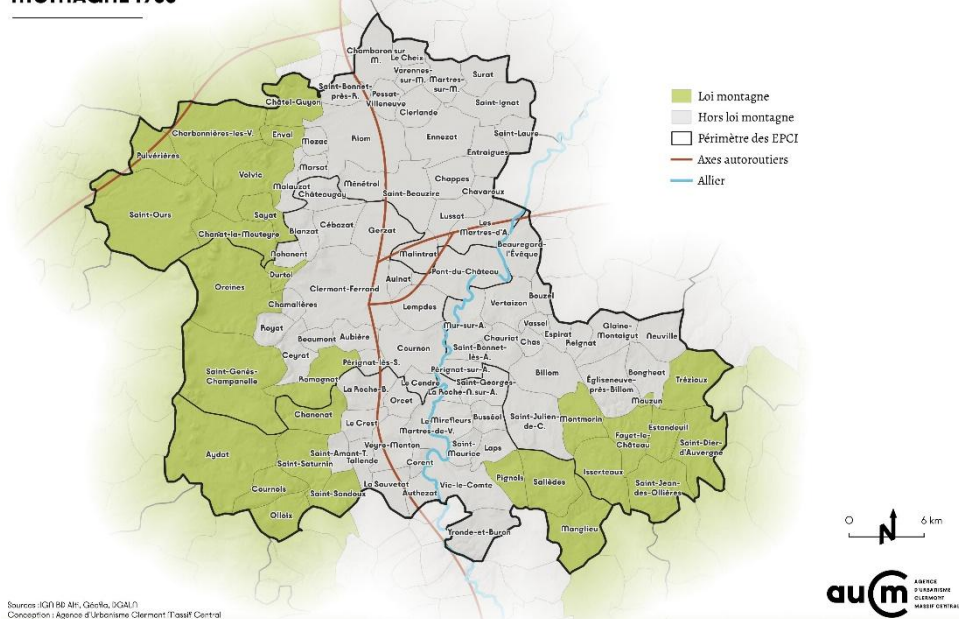


Communes soumises à la loi Montagne :

Parmi les 104 communes du Grand Clermont, 29 sont soumises à la loi Montagne :

- Riom Limagne et Volcans : Chant-la-Mouteyre, Charbonnières-les-Varennes, Châtel-Guyon (en partie), Enval (en partie), Pulvérières, Saint-Ours, Sayat (en partie), Volvic.
- Clermont Auvergne Métropole : Durtol, Orcines, Romagnat (en partie), Saint-Genès-Champanelle.
- Mond'Arverne Communauté : Aydat, Chanonat, Cournols, Olloix, Saint-Saturnin, Saint-Sandoux, Sallèles, Manglieu, Pignols.
- Billom Communauté : Estandeuil, Fayet-le-Château, Isserteaux, Mauzun, Montmorin, Saint-Dier-d'Auvergne, Saint-Jean-des-Ollières, Trézioux.

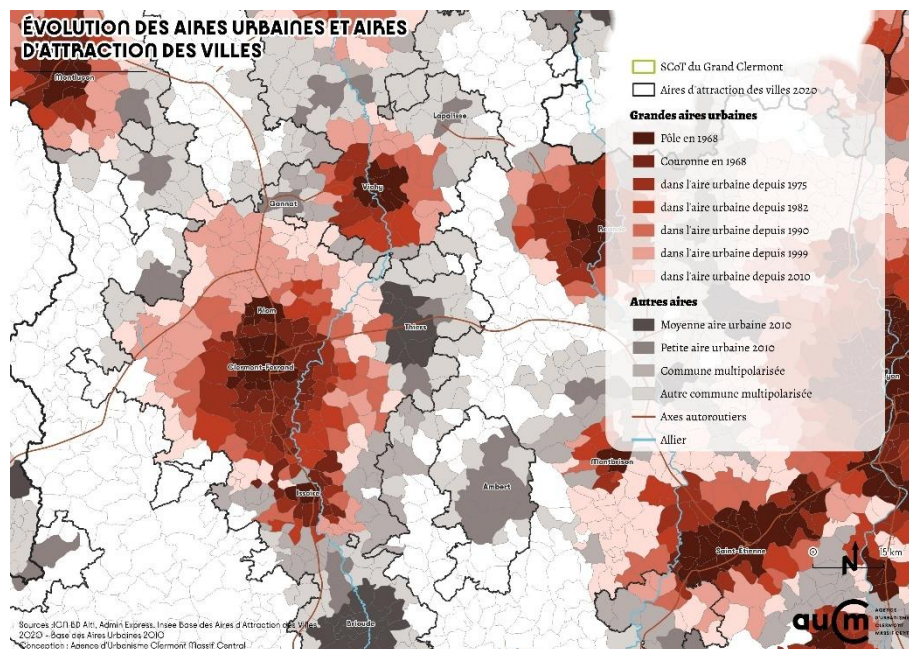
COMMUNES SOUMISES À LA LOI MONTAGNE 1985



1.2• Dynamiques interterritoriales

Evolution des aires urbaines et des aires d'attraction des villes

Une aire d'attraction clermontoise qui s'inscrit dans un espace métropolisé plus large :



Le zonage en aires d'attraction des villes, défini par l'INSEE en 2020, repose sur des critères statistiques mesurant l'influence d'un pôle urbain sur les communes environnantes. Il remplace le zonage en aires urbaines (ZAU), utilisé depuis 1996 et mis à jour en 2010, en affinant les critères de polarisation urbaine. Désormais, une commune est intégrée à une aire d'attraction si au moins 15 % de ses actifs travaillent dans le pôle. Une aire d'attraction est donc un ensemble de communes d'un seul tenant et sans enclave, structuré autour d'un pôle de population et d'emploi, et d'une couronne périphérique regroupant les communes dont au moins 15 % des actifs travaillent dans le pôle.

Contraint par le relief, le développement de l'aire urbaine clermontoise s'est d'abord orienté vers le nord avec l'intégration de Riom, puis vers le sud-est, notamment le long du corridor autoroutier de l'A75, où l'urbanisation s'est intensifiée de manière quasi continue entre Riom et Cournon-d'Auvergne. Progressivement, l'aire urbaine s'est étendue vers le nord, le sud et l'est, se rapprochant des pôles urbains de Vichy, Issoire et, dans une moindre mesure, de Thiers. Les bourgs de la Chaîne des puys, du Livradois et de la plaine de la Limagne constituent également des points d'ancrage pour le développement urbain récent.

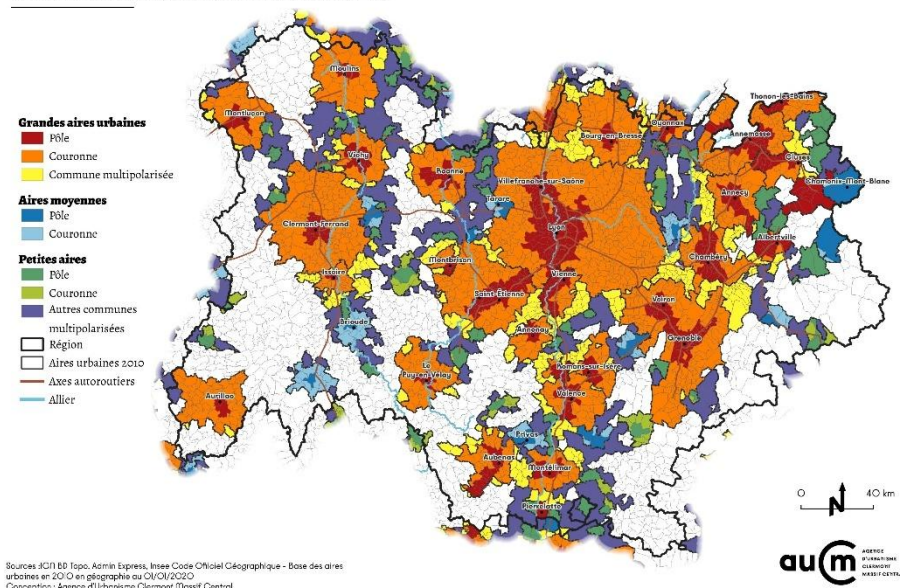
L'aire d'attraction de 2020 reflète cette expansion, portant désormais la population concernée à 507 954 habitants, dont environ 85 % résident dans le Grand Clermont.

Le périmètre du Grand Clermont correspond globalement aux communes intégrées à l'aire urbaine clermontoise dans les années 1990, à l'exception de Saint-Dier-d'Auvergne et Saint-Jean-des-Ollières, qui relèvent de l'aire urbaine d'Ambert.

Cette dynamique de métropolisation s'accompagne d'un phénomène de périurbanisation qui touche des communes de plus en plus éloignées de l'agglomération clermontoise, traduisant l'influence croissante du pôle clermontois sur un territoire élargi.

L'aire urbaine clermontoise - un pôle d'équilibre stratégique à l'ouest du système métropolitain régional :

ZONAGE EN AIRES URBAINES À L'ÉCHELLE DE LA RÉGION AUVERGNE-RHÔNE-ALPES



A l'échelle de la Région Auvergne-Rhône-Alpes, 85 % de la population vivait sous l'influence d'un grand pôle urbain en 2012. Le zonage en aires urbaines met en évidence l'empreinte des villes bien au-delà des agglomérations, structurant ainsi l'espace régional autour de 21 aires urbaines de plus de 50 000 habitants⁵.

Avec 2,2 millions d'habitants, soit 29 % de la population régionale, l'aire urbaine de Lyon est la plus peuplée après celle de Paris. Aux côtés de Grenoble, Saint-Étienne et Clermont-Ferrand, elle figure parmi les 20 premières aires urbaines françaises, concentrant à elles seules la moitié des habitants de la région.

L'extension continue des aires urbaines a conduit à la formation de vastes ensembles urbanisés. Autour de Lyon, celles de Saint-Étienne, Vienne, Annonay, Roanne et Bourg-en-Bresse forment un réseau dense sans discontinuité. Le long du sillon alpin, un second ensemble se dessine autour des aires de Grenoble, Chambéry, Annecy et Annemasse. A l'ouest, un système urbain structuré émerge autour des aires de Vichy, Clermont-Ferrand et Issoire, formant un territoire d'une centaine de kilomètres du nord au sud et d'environ 60 km d'est en ouest, sur lequel s'est construit le Pôle métropolitain Clermont-Vichy-Auvergne (PMCA).

A l'inverse, les espaces montagneux de la région se caractérisent par des polarités urbaines de petite taille et des zones peu denses, notamment dans la partie auvergnate du Massif central, où les aires urbaines, de taille modeste, restent isolées les unes des autres.

Dynamiques métropolitaines et démarches de coopération

PETR Le Grand Clermont :

Le syndicat en charge du SCOT, connu sous le nom de SIEPAC à sa création en 1995, a connu une évolution importante au fil des années. Initialement responsable du Schéma directeur, il est devenu un Pays « loi Voynet » dans les années 2000. Suite à la loi de Modernisation de l'action publique et d'affirmation des métropoles (MAPTAM), le Syndicat mixte a été transformé en Pôle d'équilibre territorial et rural (PETR) le 16/10/2014, devenant ainsi l'un des plus importants de France sous ce statut.

⁵ Source : Auvergne Rhône-Alpes - Nouvel espace régional et dynamiques métropolitaines, INSEE - Urba4 - régions Auvergne et Rhône-Alpes, 2015.

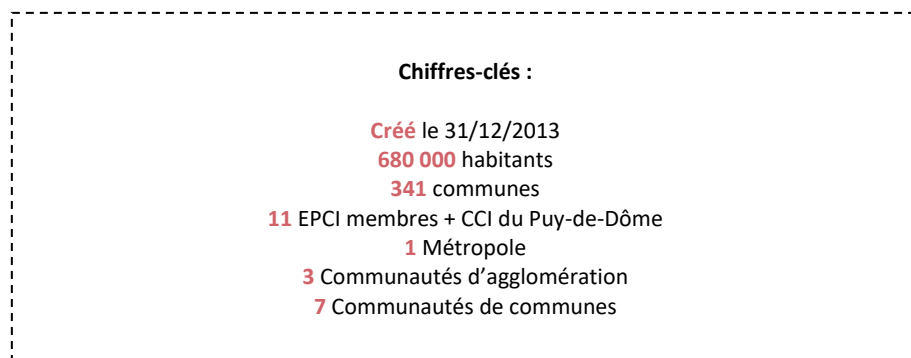
Cette transformation a entraîné plusieurs changements fonctionnels majeurs : le renforcement du Conseil de développement (CODEV), la création d'une Conférence des Maires, et l'ouverture de nouvelles perspectives concernant les services unifiés et les prestations de services. A ce titre, un service mutualisé d'instruction du droit des sols a été mis en place en 2015, couvrant environ la moitié des communes du Grand Clermont. De plus, le PETR assume la maîtrise d'ouvrage, par délégation, d'une voie verte le long de l'Allier.

Le Grand Clermont porte également, en collaboration avec le PNR Livradois-Forez, un Projet alimentaire territorial (PAT) depuis 2017. Par ailleurs, il est l'un des membres fondateurs du GAL (Groupe d'action locale) Puy-de-Dôme, qui anime le programme européen LEADER. Grâce à la dynamique lancée par la maîtrise d'ouvrage du SCOT, le territoire est devenu un espace propice au dialogue, à la coopération et à la réalisation de projets au service de ses 4 EPCI.

Le Pôle métropolitain Clermont Vichy Auvergne (PMCVA) :

Le Pôle Métropolitain Clermont Vichy Auvergne (PMCVA) est un espace interterritorial stratégique, conçu pour favoriser les synergies entre les EPCI et renforcer ainsi l'attractivité du territoire métropolitain auvergnat. Ce dispositif permet d'instaurer un cadre de coopération entre les collectivités, et de dynamiser les projets communs qui participent au rayonnement régional.

Le PMCVA constitue un levier essentiel pour initier un dialogue politique constructif entre les différents territoires. Il ouvre la voie à des partenariats qui mobilisent tant les acteurs publics que privés. En témoigne la présence de la Chambre de commerce et d'industrie (CCI) du Puy-de-Dôme, ainsi que l'organisation des Assises métropolitaines, des événements qui assurent une visibilité accrue aux projets du territoire et font du PMCVA un acteur clé du développement régional.



Le périmètre du PMCVA s'étend de Vichy à Brioude, incluant Clermont-Ferrand, Riom et Issoire. Il regroupe 341 communes sur 11 EPCI. L'organisation des actions du PMCVA repose sur 3 pôles complémentaires :

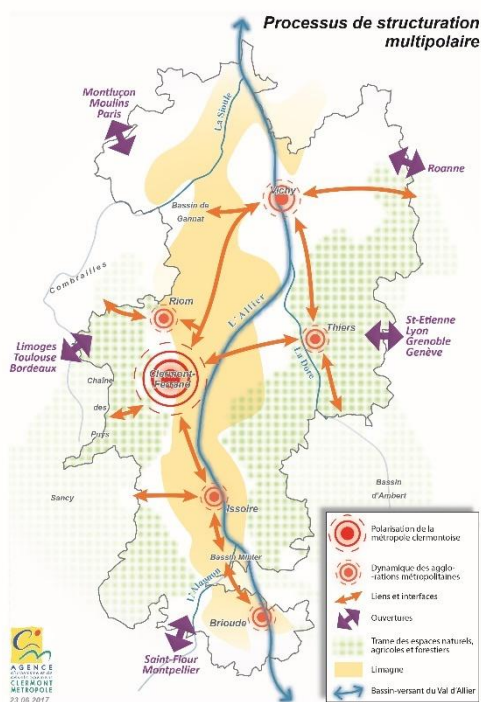
- Le pôle stratège : il incarne, anime et valorise la métropole de l'ouest de la région, en impulsant des projets structurants pour le territoire.
- Le pôle incubateur : ce pôle est dédié à l'émergence de projets d'envergure métropolitaine, visant à renforcer l'attractivité et la lisibilité du territoire à l'échelle nationale et internationale.
- Le pôle coordinateur : il assure la coordination des actions et des réflexions qui dépassent les échelles communales et intercommunales, en favorisant les débats et les échanges entre les acteurs du territoire.

Au-delà de la simple approche institutionnelle et des frontières administratives, le schéma d'organisation territoriale du PMCVA permet de saisir l'ensemble du territoire métropolitain. Il met en lumière le rôle central de la métropole clermontoise tout en soulignant les articulations avec les pôles-relais que sont Vichy, Brioude, Thiers, mais aussi Ambert, Saint-Flour, le Puy-en-Velay, Moulins et Montluçon. L'aire d'influence de la métropole rayonne en effet jusqu'à Vichy au nord et Brioude au sud.

Le cadre naturel, avec des espaces de moyenne montagne à l'ouest et à l'est, influence l'orientation des grands axes de circulation du territoire. Les axes autoroutiers (vers Paris et Montpellier) et ferroviaires suivent un tracé nord-sud, tandis que les axes secondaires se développent dans les secteurs de plaine, au nord et au sud.

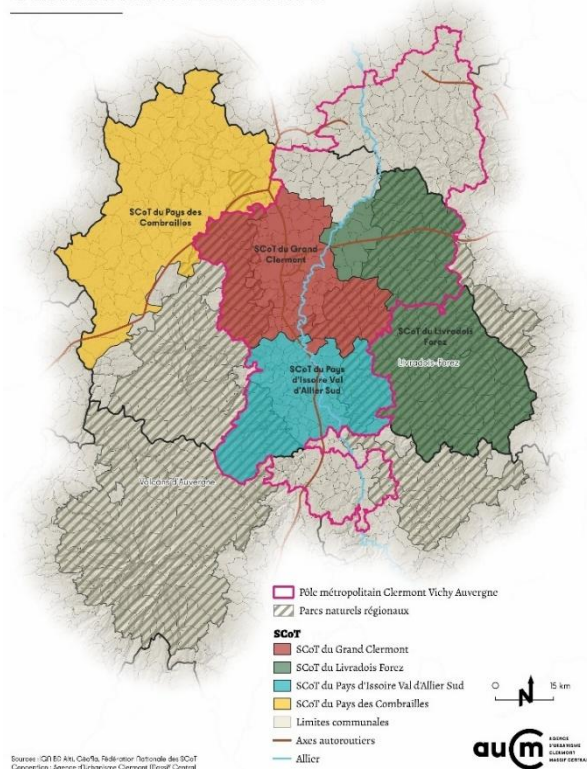
L'Allier, un des principaux affluents de la Loire, traverse le territoire du sud au nord, formant ainsi une véritable colonne vertébrale qui structure l'organisation des déplacements et le développement économique du PMCVA.

► *Le PMCVA : un processus de structuration multipolaire :*



Réalisation : AUCM, 2017.

TERRITOIRES DE PROJETS ET ORGANISATION TERRITORIALE



Les Parcs naturels régionaux (PNR), territoires de projets et de valorisation du patrimoine naturel, culturel et paysager :

Le territoire du Grand Clermont se distingue par sa présence de deux Parcs naturels régionaux (PNR) : le PNR Livradois-Forez à l'est et le PNR des Volcans d'Auvergne à l'ouest. En effet, 51 % du territoire du Grand Clermont, soit 36 communes, se situe dans l'un de ces deux PNR.

Le Parc naturel régional Livradois-Forez (PNRLF) :

Créé en 1986, le PNR Livradois-Forez s'étend sur 3 départements : le Puy-de-Dôme, la Haute-Loire et la Loire. Ce vaste territoire de 335 000 hectares regroupe 177 communes classées et près de 107 000 habitants.

Une nature globalement préservée : à l'écart des grands axes de communication et marqué par son relief montagnard, le territoire a conservé une faible fragmentation des espaces naturels, permettant la libre circulation des espèces. Ses vastes espaces agricoles et forestiers abritent une biodiversité remarquable, notamment des habitats naturels rares et diversifiés : tourbières, gorges rocheuses, coteaux secs et forêts matures. Son caractère naturel repose sur :

- Un intérêt écologique reconnu sur près de 15 % du territoire.
- Un réseau de tourbières couvrant plus de 2 400 hectares.
- 28 % de forêts anciennes pour un taux de couverture forestière de 56 %.
- Un taux de protection des espaces naturels inférieur à 1 % de la surface totale du territoire.

Un patrimoine bâti diversifié mais peu protégé : le territoire se distingue par la richesse de son patrimoine architectural, avec des villes et bourgs médiévaux aux silhouettes remarquables (Thiers, Billom, Ambert, La Chaise-Dieu, Lavaudieu, Châteldon, etc.). Il compte près de 200 Monuments historiques et une forte densité de patrimoine non protégé, incluant le bâti agricole et industriel, les villages traditionnels, les coudercs et le patrimoine vernaculaire.

► *Vue de Billom :*



Source : Benjamin VALLET, www.auvergne-livradois-forez.com.

Une forte présence de l'eau : situé en tête du bassin versant de la Loire, le Livradois-Forez est marqué par l'omniprésence de l'eau, à la fois ressource essentielle et milieu naturel d'exception. L'eau a façonné le développement du territoire, notamment à travers l'industrie qui a exploité sa force motrice dans les vallées. Les paysages portent l'empreinte de cette relation : moulins, barrages, usines et plans d'eau témoignent des usages humains, tandis que plaines et forêts alluviales, prairies humides et tourbières forment un réseau écologique riche. Véritable colonne vertébrale du territoire, le bassin versant de la Dore, d'une grande valeur écologique, structure les paysages et concentre les principaux axes de communication (routes et ligne ferroviaire).

Une forêt omniprésente : le territoire est fortement boisé, avec une dominance de résineux structurant le paysage. Sa valeur patrimoniale est notamment marquée par les anciennes sapinières-hêtraies et son poids économique, support d'une filière-bois active, est majeur en raison d'un important capital mobilisable de bois sur pied, d'un fort accroissement annuel et d'un taux élevé de prélèvement qui fait du Livradois-Forez l'un des principaux secteurs fournisseurs de bois de la Région Auvergne-Rhône-Alpes (183 000 ha de forêt).

L'agriculture, dominée par la polyculture-élevage, joue un rôle majeur dans l'économie et les paysages locaux. Le territoire est reconnu pour ses productions fromagères emblématiques, la Fourme d'Ambert et la Fourme de Montbrison, bénéficiant d'Appellations d'origine protégée (AOP). Autre spécificité, l'élevage de la race bovine Ferrandaise, rustique et adaptée au territoire, ainsi que plusieurs productions locales labellisées, comme l'AOP Lentille verte du Puy et l'ail rose de Billom.

Des paysages variés entre gorges et sommets : avec ses reliefs multiples et sa vaste étendue, le Livradois-Forez offre une diversité de paysages : espaces bocagers, agro-forestiers, ouvertures paysagères vers les massifs voisins, plateaux, buttes, gorges, plaine et vallées. Les points de vue et balcons paysagers révèlent ces paysages, notamment au niveau des cols et des ruptures topographiques.

Les Hautes-Chaumes du Forez, un joyau patrimonial : lieu emblématique du territoire, les Hautes-Chaumes du Forez forment un espace unique, marqué par de vastes landes ouvertes façonnées par le pastoralisme depuis des siècles. Ces paysages singuliers, ponctués de jasseries (habitats temporaires couverts de chaume), témoignent d'un mode de vie et d'un équilibre fragile entre l'homme et son environnement. Ce secteur, seul représentant de l'étage végétal subalpin sur le territoire, abrite des habitats et des espèces remarquables, héritage d'une relation ancestrale entre climat, géologie, pratiques d'élevage (estives) et espèces remarquables⁶.

Le Parc naturel régional des Volcans d'Auvergne (PNRVA) :

Situé au cœur de l'Auvergne, dans les départements du Puy-de-Dôme et du Cantal, le Parc naturel régional des Volcans d'Auvergne est le plus vaste de France métropolitaine, s'étendant sur près de 400 000 hectares. Créé en 1977, il regroupe 147 communes et compte environ 91 000 habitants.

Le volcanisme comme signe distinctif : le territoire, qui s'étend sur 120 km du nord au sud est connu pour la présence de plusieurs massifs réputés à l'échelle nationale :

- La Chaîne des puys (1 465 mètres).
- Le Massif du Sancy (1 886 mètres).
- Le Massif du Cantal (1 855 mètres).

Tous ces reliefs résultent d'une activité volcanique plus ou moins ancienne. Ce patrimoine géologique a contribué à façonner de nombreuses caractéristiques locales, parmi lesquelles : une grande richesse agronomique des sols, propice à l'agriculture et à l'élevage, l'utilisation de la pierre volcanique dans le bâti traditionnel et le patrimoine vernaculaire, le développement du thermalisme, une offre touristique variée, axée sur la découverte des volcans et leurs paysages.

Un PNR en 5 régions naturelles : le territoire se distingue aussi par sa structuration en régions naturelles caractérisées par une grande diversité de paysages :

- Les Monts Dômes, avec un alignement de plus de 80 jeunes volcans aux formes diverses.
- Les Monts Dore, un ensemble volcanique ancien et complexe entaillé par plusieurs cirques glaciaires.
- Le Cézallier, un massif volcanique émué formant de hauts plateaux d'altitude.
- Les Monts du Cantal, constituant le plus vaste stratovolcan d'Europe où alternent profondes vallées glaciaires et plateaux élevés.
- L'Artense, un plateau granitique marqué par la présence importante de tourbières, landes rocheuses et forêts⁷.

⁶ Source : Projet de Charte 2026-2041 du Parc naturel régional Livradois-Forez.

⁷ Source : Charte 2013-2028 du Parc naturel régional des Volcans d'Auvergne.

► *Paysage de la Chaîne des puys (Haut lieu tectonique Chaîne des Puys - faille de Limagne inscrit au Patrimoine mondial de l'UNESCO) :*



Source : Pierre SOISSONS, whc.unesco.org/fr/documents/129608.

Un patrimoine naturel exceptionnel : la diversité géologique et géomorphologique du PNR, combinée à son climat de moyenne montagne, est à l'origine d'une biodiversité remarquable. Ainsi, 60 % du territoire bénéficie d'un statut de protection ou d'inventaire pour la préservation de la nature. Cette richesse se traduit par une grande variété de milieux naturels, faisant du PNRVA un véritable « réservoir de biodiversité » à l'échelle du Massif central :

- Des milieux « ouverts » (prairies, pâturages et pelouses d'altitude où le foisonnement des espèces floristiques favorise la diversité de la faune).
- Des milieux aquatiques (zones humides majoritairement des tourbières, lacs naturels).
- Des milieux forestiers et des milieux rupestres (falaises, rochers, éboulis).

Richesses d'une société rurale : l'attractivité du PNRVA repose aussi sur sa population rurale, qui façonne le territoire depuis des siècles et perpétue un patrimoine culturel singulier. Cette identité locale s'exprime à travers des activités emblématiques :

- L'élevage : pilier de l'économie locale, il permet la production d'une large gamme de produits (fromages, viandes, lait, salaisons, pâtisseries, etc.).
- L'exploitation des eaux souterraines : un savoir-faire historique au service de l'embouteillage et du thermalisme.
- Le tourisme : une offre diversifiée incluant hébergements, restauration, activités de pleine nature, musées et espaces d'interprétation du patrimoine.
- L'extraction des matériaux : l'utilisation de la pierre volcanique a marqué l'architecture locale et donné naissance à des savoir-faire artisanaux spécifiques (taille de pierre, etc.).

Un patrimoine bâti et immatériel riche : les villages et hameaux du PNRVA témoignent d'un passé riche, à travers un patrimoine architectural distinctif. Fours à pain, lavoirs, croix, chapelles, maisons de bourg traditionnelles et châteaux reflètent un mode de vie ancestral et contribuent à l'identité paysagère du territoire. A cela s'ajoutent des traditions et savoir-faire transmis de génération en génération : gastronomie, contes et légendes, artisanat, autant d'héritages culturels qui enrichissent le quotidien et perpétuent l'âme du territoire.

Omniprésence de l'eau : le PNRVA se caractérise aussi par l'importance de la ressource en eau et la variété des milieux aquatiques du territoire :

- Un réseau hydrographique dense situé en tête de bassin versant : plus de 4 000 km de cours d'eau.
- De nombreux lacs naturels d'origine volcanique ou glaciaire, des étangs et des retenues d'eau.

- L'eau souterraine : une ressource garante d'activités économiques comme la production d'eau embouteillée ou l'activité thermique.
- Des zones humides et tourbières : véritables régulateurs naturels, elles contribuent à l'épuration des eaux et à la prévention des crues.

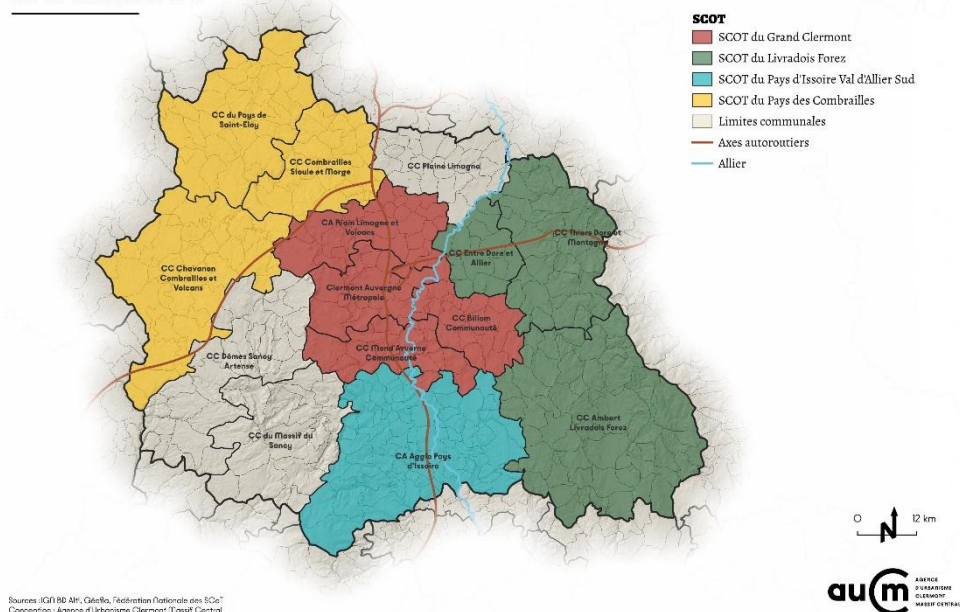
Les Schémas de cohérence territoriale (SCOT), des documents d'urbanisme qui fixent un cap pour l'aménagement durable du territoire :

Le territoire du Grand Clermont est entouré par 3 autres SCOT : le SCOT du Pays des Combrailles au nord-ouest, le SCOT du Pays d'Issoire Val d'Allier Sud au sud et le SCOT du Livradois-Forez à l'est.

► *Chiffres-clés sur les SCOT du Puy-de-Dôme :*

| | | | |
|--|--|--------------|-------------------|
| SCOT du Grand Clermont | Approuvé le 29/11/2011 <u>En révision</u> | 104 communes | 431 000 habitants |
| SCOT du Pays des Combrailles | Approuvé le 10/09/2010 <u>En révision</u> | 98 communes | 49 000 habitants |
| SCOT du Pays d'Issoire Val d'Allier Sud | Approuvé le 21/06/2013 <u>En révision</u> | 88 communes | 58 000 habitants |
| SCOT du Livradois-Forez | Approuvé le 15/01/2020 | 102 communes | 86 000 habitants |

Source : DDT du Puy-de-Dôme.



Le SCOT du Pays des Combrailles :

Approuvé en 2010, le SCOT du Pays des Combrailles couvre un territoire de 98 communes situées à l'extrémité nord-ouest de la Région Auvergne-Rhône-Alpes et du département du Puy-de-Dôme. Ce vaste espace de moyenne montagne partage ses frontières avec 3 départements : l'Allier, la Corrèze et la Creuse.

Longtemps enclavé, le territoire bénéficie aujourd'hui d'une meilleure accessibilité grâce à deux axes autoroutiers majeurs : l'A71 (nord-sud) et l'A89 (est-ouest). La façade est des Combrailles est désormais desservie par 4 diffuseurs et un échangeur stratégique (A71/A89), offrant un raccordement à un carrefour autoroutier d'intérêt européen.

Après un premier bilan réalisé 12 ans après son approbation, la révision complète du SCOT a été engagée en 2024, avec pour objectif de disposer d'une stratégie d'aménagement du territoire à long terme, en adéquation avec les évolutions législatives et les défis liés aux transitions en cours.

Le SCOT du Pays d'Issoire Val d'Allier Sud :

Approuvé en 2013, le SCOT du Pays d'Issoire Val d'Allier Sud couvre un territoire de 88 communes. Situé au cœur d'un axe nord-sud en plein essor, dynamisé par la périurbanisation clermontoise, il bénéficie d'une position géographique stratégique. Toutefois, si la dynamique démographique reste positive, elle s'accompagne d'un vieillissement de la population et d'un déclin démographique dans les communes les plus rurales.

Un bilan a été réalisé 6 ans après la révision du SCOT, lors du Conseil communautaire du 22/02/2024. Cette évaluation a révélé la nécessité d'ajuster ou de compléter certaines orientations du SCOT afin de mieux répondre aux nouveaux enjeux locaux et aux évolutions du cadre réglementaire. La révision du SCOT est en cours avec pour ambition de réaliser un SCOT valant PCAET, pour intégrer les enjeux climat, air, énergie).

Le SCOT du Livradois-Forez :

Le SCOT du Livradois-Forez, approuvé en 2020, compte 102 communes situées à l'est du département du Puy-de-Dôme (dont 89 sont situées dans le périmètre classé du PNR Livradois-Forez). Ce territoire occupe une place singulière au sein de la Région Auvergne-Rhône-Alpes. Il se distingue par la richesse de son patrimoine, l'équilibre qu'il préserve entre espaces ruraux, bourgs et petites villes, ainsi que par la diversité de son tissu économique, mêlant savoir-faire artisanaux et industries locales. Par ailleurs, il est marqué par l'influence croissante des dynamiques métropolitaines de Clermont-Ferrand, Lyon et Saint-Étienne, renforçant ainsi sa position stratégique au sein de la nouvelle région.

Le Grand Clermont au sein des systèmes urbains de la Région Auvergne-Rhône-Alpes

Une région structurée autour de 4 systèmes urbains et d'un modèle multipolaire :

La Région Auvergne-Rhône-Alpes s'organise autour de 4 grands systèmes urbains, chacun exerçant un rayonnement sur les territoires environnants :

- L'aire métropolitaine de Lyon et Saint-Étienne (Amelyse), véritable moteur économique et démographique de la région.
- La « plaque clermontoise », centrée sur Clermont-Ferrand et son bassin d'influence, auquel appartient le Grand Clermont.
- L'aire grenobloise, dynamique et spécialisée dans l'innovation et la recherche.
- L'arc lémanique, qui regroupe Annecy, Chambéry, Annemasse et Genève, tourné vers la Suisse.

Dans les territoires ruraux, plusieurs villes moyennes jouent un rôle structurant en polarisant population, services et équipements à l'échelle de leur bassin de vie.

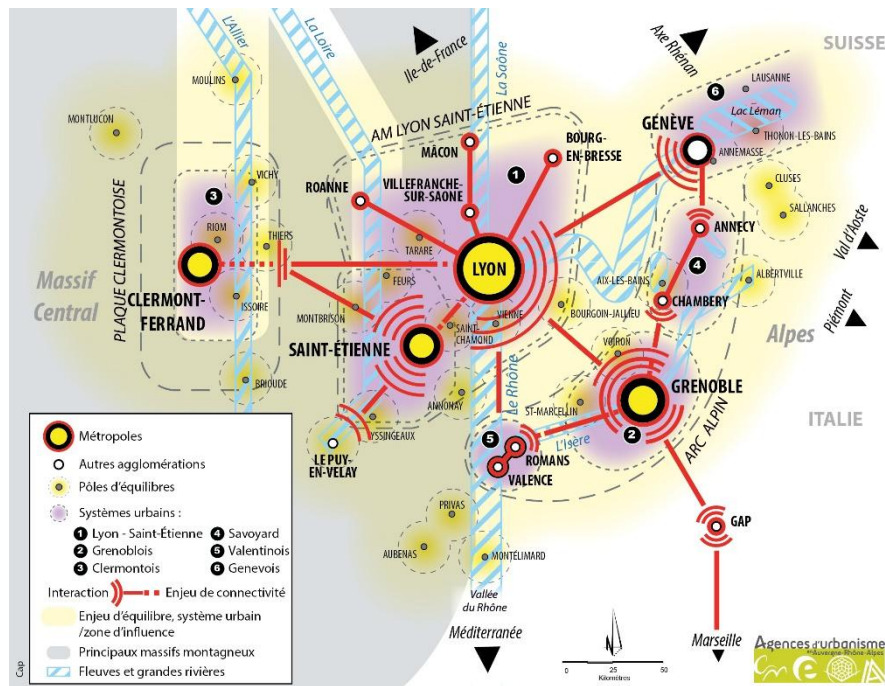
Le Grand Clermont s'inscrit dans cette organisation multipolaire en formant, avec Riom, Issoire et Vichy, un système urbain structuré autour de Clermont-Ferrand. Ce système développe des interactions privilégiées avec l'aire métropolitaine de Lyon et de Saint-Étienne.

Le système polycentrique lyonnais englobe Lyon, Saint-Étienne, Valence et Grenoble, et s'étend au nord jusqu'à Bourg-en-Bresse et Roanne. Grenoble, grâce à son positionnement universitaire et scientifique, s'affirme comme une deuxième tête de pont autonome au sein de ce réseau. À l'ouest, Saint-Étienne prolonge son influence jusqu'au Puy-en-Velay.

Le système genevois, historiquement autonome vis-à-vis de Lyon, est fortement structuré autour des échanges transfrontaliers avec la Suisse. Il se compose d'un chapelet de villes interconnectées, notamment Annecy, Chambéry et Annemasse-Genève, au débouché des vallées alpines.

Le système monocentrique auvergnat s'organise autour de Clermont-Ferrand, avec une influence plus ou moins marquée sur les villes de l'Allier. La création du Pôle métropolitain Clermont Vichy Auvergne (PMCV) atteste d'une aire d'influence commune entre Clermont et Vichy. Moulins et Montluçon, bien que moins intégrées, conservent des liens avec Clermont. Aurillac, en revanche, reste en marge, à l'interface avec le système toulousain.

► *Systèmes urbains de la Région Auvergne-Rhône-Alpes :*



Source : Pour une mise en œuvre du Zéro artificialisation nette en Auvergne-Rhône-Alpes - Fascicule 2 : état des lieux de la consommation d'espaces, DREAL - Urba4, 2022.

Une position stratégique au cœur des principales aires d'influence d'Europe de l'ouest :

La fusion des régions Auvergne et Rhône-Alpes a renforcé le rapprochement de deux territoires naturellement connectés. Séparés par le couloir rhodanien - axe structurant à l'échelle nationale et européenne - ces espaces de montagne ont développé, chacun à leur manière, des réseaux d'influence et des dynamiques propres :

- Au nord, l'influence parisienne se fait sentir, particulièrement en lien avec la Région Bourgogne-Franche-Comté. Grâce aux liaisons rapides, certaines zones situées à l'est de la région sont accessibles depuis Paris en moins de deux heures. A l'ouest, bien que les distances-temps soient plus importantes, l'empreinte de la capitale reste perceptible.
- A l'ouest, l'influence atlantique se manifeste sur la frange occidentale du Massif central. Clermont-Ferrand occupe une position centrale entre Lyon et Bordeaux, au contact de la grande région Nouvelle-Aquitaine.
- Au sud, les métropoles de Toulouse, Montpellier et Marseille exercent leur rayonnement sur le Cantal, la vallée du Rhône ainsi que sur l'Ardèche et la Drôme.
- A l'est, la région s'ouvre sur la Dorsale européenne, cœur économique du continent, qui s'étend de Turin et Milan à Londres. Toutefois, le relief alpin constitue une contrainte pour les connexions, bien que Lyon et, dans une moindre mesure, Grenoble bénéficient d'une position stratégique au sein de cet ensemble.

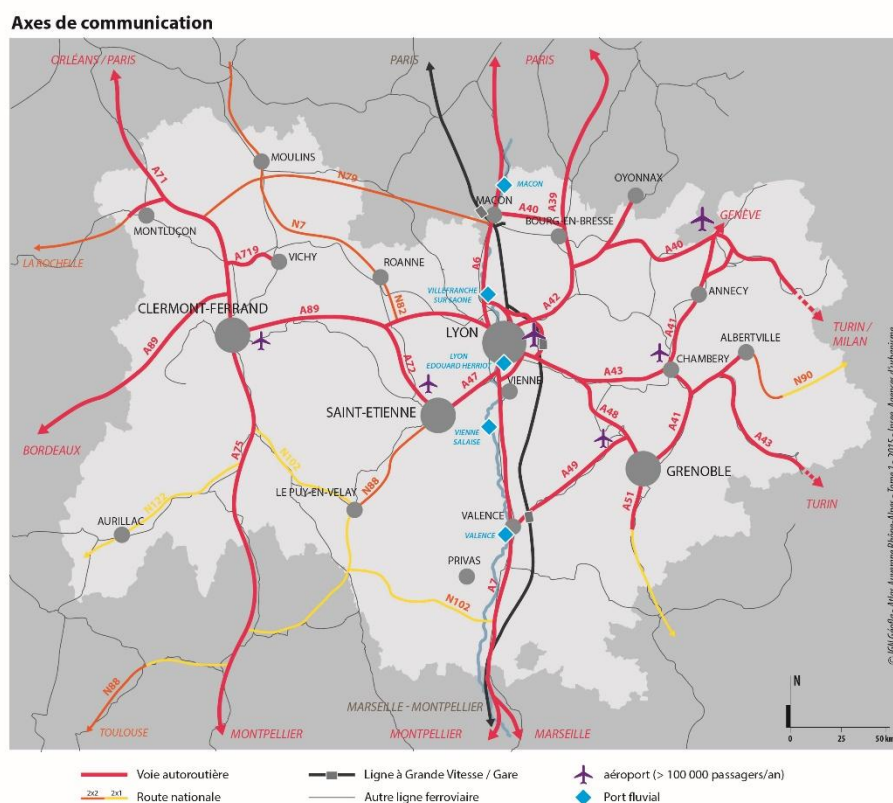
Des axes de communication structurants :

L'organisation des axes de transport suit la géographie régionale, les déplacements s'effectuant principalement dans les vallées qui traversent ou contournent les massifs montagneux. Malgré ces contraintes naturelles, la région bénéficie d'une desserte multimodale dense et connectée aux territoires voisins.

Une accessibilité renforcée : la région est bien reliée aux pays limitrophes grâce à des infrastructures routières majeures (autoroutes, tunnels alpins) et des axes ferroviaires structurants. L'aérien joue également un rôle clé, avec 5 aéroports dépassant les 100 000 passagers annuels. Parmi eux, Lyon Saint-Exupéry enregistre 8,5 millions de passagers par an, dont 64 % sur des vols internationaux. L'aéroport de Genève, qui dépasse les 15 millions de passagers annuels, constitue également un point d'accès stratégique pour les habitants de la région.

Le couloir rhodanien, un axe vital sous pression : véritable épine dorsale régionale, le couloir rhodanien concentre l'ensemble des modes de transport : autoroutes, ligne TGV et voie fluviale sur le Rhône. Cet axe, essentiel aux échanges nationaux et européens, fait aujourd'hui face à une saturation croissante, nécessitant une réflexion sur son évolution et son adaptation aux défis de demain.

► Les grands axes de communication en Auvergne-Rhône-Alpes :



Source : *Auvergne Rhône-Alpes - Nouvel espace régional et dynamiques métropolitaines (Tome 1), INSEE - Urba4 - régions Auvergne et Rhône-Alpes, 2015.*

Un deuxième axe nord-sud à l'ouest : les autoroutes A71 et A75, reliant Paris à Montpellier via Clermont-Ferrand, forment un corridor stratégique offrant une alternative aux axes rhodanien et languedocien, de plus en plus congestionnés. Toutefois, cette desserte repose essentiellement sur le réseau autoroutier, tandis que le projet de ligne ferroviaire à grande vitesse Paris-Orléans-Clermont-Ferrand-Lyon (POCL) reste incertain, freinant le développement d'une véritable alternative ferroviaire sur cet axe.

Un maillage est-ouest en cours de renforcement : historiquement structuré autour d'un réseau en étoile centré sur Lyon, le maillage est-ouest repose sur quelques axes majeurs qui assurent la liaison entre les deux anciennes régions. Des infrastructures comme l'A89 et la RN79 jouent un rôle clé en reliant les principales villes de part et d'autre du territoire, consolidant ainsi les échanges et les complémentarités à l'échelle régionale.

LES GRANDES TENDANCES A RETENIR

- Un périmètre de SCOT comprenant 104 communes et structuré autour de 4 EPCI, dont une Métropole
- Une superficie de 1 300 km² pour 431 000 habitants (en 2021)
- De nombreuses évolutions territoriales depuis 2011 : fusion de communes, fusion des EPCI avec la loi NOTRe et fusion des régions Auvergne et Rhône-Alpes en 2016
- Un territoire fortement marqué par sa géographie et son relief
- 29 communes sur 104 soumises à la loi Montagne (soit 28 % du territoire)
- Un Pôle métropolitain Clermont Vichy Auvergne qui regroupe 11 EPCI et 341 communes
- 36 communes situées dans le périmètre des deux Parcs naturels régionaux (Livradois-Forez et Volcans d'Auvergne), représentant 51 % de la superficie du Grand Clermont
- 3 SCOT voisins, dont deux en cours de révision : Pays des Combrailles (révision en cours), Pays d'Issoire Val d'Allier Sud (révision en cours) et Livradois-Forez
- Une région Auvergne-Rhône-Alpes (AURA) structurée autour de 4 systèmes urbains s'inscrivant dans un vaste système métropolisé

2• ARTICULATION AVEC LES DOCUMENTS CADRES

2.1• Les documents stratégiques de rang supérieur

Que retenir du Schéma régional d'aménagement de développement durable et d'égalité des territoires (SRADDET) Auvergne-Rhône-Alpes ?

Selon les articles L. 131-1 et L. 131-2 du Code de l'urbanisme, le SCOT doit :

- Prendre en compte les objectifs du Schéma régional d'aménagement, de développement durable et d'égalité des territoires (SRADDET), ce qui suppose de ne pas s'écarter des orientations fondamentales du document.
- Être compatible avec les règles générales du fascicule, ce qui implique de respecter l'esprit de la règle prévue par le document de rang supérieur.

Le SRADDET « *Ambition Territoires 2030* » d'Auvergne-Rhône-Alpes a été adopté en Assemblée plénière le 19/12/2019 et est entré en vigueur le 10/04/2020.

La Région a lancé sa modification en 2022 pour intégrer les nouvelles obligations concernant la gestion économe de l'espace, la lutte contre l'artificialisation des sols, le développement des constructions logistiques, etc. Cependant, cette modification a été suspendue en août 2023 en raison du nouveau cadre réglementaire et des désaccords avec l'État sur plusieurs points, dont la trajectoire à fixer pour atteindre le Zéro artificialisation nette (ZAN). En conséquence, l'intégration d'objectifs de sobriété foncière avant le 22/11/2024 n'a pas pu être réalisée, laissant ainsi aux SCOT la possibilité d'appliquer un objectif uniforme de réduction de l'artificialisation des sols de - 50%⁸.

Le SRADDET AURA est construit autour de 4 objectifs généraux à l'horizon 2030 :

- Objectif général 1 : Construire une région qui n'oublie personne.
- Objectif général 2 : Développer la région par l'attractivité et les spécificités de ses territoires.
- Objectif général 3 : Inscrire le développement régional dans les dynamiques interrégionales, transfrontalières et européennes.
- Objectif général 4 : Innover pour réussir les transitions (transformations) et mutations.

Ces objectifs généraux se déclinent ensuite en 10 objectifs stratégiques et 62 objectifs opérationnels qui sont présentés dans le tableau ci-dessous en fonction des 12 enjeux pour la révision du SCOT du Grand Clermont.

Le fascicule des règles constitue la deuxième pièce du SRADDET. Il a pour objet :

- D'exposer les règles prévues par la région pour contribuer à atteindre les objectifs qu'elle s'est fixés, en vertu de l'article L. 4251-1 du Code général des collectivités territoriales (objectifs préalablement exposés dans la première pièce du SRADDET, le rapport).
- De faciliter la mise en œuvre de ces règles sur le territoire régional.

Le fascicule des règles se décline en 41 règles.

Par ailleurs, le Plan régional de prévention et de gestion des déchets (PRPGD) a été adopté le 19/12/2019 par la Région Auvergne-Rhône-Alpes. Il vise à réduire l'impact environnemental des déchets en agissant sur leur diminution et leur valorisation dans une logique d'économie circulaire. Parmi ses objectifs figurent la réduction de 12 % des déchets ménagers d'ici 2031 et l'augmentation du recyclage. Intégré au SRADDET, il est devenu opposable le 14/01/2020.

⁸ Source : <https://artificialisation.developpement-durable.gouv.fr>.

► *Analyse et synthèse des objectifs du SRADET au regard des 12 enjeux du SCOT :*

| Enjeux SCOT | Que retenir des objectifs du SRADET ? |
|---|---|
| FONCIER | Rechercher l'équilibre entre les espaces artificialisés et les espaces naturels, agricoles et forestiers dans et autour des espaces urbanisés ; Foncier économique : préserver le foncier économique de manière à accueillir de nouvelles entreprises et permettre le développement des entreprises locales porteuses d'emplois et de richesses |
| EAU | Préserver les espaces et le bon fonctionnement des grands cours d'eau de la région/limiter les conflits d'usage |
| AIR / ENERGIE / CLIMAT | Réduire les émissions des polluants les plus significatifs/GES ; Réduire la consommation énergétique ; Produire des énergies renouvelables |
| BIODIVERSITE / MILIEUX NATURELS / SOLS | Préserver la Trame verte et bleue et intégrer ses enjeux dans les projets d'urbanisme ; Valoriser les paysages ; Mieux prévenir et s'adapter aux risques naturels ; Mobiliser les citoyens et acteurs sur le changement climatique |
| ARMATURE TERRITORIALE | Promouvoir une organisation multipolaire qui renforce les complémentarités des territoires et qui favorise les fonctionnements de proximité à l'échelle locale |
| DEMOGRAPHIE | Faire de l'image de chaque territoire un facteur d'attractivité |
| ACCESSIBILITE / MOBILITES | Concilier le développement de transport avec la qualité environnementale ; Adapter l'offre aux différents publics ; Renforcer l'attractivité et sécurité des TC ; Désenclaver les territoires ruraux et de montagne (services de mobilité adaptés) |
| HABITAT / PARCOURS RESIDENTIELS | Répondre à la diversité des besoins en matière d'habitat ; Accompagner la réhabilitation énergétique des logements ; Agir sur la résorption de la vacance locative |
| SOCIAL | Agir pour le maintien et le développement des services de proximité sur tous les territoires de la région (lien social) |
| ECONOMIE / EMPLOI | Prioriser l'implantation de surfaces commerciales en centre-ville ; Couvrir 100 % du territoire en THD ; Faire de la Région AURA la région de l'économie circulaire |
| AGRICULTURE / ALIMENTATION | Préserver et valoriser les potentiels fonciers pour assurer une activité agricole et sylvicole viable |
| CADRE DE VIE / SANTE | Développer une offre de santé de premier recours adaptée aux besoins des territoires |

► *Analyse et synthèse des règles du SRADET au regard des 12 enjeux du SCOT :*

| Enjeux SCOT | Que retenir des règles du SRADET ? | Description |
|---|---|---|
| FONCIER | Règle n°4 : Gestion économe et approche intégrée de la ressource foncière | → limiter la consommation d'espace et prioriser le renouvellement urbain (mobiliser prioritairement, avant tout projet d'extension ou de création, les opportunités existant à l'intérieur des enveloppes bâties et orienter le développement dans les limites urbaines existantes et les secteurs les mieux desservis) |
| EAU | Règle n°8 : Préservation de la ressource en eau Règle n°43 : Réduction de la vulnérabilité des territoires vis-à-vis des risques naturels | → adapter le développement à la ressource, l'usage de l'eau doit être économe et partagé → prendre en compte les aléas auxquels le territoire du SCOT fait face |
| AIR / ENERGIE / CLIMAT | Règle n°23 : Performance énergétique des projets d'aménagements, du bâti (n°26), des réseaux énergétiques (n°27) Règle n°24 : Trajectoire neutralité carbone Règle n°29 : Développement des énergies renouvelables | → établir des objectifs performantiels en matière d'énergie pour tous les projets d'aménagements, neufs ou en requalification → viser une trajectoire de neutralité carbone à l'horizon 2050 → prévoir les potentiels et les objectifs de production d'énergies renouvelables |
| BIODIVERSITE / MILIEUX NATURELS / SOLS | Règle n°35 : Préservation des continuités écologiques, de la trame bleue, des réservoirs de biodiversité, des milieux agricoles, etc. (n°36-40) Règle n°41 : Amélioration de la perméabilité écologique des réseaux de transport | → préciser les continuités écologiques à l'échelle du SCOT, sur la base de la Trame verte et bleue régionale du SRADET → identifier les zones de rupture des continuités écologiques liées aux principales infrastructures de transport |
| ARMATURE TERRITORIALE | Règle n°2 : Renforcement de l'armature territoriale | → contribuer à renforcer les différents niveaux de polarités et leurs fonctions de centralité et être en cohérence avec les territoires voisins |

| | | |
|--|--|--|
| ACCESSIBILITE / MOBILITES | <p>Règle n°10 : Coordination et cohérence des services de transport à l'échelle des bassins de mobilité</p> <p>Règle n°13 : Interopérabilité des supports de distribution des titres de transport</p> <p>Règle n°15 : Coordination pour l'aménagement et l'accès aux pôles d'échanges d'intérêt régional</p> <p>Règle n°19 : Intégration des fonctions logistiques aux opérations d'aménagements et de projets immobiliers</p> | <p>→ définir le périmètre d'un bassin de mobilité cohérent</p> <p>→ rendre interopérables les systèmes et supports de distribution de titres de transports</p> <p>→ définir ou suivre les aménagements nécessaires à la création ou à l'évolution des pôles d'échanges multimodaux d'intérêt régional</p> <p>→ assurer la distribution jusqu'au cœur des villes tout en rationalisant les flux et favoriser la mobilité décarbonée et identifier des sites à enjeux urbains pour la logistique</p> |
| HABITAT / PARCOURS RESIDENTIELS | <p>Règle n°3 : Objectif de production de logements et cohérence avec l'armature définie dans les SCOT</p> | <p>→ définir des objectifs quantitatifs en matière de logements</p> <p>→ mieux justifier et expliciter les modalités de définition de ces objectifs</p> <p>→ prioriser la réhabilitation des logements dégradés et le traitement de l'habitat indigne avant de produire des logements neufs</p> |
| ECONOMIE / EMPLOI | <p>Règle n°5 : Densification et optimisation du foncier économique existant</p> | <p>→ contribuer (notamment via l'élaboration de DAAC pour les SCOT) à éviter les nouvelles implantations commerciales diffuses</p> |
| AGRICULTURE / ALIMENTATION | <p>Règle n°7 : Préservation du foncier agricole et forestier</p> | <p>→ réduire la consommation des terres agricoles et naturelles</p> |

QUE RETENIR DU SRADDET ? L'ESSENTIEL :

- **FONCIER** : limiter la consommation d'espace
- **EAU** : préserver la ressource
- **AIR / ENERGIE / CLIMAT** : réduire la consommation d'énergie, développer les énergies renouvelables et lutter contre les émissions de CO² et les principaux polluants (dioxyde d'azote)
- **BIODIVERSITE / MILIEUX NATURELS / SOLS** : préserver la TVB et les réservoirs de biodiversité et les identifier dans le SCOT
- **ARMATURE TERRITORIALE** : renforcer l'armature (renforcer les différents niveaux de polarités et leurs fonctions de centralité en recherchant une cohérence et une complémentarité avec les territoires limitrophes)
- **ACCESSIBILITE / MOBILITES** : permettre une cohérence des services et des PDM à l'échelle de bassins de mobilité, aménagement des pôles multimodaux, redéfinir la place de la logistique dans le tissu urbain
- **HABITAT / PARCOURS RESIDENTIELS** : définir des objectifs quantitatifs et mieux justifiés de production de logements
- **ECONOMIE / EMPLOI** : favoriser un développement économique qui tient compte des enjeux de maîtrise foncière
- **AGRICULTURE / ALIMENTATION** : protéger le foncier agricole

Que retenir du projet de Charte du Parc naturel régional Livradois-Forez ?

La Charte d'un Parc naturel régional est le contrat qui concrétise le projet de préservation, de mise en valeur et de développement de son territoire pour 15 ans.

La Charte fixe les objectifs à atteindre, les orientations stratégiques et les mesures à mettre en œuvre. Elle permet d'assurer la cohérence et la coordination des actions menées sur le territoire du Parc par les diverses collectivités publiques. La Charte engage les collectivités du territoire - les communes, les établissements publics de coopération intercommunale (EPCI), les Département(s) et les Régions concernés - qui l'ont adoptée, ainsi que l'Etat qui l'approuve par décret.

La Charte actuelle du Livradois-Forez a été adoptée le 25 juillet 2011 pour la période 2011-2026. A la fin de l'année 2021, le Syndicat mixte du Parc a engagé la révision de cette Charte et a commencé l'élaboration de la suivante pour la période 2026-2041. Le Comité syndical a arrêté le projet et il a été transmis aux Services de l'Etat. La nouvelle Charte devrait être approuvée par décret avant juin 2026.

Le projet de Charte 2026-2041 du PNR Livradois-Forez est construit autour de :

- 3 AMBITIONS : Un territoire solidaire / Des biens communs préservés pour un territoire plus résilient / Des modèles économiques repensés localement
- 12 ORIENTATIONS
- 33 MESURES

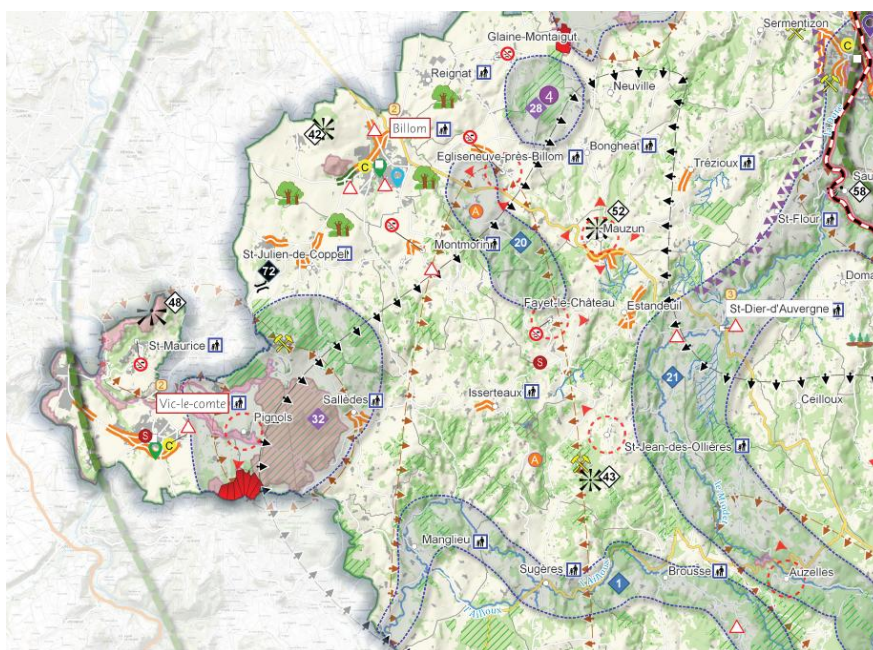
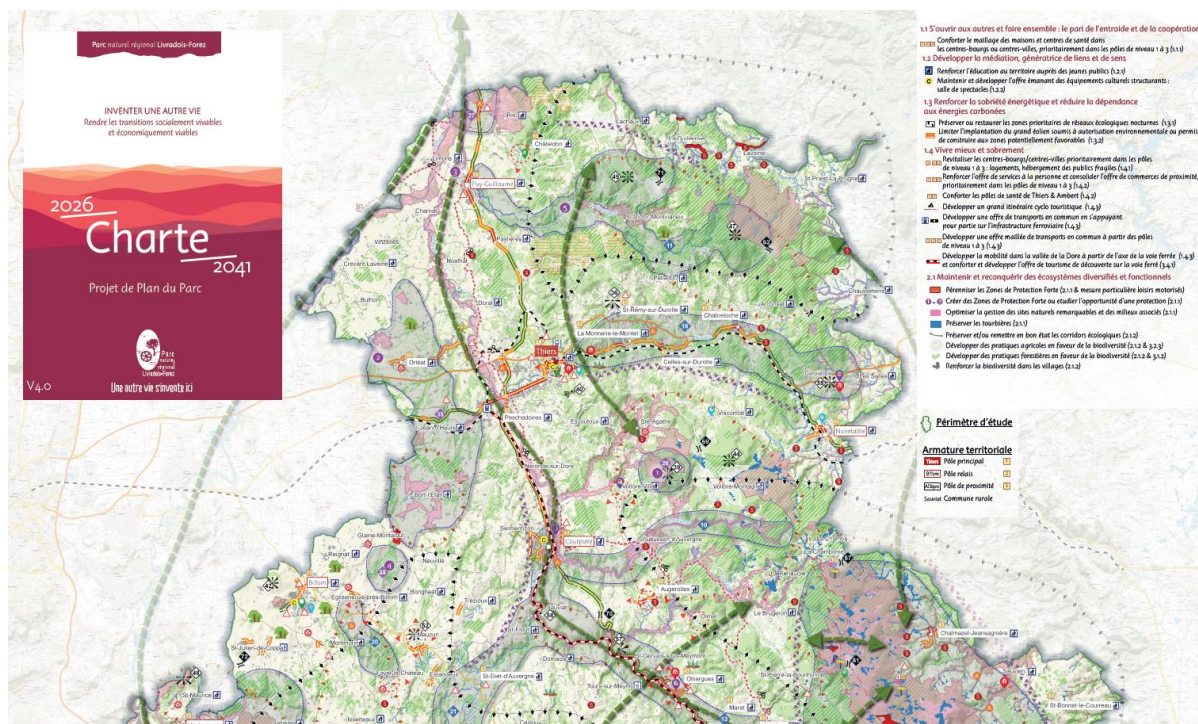
Ses dispositions pertinentes à intégrer dans les SCOT sont présentées dans le tableau ci-dessous selon les 12 enjeux du SCOT du Grand Clermont.

20 communes du PNR Livradois-Forez sont situées sur le territoire du Grand Clermont : Saint-Maurice, Vic-le-Comte, Pignols, Saint-Julien-de-Coppel, Sallèdes, Manglieu, Billom, Montmorin, Isserteaux, Reignat, Glaine-Montaigut, Egliseneuve-près-Billom, Fayet-le-Château, Saint-Jean-des-Ollières, Bongheat, Mauzun, Estandeuil, Saint-Dier-d'Auvergne, Neuville et Trézioux.

► Analyse du projet de Charte 2026-2041 du PNRLF au regard des 12 enjeux du SCOT :

| Enjeux SCOT | Les dispositions pertinentes du projet de Charte du PNRLF |
|--|--|
| HABITAT / PARCOURS RESIDENTIELS | Produire une offre diversifiée de logements confortables, en valorisant le foncier bâti et le bâti existant et en s'appuyant sur l'armature / Miser sur la rénovation et la réhabilitation et non plus sur l'extension des zones construites pour produire de nouveaux logements |
| SOCIAL | Renforcer le lien social et réduire les inégalités / Renforcer les connaissances et le pouvoir d'agir en faveur des transitions / Améliorer les coopérations territoriales et entre acteurs |
| ECONOMIE / EMPLOI | Proposer une offre de services adaptée aux besoins des ménages / Disposer d'une offre diversifiée et qualifiée de foncier, de locaux d'activités disponibles / Développer et qualifier une offre de tourisme expérientiel et responsable / Economie circulaire pour entreprises |
| AGRICULTURE / ALIMENTATION | Permettre l'accès à une alimentation de qualité et de proximité / Préserver le foncier agricole / Permettre l'essor de fermes agroécologiques |

| | |
|---|---|
| CADRE DE VIE / SANTE | Lutter contre la banalisation du territoire par la préservation des structures paysagères / Déployer des démarches paysagères pour la préservation des biens communs / Sauvegarder les patrimoines bâtis et les valoriser à travers de nouveaux usages |
| FONCIER | Réduire l'artificialisation (mettre fin aux extensions urbaines pour les projets en-dehors des enveloppes urbaines existantes) / Préserver le foncier agricole de la consommation foncière et de l'artificialisation des sols / Prendre en compte les « espaces de sensibilité maximale » et les « espaces de forte valeur patrimoniale » |
| EAU | Préserver durablement la ressource en eau et les milieux aquatiques associés |
| AIR / ENERGIE / CLIMAT | Couvrir au minimum 50 % des besoins en énergie du territoire par la production locale d'énergies renouvelables, notamment électrique / Consommation énergétique sobre / Produire les énergies renouvelables dans le respect des paysages et des milieux |
| BIODIVERSITE / MILIEUX NATURELS / SOLS | Préserver la biodiversité/ Réemployer les matériaux pour limiter l'exploitation des ressources et anticiper la fin de l'exploitation et le devenir des sites en friche / Déployer des pratiques forestières favorables à la diversité des fonctions de la forêt / Prendre en compte les « espaces de sensibilité maximale » et les « espaces de forte valeur patrimoniale » |
| ARMATURE | Organiser un renouvellement qualitatif des villes, bourgs et villages, en s'appuyant sur l'armature territoriale du Livradois-Forez |
| ACCESSIBILITE / MOBILITES | Construire une offre cohérente de mobilités alternatives |

► **Projet de Charte 2026-2041 du PNRLF - extraits du Plan Parc :****Réduire les impacts des loisirs motorisés sur les espaces naturels**

- Arrêté municipal de réglementation de la circulation des véhicules à moteur à maintenir
- Arrêté préfectoral de réglementation de la circulation des véhicules à moteur sur les Hautes-Chaumes à maintenir
- Secteur à enjeux pour l'identification de secteurs à enjeux prioritaires devant faire l'objet de schémas de fréquentation des espaces naturels

Faire du Livradois-Forez un modèle d'urbanisme sobre et désirable

- Déployer prioritairement sur les pôles de niveau 1 à 3 des stratégies de renouvellement urbain opérationnelles (sous-mesure 2)
- Requalifier en priorité les linéaires dégradés dans les secteurs d'intensification urbaine (sous-mesure 2)
- Maintenir une perméabilité écologique et paysagère au sein des espaces d'urbanisation linéaire (sous-mesure 3)
- Maintenir les coupures vertes sans construction ni équipement (sous-mesure 3)
- Encadrer le développement et la requalification des stations de montagne et parcs d'activités 4 saisons (sous-mesure 3)
- Réutiliser et/ou renaturer les sites de friches

Limiter la publicité et optimiser l'information par une signalétique sobre et intégrée

- Limitier la réintroduction de la publicité en agglomération, uniquement aux seules communes des pôles de niveau 1 & 2, présentant une forte densité de services, commerces et d'activités, sous condition d'un Règlement Local de Publicité
- Intégrer dans les projets d'aménagement ou de restructuration des stations de montagne, des parcs d'activités 4 saisons et des cols concernés par des activités de pleine nature, les différents dispositifs de signalétique et d'information en tenant compte de la fragilité et singularité des Hautes-Chaumes du Forez

Que retenir de la Charte du Parc naturel régional des Volcans d'Auvergne ?

La Charte actuelle du PNR des Volcans d'Auvergne a été adoptée le 19/06/2013 pour la période 2013-2028.

Vivre ensemble, consommer, se déplacer et habiter autrement, c'est toute l'ambition de ce projet qui vise à créer un lien harmonieux des habitants avec le territoire, et aboutir, à l'horizon 2028, à une qualité de vie renforcée et partagée. Cette quête s'appuie sur la recherche d'un équilibre fort, cohérent et promu entre préservation et valorisation des atouts patrimoniaux locaux, passant par un développement durable qui s'appuie à la fois sur les ressources naturelles, les habitants et les autres acteurs intervenant sur le territoire.

Le projet du PNR des Volcans d'Auvergne est construit autour de 3 grandes orientations :

- Une cohésion sociale et territoriale à renforcer.
- Pour des politiques volontaristes de gestion du territoire.
- Le soutien des professionnels en faveur d'une économie durable.

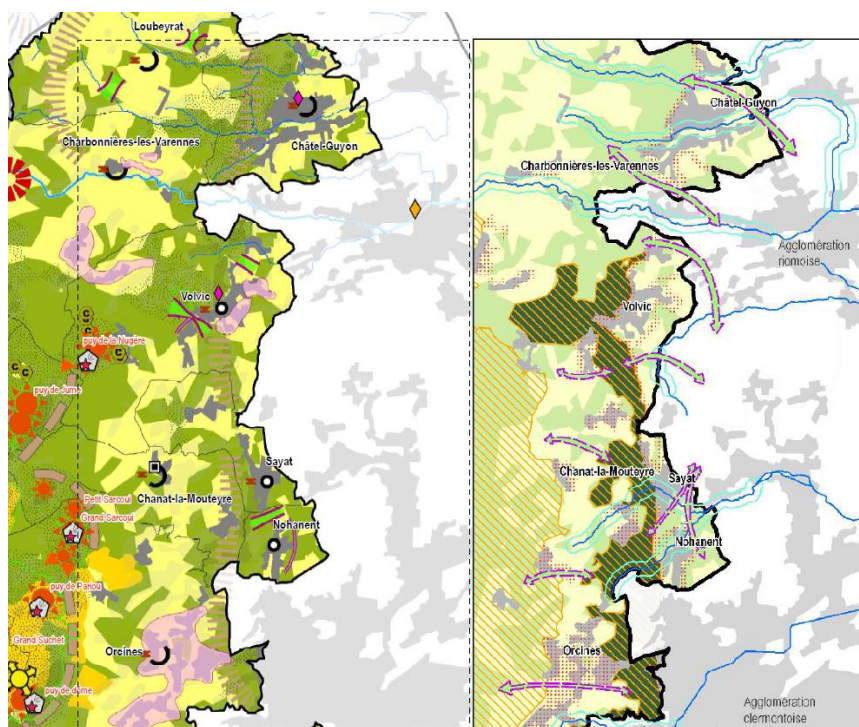
Ses dispositions pertinentes à intégrer dans les SCOT sont présentées dans le tableau ci-dessous selon les 12 enjeux du SCOT du Grand Clermont.

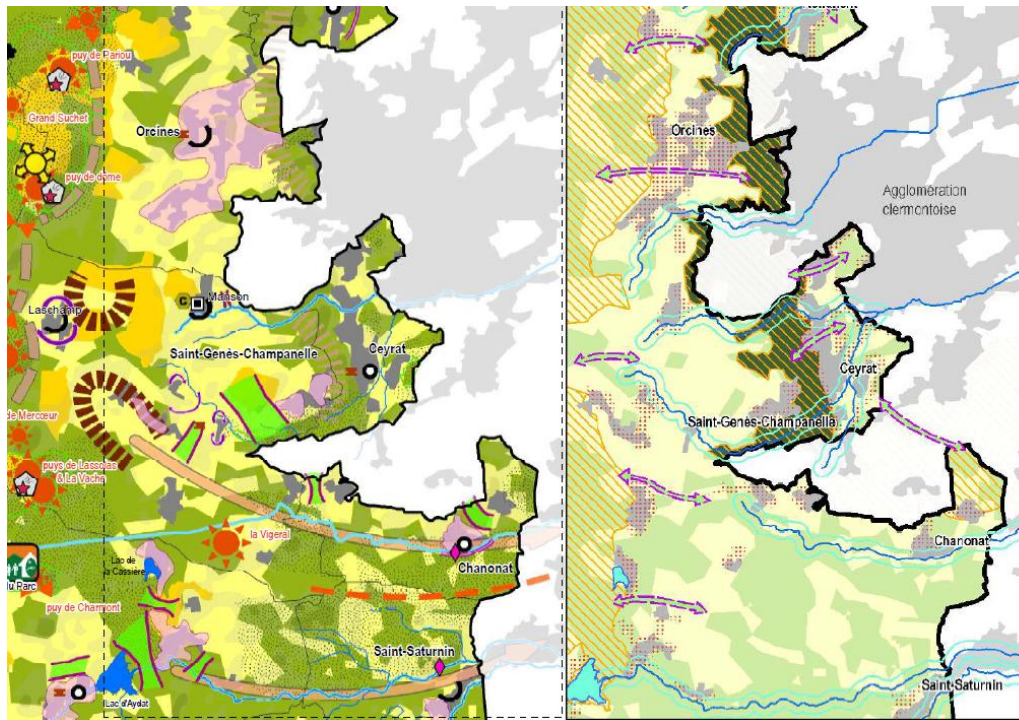
16 communes du PNR Volcans d'Auvergne sont situées sur le territoire du Grand Clermont : Châtel-Guyon, Charbonnières-les-Varennes, Pulvérières, Volvic, Saint-Ours, Sayat, Chanat-la-Mouteyre, Nohanent, Orcines, Ceyrat, Saint-Genès-Champagnelle, Chanonat, Aydat, Saint-Saturnin, Cournols et Olloix.

| Enjeux SCOT | Les dispositions pertinentes de la Charte du PNRVA |
|--|---|
| DEMOGRAPHIE | Réaliser une analyse fine et prospective de l'évolution démographique et de l'habitat afin d'en déduire les besoins à venir |
| HABITAT / PARCOURS RESIDENTIELS | Développer une offre de logements répondant aux besoins sociaux et environnementaux |
| SOCIAL | Favoriser une mixité à la fois sociale et générationnelle / Faciliter l'accès aux services de proximité et aux loisirs |
| ECONOMIE / EMPLOI | Soutenir et structurer les filières locales fournissant le bois d'œuvre, le bois de construction et le bois énergie |
| AGRICULTURE / ALIMENTATION | Maintenir le foncier agricole face à la pression urbaine / Préserver et enrichir la qualité environnementale et paysagère du PNR grâce à l'agriculture |
| CADRE DE VIE / SANTE | Favoriser une gestion durable et une reconnaissance des grands espaces volcaniques / Maintenir l'intégrité des sites paysagers remarquables / Maintenir et diversifier l'usage de la pierre volcanique dans l'architecture locale |

| | |
|---|--|
| FONCIER | Définir les possibilités d'occupation de l'espace / Optimiser la gestion du foncier agricole / Une maîtrise qualitative de l'évolution des espaces bâtis |
| EAU | Favoriser et mettre en cohérence les politiques de l'eau à l'échelle du territoire et les enjeux de la ressource |
| AIR / ENERGIE / CLIMAT | Economiser l'énergie en priorité / Rationaliser la production d'énergies renouvelables au regard des potentialités et des vulnérabilités du territoire |
| BIODIVERSITE / MILIEUX NATURELS / SOLS | Maintenir la fonctionnalité de la Trame verte et bleue / Conserver et valoriser la richesse des réservoirs de biodiversité / Promouvoir une gestion environnementale et paysagère des forêts |
| ARMATURE | Structurer l'espace rural et consolider le maillage des services et des équipements à partir des bourgs centres |
| ACCESSIBILITE / MOBILITES | Intégrer les infrastructures routières au paysage pour mettre en valeur la géomorphologie |

► *Charte 2013-2028 du PNRVA - extraits du Plan Parc :*





Paysage & bourgs

ELEMENTS STRUCTURANTS ET / OU IDENTITAIRES

→ conserver leur lisibilité et les mettre en valeur

- sommets**
 - cois**
 - crêtes**
 - bassins et cirques**
 - éperons**
 - piémonts et rebords de cheire**
 - rebords de plateau**
- conserver l'ouverture du paysage par le maintien de l'activité agricole et la reconquête des espaces en friche
améliorer les points de vue sur et depuis ces éléments
maîtriser les extensions d'urbanisation
assurer une certaine homogénéité à la périphérie des structures d'accueil touristique
faire ressortir les points de basculement des cois dans les aménagements envisagés (rapport p 74 & 110)
- prairies et pelouses au dessus de 900m d'altitude (dont les estives)**
conserver l'ouverture du paysage en maintenant l'activité pastorale (rapport p 72, p 110, p 126 & 127)
- vallées et vallons principaux**
assurer la lisibilité de la continuité de leur fond et de leur profil (rapport p 74) , en :
inscrivant les infrastructures de transport dans le profil de la vallée et la révéler
conserver l'ouverture du paysage par le maintien de l'activité agricole et la reconquête des espaces en friche (rapport p 110)
- . réduisant les boisements, notamment par le non renouvellement des plantations au moment de leur exploitation, mais en conservant les ripisylves (rapport p 74)
 maîtrisant les extensions envisagées du bâti sur les pentes et en fond de vallées (rapport p 74)
- présence importante de murs en pierres sèches**
les conserver au mieux dans le cadre des aménagements notamment fonciers (rapport p 74)

- sites forestiers importants au plan paysager**
les conforter et mettre en valeur leurs spécificités paysagères (rapport p 74 & p 138)
- curiosités géologiques**
préserver et faire connaître leurs particularités (rapport p 74 & p 110)
- maars**
révéler leur genèse géomorphologique et leur façonnage historique et culturel par une scénographie cohérente des projets avec les spécificités des lieux (rapport p 74 & p 110)
- bourgs en balcon** **bourgs en articulation** **bourgs en piémont**
conforter leur position géographique et conserver leur silhouette : veiller à la cohérence architecturale et maîtriser l'extension de l'urbanisation (rapport p 110)
- bourgs, villages et hameaux remarquables**
conserver/restaurer leur caractère emblématique en valorisant le noyau urbain ancien, ainsi qu'en appliquant aux extensions du bâti une exigence d'intégration de même niveau que celle attendue du bâti ancien (rapport p 110)
- limite d'urbanisation***
contenir l'urbanisation en deçà de la limite, hormis pour l'implantation du bâti agricole à examiner au cas par cas (rapport p 110)
- espace de respiration***
à classer / maintenir en zone Agricole et/ou Naturelle (A et/ou N) dans les PLU (rapport p 110)
- espace à requalifier***
améliorer sa qualité urbaine (rapport p 110)
- espace à maintenir compact***
privilégier une forme urbaine compacte ou relativement compacte (rapport p 110)

* Spatialisées sur le plan sous la forme de figurés de principe, ces mesures doivent être précisées in situ et ajustées à l'échelle des documents d'urbanisme

Bien UNESCO - le Haut lieu tectonique Chaîne des Puys - faille de Limagne :

Le témoin d'un phénomène majeur : la rupture d'un continent :

Le Haut lieu tectonique Chaîne des Puys - faille de Limagne constitue un théâtre géologique unique qui permet de voir et comprendre un phénomène colossal qui façonne la surface de notre planète : la rupture d'un continent (ou « rift »). Le paysage de ce haut lieu tectonique permet d'observer comment la croûte terrestre s'est fracturée, effondrée, laissant remonter les magmas et surélevant massivement la surface.

350 millions d'années d'histoire géologique :

Les différentes formes géologiques présentes dans le périmètre du Haut lieu tectonique Chaîne des puys - faille de Limagne, donnent à voir les étapes successives du processus de rift : un plateau continental ancien (le plateau des Dômes), qui s'est

étiré, fracturé et effondré (le long de la faille de Limagne). La surface s'est ensuite massivement soulevée, entraînant une forte érosion qui a créé des formes spécifiques appelées inversions de relief (la montagne de la Serre). Le magma est également remonté par les fissures créées par la fracturation, faisant apparaître du volcanisme en surface (la Chaîne des Puys).

Le périmètre du Bien UNESCO :

D'une superficie de 242 km², la zone centrale du bien, qui a été définie avec l'aide des universitaires clermontois et du Parc naturel régional des Volcans d'Auvergne, inclut tous les attributs géologiques et paysagers constituant la Valeur universelle exceptionnelle (VUE) et permet d'en assurer la protection. Une zone tampon y a été adjointe, notamment à l'interface entre la Chaîne des puys et la faille de Limagne et sur le côté occidental du plateau des Dômes. Elle vise principalement à protéger les abords du site et préserver les principaux points de vue sur l'alignement volcanique.

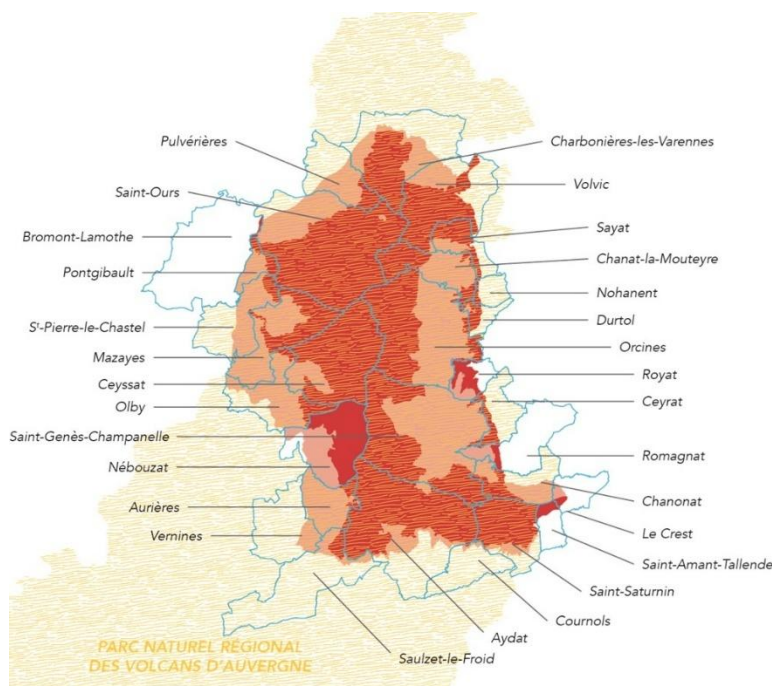
« Parlons Paysage » :

Le Parc naturel régional des Volcans d'Auvergne et le Conseil départemental du Puy-de-Dôme ont initié la démarche « Parlons Paysage » sur la Chaîne des puys - faille de Limagne. « Parlons Paysage » est un Plan de paysage, c'est-à-dire une démarche de projet de territoire, permettant de faire émerger un programme d'actions en faveur du paysage, partagé entre collectivités et acteurs. Une première phase de diagnostic a eu lieu en 2021, suivie de la définition des grands objectifs de qualité paysagère en 2022. Fin 2022, les acteurs concernés ont défini collectivement un plan d'actions concret et hiérarchisé, à court, moyen et long terme.

Un guide pour améliorer le paysage bâti de la Chaîne des puys :

Le PNRVA a édité en 2024 la Charte architecturale et paysagère de la Chaîne des puys - faille de Limagne. Destiné aux particuliers comme aux professionnels, ce document répond au besoin de confortement des identités paysagères du territoire du Patrimoine mondial de l'UNESCO. Le tome 1 présente un diagnostic de l'existant identifiant les types des bâtiments d'après leur histoire, usage, implantation, volumétrie et matériaux. Le tome 2 comprend des fiches techniques illustrées, avec des préconisations architecturales par typologie de paysages : montagne et lacs, marges du plateau des Dômes, co-teaux et versants.

► *Périmètre du Bien UNESCO Chaîne des puys - faille de Limagne :*



Source : www.agir.parcdesvolcans.fr/plans-de-paysage/plan-de-paysage-chaîne-des-puys.

QUE RETENIR DES CHARTES DE PNR ? L'ESSENTIEL :

- **FONCIER** : réduire l'artificialisation, préserver le foncier agricole
- **EAU** : préserver la ressource, mettre en cohérence les politiques de l'eau à l'échelle du territoire
- **AIR / ENERGIE / CLIMAT** : couvrir au minimum 50 % des besoins en énergie du territoire par la production locale d'énergies renouvelables, économiser l'énergie, rationaliser la production d'énergies renouvelables au regard des potentialités du territoire
- **BIODIVERSITE** : préserver la biodiversité, réemployer les matériaux pour limiter l'exploitation des ressources et anticiper la fin de l'exploitation et le devenir des sites en friche, gestion environnementale et paysagère des forêts
- **ARMATURE** : organiser un renouvellement qualitatif des villes, bourgs et villages, en s'appuyant sur l'armature territoriale du Livradois-Foréz, structurer l'espace rural et consolider le maillage des services et des équipements à partir des bourgs-centres
- **DEMOGRAPHIE** : Réaliser une analyse fine et prospective de l'évolution démographique et de l'habitat afin d'en déduire les besoins à venir
- **ACCESSIBILITE / MOBILITES** : offrir des mobilités alternatives, intégrer les infrastructures routières au paysage pour mettre en valeur la géomorphologie
- **HABITAT / PARCOURS RESIDENTIELS** : produire une offre diversifiée de logements en s'appuyant sur l'armature, miser sur la rénovation et la réhabilitation et non plus sur l'extension des zones construites pour produire de nouveaux logements
- **SOCIAL** : renforcer le lien social et réduire les inégalités, favoriser une mixité à la fois sociale et générationnelle
- **ECONOMIE / EMPLOI** : disposer d'une offre diversifiée et qualifiée de foncier / de locaux d'activités disponibles, développer une offre de tourisme responsable, accompagner les entreprises vers une économie plus circulaire et responsable, soutenir et structurer les filières locales fournissant le bois
- **AGRICULTURE / ALIMENTATION** : permettre l'accès à une alimentation de qualité et de proximité, préserver le foncier agricole, permettre l'essor de fermes agroécologiques
- **CADRE DE VIE / SANTE** : lutter contre la banalisation du territoire par la préservation des structures paysagères, maintenir l'intégrité des sites paysagers remarquables, valoriser les paysages agricoles (notamment liés à l'élevage) comme le résultat d'une activité économique locale dynamique et propre aux territoires ruraux, maintenir et diversifier l'usage de la pierre volcanique dans l'architecture locale

2.2• Les SCOT limitrophes

Le SCOT du Pays des Combrailles

L'objectif du SCOT est de construire un Pays des Combrailles actif, équilibré et solidaire. Pour ce faire, les élus se sont engagés à mettre en œuvre collectivement une stratégie d'aménagement et de développement qui combine une approche spatiale, de manière à prendre en compte les différents contextes qui touchent le territoire, et une approche thématique, correspondant aux grandes politiques publiques à mener.

La solidarité entre les territoires est le fil conducteur qui a guidé l'élaboration de la stratégie spatiale retenue, qui s'articule en 3 axes :

- Tirer parti du dynamisme de la métropole clermontoise et de la récente mise en service de l'A89 mais de manière raisonnée.
- Renforcer le cœur des Combrailles, interface entre le monde périurbain à l'est et le monde rural à l'ouest et au sud en valorisant ses atouts.
- Dynamiser les activités liées aux ressources locales, en particulier à l'ouest et au sud, en complément des activités agricoles et forestières à conforter.

Ces ambitions se traduisent à travers les différents axes du PADD :

1- Assurer du développement économique et de l'emploi

- Passer de 2 pôles industriels majeurs à 3
- Accueillir des activités dans les bourgs et communes rurales
- Garder des activités agricoles et forestières et développer les activités liées aux ressources locales sur tout le territoire

2. Mener une politique résidentielle différenciée

- Reconquérir des habitants
- Créer de nouveaux logements et diversifier l'offre
- Maîtriser à l'est
- Renforcer l'ouest

3. Rendre durablement accessible

- Les bourgs, nœuds de la trame des déplacements
- Relancer la voie ferrée Montluçon/Clermont-Ferrand et les autres dessertes ferroviaires
- Poursuivre l'organisation routière du territoire

4. Tourisme, nature, environnement

- Développer un tourisme durable en lien avec les atouts patrimoniaux du territoire
- Protéger et gérer les espaces naturels remarquables
- Prendre en compte la ressource en eau, les énergies et les déchets

Le SCOT du Pays d'Issoire Val d'Allier Sud

L'ambition du SCOT est de définir un projet de développement sur les bases suivantes :

- Limiter l'étalement urbain et l'effet villages d'ortoirs, tout en continuant d'accueillir les nouveaux arrivants, en proposant des typologies urbaines adaptées et acceptables.
- Développer des activités ancrées dans les atouts du territoire : atouts paysagers, industriels, artisanaux, agricoles.
- Mailler le territoire par les réseaux et services pour davantage d'équité sociale et spatiale.

Cette ambition se traduit à travers les 4 axes du PADD et du DOO :

1- Renforcer l'armature territoriale et privilégier la qualité d'accueil

- Renforcer l'armature territoriale
- Adapter l'offre en logements aux besoins de la population

2- Développer sur un socle naturel, agricole et paysager et dans une perspective de changement climatique

- Maîtriser la consommation foncière
- Confronter les potentialités de développement avec les éléments cadres d'un développement dit durable
- Intégrer la notion de qualité urbaine et paysagère tout en prenant en compte les enjeux de développement durable

3- Articuler déplacements et urbanisme

- Diminuer les distances parcourues
- Développer les transports en commun, le covoiturage et l'autopartage pour les déplacements de moyenne et longue distance
- Développer la marche et le vélo pour les déplacements courts
- Relancer le fret ferroviaire
- Développer les alternatives à la mobilité des personnes et des biens
- Communiquer et favoriser les changements de comportement

4- Développer une attractivité économique maîtrisée et équilibrée

- Pérenniser et conforter les activités dans les centralités
- Favoriser le développement économique en adéquation avec les spécificités territoriales et en cohérence à l'échelle de l'agglomération
- Définir et développer une organisation commerciale et artisanale pour conforter l'économie du territoire et limiter les déplacements internes

Le SCOT du Livradois-Forez

Le SCOT du Livradois-Forez se donne pour objectif d'accueillir dans de bonnes conditions les nouveaux habitants tout en renforçant les centralités du territoire pour garantir à tous un accès aux commerces, services et équipements de proximité, tout en valorisant les ressources locales et en favorisant le développement des activités et de l'emploi.

Cette ambition est traduite dans les différents axes et objectifs du PADD :

- Objectif 1 - Conforter l'armature des espaces naturels, agricoles, forestiers et les paysages
- Objectif 2 - Affirmer une armature territoriale qui renforce l'organisation, le fonctionnement et l'attractivité du territoire

AXE 1 - Renforcer les conditions d'accueil en les adaptant aux évolutions socio-démographiques et d'habitat

- Objectif 3 - Développer une offre de logements, qualitative et solidaire, pour répondre aux besoins de la population
- Objectif 4 - Maintenir et renforcer l'offre des commerces et des services de proximité
- Objectif 5 - Répondre aux besoins de mobilité et de communication
- Objectif 6 - Développer les équipements et les réseaux nécessaires à la vie quotidienne des habitants
- Objectif 7 - Intégrer le risque au cœur du développement territorial

AXE 2 - Valoriser les ressources locales pour développer les activités et l'emploi

- Objectif 8 - Accompagner la mutation du tissu industriel
- Objectif 9 - Mobiliser la ressource bois et créer de la valeur ajoutée localement
- Objectif 10 - Conforter une agriculture de qualité
- Objectif 11 - Structurer et développer une offre touristique attractive fondée sur la découverte
- Objectif 12 - Faire du Livradois-Forez un territoire d'excellence énergétique

2.3• Les documents de planification et de programmation intercommunaux

► *Liste des documents intercommunaux en vigueur sur le territoire du Grand Clermont :*

| Plans locaux d'urbanisme intercommunaux (PLUi) | | |
|--|-------|------------------------|
| Billom Communauté | PLU-H | Approuvé en 2019 |
| Clermont Auvergne Métropole | PLUi | Arrêté en 2024 |
| Mond'Arverne Communauté | PLUi | En cours d'élaboration |
| Riom Limagne et Volcans | PLUi | Approuvé en 2023 |

| Programmes locaux de l'habitat (PLH) | | |
|--------------------------------------|--------|-------------------------------|
| Billom Communauté | PLUi-H | Approuvé en 2019 2019-2025 |
| Clermont Auvergne Métropole | PLH | Approuvé en 2022 2023-2028 |
| Mond'Arverne Communauté | PLH | Approuvé en 2018 2018-2023 |
| Riom Limagne et Volcans | PLH | Approuvé en 2019 2019-2025 |

| Plan de mobilité (PDM) et Plans de mobilité simplifié (PDMS) | | |
|--|-----------|------------------------|
| Clermont Auvergne Métropole | PDU / PDM | 2019 |
| Mond'Arverne Communauté | PDMS | En cours d'élaboration |

| Plans climat-air-énergie territoriaux (PCAET) et Schéma de transition énergétique et écologique (STEE) | | |
|--|-------|--|
| Billom Communauté | PCAET | 2021-2030 |
| Clermont Auvergne Métropole | STEE | 2018 <u>Révision prévue en 2025</u> |
| Mond'Arverne Communauté | PCAET | 2020-2025 |
| Riom Limagne et Volcans | PCAET | 2019-2030 |

Les Plans locaux d'urbanisme intercommunaux (PLUi) :

Le PLUi valant PLH de Billom Communauté (PLUi-H) :

Le PADD de Billom Communauté s'organise autour de 3 piliers :

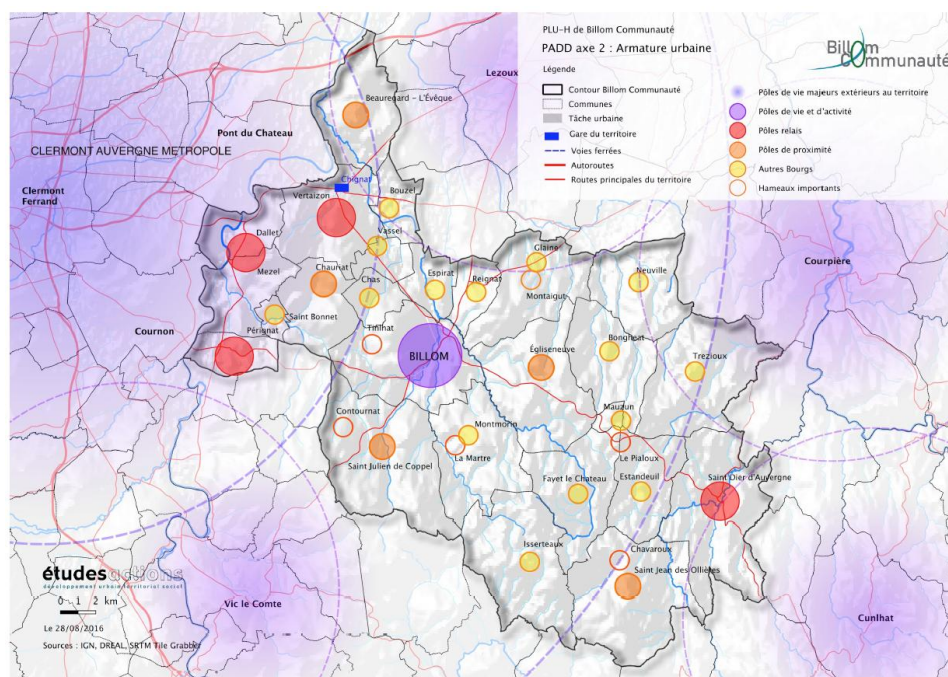
- Gérer durablement nos patrimoines.
- Vivre à Billom Communauté.
- Préparer le territoire pour l'avenir.

Le travail sur le PADD est intervenu à un moment stratégique, avec la fusion de plusieurs EPCI (Billom-Saint-Dier, Vallée du Jauron et Mur-ès-Allier). Ce fut l'opportunité de construire un projet commun à long terme, dans les domaines de l'habitat et de l'urbanisme, intégrant notamment les problématiques environnementales.

A travers son PADD, Billom Communauté a souhaité maintenir son attractivité et sa vocation d'accueil en orientant ses efforts sur la qualité de son cadre de vie. Il prend également en compte les questions liées à l'adaptation au changement climatique. Le développement des fonctions urbaines et des déplacements se sont traduits ces dernières années par des impacts forts sur les fonctions naturelles et agricoles, qu'il s'agisse de la perte d'usage des espaces, de la baisse de la biodiversité, de la quantité et qualité des ressources, des émissions de gaz à effet de serre, etc. Ces dégradations impactent à leur tour l'activité humaine. Le territoire est déjà et va être concerné par le réchauffement climatique et les dérèglements qui en découlent, avec des incidences déjà visibles sur l'agriculture, les transports et infrastructures, les ressources naturelles, la biodiversité, les risques naturels, la santé.

Les orientations du PADD s'appuient sur une armature urbaine multipolaire, avec Billom comme pôle principal, mais dont l'influence est plus limitée sur les franges ouest du territoire, où des pôles relais sont à structurer.

► *Armature urbaine du PLUi-H de Billom Communauté :*



Source : PLUi-H de Billom Communauté, 2019.

Le PLUi de Clermont Auvergne Métropole :

L'élaboration du PADD de Clermont Auvergne Métropole s'est déroulée de fin 2019 à 2021. Celui-ci s'organise autour 9 objectifs thématiques et de leurs déclinaisons sous le prisme de trois fils conducteurs :

- Les héritages (ceux sur lesquels peut s'appuyer le projet pour valoriser les atouts du territoire, ceux à préserver ou à délaissier, ceux que l'on va laisser aux générations futures).
- Les équilibres (ceux que l'on souhaite voir perdurer, les déséquilibres à corriger, les nouveaux équilibres à rechercher ou à inventer, les équilibres qui doivent converger dans l'imbrication des échelles communales et métropolitaine)
- Les transitions (celles qui doivent évoluer, se transformer au travers de nouvelles approches et d'un changement de modèle).

Le PLUi de la Métropole est le premier document de planification urbaine élaboré à l'échelle des 21 communes. Il est en cela l'aboutissement logique d'une plus forte intégration des politiques métropolitaines afin d'assurer une cohérence dans le développement du territoire autour d'objectifs fédérateurs, inscrits dans le PADD. Il s'appuie sur l'ensemble des stratégies sectorielles actées collectivement, notamment en matière d'habitat (PLH), de mobilité (PDU), d'environnement (STEE)⁹ et de patrimoine (Label Pays d'art et d'histoire). Il conjugue l'ensemble de ces démarches pour les transcender dans un projet de territoire partagé entre les communes et tourné vers un avenir commun. Il est aussi l'occasion d'affirmer et d'activer des complémentarités :

- Entre les communes, à la lueur de leurs identités et spécificités.
- Entre chaque composante géographique, de la Chaîne des puys au Val d'Allier, des coteaux à la plaine agricole, des espaces de nature aux espaces urbains.

Le PADD aborde conjointement les interactions entre les activités humaines (la sphère économique), l'équité spatiale et la qualité de vie (la sphère sociale) et la sphère environnementale (la biodiversité, les ressources, l'énergie, etc.).

⁹ Schéma de transition énergétique et écologique (STEE).

► Les 9 grands objectifs du PADD de Clermont Auvergne Métropole :



Source : PLUi de Clermont Auvergne Métropole, 2024.

La transversalité des approches permet de définir des objectifs thématiques qui se nourrissent de la diversité des enjeux pour trouver des équilibres adaptés au contexte local, sans céder aux solutions à court terme. L'horizon 2035 du PLU de la Métropole est ainsi une première échelle temporelle, celle des objectifs chiffrés et des actions à poursuivre. Mais le PADD doit permettre de voir plus loin, d'adopter une attitude face à l'avenir pour établir une trajectoire sur le temps long vers davantage de sobriété et de solidarité, en s'inscrivant notamment dans la lutte contre les changements climatiques et les objectifs des Accords de Paris pour limiter le réchauffement planétaire. A cet égard, la lutte contre l'étalement urbain et l'artificialisation des sols constitue la clé de voûte d'un changement de paradigme considérant à la fois les besoins humains et non humains, recherchant les bénéfices d'une nature-partenaire, favorisant la régénération de la ville sur elle-même, le maintien d'une agriculture locale, un meilleur bilan carbone, etc.

Le PLUi de Mond'Arverne Communauté :

Le PADD a été débattu en Conseil communautaire en octobre 2022. Il a été « validé » par les élus de Mond'Arverne Communauté comme base de son PLUi. Ce projet de territoire est un projet global à l'échelle de l'ensemble des 27 communes et à l'horizon 2034.

Mond'Arverne Communauté a décidé de retravailler son projet de PLUi en raison des réserves notifiées par les Personnes publiques associées (PPA). Les principales remarques portaient sur la consommation foncière dédiée à l'urbanisation, jugée trop importante, et sur la méthodologie de calcul de cette consommation foncière.

Initialement prévue au début de l'année 2024, l'Enquête publique a donc été reportée à une date indéterminée, après qu'un nouveau projet, plus conforme aux ambitions du PADD et aux obligations de la loi Climat et résilience (objectif ZAN notamment), aura été élaboré.

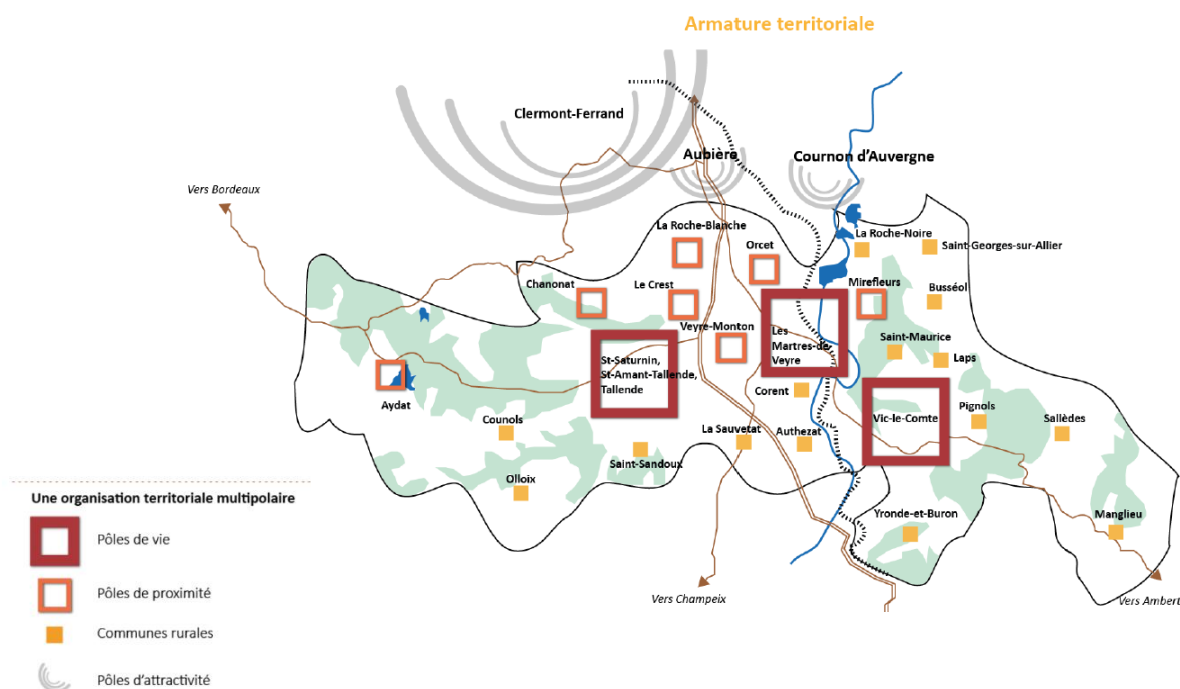
La stratégie du projet de territoire de 2022 s'appuie sur deux orientations politiques préalables :

- Affirmer et défendre la vision d'un territoire et d'une collectivité qui se projette sur le long terme, avec ses voisins, mais en toute indépendance.
- Mettre le développement durable au cœur des politiques publiques d'aménagement, de développement, de services et de fonctionnement de la collectivité.

Le PADD est structuré autour de 4 grands axes :

- Un territoire vécu et attractif.
- Un territoire solidaire et connecté.
- Un positionnement économique à conforter.
- Un territoire durable et résilient.

► *Armature territoriale du PLUi de Mond'Arverne :*



Source : PLUi de Mond'Arverne Communauté, 2024.

Le PADD de Mond'Arverne Communauté s'appuie sur une armature territoriale de projet dans le but de polariser et d'organiser le développement du territoire avec des orientations stratégiques adaptées aux enjeux et spécificités de chaque commune. Cette armature du territoire se décline selon 3 niveaux : les pôles de vie, les pôles de proximité et les communes rurales.

Le PLUi de Riom Limagne et Volcans :

Le PADD de Riom Limagne et Volcans a été élaboré en 2020 et le PLUi de RLV a été approuvé en mars 2023.

Le territoire se situe dans un contexte complexe où des enjeux variés et contradictoires sont à appréhender dans leur globalité : objectif de croissance économique et de maintien de l'emploi, lutte contre l'étalement urbain, vieillissement de la population, etc. Pour RLV, il s'agit, tout en relevant ces défis, de renouveler les modes de faire de l'aménagement et d'affirmer un positionnement stratégique qui puisse répondre aux besoins des habitants et valoriser le cadre de vie.

Le PADD est organisé en 3 axes regroupant 15 grandes orientations et 3 enjeux transversaux :

- Le changement climatique : le territoire est particulièrement sensible au changement climatique qui a déjà un impact fort notamment sur l'agriculture, les forêts et l'eau. Face à ces défis, RLV doit s'adapter aux effets du changement climatique et réduire les émissions de gaz à effet de serre.
- L'évolution des modes de vie : les modes de vie ont largement évolué sur le territoire de l'agglomération : vieillissement de la population, séparations, décohabitation tardive, habitudes de consommation, distance au

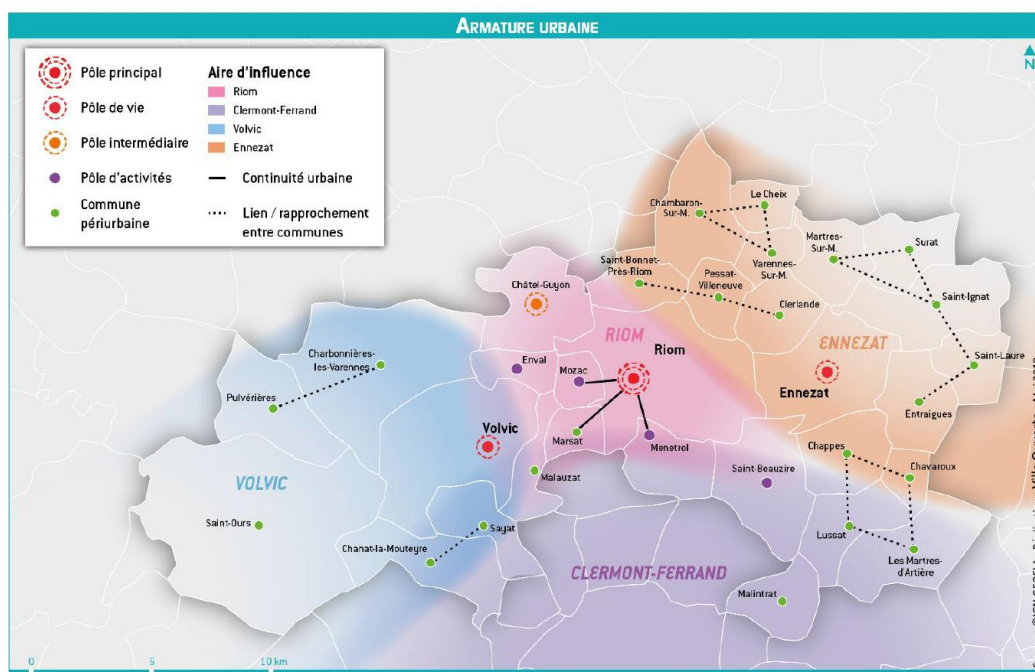
lieu de travail, etc. RLV souhaite apporter des réponses à ces enjeux sociétaux en modifiant les modes d'aménagement du territoire.

- La notion de bien commun : considérer l'ensemble des paysages produits par les actions humaines (paysages urbains, naturels et agricoles) comme des biens communs.

Les 3 axes du PADD de RLV sont les suivants :

- Un territoire moteur à l'échelle régionale valorisant ses singularités.
- Une démarche de projet vertueuse accompagnant l'évolution des modes de vie.
- Des actions transversales permettant de faire face au changement climatique.

► *Extrait du diagnostic du PLUi de RLV :*



Source : PLUi de Riom Limagne et Volcans, 2022.

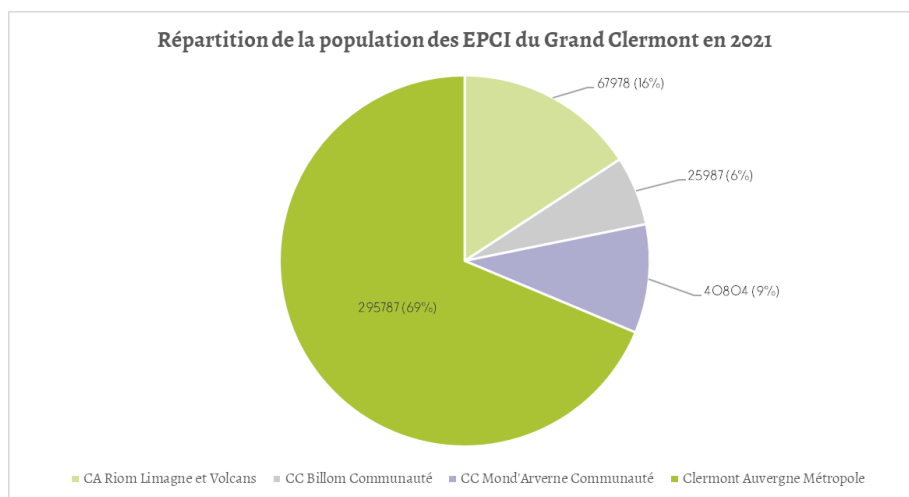
3• DYNAMIQUES DEMOGRAPHIQUES ET SOCIALES

3.1• Dynamiques démographiques

Chiffres-clés :

431 000 habitants en 2021
334 habitants au km²
+ 0,6 % en moyenne par an depuis 2009 (croissance démographique)
+ 0,2 % de solde naturel et **+ 0,4 %** de solde migratoire
20 % de + 65 ans en 2021
477 000 habitants en 2070 (projections INSEE)
25 % de + de 65 ans en 2070 (projections INSEE)
2 personnes par ménage en moyenne en 2021

Une croissance de population stimulée par l'afflux migratoire avec un dynamisme démographique plus marqué dans les communes de deuxième couronne



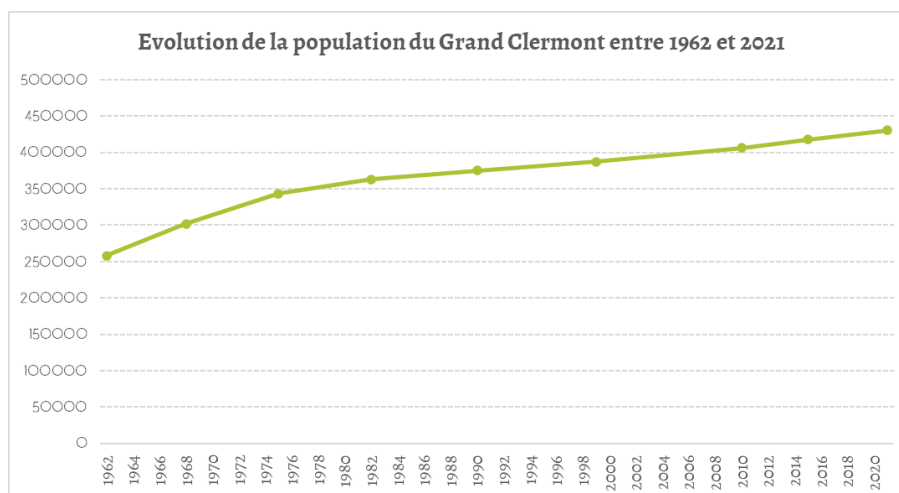
Source : INSEE, 2021.

La population du Grand Clermont se concentre principalement à Clermont Auvergne Métropole, qui accueille 69 % des habitants. Les autres intercommunalités du territoire accueillent respectivement 16 % de la population (RLV), 10 % (Mond'Arverne) et 6 % (Billom Communauté).

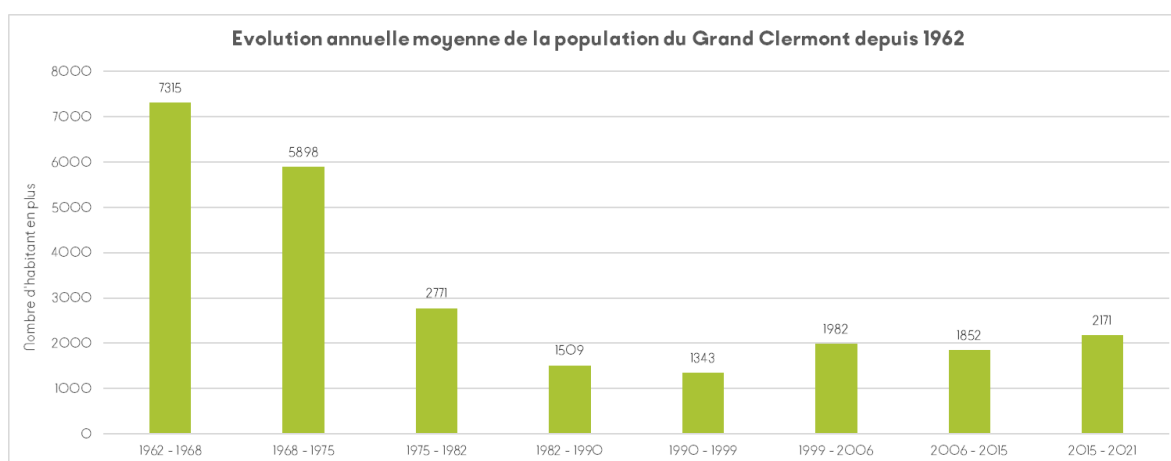
La commune de Clermont-Ferrand (147 000 habitants) est la plus peuplée, loin devant Cournon-d'Auvergne (20 000), Riom (19 000) et Chamalières (17 000). Depuis 2009, la croissance démographique est un peu plus forte dans les trois EPCI situés autour de Clermont Auvergne Métropole, même si, en volume, le nombre d'habitants supplémentaires y est moins important.

Depuis 2009, la croissance démographique du Grand Clermont est dynamique. Elle évolue au rythme de + 0,6 % en moyenne par an, légèrement supérieure à celle du territoire de comparaison¹⁰ (+ 0,5 %) et de la France métropolitaine (+ 0,4 %). Les migrations en sont devenues le principal moteur sur la période récente (2014-2020), en apportant chaque année + 0,4 % d'habitants supplémentaires, contre + 0,2 % issus de l'excédent des naissances sur les décès (solde naturel). C'est l'inverse dans le territoire de comparaison, où le solde naturel contribue deux fois plus à la croissance que le solde migratoire.

¹⁰ Le territoire est comparé à un ensemble de 10 autres SCOT présentant des caractéristiques proches de celles du Grand Clermont : Rennes, Saint-Étienne, Metz, Nîmes, Angers, Lens, Caen, Valenciennes, Perpignan et Le Mans (source : Le Grand Clermont - un territoire dynamique et attractif, INSEE, 2023).



Source : INSEE, 2021.



Source : INSEE, 2021.

Les graphiques ci-dessus indiquent que la population du Grand Clermont n'a cessé d'augmenter depuis les années 1960, avec des gains de population annuels moyens importants dans les années 1960 et 1970 (jusqu'à 7 315 habitants supplémentaires en moyenne par an entre 1962 et 1968).

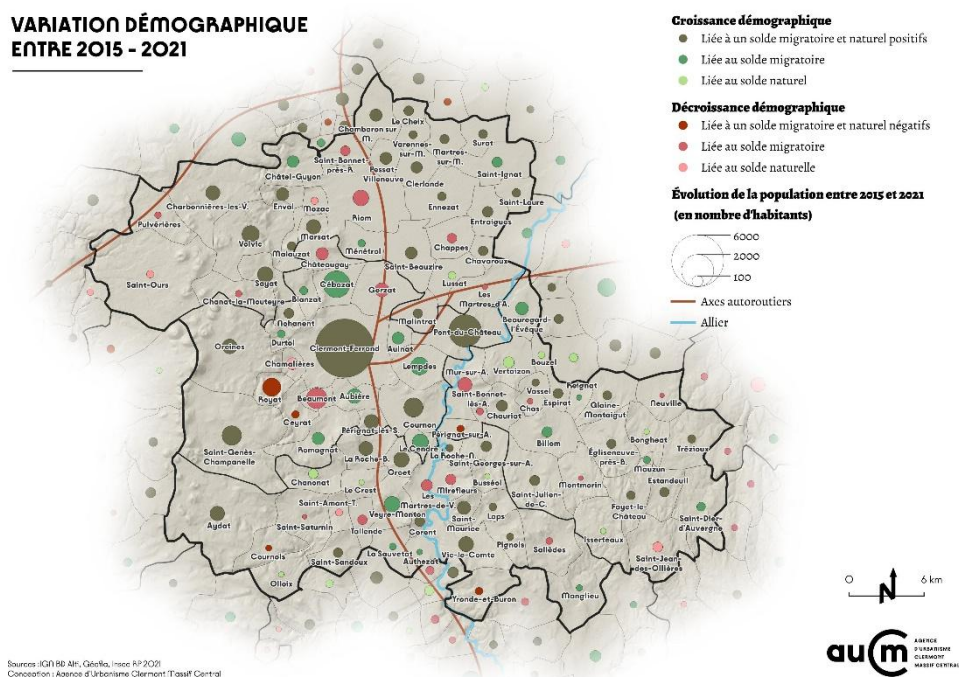
Polarisé autour de Clermont-Ferrand, le Grand Clermont est un territoire à la croissance démographique soutenue. Sa population devrait poursuivre cette évolution au moins jusqu'en 2050, pour atteindre 10 % d'habitants supplémentaires par rapport à 2020. C'est un territoire attractif, caractérisé par une forte présence d'étudiants, qui représentent près de la moitié des nouveaux arrivants. Le Grand Clermont offre également de multiples emplois, principalement concentrés au sein de Clermont Auvergne Métropole.

Dans les années 2000, le Grand Clermont était confronté à un risque de déclassement démographique et économique. En 2011, lors de son adoption, le SCOT a ainsi fixé des objectifs forts en matière d'attractivité. Elaboré durant la décennie 2000-2010, le SCOT du Grand Clermont fondait en effet son projet sur une croissance démographique revendiquée et volontaire, pour faire face au défi du vieillissement de sa population. L'objectif était d'accroître la population du Grand Clermont de 50 000 habitants (en 2030) par rapport à la situation existante lors de son élaboration. Ce défi démographique a été retenu en tenant compte des scénarios proposés par l'INSEE (scénario OMPHALE)¹¹.

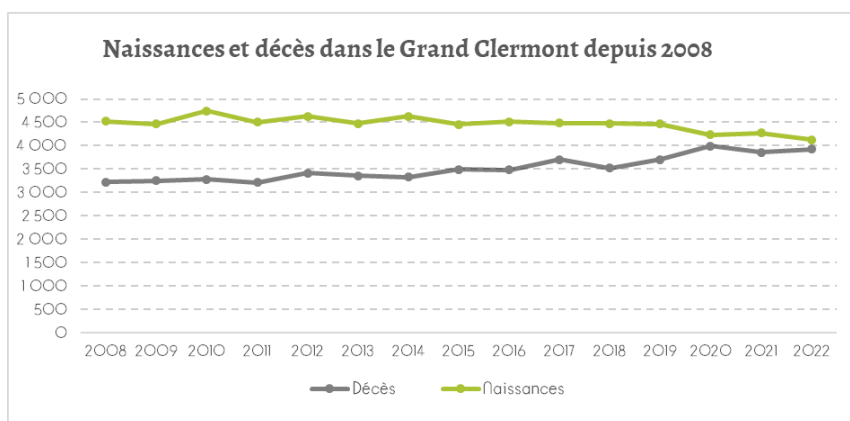
¹¹ Source : 12 ans de mise en œuvre du SCOT du Grand Clermont, AUCM, 2023.

Depuis l'entrée en vigueur du SCOT, le territoire a accueilli 26 000 habitants supplémentaires, ce qui est supérieur à l'objectif initialement fixé (430 840 habitants en 2019, soit 908 habitants de plus que le scénario fixé par le SCOT). Les 17 communes du cœur métropolitain ont gagné 12 800 habitants, soit une moyenne de 103 habitants par an et par commune. Les 9 communes constituant les pôles de vie ont vu augmenter leur rythme de croissance démographique annuelle (passant de + 6 habitants à + 42 habitants par an et par commune).

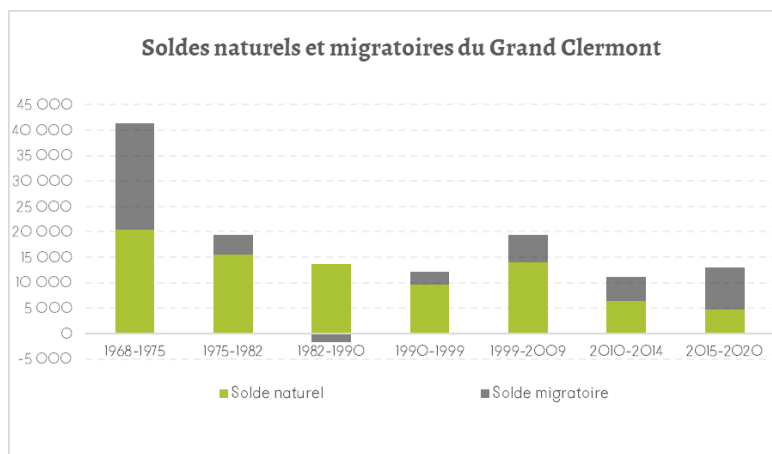
VARIATION DÉMOGRAPHIQUE ENTRE 2015 - 2021



La croissance démographique du Grand Clermont se manifeste principalement dans les communes de la deuxième couronne avec une population qui augmente davantage dans les EPCI situés autour de la métropole. Ces tendances mettent en lumière un maintien de la dynamique démographique vers les zones périphériques du territoire. De 2009 à 2014, la croissance était surtout marquée dans les intercommunalités de RLV et de Billom Communauté (autour de + 1 %). Sur la période récente (2014-2020), la hausse de la population est un peu plus soutenue dans la métropole et Mond'Arverne Communauté. Entre 2014 et 2020, quel que soit l'EPCI, ce sont les migrations qui contribuent le plus à la croissance démographique. Entre 2009 et 2014, le solde naturel était toutefois supérieur au solde migratoire dans la métropole et Mond'Arverne Communauté.



Source : INSEE, 2021.



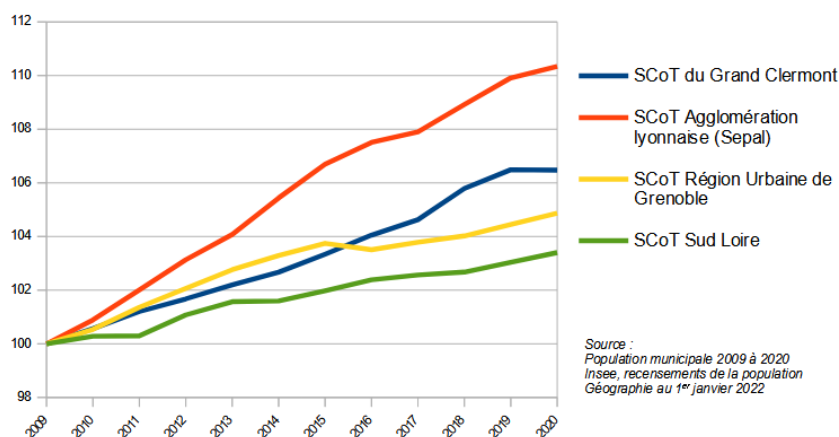
Source : INSEE, 2021.

Sur l'ensemble du territoire, 29 communes (28 %) ont perdu des habitants entre 2015 et 2021, tandis que 75 communes (72 %) ont vu leur population augmenter. En première couronne clermontoise, la population a tendance à diminuer ou stagner. En revanche, on observe des croissances démographiques notables à l'ouest, dans certaines communes de la Chaîne des puys, ainsi qu'au nord et au sud du territoire, principalement dans les secteurs de plaine.

Parmi les communes qui perdent des habitants, 72 % ont un solde migratoire négatif (les départs sont plus nombreux que les arrivées). En outre, 65 % des communes qui gagnent des habitants bénéficient à la fois d'un solde naturel et d'un solde migratoire positifs.

Entre 2009 et 2020, la contribution du solde naturel dans la croissance démographique est en baisse, mais a été largement compensée par celle en hausse du solde migratoire.

► Evolution de population entre 2009 et 2020 (indice base 100 en 2009) :



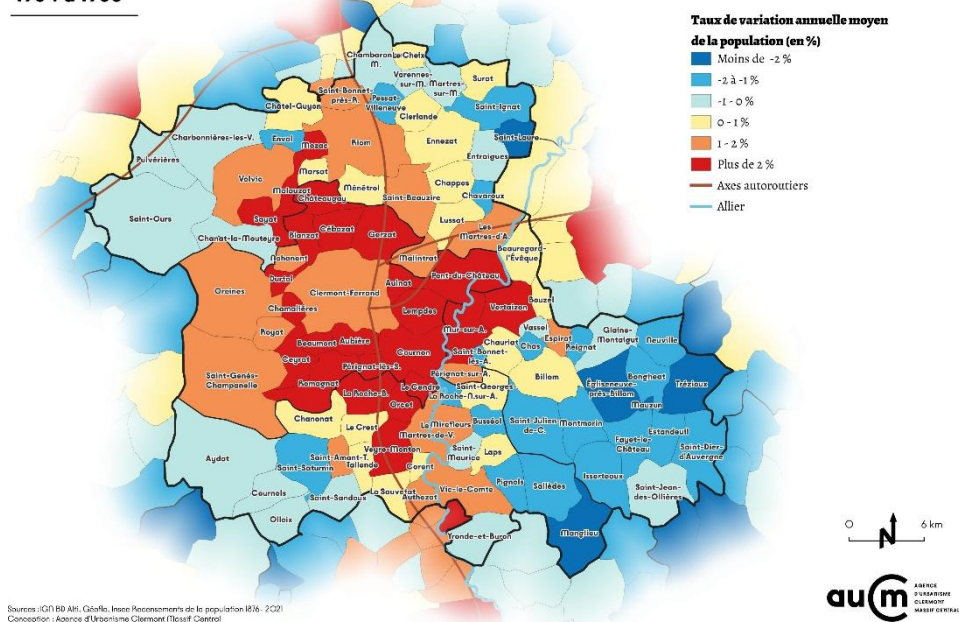
Source : *Éléments de diagnostic sur le SCOT du Grand Clermont*, INSEE, 2023.

A titre de comparaison à l'échelle de la Région Auvergne-Rhône-Alpes, la croissance démographique du Grand Clermont est plus forte qu'à Grenoble (SCOT Région urbaine de Grenoble) et Saint-Etienne (SCOT Sud Loire), mais plus modérée qu'à Lyon (SCOT Agglomération lyonnaise).

Une logique de périurbanisation à l'œuvre depuis les années 1950

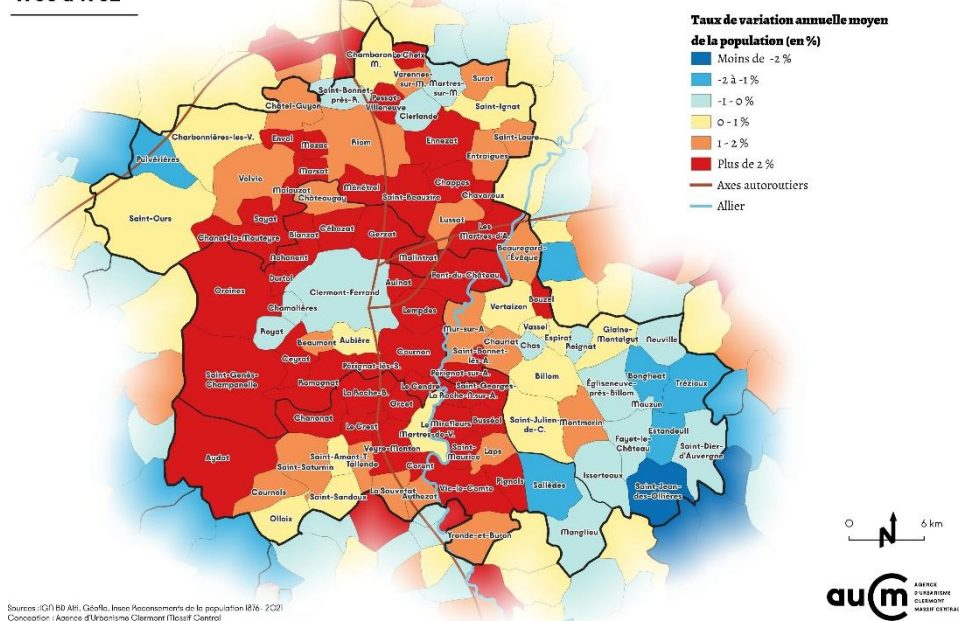
Les cartes ci-dessous indiquent le taux de variation annuel moyen de la population pour chaque commune du Grand Clermont et par période d'une quinzaine d'années. On peut noter que, de 1954 à 1968, la croissance démographique se concentre dans les communes de la première couronne clermontoise. Les franges nord (est et ouest) et sud (est et ouest) perdent des habitants.

LOGIQUE DE PÉRIURBANISATION ENTRE 1954 à 1968



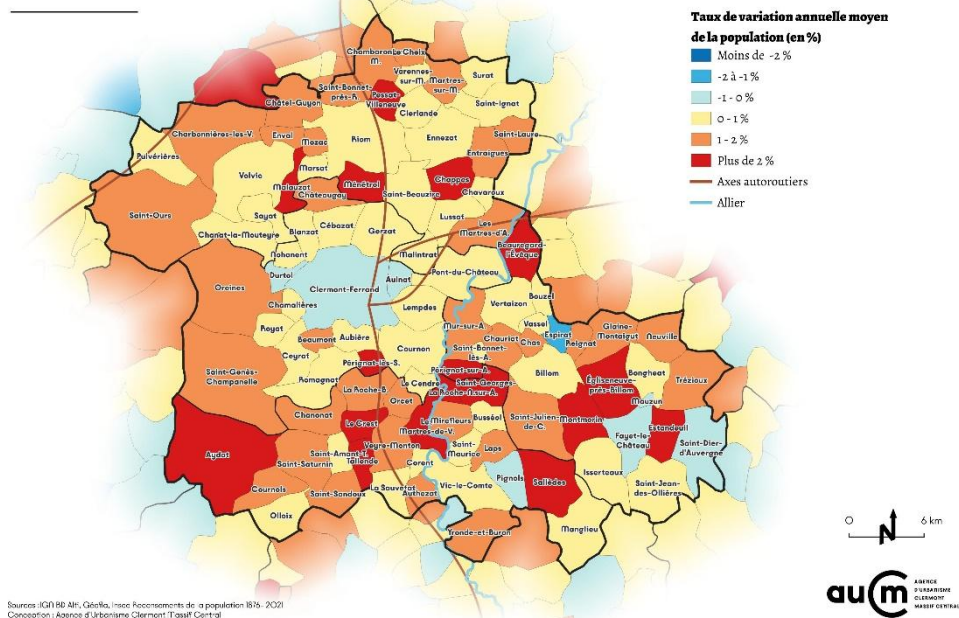
De 1968 à 1982, la croissance démographique est encore plus forte et concerne des communes de première et deuxième couronnes. Les communes du centre (Clermont, Chamalières et Royat) perdent des habitants.

LOGIQUE DE PÉRIURBANISATION ENTRE 1968 à 1982



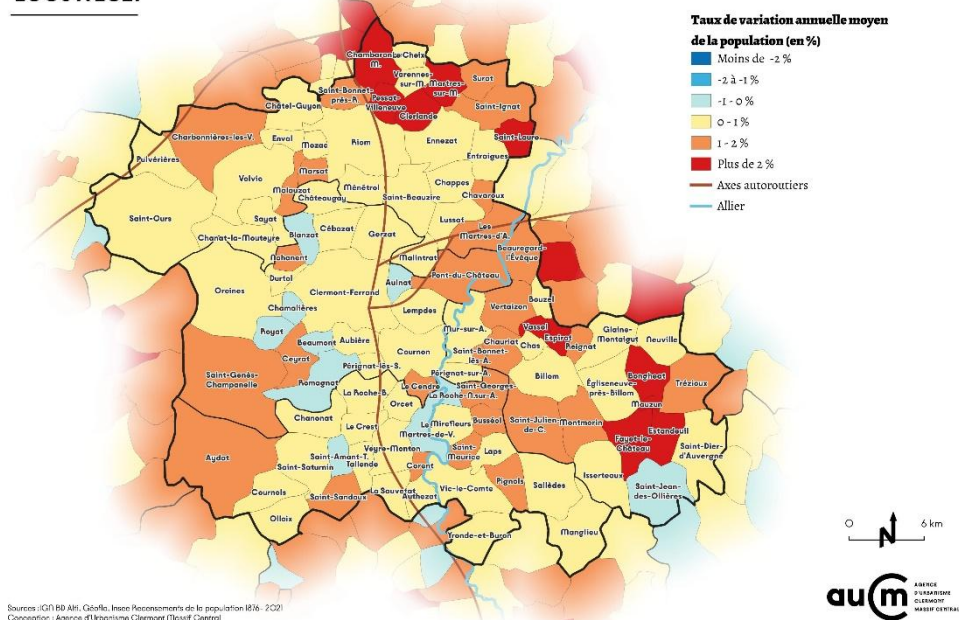
A partir des années 1990, la périurbanisation s'intensifie : le développement démographique et urbain se porte au-delà de la deuxième couronne clermontoise, dans les secteurs de plaine, au nord et au sud, mais aussi dans la Chaîne des pays.

LOGIQUE DE PÉRIURBANISATION ENTRE 1982 à 1999



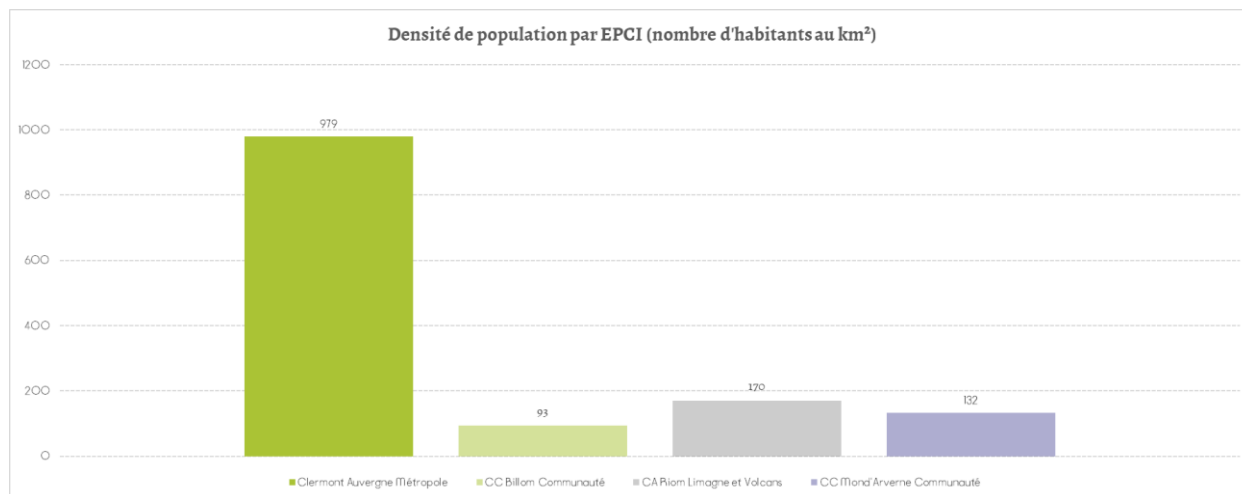
Enfin, sur la dernière période 2006-2021, peu de communes perdent des habitants, et les communes qui en gagnent le plus se situent aux franges du Grand Clermont (nord-est et sud-est en particulier).

LOGIQUE DE PÉRIURBANISATION ENTRE 2006 À 2021



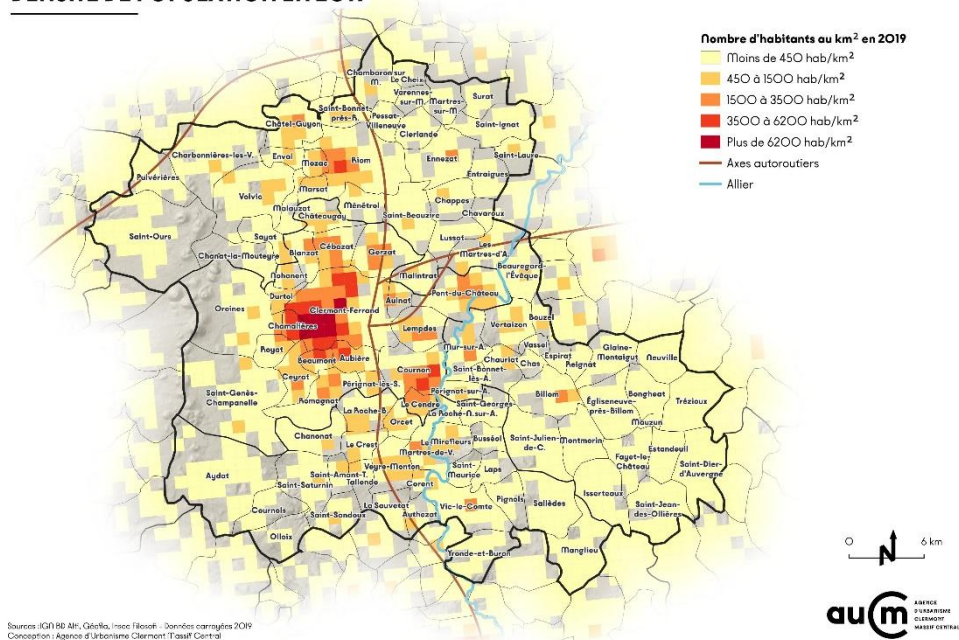
Des écarts de densités de population importants selon les communes et les EPCI

La densité moyenne de population est de 332 habitants/km². Clermont Auvergne Métropole est bien plus densément peuplée que les autres EPCI du SCOT (980 hab/km² en moyenne et plus de 6 200 habitants/km² dans certains quartiers de Clermont-Ferrand et de Chamalières). Mond'Arverne et Billom Communauté, territoires en grande partie ruraux et montagneux, sont les moins densément peuplés (avec respectivement 132 et 93 habitants/km²). Cette densité de population est légèrement plus élevée que dans le territoire de comparaison.



Source : INSEE, 2021.

DENSITÉ DE POPULATION EN 2019

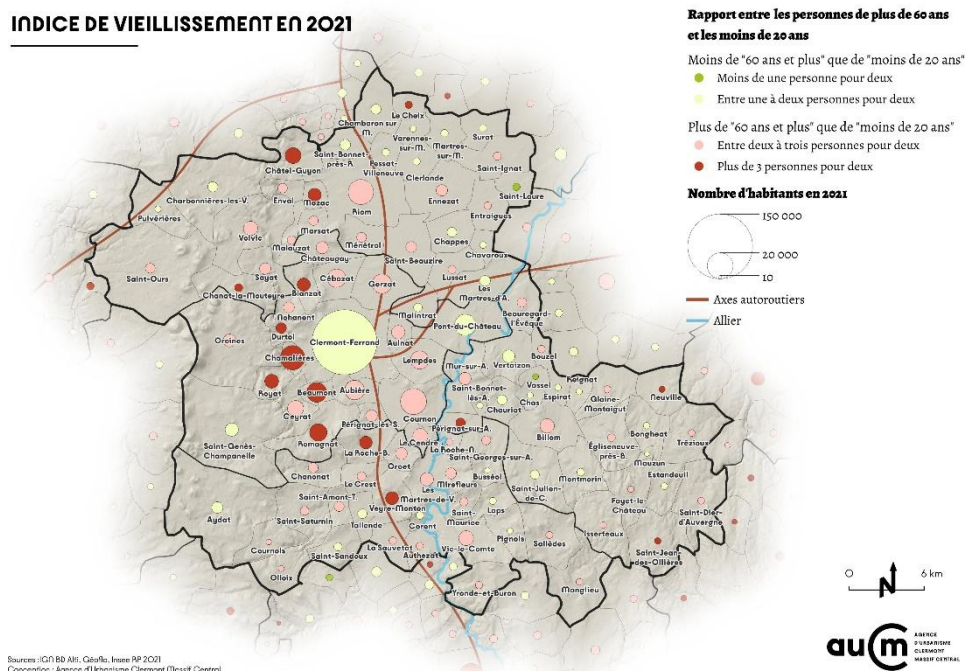


Une population vieillissante et des disparités importantes entre territoires ruraux, urbains et périurbains

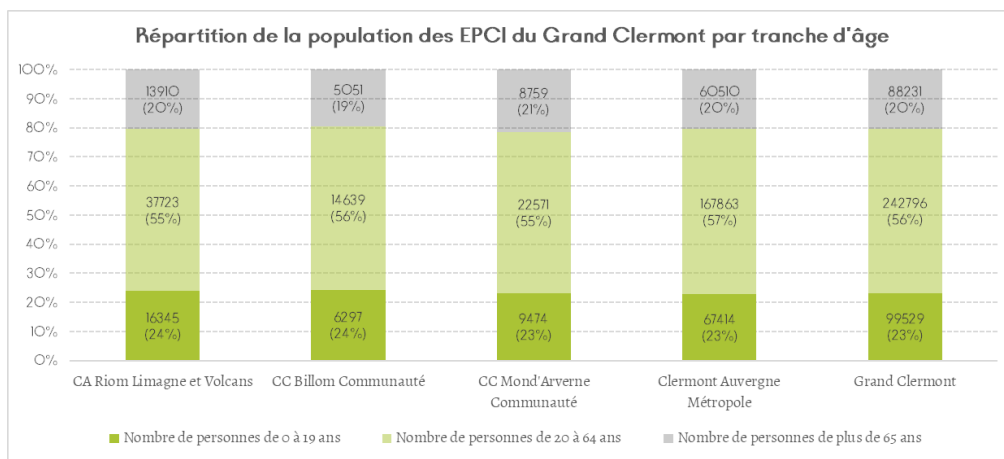
Le Grand Clermont est marqué par un indice de vieillissement significatif, particulièrement dans les communes urbaines autour de Clermont et de Riom, où la proportion de seniors (plus de 65 ans) est plus élevée. Tandis que les communes de la deuxième couronne enregistrent une part relativement plus importante de jeunes de moins de 20 ans, mais dans de petits volumes (voir carte ci-dessous).

Au total, 68 communes sur 104 comptent davantage de personnes âgées de plus de 60 ans que de jeunes de moins de 20 ans. Cette tendance au vieillissement devrait se renforcer dans les années à venir, avec une progression marquée de la population senior attendue.

INDICE DE VIEILLISSEMENT EN 2021

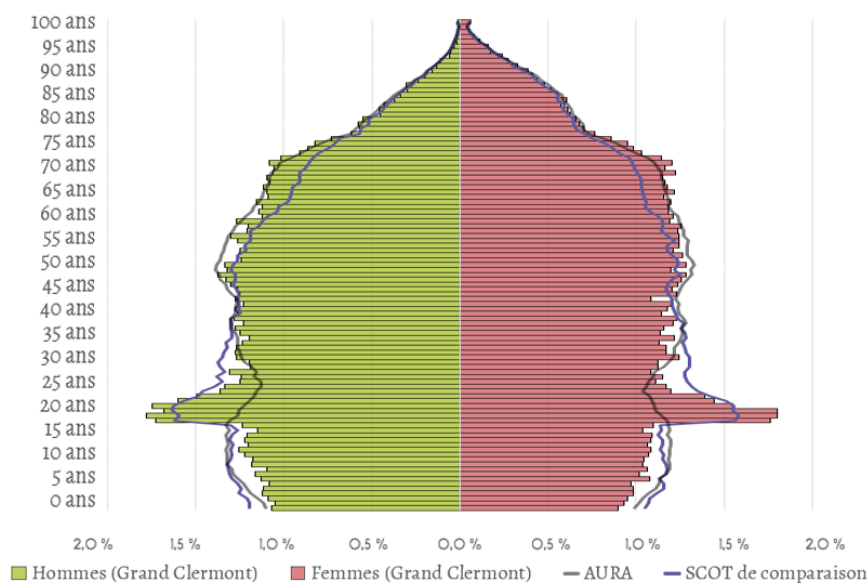


La proportion de plus de 65 ans varie très peu d'un EPCI à l'autre (de 19 % pour Billom Communauté à 21 % pour Mond'Arverne). En nombre, c'est Clermont Auvergne Métropole qui compte le plus de personnes âgées de 65 et plus (60 510 sur 88 231 à l'échelle du Grand Clermont).



Source : INSEE, 2021.

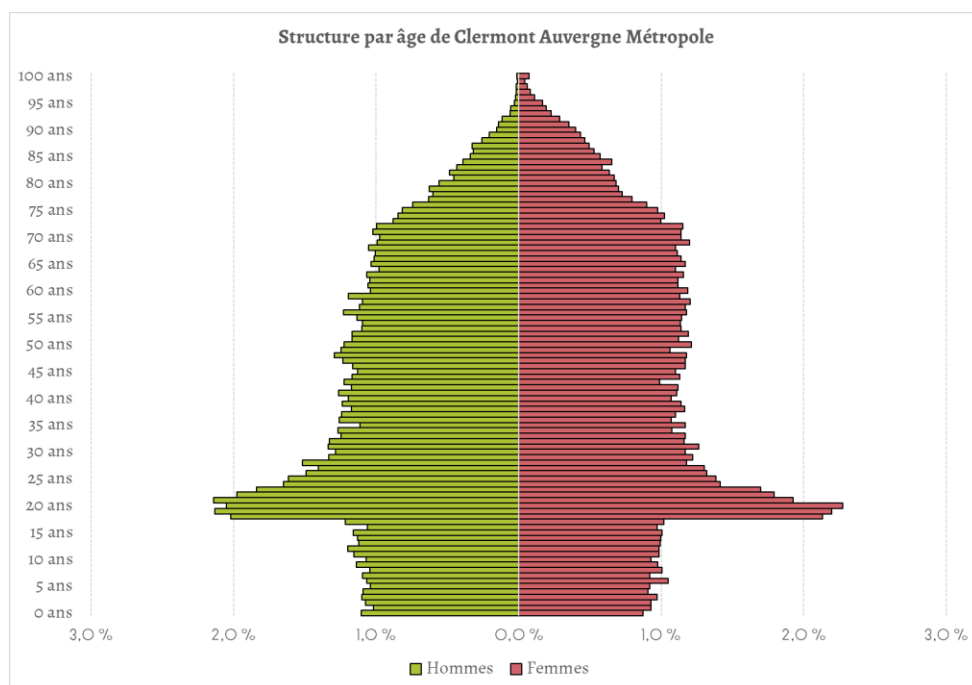
Au sein du Grand Clermont, on compte moins d'enfants que dans les 3 autres SCOT de métropoles pris ensemble (baisse du solde naturel), mais davantage de jeunes/étudiants et de seniors que dans les 3 autres SCOT de métropoles (pris ensemble). La part des jeunes (18-25 ans) est très supérieure à la moyenne régionale et la part des plus de 65 ans est très proche de la moyenne régionale (voir pyramide des âges ci-dessous).

Structure par âge du Grand Clermont et comparaison avec d'autres territoires

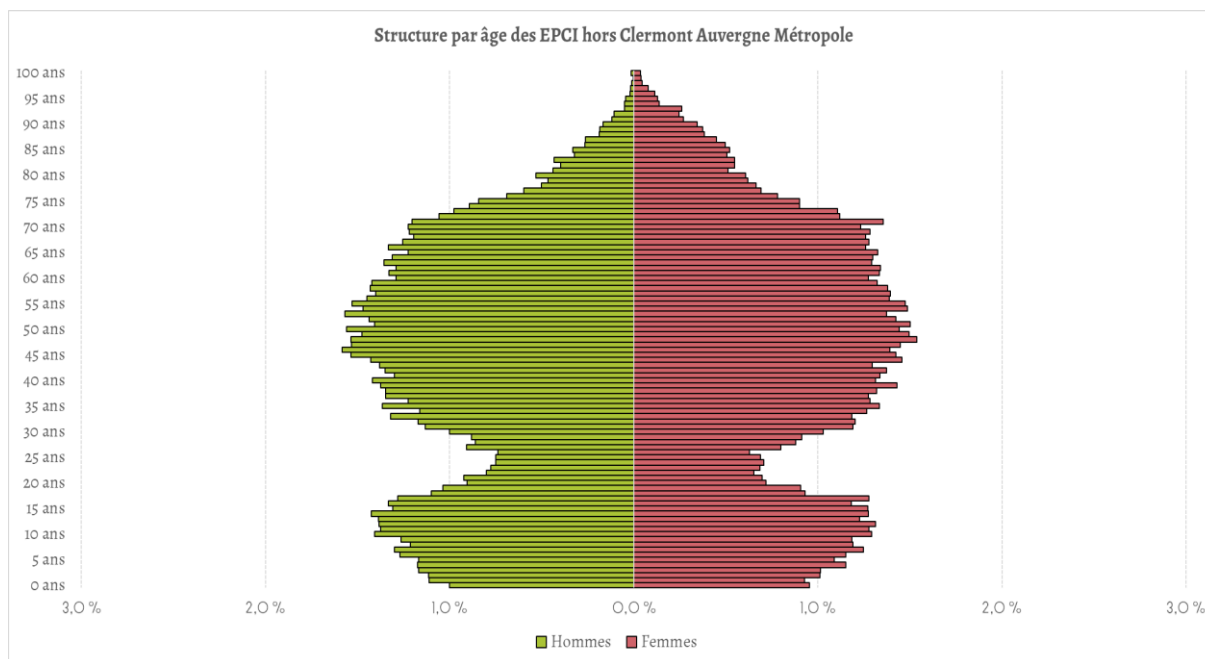
Source : INSEE, 2021.

NB : les SCOT Sud Loire, Région urbaine de Grenoble et Agglomération lyonnaise sont ici regroupés et considérés comme une seule zone de comparaison (SCOT de comparaison).

Les structures par âge sont très différentes entre d'une part Clermont Auvergne Métropole et d'autre part les 3 autres EPCI, notamment en ce qui concerne les jeunes (entre 18 et 25 ans), qui sont très largement attirés par la métropole clermontoise du fait de son rayonnement scientifique et universitaire.

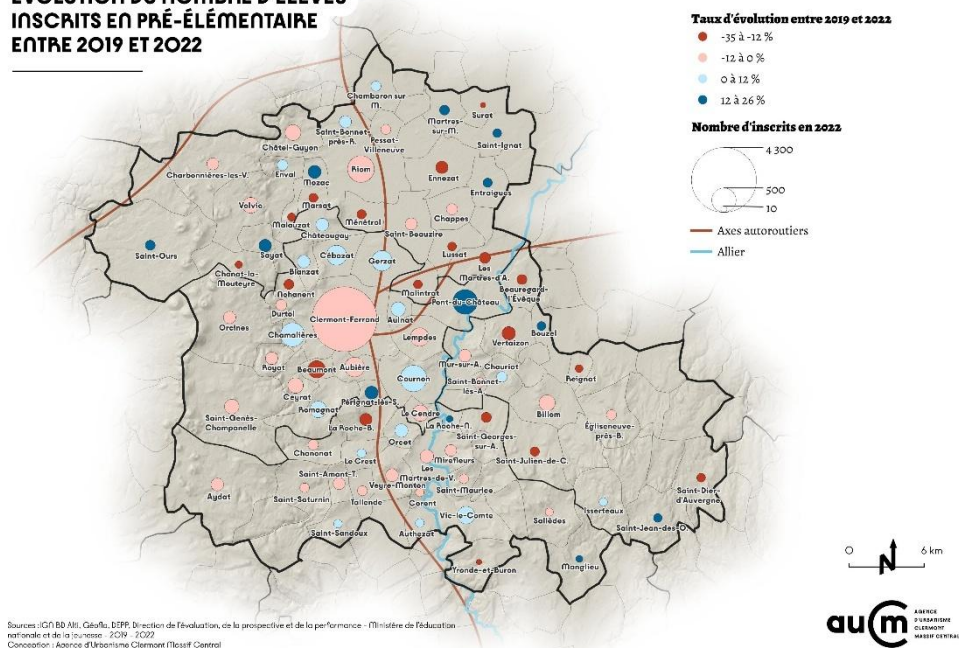


Source : INSEE, 2021.



Source : INSEE, 2021.

ÉVOLUTION DU NOMBRE D'ÉLÈVES INSCRITS EN PRÉ-ÉLÉMENTAIRE ENTRE 2019 ET 2022



Par ailleurs, le territoire connaît un recul global des effectifs scolaires en pré-élémentaire, une tendance qui reflète à la fois des dynamiques locales et nationales¹² : 47 communes sur 104 connaissent une évolution négative du nombre d'élèves dans les écoles maternelles, dont notamment les grandes villes comme Clermont et

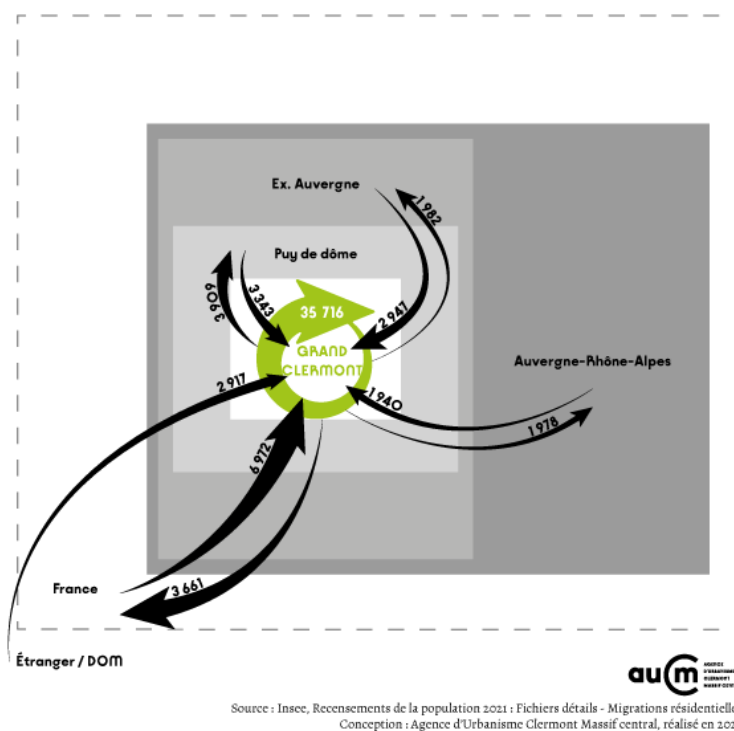
¹² A la rentrée 2023, 6,340 millions d'élèves étaient scolarisés dans les écoles publiques et privées sous contrat du premier degré, soit un effectif en recul de 82 900 élèves par rapport à la rentrée précédente (- 1,3 %), selon les dernières statistiques de la DEPP (Direction de l'évaluation, de la prospective et de la performance du ministère de l'Éducation nationale). La baisse est de même ampleur en maternelle qu'en élémentaire (- 1,3 %) et concerne presque tous les niveaux. Ce constat reflète la diminution de la taille des générations entre 2013 et 2020, soit celles âgées de 3 à 10 ans et scolarisées dans le premier degré à la rentrée 2023. Le nombre de naissances a en effet diminué en moyenne chaque année de 8 700 entre 2012 et 2020 (source : www.banquedesterritoires.fr).

Riom. Ce recul est particulièrement marqué au sud du territoire, dans les EPCI du Mond'Arverne et de Billom Communauté.

En revanche, les effectifs scolaires augmentent dans les communes de la première couronne. Le territoire de RLV présente le plus de communes ayant un taux d'évolution de 12 % à 26 % (6 communes). Ces deux tendances s'expliquent par le déplacement de familles avec enfants dans les communes situées autour de la métropole. Cette baisse globale des effectifs devrait se poursuivre dans les années à venir, avec des générations arrivant en élémentaire nettement moins nombreuses que celles qui en sortent (tendance nationale).

Un solde migratoire positif, mais un enjeu de maintien des habitants sur le territoire du Grand Clermont

► *Les migrations résidentielles - échanges avec le Grand Clermont en 2021 :*

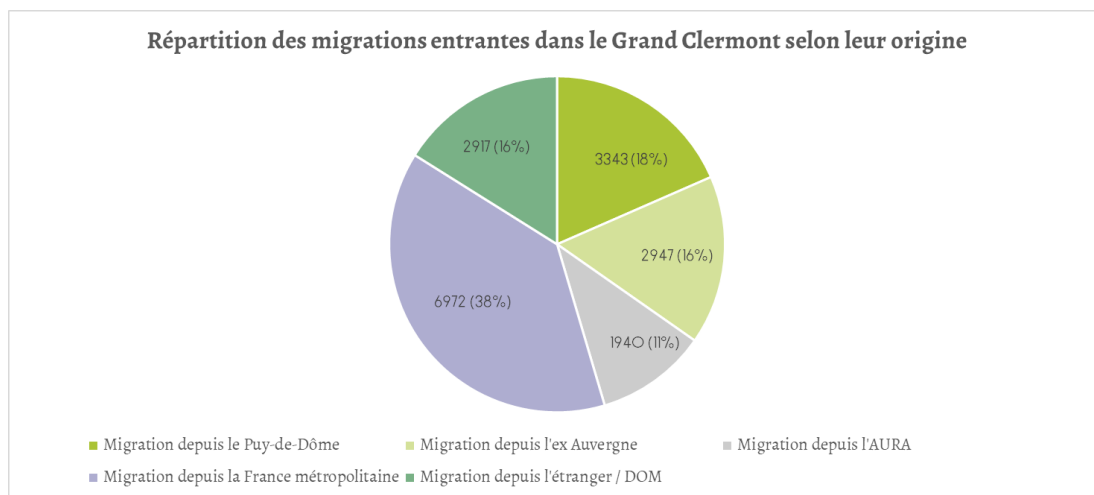


Source : INSEE, 2021.

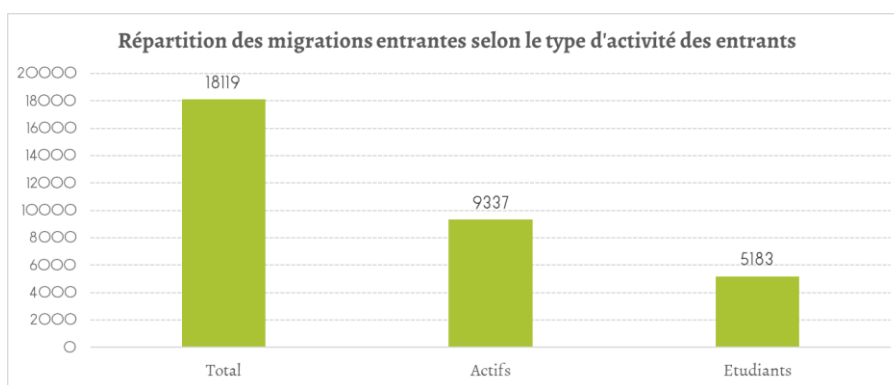
Le territoire du Grand Clermont se distingue par une attractivité résidentielle notable, comme en témoignent les chiffres des migrations résidentielles. Le solde migratoire est positif avec 3 827 arrivées de plus que de départs. Parmi ces arrivées, 38 % proviennent de l'ex-Auvergne (dont le Puy-de-Dôme), 38% du reste de la France métropolitaine, et 11 % du reste de la Région Auvergne-Rhône-Alpes (AURA).

Un tiers de la croissance migratoire du Grand Clermont est alimenté par des zones à la démographie vieillissante, notamment dans l'ex-Auvergne. Les flux migratoires sont équilibrés pour le Puy-de-Dôme et l'AURA, tandis que l'ex-Auvergne enregistre plus d'arrivées que de départs dans le Grand Clermont. Les départs du Grand Clermont se font beaucoup en direction du reste de la France métropolitaine (3 661 personnes) et du reste du département du Puy-de-Dôme (3 909 personnes).

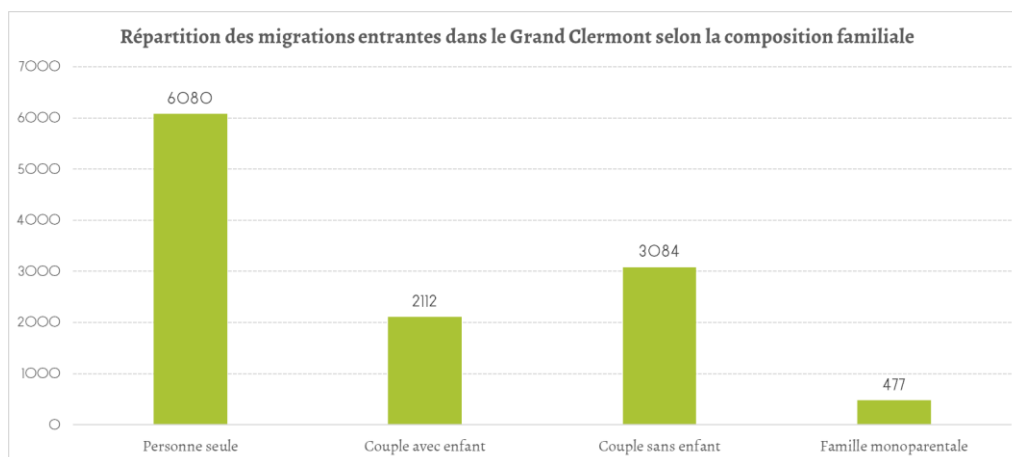
Le dynamisme de la croissance démographique est en partie dû à l'attraction exercée sur les jeunes actifs et les étudiants venus du reste de la France, un peu plus souvent des cadres, bien moins souvent des retraités. De plus, les arrivées d'étudiants sont en hausse et leurs départs en baisse depuis 2012.



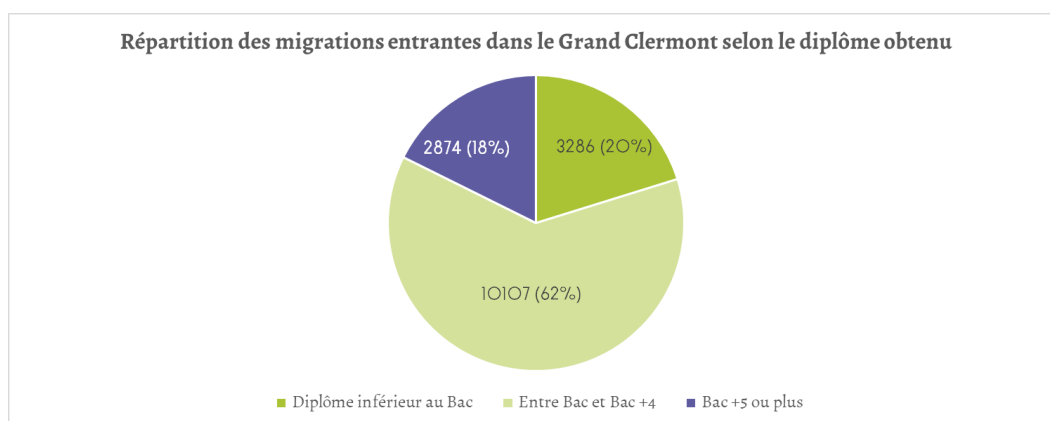
Source : INSEE, 2021.



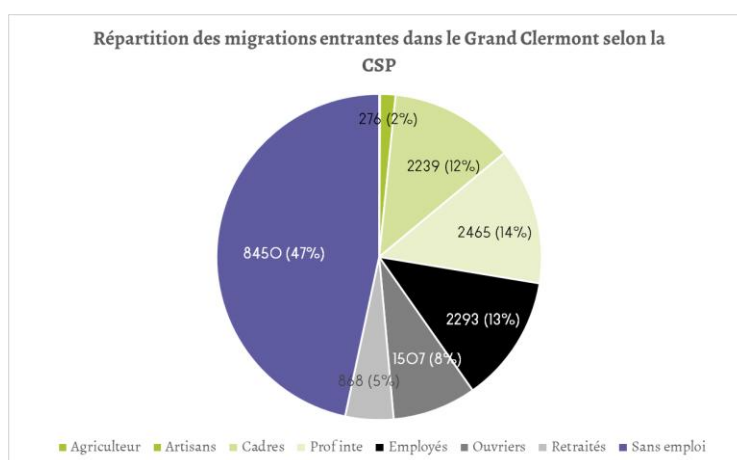
Source : INSEE, 2021.



Source : INSEE, 2021.



Source : INSEE, 2021.



NB : les étudiants sont compris dans la catégorie « sans emploi ».

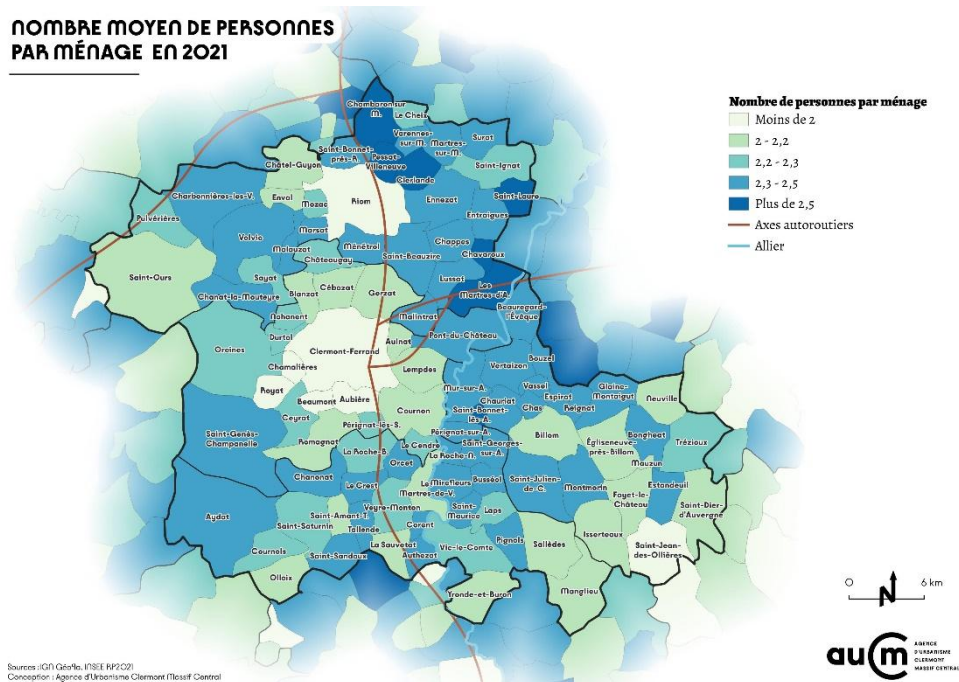
Source : INSEE, 2021.

Une dynamique de desserrement des ménages

Les évolutions sociodémographiques à l'œuvre depuis plusieurs décennies (à l'échelle nationale) se traduisent par une diminution constante de la taille moyenne des ménages, c'est-à-dire du nombre moyen de personnes vivant sous un même toit. Cette dynamique traduit un phénomène de vieillissement de la population et de décohabitation (départ des enfants, installation tardive en couple, séparations, familles monoparentales, maintien à domicile de personnes âgées, etc.), avec pour conséquences des ménages de plus en plus petits, avec davantage de personnes seules.

A l'échelle du Grand Clermont, le desserrement des ménages est continu (deux personnes par ménage en moyenne en 2021). Le nombre moyen de personnes par ménage est plus bas dans le cœur de la métropole (Clermont-Ferrand, Chamalières, Aubière, Beaumont, Royat) et à Riom, avec moins de deux personnes par ménage en moyenne. Ces communes hébergent davantage de personnes seules (population âgée, étudiants, célibataires, jeunes actifs, etc.) en raison des fonctions de centralité qu'elles remplissent. En tout, 7 communes du Grand Clermont présentent en 2021 une taille de ménages inférieure à deux personnes, et 24 communes présentent une taille moyenne des ménages entre 2 et 2,2 personnes, notamment des communes situées en première couronne clermontoise et sur Billom Communauté.

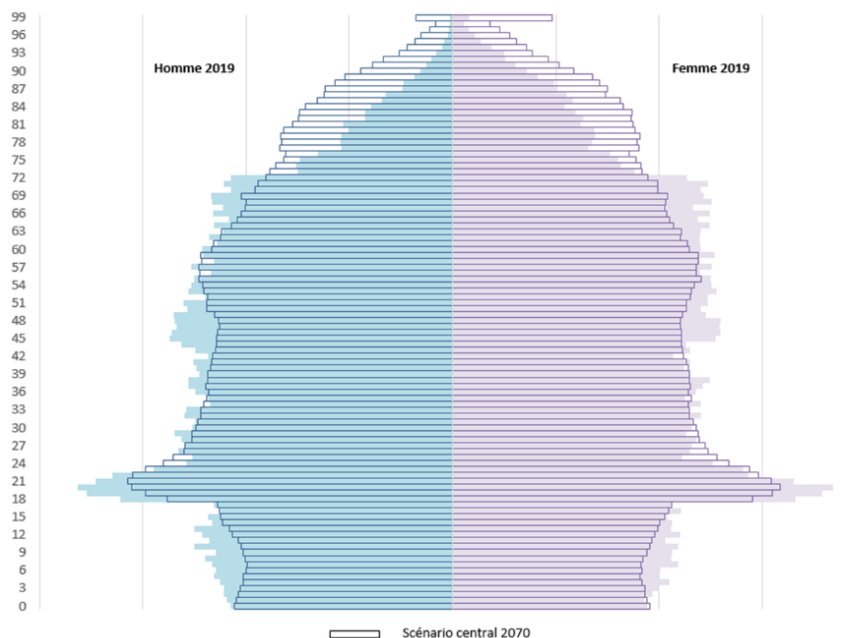
NOMBRE MOYEN DE PERSONNES PAR MÉNAGE EN 2021



La taille moyenne des ménages est plus élevée dans les communes des deuxièmes couronnes clermontoise et riomoise (plus de 2,3 personnes par ménage), dans des secteurs qui connaissent une importante attractivité résidentielle se traduisant le plus souvent par l'accueil de familles.

Des projections démographiques à la hausse pour 2050 et 2070, malgré un vieillissement croissant de la population et un ralentissement du solde migratoire

► *Pyramide des âges du Grand Clermont et projections démographiques (en 2070) - scénario central :*



Source : *Éléments de diagnostic sur le SCOT du Grand Clermont, INSEE, 2023.*

En 2050, si les tendances récentes de fécondité, de mortalité et de migrations se poursuivaient, la population du Grand Clermont atteindrait 475 000 habitants (et 477 000 habitants en 2070), soit un gain de 47 000 personnes par rapport à 2020 (+ 12 %). Clermont Auvergne Métropole aurait un très faible solde migratoire sur la période 2018-2050 (+ 0,1 %) et un solde naturel à peine plus élevé (+ 0,2 %). La croissance de RLV serait presque uniquement portée par les migrations (+ 0,4 % chaque année), tandis que Billom Communauté et Mond'Arverne réunis auraient un solde migratoire encore plus important (+ 0,5 %), mais un solde naturel négatif (- 0,1 %).

Les plus de 65 ans, de 20 % aujourd'hui, représenteront 25 % en 2070. Les moins de 20 ans représenteront alors 23 % de la population contre 24 % actuellement. La part des 20-64 ans restera la même (53 %).

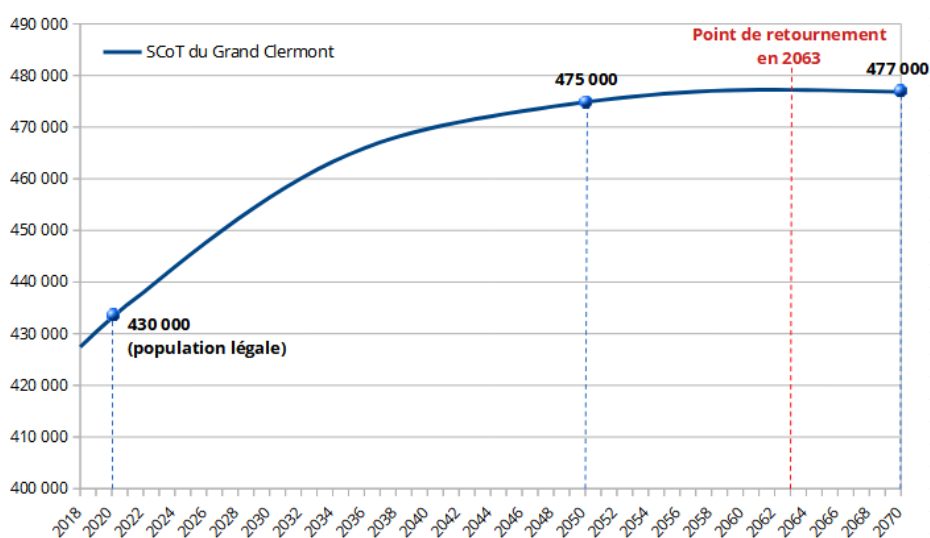
► *Projections de l'INSEE pour le Grand Clermont en 2050 et 2070 - scénario central :*

| | Situation en 2018 | Scénario central INSEE |
|--|---------------------------|--|
| Indice conjoncturel de fécondité | 1,87 enfant par femme | 1,8 enfant par femme à partir de 2023 |
| Espérance de vie à la naissance des femmes | 85,4 ans | 90 ans en 2070 |
| Espérance de vie à la naissance des hommes | 79,5 ans | 87,5 ans en 2070 |
| Solde migratoire | + 87 000 personnes par an | + 70 000 personnes par an à partir de 2050 |

Source : *Éléments de diagnostic sur le SCOT du Grand Clermont, INSEE, 2023.*

L'âge moyen des habitants du Grand Clermont serait de 42 ans en 2050 (contre 41 ans en 2019), 41 ans pour Clermont Auvergne Métropole et jusqu'à 46 ans dans les EPCI de Billom Communauté et Mond'Arverne réunis. Au niveau national, l'âge moyen de la population serait alors de 45 ans.

► *Projections de l'INSEE pour le Grand Clermont en 2050 et 2070 - scénario central :*



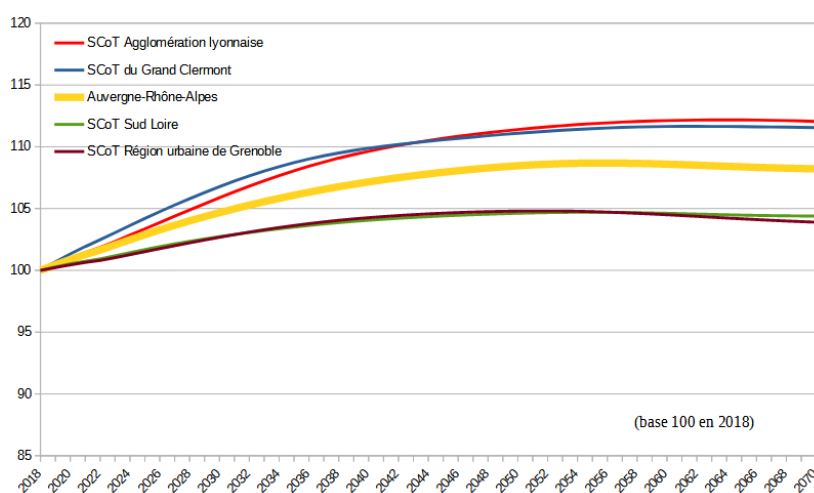
Source : *Éléments de diagnostic sur le SCOT du Grand Clermont, INSEE, 2023.*

► *Structure par âge selon le scénario central :*

| | 2018 | 2050 | 2070 | Evolution 2018-2070 |
|----------------------------|----------------|----------------|----------------|---------------------|
| Population | 427 429 | 474 843 | 476 821 | + 12 % |
| | 100 % | 100 % | 100 % | |
| Moins de 20 ans | 106 852 | 114 732 | 107 570 | + 1 % |
| | 25 % | 24,2 % | 22,6 % | |
| 20-64 ans | 235 734 | 251 598 | 251 841 | + 7 % |
| | 55,2 % | 53 % | 52,8 % | |
| 65 ans et plus | 84 843 | 108 513 | 117 410 | + 38 % |
| | 19,8 % | 22,9 % | 24,6 % | |
| Dont 80 ans et plus | 24 943 | 44 998 | 50 124 | + 101 % |
| | 5,8 % | 9,5 % | 10,5 % | |

Source : INSEE - modèle Omphale.

Les projections à l'horizon 2070 indiquent un ralentissement, voire une diminution de la croissance démographique des jeunes générations entre 2050 et 2070. En revanche, le phénomène de vieillissement devrait se renforcer sur le Grand Clermont. Cette augmentation du nombre de seniors serait principalement due à l'arrivée des générations du baby-boom à des âges avancés. L'augmentation serait particulièrement marquée pour les 80 ans et plus (+ 101 %), une population clé en raison des risques de perte d'autonomie.

► *Projections démographiques pour le Grand Clermont et autres SCOT de référence :*

Source : *Éléments de diagnostic sur le SCOT du Grand Clermont*, INSEE, 2023.

Selon le scénario central Omphale, la population du Grand Clermont augmenterait de manière significative, à un rythme presque identique à celui de l'agglomération lyonnaise. Cette croissance serait plus prononcée que la croissance régionale, ainsi que celle des territoires du Sud Loire et de Grenoble. Ces projections mettent en lumière une dynamique démographique favorable pour le Grand Clermont jusqu'en 2050 et 2070.

Ces projections de population simulent des hypothèses d'évolutions de fécondité, de mortalité et de migrations par rapport aux derniers effectifs observés sur le territoire. Elles ne peuvent donc intégrer les migrations climatiques, internes ou transnationales, qui constituent déjà un phénomène démographique important.

LES GRANDES TENDANCES A RETENIR

- Deux tiers des habitants du Grand Clermont résident sur le territoire de Clermont Auvergne Métropole
- Une densité moyenne de population de 332 habitants/km² avec des écarts importants entre Clermont-Ferrand et les secteurs de moyenne montagne situés à l'est et à l'ouest
- Un territoire dynamique et attractif, caractérisé par une croissance démographique continue mais raisonnée
- Une croissance démographique majoritairement alimentée par l'apport migratoire, avec un taux moyen de + 0,4 % par an
- Un solde naturel qui tend à baisser
- Une croissance plus marquée dans les secteurs périurbains et dans les EPCI situés autour de la métropole (Billom Communauté, Mond'Arverne et RLV)
- Près de la moitié des nouveaux arrivants sont des jeunes âgés de 15 à 24 ans
- Des projections démographiques favorables, avec une augmentation de 11 % de la population d'ici 2050 et de 12 % d'ici 2070 (scénario central de l'INSEE), avec des dynamiques contrastées selon les EPCI
- La part des femmes âgées, majoritaires après 75 ans en raison d'une espérance de vie plus longue, va augmenter, accentuant les enjeux de dépendance et de précarité financière
- Un vieillissement de la population prévu à l'horizon 2070, avec 25 % de la population ayant 65 ans ou plus
- Une taille des ménages toujours plus réduite, avec un desserrement des ménages et un vieillissement croissant

LES ENJEUX EN MATIERE DE SOLIDARITES, DE SOBRIETE ET D'HABITABILITE

- **Promotion d'un équilibre démographique du territoire :**
 - passer d'une logique quantitative d'attraction de population à une logique d'accueil et de maintien des habitants qui garantit le vivre-ensemble
 - fixer des objectifs démographiques mesurés et raisonnés
 - garantir un territoire à la fois désirable et habitable pour l'ensemble des habitants et les nouveaux arrivants
 - maîtriser la croissance démographique dans les espaces périurbains pour limiter l'étalement urbain
 - faciliter l'accueil de nouveaux ménages tout en favorisant le renouvellement de la population dans les pôles en déprise
- **Prise en compte des évolutions de la population (vieillesse, desserrement des ménages, etc.) :**
 - accompagner le vieillissement de la population : maintien à domicile des personnes âgées, adaptation de l'offre de services et d'équipements, accessibilité des centres-bourgs, offre de mobilités, etc.
 - anticiper la forte féminisation du vieillissement, notamment après 75 ans, et ses impacts en matière de dépendance et de précarité financière (projections en 2070)
 - répondre aux besoins des ménages en matière de logement (personnes âgées, ménages seuls, familles recomposées, étudiants, etc.) et faciliter les parcours résidentiels
 - limiter la baisse des effectifs scolaires en pré-élémentaire en attirant de nouvelles populations et notamment des familles
 - considérer le territoire du Grand Clermont, ou certaines parties du territoire (notamment les zones les plus fraîches, dans les massifs), comme des zones refuges potentielles pour certaines populations face au changement climatique et aux vulnérabilités du territoire (inondations, hausse des températures dans les secteurs de plaine, îlots de chaleur urbains, etc.)
 - anticiper les effets des migrations climatiques sur le territoire, consécutives à des événements extrêmes
- **Régulation des concurrences territoriales en matière d'accueil de populations :**
 - des tendances démographiques qui réinterrogent le modèle traditionnel de développement local basé sur l'accroissement du nombre d'habitants
 - des échanges démographiques internes (entre EPCI et communes du Grand Clermont) qui doivent assurer un équilibre socio-spatial
 - une logique de solidarité entre territoires dans l'accueil de nouvelles populations

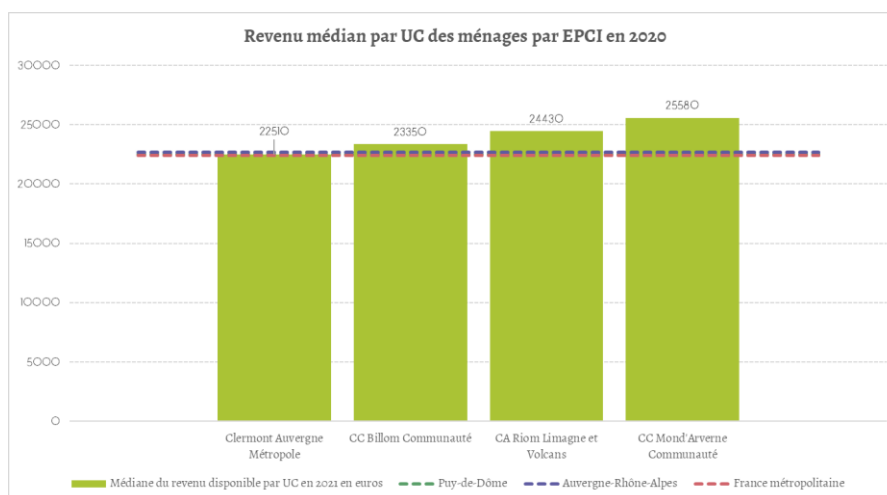
3.2• Dynamiques sociales

Chiffres-clés :

Niveau de vie médian (par UC) : **23 280 euros**
 Niveau de vie médian des personnes pauvres : **10 700 euros**
 Rapport interdécile (D9/D1) : **3,2**
 Part de la population pauvre : **13 %**
48 % des ménages perçoivent au moins une allocation de la CAF
5 % des ménages bénéficient du Revenu de solidarité active (RSA)
25 % des allocataires de la CAF ont des ressources qui dépendent à plus de 50 % des prestations sociales
6 QPV et 2 QVA (tous situés sur le territoire de Clermont Auvergne Métropole)

Des niveaux de vie supérieurs à ceux du département et de la région, mais des écarts selon les EPCI :

Le SCOT du Grand Clermont présente un revenu médian de 23 280 euros, supérieur de 170 euros au niveau régional (23 110 euros) et de 770 euros au niveau départemental (22 510 euros). A l'échelle du territoire, les revenus disponibles médians par unité de consommation (UC) varient selon les territoires. Le niveau de vie de Mond'Arverne Communauté est le plus élevé (un revenu médian de 25 580 euros). A l'inverse, celui de Clermont Auvergne Métropole est le plus bas (22 510 euros).



Source : INSEE, Filosofi, 2020.

La carte du niveau de vie représente les revenus disponibles médians par Unité de consommation (UC). On note une concentration des niveaux de vie les plus élevés à l'ouest et au sud du territoire, mais aussi au nord, autour de Riom. A l'inverse, les communes du sud-est du territoire (partie est de Billom Communauté) concentrent des ménages plus modestes.

Unité de consommation (UC) :

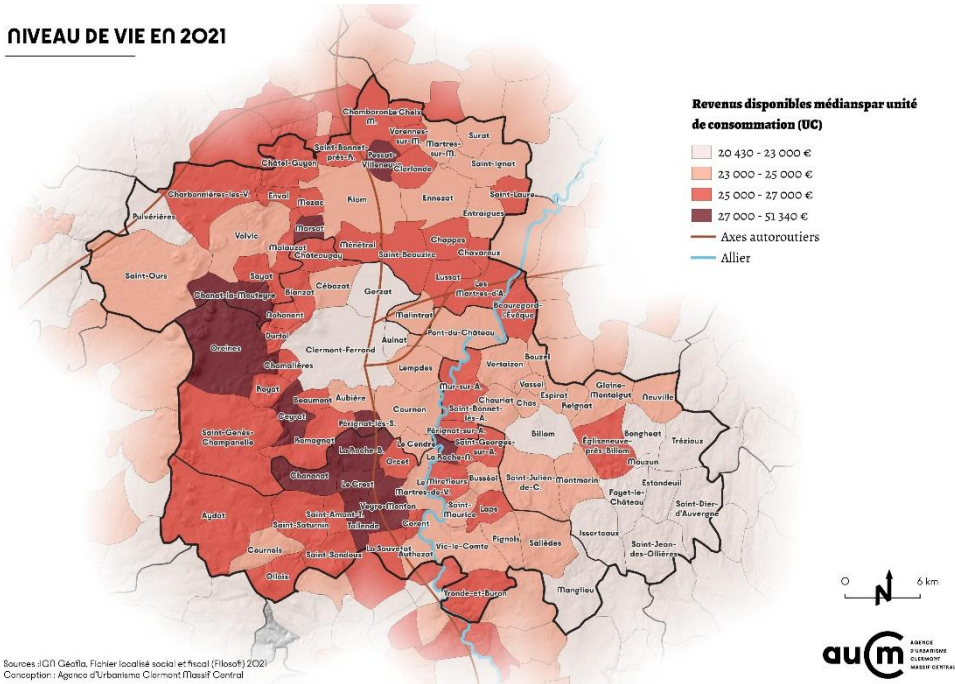
Système de pondération attribuant un coefficient à chaque membre du ménage et permettant de comparer les niveaux de vie de ménages de tailles ou de compositions différentes. Avec cette pondération, le nombre de personnes est ramené à un nombre d'unités de consommation (UC). Pour comparer le niveau de vie des ménages, on ne peut s'en tenir à la consommation par personne. En effet, les besoins d'un ménage ne s'accroissent pas en stricte proportion de sa taille. Lorsque plusieurs personnes vivent ensemble, il n'est pas nécessaire de multiplier tous les biens de consommation (en particulier, les biens de consommation durables) par le nombre de personnes pour garder le même niveau de vie.

Aussi, pour comparer les niveaux de vie de ménages de taille ou de composition différente, on utilise une mesure du revenu corrigé par unité de consommation à l’aide d’une échelle d’équivalence.

L’échelle actuellement la plus utilisée (dite de l’OCDE) retient la pondération suivante :

- 1 UC pour le premier adulte du ménage.
- 0,5 UC pour les autres personnes de 14 ans ou plus.
- 0,3 UC pour les enfants de moins de 14 ans.

NIVEAU DE VIE EN 2021



► Niveau de vie médian et taux de pauvreté :

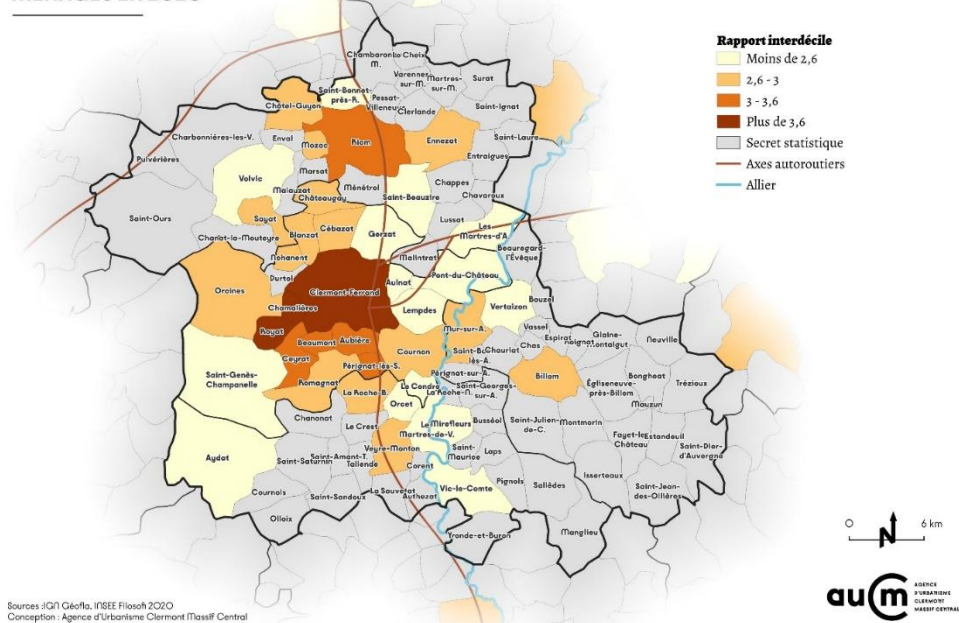
| EPCI du Grand Clermont | Rapport inter-décile (D9/D1) | | Part de la population pauvre en % * | | Niveau de vie médian des personnes pauvres * | Niveau de vie médian de l'ensemble de la population |
|-----------------------------|------------------------------|------|-------------------------------------|------|--|---|
| | 2013 | 2020 | 2013 | 2020 | 2020 | 2020 |
| Billom Communauté | 2,8 | 2,6 | 9,4 | 8,7 | 11 000 euros | 23 350 euros |
| Mond'Arverne Communauté | 2,8 | 2,6 | 6,5 | 5,9 | 11 120 euros | 25 580 euros |
| Riom Limagne et Volcans | 2,9 | 2,7 | 8,1 | 8,2 | 11 000 euros | 24 430 euros |
| Clermont Auvergne Métropole | 3,6 | 3,5 | 13,7 | 15,7 | 10 610 euros | 22 510 euros |
| SCOT du Grand Clermont | 3,3 | 3,2 | 11,8 | 13 | 10 700 euros | 23 280 euros |

* Au seuil de 60 % du niveau de vie médian métropolitain.

Source : *Eléments de diagnostic sur le SCOT du Grand Clermont, INSEE, 2023.*

La part de la population pauvre à l'échelle du Grand Clermont est de 13 % en 2020 et de 13,3 % pour le département du Puy-de-Dôme (part inférieure d'un point à la moyenne nationale), mais les disparités entre EPCI restent importantes : 15,7 % pour Clermont Auvergne Métropole contre 5,9 % pour Mond'Arverne. Ces résultats sont à mettre en corrélation avec la répartition des Catégories socioprofessionnelles (CSP) et les possibilités de choix résidentiels des ménages qui en découlent sur le territoire.

DISPARITÉ DES REVENUS DES MÉNAGES EN 2020



Les rapports interdéciles des revenus permettent d'identifier les disparités (ou écarts) entre les plus riches et les plus pauvres. Ainsi, le rapport interdécile (D9/D1) des niveaux de vie est le rapport entre le niveau de vie plancher des 10 % les plus aisés et le niveau de vie plafond des 10 % les plus modestes.

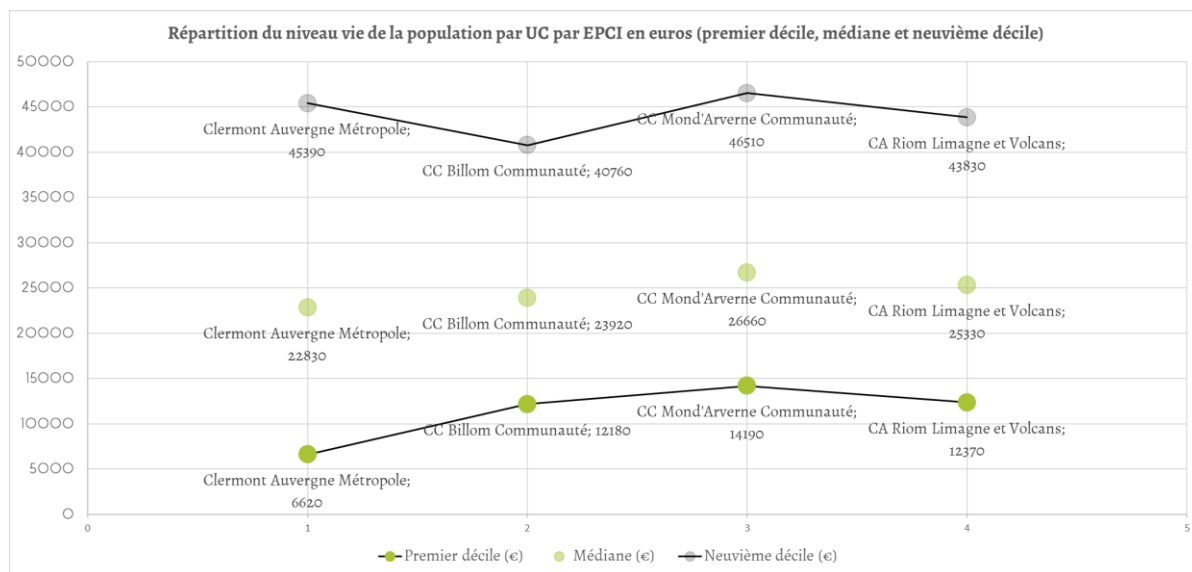
Le revenu disponible est le revenu à la disposition du ménage pour consommer et épargner. Il comprend les revenus d'activité (nets des cotisations sociales), indemnités de chômage, retraites et pensions, revenus fonciers, les revenus financiers et les prestations sociales reçues (prestations familiales, minima sociaux et prestations logements). Au total de ces ressources, on déduit les impôts directs (impôt sur le revenu, taxe d'habitation) et les prélèvements sociaux (CSG, CRDS)¹³.

Sur le Grand Clermont, on constate davantage de pauvreté et d'inégalités de revenus au sein de Clermont Auvergne Métropole que dans les autres EPCI du Grand Clermont. En effet, les 10 % les plus riches ont un niveau de vie au moins 3,5 fois supérieur à celui des 10 % les plus pauvres (3,2 pour le Grand Clermont). Billom Communauté et Mond'Arverne ont les rapports interdéciles les plus faibles (2,6).

A l'échelle communale, les centres urbains comme Clermont et Riom présentent des profils sociaux contrastés où se côtoient hauts revenus et grande pauvreté. Cela s'explique, d'une part, par la présence d'un parc locatif social important et d'autre part, par la présence des fonctions de centralité liées au rôle de ville-centre qui attirent des CSP plus aisées.

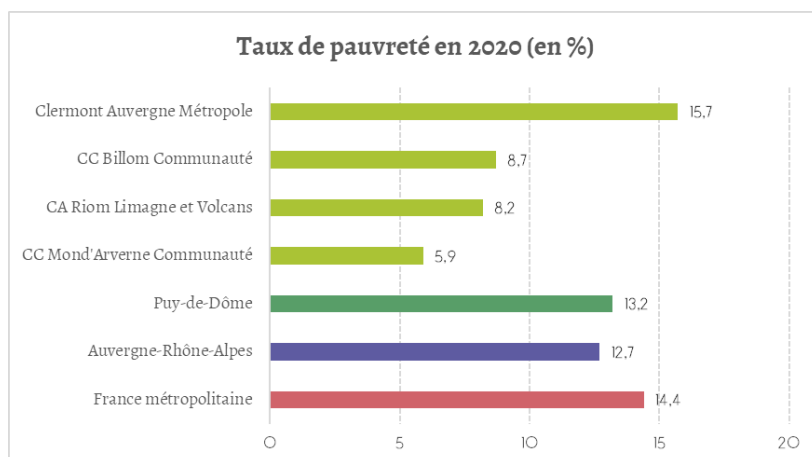
Clermont Auvergne Métropole se distingue par ailleurs par une forte partition est/ouest, avec des revenus supérieurs à l'ouest (part de cadre et professions intellectuelles plus importante) et le centre et l'est du territoire qui concentrent les ménages les plus modestes (Clermont, Gerzat, Aulnat notamment).

¹³ Source : www.observatoire-des-territoires.gouv.fr.



Source : Filosofi, 2020.

Le taux de pauvreté est de 13 % en 2020 à l'échelle du Grand Clermont. Il correspond au pourcentage de personnes dont le revenu est inférieur à un seuil fixé par rapport à la médiane du revenu de l'ensemble de la population. A défaut d'autres précisions, ce seuil est défini à 60 % dans la plupart des statistiques françaises et européennes. Un taux de pauvreté de 10 % signifie donc que 10 % de la population gagne moins de 60 % du revenu médian (qui correspond au chiffre séparant la population en deux moitiés égales, l'une gagnant plus et l'autre moins que ce revenu). Si le revenu médian est par exemple de 1000 euros, un taux de pauvreté de 10 % signifie qu'un dixième de la population gagne moins de 600 euros¹⁴.



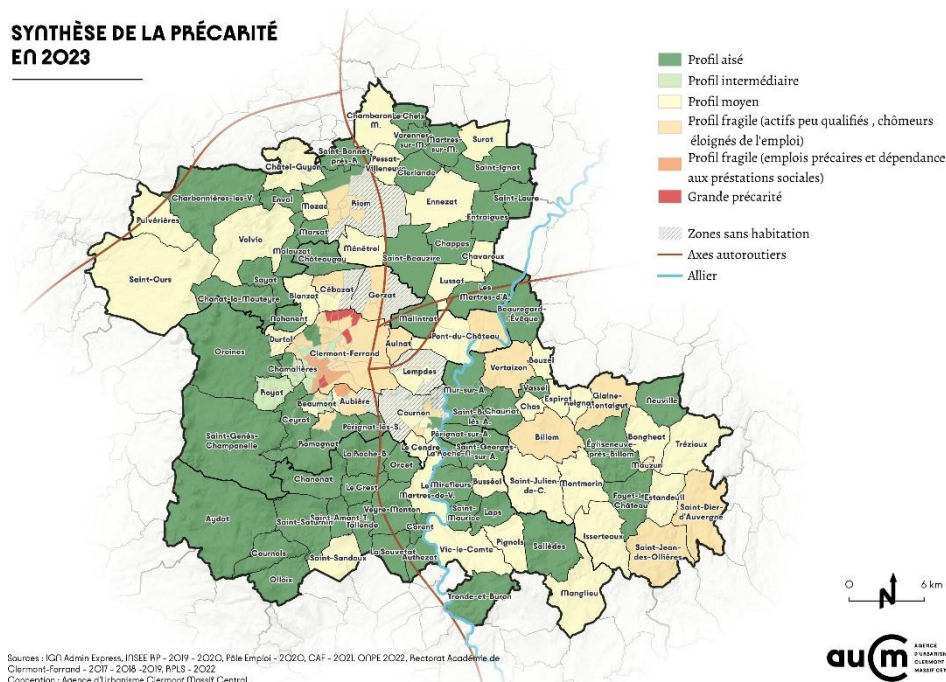
Source : Filosofi, 2020.

Des disparités territoriales importantes entre centres-villes, communes périurbaines et rurales

La synthèse de la précarité du territoire du Grand Clermont résulte du croisement de 34 indicateurs permettant de qualifier le niveau de précarité des individus. Cette analyse a abouti à l'identification de 6 profils, classés selon leur niveau de fragilité sociale.

¹⁴ Source : Géoconfluences.

SYNTHÈSE DE LA PRÉCARITÉ EN 2023



Les profils aisés (15 % de la population) et intermédiaires (12 %) se trouvent surtout en deuxième couronne de Clermont et Riom (Chaîne des puys, Limagne et autour de Saint-Amant-Tallende). Il s'agit des ménages aux plus hauts revenus. Le profil moyen est plus présent en périphérie des villes et au sud-est du territoire, alors que les profils dits « fragiles » - actifs peu qualifiés (25 %) et emplois précaires (27 %) - sont localisés dans certains quartiers de Clermont, Riom, Gerzat, Aubière, Pont-du-Château ou encore Billom et Vertaizon. La grande précarité (3 % de la population) se concentre essentiellement dans les Quartiers prioritaires de la politique de la ville (QPV).

Synthèse de la précarité :

Profil aisé - 108 880 habitants (15 % de la population) :

Ce sont les territoires dans lesquels se trouvent les ménages aux plus hauts niveaux de revenus, avec un revenu médian de 26 001 €/UC/an. On y trouve la plus forte part de propriétaires (84 %) ainsi que les meilleurs résultats au brevet des collèges. Les indicateurs de précarité y sont très faibles.

Profil intermédiaire - 88 620 habitants (12 % de la population) :

Ces territoires restent aisés sans signe de fragilité particulier. On y trouve cependant une part moindre de propriétaires occupants que sur le profil précédent (- 37 points de pourcentage), ainsi qu'un taux de chômage plus important.

Profil moyen - 124 500 habitants (17 % de la population) :

Les indicateurs de précarité dans cette catégorie se rapprochent de la moyenne de l'agglomération. On y observe une proportion relativement élevée de familles monoparentales (9 % des ménages), un niveau d'emploi correct, sauf chez les jeunes (28 % des moins de 25 ans sont demandeurs d'emploi).

Les deux profils suivants sont marqués par des signes de fragilité, et ont chacun leurs spécificités.

Profil fragile caractérisé par des actifs peu qualifiés et chômeurs éloignés de l'emploi - 179 900 habitants (25 % de la population) :

Ces territoires sont caractérisés par une forte proportion d'ouvriers et d'employés (53 % des actifs occupés) accompagnée d'une part importante d'allocataires aux minimas sociaux (22 %). Le chômage y est élevé, avec 26 % des demandeurs d'emploi en situation d'éloignement durable du marché du travail. On y trouve une part importante de logements sociaux (26 % des résidences principales) mais le parc social présente un fort taux de passoires énergétiques, avec 29 % des logements présentant un DPE compris entre E et G.

Profil fragile caractérisé par des emplois précaires et dépendance aux prestations sociales - 193 900 habitants (27 % de la population) :

Ces territoires sont caractérisés par une faible proportion d'actifs (58 %), signifiant qu'une grande partie de la population est âgée de moins de 15 ans ou de plus de 64 ans. Parmi les personnes en activité, presque 30 % occupent un emploi précaire (intérim, CDD, etc.). La population est également marquée par une certaine dépendance aux prestations sociales puisque 59 % de la population bénéficie d'au moins une allocation de la CAF. Pour 37 % des ménages, ces prestations constituent plus de la moitié de leurs revenus. La majorité des ménages sont logés dans le parc locatif privé (60 %). 17 % des ménages du premier décile de revenus sont en situation de précarité énergétique liée au logement.

Grande précarité - 21 050 habitants (3 % de la population) :

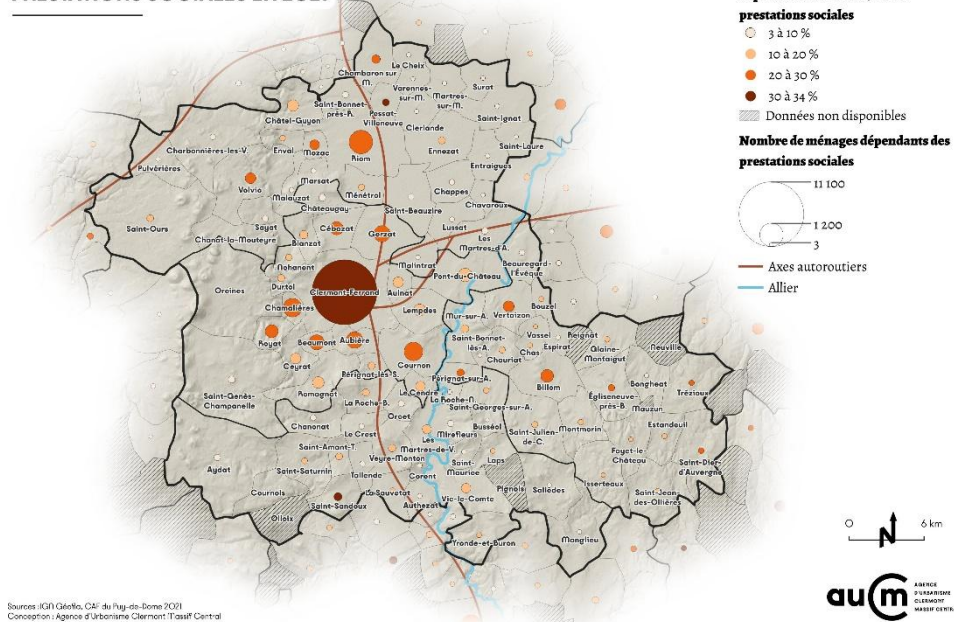
Ce profil se distingue nettement des autres en raison de valeurs extrêmes sur l'ensemble des indicateurs de précarité et présente une concentration de difficultés socio-économiques marquées. Les revenus y sont particulièrement bas, avec un revenu médian de 14 654 € par unité de consommation par an. Une proportion élevée de la population de moins de 65 ans, soit 47 %, vit dans un foyer à bas revenus, et 69 % des enfants résident dans un foyer se situant sous le seuil de pauvreté. Le taux de chômage est également très élevé dans ce territoire, touchant 34 % des actifs. De plus, la majorité de la population, soit 69 %, n'a aucun diplôme, renforçant les difficultés socio-économiques. En ce qui concerne l'éducation, les résultats au brevet des collèges sont les plus bas du territoire avec 72 % de réussite (- 21 points de pourcentage de réussite que pour le profil le plus aisé). L'indice de position sociale au collège est de 71, tandis qu'il atteint des valeurs comprises entre 100 et 123 dans les autres profils. Au niveau du logement, une grande partie des ménages, soit 63 %, vit dans des logements locatifs sociaux. 19 % des ménages du premier décile de revenus est en précarité énergétique logement.

Une précarité et une dépendance aux prestations sociales plus présentes dans les centres urbains et les franges du sud-est du territoire

Les revenus des ménages du Grand Clermont sont majoritairement issus des salaires (entre 64 % pour Clermont Auvergne Métropole et 70 % pour Billom Communauté)¹⁵. Toutefois, les ressources issues des retraites et des prestations sociales constituent une part conséquente des revenus¹⁶.

Concernant la part des ménages dont les ressources dépendent au moins à 50 % des prestations sociales, ce constat est principalement marqué dans les centres urbains (Clermont-Ferrand et Riom), en première couronne clermontoise (Chamalières, Beaumont, Aubière, etc.) et au sud-est du territoire (Vertaizon, Billom et Egliseneuve-près-Billom présentent des taux compris entre 20 et 30 %).

FOYERS ALLOCATAIRES DÉPENDANTS DES PRESTATIONS SOCIALES EN 2021

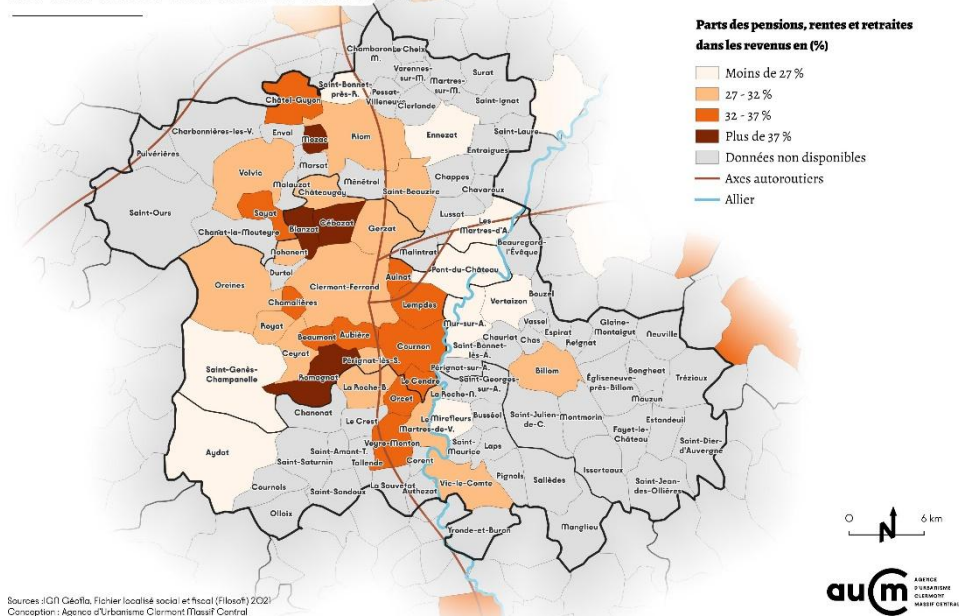


¹⁵ Source : INSEE, DGFI, CNAF, CNAV, CCMSA, Filosofi.

¹⁶ Part des pensions retraites et rentes : entre 26,3 % pour Billom Communauté et 30,7 % pour Clermont Auvergne Métropole. Part des prestations sociales : entre 2,8 % pour Mond'Arverne et 5,8 % pour Clermont Auvergne Métropole.

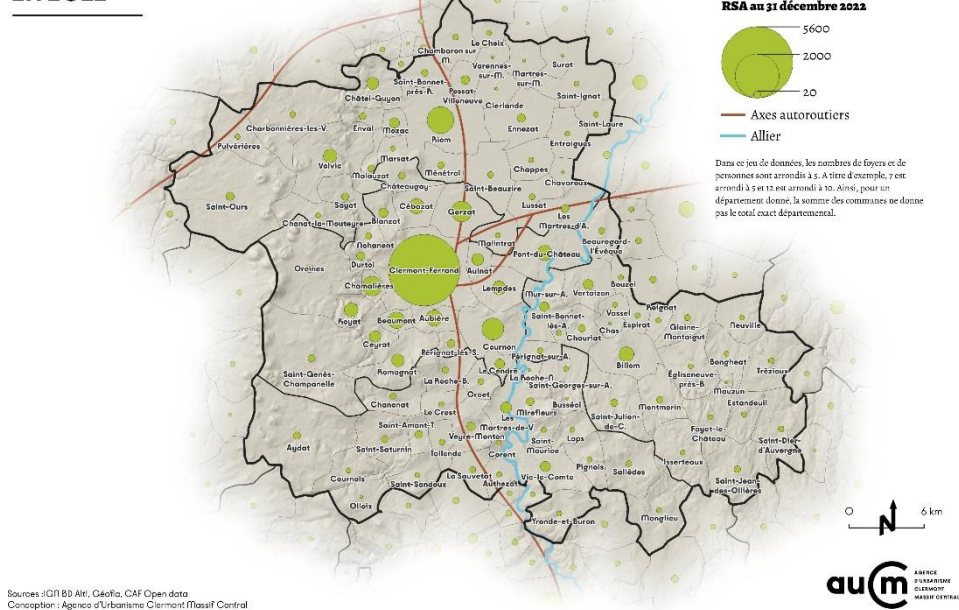
La part des pensions et retraites dans les revenus est très variable selon les communes : moins de 27 % dans certaines communes de la frange ouest (Aydat et Saint-Genès-Champagnelle), et plus de 37 % dans les communes de Mozac, Blanzat, Cébazat ou encore Romagnat, secteurs où le vieillissement de la population est plus prononcé.

PARTS DES PENSIONS ET RETRAITES DANS LES REVENUS DES MÉNAGES EN 2021

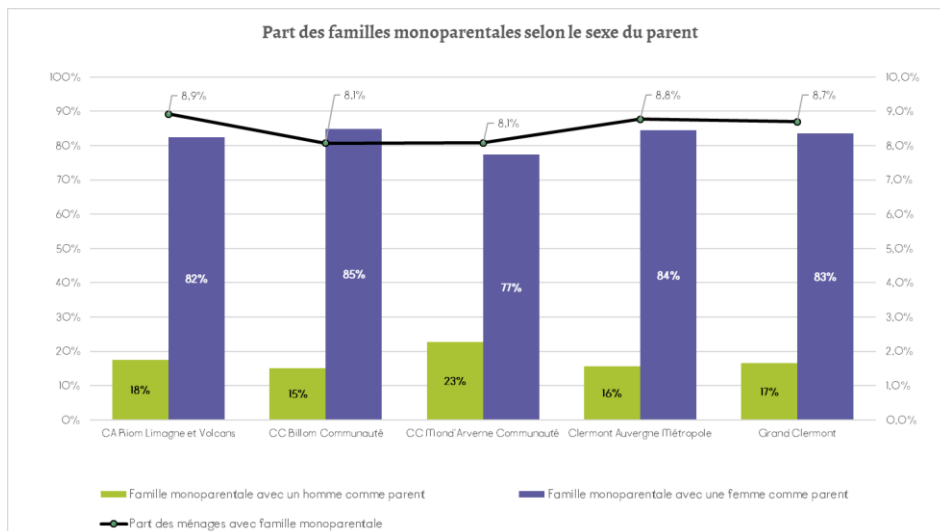


Les foyers bénéficiaires du Revenu de solidarité active (RSA) sont concentrés dans les centres urbains (Clermont-Ferrand, Riom, Cournon d'Auvergne, etc.) et dans la première couronne clermontoise.

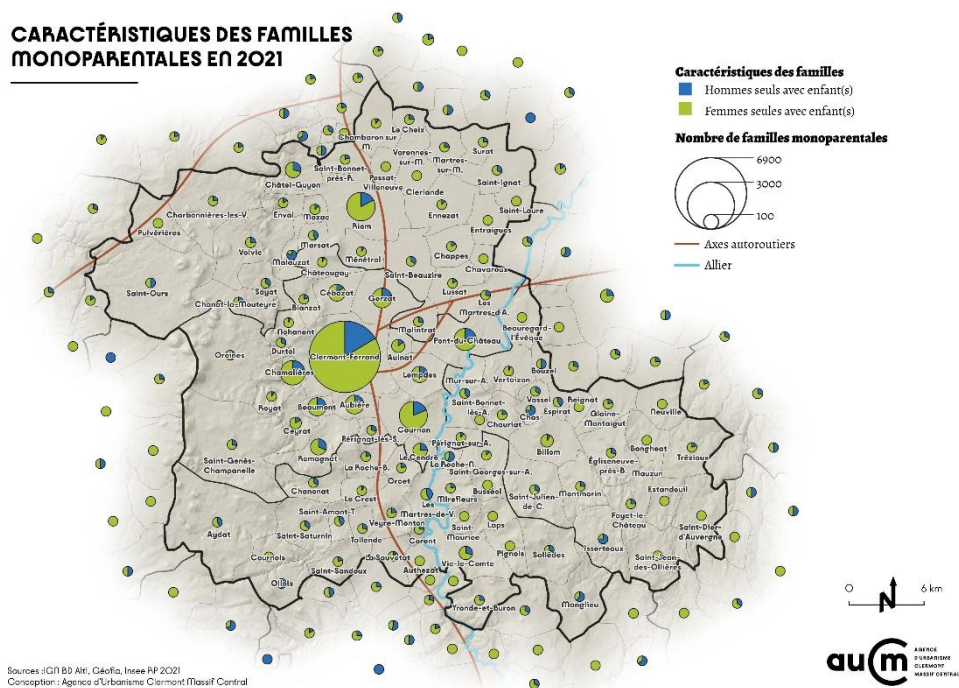
FOYERS BÉNÉFICIAIRES DU RSA EN 2022



L'analyse des caractéristiques des familles monoparentales révèle des inégalités femmes/hommes très marquées. Les familles monoparentales sont majoritairement constituées de femmes seules avec enfants (de 77 % pour Mond'Arverne à 85 % pour Billom Communauté). Les familles monoparentales sont plus souvent en situation de précarité. Au niveau national, les monoparents sont deux fois plus touchés par le chômage et sont plus employés à temps partiel. Le niveau de vie médian de ces familles est, en outre, nettement plus faible (en dépit des prestations sociales). Les familles monoparentales sont également plus souvent locataires ou hébergées.



Source : INSEE, 2021.



Les Quartiers prioritaires de la politique de la ville (QPV)

Un Quartier prioritaire de la politique de la ville (QPV) est une zone urbaine identifiée comme étant parmi les plus défavorisées et nécessitant une action spécifique des autorités publiques. Ces quartiers prioritaires, appelés « QPV » sont définis par une loi adoptée en 2014. Ils sont sélectionnés en fonction de critères comme le niveau de pauvreté et la densité de population dans les villes.

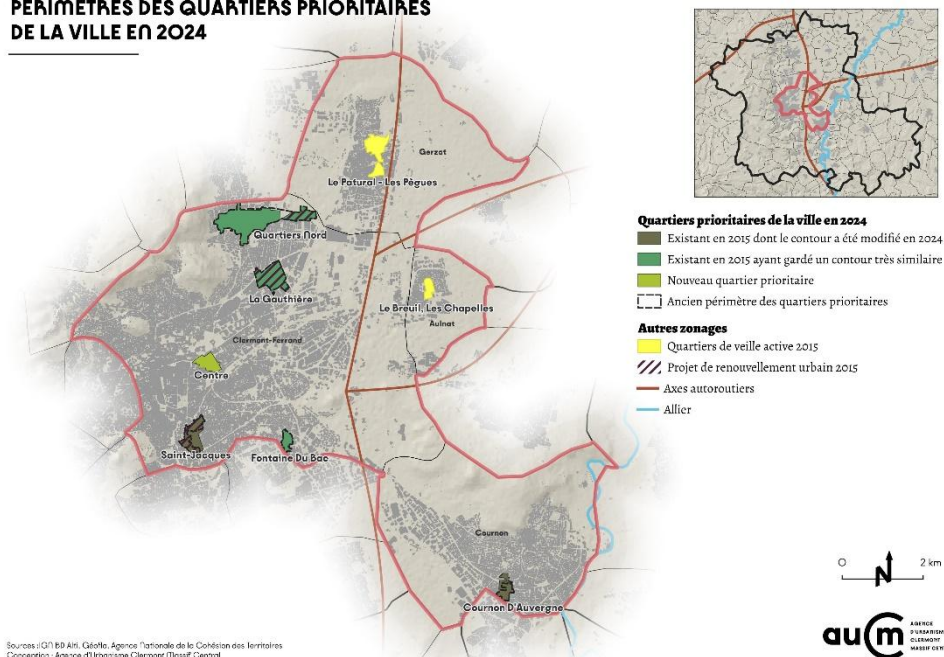
Pour être considéré comme un QPV en France métropolitaine, un quartier doit répondre à plusieurs critères :

- Il doit être situé dans une zone urbaine comptant plus de 10 000 habitants.
- Il doit compter au moins 1 000 habitants.
- Le niveau de revenu des ménages doit y être significativement inférieur à celui des autres zones urbaines de même taille et par rapport à la moyenne nationale.

Au total, il y a actuellement 1 362 quartiers prioritaires en France métropolitaine qui bénéficient d'une attention particulière de la part des autorités pour améliorer les conditions de vie des habitants.

La Politique de la ville porte deux ambitions fortes : la réduction des écarts de développement entre les quartiers défavorisés et leurs unités urbaines et l'amélioration des conditions de vie de leurs habitants. Elle mobilise l'ensemble des politiques de droit commun et des services publics (éducation, emploi, logement et cadre de vie, etc.) et dispose aussi de moyens d'intervention spécifiques pour répondre au cumul de difficultés que rencontrent les habitants des quartiers défavorisés.

PÉRIMÈTRES DES QUARTIERS PRIORITAIRES DE LA VILLE EN 2024



On dénombre 6 QPV sur le territoire du Grand Clermont, et deux Quartiers de veille active (QVA), tous situés dans Clermont Auvergne Métropole. L'intercommunalité développe et soutient de nombreux dispositifs pour l'égalité des chances, notamment au travers du « Contrat de ville » et son engagement dans la rénovation urbaine des quartiers. Sous pilotage de Clermont Auvergne Métropole, il est mis en œuvre, en partenariat avec l'Etat, le département du Puy-de-Dôme, les communes de Clermont-Ferrand, de Courmon-d'Auvergne, de Gerzat et d'Aulnat, et les acteurs locaux.

Un nouveau Contrat de ville 2024-2030¹⁷ a été adopté par le Conseil métropolitain et les communes membres. Il permet de confirmer l'implication des partenaires en faveur des quartiers, avec des engagements concrets.

Les Quartiers de veille active (QVA) est un dispositif de la Politique de la ville rassemblant des quartiers socialement défavorisés, mais présentant des difficultés estimées moins importantes que pour les QPV. On compte

¹⁷ Clermont Auvergne Métropole a approuvé son Contrat de ville « Engagements Quartiers 2030 » visant à renforcer le développement économique, l'amélioration du cadre de vie et le renouvellement urbain dans les quartiers de Politique de la ville. Ce nouveau Contrat de ville a été lancé avec un périmètre géographique des quartiers identifiés fragiles redéfini et élargi, par rapport au précédent, en incluant notamment le quartier Centre de Clermont. Une première phase d'élaboration a permis d'établir le document socle clarifiant les enjeux et engagements et la seconde phase permettra la construction du plan d'actions opérationnelles.

813 Quartiers de veille active en France. Sur le territoire du Grand Clermont, il s'agit des quartiers Le Patural-Les Pègues à Gerzat et Le Breuil-Les Chapelles à Aulnat (voir carte ci-dessus).

Les quartiers prioritaires représentent 24 071 habitants soit 8 % de la population de la métropole, 15 % de la population de Clermont-Ferrand et 9 % de la population de Cournon-d'Auvergne.

► *Données de cadrage et caractéristiques du parc social des quartiers prioritaires :*

| | Population 2020 | Part dans la commune et EPCI | Nombre de logements** | Logements sociaux | Part du LS dans le parc de logements** | Evolution LS 2018-2023 |
|---------------------------|-----------------|------------------------------|-----------------------|-------------------|--|------------------------|
| Saint-Jacques | 4 073 | 3 % | 2 670 | 2 084 | 78 % | - 8,9 % |
| Quartiers Nord | 8 298 | 6 % | 3 617 | 2 500 | 69 % | 3,3 % |
| La Gauthière | 4 025 | 3 % | 1 829 | 1 440 | 79 % | - 0,07 % |
| Fontaine du Bac | 2 043 | 1 % | 906 | 909 | 100 % | 0 % |
| Centre | 3 744 | 3 % | 2 690 | 696 | 26 % | 1,5 % |
| Cournon-d'Auvergne | 1 888 | 9 % | 983 | 898 | 91 % | 3,5 % |
| Total QPV* | 24 071 | 8 % | 12 695 | 8 527 | 67 % | x |
| Clermont-Ferrand | 147 284 | x | 91 873 | 22 197 | 24 % | 7,3 % |
| Cournon-d'Auvergne | 20 356 | x | 171 238 | 2 136 | 1 % | 12,9 % |

* Part sur Clermont Auvergne Métropole pour le total QPV.

** Pour les QPV : nombre de logements recensés au cadastre.

Sources : INSEE QPV 2020, RP 2021, Cadastre 2023, RPLS 2023.

Les grands enjeux de développement des quartiers Politique de la ville de Clermont Auvergne Métropole :

Les grands enjeux de développement de ces territoires sont définis dans le Contrat de ville 2024-2030, qui repose sur 4 enjeux d'intervention :

- L'emploi et le développement économique :

Face aux difficultés d'insertion professionnelle des habitants et des jeunes des quartiers prioritaires de la Politique de la ville, les priorités sont de permettre de lever les freins à l'emploi existants et d'encourager la création d'activités économiques.

- La gouvernance et la participation citoyenne :

La nécessité de mieux impliquer les habitants dans le développement et l'attractivité de leur quartier est un objectif inscrit depuis longtemps dans les politiques menées en direction des quartiers populaires.

- La cohésion sociale :

Les projets en direction de la jeunesse, les projets favorisant l'accès aux droits et aux soins et ceux visant à soutenir la vie associative constituent des fondements de la Politique de la ville.

Le cadre de vie et le renouvellement urbain :

Le Contrat de ville programme la réhabilitation ou la reconstruction de logements sociaux, le soutien aux copropriétés et l'accèsion à la propriété, la réalisation d'équipements collectifs et le développement de l'attractivité des quartiers.

Dans la commune de Clermont-Ferrand, les 3 QPV des Vergnes, de La Gauthière et de Saint-Jacques ont été retenus par l'ANRU comme Projets d'intérêt national. Le Nouveau programme de renouvellement urbain (NPRU) porté par Clermont Auvergne Métropole (2014-2024) traduit l'ambition forte de la métropole d'une évolution pour chacun de ces 3 quartiers, avec les orientations suivantes :

- Pour les Vergnes, la volonté affichée est de mieux raccorder le quartier à l'éco-quartier de Champratel, de l'intégrer à son environnement intercommunal (stade Gabriel Montpied / commune de Gerzat) et d'avoir une intervention sur l'habitat social et sur les copropriétés. L'enjeu agricole est également pris en compte avec la création d'une ferme urbaine dans le cadre de l'appel à projet « Quartiers fertiles ».
- Pour la Gauthière, le choix est de structurer, d'ouvrir et d'intégrer le quartier à la dynamique métropolitaine (secteur des Pistes).
- Pour Saint-Jacques, l'intention est d'aménager un quartier mixte, reconnu pour sa qualité d'habitat, intégré au centre-ville et valorisé par sa situation de belvédère métropolitain.

La convention pluriannuelle de renouvellement urbain a été signée le 04/07/2019. Sur un investissement global hors taxe de 407 M€ de travaux, les concours financiers de l'ANRU s'élèvent à 129,5 M€, dont 94,5 M€ de subventions et 39 M€ de prêts d'Action Logement, qui permettront en particulier :

- La démolition de 1 292 logements locatifs sociaux et la reconstitution des 1 292 logements démolis.
- La réhabilitation de 1 182 logements locatifs sociaux et la résidentialisation de 317 logements locatifs sociaux.
- La création ou la restructuration de 9 équipements publics, dont deux groupes scolaires.
- Des opérations d'aménagement et 4 Opérations d'immobilier à vocation économique permettant de diversifier les fonctions urbaines présentes sur site.

Une OPAH « Copropriétés dégradées » sera mise en œuvre, bénéficiant des financements de l'Anah, pour les copropriétés des Vergnes et de La Gauthière, permettant de définir la programmation des travaux nécessaires pour éviter qu'un décrochage ne s'opère entre patrimoine privé et patrimoine social.

Les bailleurs et propriétaires de logements situés dans ou à proximité des Quartiers prioritaires de la politique de la ville (QPV) peuvent, sous certaines conditions, bénéficier d'exonérations fiscales afin d'accélérer l'amélioration de l'habitat et du cadre de vie dans ces quartiers. Dans les QPV, le logement social est très présent : le répertoire du parc locatif social (RPLS 2022) identifie 7 134 logements en QPV sur 89 321 résidences principales au total pour Clermont-Ferrand et Cournon d'Auvergne (INSEE, 2020).

S'agissant du nouveau quartier de la géographie prioritaire « Centre », ses caractéristiques sont moins connues que celles des autres quartiers accompagnés et observés depuis plusieurs années dans le cadre du Contrat de ville. Il est composé principalement d'immeubles anciens de logements privés et ne présente donc pas les mêmes caractéristiques que les autres QPV en termes de bâti. Ce quartier a connu plusieurs démarches et dispositifs de requalification urbaine n'ayant pas permis d'enrayer sa fragilisation.

Clermont Auvergne Métropole s'interroge sur le déploiement d'une stratégie en matière d'habitat privé pour les prochaines années, dans un contexte de refonte des dispositifs programmés et de déploiement des nouveaux pactes territoriaux. Ce nouveau quartier prioritaire de la Politique de la ville pourrait servir de « territoire test » à son déploiement.

LES GRANDES TENDANCES A RETENIR

- Des niveaux de vie relativement élevés sur le Grand Clermont, supérieurs aux moyennes départementale et régionale
- Des écarts de niveaux de vie importants entre les 4 EPCI (revenus)
- Une concentration des ménages modestes dans le cœur de la métropole et dans certaines communes rurales du sud-est du territoire
- Une part de la population pauvre de 13 % sur l'ensemble du Grand Clermont (15,7 % pour Clermont Auvergne Métropole contre 5,9 % pour Mond'Arverne)
- Une population fragile représentant 55 % des habitants, incluant des actifs peu qualifiés, des chômeurs éloignés de l'emploi, des bénéficiaires de prestations sociales et des personnes en grande précarité
- Une dépendance aux prestations sociales plus marquée dans les centres urbains et les franges du sud-est du territoire
- Une concentration des bénéficiaires du Revenu de solidarité active (RSA) dans les centres urbains et la première couronne clermontoise, avec une surreprésentation des femmes, notamment des mères isolées
- Une prédominance des familles monoparentales constituées de femmes seules avec enfants
- Une précarité économique plus marquée chez les femmes, avec des écarts de salaires persistants et une plus forte exposition aux emplois précaires (CDD) et à temps partiel
- 6 QPV et deux Quartiers de veille active (QVA) - tous situés dans Clermont Auvergne Métropole

LES ENJEUX EN MATIERE DE SOLIDARITES, DE SOBRIETE ET D'HABITABILITE

- **Recherche d'une mixité sociale à l'échelle du Grand Clermont :**
 - réduire les écarts de niveaux de vie entre les populations les plus aisées et les plus modestes
 - lutter contre la spécialisation sociale des territoires pour limiter les déséquilibres territoriaux et socio-économiques
 - éviter la concentration des ménages modestes dans des poches de pauvreté en favorisant une répartition plus équilibrée des populations
- **Renforcement des solidarités sous toutes leurs formes :**
 - encourager les solidarités intrafamiliales et de voisinage, notamment à travers de nouvelles formes d'habitat (par exemple : habitat intergénérationnel partagé)
 - développer les solidarités territoriales en améliorant le maillage du territoire et en facilitant l'accès aux pôles d'emploi, aux services et aux transports, en particulier pour les populations les plus précaires
 - adapter les politiques économiques et sociales aux faibles revenus d'une partie de la population
- **Accès équitable aux services et aux équipements :**
 - renforcer l'égalité d'accès aux services de santé, en particulier dans les territoires en déficit d'offre médicale
 - améliorer la répartition des services éducatifs, culturels et sportifs pour éviter les inégalités entre territoires urbains, périurbains et ruraux
 - développer des tiers-lieux et espaces de coworking accessibles aux travailleurs éloignés des pôles d'emploi
- **Anticipation des défis sociaux liés aux transitions écologiques :**
 - intégrer une stratégie d'adaptation au changement climatique pour protéger les populations les plus vulnérables face aux îlots de chaleur urbains ou aux risques naturels
 - prendre en compte les impacts des mutations économiques et écologiques sur l'emploi et la formation professionnelle (reconversion, développement des métiers de la transition écologique, etc.)

4• MODES DE VIE ET EVOLUTIONS SOCIETALES

4.1• Habitat et dynamique résidentielles

Chiffres-clés :

239 082 logements en 2021
208 667 résidences principales (RP)
9 683 résidences secondaires (RS) et logements occasionnels
20 424 logements vacants en 2020 / soit **8,6 %** de vacance
+ 24 767 logements de 2010 à 2021 / soit **+ 12 %**
90 623 logements locatifs

Les caractéristiques du parc de logements sur le territoire du Grand Clermont

Composition du parc de logements :

► Composition du parc de logements du « cœur métropolitain » :

| | | Ensemble | Résidences principales | | Résidences secondaires et logements occasionnels | | Logements vacants | |
|-----------------------------------|--------------------|----------|------------------------|--------|--|-------|-------------------|--------|
| | | | Nombre | Part | Nombre | Part | Nombre | Part |
| Clermont Auvergne Métropole | Aubière | 6 016 | 5 381 | 89,5 % | 181 | 3,0 % | 454 | 7,5 % |
| | Aulnat | 2 044 | 1 913 | 93,6 % | 11 | 0,6 % | 120 | 5,9 % |
| | Beaumont | 6 076 | 5 383 | 88,6 % | 98 | 1,6 % | 594 | 9,8 % |
| | Cébazat | 4 072 | 3 802 | 93,4 % | 27 | 0,7 % | 243 | 6,0 % |
| | Ceyrat | 3 194 | 2 784 | 87,2 % | 92 | 2,9 % | 318 | 10,0 % |
| | Chamalières | 12 418 | 9 975 | 80,3 % | 817 | 6,6 % | 1 626 | 13,1 % |
| | Clermont-Ferrand | 90 992 | 79 994 | 87,9 % | 3 864 | 4,2 % | 7 134 | 7,8 % |
| | Cournon-d'Auvergne | 10 036 | 9 367 | 93,3 % | 149 | 1,5 % | 520 | 5,2 % |
| | Durtol | 970 | 874 | 90,1 % | 20 | 2,1 % | 76 | 7,8 % |
| | Gerzat | 4 989 | 4 575 | 91,7 % | 120 | 2,4 % | 294 | 5,9 % |
| | Le Cendre | 2 470 | 2 312 | 93,6 % | 22 | 0,9 % | 135 | 5,5 % |
| | Lempdes | 4 262 | 3 960 | 92,9 % | 56 | 1,3 % | 245 | 5,8 % |
| | Romagnat | 3 985 | 3 620 | 90,8 % | 67 | 1,7 % | 299 | 7,5 % |
| | Royat | 3 238 | 2 184 | 67,4 % | 314 | 9,7 % | 740 | 22,8 % |
| Riom Limagne et Volcans | Mozac | 1 796 | 1 676 | 93,3 % | 30 | 1,7 % | 90 | 5,0 % |
| | Ménétroul | 736 | 695 | 94,4 % | 4 | 0,6 % | 37 | 5,0 % |

| | | | | | | | | |
|---------------------------|------|----------------|----------------|---------------|--------------|--------------|---------------|--------------|
| | Riom | 10 420 | 8 919 | 85,6 % | 285 | 2,7 % | 1 215 | 11,7 % |
| Cœur métropolitain | | 167 714 | 147 414 | 87,9 % | 6 157 | 3,7 % | 14 140 | 8,4 % |

Source : Porter à connaissance de l'Etat dans le cadre de la révision du SCOT du Grand Clermont.
INSEE, RP2020, exploitations principales, géographie au 01/01/2023.

Au 01/01/2020, le « cœur métropolitain », compte 167 714 logements soit 70,8 % du nombre de logements du Pôle d'équilibre territorial et rural (PETR) du Grand Clermont. Les résidences principales représentent 87,9 % du parc (Puy-de-Dôme : 79,4 %), les résidences secondaires et logements occasionnels 3,7 % (Puy-de-Dôme : 10,1 %) et les logements vacants 8,4 % (Puy-de-Dôme : 10,5 %).

Le parc se répartit entre 33,5 % de maisons (Puy-de-Dôme : 62,9 %) et 65,2 % d'appartements (Puy-de-Dôme 36,2 %), et les résidences principales sont occupées à 44,4 % par des propriétaires (Puy-de-Dôme : 61,5 %) et 53,6 % par des locataires (Puy-de-Dôme : 36,3 %).

On constate une proportion plus élevée d'appartements dans les communes de Clermont-Ferrand, Chamalières, Royat, Riom et Beaumont au sein desquelles la proportion peut aller jusqu'à plus de la moitié du parc de logements (de 51 % à 81,9 %). Pour la commune de Ménérol, la répartition du parc est très différente avec 91,8 % de maisons et 7,6 % d'appartements.

Le parc progresse sur un rythme moyen de 0,9 % par an depuis 2009. Le parc de logements des communes du « cœur métropolitain » s'accroît, à un rythme plus ou moins soutenu entre 2009 et 2020, selon l'INSEE. La prédominance des résidences principales s'atténue au profit des résidences secondaires et des logements vacants pour Beaumont, Ceyrat, Chamalières, Cournon-d'Auvergne, Durtol, Gerzat, Le Cendre, Romagnat, Royat et Riom. Cette diminution de la proportion de résidences principales s'accompagne également d'une réduction du nombre de résidences principales pour Beaumont, Royat et Riom.

Les rythmes d'évolution de l'ensemble des logements du parc des communes du « cœur métropolitain » sont contrastés. Les rythmes sont plus importants lors de la période intercensitaire 2014-2020 pour les communes d'Aubière (12,1 %), Aulnat (5,9 %), Cébazat (17,1 %), Chamalières (4,3 %), Clermont-Ferrand (4,8 %), Cournon-d'Auvergne (7,7 %), Durtol (6,7 %), Gerzat (4,7 %), Lempdes (8,6 %) et Romagnat (4,8 %). Mais, pour les communes de Beaumont (3,8 %), Ceyrat (14,8 %), Le Cendre (14,6 %), Royat (8,5 %), Mozac (12,8 %), Ménérol (10,7 %) et Riom (10,1 %), c'est au cours de la précédente période 2009-2014 que l'ensemble du parc a le plus progressé.

La vacance de logements est importante si on raisonne en pourcentage pour 9 communes du « cœur métropolitain ». L'augmentation du parc de logements entre 2014 et 2020 se combine avec une augmentation de la proportion et du nombre de logements vacants pour certaines communes notamment Ceyrat (8 % à 10 %), Chamalières (11,5 % à 13,5 %), Cournon-d'Auvergne (4,4 % à 5,2 %), Durtol (5,8 % à 7,8 %), Gerzat (4,6 % à 5,9 %), Le Cendre (4,7 % à 5,5 %), Romagnat (6,4 % à 7,5 %), Riom (10 % à 17 %) et surtout Royat (de 14,3 % à 22,8 %). Ces taux de vacance peuvent être en partie liés à la vétusté du parc de logement, mais également à une inadéquation entre l'offre et les attentes des habitants notamment du point de vue de la localisation des logements, mais aussi au regard de la typologie de ces derniers.

► *Composition du parc de logements des « pôles de vie » :*

| | Ensemble | Résidences principales | | Résidences secondaires et logements occasionnels | | Logements vacants | |
|---------|----------|------------------------|--------|--|-------|-------------------|--------|
| | | Nombre | Part | Nombre | Part | Nombre | Part |
| Billom | 2 506 | 2 031 | 81 % | 80 | 3,2 % | 395 | 15,8 % |
| Ennezat | 1 105 | 1 021 | 92,4 % | 10 | 0,9 % | 74 | 6,7 % |

| | | | | | | | |
|----------------------|---------------|---------------|---------------|------------|--------------|--------------|---------------|
| Les Martres-de-Veyre | 1 997 | 1 739 | 87,1 % | 20 | 1 % | 238 | 11,9 % |
| Pont-du-Château | 5 557 | 5 185 | 93,3 % | 34 | 0,6 % | 339 | 6,1 % |
| Saint-Amant-Tallende | 913 | 773 | 84,7 % | 45 | 5,0 % | 95 | 10,4 % |
| Vic-le-Comte | 2 651 | 2 246 | 84,7 % | 66 | 2,5 % | 339 | 12,8 % |
| Volvic | 2 262 | 1 946 | 86 % | 51 | 2,3 % | 265 | 11,7 % |
| Pôles de vie | 16 991 | 14 941 | 87,9 % | 306 | 1,8 % | 1 745 | 10,3 % |

Source : Porter à connaissance de l'Etat dans le cadre de la révision du SCOT du Grand Clermont. INSEE, RP2020, exploitations principales, géographie au 01/01/2023.

Au 01/01/2020, les « pôles de vie » comptent 16 991 logements. Les résidences principales représentent 87,9 % du parc, les résidences secondaires et logements occasionnels 1,8 % et les logements vacants 10,3 %.

Le parc de logements est constitué à 81,7 % de maisons contre 17,9 % d'appartements. 70,7 % des ménages sont propriétaires de leur résidence principale et 27,5 % sont locataires. Toutes les communes affichent une part d'habitat individuel importante. Toutefois, on constate que Billom se distingue avec une part de 26,4 % d'appartements dans l'ensemble de son parc, et Volvic, seulement 9 %.

Le rythme annuel moyen de progression du parc sur la période intercensitaire 2009-2014 est de 1,1 % et la dernière période intercensitaire 2014-2020 affiche un rythme d'accroissement plus important de 1,7 % par an.

Le parc de logements des « pôles de vie » s'accroît, mais la part des résidences principales diminue légèrement, au profit des résidences secondaires et des logements vacants. Seule Volvic affiche une augmentation de la part des résidences principales accompagnée d'une baisse de la vacance.

Les évolutions du parc de logements sont contrastées pour les communes des « pôles de vie ». Hormis Billom, toutes les communes connaissent une hausse du rythme sur la période intercensitaire 2014-2020 et plus particulièrement les communes d'Ennezat, Pont-du-Château, Saint-Amant-Tallende et Volvic. Le nombre de logements du parc de Billom augmente, mais affiche un rythme de progression à la baisse.

Le parc secondaire est relativement faible, mais une progression du nombre et de la part des résidences secondaires s'observe pour les communes de Billom, Pont-du-Château, Saint-Amant-Tallende et Volvic.

La vacance de logements est importante si on raisonne en pourcentage pour 5 communes des « pôles de vie » (supérieure à 10 %) et deux communes affichent des taux compris entre 6 % et 7 % (Ennezat et Pont-du-Château). L'augmentation du parc de logements entre 2014 et 2020 se combine avec une augmentation de la proportion et du nombre de logements vacants, exceptée Volvic qui voit son taux passer de 13,5 % à 11,7 % (- 13 logements).

La proportion de résidences principales est similaire pour les communes du « cœur métropolitain » et pour les « pôles de vie ». Les logements secondaires sont moins présents dans les « pôles de vie » mais la vacance des logements y est plus importante. Entre ces deux catégories, c'est dans les « pôles de vie » que la proportion de maisons est la plus importante. En outre, plus de 7 ménages sur 10 sont propriétaires de leur résidence principale.

Taille des logements :

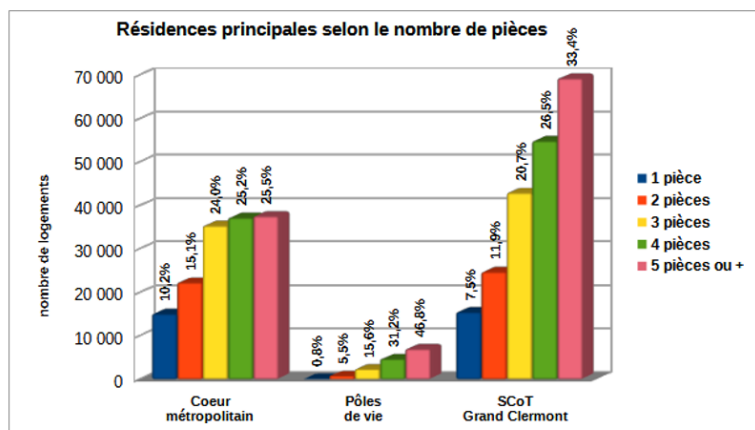
A l'échelle du territoire du Grand Clermont, l'offre de logements se compose majoritairement de logements de 4 pièces et plus (59,9 %). Les logements de taille moyenne (de 3 pièces) représentent 20,7 % et les petits logements (une et deux pièces) sont relativement peu nombreux (7,5 % et 11,9 %).

Dans le « cœur métropolitain », la proportion des grands logements (4 pièces et plus : 50,7 %) est similaire à celle des petits et moyens logements. Le « cœur métropolitain » est en majeure partie composé de logements

collectifs (65,2 % d'appartements) qui offrent des logements de petites surfaces, notamment dans les communes d'Aubière, Chamalières et Clermont-Ferrand, où l'offre de petits et moyens logements est supérieure à 50 % (respectivement : 50,1 %, 52,1 % et 61,2 %). Il existe de fortes disparités d'une commune à l'autre.

Pour ce qui concerne les « pôles de vie », où le parc de logements est composé en grande partie de maisons, les grands logements sont majoritaires (4 pièces et plus : 78 %) avec une grande proportion de 5 pièces et plus (33,4 %). Les communes d'Ennezat et Pont-du-Château affichent les plus grandes parts de grands logements avec respectivement 85,9 % et 80,2 %. Les petits logements (une et deux pièces) sont très largement sous-représentés, avec moins de 10 % pour toutes les communes, exceptée Billom qui présente une part de 11,2 %.

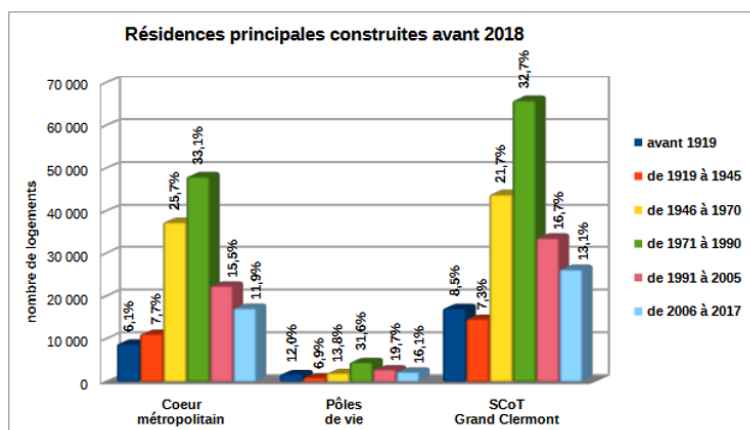
► *Taille des logements du parc du « cœur métropolitain » et des « pôles de vie » :*



Source : Porter à connaissance de l'Etat dans le cadre de la révision du SCOT du Grand Clermont. INSEE, RP2020, exploitations principales, géographie au 01/01/2023.

Ancienneté des logements :

► *Ancienneté des logements du parc du « cœur métropolitain » et des « pôles de vie » :*



Source : Porter à connaissance de l'Etat dans le cadre de la révision du SCOT du Grand Clermont. INSEE, RP2020, exploitations principales, géographie au 01/01/2023.

Le Grand Clermont se caractérise par un parc de logements plutôt récent : 62,4 % des logements ont été construits depuis 1971, mais les besoins en termes de rénovation restent importants en particulier en ce qui concerne la rénovation énergétique.

Les années 1974 à 1990 ont été les plus prolifiques en construction de logements pour l'ensemble des communes, avec une moyenne de 33,1 % du parc construit pour le « cœur métropolitain » contre 32,7 % à l'échelle du SCOT (29,4 % au niveau départemental). La première réglementation thermique pour les logements a pris effet en 1974, les logements construits avant cette date n'avaient pas de contrainte à respecter en termes de performance énergétique. Ainsi, 39,6 % du parc de résidences principales est antérieure à 1974 (SCOT : 37,6 % et Puy-de-Dôme : 42,4 %).

La part de logements récents (résidences principales construites postérieurement à 1990 et antérieurement à 2018) est de 27,4 % pour le « cœur métropolitain », un chiffre inférieur à celui du Grand Clermont (29,7 %) et du département (28,2%). Avec la majorité du parc construit avant 1974 (date de la première réglementation thermique), le potentiel de précarité énergétique du parc de logements du département est élevé.

Les communes de Royat, Riom et Clermont-Ferrand sont concernées par les logements très anciens (construits avant 1946), avec une proportion de 24,18 % à Royat, 21,70 % à Riom et dans une moindre mesure pour Clermont-Ferrand avec 15,95 % (SCOT : 15,9 % et Puy-de-Dôme : 22,8 %).

La part de résidences principales anciennes, construites entre 1946 et 1970 est la plus élevée dans les communes de Royat (30,9 %), Aulnat (38,3 %) et Clermont-Ferrand (28,7 %), contre 21,7 % à l'échelle du SCOT et 19,6 % dans le Puy-de-Dôme. Pour ces deux dernières, la proportion est voisine de celle des logements construits entre 1971 et 1990.

Pour ce qui concerne les « pôles de vie », 31,6 % des logements ont été construits entre 1971 et 1990 (SCOT : 31,6 % et Puy-de-Dôme : 29,4%) et 35,8 % entre 1991 et 2017 (SCOT : 29,7 % et Puy-de-Dôme : 28,2%).

Toutefois, de fortes disparités existent entre les communes, entre autres, les communes de Billom (46,6 %), Saint-Amant-Tallende (46,3 %) et Volvic (40,2 %) qui ont des parts de logements construits avant 1971 importantes et une proportion de logements très anciens élevée (respectivement 30,7 %, 29,4 %, 28,1%) comparées au Grand Clermont (avant 1945 : 15,9 % et avant 1919 : 12 %) et au département (avant 1945 : 22,7 % et avant 1919 : 14,2 %).

► *Catégories et types de logements (en 2020) :*

Sources : INSEE, RP2009, RP2014 et RP2020, géographie au 01/01/2023.

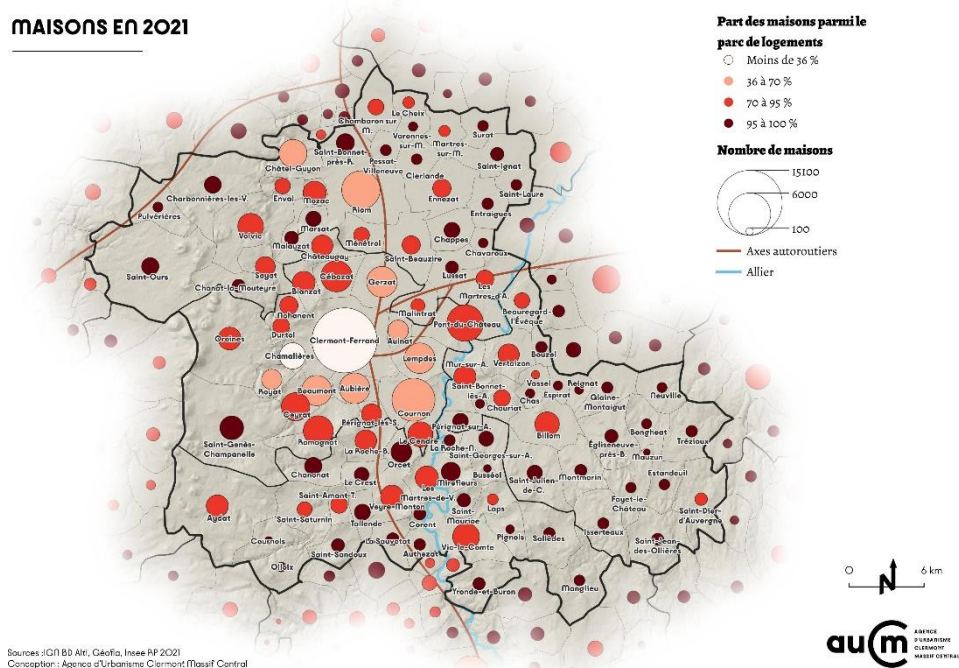
| | Clermont Auvergne Métropole | | Riom Limagne et Volcans | | Mond'Arverne Communauté | | Billom Communauté | | SCOT Grand Clermont | |
|---|-----------------------------|--------|-------------------------|--------|-------------------------|--------|-------------------|--------|---------------------|---------------|
| Ensemble | 169 673 | | 33 766 | | 20 224 | | 13 076 | | 236 739 | |
| Résidences principales | 149 588 | 88,2 % | 29 397 | 87,1 % | 17 439 | 86,2 % | 10 783 | 82,5 % | 207 207 | 87,5 % |
| Résidences secondaires et logements occasionnels | 6 071 | 3,6 % | 1 254 | 3,7 % | 935 | 4,6 % | 846 | 6,5 % | 9 106 | 3,8 % |
| Logements vacants | 14 014 | 8,3 % | 3 114 | 9,2 % | 1 850 | 9,1 % | 1 446 | 11,1 % | 20 424 | 8,6 % |
| | | | | | | | | | | |
| Maisons | 61 755 | 36,4 % | 25 495 | 75,5 % | 18 598 | 92 % | 11 880 | 90,8 % | 117 727 | 49,7 % |
| Appartements | 105 804 | 62,4 % | 8 170 | 24,2 % | 1 565 | 7,7 % | 1 129 | 8,6 % | 116 668 | 49,3 % |

Part de maisons et d'appartements :

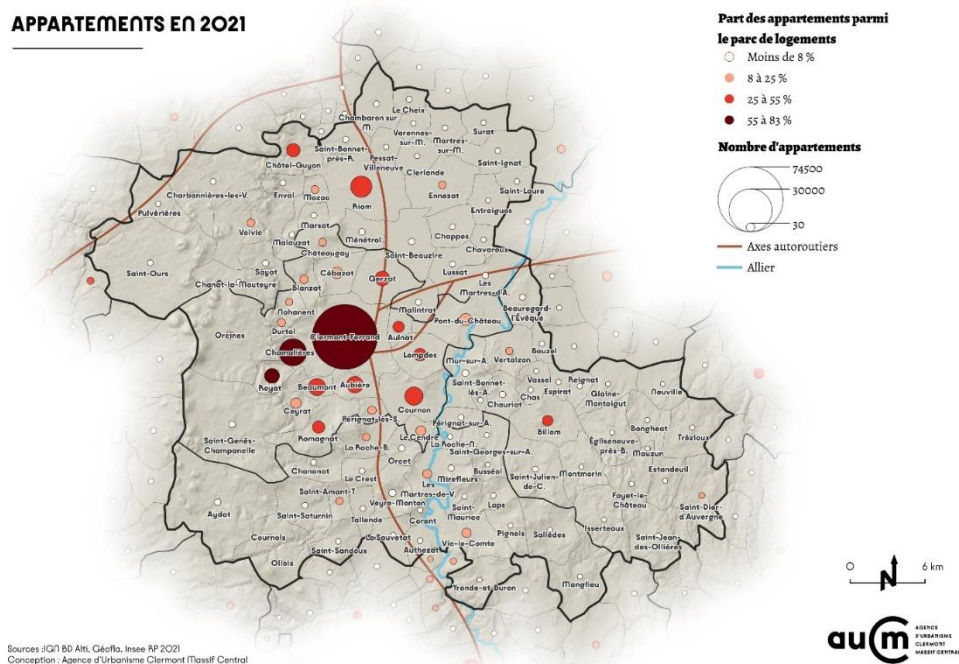
Les maisons individuelles sont majoritaires sur le territoire du Grand Clermont (près de 74 %). Néanmoins, la disparité entre EPCI est importante. Sur Mond'Arverne et Billom Communauté, plus de 90 % des logements sont des maisons individuelles, contre 36,3 % pour Clermont Auvergne Métropole et 75,5 % pour Riom Limagne et Volcans.

Clermont-Ferrand et Chamalières sont les communes qui comptent la part de maisons la moins importante. A l'inverse, ces communes, ainsi que la commune de Royat, comptent la part d'appartements la plus importante. Un nombre important de commune du Grand Clermont compte plus de 95 % de maisons, principalement sur les franges nord (Saint-Bonnet-près-Riom et Saint-Ignat par exemple), ouest (Saint-Ours et Saint-Genès-Champagnelle par exemple) et sud du territoire (Authezat et Manglieu notamment). Plusieurs communes de la première couronne clermontoise (Gerzat, Beaumont, Aubière, Courson, etc.) comptent une part importante d'appartements (entre 70 et 95 %).

MAISONS EN 2021



APPARTEMENTS EN 2021

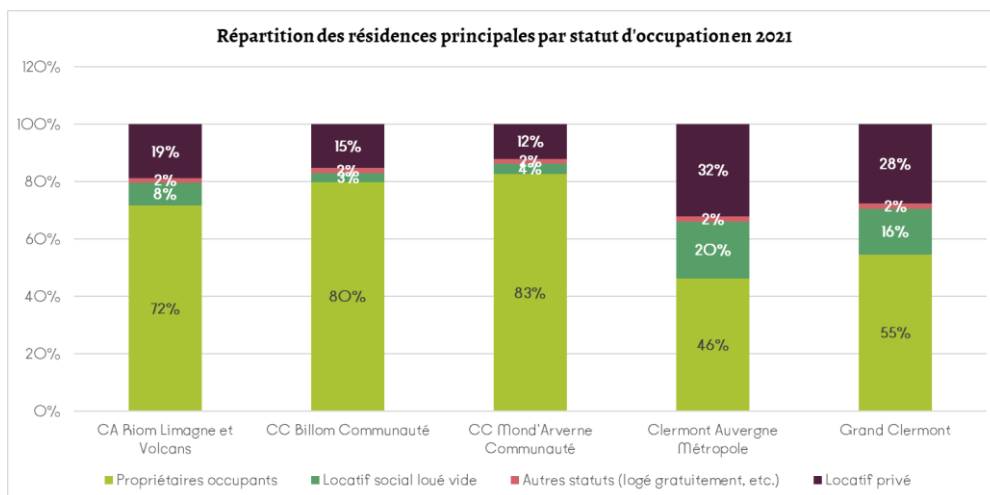


Statuts d'occupation des logements :

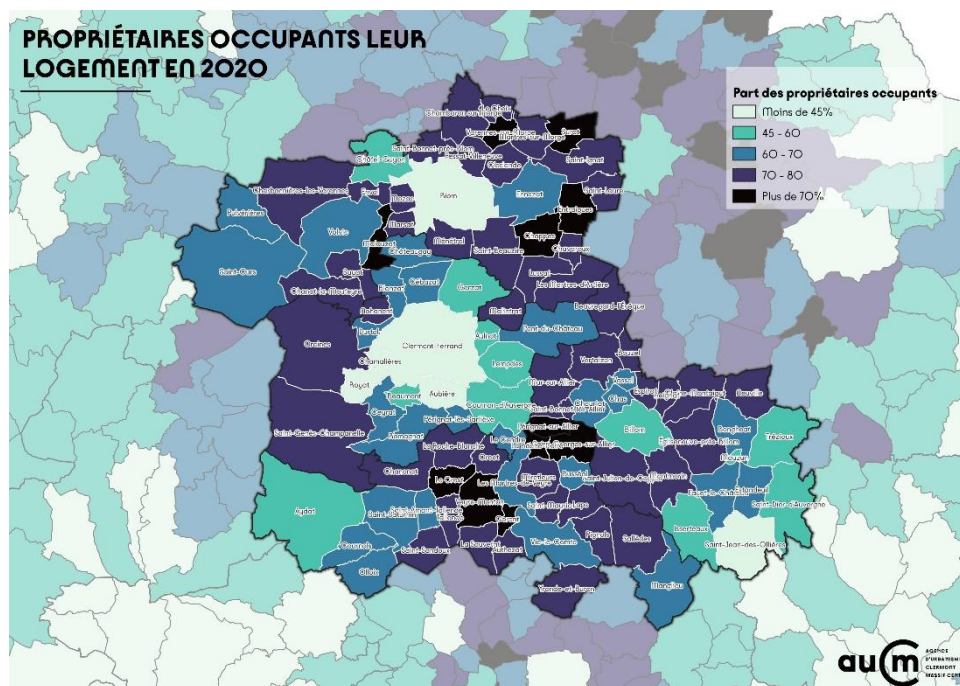
A l'échelle du Grand Clermont, le parc de résidences principales compte 55 % de propriétaires occupants. Cette part s'élève à plus de 80 % pour Mond'Arverne et Billom Communauté, contre 46 % pour Clermont Auvergne Métropole.

Clermont Auvergne Métropole compte, par ailleurs, la part de logements dans le locatif privé la plus importante (32 %) et le plus fort taux de logements dans le locatif social (20 %), contre 3 % pour Billom Communauté et 4 % pour Mond'Arverne.

► Répartition des résidences principales par statut d'occupation :
Source : INSEE, 2021.

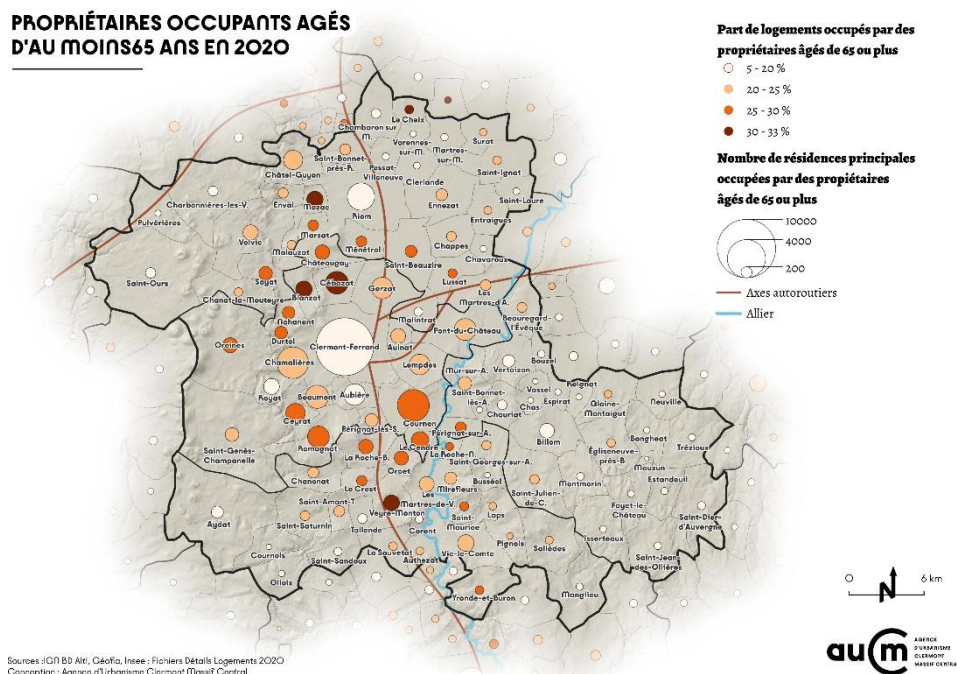


La carte ci-dessous montre que les communes possédant la part de propriétaires occupants la plus importante (plus de 70 %) se situent en deuxième couronne, au nord (Malauzat, Surat, Chappes, etc.) et au sud du territoire (Le Crest, Veyre-Monton, etc.). A l'inverse, les communes de Clermont-Ferrand, Riom, Chamalières, Royat et Aubière comptent moins de 45 % de propriétaires occupants.



Les propriétaires âgés de plus de 65 ans résident principalement dans la première couronne clermontoise (à l'est et au sud), mais aussi autour de Riom (Mozac, Marsat, Ménétrol, etc.). Ces ménages se sont installés dans ces communes dans les années 1970 et 1980 et représentent désormais une part importante de la population.

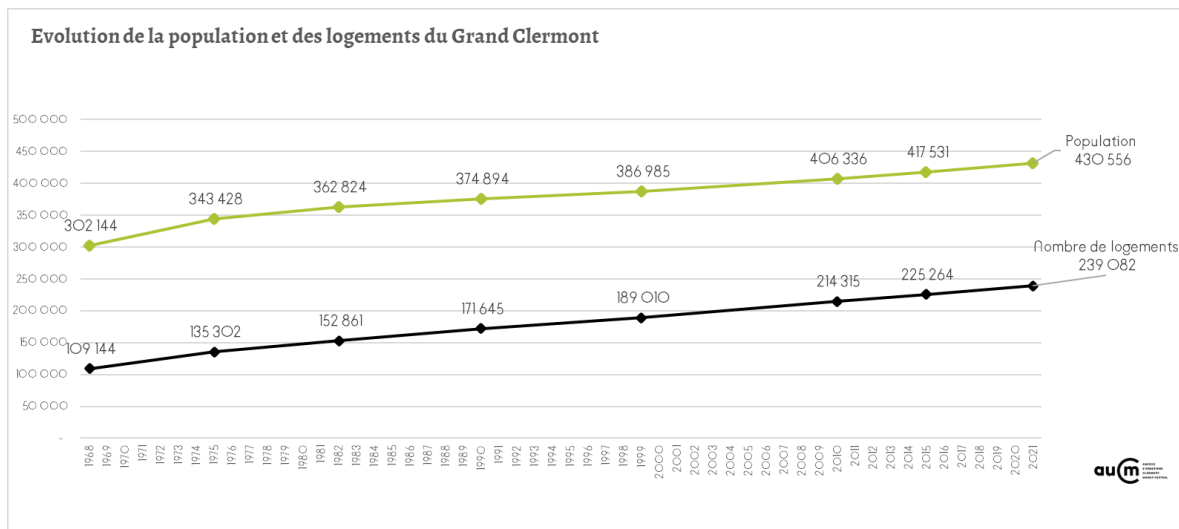
Dans la deuxième couronne, au nord et au sud-est du Grand Clermont la part de propriétaires de plus de 65 ans est plus faible (entre 20 et 25 %) et elle est inférieure à 20 % à Clermont-Ferrand, Riom, Aubière, Aydat, Royat, etc.



Un parc de logements qui augmente plus vite que la population et les ménages

Le schéma ci-dessous indique que le nombre de logements suit globalement l'évolution de la population depuis la fin des années 1960. La population du Grand Clermont était de 406 000 habitants en 2010 pour 214 000 logements. En 2021, la population est de 431 000 habitants pour 239 000 logements. Sur la période 2015-2021,

le taux d'évolution annuel moyen de la population est de 0,51 %, alors que le taux d'évolution annuel moyen des logements est de 1 % sur la même période, ce qui montre que la construction de logements a progressé à un rythme plus rapide que la croissance démographique.



Source : INSEE RP, Etat civil.

Analyse de la production de logements :

Entre 2014 et 2020, l'ensemble du parc croît de 6,2 % (Puy-de-Dôme : 5,1 %), soit près de 2 299 logements/an contre 1 856 logts/an entre 2009 et 2014. Sur la dernière période intercensitaire, le développement des résidences secondaires s'accroît (+ 20,1 % contre 14,9 %) alors que celui des logements vacants diminue (7,3 % contre 10 %). Par ailleurs, le nombre de résidences principales augmente (4,5 % contre 5,5 %), mais leur part dans l'ensemble du parc diminue (88,1 % contre 87,5 %). Clermont Auvergne Métropole accueille près de 72 % de l'offre de logements sur le territoire du SCOT.

La base de données Sit@del2 :

Cette base est alimentée par les informations des permis de construire, ouverture de chantier, permis d'aménager, permis de démolir et déclarations préalables). Les séries de données en date réelle reflètent la réalité de la construction sur les années passées. En revanche, comme elles n'intègrent pas les informations dans les mêmes délais (irrégularité de transmission de l'information), elles ne sont pas adaptées aux études conjoncturelles.

► Indices de construction entre 2012 et 2020 :

| Billom Communauté | 2012 | 2013 | 2014 | 2015 | 2016 | 2017 | 2018 | 2019 |
|---|---------|---------|---------|---------|---------|---------|---------|---------|
| Population ¹ | 24 885 | 25 165 | 25 358 | 25 524 | 25 512 | 25 625 | 25 734 | 25 912 |
| Logements en date réelle ² commencés | 132 | 155 | 106 | 122 | 122 | 109 | 114 | 125 |
| Indice de construction ³ | 5,3 | 6,2 | 4,2 | 4,8 | 4,8 | 4,3 | 4,4 | 4,8 |
| Clermont Auvergne Métropole | 2012 | 2013 | 2014 | 2015 | 2016 | 2017 | 2018 | 2019 |
| Population ¹ | 279 398 | 280 360 | 281 321 | 282 752 | 284 910 | 286 205 | 290 486 | 292 521 |

| | | | | | | | | |
|---|-------------|-------------|-------------|-------------|-------------|-------------|-------------|-------------|
| Logements en date réelle ² commencés | 1 509 | 1 641 | 1 569 | 1 716 | 1 656 | 1 665 | 2 363 | 2 449 |
| Indice de construction ³ | 5,4 | 5,9 | 5,6 | 6,1 | 5,8 | 5,8 | 8,1 | 8,4 |
| Mond'Arverne Communauté | 2012 | 2013 | 2014 | 2015 | 2016 | 2017 | 2018 | 2019 |
| Population ¹ | 38 995 | 39 177 | 39 282 | 39 553 | 39 834 | 40 252 | 40 415 | 40 663 |
| Logements en date réelle ² commencés | 155 | 154 | 202 | 232 | 164 | 242 | 144 | 215 |
| Indice de construction ³ | 4,0 | 3,9 | 5,1 | 5,9 | 4,1 | 6,0 | 3,6 | 5,3 |
| Riom Limagne et Volcans | 2012 | 2013 | 2014 | 2015 | 2016 | 2017 | 2018 | 2019 |
| Population ¹ | 64 255 | 64 907 | 65 515 | 66 264 | 66 628 | 67 028 | 67 153 | 67 503 |
| Logements en date réelle ² commencés | 328 | 262 | 231 | 233 | 243 | 335 | 255 | 238 |
| Indice de construction ³ | 5,1 | 4,0 | 3,5 | 3,5 | 3,6 | 5,0 | 3,8 | 3,5 |

Sources :¹ INSEE, recensement de la population 2012 à 2019.² Données issues de Sit@del2 - éditées le 06/09/2023 (dernière mise à jour 05/2023) - ces données sont considérées comme stabilisées.³ Indique le nombre de logements construits pour 1 000 habitants.⁴ INSEE, recensement de la population 2020.⁵ Données issues de Sit@del2 - éditées le 07/09/2023 (dernière mise à jour 05/2023) - ces données ne sont pas stabilisées.

L'indice de construction, c'est-à-dire le nombre de logements commencés par an pour 1 000 habitants, permet d'apprécier l'effort de construction en tenant compte du poids démographique du territoire.

► Les indices de construction depuis le 01/01/2020 :

| | | | |
|---|-------------|-------------|-------------|
| Billom Communauté | 2020 | 2021 | 2022 |
| Population ⁴ | 25 917 | 25 917 | 25 917 |
| Logements en date réelle ⁵ commencés | 129 | 85 | 56 |
| Indice de construction ³ | 5,0 | 3,3 | 2,2 |
| Clermont Auvergne Métropole | 2020 | 2021 | 2022 |
| Population ⁴ | 295 821 | 295 821 | 295 821 |
| Logements en date réelle ⁵ commencés | 1 864 | 3 001 | 1 833 |
| Indice de construction ³ | 6,3 | 10,1 | 6,2 |
| Mond'Arverne Communauté | 2020 | 2021 | 2022 |
| Population ⁴ | 40 762 | 40 762 | 40 762 |

| | | | |
|---|-------------|-------------|-------------|
| Logements en date réelle ⁵ commencés | 189 | 243 | 156 |
| Indice de construction ³ | 4,6 | 6,0 | 3,8 |
| Riom Limagne et Volcans | 2020 | 2021 | 2022 |
| Population ⁴ | 67 701 | 67 701 | 67 701 |
| Logements en date réelle ⁵ commencés | 207 | 275 | 165 |
| Indice de construction ³ | 3,1 | 4,1 | 2,4 |

Sources :

¹ INSEE, recensement de la population 2012 à 2019.

² Données issues de Sit@del2 - éditées le 06/09/2023 (dernière mise à jour 05/2023) - ces données sont considérées comme stabilisées.

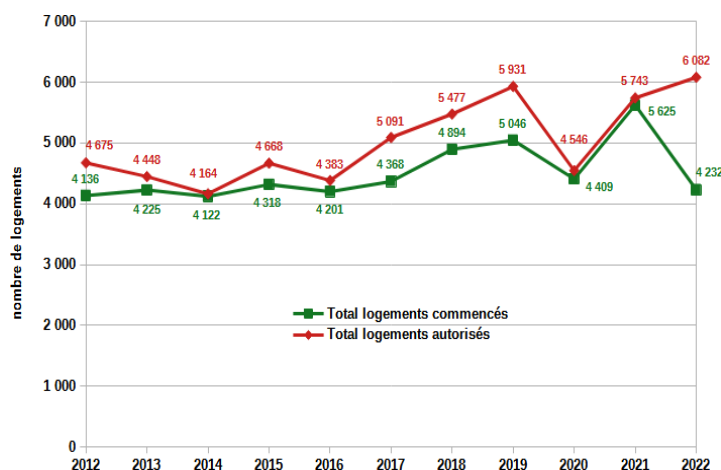
³ Indique le nombre de logements construits pour 1 000 habitants.

⁴ INSEE, recensement de la population 2020.

⁵ Données issues de Sit@del2 - éditées le 07/09/2023 (dernière mise à jour 05/2023) - ces données ne sont pas stabilisées.

Avec une moyenne de 6,4 logements pour 1 000 habitants pour Clermont Auvergne Métropole entre 2012 et 2020, ce territoire est le plus dynamique à l'échelle du SCOT en matière de construction. L'indice de construction est élevé, supérieur à 5 nouveaux logements pour 1 000 habitants et particulièrement en 2018 et 2019. Billom Communauté et Mond'Arverne présentent un indice de construction moyen dynamique, respectivement de 4,8 et 4,7. Celui de Riom Limagne et Volcans, avec 4 logements pour 1 000 habitants, est le plus modeste.

► *Evolution du nombre de logements total autorisés et commencés sur la période 2012-2022 :*



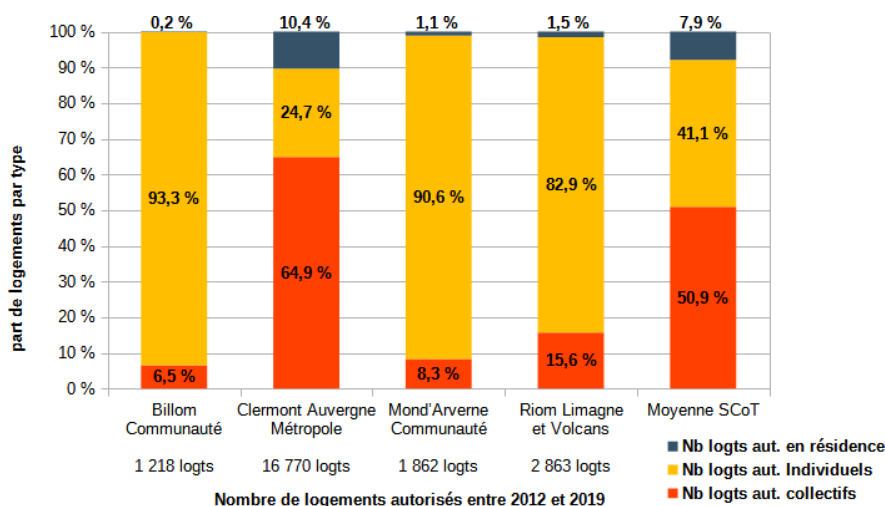
Sources : Sit@del2 en date réelle, édité le 08/09/2023 (dernière mise à jour 05/2023).

En 2020, la crise sanitaire a fortement impacté le marché de la construction neuve. De fait, les mises en chantier de logements accusent une baisse de 12,6 % (- 23,4 % pour les logements autorisés). Cette diminution marquée a été suivie d'une amélioration progressive avec des mises en chantier qui retrouvent un niveau quasi comparable à 2019.

L'année 2021 annule les effets de la crise sanitaire. Néanmoins, les estimations des mises en chantier pour les années 2021 et 2022 ne sont pas fiabilisées. Les remontées parfois tardives des informations sur les autorisations et les ouvertures de chantiers sont susceptibles de donner lieu à une actualisation des chiffres.

L'augmentation du nombre de permis de construire autorisés est assez significative en 2022. A contrario, les mises en chantier sont en fort recul. La construction de logements neufs semble décliner. Toutefois, ces chiffres sont à prendre avec précaution puisqu'ils sont amenés à évoluer et les données pour l'année 2023 ne sont pas encore disponibles.

► *Type de logements autorisés, collectifs ou individuels, sur la période 2012-2019 :*



Sources : Sit@del2 en date réelle, édité le 08/09/2023 (dernière mise à jour 05/2023).

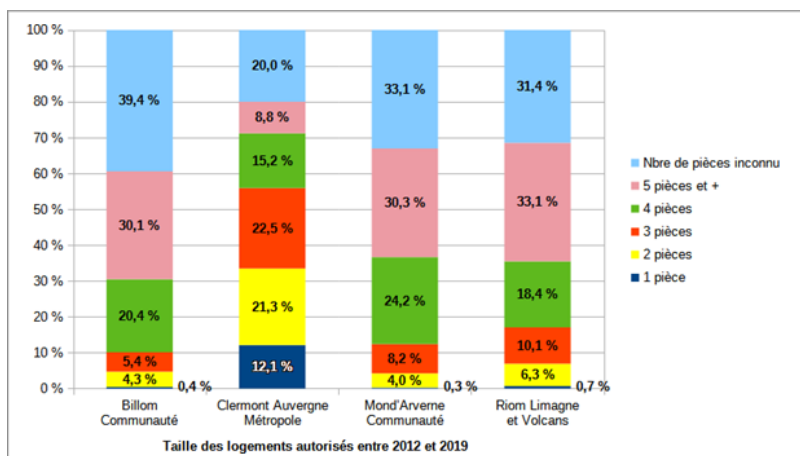
Entre 2012 et 2019, 2 524 logements par an ont été autorisés sur le territoire, dont 1 863 logements par an pour Clermont Auvergne Métropole (73,8 %). L'offre de logements neufs est dominée par le logement collectif sur Clermont Auvergne Métropole. La tendance est différente sur le reste du territoire où l'habitat individuel est prépondérant.

Entre 2020 et 2022, les données Sit@del2 affichent 3 436 logements autorisés par an. 57,2 % des logements sont autorisés en collectif (11 % en résidence) contre 31,8 % pour l'habitat individuel. Depuis 2020, on observe une baisse de la proportion des permis de construire autorisés portant sur une maison individuelle au profit de l'habitat collectif et en résidence.

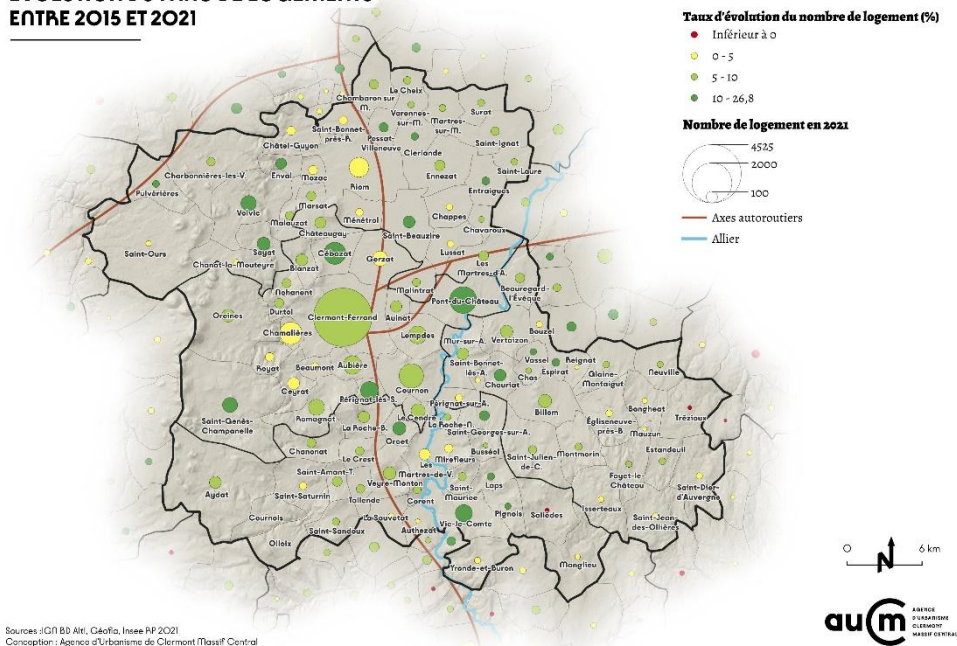
La grande majorité des petits et moyens logements est localisée sur la métropole, particulièrement dans la ville-centre de Clermont-Ferrand et dans quelques communes limitrophes.

La part des petits logements autorisés entre 2013 et 2019 est importante pour Clermont Auvergne Métropole et correspond à la mise sur le marché d'une forte proportion d'appartements en bâtiments collectifs (12,1 % sont des logements d'une pièce et 21,3 % sont des logements de deux pièces). La part des grands logements (5 pièces et plus) est plus importante sur les 3 autres intercommunalités pour lesquelles la maison individuelle constitue la plus grande part des logements construits (jusqu'à 39,4 % pour Billom Communauté).

► Taille de logements autorisés sur la période 2012-2019 :



Sources : Sit@del2 en date réelle, édité le 08/09/2023 (dernière mise à jour 05/2023).

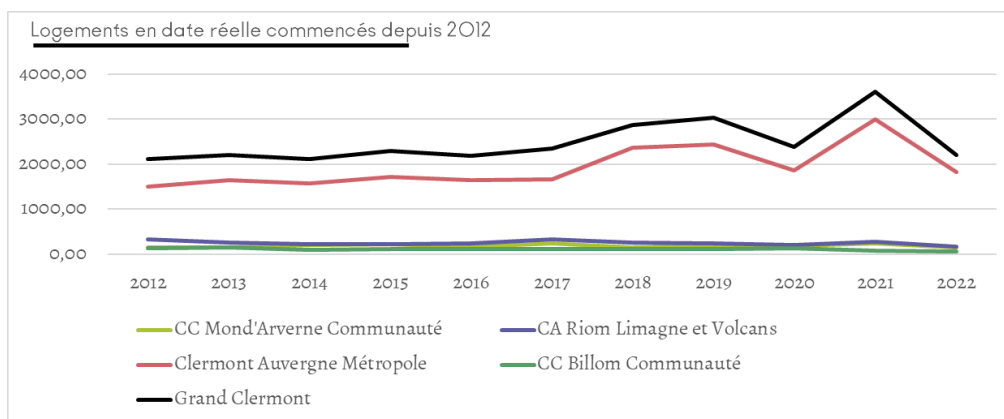
ÉVOLUTION DU PARC DE LOGEMENTS
ENTRE 2015 ET 2021

Entre 2020 et 2022, on observe une progression du nombre des permis de construire autorisés pour des logements d'une, deux et 3 pièces pour Clermont Auvergne Métropole (65,5 %). Pour Billom Communauté et Mond'Arverne, le nombre de permis de construire délivrés pour de grands logements (5 pièces et plus) affiche une diminution (environ 27 %). Riom Limagne et Volcans accuse la plus forte baisse avec une part à 21,3 % de grands logements. Pour ces 3 intercommunalités, ce sont les logements de 4 pièces qui semblent le plus demandés depuis 2020.

Entre 2015 et 2021, la hausse du parc de logements a été plus importante dans certains « pôles de vie » du SCOT de 2011 (notamment Vic-le-Comte, Pont-du-Château et Volvic), ainsi que dans certaines communes de RLV (Enval, Sayat, Saint-Beauzire), de la métropole (Cébazat, Saint-Genès-Champanelle, Pérignat-lès-Sarliève), de Mond'Arverne (Orcet) et de Billom Communauté, avec entre 10 et 26 % d'évolution du parc de logements. C'est le résultat de la périurbanisation qui s'opère autour de la métropole, autour de certains « pôles de vie », le long des principaux axes routiers et autoroutiers, ainsi que dans la plaine de la Limagne.

Le parc de résidences principales a progressé plus rapidement que la population au cours des 6 dernières années (+ 5,54 % contre + 3,49 %), soutenu par une dynamique de construction neuve jusqu'à récemment. En moyenne, 2 600 logements étaient mis en chantier chaque année, soit un rythme de 6 logements commencés pour 1 000 habitants.

Si la majorité des livraisons se concentre sur la métropole - où les appartements représentent les deux tiers des nouveaux logements - l'intensité de la construction est plus marquée dans les communes périphériques, avec une prédominance de maisons individuelles.



Source : Sit@del2.

Cependant, cette dynamique s'est brutalement ralentie. La production récente a chuté à des niveaux de ventes historiquement bas depuis 1995, avec un marché divisé par deux en seulement deux ans. Cette crise s'explique par la hausse des taux d'intérêt, l'augmentation du coût de la vie et des matériaux de construction, ainsi qu'un contexte économique incertain, freinant les projets immobiliers.

D'après les données issues de Sit@del2, 25 179 logements ont été produits entre 2011 et 2021, soit un rythme moyen de 2 518 logements commencés par an. Ce niveau de construction est près de 12 % supérieur à l'objectif fixé par le SCOT de 2011, qui prévoyait la réalisation de 2 250 logements par an jusqu'en 2030. Cette dynamique est principalement portée par Clermont Auvergne Métropole, dont les mises en chantier dépassent de 20 % l'objectif annuel. A l'inverse, Mond'Arverne Communauté et Riom Limagne et Volcans affichent un retard par rapport à leurs objectifs respectifs (avec respectivement - 9 % et - 12 %).

► *Production de logements selon l'armature territoriale du SCOT de 2011 :*

| | Objectifs | Résultats |
|-------------------------|-----------|-----------|
| Cœur métropolitain | 70 % | 70 % |
| Pôles de vie | 15 % | 9 % |
| Territoires périurbains | 15 % | 21 % |

Source : Sit@del2.

Une partie non négligeable des résidences principales qui continue de nourrir le parc vacant

La mobilisation du parc de logements vacants constitue une réponse au besoin de développement de l'offre de logements sur le territoire. La remise sur le marché des logements inoccupés permettrait d'une part de participer à la revitalisation de des centralités du « cœur métropolitain » et à la revalorisation du patrimoine bâti existant et d'autre part de contribuer à l'objectif d'artificialiser le moins possible les Espaces naturels, agricoles et forestiers (ENAF) et d'atteindre l'objectif de « Zéro artificialisation nette » (objectif à 2050 fixé par la Loi Climat et résilience).

LOVAC (Logements VACants)

Le traitement LOVAC a été créé dans le cadre du Plan national de lutte contre les logements vacants. Lancé en 2020, il vise notamment à outiller les collectivités et services déconcentrés dans le repérage et la caractérisation des logements vacants afin de proposer des solutions de remise sur le marché adaptées aux propriétaires concernés. Le nouveau millésime 2022 de LOVAC concerne uniquement les logements vacants depuis au moins deux ans relevant du parc privé et permet de caractériser la vacance structurelle, c'est-à-dire des logements inoccupés depuis plus de deux ans.

► *Etat des lieux de la vacance par EPCI :*

| Logements vacants | Nombre total | Vacance de plus de deux ans | | | | | | Propriétaires de logements vacants de plus de deux ans | |
|-----------------------------|---------------|-----------------------------|----------------------------|---------------------------|-----------------------|--------------|-------------------|--|------------------------|
| | | Nombre logements | Dont logements HLM vacants | Nombre logements hors HLM | Construits avant 1945 | Dont maisons | Dont appartements | Personnes physiques | Autres (commune, etc.) |
| Billom Communauté | 1 454 | 774 | 1 | 773 | 596 | 641 | 132 | 680 | 93 |
| Clermont Auvergne Métropole | 19 772 | 6 680 | 749 | 5 931 | 2 675 | 1 443 | 4 488 | 4 253 | 1 678 |
| Mond'Auverne | 1 815 | 884 | 13 | 871 | 553 | 722 | 149 | 696 | 175 |
| Riom Li-magne et Volcans | 4 219 | 2 095 | 27 | 2 068 | 1403 | 919 | 1 149 | 1 610 | 458 |
| SCOT Grand Clermont | 27 260 | 10 433 | 790 | 9 643 | 5 227 | 3 725 | 5 918 | 7 239 | 2 404 |

* La date de construction n'est pas indiquée pour 525 logements vacants (sur les 9 643 logements).

Source : Porter à connaissance de l'Etat dans le cadre de la révision du SCOT du Grand Clermont. LOVAC, 2022.

► *Etat des lieux de la vacance de logements du parc privé du « cœur métropolitain » :*

| Logements vacants | Nombre total | Construits avant 1945 ² | Dont maisons | Dont appartements | Propriétaires de logements vacants | |
|-------------------|--------------|------------------------------------|--------------|-------------------|------------------------------------|--|
| | | | | | Personnes physiques | Autres (commune, établissement public, etc.) |
| Aubière | 126 | 80 | 52 | 74 | 85 | 41 |
| Aulnat | 32 | 26 | 15 | 17 | 22 | 10 |
| Beaumont | 178 | 88 | 83 | 95 | 91 | 87 |
| Cébazat | 110 | 57 | 75 | 35 | 69 | 41 |

| | | | | | | |
|---------------------------|--------------|--------------|--------------|--------------|--------------|--------------|
| Ceyrat | 82 | 31 | 67 | 15 | 54 | 28 |
| Chamalières | 543 | 218 | 65 | 478 | 361 | 182 |
| Clermont-Ferrand | 3 713 | 1 581 | 400 | 3 313 | 2 070 | 1 643 |
| Cournon-d'Auvergne | 181 | 52 | 95 | 86 | 83 | 98 |
| Durtol | 43 | 12 | 20 | 23 | 28 | 15 |
| Gerzat | 189 | 71 | 57 | 132 | 142 | 47 |
| Le Cendre | 32 | 7 | 22 | 10 | 18 | 14 |
| Lempdes | 88 | 37 | 47 | 41 | 49 | 39 |
| Romagnat | 109 | 44 | 61 | 48 | 80 | 29 |
| Royat | 317 | 169 | 50 | 267 | 187 | 130 |
| Ménérol | 10 | 3 | 9 | 1 | 7 | 3 |
| Mozac ¹ | 53 | 33 | 41 | 12 | 40 | 13 |
| Riom | 517 | 388 | 113 | 404 | 335 | 182 |
| Cœur métropolitain | 6 323 | 2 897 | 1 272 | 5 051 | 3 721 | 2 602 |

¹ Commune inscrite dans le programme « Petites villes de demain ».

² La date de construction n'est pas indiquée pour 367 logements vacants.

Source : Porter à connaissance de l'Etat dans le cadre de la révision du SCOT du Grand Clermont.
LOVAC, 2022.

En tout, 6 323 logements du parc privé sont vacants dans le « cœur métropolitain », soit approximativement 4,8 %, sur la base de l'ensemble du parc de logements (INSEE 2020 : 167 714 logements) auquel est déduit l'ensemble du parc social public (RPLS 2022 : 35 448 logements). Ces données mettent en évidence une vacance élevée pour les communes de Mozac et Riom, avec respectivement 9,3 % et 10,9 %. Les autres communes ont des taux relativement faibles (compris entre 0,6 % et 6,1 %).

On constate également que :

- Les logements vacants sont majoritairement des appartements (près de 80 %).
- Les petits logements (moins de deux pièces) représentent près de 57 % des logements vacants.

► Etat des lieux de la vacance de logements du parc privé des « pôles de vie » :

| Logements vacants | Nombre total | Construits avant 1945 ² | Dont maisons | Dont appartements | Propriétaires de logements vacants | |
|----------------------|--------------|------------------------------------|--------------|-------------------|------------------------------------|--|
| | | | | | Personnes physiques | Autres (commune, établissement public, etc.) |
| Billom ¹ | 150 | 103 | 106 | 44 | 120 | 30 |
| Ennezat | 49 | 28 | 29 | 20 | 28 | 21 |
| Les Martres-de-Veyre | 91 | 53 | 59 | 32 | 65 | 26 |

| | | | | | | |
|--|------------|------------|------------|------------|------------|------------|
| Pont-du-Château | 125 | 74 | 76 | 49 | 79 | 46 |
| Saint-Amant-Tallende / Tallende / Saint-Saturnin | 40 | 29 | 25 | 15 | 30 | 10 |
| Vic-le-Comte ¹ | 146 | 99 | 102 | 44 | 110 | 36 |
| Volvic ¹ | 158 | 126 | 93 | 65 | 100 | 58 |
| Pôles de vie | 759 | 512 | 490 | 269 | 532 | 227 |

¹ Communes inscrites dans le programme « Petites villes de demain ».

² La date de construction n'est pas indiquée pour 33 logements vacants.

Source : Porter à connaissance de l'Etat dans le cadre de la révision du SCOT du Grand Clermont. LOVAC, 2022.

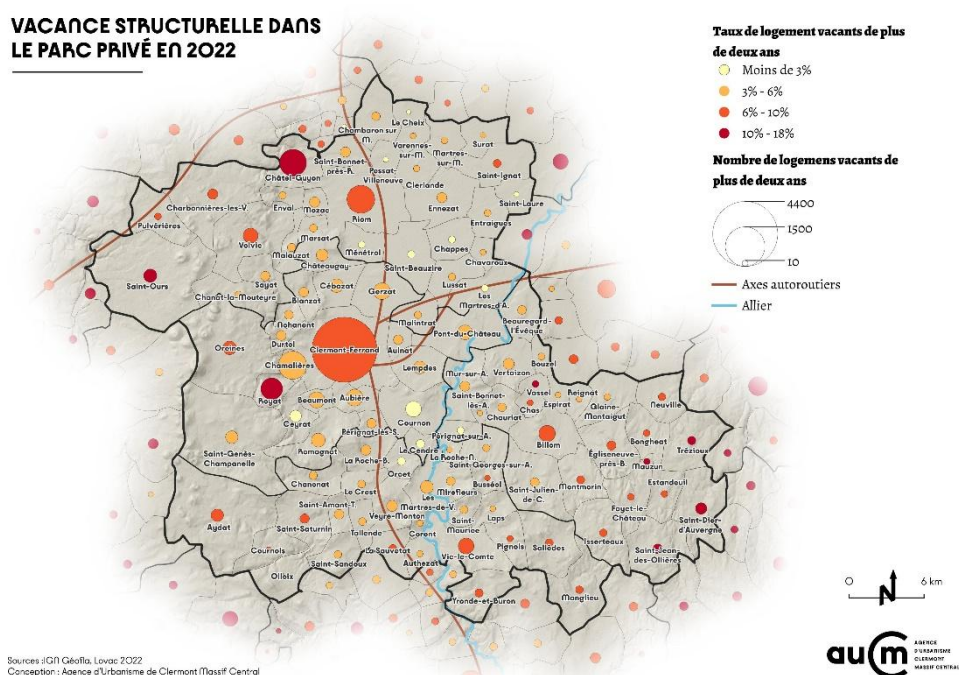
Au total, 759 logements du parc privé sont vacants dans les « pôles de vie », soit approximativement 5 %, sur la base de l'ensemble du parc de logements (INSEE 2020 : 16 991 logements) auquel est déduit l'ensemble du parc social (RPLS 2022 : 1 762 logements). Ces données mettent en évidence une vacance élevée pour la commune de Volvic avec 7,2 %. Les autres communes ont des taux compris entre 2,7 % et 6,4 %.

On constate également que :

- Les logements vacants sont majoritairement des maisons (près de 65 %).
- Les petits logements de 3 pièces et moins représentent près de 72 % des logements vacants.

La problématique de la vacance de logements et les raisons de la vacance sur le territoire sont à considérer et recouvrent une pluralité de situations : difficultés juridiques (succession, transmission, etc.), raisons personnelles (location/revente ultérieure, etc.), logements obsolètes ou en inadéquation avec les besoins du marché. Certains biens restent vides, car ils ne répondent plus aux attentes de la population : inadaptés à la demande (dégradés ou insalubres, performance énergétique, confort, etc.).

VACANCE STRUCTURELLE DANS LE PARC PRIVÉ EN 2022



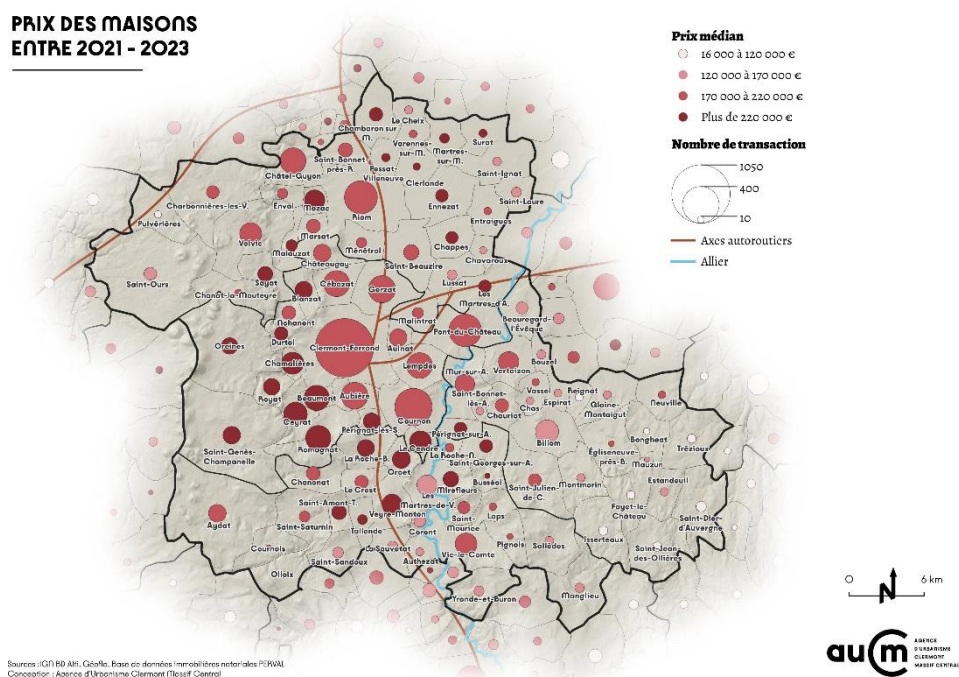
A l'échelle du Grand Clermont, plus de 65 % des communes ont un taux de vacance supérieur à 7 %. Un taux de vacance « raisonnable » se situe autour de 6 à 7 % ; il permet la rotation des ménages dans le parc privé pour garantir la fluidité des parcours résidentiels et l'entretien du parc du logement. La vacance de logements observée sur Billom Communauté en 2020 (11,1 %) est supérieure à la moyenne départementale et Clermont Auvergne Métropole affiche le taux le plus bas avec 8,3 % de logements vacants dans l'ensemble du parc.

Une vacance importante est concentrée dans 3 communes urbaines (Riom, Châtel-Guyon et Royat). Elle est plus diffuse dans les communes rurales du sud-est du Grand Clermont et dans la Chaîne des puys, et reste faible dans la première couronne clermontoise, marquant une dynamique du marché de l'habitat.

Un accès à la propriété de plus en plus difficile et un parc locatif privé amené à se tendre

Les conditions d'accès à la propriété restent difficiles pour les ménages modestes souhaitant s'installer dans la proche périphérie clermontoise. Le marché est relativement détendu par rapport aux autres métropoles régionales de Lyon et Grenoble, mais les prix des maisons restent élevés autour de Clermont-Ferrand, notamment à l'ouest et au sud du Grand Clermont.

PRIX DES MAISONS ENTRE 2021 - 2023

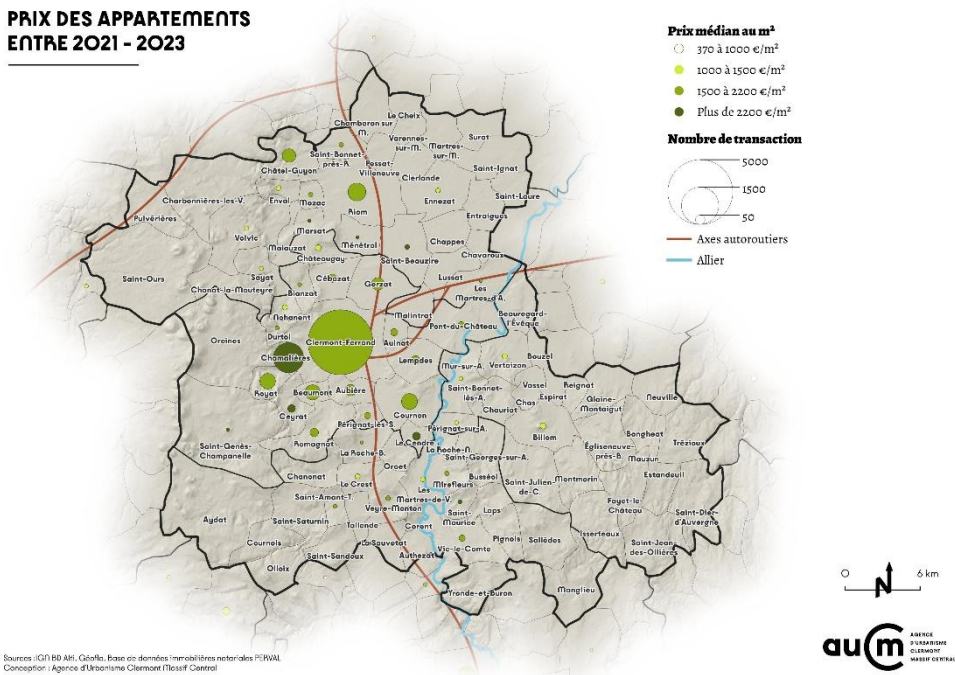


On constate également une décroissance des prix médians des maisons à mesure que l'on s'éloigne de Clermont-Ferrand. Les prix sont globalement plus élevés à l'ouest de la métropole, le long d'un axe nord-sud allant de Mozac à Romagnat, mais également au sud, sur le territoire de Mond'Arverne Communauté. Seules quelques communes du sud-est du Grand Clermont affichent un prix médian inférieur à 120 000 euros.

Les appartements se concentrent dans quelques communes comme Clermont-Ferrand, Chamalières, Royat, Riom, Châtel-Guyon et Cournon, avec des prix médians au m² compris entre 1 500 et 2 200 euros sur la majeure partie du territoire. La commune de Chamalières affiche des prix au m² supérieurs à 2 200 euros, tout comme Ceyrat et Le Cendre.

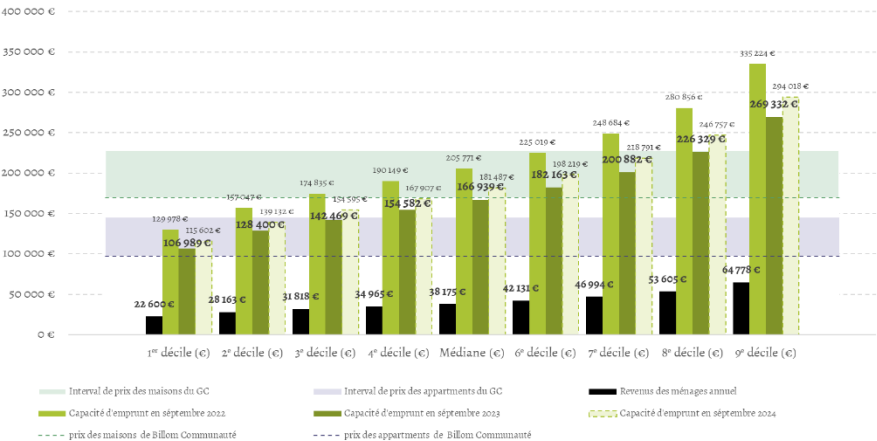
Ces disparités en termes de prix mettent en avant le risque d'accentuation de la paupérisation des ménages plus modestes obligés de compenser par des frais de déplacements élevés avec l'éloignement de leur lieu d'habitat par rapport aux zones d'emplois, d'équipements et de services.

**PRIX DES APPARTEMENTS
ENTRE 2021 - 2023**

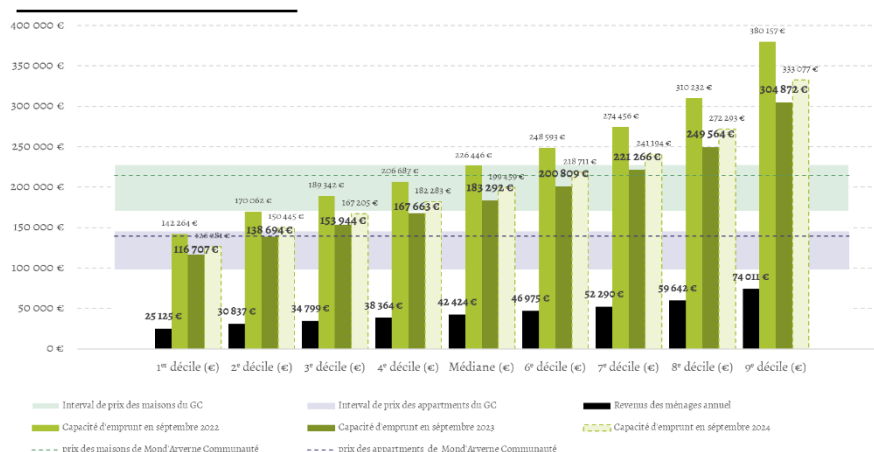


► **Adéquation entre les revenus des ménages et le prix des maisons et appartements (en 2023) :**

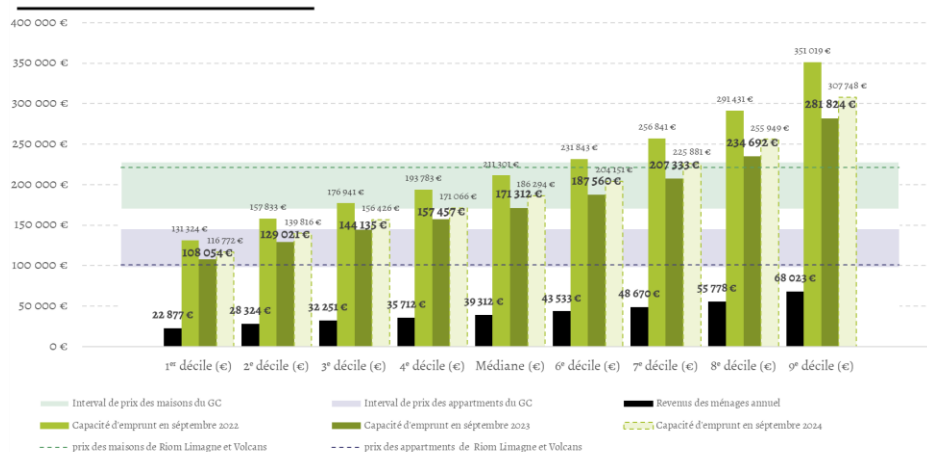
Adéquation entre les revenus des ménages de la CC Billom Communauté et le prix des maisons / appartements du Grand Clermont



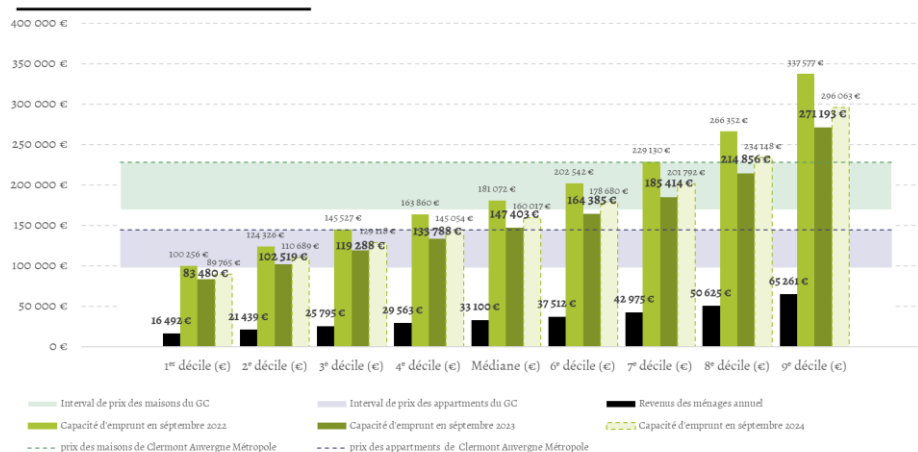
Adéquation entre les revenus des ménages de Mond'Arverne Communauté et le prix des maisons / appartements du Grand Clermont



Adéquation entre les revenus des ménages de Riom Limagne et Volcans et le prix des maisons / appartements du Grand Clermont



Adéquation entre les revenus des ménages de Clermont Auvergne Métropole et le prix des maisons / appartements du Grand Clermont



Source : INSEE, Filosofi, 2021, Perval, 2023.

NB : Le budget théorique d'acquisition d'un ménage est estimé en fonction de plusieurs paramètres :
 - Facteurs liés aux ménages : capacité de remboursement basée sur les revenus (y compris les aides), taux d'endettement plafonné à 33 % et apport personnel de 20 000 euros.

- *Facteurs conjoncturels : évolution des taux d'emprunt sur 20 ans (1,77 % en septembre 2022, 4,4 % en 2023, 3,31 % en 2024 - source : Bouygues Immobilier).*
- *Frais annexes : frais de notaire (7,5 %), frais d'agence (4 %) et assurance emprunteur (0,25 %).*

Les graphiques ci-dessus mettent en avant les disparités entre EPCI en termes d'accès à la propriété (maisons et appartements), selon les revenus des ménages. En effet, la hausse récente des taux de crédit a fortement réduit les capacités d'emprunt des ménages. Toutefois, après avoir atteint un pic début 2024, les taux d'intérêt ont connu une légère baisse, ce qui pourrait redonner un peu de marge aux emprunteurs.

En 2022, avec un taux d'emprunt de 1,77 %, l'accès à la propriété varie fortement selon les territoires, en lien avec les disparités de revenus. Dans la métropole, où les revenus médians sont plus faibles, acheter une maison est plus difficile : il est possible dès le 3^e décile à Billom Communauté, à partir du 5^e décile pour Riom Limagne et Volcans ainsi que pour Mond'Arverne, mais seulement à partir du 7^e décile à Clermont Auvergne Métropole.

En 2023, avec la hausse des taux d'emprunt à 4,4 %, l'accès à la propriété se complique : il faut atteindre le 5^e décile pour l'achat d'un appartement et le 9^e décile pour une maison. En 2024, la baisse des taux à 3,3 % redonne un peu de marge aux ménages et facilite l'achat immobilier sur l'ensemble des EPCI.

On constate, en outre, une augmentation significative des prix sur le marché de l'ancien comme du neuf ces dernières années, en particulier des appartements, même si le marché semble se tasser en 2024. Le prix des appartements d'occasion (plus de 5 ans) a grimpé de 5 % à 15 % selon les EPCI entre 2017 et 2021. Quant aux appartements neufs, ils se vendent en 2023 15 % plus cher qu'en 2019 (sur Clermont Auvergne Métropole). En effet, la hausse des coûts de construction (+ 50 % en 10 ans) a eu un impact fort sur la promotion neuve.

L'accès à la propriété est donc de plus en plus difficile, en particulier sur le territoire métropolitain. Les ménages quittent la métropole pour trouver des biens ou des terrains plus abordables en périphérie, notamment sur RLV et Mond'Arverne, d'autant plus qu'ils ont perdu en moyenne 20 % de leur capacité d'emprunt entre 2022 et 2024. Le prix médian d'acquisition dans le Grand Clermont est de l'ordre de 2 100 euros/m² pour un appartement d'occasion (+ de 5 ans) et de 3 000 à 4 300 euros/m² pour un appartement neuf suivant le zonage (B1 ou B2).

Le parc locatif privé reste quant à lui encore abordable, mais il est amené à se tendre avec des loyers de marché atteignant 10,1 euros/m² en 2023, soit + 9,8 % depuis 2016 l'échelle du Grand Clermont, une hausse supérieure à celle de l'IRL (Indice de référence des loyers)¹⁸.

Des logements qui ne répondent pas entièrement aux besoins des ménages

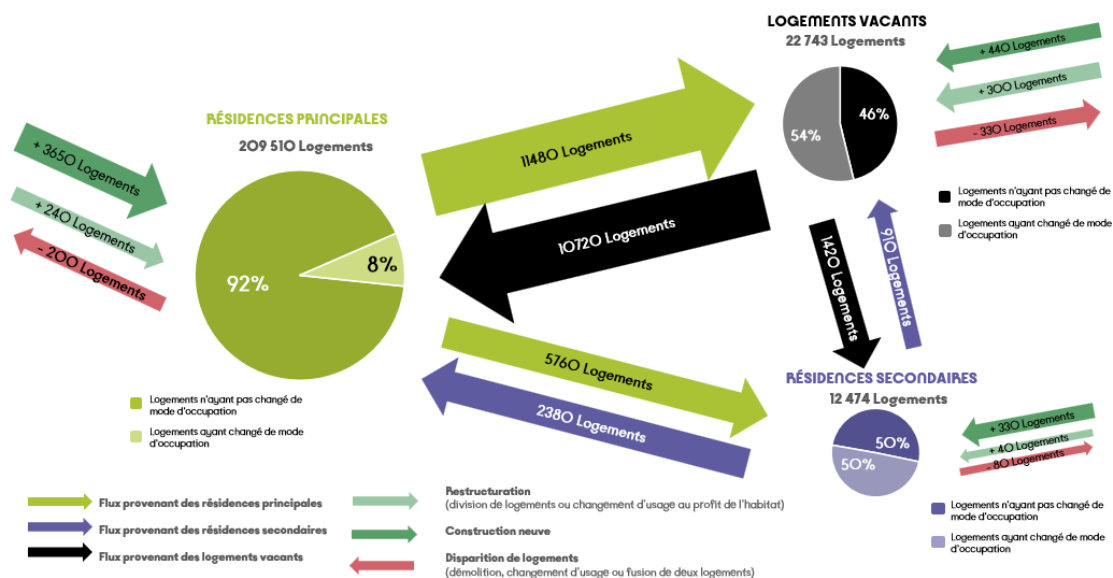
La structure et l'évolution du parc de logements entre 2019 et 2021 montre que la vacance augmente : à l'échelle du Grand Clermont, 11 480 résidences principales (RP) sont devenues des logements vacants, et 10 720 logements vacants sont devenus des RP. Sur la même période, 3 890 logements ont été produits (construction neuve et opérations de restructuration).

On note également une augmentation du nombre de résidences secondaires : 1 420 logements vacants sont devenus des résidences secondaires (RS), contre 910 logements qui deviennent vacants, et 370 nouvelles résidences secondaires (RS).

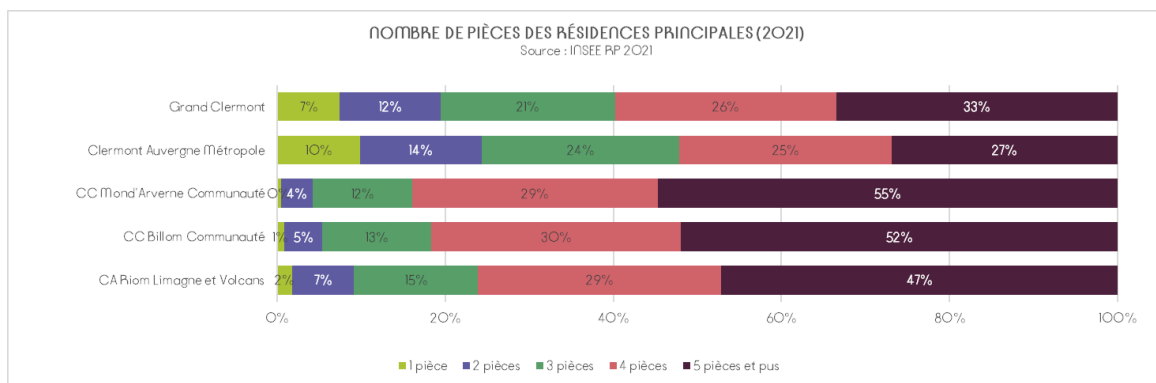
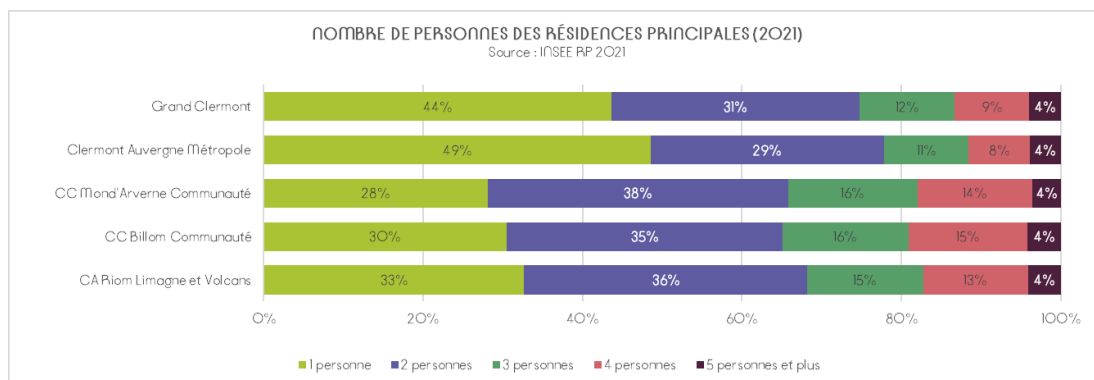
¹⁸ L'IRL ou Indice de référence des loyers est un indice qui permet de réévaluer une fois par an le coût d'un loyer d'un logement vide ou meublé avec un bail d'habitation. Cet indice paraît tous les trimestres. Il est publié par l'INSEE et correspond à la moyenne de l'évolution des prix à la consommation (hors tabac et loyers) sur les 12 derniers mois.

STRUCTURE ET ÉVOLUTION DU PARC DE LOGEMENT DU GRAND CLERMONT ENTRE 2019 ET 2021

Sources : Filocom 2021



Source : Filocom, 2021.



Sources : INSEE, RP, 2021.

Les logements de grande taille (4 pièces et plus) représentent près de 60 % des résidences principales, un parc qui ne correspond plus toujours à la composition des ménages. En effet, les ménages d'une seule personne constituent désormais 44 % de la population du Grand Clermont, tandis que ceux de 4 personnes ou plus ne représentent que 13 %. Or, les petits logements (une ou deux pièces) restent minoritaires, avec moins de 20 % du parc, tandis que les logements de 3 pièces en représentent 21 %.

La répartition des logements varie selon les territoires. Clermont Auvergne Métropole se distingue par une part plus élevée de logements de petite taille (24 % de studios et de deux pièces) et de logements intermédiaires (23 % de 3 pièces). A l'inverse, Mond'Arverne Communauté se caractérise par une forte proportion de grands logements, avec 55 % de logements de 5 pièces et plus et 29 % de 4 pièces. Sur Mond'Arverne et Billom Communauté, les studios sont très rares, représentant moins de 1 % des résidences principales.

Les dynamiques démographiques et sociétales influencent également la demande en logements. Sur la période 2014-2020, d'importants besoins émergent en raison du desserrement des ménages, lié notamment au vieillissement de la population, à l'évolution des modes de cohabitation et aux séparations. Sur le Grand Clermont, ce phénomène représente 35 % des besoins en logements, et même plus de 50 % sur les territoires de Riom Limagne et Volcans (RLV) et de Billom Communauté.

Un parc locatif social sous tension

Les logements conventionnés :

La demande locative sociale :

► *Evolution annuelle du nombre de demandes actives (hors mutations¹) sur les 3 dernières années :*

| Evolution annuelle du nombre de demandes actives Données du 15/03/2024 | | Année 2021 | Année 2022 | Année 2023 |
|---|--------------------|------------|------------|------------|
| Puy-de-Dôme | Nombre de demandes | 10 195 | 9 385 | 9 898 |
| | % département | 1,59 % | 1,41 % | 1,35 % |
| Billom Communauté | Nombre de demandes | 162 | 132 | 134 |
| | % département | 1,59 % | 1,41 % | 1,35 % |
| Clermont Auvergne Métropole | Nombre de demandes | 7 247 | 6 680 | 6 974 |
| | % département | 71,08 % | 71,18 % | 70,46 % |
| Mond'Arverne Communauté | Nombre de demandes | 305 | 241 | 288 |
| | % département | 2,99 % | 2,57 % | 2,91 % |
| Riom Limagne et Volcans | Nombre de demandes | 811 | 726 | 732 |
| | % département | 7,95 % | 7,74 % | 7,4 % |

¹ Les demandes hors mutation concernent des demandeurs souhaitant rejoindre le parc social.

Source : *Système national d'enregistrement (SNE) de la demande locative sociale* (source : <https://www.data.logement.gouv.fr/statistiques>).

► *Analyse des demandes satisfaites (hors mutations¹) pour l'année 2023 :*

| Année 2023 Données du 15/03/2024 | Nombre de demandes actives | Nombre de demandes satisfaites | Part |
|-------------------------------------|-------------------------------|-----------------------------------|--------|
| Puy-de-Dôme | 9898 | 2 959 | 29,9 % |
| Billom Communauté | 134 | 29 | 21,6 % |
| Clermont Auvergne Métropole | 6 974 | 2 110 | 30,3 % |
| Mond'Arverne Communauté | 288 | 61 | 21,2 % |

| | | | |
|-------------------------|-----|-----|--------|
| Riom Limagne et Volcans | 732 | 219 | 29,9 % |
|-------------------------|-----|-----|--------|

¹ Les demandes hors mutation concernent des demandeurs souhaitant rejoindre le parc social.

Source : *Système national d'enregistrement (SNE) de la demande locative sociale* (source : <https://www.data.logement.gouv.fr/statistiques>).

Sur l'ensemble du territoire du Grand Clermont, 8 128 demandes en logements sociaux publics ont été enregistrées en 2023 et 29,8 % des demandes en logements sociaux publics ont été satisfaites. Ce ratio correspond à ce qui est observé au niveau du département (29,9 %). En volume, la demande est plus forte sur les centralités urbaines de Clermont Auvergne Métropole et Riom Limagne et Volcans (forte densité de population et proximité des services, commerces, accessibilité des transports en communs, etc.). Pour autant, la tension sur le parc locatif social y est moindre que dans les intercommunalités plus rurales de Billom Communauté et Mond'Arverne Communauté, où à peine plus de deux demandes sur 10, hors mutations, ont été satisfaites, contre 3 demandes sur 10 dans les intercommunalités plus urbaines. L'année 2023 est marquée par une hausse du volume de demandes, notamment à Clermont Auvergne Métropole, lesquelles peinent à être satisfaites, le nombre de demandes satisfaites ayant diminué.

► *Analyse des demandes satisfaites par type de logement attribué (hors mutations) - situation en décembre 2023 :*

| Année 2023 Données du 15/04/24 | Demandes | Total | Chambre | T1 | T2 | T3 | T4 | T5 et + |
|-----------------------------------|-----------------------|-------|---------|-------|-------|-------|-------|---------|
| Puy-de-Dôme | En cours ² | 9 737 | 42 | 1 187 | 3 996 | 2 928 | 1 297 | 287 |
| | Satisfaites | 2 959 | - | 144 | 761 | 1 166 | 760 | 128 |
| Riom Limagne et Volcans | En cours ² | 722 | 2 | 63 | 257 | 270 | 100 | 30 |
| | Satisfaites | 219 | - | 8 | 43 | 81 | 77 | 10 |
| Billom Communauté | En cours ² | 133 | 1 | 12 | 48 | 45 | 22 | 5 |
| | Satisfaites | 29 | - | 0 | 5 | 13 | 9 | 2 |
| Mond'Arverne Communauté | En cours ² | 288 | 0 | 11 | 101 | 102 | 64 | 10 |
| | Satisfaites | 61 | - | 1 | 10 | 23 | 26 | 1 |
| Clermont Auvergne Métropole | En cours ² | 6 852 | 28 | 961 | 2 985 | 1 878 | 815 | 185 |
| | Satisfaites | 2 110 | - | 108 | 585 | 862 | 488 | 67 |

² Répartition des demandes en cours selon le type de logement recherché (situation en décembre 2023).

³ Analyse des demandes satisfaites par ancienneté (entre début janvier 2023 et fin décembre 2023).

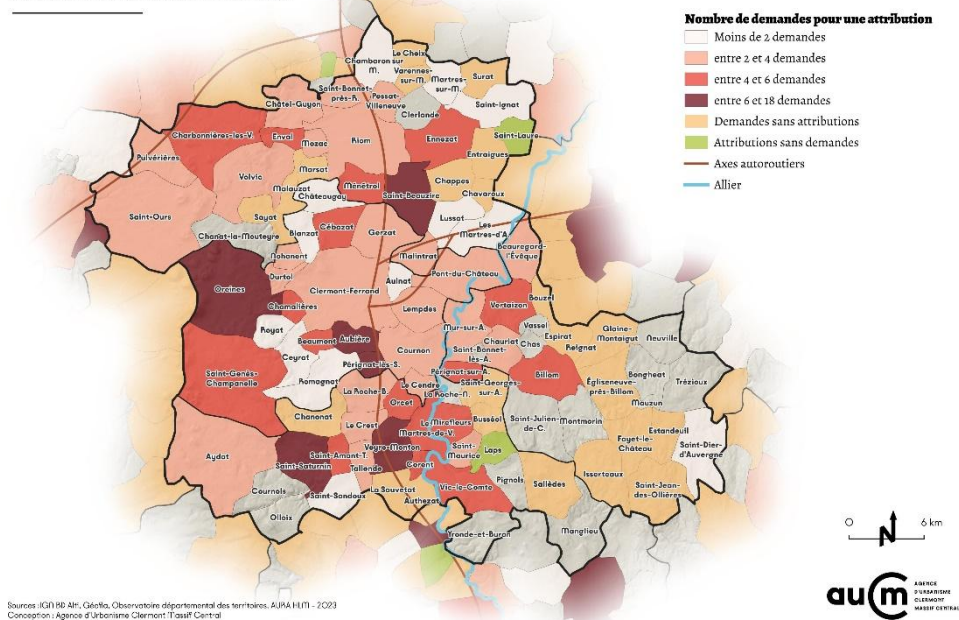
Source : *Système national d'enregistrement (SNE) de la demande locative sociale* (source : <https://www.data.logement.gouv.fr/statistiques>).

En moyenne, les demandes sont satisfaites au bout de 5-6 mois d'attente, hormis à Clermont Auvergne Métropole où le délai moyen d'attribution d'un logement est de 8 mois. Toutefois, environ 80 % des demandes de logement social ont été actives moins de 12 mois pour obtenir un logement social.

Ce sont les logements de deux pièces (42,4 %) et 3 pièces (28,7 %) qui sont le plus demandés. Moins d'une demande sur 5 est satisfaite pour les deux pièces. Les demandes de 3 pièces sont satisfaites à plus de 40 % sur l'ensemble du Grand Clermont, ce qui est vrai sur la métropole avec un taux de 46 % de demandes satisfaites

pour cette typologie, mais ne l'est pas sur les autres intercommunalités où moins d'une demande sur 3 est satisfaites (30 % à Riom Limagne et Volcans, 29 % à Billom Communauté et 23 % à Mond'Arverne). La demande est également non négligeable sur les logements composés d'une seule pièce, pour autant à peine plus d'une demande sur 10 est satisfaite pour cette typologie de logement (les T1 étant plus rares dans le parc social).

PRESSIION DE LA DEMANDE EN LOGEMENT SOCIAL EN 2023



Les logements locatifs des bailleurs sociaux :

Au 01/01/2022, le répertoire des logements locatifs des bailleurs sociaux (RPLS 2022) répertorie 38 905 logements locatifs sociaux sur le territoire du SCOT du Grand Clermont. Cela correspond à 18,8 % du nombre de résidences principales (source : INSEE, RP2020) et concerne au total 78 communes.

- Situation du parc locatif social dans le « cœur métropolitain » :

Le « cœur métropolitain » défini par le SCOT de 2011 est constitué de 17 communes. Celui-ci compte 35 448 logements locatifs sociaux. Par conséquent, l'offre locative sociale du « cœur métropolitain » se concentre essentiellement sur les communes citées dans le tableau ci-dessous, soit 91,1 % du parc social total du SCOT. Ce parc social est concentré sur les communes centres de Clermont-Ferrand et Riom.

► Parc locatif social dans le « cœur métropolitain » :

| Commune | Nombre LLS | % |
|-----------|------------|-------|
| Ménétrol | 56 | 0,2 % |
| Durtol | 112 | 0,3 % |
| Mozac | 168 | 0,5 % |
| Royat | 341 | 1 % |
| Ceyrat | 427 | 1,2 % |
| Le Cendre | 478 | 1,3 % |
| Aulnat | 700 | 2 % |

| | | |
|--------------------------------|---------------|--------------|
| Romagnat | 722 | 2 % |
| Cébazat | 731 | 2,1 % |
| Lempdes | 878 | 2,5 % |
| Beaumont | 895 | 2,5 % |
| Chamalières | 927 | 2,6 % |
| Gerzat | 1 019 | 2,9 % |
| Aubière | 1 338 | 3,8 % |
| Riom | 1 905 | 5,4 % |
| Cournon-d'Auvergne | 2 126 | 6 % |
| Clermont-Ferrand | 22 625 | 63,8 % |
| « Coeur métropolitain » | 35 448 | 100 % |

Source : Porter à connaissance de l'Etat dans le cadre de la révision du SCOT du Grand Clermont.

Dans le parc social, les proportions de logements de deux, 3 et 4 pièces sont supérieures à celles des résidences principales (INSEE, 2020 : 15,1 % de T2, 24 % de T3 et 25,2 % de T4). La comparaison est faite à l'échelle du « cœur métropolitain ». La typologie des LLS de 3 pièces est la plus représentée. Les grands logements sont peu présents : 7,6 % de 5 pièces et plus contre 25,5 % pour les résidences principales.

La production récente de LLS (1 839 logements entre 2018 et 2021) est marquée par une augmentation des T2 et T3 (33 % et 42,5 %) et une diminution des grands logements de 4 pièces et plus (22,6 %). La proportion des T1 est très faible (2 %) depuis 2018.

- Situation du parc locatif social dans les communes « pôles de vie » :

Le SCOT de 2011 définit 7 communes comme des « pôles de vie ». Les « pôles de vie » disposent de 1 762 logements locatifs sociaux. Par conséquent, l'offre locative sociale des « pôles de vie » se concentre sur les communes citées dans le tableau ci-dessous, soit 4,5 % du parc social total du SCOT.

► *Parc locatif social dans les « pôles de vie » :*

| | Nombre LLS | % |
|--|------------|--------|
| Billom | 178 | 10,1 % |
| Ennezat | 125 | 7,1 % |
| Les Martres-de-Veyre | 104 | 5,9 % |
| Pont-du-Château | 975 | 55,3 % |
| Saint-Amant-Tallende / Tallende / Saint-Saturnin | 74 | 4,2 % |
| Vic-le-Comte | 226 | 12,8 % |
| Volvic | 80 | 4,5 % |

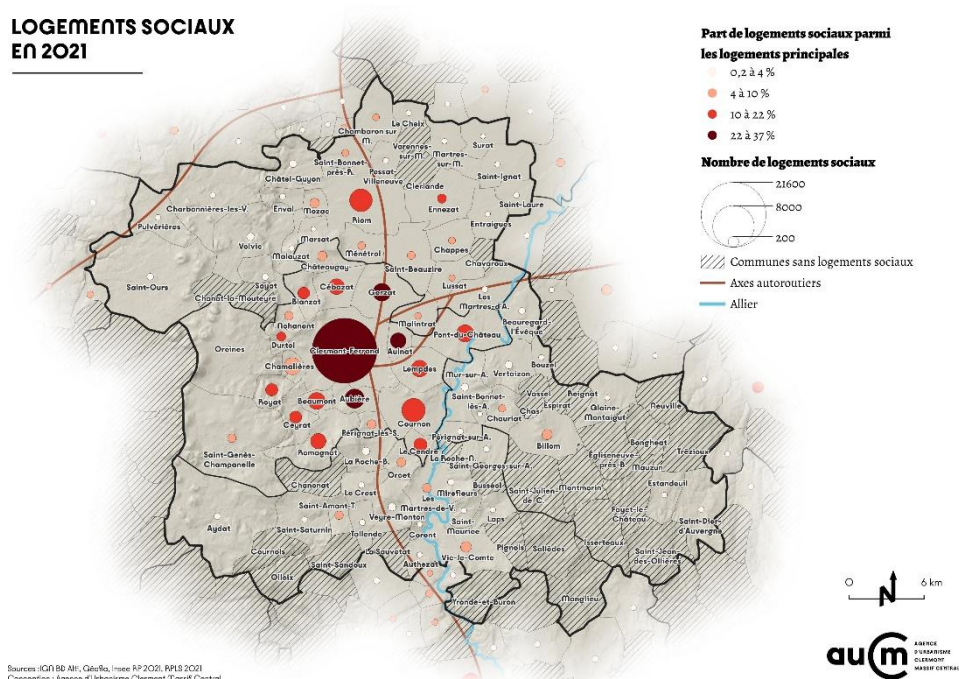
| | | |
|------------------|-------|-------|
| « Pôles de vie » | 1 762 | 100 % |
|------------------|-------|-------|

Source : Porter à connaissance de l'Etat dans le cadre de la révision du SCOT du Grand Clermont.

Les LLS de 3 ou 4 pièces regroupent 76,7 % de l'ensemble du parc social. Cela signifie que les logements d'une ou deux pièces sont moins nombreux en proportion (2,1 % et 16,1 %), toutefois leurs parts sont supérieures à celles des résidences principales (0,8 % et 5,5 %). Très peu de grands LLS : 5,1 % contre 46,8 % de résidences principales de même composition.

La production récente de LLS (332 logements entre 2018 et 2021) est marquée par une augmentation importante des T4 (44,6 %) et une diminution générale de l'ensemble des typologies. Ainsi, depuis 2018, la proportion des T1 chute à 1,2 %, les T2 à 15,4 %, les T3 à 36,7 % et les T5 à 2,1 %.

La comparaison entre les époques de construction du parc locatif social et les résidences principales fait apparaître un parc social plutôt récent : 40,5 % des LLS ont été construit entre 1991 et 2017.



Les communes de la métropole (première couronne clermontoise principalement) présentent les taux de logement social le plus important, particulièrement à Clermont, Aubière, Aulnat et Gerzat (de 22 à 37 %), ainsi que Riom et Ennezat au nord du territoire (de 10 à 22 %).

Le parc locatif social privé :

Le parc social comprend également les logements du parc privé conventionnés, soit :

- Le logement fait l'objet d'une convention entre le propriétaire¹ et l'Agence nationale de l'habitat (conventionnement Anah avec ou sans travaux).
- Le logement fait l'objet d'une convention APL (Aide personnalisée au logement) entre le propriétaire¹ et l'Etat (Préfecture du Puy-de-Dôme).

► *Le parc locatif privé :*

| | Logements foyers pour personnes âgées | Résidences sociales | Logements |
|------------------------------------|---------------------------------------|---------------------|--------------|
| Billom Communauté | - | - | 62 |
| <i>Dont Billom</i> | - | - | 34 |
| Clermont Auvergne Métropole | 505 | 58 | 708 |
| <i>Dont Clermont-Ferrand</i> | 248 | 58 | 422 |
| Mond'Arverne Communauté | - | - | 78 |
| <i>Dont Saint-Amant-Tallende</i> | - | - | 22 |
| Riom Limagne et Volcans | - | - | 472 |
| <i>Dont Riom</i> | - | - | 345 |
| SCOT Grand Clermont | 505 | 58 | 1 320 |

¹ Bailleurs privés, communes et toutes collectivités locales, associations, entreprises commerciales, etc.

² Nombre de chambres dans un foyer jeunes travailleurs.

Source : application ECOLO Web (Exploitation informatisée des conventions et des loyers).

L'application ECOLO Web est destinée à gérer le stock des conventions APL « actives » et instruire le flux des nouvelles conventions APL. Le conventionnement à l'APL concerne tous les bailleurs, quel que soit leur statut : les organismes HLM, les SEM, les autres bailleurs (dont les bailleurs privés).

Au regard de ces chiffres, nous pouvons relever d'importantes disparités territoriales en matière d'offre et d'accès au logement social. En effet, l'offre en logements sociaux est concentrée sur le territoire de la métropole (à Clermont, Aulnat, Cournon, Gerzat, etc.) et à Riom. Ces communes présentent souvent une part de logements sociaux importante.

Le taux de logement social progresse dans la majorité des communes de Clermont Auvergne Métropole, mais les objectifs réglementaires ne sont pas toujours atteints : 15 communes sont soumises aux obligations de production de logement social, dont 7 sont déficitaires : Beaumont, Blanzat, Ceyrat, Chamalières, Pont-du-Château, Romagnat et Royat (PLH 3). Depuis 2023, seules 5 communes sont déficitaires. Romagnat et Blanzat ont depuis dépassé les 20 % de LLS. Un rééquilibrage territorial de l'offre est en cours sur la métropole.

Article 55 de la loi Solidarité et renouvellement urbain (SRU) :

Sur le Grand Clermont, 19 communes sont soumises aux obligations de production de logement social : Aubière, Aulnat, Beaumont, Blanzat, Cébazat, Le Cendre, Ceyrat, Chamalières, Clermont-Ferrand, Cournon-d'Auvergne, Gerzat, Lempdes, Pont-du-Château, Romagnat, Royat, Châtel-Guyon, Mozac, Riom et Volvic.

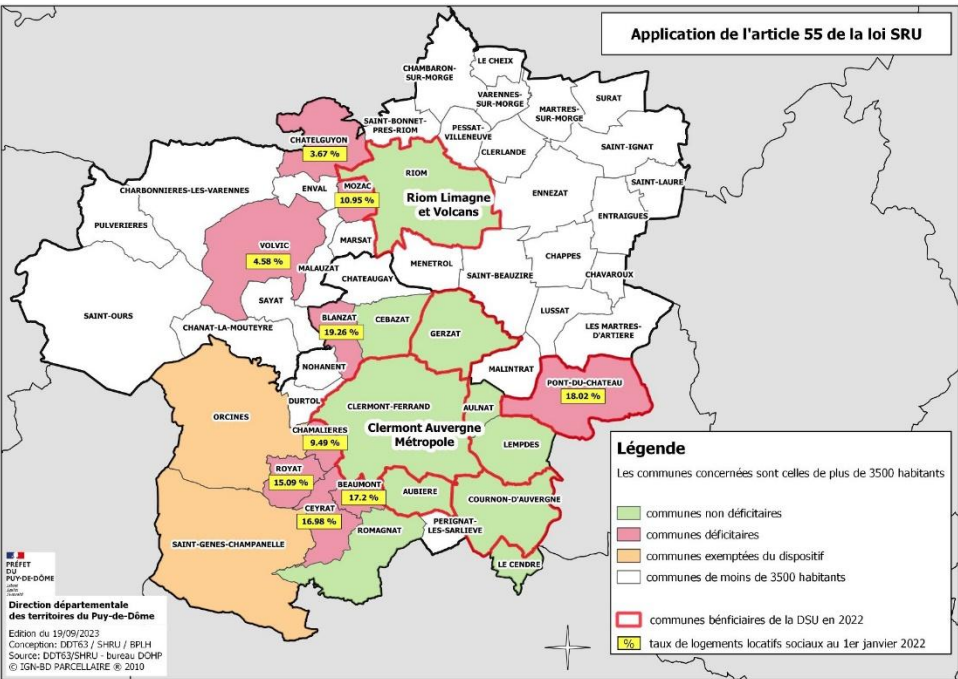
7 communes sont déficitaires au titre de la loi SRU : Beaumont (19,39 %), Ceyrat (17,85 %), Chamalières (10,69 %), Royat (16,85 %), Châtel-Guyon (4,34 %), Mozac (12,84 %) et Volvic (9,60 %) ; avec le cas particulier de la commune de Châtel-Guyon identifiée comme commune périurbaine dans le SCOT et qui prévoit un nombre de

logements dans le PLH 2019/2025 en inadéquation avec les objectifs de la loi SRU. Le futur SCOT devra permettre l’application de la loi SRU qui s’impose au PLH.

Malgré l’imposition d’un pourcentage minimum de logements sociaux dans leur parc de résidences principales, les communes d’Orcines et de Saint-Genès-Champagnelle sont exemptées du dispositif (liste des communes fixée par Décret n° 2023-601 du 13/07/2023). Ces communes sont situées en zone rurale. Cette exception perdurera jusqu’en 2025 au motif de leur isolement ou de leur faible attractivité (activités économiques, sociales et commerciales).

La commune de Volvic, auparavant exemptée de l’application de la loi SRU, intègre pour la période triennale 2023-2025 la liste des communes déficitaires. Elle est par conséquent soumise à l’obligation de disposer d'un nombre minimum de logements sociaux, proportionnel à son parc résidentiel, fixé à 20 % de logements sociaux.

Des objectifs de construction ont été fixés afin d'atteindre un taux cible de 20 % pour le prochain triennal 2023-2025. Les objectifs triennaux ont été notifiés par le Préfet à toutes les communes concernées. Pour la période triennale 2023-2025.



► Objectifs fixés pour atteindre le taux de 20 % de logements sociaux pour la période triennale 2023-2025 :

| | Nombre de logements locatifs sociaux (LLS) manquants pour atteindre 20 % des résidences principales (RP) | Période triennale 2023-2025 | |
|-------------|--|-----------------------------|---------------------|
| | | Taux de rattrapage | Nombre de logements |
| Beaumont | 158 | 50 % | 79 |
| Blanzat | 13 | 100 % | 13 |
| Chamalières | 1 131 | 33 % | 373 |
| Ceyrat | 90 | 50 % | 45 |

| | | | |
|-----------------|-----|-------|-----|
| Pont-du-Château | 105 | 100 % | 105 |
| Royat | 126 | 33 % | 41 |
| Châtel-Guyon | 534 | 25 % | 134 |
| Mozac | 154 | 25 % | 38 |
| Volvic | 319 | 15 % | 48 |

Les communes de Beaumont, Ceyrat, Chamalières et Châtel-Guyon n'ont pas rempli leurs objectifs triennaux 2019-2022.

Le SCOT devra par ailleurs prendre en compte les prochains objectifs triennaux pour la période 2026-2028 et plus largement les obligations de rattrapage imposées par la loi SRU.

Les communes concernées par les obligations de la loi SRU rencontrent cependant des difficultés croissantes à atteindre les objectifs fixés, dans un contexte économique marqué par la hausse des coûts de construction, la raréfaction du foncier mobilisable, et des tensions sur les budgets communaux. Ces objectifs ne prennent pas toujours en compte les spécificités locales : certaines communes sont à forte vocation touristique, avec une part importante de logements saisonniers, tandis que d'autres font face à des contraintes financières importantes, rendant le versement des pénalités SRU particulièrement contraignant.

Par ailleurs, les pénalités SRU prélevées par l'Etat ne reviennent pas nécessairement en totalité sur les territoires concernés. Une partie peut être redéployée via l'attribution des aides à la pierre gérées par Clermont Auvergne Métropole, autorité délégataire, tandis qu'une autre part peut transiter via l'Etablissement public foncier (EPF) Auvergne pour des opérations d'acquisition ou de recyclage foncier. Cette affectation partielle limite les capacités des intercommunalités à agir directement là où les besoins sont identifiés, alors même qu'elles portent la compétence et les politiques de l'habitat à l'échelle locale.

Le Contrat de mixité sociale (CMS) vise à faciliter le comblement du déficit entre l'offre et la demande de logement locatif social dans les communes déficitaires au titre de l'article 55 de la loi SRU. Le Ministère a incité les communes déficitaires, et plus particulièrement les communes carencées, à établir des CMS, cosignés entre les communes et l'Etat et éventuellement les bailleurs, les EPCI, les Etablissements publics fonciers (EPF) de secteur et le Conseil départemental.

La signature d'un CMS permet, pour les communes qui en établissent un, en contrepartie de la prise d'un certain nombre d'engagements concrets pour produire des logements sociaux, de voir leurs objectifs triennaux abaissés de 33 % à 25 % pour les CMS abaissants.

4 communes sont engagées dans la démarche d'un Contrat de mixité sociale (CMS) :

- Chamalières : CMS « abaissant » signé le 27/09/2024
- Châtel-Guyon : CMS « sans aménagement » signé le 06/08/2024
- Royat : CMS « sans aménagement » signé le 20/12/2023
- Ceyrat : CMS « sans aménagement » signature prévue courant 2025

Un parc ancien énergivore, confronté à des besoins d'amélioration et d'adaptation

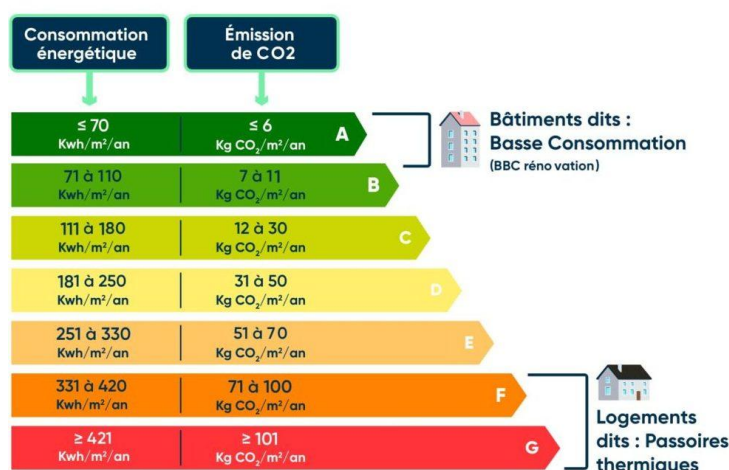
Passoires thermiques et précarité énergétique :

Le territoire du Grand Clermont doit faire face à d'importants enjeux en matière d'amélioration de la qualité et du confort des logements. Une partie importante du parc de logements est ancienne et énergivore : il s'agit en particulier des grands pavillons construits avant les premières réglementations thermiques.

Les franges ouest et sud-est du Grand Clermont concentrent la majeure partie des passoires thermiques : la carte ci-dessous indique qu'une importante part des logements avec des DPE classés F ou G est située dans les communes de la Chaîne des puys (de Charbonnières-les-Varennes à Olloix) et sur le territoire de Billom Communauté.

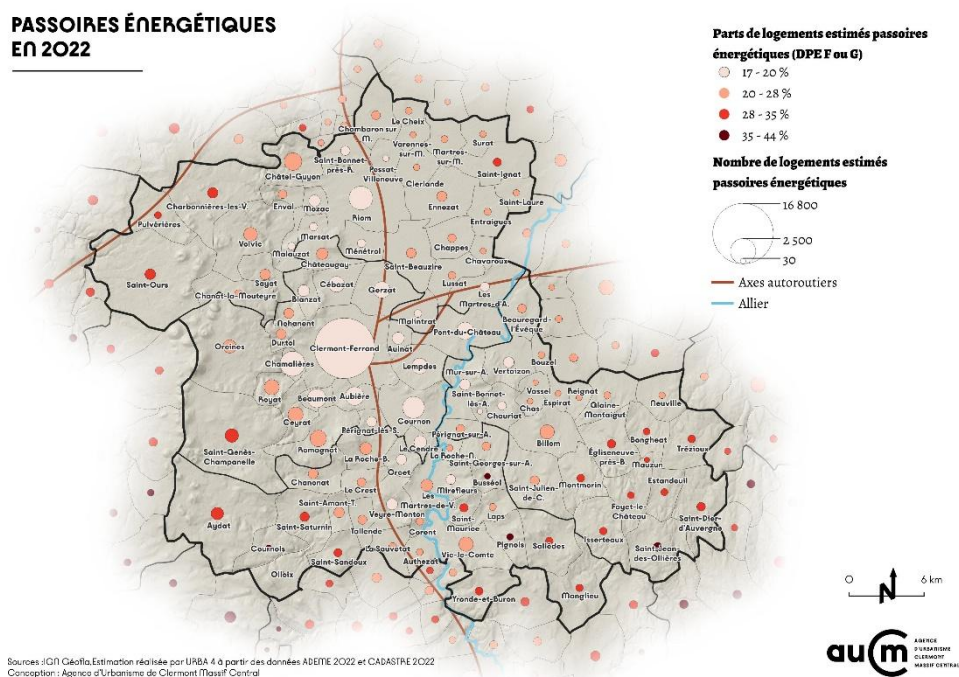
Sont considérés comme des passoires thermiques les logements dont le Diagnostic de performance énergétique (DPE) est médiocre (E, F et G). La loi dite Climat et résilience prévoit l'interdiction de mise en location des logements classés F en 2025, G en 2028 et E en 2034. Depuis janvier 2023, les logements dont la consommation est supérieure à 450 kwh/m²/an sont interdits à la location.

► *Classification énergétique des logements en France (DPE) :*



Sources : Ministère de la Transition écologique, ADEME.

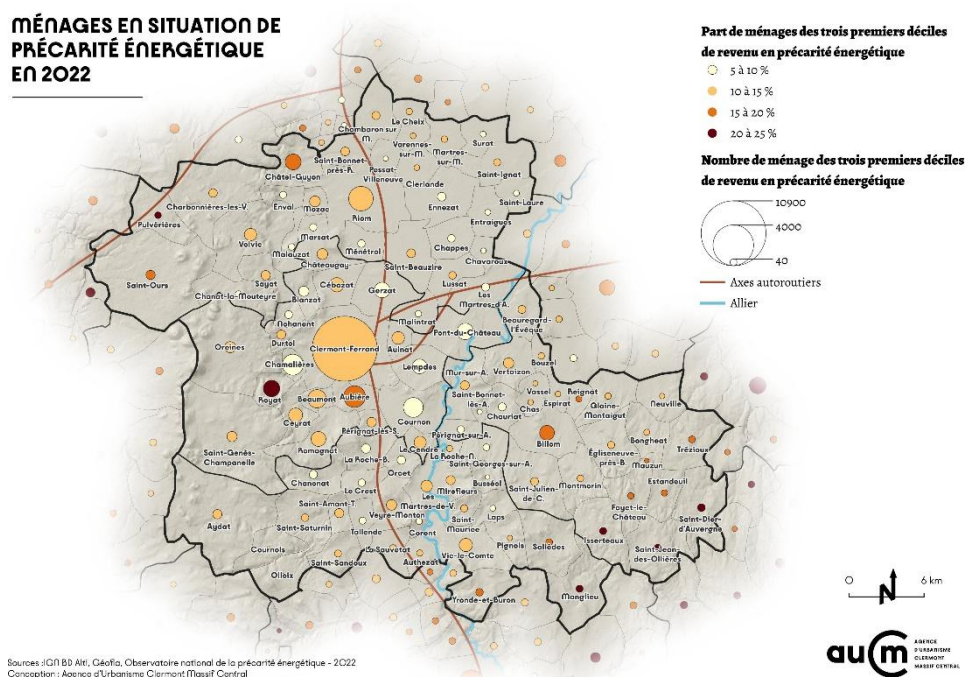
**PASSOIRES ÉNERGÉTIQUES
EN 2022**



Bien que moins concernées, les communes de Clermont et Riom et leur première couronne comptent en moyenne entre 17 % et 20 % de logements classés F ou G, principalement dans les centres-bourgs, mais aussi dans les quartiers aménagés au début-milieu du XXe siècle.

Cette situation a des conséquences sur le marché locatif avec des loyers bloqués depuis août 2022 et le retrait progressif des logements classés F et G de la location (interdiction de louer à compter du 01/01/25 pour la classe G et du 01/01/28 pour la classe F).

Nous pouvons également noter des situations de précarité énergétique ou d'indécence qu'il convient d'enrayer. En 2021, encore 13 % des ménages se trouvent en situation de précarité énergétique logement dans le Grand Clermont. Concernant les signalements de logements potentiellement indécents, leur part continue d'augmenter depuis deux ans passant d'environ 120 signalements en 2021 à près de 190 signalements en 2023¹⁹.



Le parc privé potentiellement indigne :

Les données présentées ci-dessous (2017) indiquent les taux de logements privés potentiellement indignes (PPPI) pour les communes du « cœur métropolitain » et des « pôles de vie » (données fournies à titre indicatif en raison d'une parution de données PPPI 2019) :

► Données 2017 sur le parc privé potentiellement indigne :

| Cœur métropolitain | Résidences principales parc privé (RPPP) | PPPI 2017 | Part PPPI/RPPP |
|--------------------|--|-----------|----------------|
| Aubière | 4 731 | 118 | 2,49 % |
| Aulnat | 1 229 | 57 | 4,64 % |
| Beaumont | 5 001 | 70 | 1,40 % |
| Cébazat | 3 068 | 71 | 2,31 % |
| Ceyrat | 2 573 | 44 | 1,71 % |
| Chamalières | 9 828 | 135 | 1,37 % |
| Clermont-Ferrand | 58 906 | 1 896 | 3,22 % |

¹⁹ Source : données GEODIP-ONPE 2021.

| | | | |
|--------------------|-------|-----|--------|
| Cournon-d'Auvergne | 7 373 | 33 | 0,45 % |
| Durtol | 785 | 26 | 3,31 % |
| Gerzat | 3 686 | 63 | 1,71 % |
| Le Cendre | 2 078 | 15 | 0,72 % |
| Lempdes | 3 058 | 18 | 0,59 % |
| Ménétrol | 675 | s | s |
| Mozac | 1 564 | 24 | 1,53 % |
| Riom | 7 436 | 345 | 4,64 % |
| Romagnat | 3 089 | 51 | 1,65 % |
| Royat | 2 297 | 133 | 5,79 % |

| Pôles de vie | Résidences principales parc privé (RPPP) | PPPI 2017 | Part PPPI/RPPP |
|----------------------|--|-----------|----------------|
| Billom | 1 979 | 92 | 4,65 % |
| Ennezat | 874 | 12 | 1,37 % |
| Les Martres-de-Veyre | 1 687 | 48 | 2,85 % |
| Pont-du-Château | 4 209 | 61 | 1,45 % |
| Saint-Amant-Tallende | 697 | 22 | 3,16 % |
| Vic-le-Comte | 2 128 | 59 | 2,77 % |
| Volvic | 1 874 | 82 | 4,38 % |

NB : la mention « s » indique que les données sont secrétisées.

Source : MTE, Filocom 2019 d'après la DGFIP, traitement PPPI Anah.

► Données 2019 sur le parc privé potentiellement indigne :

| EPCI | Résidences principales parc privé (RPPP) | PPPI 2019 | Part PPPI/RPPP |
|-----------------------------|--|-----------|----------------|
| CA Riom Limagne et Volcans | 27 667 | 832 | 3,01 % |
| CC Billom Communauté | s | s | 0 |
| CC Mond'Arverne Communauté | 17 108 | s | 0 |
| Clermont Auvergne Métropole | 120 883 | 2 921 | 2,42 % |

| Coeur métropolitain | Résidences principales parc privé (RPPP) | PPPI 2019 | Part PPPI/RPPP |
|---------------------|--|-----------|----------------|
| Aubière | 5 075 | s | 0 |
| Aulnat | 1 272 | 56 | 4,40 % |
| Beaumont | 5 004 | s | 0 |
| Cébazat | 3 104 | 69 | 2,22 % |
| Ceyrat | 2 599 | 49 | 1,89 % |
| Chamalières | 9 854 | 112 | 1,14 % |
| Clermont-Ferrand | 59 333 | 1 906 | 3,21 % |
| Cournon-d'Auvergne | 7 537 | 41 | 0,54 % |
| Durtol | s | s | 0 |
| Gerzat | 3 667 | s | 0 |
| Le Cendre | s | s | 0 |
| Lempdes | 3 194 | s | 0 |
| Romagnat | 3 099 | 56 | 1,81 % |
| Royat | 2 307 | 127 | 5,50 % |
| Ménérol | s | s | 0 |
| Mozac | s | s | 0 |
| Riom | 7 505 | 341 | 4,54 % |

| Pôles de vie | Résidences principales parc privé (RPPP) | PPPI 2019 | Part PPPI/RPPP |
|----------------------|--|-----------|----------------|
| Billom | s | 110 | 0 |
| Ennezat | 930 | s | 0 |
| Les Martres-de-Veyre | s | 40 | 0 |
| Pont-du-Château | 4 361 | 50 | 1,15 % |
| Saint-Amant-Tallende | s | s | 0 |
| Vic-le-Comte | 2 148 | s | 0 |
| Volvic | s | 76 | 0 |

NB : la mention « s » indique que les données sont secrétisées.

Source : MTE - Filocom 2017 d'après la DGFIP, traitement PPPI Anah.

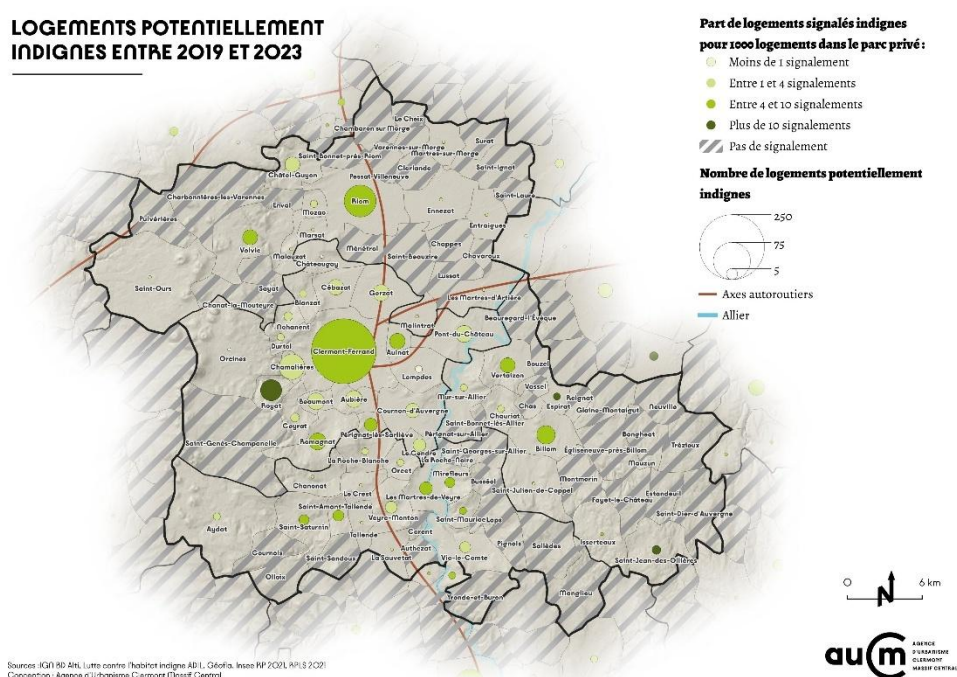
Le taux de logements du Parc privé potentiellement indignes (PPPI) sur le territoire est hétéroclite et de nombreuses communes ont des taux secrétisés : 3 communes du « cœur métropolitain » ont des taux très élevés au regard du taux de PPPI du département qui est de 4 % de l'ensemble des résidences principales. Pour les communes « pôles de vie », seule la commune de Pont-du-Château affiche un taux de PPPI, qui est inférieur au taux de PPPI départemental.

Un nombre de copropriétés fragiles²⁰ significatif :

Une démarche conjointe de l'Anah et de la DGALN (Direction générale de l'aménagement, du logement et de la nature) a rendu possible la mise en place d'un outil statistique qui permet la détection des copropriétés fragiles, l'estimation et la localisation des copropriétés présentant un potentiel de fragilité (situation socio-économique des habitants, état du bâti, etc.). Chaque copropriété obtient une note moyenne globale qui permet son classement, en 4 classes²¹ : A, B, C et D - du plus faible au plus fort potentiel de fragilité, ce qui permet de repérer les secteurs concentrant des copropriétés potentiellement fragiles.

Le territoire du Grand Clermont comprend un total de 4 866 copropriétés privées. Au regard des données Filocom 2019, il ressort sur ce territoire 3 246 copropriétés considérées comme potentiellement fragiles (66,7 % du nombre total de copropriétés). 624 d'entre elles sont classées en classe D (potentiellement fragiles), 769 sont de classe C (potentiellement vulnérables) et 624 de classe B (classe à surveiller). Clermont Auvergne Métropole concentre une part très importante des copropriétés en difficulté. Les données liées à Billom Communauté ne sont pas publiées (soumises au secret statistique).

LOGEMENTS POTENTIELLEMENT INDIGNES ENTRE 2019 ET 2023



Le logement étudiant sur le Grand Clermont : une offre publique suffisante, mais des difficultés d'accès au parc privé pour les étudiants les plus précaires

Les enjeux en matière de logement étudiant en France sont les suivants²² :

- Un coût du logement très élevé, représentant en moyenne 55 % du budget étudiant, atteignant jusqu'à 70 % dans les grandes métropoles, ce qui fragilise fortement l'autonomie des étudiants.
- Une offre publique largement insuffisante : seuls 175 000 logements CROUS pour 2,8 millions d'étudiants, ce qui conduit à une forte dépendance au marché privé.
- Des inégalités territoriales importantes : les grandes villes concentrent l'offre, laissant de nombreux territoires sans solutions adaptées.

²⁰ Une copropriété est l'organisation d'un immeuble bâti (ou groupe d'immeubles) dont la propriété est répartie entre plusieurs personnes, par lots comprenant chacun une partie privative et une quote-part des parties communes. Elle se trouve en difficulté quand le syndicat des copropriétaires voit son équilibre financier compromis en raison du montant des charges impayées. Elle est également en difficulté lorsque le même syndicat ne peut plus pourvoir à la conservation de l'immeuble, faute de réaliser des travaux.

²¹ A : classe non concernée, B : classe à surveiller, C : classe potentiellement vulnérable, D : classe potentiellement fragile.

²² Source : Bien loger les étudiants, une clé de leur émancipation, Fondation Jean-Jaurès, 2023.

- Un marché privé inadapté : logements chers, parfois indécents, souvent inaccessibles sans garanties solides ou aides parentales.
- Une mobilité étudiante croissante, liée aux stages, alternances, échanges universitaires, mal prise en compte dans l'organisation de l'offre.
- Des étudiants de plus en plus précaires, notamment ceux issus de milieux populaires, exposés à la discrimination et au mal-logement.
- Des parcours résidentiels discontinus, avec des étudiants contraints de déménager chaque année selon leurs affectations, faute de solutions durables.
- Une gouvernance fragmentée : manque de coordination entre les acteurs publics (Etat, collectivités, CROUS, bailleurs) et absence de stratégie globale.

Le territoire du Grand Clermont accueille une population étudiante significative, dont les effectifs ont progressé de 13 % entre les rentrées 2015-2016 et 2023-2024. Toutefois, une inflexion s'observe depuis deux à trois ans, avec une tendance à la baisse qui pourrait s'accroître à l'horizon 2040, notamment en lien avec la baisse de la natalité. Sur le plan du logement, le territoire se distingue positivement : le CROUS Auvergne parvient actuellement à loger l'ensemble des étudiants boursiers demandeurs, ce qui reste une exception en comparaison avec des territoires plus tendus comme Lyon, où seuls les étudiants des échelons de bourse les plus élevés obtiennent un logement.

► *Nombre d'étudiants sur le Grand Clermont et évolution entre 2015 et 2024 :*

| Communes | Nombre total d'étudiants inscrits (hors double compte) | | Evolution 2015-2016 / 2023-2024 |
|---|--|---------------|---------------------------------|
| | 2023-2024 | 2015-2016 | |
| Aubière | 9 997 | 8 433 | 18,5 % |
| Chamalières | 2 076 | 1 772 | 17,2 % |
| Clermont-Ferrand | 29 104 | 26 250 | 10,9 % |
| Cournon-d'Auvergne | 192 | 134 | 43,3 % |
| Lempdes | 631 | 524 | 20,4 % |
| Pont-du-Château | 62 | 43 | 44,2 % |
| Riom | 269 | 269 | 0,0 % |
| Ensemble Grand Clermont²³ | 42 331 | 37 425 | 13,1 % |

Source : *Ministère de l'Enseignement supérieur et de la recherche.*

Néanmoins, les enjeux portent principalement sur les étudiants aux ressources modestes qui ne sont pas logés en résidence CROUS et doivent se tourner vers le marché privé. Si ce dernier reste relativement accessible à l'échelle de la métropole (cf. données de l'OLL), il est soumis à des tensions croissantes. D'une part, on observe une forte progression des résidences étudiantes privées, y compris hors métropole, proposant des logements avec des loyers élevés, souvent inadaptés au budget de la majorité des étudiants. D'autre part, la crise actuelle du logement en France pourrait aggraver les difficultés d'accès au parc privé : raréfaction de l'offre locative liée à la hausse des taux d'intérêt (qui freine la mobilité résidentielle), interdiction de location des logements très

²³ Concernant la baisse des effectifs étudiants, celle-ci s'observe notamment depuis deux ans, puisqu'il y avait 44 565 étudiants sur le Grand Clermont à la rentrée 2021-2022, 43 270 à la rentrée 2022-2023 et 42 331 à la rentrée 2023-2024.

énergivores (notamment les passoires thermiques de classe G, interdites depuis le 01/01/2025), et augmentation générale des loyers.

Enfin, des interrogations récurrentes émergent chez les partenaires du territoire concernant les conditions de logement des étudiants étrangers et des apprentis, deux publics pour lesquels il existe peu de données consolidées à ce jour. Ces profils, souvent plus précaires ou moins intégrés dans les dispositifs classiques, constituent des angles morts à approfondir dans le cadre de l'Observation territoriale du logement des étudiants (OTLE).

Le marché locatif privé du Grand Clermont présente un loyer médian de 9,5 €/m², ce qui reste relativement accessible au regard des autres territoires français, notamment selon les données du réseau des Observatoires locaux des loyers (OLL). Toutefois, ce chiffre masque de fortes disparités, notamment une mise sous tension récente du marché, avec une augmentation des loyers supérieure à l'Indice de référence des loyers (IRL) sur les deux dernières années. Les quartiers centraux de Clermont-Ferrand, ainsi qu'à Aubière, Chamalières et Beaumont, concentrent des loyers plus élevés, en lien avec une forte proportion de petits logements (souvent des T1), une population locataire mobile (étudiants, jeunes actifs, personnes seules), et une proximité accrue aux commerces, services et établissements d'enseignement supérieur.

Les logements d'une pièce affichent les loyers au m² les plus élevés, en particulier dans les centres historiques de Clermont-Ferrand, Chamalières et Beaumont (zone 1), où les rotations sont les plus fortes (38 % de relocalisation annuelle), souvent portées par les étudiants. Le parc récent, notamment celui construit entre 1991 et 2005, est particulièrement attractif, avec des niveaux de loyers parmi les plus élevés. Les nouveaux locataires paient en moyenne 9 % de plus que les locataires en place, illustrant un effet de marché défavorable aux entrants. Depuis 2015, on observe aussi une forte progression des locations meublées, dont les loyers sont en moyenne 1,6 fois plus élevés que les locations vides. Malgré ces tensions, le parc locatif privé joue un rôle non négligeable dans l'accueil de ménages modestes, notamment lorsque les loyers se rapprochent de ceux du parc social. Cette situation souligne à la fois la pression croissante sur le logement étudiant et la nécessité d'anticiper une offre locative adaptée, accessible et bien répartie sur le territoire²⁴.

Les objectifs fixés par les Programmes locaux de l'habitat (PLH) en vigueur

Le PLH est un document stratégique d'orientation, de programmation, de mise en œuvre et de suivi de la politique de l'habitat à l'échelle intercommunale (parc public et privé, gestion du parc existant et des constructions nouvelles, populations spécifiques). L'élaboration d'un PLH est obligatoire pour :

- Les Métropoles.
- Les Communautés urbaines.
- Les Communautés d'agglomération.
- Les Communautés de communes compétentes en matière d'habitat de plus de 30 000 habitants comprenant au moins une commune de plus de 10 000 habitants.

L'élaboration d'un PLH est obligatoire pour Clermont Auvergne Métropole et la Communauté d'agglomération Riom Limagne et Volcans. Le PLH de la Communauté de communes Mond'Arverne Communauté est issu d'une démarche volontaire, tout comme celui de la Communauté de communes Billom Communauté qui a intégré un volet habitat valant PLH dans son Plan local d'urbanisme intercommunal (PLUi).

Le PLUi valant PLH de Billom Communauté (PLUi-H) :

Le PLUi valant PLH de Billom Communauté a été approuvé le 21/10/2019. Le besoin en logements est estimé à 140 nouveaux logements par an d'ici 2030 et l'objectif est de conforter la commune de Billom comme pôle de vie. La programmation des logements est envisagée sur une durée de 12 ans (durée du PLUi-H).

Le Programme d'orientations et d'action (POA) qui représente le volet habitat du PLUi est dimensionné pour une durée de 6 années, correspondant à sa durée de validité, soit les années 2019 à 2025.

²⁴ Source : Observatoire local des loyers (OLL), 2023.

Ventilation de l'objectif de production entre communes d'ici 2030 :

| Communes | Objectif de production 2018-2030 | Dont LLS | Part LLS |
|--------------------------|-------------------------------------|------------|----------|
| Beauregard-l'Evêque | 80 | - | - |
| Billom | 550 | 83 | 15 % |
| Bongheat | 26 | - | - |
| Bouzel | 43 | - | - |
| Chas | 23 | - | - |
| Chauriat | 98 | - | - |
| Egliseneuve-près- Billom | 52 | - | - |
| Espirat | 20 | - | - |
| Estandeuil | 25 | - | - |
| Fayet-le-Château | 24 | - | - |
| Glaine-Montaigut | 33 | - | - |
| Isserteaux | 26 | - | - |
| Mauzun | 8 | - | - |
| Mur-sur-Allier | 207 | 31 | 15 % |
| Montmorin | 43 | - | - |
| Neuville | 24 | - | - |
| Pérignat-sur-Allier | 92 | 14 | 15 % |
| Reignat | 22 | - | - |
| Saint-Bonnet-lès-Allier | 26 | - | - |
| Saint-Dier-d'Auvergne | 40 | 6 | 15 % |
| Saint-Jean-des- Ollières | 28 | - | - |
| Saint-Julien-de-Coppel | 77 | - | - |
| Trézioux | 32 | - | - |
| Vassel | 16 | - | - |
| Vertaizon | 184 | 28 | 15 % |
| Billom Communauté | 1 800 | 161 | |

Recommandations émises par le bureau du Comité régional de l'habitat et de l'hébergement (CRHH) sur le bilan à mi-parcours du PLH de Billom Communauté. Les membres du bureau du CRHH estiment indispensable que l'intercommunalité :

- élabore sa stratégie foncière (action 5 du PLUi-H).
- veille au rééquilibrage territorial effectif de la production de logements en offre nouvelle :
 - en renforçant cette production sur le pôle de vie de Billom, notamment la part de logements locatifs sociaux, et en la ralentissant sur les communes des pôles de proximité.
 - en privilégiant les formes d'habitat alternatives à la maison individuelle, tout en prévoyant de petites typologies de logements.
- réduise la consommation foncière sur la deuxième période triennale au regard des objectifs fixés dans le PADD du PLUi-H, et assure un suivi précis du nombre de logements construits sur des zones ouvertes à l'urbanisation en prévoyant la mise en place d'un dispositif d'observation de l'habitat et du foncier, tel que prévu par les dispositions de l'article L. 302-1 du Code de la construction et de l'habitation.

Par ailleurs, les membres du bureau du CRHH apportent les recommandations suivantes :

- intensifier les actions en faveur de la lutte contre l'habitat indigne, notamment en déployant prochainement le permis de louer sur une partie déjà identifiée du centre-ville de la commune de Billom, et de la résorption de la vacance, notamment dans les centres-bourgs.
- renforcer les moyens humains dédiés au suivi et à l'animation du PLUi-H, en vue notamment d'accélérer la mise en œuvre des actions prévues.

Le PLH de Clermont Auvergne Métropole :

Le PLH de Clermont Auvergne Métropole a été approuvé le 30/09/2022 et couvre la période 2023-2028. Il est le troisième PLH sur ce territoire de 21 communes et est exécutoire jusqu'au 10/12/2028.

Clermont Auvergne Métropole a lancé l'élaboration du PLU de la Métropole le 4 mai 2018. L'élaboration du PLU de la Métropole a été menée concomitamment au PLH. Celui-ci devrait entrer en vigueur en 2025.

Le PLU doit permettre la mise en œuvre du programme d'actions territorialisées du PLH qui indique les objectifs quantifiés et la localisation de l'offre nouvelle de logements et d'hébergements pour le territoire.

Les objectifs de production sont territorialisés par commune et répartis sur les 3 niveaux de polarité définis par le SCOT de 2011 :

- Communes du « cœur métropolitain » : Aubière, Aulnat, Beaumont, Cébazat, Ceyrat, Chamalières, Clermont-Ferrand, Cournon-d'Auvergne, Durtol, Gerzat, Le Cendre, Lempdes, Romagnat et Royat.
- Communes constituant un pôle de vie : Pont-du-Château.
- Communes dans les territoires périurbains : Blanzat, Châteaugay, Nohanent, Orcines, Pérignat-lès-Sarliève et Saint-Genès-Champanelle.

Ventilation des objectifs de production par commune :

| Communes | Objectif de production annuelle | Objectif de production 2022-2027 | Dont LLS | Part LLS |
|----------|---------------------------------|----------------------------------|----------|----------|
| Aubière | 68 | 410 | 102 | 25 % |
| Aulnat | 21 | 126 | 32 | 25 % |
| Beaumont | 50 | 300 | 158 | 53 % |
| Blanzat | 20 | 118 | 27 | 23 % |
| Cébazat | 63 | 380 | 95 | 25 % |

| | | | | |
|------------------------------------|--------------|---------------|--------------|-------------|
| Le Cendre | 25 | 150 | 37 | 25 % |
| Ceyrat | 25 | 150 | 117 | 78 % |
| Chamalières | 147 | 881 | 673 | 76 % |
| Châteaugay | 15 | 90 | 18 | 20 % |
| Clermont-Ferrand | 1 093 | 6 558 | 1 639 | 25 % |
| Cournon-d'Auvergne | 97 | 585 | 146 | 25 % |
| Durtol | 8 | 50 | 13 | 26 % |
| Gerzat | 52 | 310 | 77 | 25 % |
| Lempdes | 43 | 257 | 64 | 25 % |
| Nohanent | 11 | 64 | 13 | 20 % |
| Orcines | 10 | 60 | 17 | 29 % |
| Pérignat-lès-Sarliève | 32 | 192 | 38 | 20 % |
| Pont-du-Château | 111 | 665 | 165 | 25 % |
| Romagnat | 56 | 333 | 85 | 26 % |
| Royat | 40 | 239 | 94 | 39 % |
| Saint-Genès-Champagnelle | 18 | 105 | 26 | 25 % |
| Clermont Auvergne Métropole | 2 004 | 12 024 | 3 636 | 30 % |

Le PLH de Mond'Arverne Communauté :

Le PLH Mond'Arverne Communauté a été approuvé le 24/05/2018 et arrive en fin d'échéance le 24/07/2024. Il couvre la période 2018-2023. Celui-ci a été prorogé de deux ans. Les objectifs globaux pour le territoire sont de 1 500 à 1 600 logements sur la période 2018 à 2023 (250 à 260 logements par an) dont 260 à 280 logements sociaux. Le nouveau PLH, en cours d'élaboration, devrait être approuvé d'ici 2025-2026.

Ventilation des objectifs de production par commune :

| Communes | Objectif de production 2018-2023 | Par an | Nombre LLS |
|------------|----------------------------------|--------|------------|
| Authezat * | 24 | 4 | - |
| Aydat | 90 | 15 | 26 |
| Busséol * | 6 | 1 | - |
| Chanonat | 54 | 9 | 13 |
| Corent * | 24 | 4 | - |
| Cournols * | 6 | 1 | - |

| | | | |
|------------------------------------|--------------|------------|----|
| La Roche-Blanche | 72 | 12 | 6 |
| La Roche-Noire * | 30 | 5 | - |
| La Sauvetat * | 24 | 4 | - |
| Laps * | 18 | 3 | - |
| Le Crest | 30 | 5 | 5 |
| Les Martres-de-Veyre | 287 | 48 | 46 |
| Manglieu * | 12 | 2 | - |
| Mirefleurs | 78 | 13 | 9 |
| Ollioix * | 6 | 1 | - |
| Orcet | 72 | 12 | 5 |
| Pignols * | 6 | 1 | - |
| Sallèdes * | 18 | 3 | - |
| Saulzet-le-Froid * | 6 | 1 | - |
| Saint-Amant-Tallende | 30 | 5 | 14 |
| Saint-Georges-sur-Allier * | 36 | 6 | - |
| Saint-Maurice * | 18 | 3 | - |
| Saint-Sandoux * | 36 | 6 | - |
| Saint-Saturnin | 36 | 6 | 12 |
| Tallende | 72 | 12 | 31 |
| Veyre-Monton | 120 | 20 | 14 |
| Vic-le-Comte | 312 | 52 | 59 |
| Yronde-et-Buron * | 18 | 3 | - |
| Mond'Arverne Communauté | 1 541 | 257 | - |

* 22 LLS à répartir sur les communes rurales.

Le PLH de Riom Limagne et Volcans :

Le PLH de Riom Limagne et Volcans a été approuvé le 05/11/2019 et couvre la période 2019-2025. Ce PLH est le premier à l'échelle de la Communauté d'agglomération constituée de 31 communes. Il est exécutoire jusqu'au 05/01/2026.

Le PLH a pour objectif la production de 2 645 logements sur la période 2019-2025 soit 441 logements par an. La répartition des objectifs de production de logements sur le territoire tient compte des niveaux de polarités définis par le SCOT du Grand Clermont :

- 3 communes du « cœur métropolitain » : Riom, Ménérol et Mozac.

- 2 communes constituant des « pôles de vie » : Ennezat et Volvic.
- Auxquelles s'ajoute Châtel-Guyon, identifiée comme pôle de vie structurant dans le PLH.

Les objectifs de production en logements :

| Communes | Objectif de production 2019-2025 | Dont LLS | Part LLS |
|----------------------------|-------------------------------------|----------|----------|
| Chambaran- sur-Morge | 63 | 9 | 15 % |
| Chanat-la-Mouteyre | 36 | 0 | - |
| Chappes | 61 | 10 | 16 % |
| Charbonnières-les-Varennes | 73 | 6 | 8 % |
| Châtel-Guyon | 279 | 100 | 36 % |
| Chavaroux | 12 | 6 | 50 % |
| Le Cheix | 5 | 0 | - |
| Clerlande | 30 | 5 | 17 % |
| Ennezat | 113 | 29 | 26 % |
| Entraigues | 43 | 0 | - |
| Enval | 53 | 7 | 13 % |
| Lussat | 37 | 0 | - |
| Malauzat | 38 | 8 | 21 % |
| Malintrat | 33 | 7 | 21 % |
| Marsat | 40 | 2 | - |
| Les Martres-d'Artière | 55 | 0 | 5 % |
| Martres-sur-Morge | 40 | 6 | 15 % |
| Ménérol | 72 | 18 | 25 % |
| Mozac | 260 | 80 | 31 % |
| Pessat-Villeneuve | 46 | 14 | 30 % |
| Pulvérières | 28 | 0 | - |
| Riom | 548 | 137 | 25 % |
| Saint-Beauzire | 51 | 8 | 16 % |
| Saint-Bonnet-près-Riom | 62 | 13 | 21 % |
| Saint-Ignat | 31 | 0 | - |
| Saint-Laure | 38 | 0 | - |

| | | | |
|--------------------------------|--------------|------------|------|
| Saint-Ours | 55 | 5 | 9 % |
| Sayat | 77 | 16 | 21 % |
| Surat | 37 | 6 | 16 % |
| Varennes-sur-Morge | 20 | 0 | - |
| Volvic | 309 | 73 | 24 % |
| Riom Limagne et Volcans | 2 645 | 565 | - |

Le PLUi de Riom Limagne et Volcans a été approuvé par décision du Conseil communautaire le 07/03/2023. Depuis le 16/03/2023, il est opposable à tous les projets de construction sur le territoire. Dans un rapport de compatibilité, les orientations du PLH sont traduites dans le PLUi (Orientations d'aménagement et de programmation) pour permettre la mise en œuvre de ses objectifs ainsi que leurs incidences sur l'organisation de l'espace foncier du territoire.

Recommandations émises par le bureau du Comité régional de l'habitat et de l'hébergement (CRHH) sur le bilan à mi-parcours du PLH de Riom, Limagne et Volcans :

- Maîtriser davantage le développement urbain et réduire la consommation foncière au regard des objectifs de production de logements fixés initialement et jugés surdimensionnés par les membres du CRHH, compte tenu de la réalité de la croissance démographique observée. A cette fin, il apparaît nécessaire que la Communauté d'agglomération s'attache à recentrer la production de logements majoritairement sur le cœur métropolitain et les pôles de vie du territoire, et qu'elle accompagne la mise en œuvre des orientations d'aménagement et de programmation (OAP) du Plan local d'urbanisme intercommunal récemment approuvé.
- Accentuer les efforts et les actions opérationnelles en matière de lutte contre la vacance, notamment sur les communes de Riom et de Châtel-Guyon.
- Renforcer la production de logements sociaux en mobilisant l'ensemble des partenaires (EPF, bailleurs sociaux, acteurs de la maîtrise d'ouvrage d'insertion, etc.) ; l'intensifier plus particulièrement sur la commune de Châtel-Guyon, déficitaire en logements sociaux, pour atteindre les objectifs de rattrapage fixés en application des articles L. 302-5 et suivants du Code de la construction et de l'habitation, en mettant en œuvre les engagements pris dans le cadre du Contrat de mixité sociale récemment conclu et en étudiant les possibilités de reconversion des hôtels vacants en logements sociaux.
- Mettre en place un observatoire de l'habitat et du foncier, tel que prévu par les dispositions de l'article L.302-1 du Code de la construction et de l'habitation, afin de suivre l'atteinte des objectifs de production de logements (notamment les logements en sortie de vacance et en renouvellement urbain) et l'efficacité foncière de cette production.
- Mettre en œuvre les obligations du Schéma départemental d'accueil et d'habitat des gens du voyage, notamment en termes de développement de terrains familiaux pour répondre aux besoins identifiés.

Des enjeux spécifiques concernant l'accueil des gens du voyage

Le Schéma départemental d'accueil et d'habitat des gens du voyage (SDAHGV) :

Les documents d'urbanisme, y compris le SCOT, doivent répondre sans discrimination aux besoins en habitat des populations présentes et futures sur leur territoire. Ce grand principe concerne notamment les gens du voyage.

La loi du 05/07/2000 relative à l'accueil et à l'habitat des gens du voyage prévoit la mise en œuvre dans chaque département d'un dispositif d'accueil des gens du voyage. Les grandes orientations et obligations pour le département du Puy-de-Dôme sont contractualisées dans le Schéma départemental d'accueil et d'habitat des gens du voyage (SDAHGV).

Le troisième SDAHGV du Puy-de-Dôme a été adopté le mardi 21/03/2023 par le Conseil départemental pour la période 2023- 2028. A ce titre, le schéma 2023-2028 fixe comme objectif de :

- Mieux identifier les besoins.
- Produire une offre diversifiée d’habitat pérenne.
- Répondre aux situations d’installations non conformes, d’habitat précaire, d’insalubrité et d’urgence.
- Accompagner les ménages et les programmes d’habitats existants.

Le schéma s’applique sur tout le territoire. On observe une tendance générale à la sédentarisation des gens du voyage. Afin de répondre à ce désir de stabilité, de nouvelles solutions se déploient, tels les terrains familiaux locatifs et l’habitat adapté. L’état des lieux du schéma (mis à jour en septembre 2021) a permis d’identifier 60 sites (correspondant à 286 ménages) irréguliers du point de vue de l’urbanisme et/ou problématiques en termes de conditions d’habitat (risques, nuisances, accès aux fluides, assainissement, etc.) sur le territoire du Grand Clermont.

Les prescriptions territoriales du schéma 2023-2028 :

Ces prescriptions portent sur la création de terrains familiaux locatifs publics, d’aire d’accueil et d’aides de grand passage.

La mise en œuvre des prescriptions du schéma permettra de répondre au besoin de sédentarisation des gens du voyage. Les intercommunalités du territoire disposent d’un délai de deux ans à partir de l’approbation du schéma pour la mise en œuvre des prescriptions inscrites dans le SDAHGV. Le délai de mise en œuvre peut être prorogé de deux ans, à compter de sa date d’expiration, si les EPCI ont manifesté, dans ce délai, la volonté de se conformer aux obligations du schéma.

Billom Communauté :

| EQUIPEMENTS PRESCRIPTIFS | COMMUNES | Existant à maintenir | | A réaliser | |
|---|-----------|----------------------|------------------|-------------|------------------|
| | | Equipements | Nombre de places | Equipements | Nombre de places |
| Aire permanente d’accueil | Billom | 1 | 20 | | |
| Terrains familiaux locatifs publics (ou équivalent) | Billom | 1 | 6 | 7 | 15 |
| | Vertaizon | | | 5 | 12 |
| Aire de grand passage | / | | | | |

Mond’Arverne Communauté :

| EQUIPEMENTS PRESCRIPTIFS | COMMUNES | Existant à maintenir | | A réaliser | |
|---|----------------------|----------------------|------------------|-------------|------------------|
| | | Equipements | Nombre de places | Equipements | Nombre de places |
| Aire permanente d’accueil | / | | | | |
| Terrains familiaux locatifs publics (ou équivalent) | Les Martres-de-Veyre | | | 1 | 2 |

| | | | |
|-----------------------|--------------|--|------------------|
| Aire de grand passage | Vic-le-Comte | | Une aire de 1 ha |
|-----------------------|--------------|--|------------------|

Clermont Auvergne Métropole :

| EQUIPEMENTS PRESCRIPTIFS | COMMUNES | Existant à maintenir | | A réaliser | |
|---|--------------------|------------------------------------|------------------|--------------------|------------------|
| | | Equipements | Nombre de places | Equipements | Nombre de places |
| Aire permanente d'accueil | Clermont-Ferrand | Fermeture (anciennement 20 places) | | 1 | 9 |
| | Gerzat | Fermeture (anciennement 20 places) | | | |
| | Cébazat | 1 | 20 | | |
| | Lempdes | Fermeture (anciennement 14 places) | | | |
| | Pont-du-Château | 1 | 20 | | |
| | Cournon-d'Auvergne | Fermeture (anciennement 24 places) | | | |
| | Le Cendre | 1 | 14 | | |
| Terrains familiaux locatifs publics (ou équivalent) | Cébazat | | | 3 | 9 |
| | Cournon-d'Auvergne | | | 1 | 3 |
| | Le Cendre | | | 2 | 6 |
| | Pont-du-Château | | | 4 | 12 |
| | Gerzat | | | 9 | 27 |
| | Lempdes | | | 6 | 18 |
| Aire de grand passage | Clermont-Ferrand | | | Une aire de 1,5 ha | |
| | Clermont-Ferrand | | | Une aire de 4 ha | |

Riom Limagne et Volcans :

| EQUIPEMENTS PRESCRIPTIFS | COMMUNES | Existant à maintenir | | A réaliser | |
|---------------------------|--------------|----------------------|------------------|-------------|------------------|
| | | Equipements | Nombre de places | Equipements | Nombre de places |
| Aire permanente d'accueil | Châtel-Guyon | 1 | 20 | | |
| | Enval | 1 | 20 | | |

| | | | | | |
|---|-------------------------|---|----|----|----|
| | Riom | 1 | 40 | | |
| | Saint-Bonnet-près-Riom | 1 | 16 | | |
| | Saint-Ours | 1 | 15 | | |
| | Volvic | 1 | 32 | | |
| Terrains familiaux locatifs publics (ou équivalent) | Châtel-Guyon | | | 8 | 24 |
| | Entraigues | | | 1 | 4 |
| | Riom | | | 4 | 20 |
| | Saint-Bonnet-près-Riom | | | 4 | 20 |
| | Saint-Ours | | | 2 | 12 |
| | Volvic | 1 | 8 | 3 | 22 |
| | RIOM LIMAGNE ET VOLCANS | | | 25 | 50 |
| Aire de grand passage | / | | | | |

Les Programmes d'intérêt général (PIG) et les Opérations programmées d'amélioration de l'habitat (OPAH)

PIG, OPAH et Pactes territoriaux :

Plusieurs dispositifs d'amélioration de l'habitat sont en cours sur le territoire du Grand Clermont :

- Deux nouveaux Programmes d'intérêt général (PIG) portés par Conseil départemental du Puy-de-Dôme sur la période 2022-2024, signés le 01/01/2022 et applicables pour 3 ans :
 - un PIG « situations simples » pour les dossiers de rénovation énergétique ou d'adaptation à la perte d'autonomie de propriétaires occupants sans difficultés particulières au niveau social ou financier ;
 - un PIG « situations complexes » pour les dossiers de rénovation énergétique ou d'adaptation à la perte d'autonomie, ainsi que les dossiers relatifs à la lutte contre l'habitat indigne et les dossiers de propriétaires bailleurs.
- Le Programme d'intérêt général (PIG) de Clermont Auvergne Métropole sur la période 2023- 2024, signé le 01/01/2023 et applicable jusqu'au 31/12/2024.
- Le Programme d'intérêt général (PIG) de Riom Limagne et Volcans sur la période 2018-2023, signé le 15/11/2018, est arrivé à échéance le 15/11/2023.
- Une Opération programmée d'amélioration de l'habitat (OPAH) copropriété NPNRU (Nouveau programme national de renouvellement urbain), signée le 10/03/2023 et applicable jusqu'au 10/03/2026. Elle a vocation à accompagner les 10 copropriétés privées situées dans les quartiers clermontois des Vergnes et de la Gauthière.
- Une OPAH Renouvellement urbain multi-sites sur 5 centres bourgs de RLV (Châtel-Guyon, Enval, Mozac, Riom et Volvic), signée le 01/11/2018. Elle couvre la période 2018-2023 et est arrivée à échéance le 31/10/2023. Une nouvelle OPAH-RU multi-sites pour 2024-2029 couvre 4 centres-bourgs (Riom, Châtel-Guyon, Mozac et Volvic).

- Une nouvelle OPAH multi-sites sur Mond'Arverne, sur les centres anciens de 9 communes du territoire, à partir de 2024 et pour une durée de 3 ans (Chanonat, La Roche-Blanche, Les Martres-de-Veyre, Mirefleurs, Orcet, Saint-Amant-Tallende, Saint-Sandoux, Saint-Saturnin et Vic-le-Comte).
- Une OPAH sur le territoire de Billom Communauté, signée le 10/11/2022 et applicable jusqu'au 10/11/2027.
- 3 Pactes territoriaux France Rénov' sur le département qui ont été signés le 20/06/2025 (Clermont Auvergne Métropole, Riom Limagne et Volcans et le Conseil départemental sur le reste du territoire) avec une entrée en vigueur rétroactive au 01/01/2025, jusqu'en 2029. Ces pactes sont structurés autour de 3 volets :
 - Volet 1 - Dynamique territoriale (obligatoire) : mobilisation de tous les ménages, notamment en ciblant les publics prioritaires et en mettant en place des filières professionnelles.
 - Volet 2 - Information, conseil, et orientation (obligatoire) : information et conseil sur divers sujets comme l'énergie, l'autonomie, les copropriétés, les propriétaires bailleurs et l'habitat indigne ; il s'agit d'accompagner les ménages dans la rénovation et l'adaptation de leur habitat.
 - Volet 3 - Accompagnement personnalisé (facultatif mais prévu sur l'ensemble du département) : accompagnement technique et administratif pour les projets de rénovation.
- Le Plan départemental d'action pour le logement et l'hébergement des personnes défavorisées (PDALHPD) 2023-2028 comprend 4 objectifs :
 - disposer d'une offre souple et adaptée aux besoins des ménages
 - permettre d'accéder à un logement et de s'y maintenir
 - s'appuyer sur des outils dédiés à la construction et au suivi des parcours
 - adapter les modalités de travail des partenaires aux territoires et à l'évolution des besoins
- Le projet de Plan départemental de l'habitat (PDH) en cours d'élaboration, déclinant les orientations suivantes :
 - produire une offre nouvelle de logements afin de répondre aux besoins de tous les publics
 - amplifier la rénovation du parc de logements pour un habitat durable et décarboné
 - mobiliser les outils de mutation de d'aménagement afin d'accompagner la revitalisation des territoires
 - observer les dynamiques, renforcer le partenariat et agir collectivement pour l'habitat de demain

A l'échelle départementale, 33,7 % des ménages aux ressources modestes et très modestes sont éligibles aux aides de l'Anah (192 865 ménages - source INSEE et 64 964 ménages éligibles - sources Filocom, 2019 / SDES 2019). 45,2 % des ménages éligibles du département résident sur le territoire du Grand Clermont.

En moyenne, un ménage sur 4 du Grand Clermont est éligible aux aides de l'Anah, soit 25,9 % : 113 156 ménages (source INSEE, 2020) et 29 361 ménages éligibles (source Filocom 2019 - SDES 2019). Billom Communauté affiche une proportion de propriétaires occupants éligibles (32 %), plus importante qu'à l'échelle du SCOT.

Dispositif MaPrimeRénov' :

Lancée le 01/01/2020, MaPrimeRénov' est un dispositif d'aide publique qui remplace le crédit d'impôt pour la transition énergétique (CITE) et les aides de l'Agence nationale de l'habitat (Anah) « Habiter mieux agilité ». Il est ouvert à tous les propriétaires occupants pour la rénovation énergétique des logements de plus de deux ans.

Dans le cadre du Plan de relance de l'économie, le dispositif a été renforcé depuis le 01/10/2020. MaPrimeRénov' est désormais accessible à tous les propriétaires et à toutes les copropriétés. Les montants mobilisables sont toutefois proportionnels aux revenus des ménages.

Sur le territoire du Grand Clermont, 10 488 dossiers de demande d'aide MaPrimeRénov' ont été engagés sur la période 2020-2023 (au 15/09/2023) et subventionnés pour un montant global de 34 305 993 euros.

Plus de 74 % des dossiers ont été financés et ont bénéficié du dispositif MaPrimRénov'. Une aide financière de 22 266 231,77 euros a été attribuée à 7 796 dossiers. Plus de 25 % des dossiers sollicitant l'aide MaPrimeRénov' ont été rejetés par l'Anah.

| MaPrimRénov' du 01/01/2020 au 15/09/2023 | Dossiers engagés | Montants subventions dossiers engagés | Dossiers soldés et payés | Montants versés dossiers soldés et payés |
|--|---------------------|--|-----------------------------|---|
| Billom Communauté | 1 144 | 4 319 957 € | 857 | 2 972 198,96 € |
| Clermont Auvergne Métropole | 5 565 | 18 022 994 € | 4 080 | 11 333 306,40 € |
| Mond'Arverne Commu- nauté | 1 573 | 4 922 057 € | 1 209 | 3 358 540,56 € |
| Riom Limagne et Vol- cans | 2 206 | 7 040 985 € | 1 650 | 4 602 185,85 € |
| SCOT Grand Clermont | 10 488 | 34 305 993 € | 7 796 | 22 266 231,77 € |
| Puy-de-Dôme | 23 259 | 87 227 293 € | 17 319 | 57 640 078,88 € |

Au 15/09/2023, 10 488 ménages ont bénéficié de MaPrimeRénov' pour un montant total de 22 266 231,77 euros d'aides financières versées.

Avec près de 13 % des résidences principales du parc privé pour lesquelles un dossier d'aide a été déposé, Billom Communauté se trouve dans une bonne dynamique de rénovation énergétique. Proportionnellement, les propriétaires occupants du parc privé de Clermont Auvergne Métropole (7,9 %) sont moins nombreux à envisager des travaux de rénovation énergétique de leurs logements.

Des dispositifs en faveur de la revitalisation des centralités

Le programme « Petites villes de demain » :

En tout, 5 communes du Grand Clermont sont concernées par la mise en œuvre du programme national « Petites villes de demain » qui vise à soutenir les projets de revitalisation des villes de moins de 20 000 habitants en milieu rural. Les communes sélectionnées et bénéficiaires de ce dispositif sur le territoire sont :

- Communauté de communes Billom Communauté : Billom.
- Communauté de communes Mond'Arverne Communauté : Vic-le-Comte.
- Communauté d'agglomération Riom Limagne et Volcans : Châtel-Guyon, Mozac et Volvic.

Le programme « Action cœur de ville » :

La ville de Riom est lauréate du plan « Action cœur de ville ». Ce programme vise à faciliter et à soutenir le travail des collectivités locales, à inciter les acteurs du logement (création d'une offre de logements, performances énergétiques, etc.) et de l'urbanisme à réinvestir les centres-villes, à favoriser le maintien ou l'implantation d'activités en cœur de ville afin d'améliorer les conditions de vie dans les villes moyennes.

Les Opérations de revitalisation du territoire (ORT) :

Créées par la loi ELAN du 23/11/2018, les Opérations de revitalisation du territoire (ORT) mettent en œuvre un projet global de transformation et de redynamisation de centre-bourg destiné à adapter et moderniser le parc de logements (locaux commerciaux et artisanaux) et le tissu urbain du territoire. L'ORT permet la requalification des logements, leur rénovation thermique, le traitement des espaces publics, urbanisme/aménagement, commerce, social, etc. Elle soutient l'attractivité du territoire en agissant en faveur de l'accueil de nouveaux

habitants. L'ORT permet également de mobiliser un certain nombre d'outils juridiques permettant d'accélérer certains projets au sein de ces périmètres.

Une convention entre l'Etat, la collectivité lauréate et les différents partenaires a été signée pour les communes bénéficiaires du programme « Petites villes de demain » :

- Le 10/06/2020 pour les communes de Châtel-Guyon, Ennezat, Ménétrol, Mozac, Riom et Volvic.
- Le 30/09/2022 pour Aubière, Aulnat, Beaumont, Blanzat, Ceyrat, Chamalières, Châteaugay, Cournon-d'Auvergne, Durtol, Gerzat, Le Cendre, Lempdes, Pont-du-Château, Romagnat, Royat et Saint-Genès-Champanelle.
- Le 26/05/2023 pour Billom.
- Et 28/06/2023 pour Vic-le-Comte.

Plusieurs démarches de réalisation de plans-guides ont été engagées dans le cadre des ORT de Mozac, Pont-du-Château, Beaumont, Vic-le-Comte, etc.

Aménagement durable et écoquartiers

Plusieurs projets d'écoquartier sont identifiés sur le périmètre du Grand Clermont :

- Ecoquartier Champratel à Clermont-Ferrand, labellisé « étape 2 - écoquartier en chantier » selon l'ancien dispositif.
- Ecoquartier Trémonteix (à Clermont-Ferrand), labellisé « étape 2 - écoquartier en chantier » selon l'ancien dispositif.
- Ecoprojet des friches Masson à Riom (la charte du respect des 20 engagements du référentiel a été signée en 2022).
- Ecoprojet Ker-Avel à Vertaizon (Chignat), porté par la SCI Riou (la charte du respect des 20 engagements du référentiel a été signée en 2021).

Les projets suivants sont susceptibles d'entrer dans la démarche, mais la charte d'engagement n'a pas été signée :

- Projet « Cournon cœur de ville » à Cournon-d'Auvergne (ZAC de la République).
- Projet « Ecobourg » à Saint-Genès-Champanelle.
- Projet « Le village en chantier » à Pérignat-ès-Allier.

Enfin, le projet « Bamba - La Grande Plaine » (situé au nord de Clermont-Ferrand) est lauréat du programme national « Démonstrateurs de la ville durable ».

LES GRANDES TENDANCES A RETENIR

- Un parc de résidences principales qui augmente plus vite que la population : + 5,54 % contre + 3,49 % ces 6 dernières années
- Une construction neuve dynamique jusqu'à récemment : 2 600 logements commencés par an en moyenne
- Des incertitudes à court terme avec une production neuve qui s'effondre récemment : un marché divisé par deux en à peine deux ans en lien avec la hausse des taux d'intérêt, la hausse du coût de la vie, des coûts de construction, et le contexte économique
- Un parc de logement en inadéquation avec l'évolution de la taille des ménages et les évolutions sociétales : plus d'un ménage sur deux se compose d'une seule personne quand un logement sur deux compte plus de 4 pièces
- Une prédominance des appartements dans la construction neuve : deux tiers des logements livrés sont des appartements (notamment sur la métropole et Riom)
- Une hausse marquée des prix, sur le marché de l'ancien comme du neuf : le marché s'est fortement tendu ces dernières années, en particulier pour les appartements
- Un accès à la propriété de plus en plus difficile, en particulier sur la métropole : des ménages quittent la métropole pour trouver des biens ou des terrains plus abordables en périphérie, notamment sur RLV et Mond'Arverne
- Un parc locatif privé encore abordable, mais amené à se tendre avec des loyers atteignant 10,1 euros/m² en 2023 soit + 9,8 % depuis 2016 à l'échelle du Grand Clermont
- Un déficit de logements locatifs en milieu rural : une offre limitée qui freine l'installation de nouvelles populations et le maintien des jeunes et des ménages précaires dans ces territoires
- Un déficit de locatif en milieu rural
- Un parc locatif social sous tension : forte pression sur la demande, notamment à Clermont, Riom et Aubière, accentuée par la difficulté des bailleurs sociaux à produire de nouveaux logements
- Des communes en difficulté pour répondre aux obligations de la loi SRU, du fait de contraintes foncières, économiques ou locales freinant la production de logements sociaux
- Un parc ancien énergivore nécessitant d'importantes rénovations : une part importante de logements classés F ou G au DPE, notamment à l'ouest et au sud-est du territoire, ainsi que dans les centres-bourgs
- Un impact fort des nouvelles réglementations énergétiques : la loi Climat et résilience contraint la mise aux normes des logements les plus énergivores, risquant d'aggraver la vacance ou d'exclure des biens du marché locatif
- Une précarité énergétique persistante : 13 % des ménages du Grand Clermont en situation de précarité énergétique en 2021, avec des situations d'indécence concentrées dans le parc ancien et certaines zones périurbaines
- Des besoins croissants en termes d'adaptation du logement au vieillissement de la population : nécessité de développer des logements accessibles et adaptés aux seniors (résidences autonomie, habitat inclusif, maintien à domicile)
- Un risque accru de vacance résidentielle dans certains secteurs : notamment dans les communes rurales ou en perte d'attractivité, où le marché peine à se renouveler

LES ENJEUX EN MATIERE DE SOLIDARITES, DE SOBRIETE ET D'HABITABILITE

→ Dimensionner les objectifs de production au regard de l'évolution démographique :

- repenser la localisation et la typologie des logements en fonction des besoins actuels et futurs (réduction de la taille des ménages, nouvelles formes de cohabitation, accueil des enfants une semaine sur deux, etc.)
- anticiper le vieillissement de la population et ses impacts : favoriser la production de logements adaptés et diversifiés dans des secteurs favorables au vieillissement
- favoriser la mutabilité des logements existants : habitat partagé, divisions parcellaires, division de grands logements pavillonnaires, habitat intergénérationnel, etc.

→ Faciliter et sécuriser les parcours résidentiels des ménages :

- tendre vers une maîtrise foncière publique : stratégie/réserve foncière et réflexion sur la création de foncières sous forme de partenariat public-privé (à long terme)
- développer et accompagner les produits aidés et sécurisés comme le Bail réel solidaire (BRS), le Prêt social location accession (PSLA), public comme privé, le Logement locatif intermédiaire (LLI), le nouveau Prêt à taux zéro (PTZ)
- renforcer l'offre locative privée dans les territoires faiblement dotés
- poursuivre la production de logements locatifs sociaux sur l'ensemble du territoire et sur toutes les gammes de loyers afin de favoriser la mixité sociale
- favoriser la mobilité résidentielle des seniors vivant dans des logements devenus inadaptés
- mettre en œuvre les prescriptions du schéma SDAHGV afin de répondre au besoin de sédentarisation des gens du voyage

→ Résorber la vacance résidentielle pour limiter la déprise et optimiser le parc existant :

- mobiliser des outils comme les ORT et les OPAH pour encourager la réhabilitation du bâti vacant
- inciter à la remise sur le marché via des aides à la rénovation, une fiscalité adaptée et un accompagnement des propriétaires
- encourager l'usage du Bail à construction pour permettre aux collectivités de conserver la propriété du sol tout en concédant un droit réel à construire pour une durée déterminée

→ Favoriser le recyclage urbain pour limiter l'artificialisation :

- recycler les friches et les logements vacants et transformer les bureaux vides en logements
- améliorer l'efficacité foncière : surélévation, densification, etc.
- mobiliser les dents creuses (parcelles vides et fonds de parcelles)
- intensifier et modifier les usages : intégrer des formes d'habitat léger, prévoir la réversibilité des bâtiments, mutualiser les espaces, mixer les usages
- accompagner ces reconversions et mutations par une ingénierie technique d'accompagnement et des outils fonciers (OFS par exemple - Organismes de foncier solidaire), permettant d'assurer une qualité et une cohérence d'ensemble des projets

→ Améliorer le confort et la performance énergétique des logements existants :

- renforcer l'accompagnement technique et financier pour la rénovation du parc privé
- poursuivre la lutte contre l'habitat indigne et la précarité énergétique

4.2• Mobilités et infrastructures de transport

Chiffres-clés :

- 1** aéroport Clermont-Ferrand Auvergne (à Aulnat)
- Une étoile ferroviaire à **5** branches (Gannat, Vichy, Thiers, Issoire et Volvic)
- 16** gares ferroviaires présentes sur le territoire
- 4** axes autoroutiers : vers Paris (A71), Lyon (A89), Béziers (A75) et Bordeaux (A89)
- 24** lignes de cars interurbains réguliers
- 6** aires de covoiturage
- 1 338 000** déplacements chaque jour en 2022 (contre **1 599 753** en 2012)
- 24,8 km** parcourus en moyenne par déplacement
- 58 %** des déplacements effectués en voiture
- 8 %** des déplacements effectués en transports collectifs

Des déplacements moins nombreux et qui s'effectuent principalement au sein même du territoire

L'Enquête Mobilité EMC² :

L'Enquête Mobilité certifiée Cerema, abrégée « EMC² », est une grande enquête sur la mobilité des habitants d'un territoire. Précédemment appelée « Enquête Ménage Déplacement », elle correspond à une méthodologie labellisée au niveau national, initiée dans les années 1980.

11 entités publiques de l'aire d'influence de Clermont-Ferrand se sont regroupées en 2022 pour lancer ensemble une grande enquête sur les déplacements du quotidien. Réalisée tous les 10 ans, l'Enquête Mobilité EMC² est une véritable photographie des déplacements quotidiens des habitants, qui permet d'analyser les choix des ménages et constitue un outil d'aide à la décision pour mieux cibler les politiques publiques à mettre en œuvre.

L'enquête a été menée sur un territoire constitué de Billom Communauté, Chavanon Combrailles et Volcans, Combrailles Sioule et Morge, Dômes Sancy Artense, Entre Dore et Allier, Massif du Sancy, Mond'Arverne Communauté, Plaine Limagne, Riom Limagne et Volcans, le Syndicat mixte des transports en communs de l'agglomération clermontoise (SMTC-AC) et le Syndicat mixte des transports urbains du bassin thiernois (SM-TUT), soit au total 285 communes et environ 560 000 habitants.

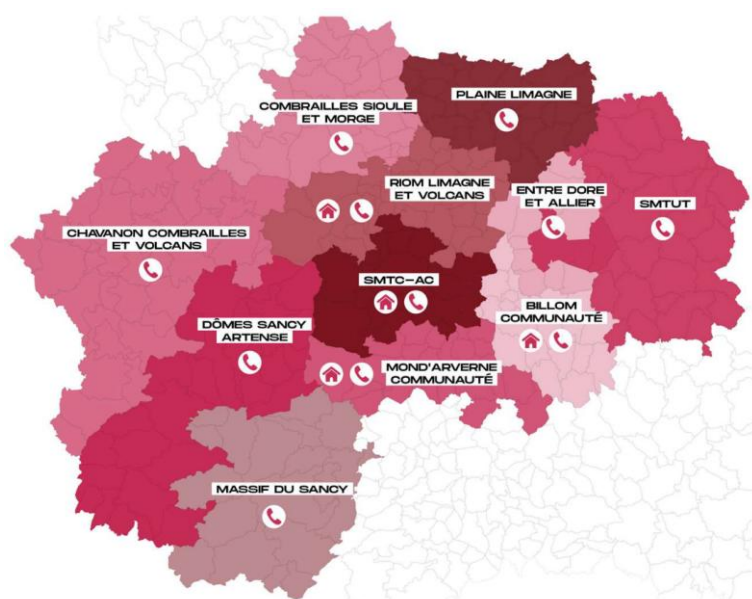
Chacune de ces 11 entités est découpée en secteurs de tirage, en fonction de sa densité de population. Les populations des secteurs de tirages varient en général de 8 000 à 12 000 personnes. Sur chaque secteur de tirage, 160 personnes sont interrogées. Ensemble, elles constituent un échantillon représentatif de la population du secteur concerné. Ainsi, les données recueillies sont redressées et représentent la mobilité des habitants du territoire sondé.

Au total, l'enquête a été réalisée sur 49 secteurs de tirage, auprès de 9 473 personnes (en 2022).

Le périmètre d'enquête compte 11 EPCI (AOM), 285 communes et 560 000 habitants (plus des 3/4 des 560 000 habitants du périmètre d'étude sont résidents du Grand Clermont). Il n'inclut pas, par contre, les agglomérations de Vichy et d'Issoire, qui constituent pourtant des bassins de mobilités fonctionnant en grande partie avec le reste du territoire d'étude de l'enquête.

Au total, en 2022, environ 1 338 000 déplacements sont réalisés par les résidents du Grand Clermont un jour moyen de semaine (contre 1 599 753 en 2012). On observe donc une forte baisse du nombre de déplacements (entre 2012 et 2022), baisse également observée dans d'autres territoires en France ayant réalisé des enquêtes récentes. Le nombre moyen de déplacements par personne et par jour est passé de 4,16 en 2012 à 3,38 en 2022. Cette baisse peut relever de plusieurs facteurs structurels, tels que le vieillissement de la population, ou plus conjoncturels (changements de modes de vie, par exemple : moins de retours au domicile le temps de midi, moins de déplacements pour des loisirs en soirée, etc.).

→ Périmètre de l'Enquête Mobilité EMC² de 2022 :



Source : SMT0-AC.

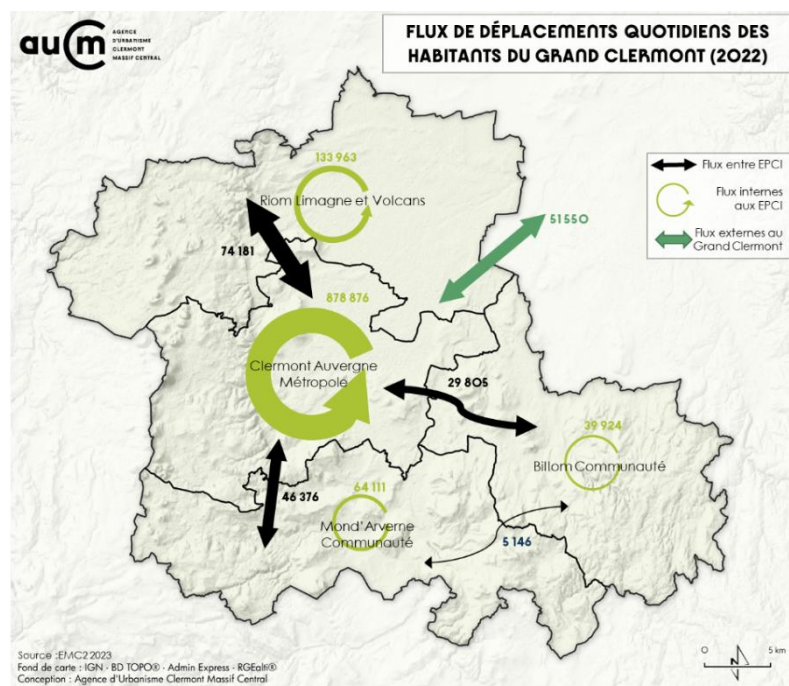
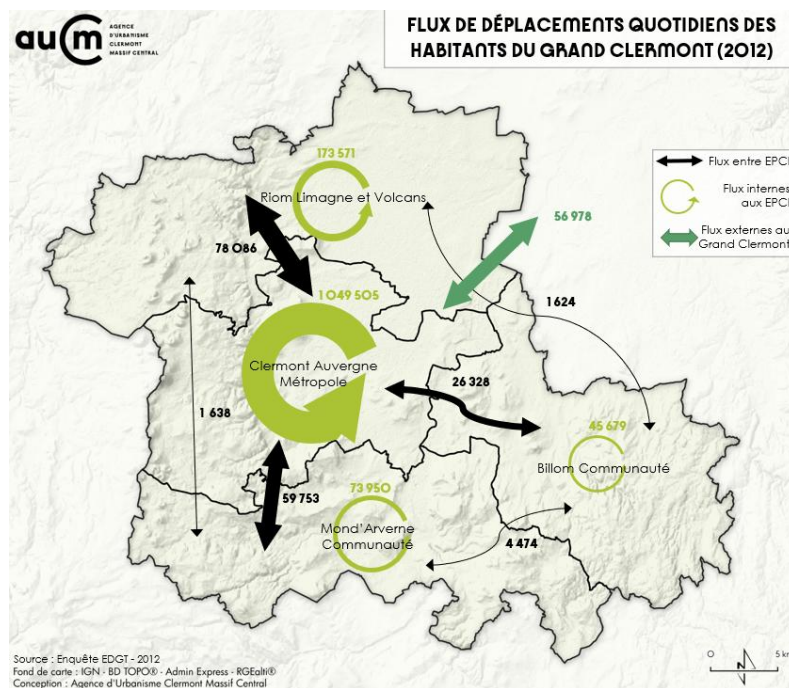
97 % des déplacements réalisés par les habitants du Grand Clermont se font au sein du périmètre d'enquête (vers le Grand Clermont et les autres EPCI du périmètre d'enquête). 2 % seulement sont des déplacements d'échange entre le périmètre d'enquête et l'extérieur (trajet entre Clermont-Ferrand et Vichy par exemple) et 1 % sont des déplacements externes, effectué en-dehors du périmètre d'enquête (de Vichy à Lyon par exemple).

L'enquête révèle qu'environ 47 750 personnes, soit 12 % de la population du Grand Clermont, sont immobiles, un taux en hausse par rapport à 2012 (10 %). Cette augmentation s'explique par plusieurs facteurs : réduction des déplacements des actifs pendant la pause méridienne, essor du télétravail, et vieillissement de la population, qui limite les mobilités quotidiennes.

A l'inverse, environ 90 000 personnes sont considérées comme hyper-mobiles (5 déplacements par jour et plus), soit 23 % des habitants. La majorité des personnes enquêtées effectue un à deux déplacements dans la journée (34 %).

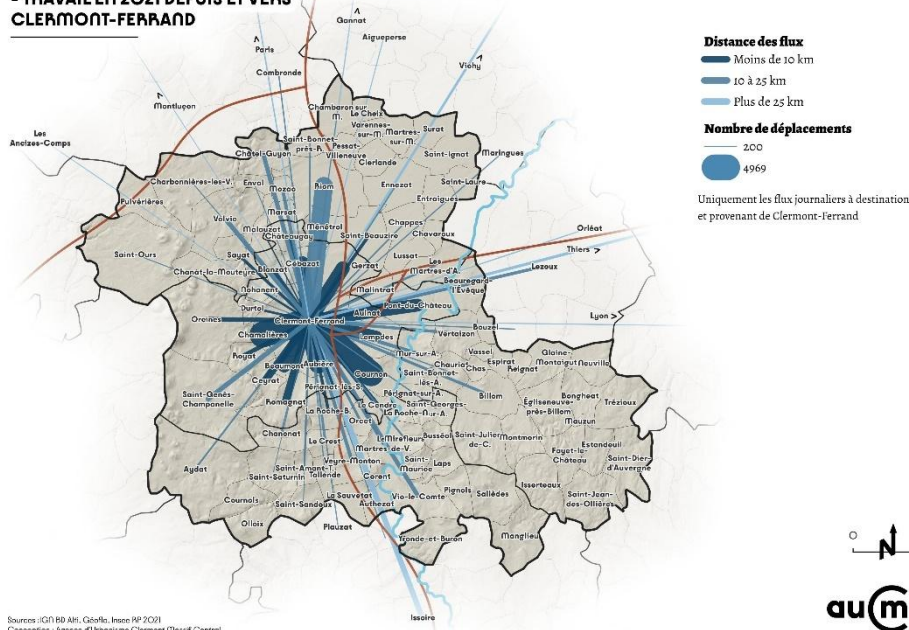
Les résultats de l'enquête indiquent que les ménages disposent d'1,26 voiture par ménage (260 000 voitures en 2022 contre 251 000 en 2012) : 17 % des ménages n'ont pas de voiture, 48 % ont une voiture et 35 % ont deux voitures ou plus. Il existe, par ailleurs, des disparités importantes entre EPCI : 20 % des ménages de Clermont Auvergne Métropole n'ont pas de voiture, contre 2 % des habitants de Mond'Arverne, 8 % pour Billom Communauté et 9 % pour RL.V. 58 % des habitants de Mond'Arverne disposent de deux voitures, contre 29 % pour la métropole et 36 % à l'échelle du Grand Clermont.

Les habitants du Grand Clermont possèdent en moyenne un vélo par ménage : 55 % n'ont pas de vélo et 18 % possède au moins un vélo.

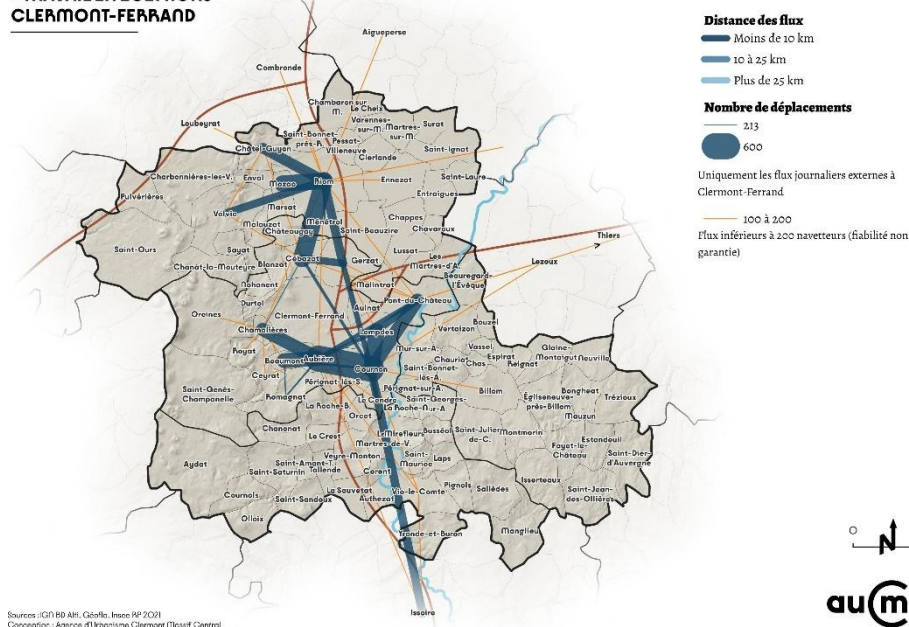


Les déplacements quotidiens s'effectuent majoritairement à l'intérieur des EPCI et Clermont Auvergne Métropole concentre une grande partie des flux (près de 880 000 déplacements). Ces déplacements s'effectuent entre villes-centres et premières couronnes (pour les 4 EPCI).

Par ailleurs, les déplacements (entrants et sortants) sont plus nombreux entre la métropole et RLV (74 000) qu'entre la métropole et Mond'Arverne (46 000), alors que les flux avec Billom Communauté sont beaucoup plus faibles (29 000).

*Des déplacements domicile-travail ville-centre > périphérie qui structurent le territoire***FLUX DES DÉPLACEMENTS DOMICILE - TRAVAIL EN 2021 DEPUIS ET VERS CLERMONT-FERRAND**

Les déplacements domicile-travail au sein du Grand Clermont montrent une prédominance des déplacements en provenance et à destination de Clermont-Ferrand, qui constitue le pôle d'emploi majeur du territoire, avec des échanges plus marqués entre Clermont et Chamalières. Selon les données de l'INSEE, entre 2008 et 2019, le nombre de navetteurs entrants vers Clermont a connu une nette augmentation de 24,5 %, passant de 27 000 à 34 000. Parallèlement, les navetteurs sortants ont également augmenté, mais de manière moins marquée (+ 19 %).

FLUX DES DÉPLACEMENTS DOMICILE - TRAVAIL EN 2021 HORS CLERMONT-FERRAND

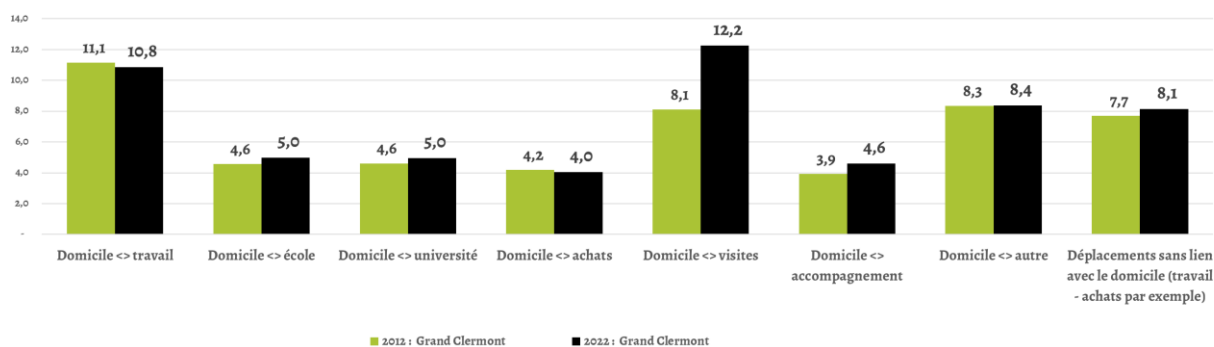
En-dehors de ces flux centrés sur Clermont, des déplacements importants sont observés entre Riom et ses communes voisines (pourvoyeuses d'emplois), telles que Mozac, Châtel-Guyon et Volvic, ainsi qu'au sud de Clermont, entre des villes comme Lempdes, Cournon-d'Auvergne et Aubière. Les cartes ci-dessus n'indiquent pas les flux inférieurs à 200 déplacements quotidiens, qui demeurent plus difficiles à évaluer avec précision.

De nombreux déplacements du quotidien effectués sur des courtes distances - avec un poids important des déplacements domicile-travail

Selon les données de l'Enquête Mobilité EMC² (2022), les déplacements domicile-travail s'effectuent sur une distance moyenne plus élevée que les autres types de trajets : 10,8 km en 2022, contre 11,1 km en 2012. Bien qu'ils ne représentent que 15 % de l'ensemble des déplacements (contre 12 % en 2012), ils concentrent 22 % des kilomètres parcourus (contre 20 % en 2012), ce qui souligne leur poids dans la mobilité globale. Cette tendance est d'autant plus marquée que ces trajets sont fortement concentrés sur les heures de pointe et sont majoritairement effectués en voiture. A l'inverse, les autres motifs de déplacement, tels que les achats, les trajets scolaires ou les activités de loisirs, s'effectuent généralement sur des distances plus courtes, de l'ordre de 4 à 5 km.

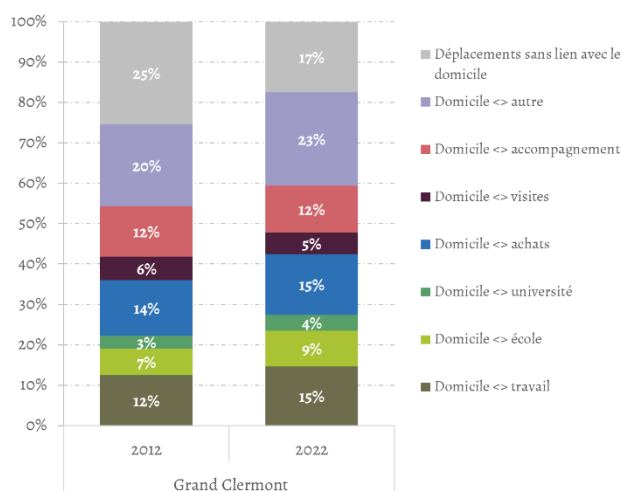
Au-delà des déplacements domicile-travail, une part importante des trajets échappe au schéma classique du départ et retour au domicile. En effet, 17 % des déplacements réalisés n'ont pas le domicile comme point de départ ou d'arrivée, mais s'inscrivent dans des parcours en boucle, permettant d'enchaîner plusieurs activités au cours d'une même sortie. Ces trajets sont eux aussi majoritairement effectués en voiture, illustrant la forte dépendance à l'automobile sur le territoire et les défis liés à la diversification des modes de transport.

DISTANCE MOYENNE PARCOURUE EN KM SELON LE MOTIF DE DEPLACEMENT EN 2012 ET 2022

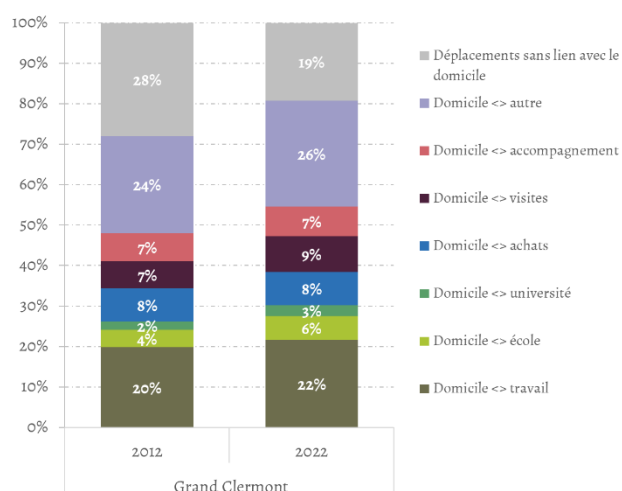


Source : Enquête Mobilité EMC² 2022 / EDGT 2012.

REPARTITION DES MOTIF DE DEPLACEMENT SELON LE NOMBRE DE DEPLACEMENT EN 2012 ET 2022



REPARTITION DES MOTIF DE DEPLACEMENT SELON LE NOMBRE DE KM PARCOURUS EN 2012 ET 2022



Source : Enquête Mobilité EMC² 2022 / EDGT 2012.

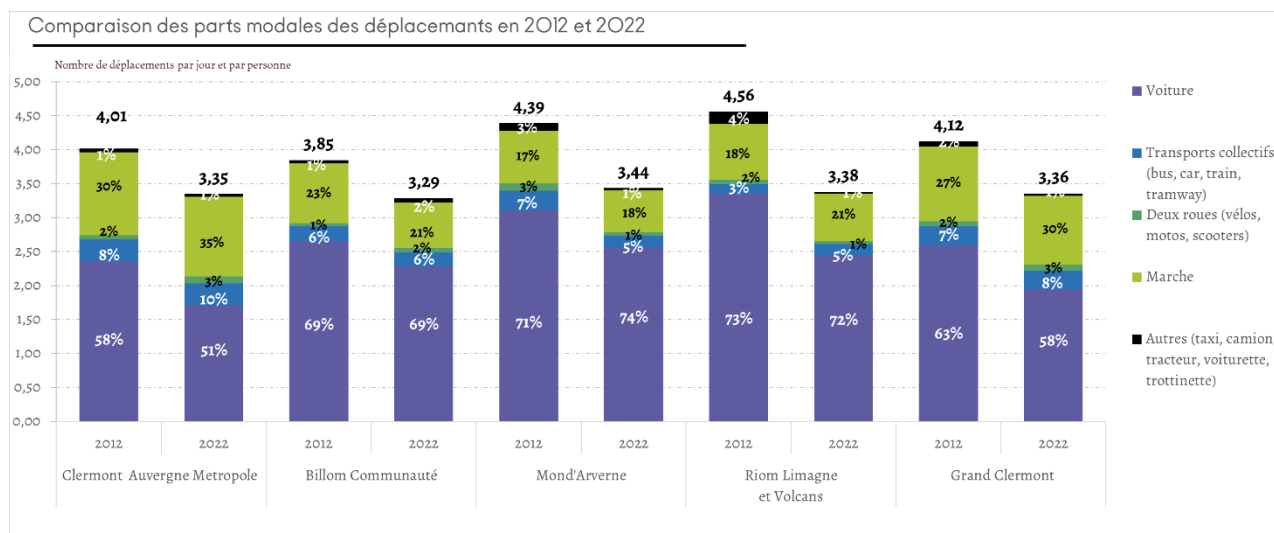
La durée moyenne d'un déplacement domicile-travail dans le Grand Clermont est de 24 minutes. Cette durée est variable selon les EPCI : de 21 minutes pour Clermont Auvergne Métropole à 27 minutes pour Billom Communauté. La durée moyenne d'un déplacement (tous motifs confondus) est de 15 minutes.

La distance moyenne effectuée pour un déplacement est de 4,3 km pour la métropole contre 8 km pour le reste du Grand Clermont. S'agissant des déplacements domicile-travail, la distance moyenne parcourue est de 7,8 km pour la métropole et de 15 km pour le reste du Grand Clermont.

La voiture reste encore très majoritairement utilisée pour les déplacements domicile-travail

Selon les données de mobilité de l'INSEE, qui portent sur les seuls déplacements domicile-travail, il est observé qu'entre 2012 et 2020, le nombre de déplacements domicile-travail a légèrement augmenté dans le Grand Clermont, avec une hausse de 4,1 %, principalement liée à la croissance de la population active en emploi. Bien que les pratiques de mobilité varient d'un secteur à l'autre du territoire, la voiture reste de loin le mode de transport dominant pour les trajets domicile-travail, avec 90 % des déplacements effectués en voiture contre seulement 6 % en transports en commun. Les modes actifs, comme la marche et le vélo, demeurent marginaux, représentant chacun à peine 1 % des trajets. En effet, le lieu d'habitation et le lieu de travail sont en moyenne séparés de 10,8 km (distance moyenne pour les liaisons domicile-travail des habitants du Grand Clermont), ce qui explique ce faible recours aux modes non motorisés. On assiste ainsi à une forte dépendance à l'automobile pour se rendre au travail, avec une part importante d'autosolisme (ensemble des déplacements réalisés seul en voiture). Ce constat illustre le défi à relever pour transformer les mobilités des travailleurs, au regard des enjeux de développement durable.

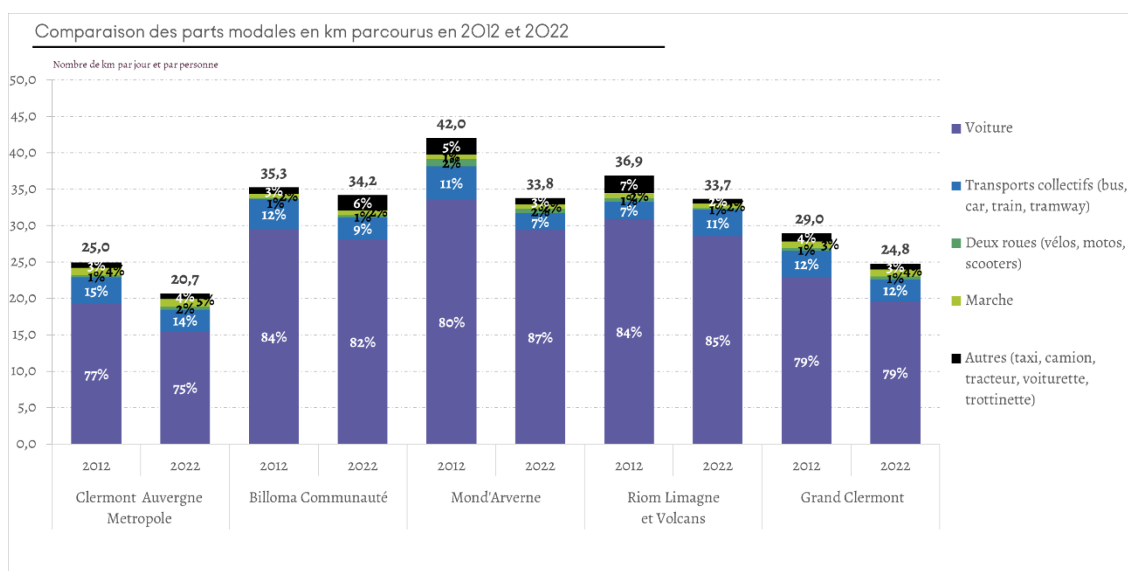
Au regard de l'Enquête Mobilité EMC² (2022), il ressort que pour l'ensemble des déplacements, la voiture représente 58 % des déplacements (voiture conducteur : 46 % et voiture passager : 12 %). La marche représente 30 % des déplacements et le vélo 2 %. Enfin, l'ensemble des transports en commun représente 9 %. Clermont Auvergne Métropole possède la part modale la plus importante pour les transports en commun (10 %), le vélo (3 %) et la marche (35 %). Les 3 autres EPCI du Grand Clermont ont une répartition des parts modales assez similaire, avec plus de 70 % des déplacements effectués en voiture pour Mond'Arverne et Riom, Limagne et Volcans.



Source : Enquête Mobilité EMC² 2022 / EDGT 2012.

Si l'on observe l'évolution des parts modales depuis 2012, on constate une baisse de l'usage de la voiture au profit des transports en commun et des modes actifs. La baisse globale des mobilités sur le territoire semble avoir principalement impacté les déplacements en voiture. En effet, dans un contexte général de baisse de la mobilité, l'usage de la voiture est en recul. Cela peut s'expliquer par plusieurs phénomènes : vieillissement de la population (les retraités se déplaçant moins que les actifs), des changements de modes de vie comme le moindre retour au domicile le temps de midi, ou encore par de nouvelles pratiques consistant à privilégier la marche ou le vélo pour les déplacements courts.

Bien que la part modale de la voiture soit de 58 %, elle représente 80 % des kilomètres parcourus par les habitants du Grand Clermont. Elle varie de 75 % pour les habitants de la métropole à près de 90 % pour les habitants de Mond'Arverne. Les transports en commun représentent 12 % des kilomètres parcourus.



Le secteur aérien et le positionnement de l'aéroport de Clermont-Ferrand Auvergne

En 2019, l'emprise de l'aéroport Clermont-Ferrand Auvergne comptait 60 entreprises opérant sur le site de l'aéroport dans le cadre de 54 Autorisations d'occupation temporaires (AOT). Les métiers de la filière aéronautique sont fortement représentés avec notamment l'Atelier Industriel Aéronautique (AIA), Hop ! maintenance, SN Auvergne aéronautique, Michelin Air Service, le Campus Auvergne Aéronautique, deux aéroclubs, etc. Au total, environ 2 500 emplois sont présents sur la plate-forme aéroportuaire, dont le plus gros employeur reste l'AIA.

En termes d'organisation institutionnelle, le Syndicat mixte de l'aéroport Clermont-Ferrand Auvergne (SMACFA) est composé de la Région Auvergne-Rhône-Alpes (40 %), Clermont Auvergne Métropole (32 %) et le Département du Puy-de-Dôme (28 %) est propriétaire de l'aéroport depuis le 01/01/2007, en substitution à l'Etat. Ce Syndicat mixte, en tant « qu'autorité organisatrice du service public aéroportuaire » dispose de 3 missions principales :

- Définition de la stratégie de développement de l'aéroport.
- Portage des investissements pour le maintien et l'amélioration de l'infrastructure aéroportuaire.
- Pilotage des instances techniques et politiques.

L'exploitation du site est confiée dans le cadre d'une délégation de service public à une filiale de la société Vinci Airports pour la période 2015-2030.

En termes d'activités commerciales, cet aéroport a connu au cours de ces dernières années deux grandes périodes :

- Celle des années 2010, qui ont permis une certaine stabilisation après la perte du hub de Régional Airlines (2006).
- Celle des années 2020, où l'impact de la crise COVID a notablement réduit le trafic.

Au cours des années 2010, plusieurs initiatives (ouverture de lignes régulières européennes opérées par des compagnies low-cost, vols charters de voyageurs locaux, vols d'affaires) ont permis de maintenir le trafic de l'aéroport clermontois autour de 400 000 passagers par an, dont 250 000 à 300 000 passagers effectuant des vols vers les aéroports parisiens d'Orly et Roissy. Ces deux plates-formes étaient reliées chacune à Clermont-Ferrand à hauteur de 4 vols quotidiens. L'aéroport d'Orly étant principalement destiné aux déplacements vers Paris et sa région, alors que l'usage de la ligne de Roissy a pour vocation principale de se connecter au hub d'Air France, permettant de rayonner sur l'ensemble des continents. Au-delà des connexions avec Paris, 10 autres lignes régulières étaient opérées au départ de Clermont-Ferrand en 2019 : liaisons à l'année vers Amsterdam, Lisbonne, Marrakech et Porto ; liaisons saisonnières vers Ajaccio, Athènes, Bastia, Figari, Londres et Nice.

La crise sanitaire du COVID de 2020 a conduit à l'arrêt du trafic aérien pendant plusieurs semaines et a conduit à une baisse drastique du trafic sur l'aéroport clermontois passant de 431 000 passagers en 2019 à 115 000 en 2020 et même sous la barre des 100 000 passagers en 2021. Cette baisse fut particulièrement prononcée à Clermont-Ferrand à l'instar des aéroports dits de proximité. En effet, la baisse de trafic est de - 73 % (un des aéroports français les plus impactés en pourcentage, avec Limoges ou encore La Rochelle) entre 2019 et 2020, contre - 67 % au plan national²⁵. En raison de travaux sur la piste d'atterrissage à l'été 2021, l'aéroport a vu son trafic diminuer cette même année, alors que la reprise s'amorçait dans la plupart des aéroports français.

Cette situation s'explique principalement par l'arrêt des vols durant les périodes de confinement, mais aussi par des choix stratégiques des compagnies aériennes. En janvier 2020 (avant même la crise COVID), Air France indiquait mettre fin au vol direct Clermont-Ferrand-Amsterdam, puis en juillet 2020, cette même compagnie renonçait à relancer la ligne Clermont-Ferrand-Orly. En effet, la période post-crise COVID met en évidence des changements structurels dans le recours au transport aérien à minima à l'échelle européenne. La demande de déplacements pour « business » est moins forte que par le passé, alors que la demande de déplacements de « loisirs » est en hausse.

Ainsi, d'une manière générale, les compagnies aériennes ont moins d'intérêt que par le passé à exploiter des avions de petites capacités effectuant plusieurs rotations dans la journée sur une même ligne (hors lignes d'aménagement du territoire, le trafic intérieur en France - lignes domestiques - s'est effondré après la crise COVID). A l'inverse, elles cherchent à développer des marchés plutôt à vocation « loisirs » avec des avions d'assez grandes capacités, qui effectuent ainsi moins de rotations hebdomadaires, c'est notamment le cas des compagnies low-cost. Contrairement à d'autres aéroports comparables, le trafic de Clermont-Ferrand-Auvergne est composé à moins de 30 % d'offres de compagnies low-cost, pour des raisons de maîtrise budgétaires et de réglementation européenne appliquée au secteur.

Dans ce contexte, l'aéroport de Clermont-Ferrand, et plus généralement les petits et moyens aéroports français, rencontrent des difficultés de relance de trafic alors que les grands aéroports (Lyon, Nantes, Nice, etc.) tendent à retrouver plus facilement leurs trafics d'avant crise COVID. Pour l'exercice 2025, l'ouverture de nouvelles lignes (Alger, Londres) et le renforcement de la desserte vers Fès (3 vols par semaine en été) peuvent permettre à l'aéroport de tendre vers un potentiel de 40 000 passagers en plus des 230 000 personnes transportées en 2023 et 2024. Actuellement, la ligne en direction de Roissy est la ligne la plus fréquentée de l'aéroport, bien qu'elle connaisse une légère baisse de fréquentation (- 5 % entre 2023 et 2024). Clermont-Ferrand-Auvergne est par ailleurs un aéroport principalement d'export (la majorité des passagers résident dans l'agglomération clermontoise), avec des lignes régulières (Porto, Fès, Ajaccio) qui connaissent des taux de remplissage élevés.

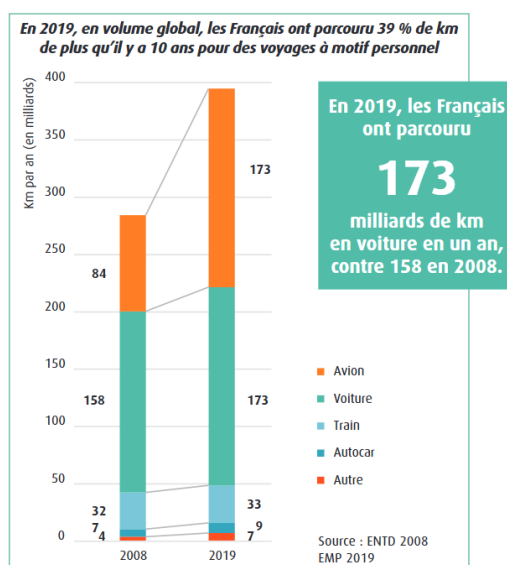
Ainsi, au cours des 15 dernières années, l'aéroport de Clermont-Ferrand a connu d'abord une période de stabilisation du trafic autour de 400 000 passagers par an, puis connu une baisse notable de son activité, alors qu'au plan national, le recours au transport aérien s'est fortement démocratisé au cours de la décennie 2010 (cf. illustration ci-dessous). En outre, au plan national le trafic aérien de l'année 2024 a retrouvé le même niveau qu'en 2019 (DGAC tendanCiel²⁶). Il peut être fait l'hypothèse que les habitants ou les visiteurs du Grand Clermont aient aujourd'hui un recours à l'avion plus fréquent que par le passé, mais en utilisant un autre aéroport. L'aéroport de Lyon est probablement le plus concerné au regard de sa relative proximité. De plus, il est à noter que les conditions d'accès par les modes terrestres se sont améliorées ces dernières années : mise en service du Rhône Express La Part-Dieu-Aéroport en 2010, A89 barreau de Balbigny en 2013, ouverture de lignes de cars directes Clermont-Ferrand-aéroport Saint-Exupéry à partir de 2015.

²⁵ Source : https://villeaeroport.fr/pdf/rapport_annuel_uaf_2020.pdf.

²⁶ Source : https://www.ecologie.gouv.fr/sites/default/files/documents/tendanCIEL_2024_12_136.pdf.

| DÉCOUVREZ LE PROGRAMME 2025 DE L'AÉROPORT CLERMONT-FERRAND AUVERGNE | | | | | | | | | | |
|---|------------------|---|--------|---|---|---|---|---|---|---|
| COMPAGNIES | DESTINATIONS | PERIODES | VOLS | | | | | | | RESERVATIONS |
| | | | L | M | M | J | V | S | D | |
| AIRFRANCE  | PARIS CDG | Toute l'année | ● | ● | ● | ● | ● | ● | ● | www.airfrance.fr |
|  RYANAIR | PORTO | Du 03/01 au 29/03 Du 02/04 au 25/10 | ● | | | | ● | ● | | www.ryanair.com |
| | FÈS | Du 03/01 au 28/02 Du 03/03 au 28/03 Du 01/04 au 25/10 | ● ● | | ● | | ● | | | |
| | LONDRES STANSTED | Du 30/03 au 22/10 | | | ● | | | | ● | |
|  ASL | ALGER | Du 01/07 au 02/09 | | ● | | | | | | www.aslairlines.fr |
|  AIR CORSICA | AJACCIO | Du 17/04 au 02/10 | | | | ● | | | | www.aircorsica.com |

► Evolution de la distance moyenne parcourue annuellement par les Français lors de leurs voyages pour motif personnel :



Source : TRANSFLASH - la revue des transports et de la mobilité, Cerema, 2022.

Au-delà des lignes commerciales, l'aéroport de Clermont-Ferrand Auvergne dispose d'infrastructures permettant l'accueil de l'aviation d'affaires, utilisés notamment par les grands comptes économiques locaux. Michelin Air Services assure la majorité de ce trafic. En outre, l'aéroport de Clermont-Ferrand Auvergne dispose d'une plateforme permettant de traiter du fret (principal client : la Banque de France). En 2019, environ 90 vols cargo ont été opérés, traitant plus de 2 300 tonnes de marchandises. A noter que la crise COVID n'a pas eu d'impact sur cette activité, qui ces dernières années est plutôt à la hausse.

A l'avenir, l'aéroport de Clermont-Ferrand sera mieux desservi grâce à la ligne B du réseau InspiRe, offrant une liaison directe et plus efficace avec la gare et le centre-ville. Cette amélioration renforcera l'accessibilité de l'aéroport et facilitera les déplacements des voyageurs et des salariés. En effet, avec cette ligne B (Royat-Clermont-Aulnat), la place de Jaude sera à environ 25 minutes de l'aéroport.

Des liaisons ferroviaires interrégionales qui peinent à s'améliorer

Les liaisons ferroviaires interrégionales au départ de Clermont-Ferrand concernent les dessertes suivantes :

- Clermont-Ferrand > Paris.
- Clermont-Ferrand > Lyon.
- Clermont-Ferrand > Nîmes.
- Clermont-Ferrand > Béziers.
- Clermont-Ferrand > Toulouse.
- Clermont-Ferrand > Dijon.

Ces lignes restent peu attractives du fait de temps de parcours le plus souvent bien moins rapides que la voiture et des fréquences se limitant le plus souvent à un aller-retour par jour, sauf pour Paris et Lyon (8 AR pour chacune de ces destinations).

Au regard de connexions ferroviaires plus attractives dans d'autres métropoles, l'absence de ligne TGV desservant Clermont-Ferrand soulève la question d'une nouvelle forme d'enclavement. Cette situation limite l'accès à certaines grandes métropoles régionales comme Bordeaux, Nantes ou Toulouse. Depuis près de 40 ans, plusieurs projets ont été envisagés, mais aucun n'a abouti. Aujourd'hui, Clermont-Ferrand reste reliée à Paris par une ligne Intercités.

En 2007, une nouvelle idée émerge : celle d'une ligne Paris-Lyon qui passerait par l'Auvergne (le projet POCL (Paris - Orléans - Clermont - Lyon). « *En plus de desservir le centre de la France, elle permettrait de doubler la ligne existante dont la saturation est évoquée à moyen terme* »²⁷. Le tracé proposé passerait par Orléans, Bourges, et Clermont-Ferrand avant de rejoindre Lyon. La capitale auvergnate serait à deux heures de Paris et à 55 minutes de Lyon. En 2007, le Grenelle de l'environnement débouche par ailleurs sur un plan ambitieux qui prévoit la construction de 2000 km de lignes à grande vitesse d'ici 2020. Clermont, qui n'est pas dans la liste au départ, finit par obtenir l'inscription de son TGV dans la loi en 2009 mais le texte classe la ligne dans la liste des projets secondaires, à réaliser après 2020.

Entre 2011 et 2015, une série de consultations du public a lieu. Alors que les collectivités se divisent sur le chemin à prendre, la perspective de la LGV elle-même s'éloigne encore un peu. En 2013, le rapport de la commission « Mobilité 21 » préconise une sortie du tout-TGV et conseille de ne pas donner la priorité à la ligne à grande vitesse Paris-Orléans-Clermont-Lyon. La commission estime que les conditions ne devraient pas permettre de justifier l'engagement des travaux avant 2030. Le coût, alors estimé entre 12 et 15 milliards d'euros est jugé prohibitif par rapport aux bénéfices apportés. Le Conseil d'orientation des infrastructures préconise l'abandon du projet avec éventuel réexamen en 2028. Aujourd'hui, le dossier est gelé et le TGV clermontois n'est plus à l'horizon²⁸.

Dès lors, il a été acté de moderniser la ligne Intercités entre Paris et Clermont-Ferrand, avec une mise à niveau des infrastructures et la commande de nouveaux trains « Oxygène », visant à remplacer les voitures actuelles.

Une étude réalisée par Les Echos en 2023 indique que 52 % des trajets étudiés (en France métropolitaine) sont plus rapides à parcourir en train qu'en voiture. « *Depuis Paris, il est bien plus court d'emprunter le train plutôt que la voiture pour se rendre à Bordeaux, Marseille, Nice ou Montpellier. En revanche, pour se rendre dans certaines zones peu desservies ou éloignées des gares, comme en Auvergne ou dans le Limousin, la voiture est finalement plus rapide* ».

Pour Rennes, le train est plus rapide que la voiture pour se rendre à Paris, dans le nord et l'est de la France, mais aussi dans le sud (Montpellier, Marseille, etc.). Au départ de Lyon, le train est le mode de déplacement le plus rapide pour rejoindre le nord et le nord-ouest de la France, ainsi que la région parisienne. A l'inverse, au départ de Clermont-Ferrand, le train est plus rapide pour rejoindre Lille, mais pour toutes les autres destinations, c'est la voiture qui reste la plus rapide.

²⁷ Le TGV en Auvergne : 40 ans d'espoir, 40 ans de désillusions, France 3, 30/04/2024.

Méthode :

Les distances et temps de trajets pour relier une ville à une autre sont issues de l'API de Mapbox et des données d'OpenStreetMap pour la voiture et de l'API de la SNCF pour les trajets en train.

Dans le calculateur d'itinéraires, les 25 villes de départ proposées correspondent aux gares les plus fréquentées à l'année selon les données de la SNCF, hors Ile-de-France. Les 50 destinations proposées ont été choisies en fonction des destinations les plus prisées des Français en période estivale.

Dans le cas des destinations qui ne sont pas reliées au réseau ferroviaire ou accessibles en transports en commun, le comparateur d'itinéraires considère que les derniers kilomètres sont parcourus en voiture ou en taxi. Pour la carte, afin de ne pas fausser la comparaison avec la voiture, on considère que les derniers kilomètres sont parcourus à vélo.

Les estimations d'émissions de CO₂e (équivalent dioxyde de carbone) pour les trajets en train sont issues du comparateur mobilité de la SNCF. Pour calculer l'impact carbone des trajets en voiture, l'étude s'est appuyée sur les calculs de l'ADEME, qui estime que chaque kilomètre parcouru en voiture thermique génère 192 grammes de CO₂e, et 19,8 grammes en voiture électrique.

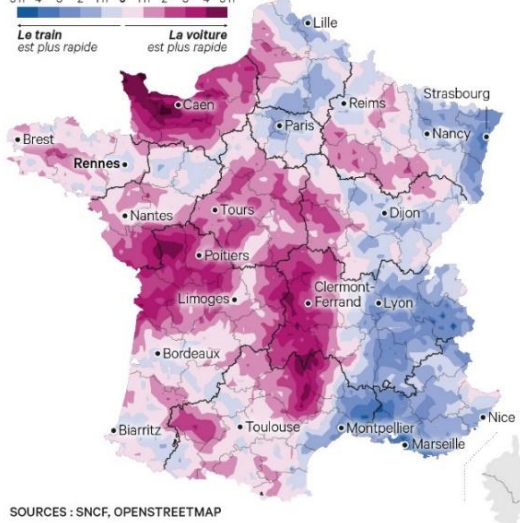
► *Faut-il prendre le train ou la voiture ?***Faut-il prendre le train ou la voiture ?**

Différence de temps de trajet en fonction des destinations au départ de **Rennes**, en heures

5h 4 3 2 1h 0 1h 2 3 4 5h

Le train est plus rapide

La voiture est plus rapide



SOURCES : SNCF, OPENSTREETMAP

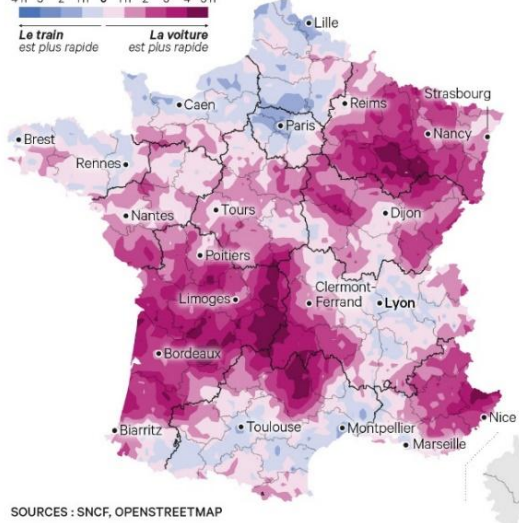
**Faut-il prendre le train ou la voiture ?**

Différence de temps de trajet en fonction des destinations au départ de **Lyon**, en heures

4h 3 2 1h 0 1h 2 3 4 5h

Le train est plus rapide

La voiture est plus rapide



SOURCES : SNCF, OPENSTREETMAP

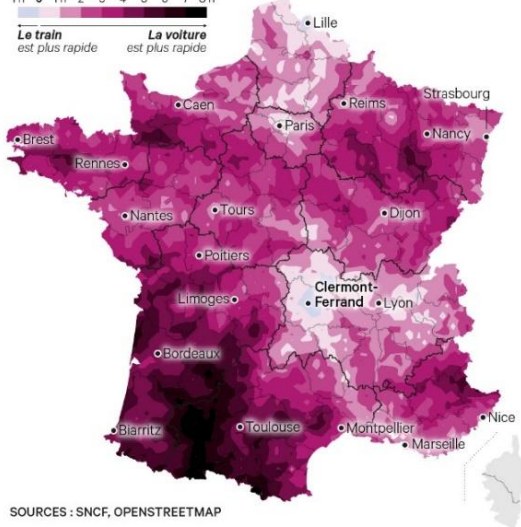


Faut-il prendre le train ou la voiture ?

Différence de temps de trajet en fonction des destinations
au départ de **Clermont-Ferrand**, en heures

1h 0 1h 2 3 4 5 6 7 8h

Le train est plus rapide La voiture est plus rapide



SOURCES : SNCF, OPENSTREETMAP

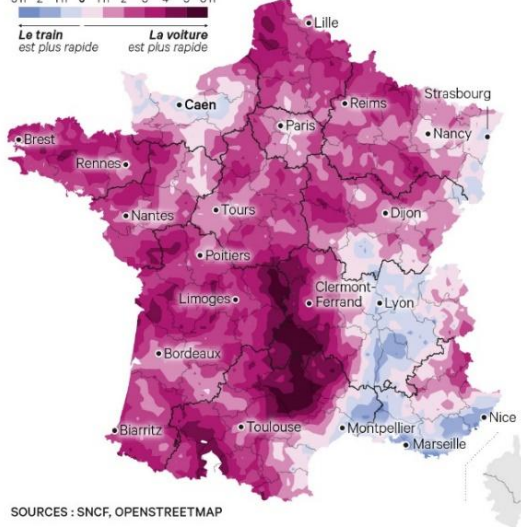
LesEchos

Faut-il prendre le train ou la voiture ?

Différence de temps de trajet en fonction des destinations
au départ de **Caen**, en heures

3h 2 1h 0 1h 2 3 4 5 6h

Le train est plus rapide La voiture est plus rapide



SOURCES : SNCF, OPENSTREETMAP

LesEchos

Source : Les Echos, 2023.

Des lignes de car interrégionales à conforter

La loi pour la Croissance, l'activité et l'égalité des chances économiques (2015) a permis la libéralisation du transport par autocar en France. Très rapidement, les compagnies d'autocars (aujourd'hui Blablacar et Flixbus) ont créé de nombreuses liaisons au départ de Clermont-Ferrand permettant de joindre en direct un grand nombre de villes françaises (Bordeaux, Grenoble, Lyon, Montpellier, Nantes, Nice, Paris, Rennes, etc.) ou européennes (Barcelone, Genève, Milan, etc.). Cette offre rencontre un certain succès, notamment auprès de publics aux revenus modestes (étudiants, retraités), attirés par des tarifs peu élevés. Cependant, il est à noter que ces liaisons sont très lentes comparées à la voiture ou au train (sauf vers Lyon), qu'elles ne circulent avec de fortes fréquences que les week-ends et pendant les vacances scolaires et qu'elles ignorent la desserte des petites et moyennes villes du Massif central (sauf Brive).

Ces lignes de car permettent néanmoins de pallier en partie le déficit de connexion ferroviaires vers les grandes villes françaises et européennes.

Des liaisons régionales peu attractives

Les liaisons vers les départements limitrophes manquent d'attractivité, à l'exception des liaisons vers Vichy et Moulins (20 trains par jour – environ une heure de trajet). En effet, ces deux villes se trouvent sur la ligne de Paris-Clermont et bénéficient de dessertes TER en complément.

Sur les autres axes de l'étoile ferroviaire Auvergne, la fréquence des trains reste limitée, avec seulement 5 à 6 liaisons directes vers Aurillac et Montluçon, et encore moins vers Le Puy ou Saint-Flour. De plus, les temps de trajet restent peu compétitifs face à l'usage de la voiture.

Les liaisons Clermont-Ferrand-Ussel / Le Mont-Dore et Clermont-Ferrand-Saint-Étienne ont été interrompues dans les années 2010 en raison de la vétusté des infrastructures. Leur réouverture se heurte au coût élevé des investissements par rapport à la faiblesse du trafic actuel. Depuis l'arrêt des circulations ferroviaires, des lignes de cars régionaux ont pris le relais, avec 6 à 7 trajets par jour.

A l'ouest, les temps de parcours en car sont comparables à ceux du train. Sur l'axe Clermont-Saint-Étienne, les deux liaisons express sans arrêt sont plus rapides que l'ancien train (grâce à l'autoroute), tandis que celles desservant des arrêts intermédiaires sont plus lentes.

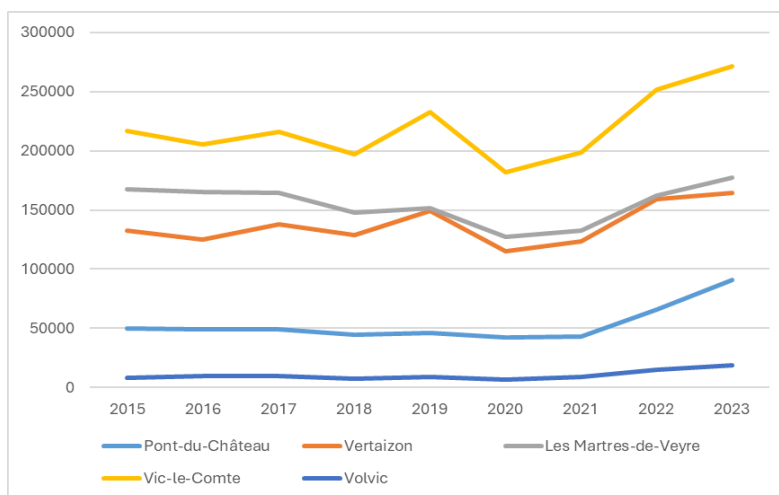
En 2023, ces lignes ont été sorties du réseau TER et ont adopté une nouvelle tarification, entraînant une baisse des prix qui a dynamisé leur fréquentation.

Un retour en grâce du train suite après la crise COVID

Le territoire du Grand Clermont est maillé par 16 gares, dont les fréquentations sont très disparates entre une gare nationale comme Clermont-Ferrand (4,5 millions de voyageurs en 2023) et des gares peu fréquentées comme sur l'axe de Volvic. Au cours des années 2010, l'usage du train était plutôt stagnant (+ 2 % entre 2015 et 2019) sur le territoire. Après une période de bien moindre usage du train en 2020-2021, en lien avec la crise COVID, l'usage du train connaît un rebond très important avec une hausse de près de 20 % entre 2019 et 2023.

Ce retour en grâce du train s'explique principalement par l'évolution du prix des carburants qui ont connu une forte hausse et ont incité des personnes à se tourner un peu plus vers le train pour leurs besoins de mobilité. Les gares des pôles de vie (Vertaizon étant considérée comme le point d'entrée pour Billom) connaissent globalement la même dynamique. Dans les années 2010, le trafic de ces 5 gares suit les mêmes dynamiques avec des variations locales : trafic plutôt en repli sur Pont-du-Château et Les Martres-de-Veyre, alors que Volvic, Vertaizon ou Vic-le-Comte voyaient leurs trafics en hausse. L'année 2020 marque un fort creux pour le trafic ferroviaire. Vic-le-Comte voit son trafic annuel de 230 000 voyageurs en 2019 baisser à 180 000 en 2020, mais connaît ensuite un rebond très net (270 000 passagers en 2023). Toutes les gares des pôles de vie suivent cette dynamique.

► *Evolution de la fréquentation des gares des pôles de vie du Grand Clermont entre 2015 et 2023 :*

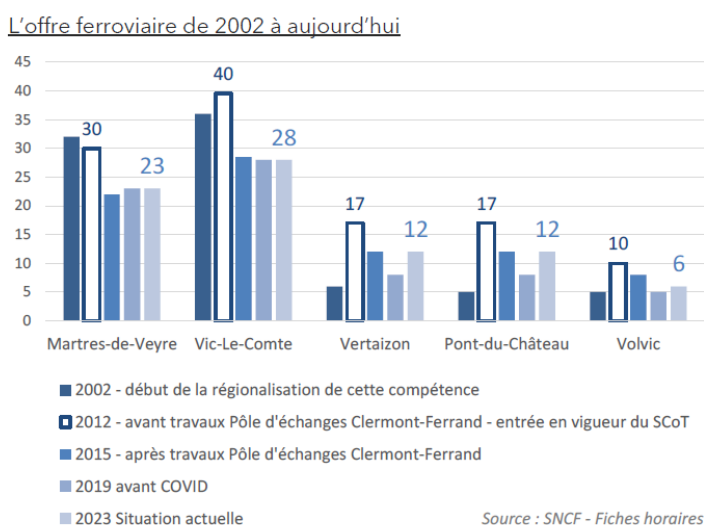


Source : Opendata SNCF.

Concernant l'offre de service, le point haut de la desserte ferroviaire du Grand Clermont se situe en 2012. A l'entrée en vigueur du SCOT, l'offre ferroviaire dans les gares du territoire est à son apogée.

La régionalisation de la compétence du transport ferroviaire date de 2002. De 2002 au début de la décennie 2010, la Région Auvergne développe les liaisons interurbaines autour de Clermont-Ferrand, notamment sur l'axe nord-sud entre Riom et Vic-le-Comte. Jusqu'à 40 trains par jour et par sens circulent entre Clermont-Ferrand et Vic-le-Comte, 30 aux Martres-de-Veyre. Sur l'axe est-ouest, les aller-retours quotidiens sont moins nombreux mais en nette progression : 17 trains par jour et par sens en gare de Vertaizon et à Pont-du-Château et 10 à Volvic. C'est également à cette période qu'un point de croisement est aménagé en gare d'Aulnat. L'entrée en vigueur du SCOT du Grand Clermont se fait dans ce contexte.

► *L'offre ferroviaire de 2012 à aujourd'hui :*



Source : Agence d'urbanisme Clermont Massif central, d'après SNCF

Source : SNCF.

2013-2015 correspond à une période de fragilisation du système ferroviaire local et à une diminution de l'offre sur tous les axes. L'aménagement du pôle d'échange intermodal (PEI) de la gare de Clermont-Ferrand oblige à refaire plusieurs quais entraînant une diminution du nombre de trains quotidiens : 67 trains express régionaux sont supprimés sur les 333 trains qui passent chaque jour en gare de Clermont-Ferrand. Les petits parcours proches de Clermont-Ferrand, vers Riom, Vertaizon, Vic-le-Comte, Durtol, Volvic sont les plus impactés. En 2014-2015, le trafic voyageur après la gare du pôle de vie de Volvic est arrêté (suppression des trains Clermont-Ussel-Brive / Limoges, puis des trains Clermont-Le Mont-Dore). En 2016, la ligne est connaît le même sort avec l'arrêt du trafic voyageur vers Saint-Etienne au-delà de Thiers. En conséquence, à l'échelle du Grand Clermont, les liaisons ferroviaires est-ouest vers Volvic et Vertaizon sont de moins en moins nombreuses.

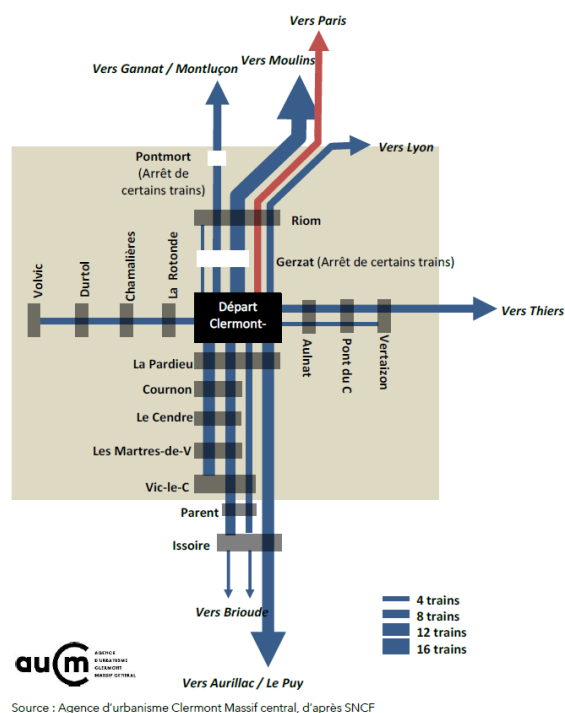
Consciente d'un déficit d'offre sur l'axe Clermont-Ferrand-Vertaizon-Thiers, la Région Auvergne-Rhône-Alpes a souhaité revaloriser cette desserte à partir de la fin de l'année 2019, avec 12 circulations ferroviaires par sens pour les gares d'Aulnat, Pont-du-Château et Vertaizon (offre moins dense au-delà). En sus, quelques circulations par autocar complètent ce canevas. L'offre est maintenue sur l'axe nord-sud.

L'organisation de la desserte ferroviaire du territoire du Grand Clermont s'inscrit dans une logique plus globale et territorialement plus large, contribuant à la qualité de l'offre locale. Ainsi, les trains qui desservent les gares des pôles de vie situées sur l'axe nord-sud continuent ou arrivent d'Aurillac et du Puy-en-Velay vers le sud, et de Montluçon, Vichy, Moulins, Lyon ou Paris vers le nord. Ces dessertes, à vocation régionale voir nationale, confèrent une relative stabilité de l'offre de service sur le périmètre du Grand Clermont. Sur l'axe est-ouest en, revanche, les liaisons ferroviaires sont des culs-de-sac et s'arrêtent à Volvic à l'ouest ou Thiers à l'est.

La liaison en transports en commun entre Clermont-Ferrand et Billom a fait l'objet de plusieurs études ou réflexions. En 2015, le bureau d'études TTK a été missionné sur une « étude de déplacements sur le secteur de Billom », à la demande du Grand Clermont, du Département et de la Région (ex-Auvergne). En 2020, les services de la Région ont été sollicités pour mettre en place une navette de rabattement entre Billom et la gare de Vertaizon. Enfin, en 2023, le Département porte une étude de faisabilité d'un transport entre Billom et Vertaizon. Ces différentes études visent à étudier l'opportunité et la faisabilité de déploiement de nouveaux services pour la desserte de ce pôle de vie.

Si ces différentes études n'ont pas conduit à la perspective d'une réouverture de la ligne ferroviaire à moyen/long terme, il a été acté un développement de la desserte par autocar sur la ligne régionale P23 Clermont-Ferrand-Billom, qui désormais propose 6 connexions par jour dans chaque sens (contre 4 auparavant).

► La desserte ferroviaire en 2023 :



Source : Evaluation du SCOT du Grand Clermont à 12 ans, AUCM, 2023.

Des lignes de bus interurbains qui permettent de relier Clermont-Ferrand aux pôles de vie :

Dans le schéma global d'organisation des mobilités porté par le SCOT du Grand Clermont approuvé en 2011, 5 pôles de vie sont identifiés comme support d'une desserte en bus interurbains : Ennezat, Billom et Tallende / Saint-Amant-Tallende / Saint-Saturnin (en raison de l'absence de gare dans ces pôles de vie), mais aussi Pont-du-Château et Volvic où la position excentrée de la gare a conduit le SCOT à positionner également une desserte en bus interurbain.

La desserte en bus interurbain a certes connu quelques évolutions de 2011 à 2023, mais aucune ligne n'a aujourd'hui les caractéristiques imaginées dans le concept de « Réseau express autocar », basé sur des fréquences élevées et des parcours rapides, utilisant le réseau autoroutier.

Entre Clermont-Ferrand et les pôles de vie (de Billom, Ennezat, Tallende et Volvic), l'offre de transport en bus interurbain (compétence régionale) est reconduite d'années en années avec des ajustements mineurs (horaires pouvant être décalés de quelques minutes) et porte généralement autour de 3 à 4 allers-retours par jour permettant la venue sur Clermont-Ferrand à la journée ou à la demi-journée. Les temps de parcours restent peu compétitifs par rapport à la voiture.

► Lignes interurbaines (car Région) assurant la desserte locale au départ de Clermont-Ferrand :

| Lignes | N° | Communes du Grand Clermont desservies (hors périmètre SMTC) |
|-------------------------------------|-----|---|
| Clermont - Thiers - Chabreloche | P01 | Vertaizon |
| Clermont - Ambert - (Arlanc) | P02 | Vertaizon |
| Clermont - Maringues - Peschadaires | P06 | Les Martres-d'Artière, Lussat, Chavaroux |
| Clermont - Aydat | P21 | Aydat |

| | | |
|--|-----|---|
| Clermont - Vertaizon - Billom | P23 | Vertaizon, Vassel, Espirat, Billom |
| Vertaizon - Chas | P25 | Vertaizon Chauriat, Chas |
| Clermont - La Roche Blanche - Saint-Saturnin | P33 | La Roche Blanche, Orcet, Chanonat, Le Crest, Tallende, Saint-Amant-Tallende, Saint-Saturnin |
| Clermont – Vic-le-Comte | P40 | Orcet, Les Martres-de-Veyre, Vic-le-Comte |
| Clermont - Veyre-Monton - Authezat | P42 | Orcet, Veyre-Monton, Authezat |
| Clermont - Saint-Saturnin - Champeix | P43 | Veyre-Monton, Tallende, Saint-Amant-Tallende, Saint-Saturnin |
| Les Ancizes / Pontgibaud - Volvic Gare | X51 | Volvic, Saint-Ours |
| Clermont - Pontaumur (Giat) | P53 | Saint-Ours |
| Clermont - Combronde | P60 | Riom, Saint-Bonnet-près-Riom |
| Clermont - Combronde (Saint-Eloy) | P61 | Riom, Saint-Bonnet-près-Riom |
| Clermont - Enval | P64 | Malauzat, Volvic, Enval |
| Clermont - Ennezat - Thuret | P70 | Lussat, Chappes, Entraigues, Ennezat, Saint-Ignat, Surat |
| Clermont - Riom | P73 | Riom, Mozac, Châtelguyon |
| Riom - Ladoux | P75 | Ménétrol, Riom |

Source : www.laregionvoustransporte.fr, 2025.

Pont-du-Château, seul « pôle de vie » dans le périmètre du SMTC, bénéficie d'une desserte en bus assez dense avec environ 40 courses par sens depuis septembre 2021 (environ 35 auparavant), et également les dimanches. Dans le cadre de la restructuration du réseau de bus de la métropole clermontoise (horizon 2026), le concept de réseau express par autocar devrait être pleinement déployé sur cette ligne. Outre des fréquences assez élevées, le parcours sera modifié pour emprunter l'autoroute A711.

D'autres évolutions institutionnelles et tarifaires sont à souligner. Les dessertes d'autocars interurbains relevaient en 2011 du Département (réseau Transdôme) et depuis septembre 2020 de la région (réseau Cars Région). En 2016, la tarification de ces services a évolué. Le ticket unité est passé de 2 euros à 3 euros. En revanche, l'abonnement mensuel est resté stable avec une formule à 45 euros par mois (à noter : légère augmentation des prix en 2025).

La desserte de la Chaîne des puys, espace emblématique du Grand Clermont : à l'été 2012, à l'initiative du SMTC, des navettes vers le Panoramique des Dômes ont été mises en service depuis la gare centrale de Clermont-Ferrand jusqu'au départ du train à crémaillère d'Orcines. Ce service est accessible avec les titres de transport T2C (Clermont-Ferrand) d'avril à novembre. La desserte saisonnière du parc « Vulcania » a été améliorée avec un service opéré l'été, mais aussi sur les vacances de printemps et d'automne, ainsi que sur les week-ends de mai. Depuis 2020, ce service est accessible avec les titres de transport T2C (Clermont-Ferrand). Depuis l'été 2021, une desserte saisonnière Clermont-Ferrand (gare routière) vers le lac d'Aydat est opérée par la Région Auvergne-Rhône-Alpes. La région propose également depuis l'été 2023 un service de navettes estivales entre le parking principal à l'entrée du Plateau de Gergovie et le musée.

Afin d'améliorer la desserte du site de Ladoux, la Région, le SMTC et Riom Limagne et Volcans ont mis en place depuis 2021 une liaison entre Riom et la ZI.

Vers une meilleure coordination des Autorités organisatrices des mobilités (AOM) sur le périmètre du Grand Clermont

Clermont Auvergne Métropole a délégué sa compétence mobilité au syndication mixte des transports en commun de l'agglomération clermontoise (SMTC-AC), créé en 1976, qui organise l'ensemble des services de mobilité sur le territoire de la métropole (et sur les communes de Mur-sur-Allier et Pérignat-sur-Allier).

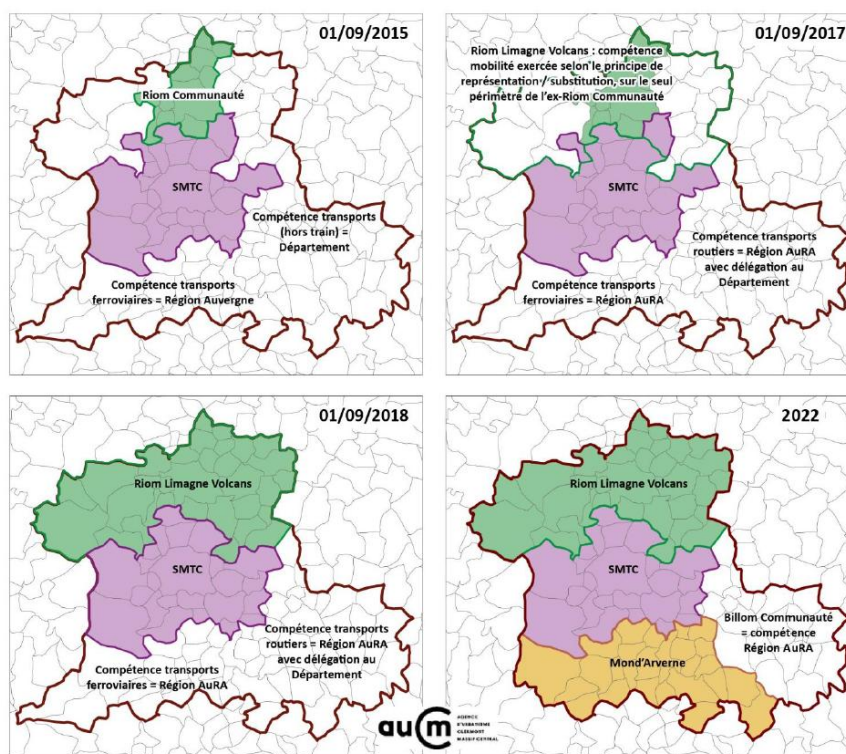
Riom Limagne et Volcans, de par son statut d'agglomération, dispose antérieurement à la Loi d'Orientations des mobilités (LOM), de la compétence mobilité sur son ressort territorial.

Billom Communauté, par délibération du 29/03/2021, a acté le refus de la prise de compétence mobilité. La Région est donc devenue autorité organisatrice de la mobilité (AOM) locale sur ce territoire.

Mond'Arverne Communauté, par délibération du 25/03/2021, a voté en faveur de la prise de compétence mobilité sur son territoire.

Depuis l'entrée en vigueur du SCOT du Grand Clermont en 2011, l'organisation des transports a profondément évolué. La création de nouvelles Autorités organisatrices de la mobilité (AOM) a permis un renforcement des compétences, ce qui pourrait améliorer la coordination entre les différents territoires et bassins de mobilité à long terme.

► Les Autorités organisatrices des mobilités (AOM) :



Source : Evaluation du SCOT du Grand Clermont à 12 ans, AUCM, 2023.

En 2015, 4 autorités compétentes étaient en place dans le Grand Clermont : la Région Auvergne pour le transport ferroviaire, le Département du Puy-de-Dôme pour le transport routier, le SMTC pour l'agglomération clermontoise, et les communes de Sayat et Saint-Beauzire, ainsi que Riom Communauté au nord.

Avec les fusions des intercommunalités et des régions en 2017, la situation institutionnelle a évolué. Riom, Limagne et Volcans a pris en charge la compétence sur son territoire de 31 communes. Les communes de Sayat et Saint-Beauzire ont quitté le SMTC et sont désormais sur le ressort territorial de RLV. Le SMTC a élargi son périmètre à l'est en incluant Mur-sur-Allier et Pérignat-sur-Allier et son champ de compétences reste inchangé.

La Région Auvergne Rhône-Alpes exerce toujours la compétence transport pour le ferroviaire, et l’a déléguée au Département du Puy-de-Dôme pour le transport routier.

En 2019, la Loi d’Organisation des mobilités (LOM), obligeant les intercommunalités à prendre la compétence ou à la déléguer à la Région, vient rebattre les cartes sur le territoire du Grand Clermont. Le SMTC et Riom Limagne et Volcans sont Autorités organisatrices des mobilités sur leur périmètre. Mond’Arverne Communauté a souhaité également prendre la compétence sans que le service soit encore déployé. Billom Communauté a en revanche fait le choix de déléguer cette compétence à la Région Auvergne-Rhône-Alpes.

Une offre locale hétérogène en matière de transports collectifs

Le Grand Clermont dispose d’une offre de services de mobilité hétérogène et propre à chaque EPCI :

| Clermont Auvergne Métropole : |
|---|
| - 1 ligne de tramway |
| - 28 lignes de bus / 3 navettes / 1 bus de nuit |
| - transport à la demande (TAD) sur 9 communes |
| - transport des personnes à mobilité réduite (TPMR) : transport à la demande ou Mooviguide (mise à disposition d’un accompagnateur pour se déplacer sur le réseau régulier tram et bus) |
| - 31 lignes scolaires gérées en régie |
| - 680 vélos en location courte durée |
| - une offre de vélos en location longue durée (vélos classiques et Vélos à assistance électrique (VAE)) |
| - Box C.vélo |
| Riom Limagne et Volcans : |
| - 7 lignes régulières RLV Mobilités + deux navettes spécifiques |
| - transport des personnes à mobilité réduite (TPMR) sur les 31 communes |
| - transport à la demande (TAD) sur deux zones (28 communes) |
| - 36 lignes scolaires (+ deux lignes pour internats) |
| - 102 Vélos à assistance électrique (VAE) en location longue durée |
| - une offre de vélos en libre-service en cours d’appel d’offre |
| Billom Communauté : |
| - plusieurs lignes régulières de cars Région (Thiers, Ambert, Billom, Chas) |
| - transport scolaire géré par la Région |
| - aucun service de location de vélo |
| Mond’Arverne Communauté : |
| - aucune ligne de transports réguliers portée par l’AOM |
| - une navette mise en place par la commune de Vic-le-Comte pour relier le centre-bourg à la gare de Longues |
| - plusieurs lignes régulières de cars Région (Authezat, Saint-Saturnin, Vic-le-Comte) |
| - transport scolaire géré par la Région |
| - aucun service de location de vélo |

Autres initiatives en faveur d'une mobilité durable

Sur le territoire de Clermont Auvergne Métropole, deux parkings relais sont disponibles pour les abonnés du réseau T2C et 3 autres parkings de proximité sont gratuits et à proximité des lignes.

La ZFEm de Clermont Auvergne Métropole :

Dans une démarche volontariste d'amélioration de la qualité de l'air, Clermont Auvergne Métropole avait devancé l'obligation légale qui lui était faite, avec une ZFE active depuis le 01/07/2023. Afin de s'aligner sur les obligations de la loi Climat et résilience du 22/08/2021, la ZFE-m a été étendue le 01/01/2025 à l'ensemble du territoire métropolitain.

L'interdiction de circulation ne concerne que les véhicules poids lourds et utilitaires légers non classés. L'interdiction porte sur l'ensemble des axes routiers de la métropole, à l'exception des axes autoroutiers.

Les ZFE-m visent à limiter la circulation dans un périmètre restreint des véhicules les plus polluants pour améliorer la qualité de l'air, et ainsi protéger la santé des habitants. Ce périmètre est signalé par des panneaux réglementaires (entrée/sortie de zone).

Les autorisations d'accès aux ZFE-m reposent sur la vignette Crit'Air. La vignette Crit'Air classe les véhicules en fonction de leur niveau d'émission de polluants atmosphériques. La vignette Crit'Air est un autocollant rond, à apposer de façon visible sur son véhicule. Il existe 6 types de vignettes différents : E, 1, 2, 3, 4 et 5.

La création d'une ZFE rend obligatoire la possession et l'affichage d'une vignette Crit'Air pour toutes les catégories de véhicules concernées par les restrictions (véhicules utilitaires légers et poids lourds). Pour l'obtenir, une demande doit être effectuée sur le site national dédié.

Le territoire dispose en outre de 32 lieux de covoiturage répartis sur le Grand Clermont, notamment le long des axes autoroutiers. Afin de dynamiser cette pratique, le SMTC a mené plusieurs expérimentations. En 2019-2020, le service de covoiturage dynamique a été testé sur l'axe Clermont-Ferrand-Rochefort-Montagne (D2089). En 2022, le SMTC a noué un partenariat avec Klaxit afin d'encourager cette pratique pour les déplacements domicile-travail en rémunérant les conducteurs et en rendant gratuit le service pour les passagers. Afin de lutter contre l'autosolisme, le SMTC a lancé une nouvelle campagne d'aides financières aux personnes pratiquant le covoiturage, via la plateforme régionale MOV'ICI.

La plateforme MOV'ICI de la Région Auvergne-Rhône-Alpes :

MOV'ICI permet de regrouper l'offre et la demande de covoiturage à l'échelle de toute la région pour faciliter les déplacements du quotidien. Cette plateforme est mise gratuitement à la disposition de tous les territoires.

Depuis 2011, le projet mutualisé de plateforme de covoiturage implique la Région, les 8 départements rhônalpins et 5 agglomérations (Valence-Romans Déplacements, la Communauté d'agglomération du Pays Voironnais, Vienne Condrieu Agglomération, Saint-Etienne Métropole et le Grand Lyon).

L'ensemble de ces partenaires a signé en 2015 une convention de partenariat pour développer le covoiturage du quotidien en construisant une solution permettant d'agréger les sites de covoiturage existants et ainsi éviter la dispersion de l'offre et la demande. Depuis 2016, de nouvelles collectivités partenaires ont progressivement rejoint ce projet commun, visant à promouvoir et développer le covoiturage du quotidien sur leurs territoires.

La Région assure le développement et l'hébergement du site. Elle coordonne l'animation sur le territoire et met à disposition des outils de communication. Les partenaires assurent la promotion de la plateforme localement et articulent le covoiturage avec leur offre de transport.

Le covoiturage connaît une progression dans le département du Puy-de-Dôme, avec plus de 10 000 passagers transportés en janvier 2025²⁸. Les trajets les plus fréquents (effectués via une plateforme de covoiturage) concernent principalement les déplacements domicile-travail, notamment entre Cébazat et Clermont-Ferrand (1 681 trajets), mais aussi vers Riom et Châtel-Guyon. La distance moyenne parcourue est de 19 km, avec une majorité des trajets situés entre 10 et 20 km. Toutefois, certaines aires de covoiturage, en entrée d'autoroute notamment, sont saturées, mettant en évidence un besoin croissant d'infrastructures adaptées.

Forte de ses 6 aires de covoiturage labellisées et de ses 3 aires informelles, la Communauté d'agglomération de Riom, Limagne et Volcans s'engage activement dans une politique de covoiturage afin de favoriser la mobilité durable et réduire l'empreinte écologique. Dans ce cadre, une étude sur le covoiturage a été réalisée en collaboration avec les territoires de Dôme Sancy Artense, Chavanon Combraille et Volcans, afin d'identifier les pratiques existantes. De plus, des animations de sensibilisation au covoiturage sont régulièrement organisées, avec pour objectif d'inciter les administrés à adopter cette solution de mobilité.

L'autopartage vise à mutualiser l'usage de voitures. Certains territoires optent pour des contrats avec des opérateurs d'autopartage (par exemple Citiz), qui proposent des véhicules au départ de stations identifiées dans l'espace public. Sur le territoire du Grand Clermont, l'approche retenue est différente. Le SMTC a mis en place sur son ressort territorial le dispositif « Mon auto partagée ». Il s'agit de mettre en commun des véhicules appartenant à des particuliers entre plusieurs personnes. Pour encourager cette pratique, le SMTC apporte des conseils aux utilisateurs et prend en charge une assurance adaptée évitant tout malus en cas d'accident.

Le territoire dénombre 114 emplacements équipés d'infrastructures de recharge pour véhicules électriques (IRVE), avec une concentration importante des équipements sur le territoire métropolitain.

Démarches et projets en cours dans les 4 EPCI

Chaque EPCI porte différents projets en matière de mobilités afin de répondre aux besoins du territoire.

Clermont Auvergne Métropole :

- Le SMTC a approuvé son Plan de déplacements urbains (PDU) en 2019. Ce document stratégique vise à organiser l'ensemble des mobilités à horizon 10 ans sur le territoire de la métropole. Lorsque la révision du SCOT sera approuvée, le PDU devra être rendu compatible dans un délai de 3 ans (article L.142-2 du Code de l'urbanisme).
- Mise en application de la ZFEm au 01/07/2023, qui restreint la circulation des véhicules lourds et utilitaires légers non classés sur l'ensemble du territoire métropolitain.
- Clermont Auvergne Métropole a adopté son Schéma cyclable en 2019 et prévoit sur 10 ans la réalisation de 365 km d'aménagements cyclables.
- Révision du Schéma de circulation en juin 2023 : création d'un « ring » à l'intérieur des boulevards du XIXe siècle pour limiter les trajets de transit dans le centre-ville de Clermont-Ferrand.
- Clermont Auvergne Métropole et la Ville de Clermont-Ferrand disposent depuis 2019 d'un Schéma de transition énergétique et écologique (STEE). Ce document prévoit en axe 3 de miser sur un territoire sobre et efficace en énergie au travers de la cible 14 : « Favoriser la mobilité alternative à la voiture individuelle ».

Billom Communauté :

- Adoption du Schéma cyclable communautaire en 2023, prévoyant un budget de 9 M d'euros dédiés aux aménagements cyclables (+ 82 km à l'horizon 2032). Ce schéma prévoit 3 axes de travail et 12 actions pour favoriser la pratique du vélo.
- Adoption du Plan climat air énergie territorial (PCAET) en janvier 2021, avec l'objectif de réduire de 35 % les émissions de gaz à effet de serre (GES). Le document prévoit la mise en place d'une orientation concernant la réduction des émissions liées à l'habitat et à la mobilité.

²⁸ Source : <https://observatoire.covoiturage.gouv.fr/>.

Riom Limagne et Volcans :

- Adoption du Schéma cyclable communautaire en février 2021, qui prévoit 271 km d'aménagements cyclables à réaliser représentant 22,9 M d'euros.
- Adoption du PCAET en novembre 2019, avec un objectif de réduction des GES de 32 % et des actions sur la thématique « Développer des transports et une mobilité pour tous et pour le climat ».

Mond'Arverne Communauté :

- Élaboration d'un Plan de mobilité simplifié (PDMS) communautaire entre 2023 et 2025.
- Adoption du PCAET en avril 2019, qui comprend notamment des actions sur la thématique « La mobilité durable : une réflexion est à mener à propos des pratiques individuelles, en œuvrant au déploiement de solutions alternatives à l'autosolisme (covoiturage, télétravail, etc.) ».
- Élaboration d'un Schéma cyclable sur la commune d'Aydat.

Le projet InspiRe et la transformation du réseau de transports en commune de l'agglomération clermontoise

Le projet InspiRe de Clermont Auvergne Métropole, issu des orientations du Plan de déplacements urbains (PDU), et actuellement en cours de déploiement, vise à transformer l'offre de mobilité sur l'ensemble du territoire métropolitain. Il repose sur la création de deux lignes de Bus à haut niveau de service (BHNS) - les lignes B et C - reliant les principaux pôles de l'agglomération, et sur la reconfiguration complète du réseau de transports en commun. Ce projet intègre également des objectifs de modernisation des infrastructures, d'intermodalité (création de parkings-relais), de requalification des espaces publics et d'apaisement des circulations, à travers le développement des modes actifs (marche et vélo). Il s'inscrit dans une logique de transition écologique en réduisant la place de la voiture et en favorisant les mobilités durables.

Avec un budget de plus de 325 millions d'euros, InspiRe ambitionne d'offrir un réseau plus performant, accessible et attractif, accompagnant ainsi le développement du territoire et la transition vers une ville plus résiliente.

Le réseau actuel :

Le réseau de transports collectifs urbains est aujourd'hui structuré autour :

- Du tramway, en service depuis 2006 et étendu en 2013, qui a profondément modifié les pratiques de déplacement et contribué à la transformation urbaine des secteurs qu'il traverse.
- D'un réseau de bus attractif dans le cœur d'agglomération, avec plusieurs lignes fortes (B, C, 3, 4) bénéficiant de fréquences inférieures à 15 minutes en heures de pointe. Toutefois, on observe des disparités dans l'offre, notamment en termes d'amplitude horaire et de desserte le week-end. A elles seules, 5 lignes (A, B, C, 3, 4) concentrent 42 % des courses hebdomadaires et 80 % de la fréquentation.
- D'une desserte plus limitée vers les communes périphériques, avec une fréquence réduite. Seules Orcines et Saint-Genès-Champanelle ne sont pas desservies par des lignes régulières, mais bénéficient d'un service de Transport à la demande (TAD).

Par ailleurs, le réseau routier interurbain, notamment à travers le réseau Transdôme, complète l'offre de mobilité, principalement à vocation scolaire.

Le futur réseau InspiRe à l'horizon 2026 :

Le projet InspiRe permettra à terme :

- La création de 20 km supplémentaires de lignes de bus.
- La couverture de 90 % des habitants et 92 % des emplois du territoire métropolitain.
- Une amélioration de la vitesse commerciale et de la régularité des bus.
- Un report modal vers les transports collectifs, réduisant l'usage de la voiture individuelle.

La nouvelle organisation du réseau s'articule autour de plusieurs composantes :

- La ligne BHNS B, de Royat à Aulnat, desservira Chamalières, le centre de Clermont, la gare, les quartiers en mutation de l'entre-deux-villes et de Saint-Jean, ainsi que les pôles économiques du Brézet et de l'aéroport.
- La ligne BHNS C, de Durtol à Cournon-d'Auvergne, passera par le centre de Clermont, la Pardieu, les zones d'activités économiques et la Grande Halle d'Auvergne, ainsi que les secteurs en renouvellement urbain de Cournon (gare de Sarliève, ZAC République, etc.).
- Des lignes structurantes desserviront les communes et quartiers les plus denses (Cébazat, Gerzat, Lempdes, Pont-du-Château, Aubière, Beaumont, Romagnat, Ceyrat, Royat), ainsi que les grands équipements et services urbains.
- Des lignes complémentaires, en service en semaine, avec une offre renforcée en heures de pointe, desserviront notamment Blanzat, Nohanent et Pérignat-lès-Sarliève.
- Des lignes de proximité permettront de relier directement certaines communes entre elles, sans passer par le centre de Clermont-Ferrand, et d'assurer une desserte fine ou un rabattement vers les lignes principales. Elles offriront une nouvelle couverture pour des secteurs jusque-là non desservis (Orcines, Saint-Genès-Champagnelle, etc.).
- De nouveaux parkings-relais seront créés pour faciliter l'intermodalité, en particulier depuis les territoires voisins.

► *Schéma du projet inspiRe :*



Source : <https://inspire-clermontmetropole.fr>.

Ce nouveau réseau s'inscrit dans une dynamique de transformation urbaine, accompagnant la requalification des espaces publics, la végétalisation, la création de pistes cyclables, et la redynamisation des centres-villes et zones d'activités.

Il constitue également un moteur pour les projets de renouvellement urbain actuels et futurs, en cohérence avec les orientations du PLU de Clermont Auvergne Métropole.

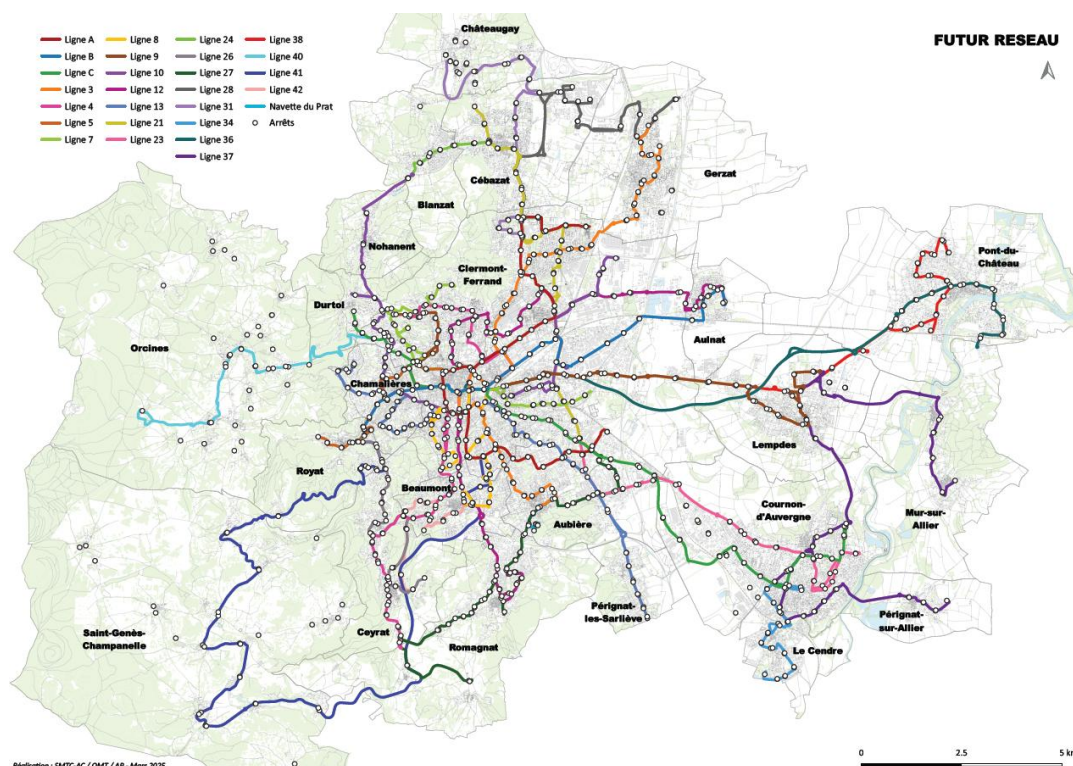
Les objectifs du nouveau réseau²⁹ :

- 90 % des habitants desservis par une ligne de bus ou à proximité d'un arrêt de bus.
- 30 minutes pour que chaque habitant accède aux services essentiels de proximité (santé, administration, emploi, enseignement) en transport en commun.

²⁹ <https://inspire-clermontmetropole.fr/futur-reseau/>.

- 92 % des emplois de la métropole desservis par un arrêt du nouveau réseau.
- 20 % d'offre kilométrique supplémentaire sur le nouveau réseau, qui se traduit par de nouvelles lignes et plus de trajets par jour.
- La desserte des principales zones d'emplois de la métropole, de chaque collège et lycée publics ainsi que celle des sites d'enseignement supérieur et des centres hospitaliers et médicaux.
- Améliorer les temps de parcours et offrir à tous les habitants et usagers un service complet de transport permettant de proposer une alternative à la fois crédible et compétitive à la voiture individuelle.
- Mettre fin au système du « tout étoile » et en créant des lignes en rocade afin de relier les communes de la métropole les unes aux autres sans traverser le centre urbain.

► *Plan du futur réseau de transports publics :*



Source : SMTC-AC, 2025.

Développement de l'offre de parkings-relais sur le territoire :

Clermont Auvergne Métropole poursuit le développement ambitieux de son réseau de parkings-relais (P+R) afin de proposer aux automobilistes des solutions de stationnement pratiques, accessibles et connectées aux transports en commun. D'ici début 2026, le territoire passera de 1 400 places réparties sur 5 P+R (en 2023) à 3 300 places réparties sur 27 sites. Autre avancée majeure : la généralisation de la gratuité de ces parkings pour les usagers des transports en commun.

Avec la mise en service du projet InspiRe, le nombre de parkings-relais va plus que quintupler. Les automobilistes disposeront ainsi de 3 300 places de stationnement début 2026, contre 1 400 avant le lancement des travaux. Cette montée en puissance vise à renforcer l'intermodalité : chacun pourra stationner facilement et en toute sécurité à proximité d'un arrêt de transport public, pour ensuite poursuivre ses déplacements rapidement et confortablement à travers la métropole en tramway, tram-bus ou bus.

Le développement des P+R contribuera également à réduire la circulation automobile dans les centres urbains, facilitant ainsi les déplacements de celles et ceux qui n'ont pas d'alternative à l'usage de la voiture. En offrant une solution de report modal efficace, la métropole accompagne aussi ses objectifs en matière de qualité de l'air, de sobriété énergétique et de cadre de vie.

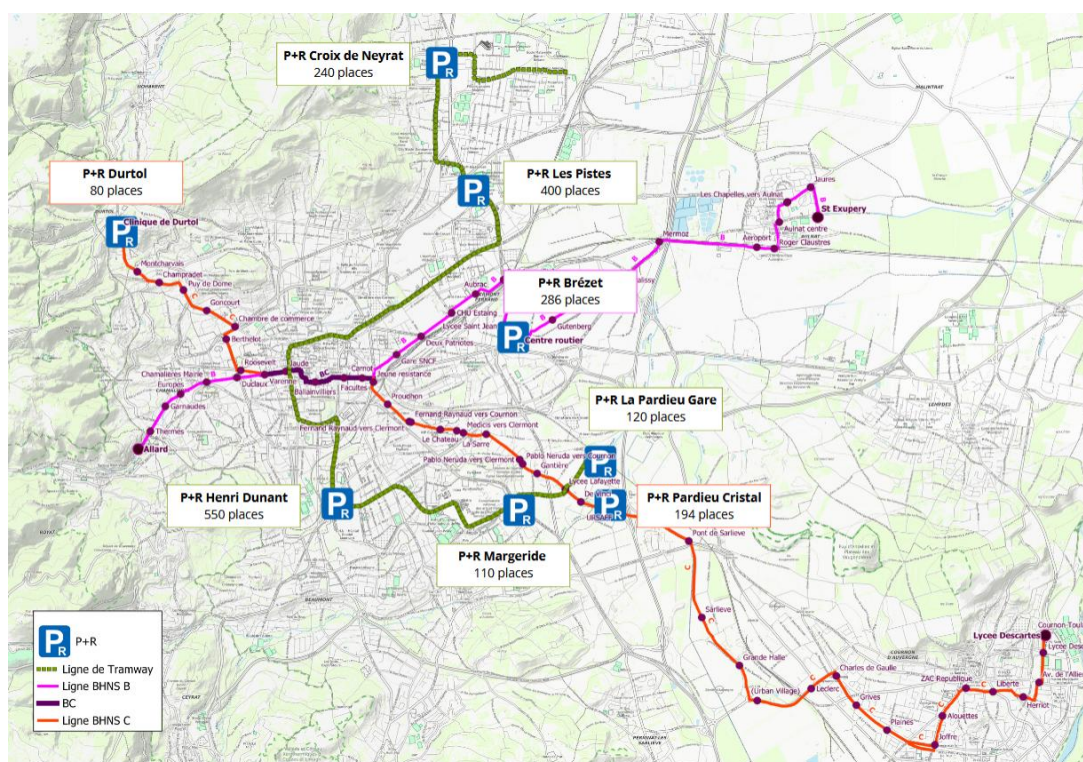
Par ailleurs, les nouveaux parkings-relais intégreront des aménagements destinés à favoriser l'intermodalité cyclable : stationnements vélos sécurisés, accès aux pistes cyclables à proximité et connexions pensées pour faciliter la combinaison vélo + transport collectif.

Le stationnement sur l'ensemble des 27 P+R - dont Henri-Dunant et les Pistes, jusqu'alors payants pour ceux qui ne possèdent pas un abonnement T2C - sera gratuit pour tous les usagers des transports en commun. Cette mesure incitative vise également à rendre l'offre lisible et homogène.

Ce développement s'inscrit dans le cadre du PDU et du projet InspiRe, avec plusieurs objectifs :

- Améliorer l'attractivité des 5 P+R existants (Henri-Dunant, Pardieu, Les Pistes, Margeride et Croix-de-Neyrat).
- Programmer la construction des 3 P+R en ouvrage identifiés via le projet InspiRe (Durtol, La Pardieu Cristal, Le Brézet) et mis en service progressivement d'ici début 2026.
- Expérimenter la fonction P+R sur 19 parkings existants.
- Permettre le déploiement des P+R à plus long terme.

► *Localisation des parkings-relais en ouvrages :*



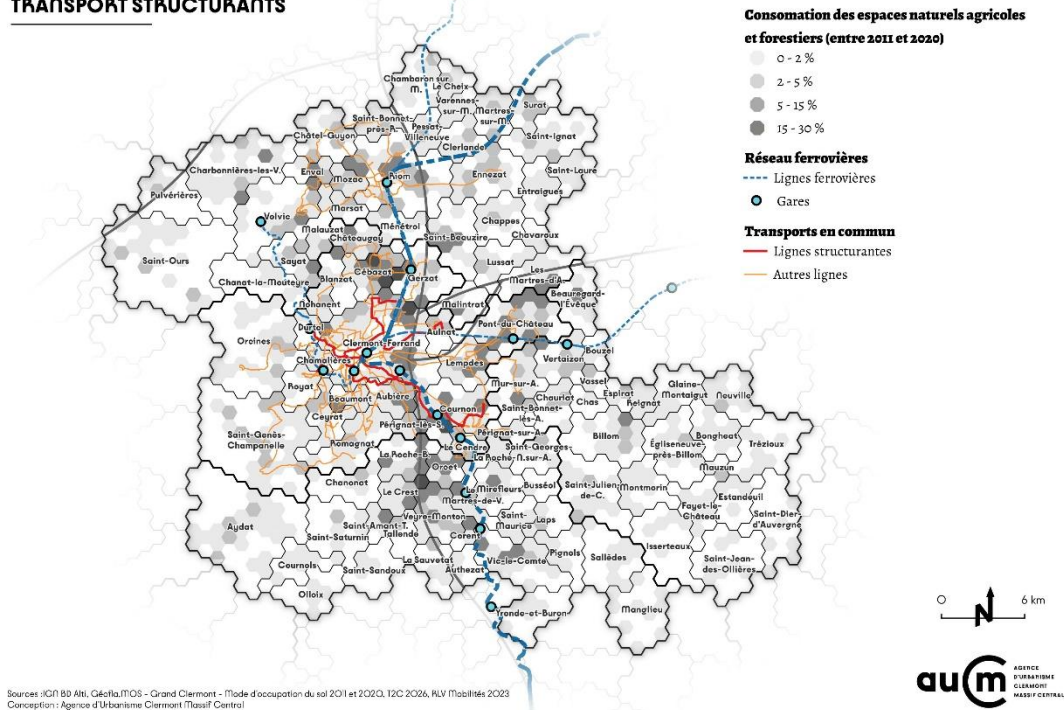
Source : Clermont Auvergne Métropole, 2025.

Une inadéquation entre développement urbain et desserte en transports en commun

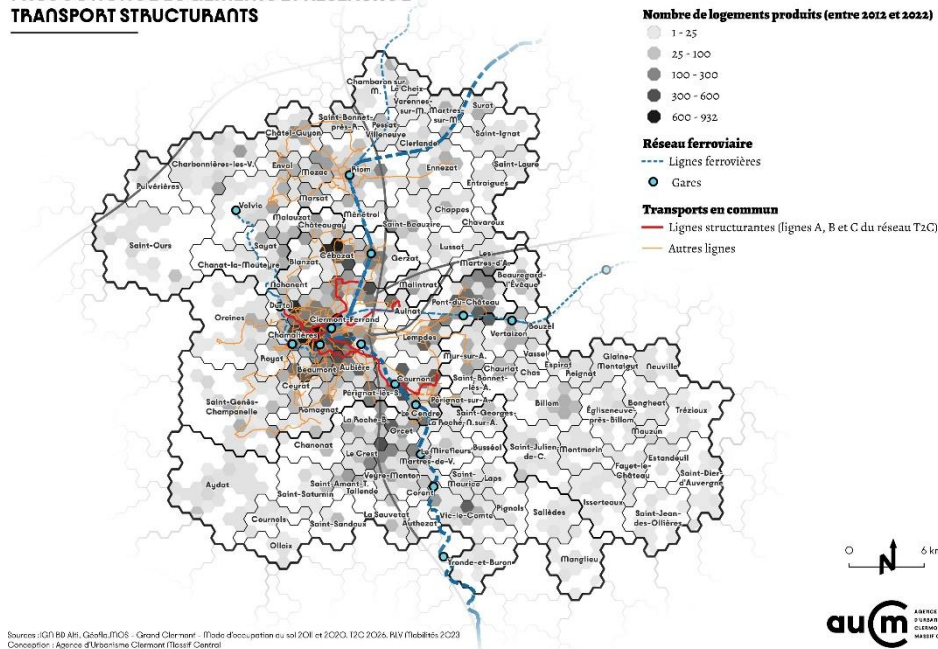
Malgré un ralentissement, l'artificialisation des terres se poursuit, et la trajectoire actuelle reste en deçà des objectifs de sobriété foncière et énergétique fixés aux niveaux européen et national, tels que le ZAN (Zéro artificialisation nette) et le ZEN (Zéro émission nette). La consommation d'espaces naturels, agricoles et forestiers (ENAF) demeure importante, en particulier dans la plaine de la Limagne, à proximité des corridors autoroutiers et sur les contreforts de la Chaîne des puys.

Par ailleurs, le développement urbain s'effectue principalement en périphérie, notamment dans la plaine et au sud, dans une logique de périurbanisation qui ne correspond pas toujours à la présence de lignes de transport en commun structurantes. Certains pôles comme Pont-du-Château, Cournon/Le Cendre et Gerzat connaissent une forte urbanisation autour de leurs gares, mais les secteurs artificialisés autour de ces pôles ne sont pas toujours bien accessibles, faute de cheminements directs. Ces tendances complexifient l'atteinte des objectifs de transition écologique, en renforçant la dépendance automobile et la consommation des sols.

CONSUMMATION FONCIÈRE ET RÉSEAUX DE TRANSPORT STRUCTURANTS



PRODUCTION DE LOGEMENTS ET RÉSEAUX DE TRANSPORT STRUCTURANTS



Des Schémas cyclables structurants pour maximiser l'usage du vélo au quotidien

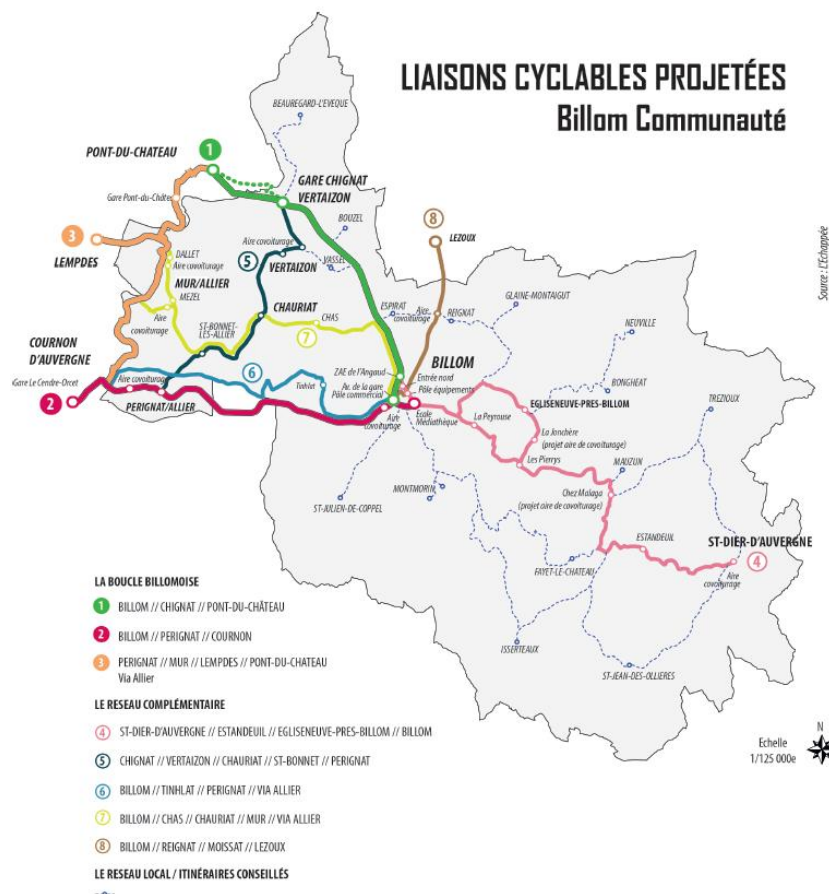
Les collectivités de Clermont Auvergne Métropole, Billom Communauté et Riom Limagne et Volcans ont mis en place des Schémas directeurs cyclables ambitieux visant à promouvoir l'usage du vélo et à développer des infrastructures adaptées.

Clermont Auvergne Métropole : a adopté un Schéma cyclable métropolitain avec pour objectif, à l'horizon 2028, de disposer de 365 kilomètres de réseau cyclable structuré et de 5 400 arceaux pour le stationnement

des vélos. Ce plan, doté d'un investissement de 31 millions d'euros sur 10 ans, prévoit également le développement de services tels que la location de vélos C.Vélo et la mise en place d'un code de la rue favorisant la cohabitation des usagers.

Billom Communauté : a élaboré son Schéma directeur cyclable pour les 10 prochaines années, avec l'ambition de faire de son territoire une « Terre de vélo ». Ce plan, fruit de 9 mois de concertation avec les partenaires locaux, vise à offrir aux habitants la possibilité de se déplacer à vélo pour le travail, l'école, les loisirs ou les courses, et à inciter les touristes à découvrir la région autrement. Le projet prévoit de créer 8 liaisons structurantes.

► *Schéma directeur cyclable de Billom Communauté :*



Source : Billom Communauté, 2023.

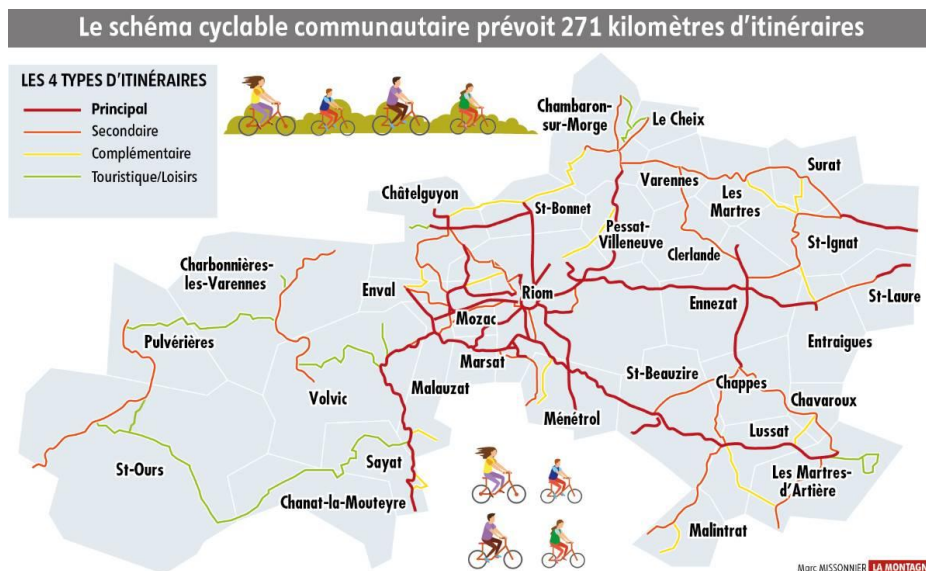
Riom Limagne et Volcans : a adopté en février 2021 un Schéma directeur cyclable élaboré en collaboration avec les communes et les acteurs du territoire. Ce plan prévoit un maillage cohérent de pistes cyclables, avec 271 kilomètres d'aménagements existants ou futurs, afin de faciliter les déplacements à vélo et de promouvoir une mobilité durable sur le territoire.

4 types d'itinéraires ont été identifiés, les uns étant principaux (considérés comme « structurants »), les autres étant secondaires, complémentaires ou destinés au tourisme et aux loisirs. La majorité de ces itinéraires suivent les routes communales ou départementales.

Le réseau cyclable de RLV s'articule autour d'un pôle central : Riom et ses boulevards, véritable nœud de convergence. Depuis ce cœur urbain, plusieurs itinéraires rayonnent vers les communes proches telles que Ménérol, Ennezat, Pessat-Villeneuve, Saint-Bonnet-près-Riom, mais aussi Mozac, Marsat, Enval, et jusqu'à Volvic. Dans la partie orientale du territoire, marquée par la plaine de Limagne, les tracés cyclables s'étendent sur de longues distances et assurent une bonne continuité d'est en ouest, notamment entre Ennezat et Chappes, les

Martres-d'Artière et Saint-Beauzire, ou encore entre Chambaron-sur-Morge et Surat. En revanche, les liaisons sont plus limitées dans les secteurs de relief, notamment dans la Chaîne des puys, où les itinéraires prennent principalement une vocation de loisirs et de découverte touristique.

► *Schéma directeur cyclable de Riom, Limagne et Volcans :*



Source : RLV, La Montagne, 2021.

Ces initiatives témoignent de la volonté des collectivités locales de développer des infrastructures cyclables sécurisées et de promouvoir l'usage du vélo comme mode de déplacement quotidien.

Le projet de Service express régional métropolitain (SERM) Clermont Auvergne

Afin de répondre aux enjeux de décarbonation des mobilités du quotidien, mais aussi à la vulnérabilité économique des personnes effectuant de longs trajets domicile-travail, la Loi d'Orientation des Mobilités (2019) a impulsé la perspective de projets de RER dans les métropoles, avec l'ambition de doubler la part modale du ferroviaire.

► *Carte des Services express régionaux métropolitains (SERM) en France :*

Services express régionaux métropolitains (SERM)



Depuis quelques années, ce sujet fait l'objet d'une attention aussi bien au niveau national, avec le développement de RER dans une dizaine de métropoles régionales, qu'au plan local, avec la signature d'une convention entre l'Etat, la Région et le Pôle métropolitain Clermont Vichy Auvergne (PMCVA) pour réaliser un schéma directeur de l'étoile ferroviaire clermontoise. Cette étude vise à définir les ajustements du réseau ferroviaire pour assurer des dessertes plus fréquentes (un train toutes les 15 à 30 minutes aux heures de pointe), permettant d'attirer un plus grand nombre de voyageurs. Elle constitue à présent une des études en cours pour la préfiguration d'un Service express régional métropolitain (SERM) clermontois.

Ce sujet connaît une véritable accélération depuis la publication de la loi relative aux Services express régionaux métropolitains (SERM) du 27/12/2023, qui élargit le concept à une offre globale permettant de lutter contre les émissions de gaz à effet de serre issues du mode routier. Il ne s'agit plus seulement de proposer un service ferroviaire à haut niveau de services, mais de disposer d'un bouquet de solutions de transports multimodaux, coordonnés entre eux, s'appuyant sur le ferroviaire, mais aussi les autres modes, notamment routiers.

Dès mars 2024, la Région Auvergne Rhône-Alpes et les principales métropoles régionales ont souhaité s'engager dans ce processus. Au niveau clermontois, un dossier précisant l'avancement du projet et les orientations envisagées a été déposé en juin 2024. Il a fait l'objet d'une co-construction entre la Région, le PMCVA (représentant 11 EPCI et la CCI), le SMTC, le SM-TUT (Thiers) et la Communauté de communes Saint-Pourçain Sioule Limagne.

Afin d'engager les études de préfiguration, une convention de financement lie depuis décembre 2024 l'Etat, la Région, le SMTC, Vichy Communauté, Riom Limagne et Volcans, le SM-TUT (Thiers), Agglomération Pays d'Issoire, le Pôle métropolitain Clermont Vichy Auvergne, la Société des Grands Projets, SNCF Réseau et SNCF Gares et Connexions. Ces études visent à préfigurer l'organisation et le financement d'un système de mobilité multimodal de l'aire d'influence de Clermont-Ferrand.

Le SERM Clermont-Auvergne a pour ambition, à l'échelle de ce bassin d'environ 700 000 habitants, de présenter une offre de mobilité attractive pour les échanges entre les principales polarités du territoire (Clermont-Ferrand et les 4 villes moyennes), ainsi que de proposer des alternatives à la voiture pour les territoires périurbains. Cette structure des mobilités vise à renforcer l'organisation en archipel du territoire et à lutter contre la périurbanisation.

Dès lors, il s'agit d'offrir un service ferroviaire et/ou routier fréquent (a minima un train ou car inter-urbain toutes les 30 min en heure de pointe) sur les différentes lignes autour de Clermont-Ferrand. Le premier horizon de mise en œuvre est fixé pour 2028/2029 en lien avec la nouvelle desserte de la ligne Paris-Clermont-Ferrand et l'ouverture à la concurrence des TER dans la partie Auvergne. L'ambition est de développer l'offre, la rendre plus lisible avec le cadencement. A cet horizon, le service se réalise avec les infrastructures existantes et le matériel roulant qui circule actuellement sur les lignes. Celui-ci est plus sollicité notamment en milieu de matinée et en soirée. A plus long terme (vers 2035), un deuxième palier pourrait être franchi suite à des opérations sur l'infrastructure (signalisation, points de croisement, etc.) et la commande de matériel roulant supplémentaire.

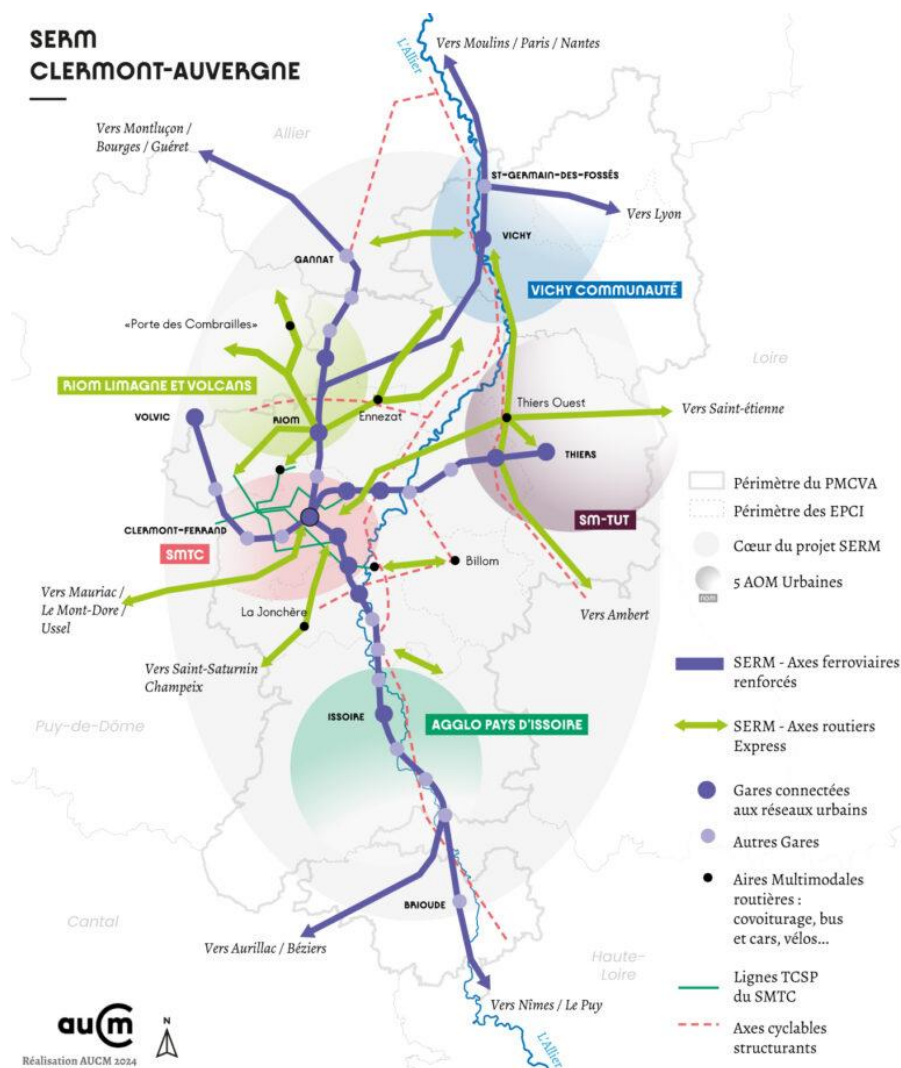
Pour compléter le maillage ferroviaire, l'offre des cars « Région » est repensée et développée. Il s'agit en priorité de proposer une offre de haute qualité sur des liaisons non desservies par le train ou en rabattement sur celui-ci. Au-delà du développement des fréquences, une attention forte est portée aux temps de parcours en étudiant les possibilités d'utiliser les autoroutes et voies rapides ou encore les couloirs bus des zones agglomérées.

Le projet s'articule avec les réseaux de transports urbains qui sont renforcés et mieux articulés avec les gares : dès septembre 2024 à Riom et à l'horizon 2026 pour les réseaux de Clermont-Ferrand, Issoire, Thiers et Vichy. Dès à présent, une navette assure le lien entre Volvic et sa gare. D'autres articulations entre le train et les transports urbains sont amenés à se renforcer notamment dans le cadre du projet InspiRe.

Une attention particulière est portée aux conditions d'insertion urbaine du SERM sur les 30 gares du territoire, ainsi que sur les points stratégiques du réseau routier (exemple : péage de Thiers-Ouest), afin d'offrir de l'intermodalité entre les différents modes collectifs, la voiture (parking-relais, covoiturage) et le vélo.

Il est nécessaire d'agir également sur l'information voyageur, la signalétique (à homogénéiser), la billettique, ainsi que la vente de titres. Dans un premier temps, il s'agit de pouvoir acheter les différents titres sur l'ensemble du territoire et à terme de travailler sur une tarification unifiée à l'échelle du périmètre SERM.

► Carte du SERM Clermont-Auvergne :



► Source : AUCM.

LES GRANDES TENDANCES A RETENIR

- Une baisse globale du nombre de déplacements quotidiens entre 2012 et 2022, observée aussi bien au niveau local que sur d'autres territoires en France, en lien avec l'évolution des modes de vie
- Une polarisation des déplacements autour et vers la métropole, avec Clermont-Ferrand comme principal pôle d'attractivité
- Une faible part des déplacements en-dehors du Grand Clermont, principalement concentrés sur certains axes : de Billom Communauté vers le bassin thiernois, de RLV vers Vichy et de Mond'Arverne vers Issoire
- Une proportion grandissante de personnes immobiles (12 %)
- Des déplacements domicile-travail ville-centre > périphérie qui structurent l'organisation du territoire, avec une part toujours plus forte de personnes habitant dans la périphérie clermontoise et travaillant à Clermont-Ferrand
- Une distance parcourue de 10,8 km en moyenne pour les déplacements domicile-travail (en 2022)
- Les déplacements domicile-travail pèsent 15 % de l'ensemble des déplacements quotidiens et 22 % des kilomètres parcourus
- Une très forte dépendance à la voiture pour les trajets domicile-travail, avec 90 % des déplacements effectués en voiture individuelle
- Une baisse progressive de l'usage de la voiture individuelle (58 % des déplacements), au profit des transports en commun (9 %) et des modes actifs (marche, vélo), soutenue par les politiques publiques locales
- Un recul du trafic aérien depuis 2020 à l'aéroport de Clermont-Ferrand, en partie lié à la crise COVID et à une restructuration des offres de vols (430 000 passagers en 2019 contre 230 000 en 2024)
- Un rebond important de l'usage du train, avec une hausse de près de 20 % entre 2019 et 2023, après un creux en 2020-2021 lié à la crise COVID
- Une dynamique de périurbanisation qui reste déconnectée des infrastructures de transport collectif, renforçant la dépendance à la voiture dans certains secteurs
- Un projet de SERM à l'échelle du Pôle métropolitain qui vise à développer une offre de mobilité attractive pour les échanges du quotidien entre les principales polarités du territoire
- Des initiatives locales pour encourager une mobilité plus durable, portées par les EPCI : projet InspiRe, Plans de Mobilités (PDM-s), PCAET, Schémas cyclables, etc.
- Des démarches menées par chaque EPCI : projet InspiRe, Plans de mobilités (PDM-s), PCAET, Schémas cyclables, etc. pour inciter à une mobilité plus durable

LES ENJEUX EN MATIERE DE SOLIDARITES, DE SOBRIETE ET D'HABITABILITE

→ Renforcement de l'accessibilité externe du territoire :

- consolider l'infrastructure aéroportuaire de Clermont-Ferrand Auvergne pour répondre aux enjeux stratégiques du territoire
- renforcer l'accessibilité ferroviaire, en particulier les lignes Clermont-Paris et Clermont-Lyon, afin de faciliter les échanges avec les grands centres urbains

→ Amélioration de la desserte interne du territoire :

- articuler les objectifs du SCOT avec le projet de SERM pour une cohérence territoriale renforcée
- renforcer le réseau ferroviaire et l'offre de bus interurbains pour une desserte plus fréquente et attractive, afin de capter un plus grand nombre de voyageurs
- optimiser les circulations et réduire les temps de parcours : mettre en œuvre des aménagements routiers sur les axes structurants et favoriser un partage de la voirie entre différents usagers (poids lourds, véhicules légers, engins agricoles, cyclistes, piétons, etc.)

→ Organisation spatiale et armature territoriale :

- lutter contre l'isolement et désenclaver les territoires les plus ruraux en développant des solutions adaptées
- renforcer les polarités structurantes en y intégrant des commerces et services, afin de faciliter les déplacements quotidiens et promouvoir la mobilité en boucle (domicile > travail > achats > loisirs > domicile)
- assurer un meilleur accès aux pôles scolaires et universitaires pour favoriser la mobilité étudiante
- créer des espaces partagés de proximité pouvant accueillir des services et équipements "ambulants" (France Services, bibliobus, télé médecine, etc.)

→ Décarbonation des mobilités :

- promouvoir les modes alternatifs à la voiture individuelle et à l'autosolisme, tels que le covoiturage et les modes actifs (marche, vélo, etc.)
- développer des solutions de mobilité décarbonée pour les déplacements de proximité, afin de réduire l'empreinte carbone
- consolider la logique actuelle des bassins d'emplois autour des polarités et encourager la mixité fonctionnelle en rapprochant les lieux de travail, les équipements et les lieux de vie
- veiller à desservir les principaux bassins d'emplois par les transports en commun
- améliorer le système cyclable (qualité et sécurité des infrastructures, maillages, stationnement) et piétonnier (trottoirs, éclairage) sur tous les territoires, y compris dans les secteurs les moins denses
- anticiper les nouveaux modes de déplacements, tels que les voitures autonomes et intelligentes

→ Coordination des actions en matière de mobilité à l'échelle du SCOT :

- renforcer le dialogue et la coordination entre les AOM à l'échelle du Grand Clermont
- articuler les politiques de mobilité avec celles de l'habitat et du développement économique pour une approche intégrée et cohérente
- articuler PLUi, PLH, PCAET et PDM et définir des objectifs communs en lien avec le SCOT
- articuler les actions du SCOT avec celles du Pôle métropolitain Clermont Vichy Auvergne (projet de SERM notamment)

4.3• Services et équipements

Chiffres-clés :

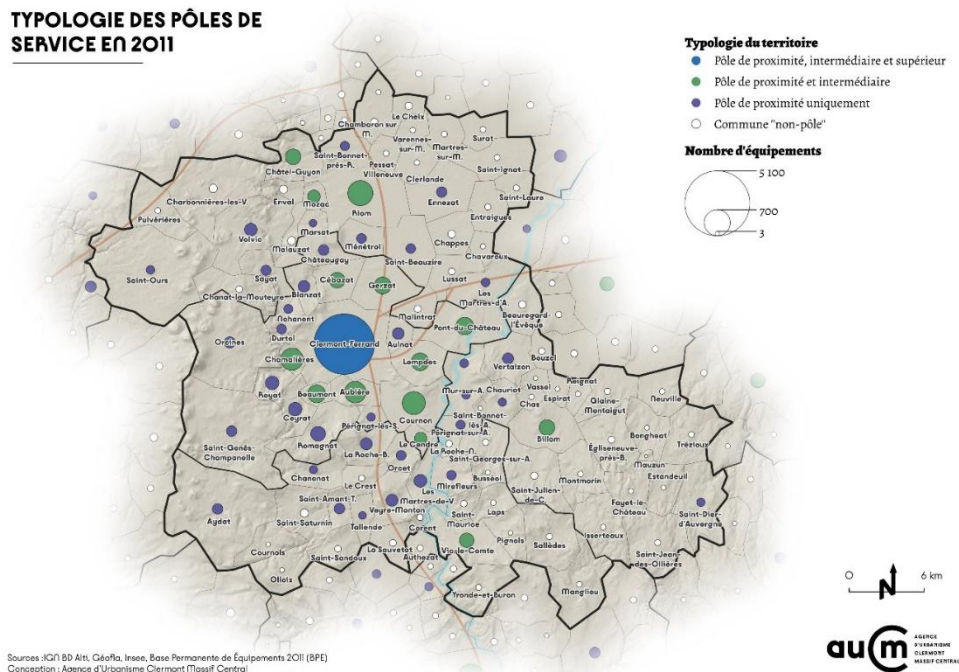
15 525 équipements et services sur le Grand Clermont en 2021 (BPE INSEE)
35,4 équipements pour 1 000 habitants
70 % d'équipements de proximité
18 % d'équipements intermédiaires
12 % d'équipements supérieurs
Une seule commune (Clermont-Ferrand) est « pôle de services et d'équipements de niveau supérieur »
16 communes sont « pôles de proximité et intermédiaires » (dont 10 sur Clermont Auvergne Métropole)
10 médecins généralistes pour 10 000 habitants
3,34 pharmacies pour 10 000 habitants

Un développement des équipements et services depuis 2011 qui renforce le « cœur métropolitain » et certains « pôles de vie »

Les communes du « cœur métropolitain » (SCOT de 2011) proposent des niveaux de services et d'équipements à la hauteur des attentes fixées par le SCOT, et 4 « pôles de vie » sur 7 sont au niveau attendu. 6 communes du « périurbain » renforcent leur centralité³⁰.

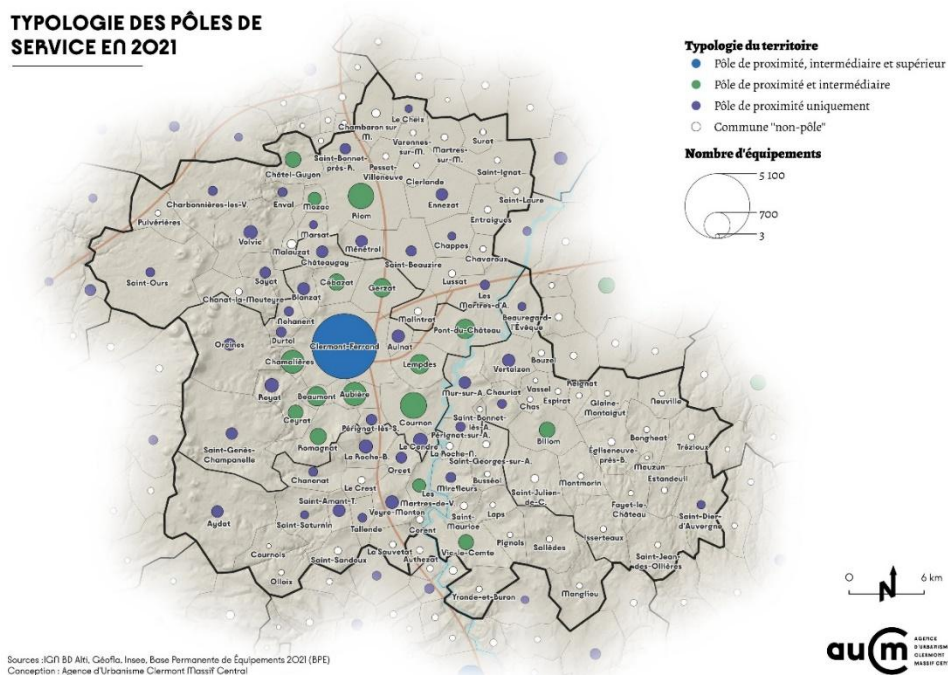
En 2021 comme en 2011, Clermont-Ferrand est la seule commune du territoire du Grand Clermont à être un pôle de services et d'équipements de niveau supérieur. La présence de l'université, de structures hospitalières, de nombreux spécialistes de la santé et de commerces spécialisés explique ce classement dans la catégorie maximale de la hiérarchie urbaine dessinées par les services et les équipements.

TYPOLOGIE DES PÔLES DE SERVICE EN 2011



³⁰ Source : 12 ans de mise en œuvre du SCOT du Grand Clermont, AUCM, 2023.

TPOLOGIE DES PÔLES DE SERVICE EN 2021



Dans le reste du « cœur métropolitain », depuis l'entrée en vigueur du SCOT du Grand Clermont en 2011, Romagnat et Ceyrat ont progressé, puisque leur niveau de services et d'équipements est passé de pôle de proximité à pôle intermédiaire. Romagnat compte ainsi aujourd'hui 18 équipements intermédiaires, alors qu'il y en avait 16 en 2011. Ceyrat est passée de 15 en 2011 à 19 aujourd'hui. Cette progression contribue à renforcer le caractère métropolitain du cœur. A l'inverse, le Cendre est passé de 19 équipements intermédiaires en 2011 à 16 aujourd'hui. La commune est désormais pôle de proximité, alors qu'elle était pôle intermédiaire en 2011.

Dans le périurbain, Châtel-Guyon reste un pôle intermédiaire, en complémentarité avec Volvic et Ennezat, « pôles de vie » situés au nord du territoire. Par ailleurs, 6 communes sans polarisation visible en 2011 deviennent des pôles de proximité en 2021 : Beaugregard-l'Evêque sur le territoire de Billom Communauté, Lussat, Chappes, Le Cheix, Charbonnières et Enval sur le territoire de Riom Limagne et Volcans.

Typologie des pôles de services :

- Les pôles de proximité sont des communes qui possèdent au moins la moitié de équipements de la gamme de proximité.
- Les pôles intermédiaires sont des communes qui sont pôles de proximité et qui possèdent au moins la moitié des équipements de la gamme intermédiaire.
- Les pôles supérieurs sont des communes qui sont pôles de proximité et pôles intermédiaires, et qui possèdent au moins la moitié des équipements de la gamme supérieure.

Etant donné les fonctions de centralité dévolues aux « pôles de vie » dans le SCOT en vigueur, tous devraient être pôles de services et d'équipements de taille intermédiaire. Pont-du-Château, Billom et Vic-le-Comte sont à ce niveau de la hiérarchie urbaine depuis 2011, et maintiennent leur niveau d'équipements et de services. La commune des Martres-de-Veyre est passée de pôle de proximité à pôle intermédiaire, renforçant sa polarisation sur les communes périurbaines alentours. Dans le pôle de vie pluri-communal Saint-Amant-Tallende / Tallende / Saint-Saturnin, la commune de Saint-Saturnin rejoint les deux autres communes en tant que pôle de proximité : cette polarité se renforce sans pour autant accéder au niveau de pôle intermédiaire. Au nord, Volvic et Ennezat restent pôle de proximité, traduisant la persistance d'un niveau insuffisant d'équipements et services au regard de leur positionnement en tant que « pôles de vie ».

Portrait de l'offre en équipements et services

Les données présentées ci-dessous s'appuient principalement sur la Base permanente des équipements (BPE) de l'INSEE.

La Base permanente des équipements (BPE) de l'INSEE 2021 :

La BPE dénombre les commerces, équipements et services disponibles dans les communes françaises. Elle existe depuis 2007 ; le dernier millésime disponible est 2021. Chaque année, l'INSEE consolide sa méthodologie et propose une base plus complète et fiable, issue de diverses sources administratives (Ministères de la Santé, de l'Éducation nationale, des Sports, SIRENE, Gendarmerie, etc.). Du fait du caractère évolutif de la base, il est déconseillé de calculer des évolutions d'une année à l'autre.

Les équipements-services-commerces sont classés en 3 gammes :

1. la gamme de proximité regroupe les équipements de base ou de première nécessité : école maternelle, pharmacie, boulangerie, épicerie, poste, etc.
2. la gamme intermédiaire comprend des équipements un peu moins fréquents, typiques des bourgs-centres : collège, orthophoniste, supermarché, etc.
3. la gamme supérieure est plutôt l'apanage des pôles urbains : lycée, maternité, hypermarché, etc.

Ces 3 gammes d'équipements mettent en évidence une organisation hiérarchisée du territoire en termes de services à la population. Pour chacune d'entre elles, on peut identifier des pôles de services : une commune est pôle de services d'une gamme si elle possède au moins la moitié des équipements de cette gamme.

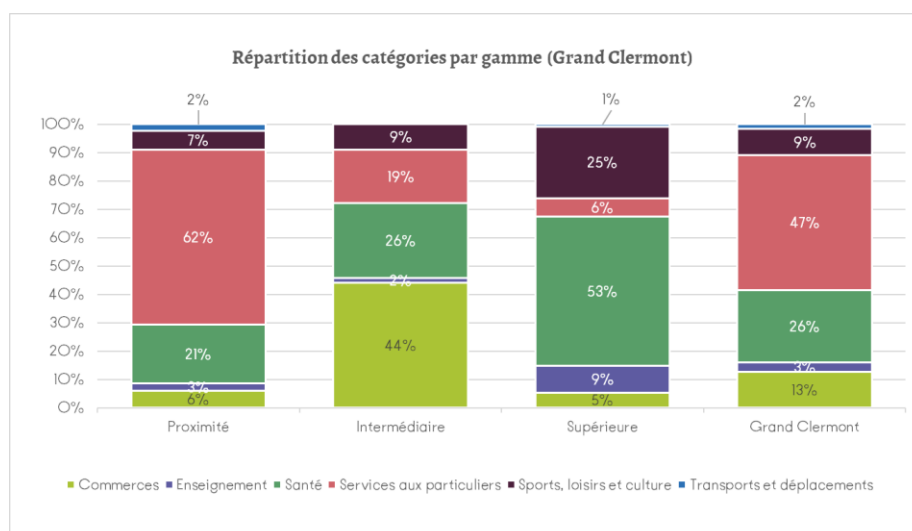
Le millésime 2011 contenait 167 types d'équipements : 36 équipements de proximité, 35 équipements intermédiaires et 96 équipements supérieurs.

Le millésime 2021 contient 168 types d'équipements : 31 équipements de proximité, 35 équipements intermédiaires et 102 équipements supérieurs.

Par ailleurs, 59 types d'équipement ne figurent pas dans les gammes. Ils correspondent à des services ou équipements beaucoup plus rares ou qui ne sont pas destinés en premier lieu aux habitants permanents des territoires (exemple : les hôtels).

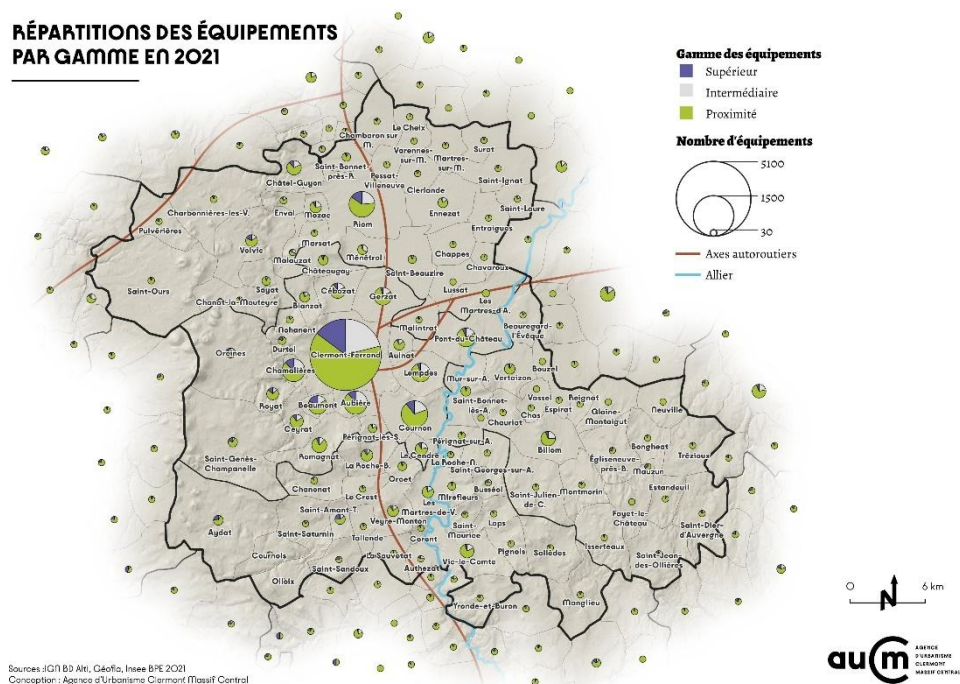
Le nombre total d'équipements et services sur le territoire du Grand Clermont est de 15 525, soit 35,4 équipements pour 1 000 habitants. Le territoire compte également 715 équipements hors gamme. L'offre en matière d'équipements est majoritairement une offre de proximité. En effet, 70 % des équipements recensés (soit 9 975) sont des équipements du quotidien (école maternelle, pharmacie, épicerie, boucherie, médecin, poste, etc.), 18 % sont des équipements intermédiaires, qui répondent à un usage relativement fréquent (collège, piscine, supermarché, etc.) et 12 % sont des équipements supérieurs (lycée, hypermarché, cinéma, etc.).

Au sein de la gamme supérieure, 53 % des équipements et services sont dédiés à la santé, 25 % aux sports, loisirs et à la culture et 9 % à l'enseignement. Au sein de la gamme intermédiaire, on trouve davantage d'équipements dédiés au commerce (44 %) et de services aux particuliers (19 %). Les équipements de la gamme de proximité sont majoritairement des services aux particuliers (62 %) et des équipements de santé (21 %).

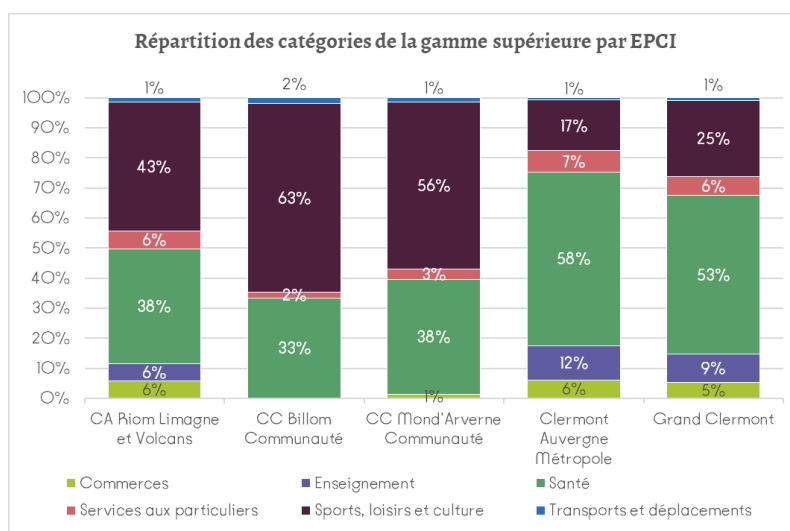


La carte ci-dessous des équipements par gamme et par commune fait apparaître les polarités autour desquelles est structuré le territoire du Grand Clermont. L'essentiel de l'offre d'équipements de la gamme supérieure est centré sur Clermont-Ferrand et Clermont Auvergne Métropole, mais aussi sur Riom, selon un axe nord-sud regroupant les services et équipements les plus structurants et qui étend son influence sur l'ensemble du territoire du Grand Clermont.

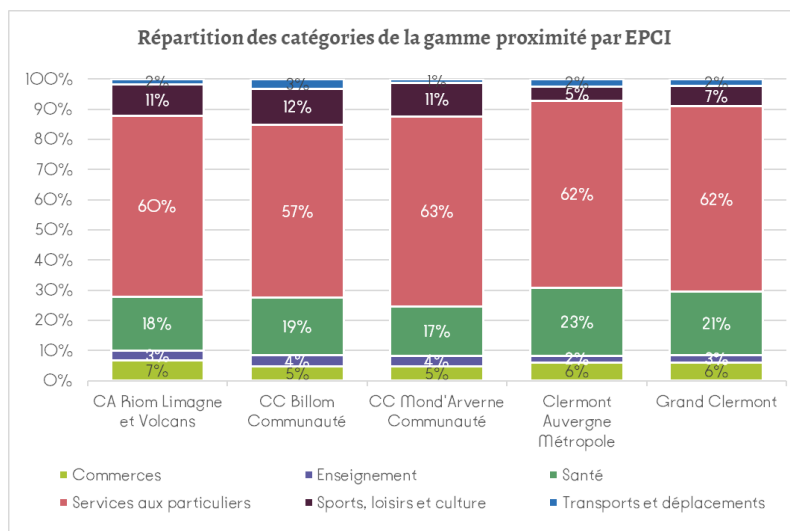
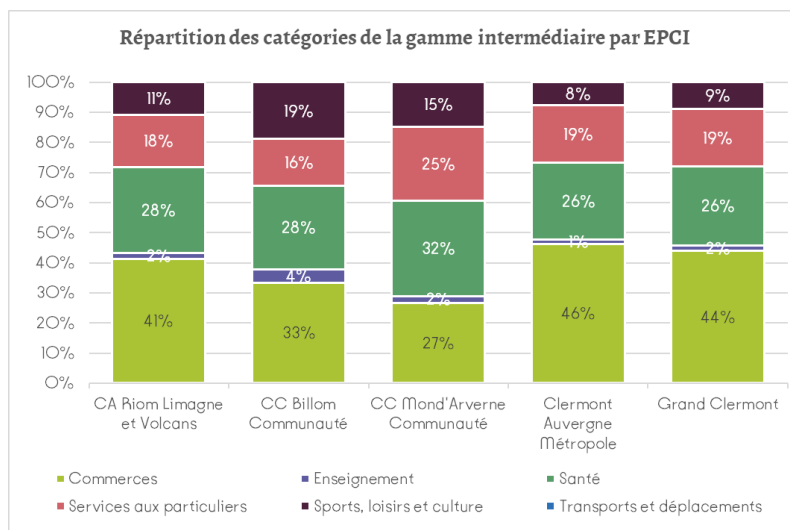
RÉPARTITIONS DES ÉQUIPEMENTS PAR GAMME EN 2021



La répartition des équipements des différentes gammes par EPCI fait apparaître des disparités entre les territoires. Pour la gamme supérieure, Billom Communauté compte 63 % d'équipements de sports, loisirs et culture, et Mond'Arverne 56 %, contre 17 % pour Clermont Auvergne Métropole. La métropole compte également une part plus importante d'équipements de santé (58 %) de la gamme supérieure, contre 33 % pour Billom Communauté.



S'agissant de la gamme intermédiaire, les différences entre EPCI sont moins marquées. 46 % des équipements sur la métropole sont des commerces, contre 27 % pour Mond'Arverne. Pour la gamme de proximité, la répartition par catégorie de chaque EPCI est assez proche de la moyenne à l'échelle du Grand Clermont.

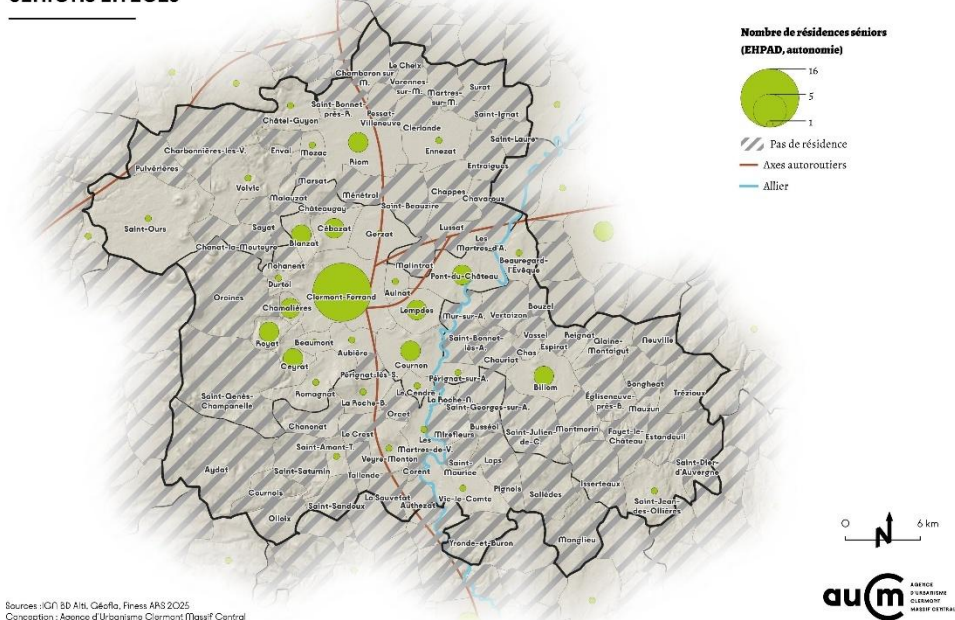


Une tendance au vieillissement qui a des incidences sur les établissements scolaires et engendre de nouveaux besoins pour les personnes âgées

Le vieillissement de la population constitue une tendance marquante sur le territoire du Grand Clermont (mais aussi à l'échelle nationale), avec des répercussions profondes sur les dynamiques locales et les besoins en équipements publics. Dans les secteurs où la part des personnes âgées augmente, on observe souvent une baisse des effectifs scolaires, ce qui peut entraîner la fermeture ou le regroupement d'établissements scolaires pour s'adapter à la diminution du nombre d'enfants. Ce phénomène oblige les collectivités à repenser l'aménagement de leurs infrastructures éducatives.

Parallèlement, ce vieillissement démographique génère de nouveaux besoins en équipements et services adaptés pour les personnes âgées. Ces besoins incluent des structures de soins spécialisées, des logements adaptés et accessibles, des services de maintien à domicile, ainsi que des lieux de rencontre pour favoriser le lien social et lutter contre l'isolement. Les collectivités doivent donc adapter leurs politiques pour répondre à cette double dynamique de baisse des besoins scolaires et d'augmentation des services dédiés aux seniors, contribuant ainsi à une meilleure qualité de vie pour l'ensemble de la population.

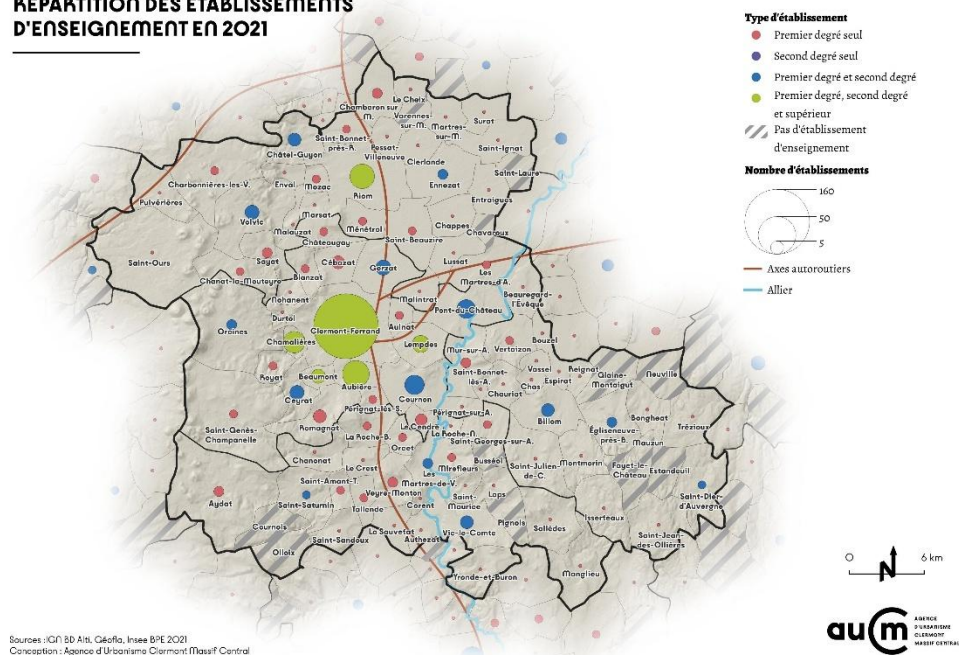
RÉPARTITION DES RÉSIDENCES SÉNIORS EN 2025



Une offre en équipements d'enseignement contrastée

L'offre en équipements d'enseignement dans le Grand Clermont est globalement satisfaisante, avec une bonne couverture en écoles primaires (maternelles et élémentaires) sur l'ensemble du territoire. Le maillage du premier degré reste cohérent avec la répartition de la population, bien que l'on observe des disparités entre les communes urbaines ou périurbaines, bien dotées, et certains secteurs ruraux plus éloignés, où l'accès à l'école peut devenir un enjeu. Quelques communes situées au sud-ouest et au sud-est du territoire ne disposent d'aucun établissement scolaire, ce qui peut poser des questions d'accessibilité pour les jeunes enfants et leurs familles. L'enseignement secondaire (collèges et lycées) est quant à lui concentré en périphérie des principales agglomérations, notamment autour de Clermont-Ferrand et de Riom, ainsi que dans les pôles de vie structurants. Enfin, l'offre d'enseignement supérieur est largement centralisée dans les espaces urbains, avec une forte présence à Clermont-Ferrand et dans les communes universitaires de Riom, Aubière ou Lempdes, renforçant leur attractivité mais accentuant aussi les déséquilibres territoriaux en matière d'accès à la formation post-bac.

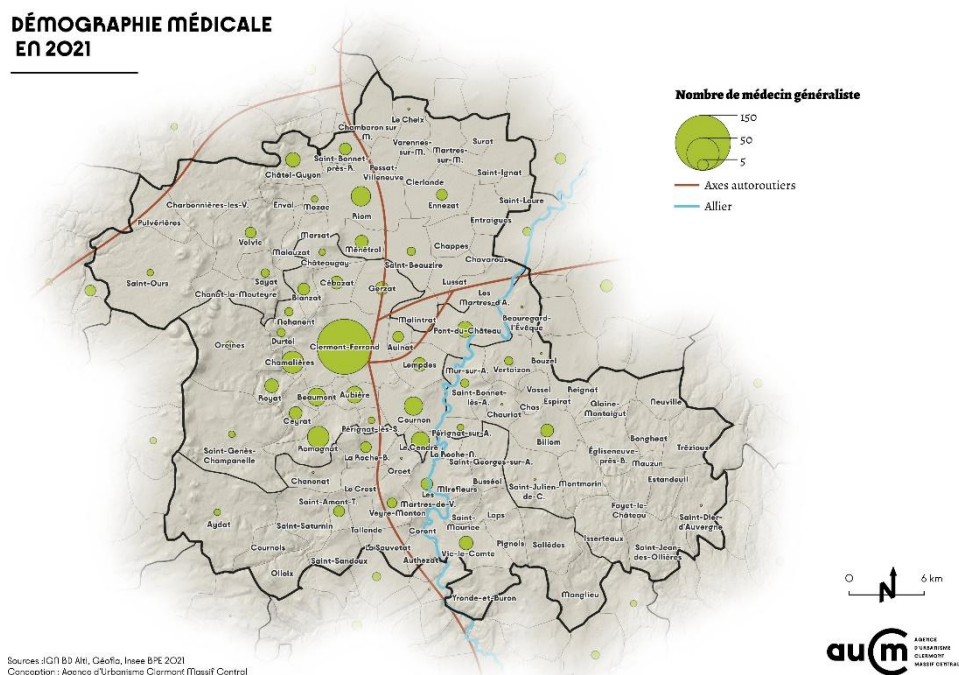
RÉPARTITION DES ÉTABLISSEMENTS D'ENSEIGNEMENT EN 2021



Une offre de santé de qualité, mais des disparités d'accessibilité selon les territoires

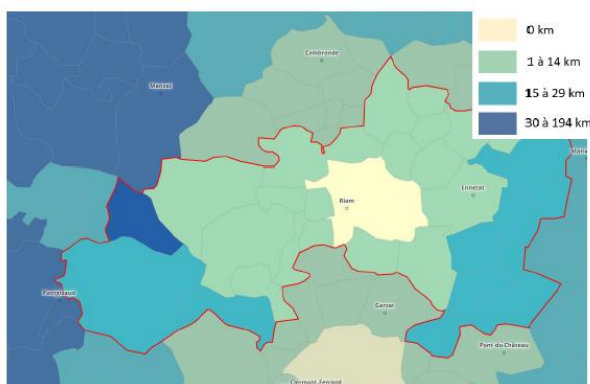
Le territoire du Grand Clermont bénéficie d'une offre de santé diversifiée et de qualité, avec de nombreux équipements et services médicaux accessibles dans les zones urbaines et périurbaines. Cependant, certaines communes périphériques et zones rurales du territoire rencontrent des difficultés d'accessibilité, ce qui limite l'accès aux soins pour une partie des habitants. En effet, les établissements de santé tels que les hôpitaux et cabinets médicaux, mais aussi les médecins généralistes (carte ci-dessous) sont principalement concentrés dans le cœur métropolitain (Clermont Auvergne Métropole et Riom), laissant les communes plus éloignées avec une offre limitée. Cette situation complique l'accès aux soins spécialisés pour les populations les plus vulnérables, notamment les personnes âgées ou à mobilité réduite, contraintes de parcourir de plus longues distances pour se faire soigner.

DÉMOGRAPHIE MÉDICALE EN 2021

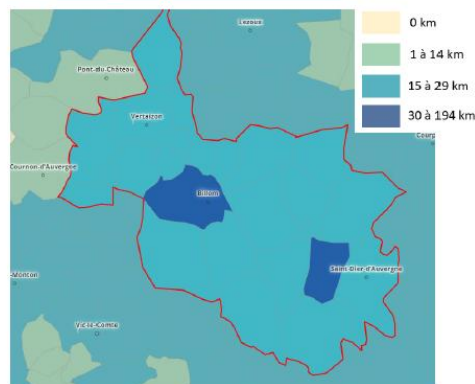


Il s'agit donc de garantir, à l'échelle du SCOT, une meilleure équité territoriale en matière de santé, permettant ainsi à tous les habitants du Grand Clermont de bénéficier d'un accès aux soins de qualité, indépendamment de leur localisation.

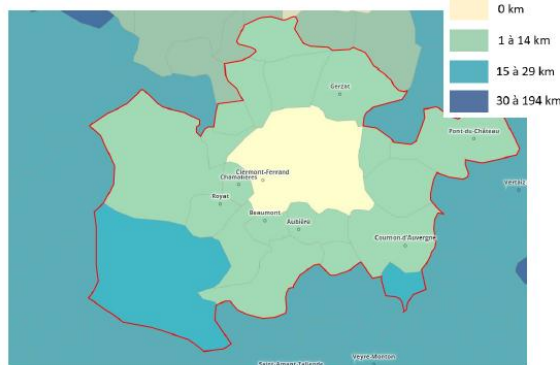
► *Distance d'accès au soin par EPCI :*



Distance aux services d'urgence les plus proches pour la CA de Riom Limagne et Volcans (2022)



Distance aux services d'urgence les plus proches pour Billom Communauté (2022)



Distance aux services d'urgence les plus proches pour Clermont Métropole (2022)

Source : Etat initial de l'environnement (EIE) du SCOT Grand Clermont, BL Evolution, 2025.

LES GRANDES TENDANCES A RETENIR

- Une offre d'équipements et de services majoritairement de proximité (71 %)
- Une offre d'équipements structurants essentiellement concentrée dans la métropole (principalement Clermont-Ferrand) et Riom
- Une offre d'équipements et de services du quotidien riche et variée, et globalement accessible, grâce à une densité de population relativement élevée (dans le « cœur métropolitain »)
- Des pôles de services et d'équipements structurants à l'échelle de l'ensemble du territoire : en première couronne clermontoise et dans chaque EPCI (dans le « cœur métropolitain » et les « pôles de vie »)
- Une offre de services bien corrélée à la densité de population, excepté dans les communes les plus rurales
- Un vieillissement de la population qui engendre de nouveaux besoins sur le territoire en matière d'équipements
- Des effectifs globalement en baisse dans les établissements scolaires conduisant les territoires à opérer des regroupements pédagogiques (avec la fermeture d'écoles dans certaines communes rurales lorsque les effectifs sont trop faibles)
- Une offre de soin et d'équipements de santé principalement concentrée dans le « cœur métropolitain »

LES ENJEUX EN MATIERE DE SOLIDARITES, DE SOBRIETE ET D'HABITABILITE

→ **Maintenir une offre de service en lien avec la nouvelle armature territoriale du SCOT :**

- préserver et renforcer les services dans les centralités existantes des villes et agglomérations les plus densément peuplées, en garantissant l'accès à de grands équipements publics, scolaires, culturels et de santé, ainsi qu'en soutenant l'animation commerciale dans les centres-villes et bourgs structurants
- maintenir et développer les commerces et services du quotidien au sein des relais de proximité (notamment dans les territoires ruraux, moins densément peuplés)

→ **Garantir une offre de services accessible dans les territoires ruraux les plus éloignés du « cœur métropolitain » :**

- lutter contre le déficit de services, de commerces et d'offre de santé dans les pôles de proximité les plus isolés

→ **Répondre aux besoins émergents dans un contexte d'évolutions démographiques et sociétales :**

- développer des services et équipements adaptés aux besoins spécifiques de la population vieillissante, tels que des structures de santé, d'hébergement, ainsi que des services de soutien et d'accompagnement à domicile
- encourager la création et le développement d'espaces de type tiers-lieux, ainsi que d'espaces de travail partagés et de services mutualisés, qu'ils soient publics ou privés, afin de favoriser l'innovation sociale et économique dans un cadre flexible et collaboratif

5• DYNAMIQUES ECONOMIQUES

5.1• Portrait économique du territoire et emploi

Chiffres-clés :

200 900 emplois (en 2021)
+ 12 448 emplois entre 2010 et 2021 - soit une évolution de **+ 6,6 %**
82 % des emplois concentrés dans Clermont Auvergne Métropole
107 930 emplois à Clermont-Ferrand - soit **54 %** des emplois du Grand Clermont (en 2021)
34 000 établissements (en 2021)

Un territoire attractif grâce aux nombreux emplois concentrés dans la métropole

Le Grand Clermont est un territoire pourvoyeur d'emplois. En 2021, le territoire comptait 200 900 emplois, représentant 73 % des emplois du département, alors que la population active locale ne représente que 67 % du total départemental. Ce chiffre est supérieur à celui des actifs occupés.

Au sein du Grand Clermont, l'emploi est surtout concentré dans Clermont Auvergne Métropole, qui regroupe 83 % des emplois. C'est un pôle qui offre 1,38 emploi par actif occupé. A l'opposé, les autres intercommunalités sont plus résidentielles, notamment Billom Communauté et Mond'Arverne Communauté (autour de 0,4 emploi par actif occupé), tandis que celle de Riom Limagne et Volcans, davantage peuplée, offre un peu plus d'emploi, tout en restant largement sous l'influence de la métropole (0,78 emploi par actif occupé).

Les emplois du Grand Clermont relèvent principalement du secteur tertiaire (80 %), 13 % sont imputables à l'industrie, 6 % à la construction et 1 % à l'agriculture. Si les emplois du tertiaire représentent une part un peu plus élevée à Clermont Auvergne Métropole (82 %), ceux de l'industrie sont surreprésentés à Riom Limagne et Volcans (19 %), alors que ceux de la construction le sont dans Mond'Arverne Communauté (12 %) comme ceux de l'agriculture dans Billom Communauté (7 %).

La proportion de cadres est la plus élevée à Clermont Auvergne Métropole (22 %), tandis que RLV se distingue par la plus forte concentration d'ouvriers (23 %). De son côté, Billom Communauté affiche la part la plus importante d'agriculteurs exploitants (5 %).

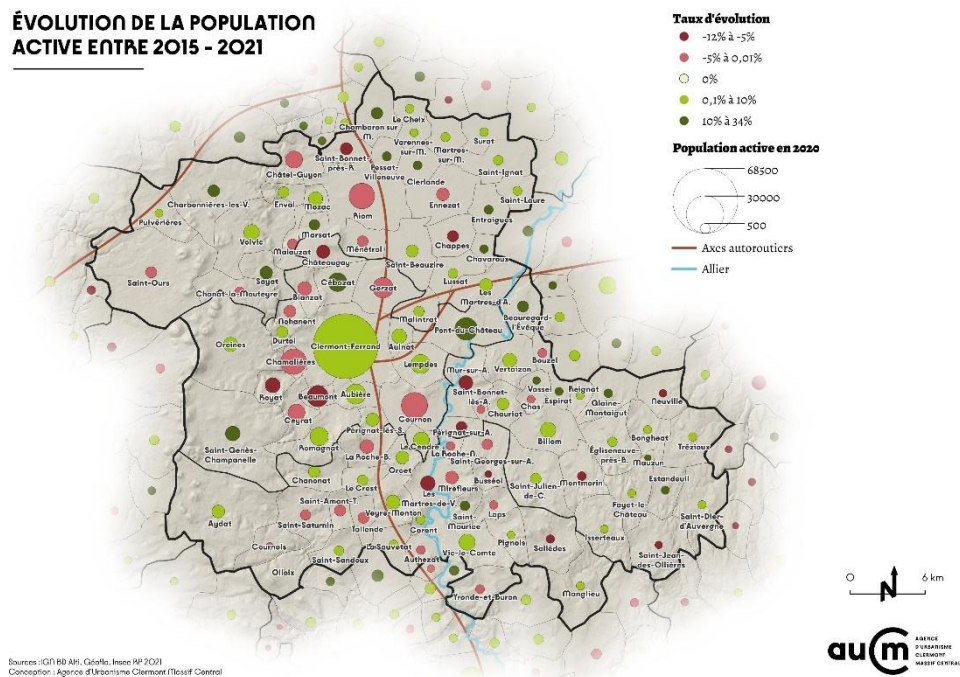
Parmi l'ensemble des actifs occupés résidant dans le Grand Clermont, les professions intermédiaires et les employés sont les catégories les plus représentées (respectivement 28 % et 26 %), comme dans l'ensemble de la France métropolitaine (respectivement 27 % et 25 %). La part des cadres y est en revanche plus élevée (21 % contre 16 % au niveau national), traduisant la présence d'un pôle universitaire et de sièges d'entreprises. A l'inverse, la part des ouvriers est plus faible dans le Grand Clermont (18 % contre 21 % en France), ce qui confirme le recul de l'emploi industriel sur le territoire.

Les plus grands établissements sont presque tous localisés dans la métropole clermontoise, les deux plus gros employeurs étant l'entreprise Michelin (fabrication de produits en caoutchouc) et l'hôpital Gabriel Montpied (centre hospitalier universitaire).

L'administration publique emploie également de nombreuses personnes au sein de la Ville de Clermont-Ferrand, de Clermont Auvergne Métropole, et du Département du Puy-de-Dôme³¹.

³¹ Source : Le Grand Clermont - un territoire dynamique et attractif, INSEE, 2023.

ÉVOLUTION DE LA POPULATION ACTIVE ENTRE 2015 - 2021



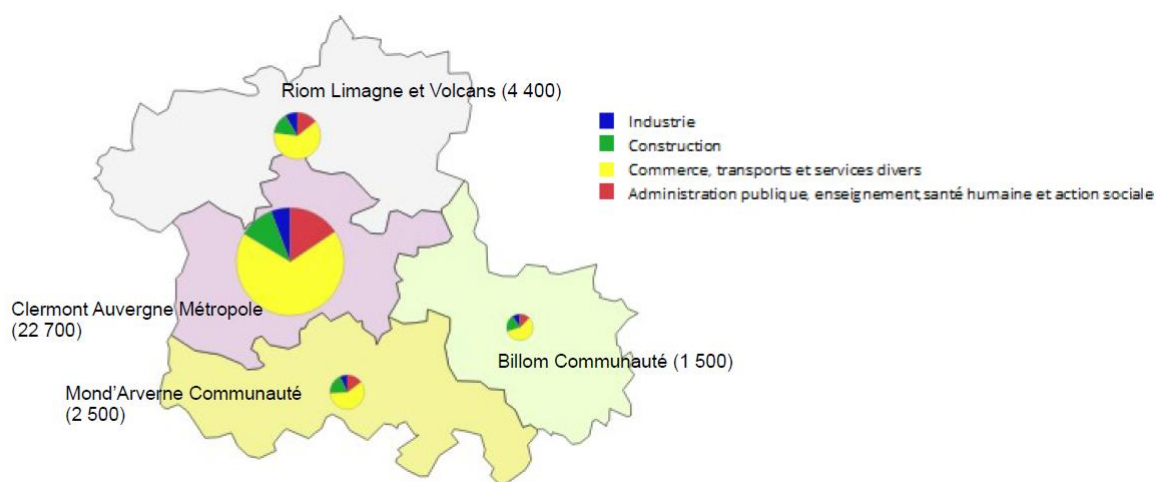
► Evolution du nombre d'établissements et du nombre d'emplois entre 2015 et 2021 :

| | Stock d'établissements | | % | Nombre d'emplois | | % |
|-----------------------------------|------------------------|---------------|------------|------------------|----------------|------------|
| | 2015 | 2021 | 2021 | 2015 | 2021 | 2021 |
| Clermont Auvergne Métropole | 19 476 | 24 828 | 73 | 156 490 | 165 489 | 82 |
| Riom Li- magnes et Volcans | 3 706 | 4 865 | 14 | 22 238 | 23 544 | 12 |
| Mond'Ar- verne Com- munauté | 2 082 | 2 912 | 8 | 7 337 | 7 176 | 4 |
| Billom Com- munauté | 1 236 | 1 643 | 5 | 4 456 | 4 692 | 2 |
| SCOT Grand Clermont | 26 500 | 34 248 | 100 | 190 522 | 200 901 | 100 |

NB : Près de 3 établissements sur 4 sont localisés sur le territoire de Clermont Auvergne Métropole.

Source : SIDE (Système d'information de la démographie des entreprises), 2021.

► Répartition des établissements par secteur :



NB : deux établissements sur 3 exercent leur activité dans les secteurs du commerce ou des transports.

Source : *Eléments de diagnostic sur le SCOT du Grand Clermont, INSEE, 2023. Répertoire des entreprises et des établissements (REE) - données définitives aux 01/01/2015 et 2019 champ marchand non agricole.*

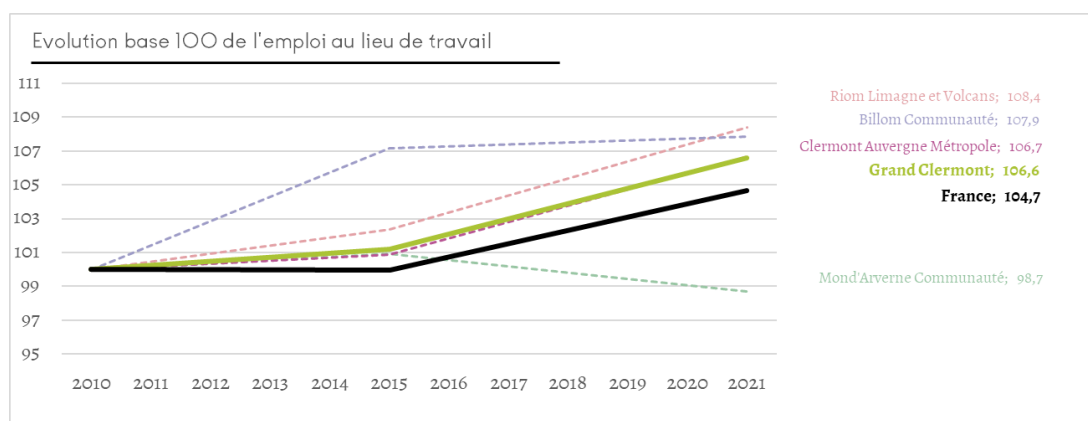
► Liste et localisation des établissements de plus de 1 000 emplois sur le territoire du Grand Clermont :

| Nom de l'établissement | Localisation | Tranche d'effectifs |
|---|------------------|---------------------------|
| Hôpital Gabriel Montpied / Centre hospitalier universitaire | Clermont-Ferrand | De 5 000 à 9 999 salariés |
| Manufacture française des pneumatiques Michelin | Cébazat | De 2 000 à 4 999 salariés |
| Manufacture française des pneumatiques Michelin | Clermont-Ferrand | De 2 000 à 4 999 salariés |
| Mairie / Commune de Clermont-Ferrand | Clermont-Ferrand | De 2 000 à 4 999 salariés |
| Centre hospitalier universitaire Estaing | Clermont-Ferrand | De 2 000 à 4 999 salariés |
| Manufacture française des pneumatiques Michelin | Clermont-Ferrand | De 1 000 à 1 999 salariés |
| Département du Puy-de-Dôme | Clermont-Ferrand | De 1 000 à 1 999 salariés |
| Clermont Auvergne Métropole | Clermont-Ferrand | De 1 000 à 1 999 salariés |

Source : *CapFinancials 2025 (hors établissements d'enseignement).*

Une évolution dynamique de l'emploi

Entre 2010 et 2021, l'emploi dans le Grand Clermont a progressé de + 6,6 %, contre + 7,2 % en France métropolitaine. Dans le même temps, le nombre d'actifs occupés résidant sur le territoire n'a augmenté que de + 2 %, traduisant un dynamisme économique local supérieur à la croissance de la population active et renforçant ainsi l'attractivité de la zone pour les actifs venant de l'extérieur.

► *Evolution de l'emploi entre 2010 et 2021 :*

Source : INSEE, RP complémentaire, 2010, 2015 et 2021.

Comme au niveau national, la hausse de l'emploi dans le Grand Clermont s'explique principalement par le dynamisme du secteur tertiaire, en croissance de + 7 % (contre + 9 % en France métropolitaine). Les activités informatiques et services d'information y connaissent une progression particulièrement marquée, avec une croissance de + 62 %, un niveau comparable à la tendance nationale. Les activités de services administratifs et de soutien enregistrent également une forte hausse de + 32 %, contre + 27 % en moyenne nationale, traduisant un développement soutenu de l'économie de services sur le territoire.

Entre 2010 et 2021, le secteur de la construction dans le Grand Clermont a maintenu ses effectifs, affichant une stabilité, tandis qu'au niveau national, l'emploi dans ce secteur a connu une légère hausse de + 1,5 %. En revanche, l'industrie a enregistré un recul de - 8 % dans le Grand Clermont, une baisse significative mais inférieure à celle observée en France métropolitaine, où le secteur a perdu - 12 % de ses emplois sur la même période. Le secteur agricole a subi une diminution plus marquée, avec une baisse de - 13 % des emplois dans le Grand Clermont, comparée à une réduction de - 10 % au niveau national.

La hausse de l'emploi concerne l'ensemble du Grand Clermont, sauf Mond'Arverne Communauté où l'emploi recule de 3 % sur la période.

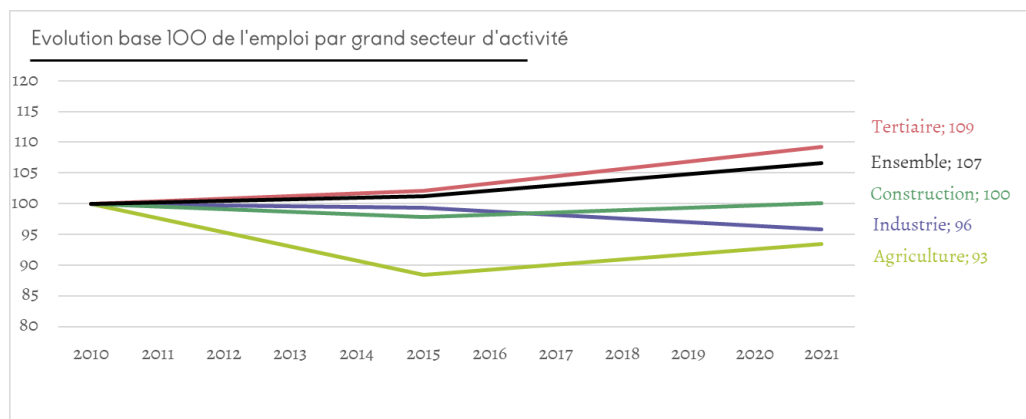
► *Nombre d'emplois en 2021 dans le Grand Clermont et évolution de l'emploi de 2010 à 2021 par secteur :*

| Secteur d'activité | Nombre d'emplois en 2010 | Nombre d'emplois en 2021 | Répartition des emplois par secteur en 2021 (en %) | Evolution 2010-2021 (en %) | |
|--|--------------------------|--------------------------|--|----------------------------|-----------------------|
| | | | | Grand Clermont | France métropolitaine |
| Agriculture | 2 574 | 2 404 | 1 | - 7 | - 11 |
| Industrie | 25 277 | 24 223 | 12 | - 4 | - 9 |
| Construction | 12 359 | 12 370 | 6 | 0 | - 2 |
| Tertiaire | 148 242 | 161 905 | 81 | 9 | 8 |
| Commerce, transports, services divers | 85 626 | 94 763 | 47 | 11 | 9 |
| Administration publique, enseignement, santé, action sociale | 62 616 | 67 142 | 33 | 7 | 7 |
| Ensemble | 188 453 | 200 901 | 100 | 7 | 5 |

NB : Dans le secteur de l'industrie, le nombre d'emplois a reculé de 7 % entre 2010 et 2021, contre - 11 % en France métropolitaine.

Source : INSEE, RP complémentaire, 2010, 2015 et 2021.

► Evolution de l'emploi de 2010 à 2021 par secteur :



Source : INSEE, RP complémentaire, 2010, 2015 et 2021.

Des équilibres et dynamiques en matière d'emplois globalement stables depuis 2011

Les grands équilibres et les dynamiques d'emplois sont restés stables territorialement depuis l'entrée en vigueur du SCOT en 2011. La concentration des emplois se maintient dans le cœur métropolitain et dans les pôles de vie.

Le cœur métropolitain concentre, en 2019, 85,5 % des emplois du Grand Clermont, soit 0,2 point de moins qu'à l'entrée en vigueur du SCOT. Le poids du périurbain est resté stable (+ 0,3 point) à 8,8 % des emplois du territoire, les pôles de vie également à 5,7 % (- 0,1 point). Toutes les catégories de territoires ont enregistré une progression de l'emploi : + 5 000 emplois dans les 17 communes du cœur métropolitain, + 1 000 dans les 80 communes périurbaines et + 200 dans les pôles de vie³².

► Emplois au lieu de travail :

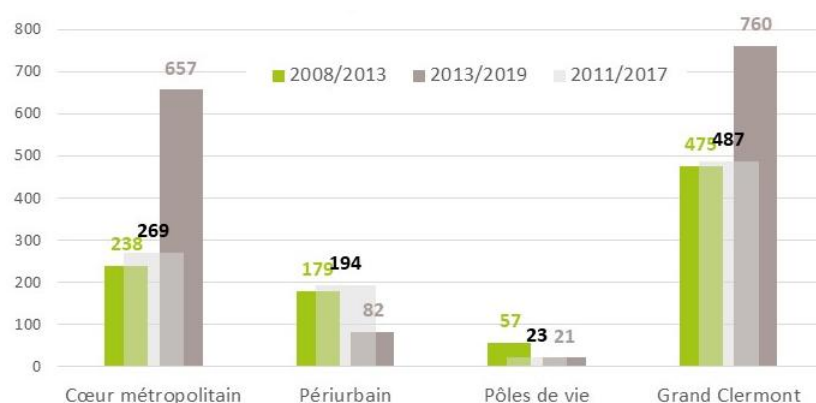
| | 2011 | | 2019 | | Evolution 2011-2019 | |
|--------------------------------|---------|--------|---------|--------|---------------------|-------------|
| Cœur métropolitain | 162 087 | 85,7 % | 167 092 | 85,5 % | + 5 005 | - 0,2 point |
| Périurbain | 16 173 | 8,5 % | 17 241 | 8,8 % | + 1 067 | + 0,3 point |
| Pôles de vie | 10 974 | 5,8 % | 11 174 | 5,7 % | + 200 | - 0,1 point |
| SCoT du Grand Clermont* | 189 234 | 100 % | 195 507 | 100 % | + 6 273 | |

* SCOT du Grand Clermont dans son périmètre au moment de son entrée en vigueur, c'est-à-dire avec les communes du Vernet-Sainte-Marguerite et de Saulzet-le-Froid.

Source : INSEE RP2011 et 2019, calculs AUCM.

³² Source : Evaluation du SCOT du Grand Clermont à 12 ans, AUCM, 2023.

► *Evolution annuelle du nombre d'emplois au lieu de travail par territoire de l'organisation en archipel :*

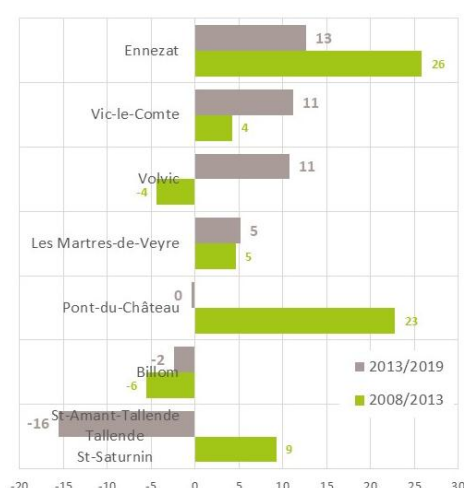


Source : INSEE RP2008, 2011, 2013 et 2019, calculs AUCM.

C'est dans le cœur métropolitain que la dynamique d'emplois est de loin la plus forte : en moyenne + 657 emplois par an entre 2013 et 2019, soit presque 3 fois plus qu'entre 2008 et 2013. A l'inverse, la croissance des emplois s'est inversée dans le périurbain et dans les pôles de vie : elle était en effet plus forte dans ces deux types de territoire en 2008-2013 qu'en 2013-2019. Les pôles de vie restent donc moins dynamiques que le périurbain du point de vue de la croissance des emplois : en moyenne annuelle, le nombre d'emplois augmente 4 fois plus vite dans le périurbain que dans les pôles de vie (+ 82 emplois par an contre + 21 emplois par an). A l'entrée en vigueur du SCOT, c'était 3 fois plus : + 179 emplois par an dans le périurbain et + 57 emplois par an dans les pôles de vie.

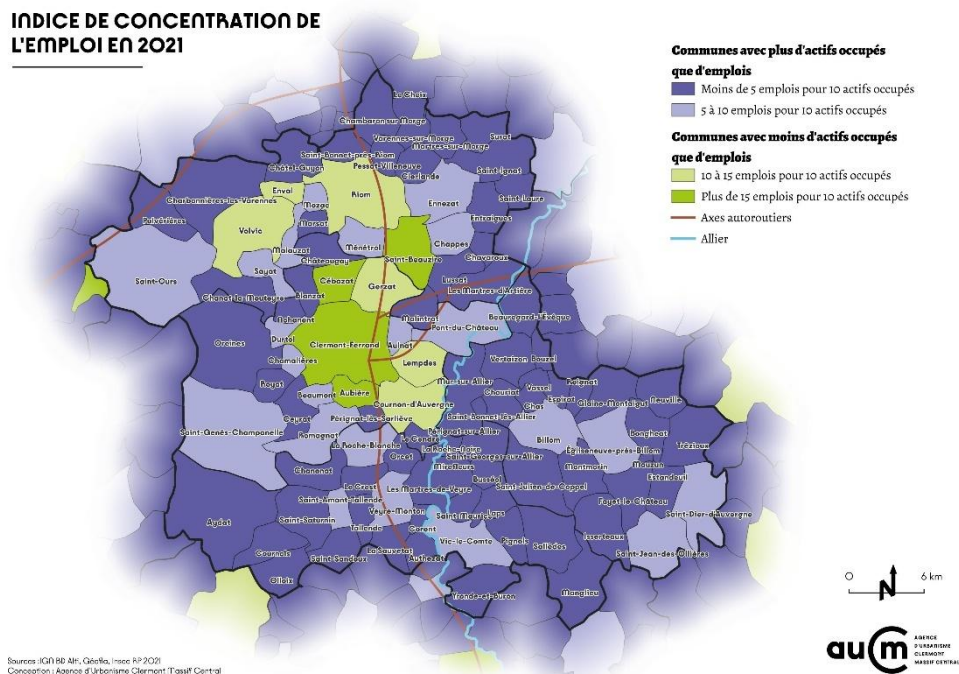
Les dynamiques d'emploi dans les pôles de vie du Grand Clermont présentent des évolutions contrastées. Ennezat, Vic-le-Comte et Volvic affichent les plus fortes croissances, bien que cette tendance soit marquée par un fort ralentissement à Ennezat, tandis que Vic-le-Comte et Volvic continuent de renforcer leur dynamique. Aux Martres-de-Veyre, la situation se stabilise, mais à un niveau de croissance limité. Pont-du-Château, après une période de forte croissance, connaît désormais une stagnation. Enfin, les communes de Saint-Amant-Tallende, Tallende et Saint-Saturnin enregistrent une forte diminution de l'emploi après une croissance modérée, tandis que Billom connaît toujours une perte d'emplois, mais moins accentuée que sur la période précédente.

► *Evolution du nombre d'emplois au lieu de travail par an dans les pôles de vie :*



Source : INSEE RP2008, 2011, 2013 et 2019, calculs AUCM.

La concentration des emplois dans les territoires peut s'observer à travers le rapport entre le nombre d'emplois et le nombre d'habitants d'une commune. Si les entreprises présentes sur une commune proposent plus d'emplois qu'il y a d'habitants dans la commune, le ratio emplois / habitants sera supérieur à 1, et révélateur d'une concentration d'emplois. A l'inverse, si le ratio est inférieur à 1, cela signifie que la commune compte plus d'habitants que d'emplois et correspond plutôt à une commune résidentielle.



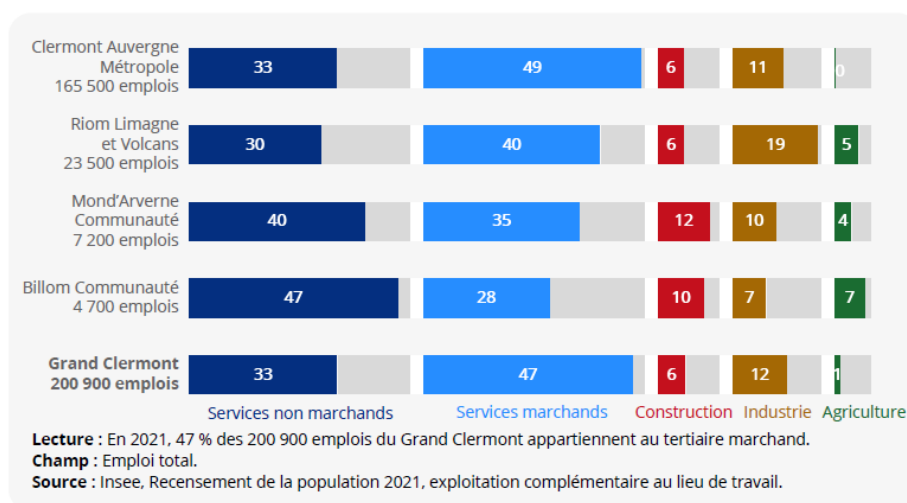
Globalement, la concentration d'emplois se maintient dans le cœur métropolitain et les pôles de vie. La comparaison des situations communales à l'entrée en vigueur du SCOT (2011) et aujourd'hui (2019) traduit une relative stabilité de la situation à l'échelle du Grand Clermont. Le cœur métropolitain se dessine comme une polarité d'emplois qui se renforce. Toutes les communes qui le composent ont un ratio emplois / habitants supérieur à 1, à l'exception d'Aulnat. Dans le périurbain, les communes d'Enval et Saint-Beauzire, où sont implantées d'importantes entreprises (Limagrain notamment) ont désormais un rapport emplois / habitants supérieur à 1. Dans les pôles de vie, à l'exception de Volvic qui progresse (usine des Eaux de Volvic), la situation reste stable : du point de vue de la concentration de l'emploi, les 7 pôles de vie du Grand Clermont se distinguent des communes périurbaines.

Des spécialisations et une hétérogénéité marquées entre les EPCI du Grand Clermont

L'économie du Grand Clermont, bien que très spécialisée, tend progressivement à se diversifier.

La répartition sectorielle des emplois est globalement proche de celle observée à l'échelle nationale. Contrairement à ce que l'on pourrait attendre, le territoire n'est pas plus industrialisé que la moyenne française, malgré l'importance de l'entreprise Michelin. L'industrie représente 12 % des emplois, un taux identique à celui de la France, Michelin employant à elle seule un tiers des salariés de l'industrie manufacturière en 2021. Par ailleurs, près de la moitié des emplois se situent dans le secteur tertiaire marchand, comme au niveau national. Le tertiaire non marchand représente 33,4 % des emplois (contre 31,7 % en France) et l'agriculture ne représente que 1,2 % des emplois, soit deux fois moins qu'à l'échelle nationale (2,5 %).

En termes d'activités, les principaux secteurs restent similaires à ceux observés en France, avec le commerce, l'enseignement et l'administration publique, cumulant à eux seuls 30 % des emplois du territoire.

► *Nombre d'emplois et répartition par secteur d'activité et EPCI dans le Grand Clermont en 2021 :*

Source : INSEE, RP2021, exploitation complémentaire au lieu de travail.

Le territoire du Grand Clermont présente des profils économiques très contrastés, façonnés par l'ancrage territorial des principales entreprises, avec une forte polarisation des emplois sur Clermont Auvergne Métropole, qui concentre à elle seule 8 emplois sur 10 du Grand Clermont.

Clermont Auvergne Métropole se distingue par la présence de 5 grands établissements Michelin, dont 4 dans l'industrie et un dédié à la recherche et développement. Cette implantation confère au territoire une spécificité notable, avec :

- Une surreprésentation de l'industrie des produits en caoutchouc et plastique, avec 5 fois plus d'emplois qu'en France, soit 7 000 emplois, représentant 38 % des emplois industriels de l'EPCI.
- 4 fois plus d'emplois dans la recherche et développement scientifique.

Le territoire de Riom Limagne et Volcans combine une forte dimension industrielle (19 % des emplois) et agricole (5 %), totalisant 12 % des emplois du Grand Clermont. Il bénéficie de la présence de deux pôles économiques majeurs : Saint-Beauzire, avec le Biopôle (abritant notamment le siège social de Limagrain), et Riom. Ces pôles contribuent à la spécialisation du territoire :

- Dans la fabrication de denrées alimentaires et de boissons, avec 1 600 emplois, soit 35 % des emplois industriels de l'EPCI, un taux 3 fois supérieur à la moyenne nationale, porté par des entreprises emblématiques comme Volvic et Limagrain.
- Dans l'industrie pharmaceutique, qui regroupe 550 emplois, soit 8 fois plus qu'en France, grâce notamment à l'usine de production de Fareva (repreneur du site MSD en 2021).
- Une agriculture 3 fois plus développée que la moyenne nationale.

Mond'Arverne Communauté et Billom Communauté, qui regroupent moins de 6 % des emplois du Grand Clermont, ont une vocation principalement résidentielle, avec un emploi pour 3 actifs. Leur économie repose en grande partie sur le secteur non marchand, particulièrement dans les collectivités rurales, où il représente jusqu'à 50 % des emplois à Billom Communauté, qui affiche également 3 fois plus d'emplois dans l'action sociale et médicale (avec ou sans hébergement) que la moyenne nationale.

Ces territoires présentent aussi des spécificités locales :

- Mond'Arverne Communauté :
 - 4 fois plus d'emplois dans le secteur du bois, du papier et de l'impression, porté notamment par l'imprimerie de la Banque de France. A noter : l'imprimerie de la Banque de France de Chamalières doit

être transférée sur le site de Longues (commune de Vic-le-Comte). Ce projet important va donc modifier les caractéristiques de l'emploi de la Communauté communes avec un nombre de 492 salariés prévus lors de la mise en exploitation du site en 2026.

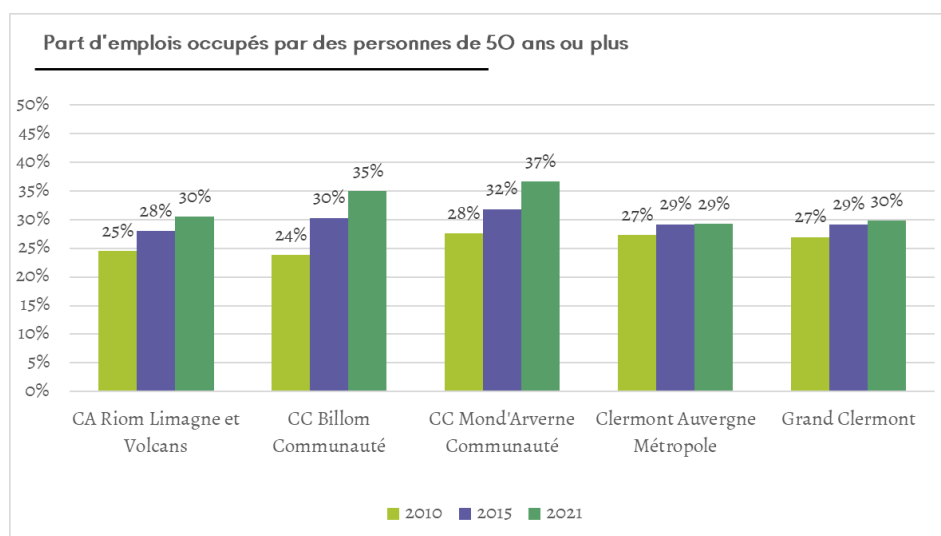
- deux fois plus d'emplois dans la construction.

- Billom Communauté : 3 fois plus d'emplois dans l'agriculture.

Cette diversité illustre les spécificités économiques au sein du Grand Clermont et la manière dont chaque territoire valorise ses atouts locaux.

Des enjeux liés au renouvellement de la main d'œuvre

Les enjeux liés au renouvellement de la main-d'œuvre dans le Grand Clermont varient selon les territoires, reflétant des dynamiques démographiques et sectorielles spécifiques. Actuellement, 3 actifs sur dix ont 50 ans ou plus, un taux comparable à la moyenne nationale, pour un total de 60 000 actifs travaillant dans le Grand Clermont.



Les taux de travailleurs âgés de 50 ans ou plus sont particulièrement élevés dans certains territoires :

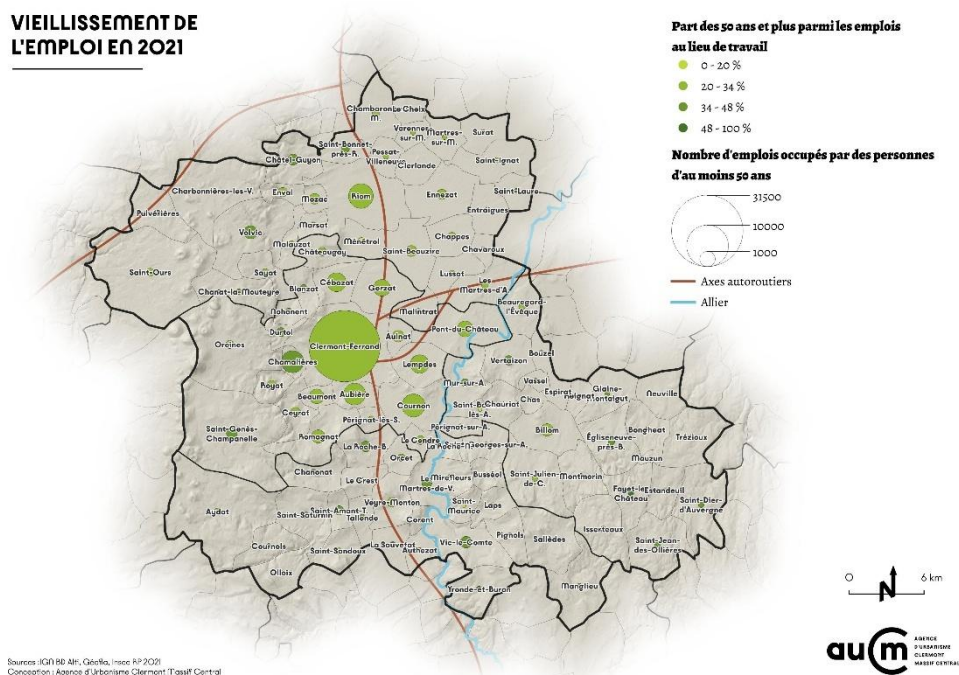
- Mond'Arverne Communauté et Billom Communauté affichent respectivement 37 % et 35 % d'actifs dans cette tranche d'âge. Cette situation s'explique par leur spécialisation dans des secteurs vieillissants :
 - agriculture : 39 % des actifs ont 50 ans ou plus à l'échelle du SCOT, avec une proportion atteignant jusqu'à 47 % à Billom Communauté.
 - administration publique et enseignement : 36 % des actifs ont plus de 50 ans, une part qui grimpe à 44 % à Billom Communauté.

En revanche, les taux sont plus faibles dans les territoires où les secteurs emploient une population active plus jeune :

- A Clermont Auvergne Métropole, seulement 29 % des actifs ont 50 ans ou plus, et 30 % pour Riom Limagne et Volcans. Ces territoires hébergent des activités attractives pour une main-d'œuvre plus jeune :
 - l'industrie pharmaceutique : 24 % des salariés ont 50 ans ou plus.
 - la recherche et développement (R&D) : 27 % des salariés ont 50 ans ou plus.

Toutefois, certains secteurs présentent des défis spécifiques : à Clermont Auvergne Métropole, le « travail du bois et imprimerie » enregistre un taux d'actifs de 50 ans et plus de 44 %.

VIEILLISSEMENT DE L'EMPLOI EN 2021



Le renouvellement de la main-d'œuvre dépend également des dynamiques de la population résidente. L'âge moyen des habitants est équivalent à celui de la moyenne nationale (41 ans) :

- La proportion de jeunes de 15 ans et moins a légèrement augmenté depuis 1999, mais reste inférieure à la moyenne nationale (17 % contre 19 %).
- Le territoire connaît des arrivées importantes de jeunes adultes (18-25 ans), mais également des départs massifs s'expliquant notamment par la présence de nombreux étudiants.

Ces données mettent en lumière la nécessité d'anticiper les enjeux de renouvellement de la main-d'œuvre dans certains secteurs et territoires, tout en tirant parti des opportunités offertes par la jeunesse résidente et la dynamique étudiante.

Un plus faible dynamisme de l'emploi entre 2014 et 2021

Entre 2014 et 2021, l'emploi salarié marchand non agricole, qui représente 60 % de l'emploi total, a augmenté de 5 % dans le Grand Clermont, soit une création nette de 5 400 emplois. Cette progression reste cependant inférieure à la moyenne nationale, où l'emploi salarié marchand a connu une croissance de 10 % sur la même période.

Le Grand Clermont a été à la fois moins dynamique avant 2019 et a connu une reprise plus limitée en 2021. La crise sanitaire liée au COVID 19 a particulièrement impacté le territoire, notamment en raison des restrictions de déplacements, qui ont fortement affecté le secteur des pneumatiques, un pilier de l'économie locale.

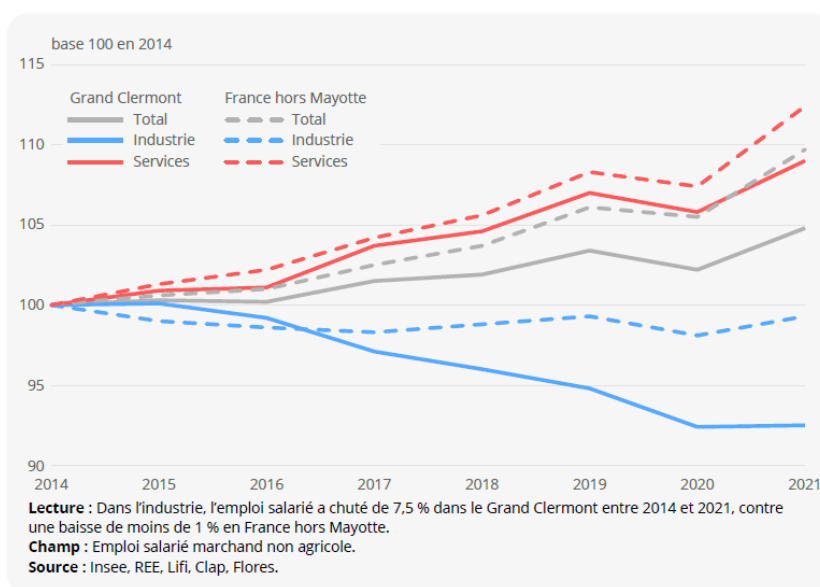
En revanche, sur la période précédente, entre 2008 et 2014, marquée par une récession au niveau national, le Grand Clermont avait montré une plus grande résilience. L'emploi salarié marchand non agricole y avait progressé de près de 2 %, soit 1 856 emplois supplémentaires. Cette performance résiliente s'explique en partie par les emplois créés par Michelin, qui ont permis au territoire de mieux amortir les effets de la crise financière. Ces évolutions soulignent à la fois les fragilités structurelles et les forces adaptatives du Grand Clermont dans un contexte économique fluctuant.

Ce moindre dynamisme récent de l'emploi dans le Grand Clermont, comparé à la moyenne nationale, s'explique par deux phénomènes principaux : une désindustrialisation plus marquée et une tertiarisation moins prononcée.

- Une désindustrialisation plus forte depuis 2014 : l'emploi salarié industriel a diminué de 7,5 % dans le Grand Clermont entre 2014 et 2021, contre une quasi-stagnation à l'échelle nationale (- 0,7 %). Cette divergence s'explique par :
 - une légère reprise de l'emploi industriel au niveau national depuis 2017 (hors année 2020, marquée par la pandémie).
 - une poursuite des pertes d'emploi industriel dans le Grand Clermont, qui se sont prolongées jusqu'en 2020 inclus.

Ce recul intervient après une période plus favorable : entre 2008 et 2014, l'emploi industriel était relativement dynamique dans le Grand Clermont, avec un gain net de 1 845 emplois. Toutefois, ces gains ont été entièrement reperdus sur la période 2014-2021, ramenant le niveau d'emploi industriel en 2021 à celui de 2008.

► *Evolution des emplois salariés marchands non agricoles totaux, de l'industrie et des services du Grand Clermont et de la France*



Source : INSEE, REE, Lifi, Clap, Flores.

- Une tertiarisation réelle, mais moins marquée qu'au niveau national : le Grand Clermont connaît également une dynamique de tertiarisation, avec une augmentation de 7 000 emplois dans le secteur tertiaire entre 2014 et 2021, soit une croissance de 9 %. Cependant, cette progression reste inférieure à celle observée en France, où le secteur tertiaire a enregistré une hausse de 12 % sur la même période. L'écart entre les deux territoires s'est particulièrement creusé à partir de 2018.

Ces évolutions témoignent des défis économiques auxquels le Grand Clermont est confronté, entre une désindustrialisation prononcée et une tertiarisation qui, bien que présente, peine à atteindre le rythme national.

Plus d'un tiers des emplois dépend d'une grande entreprise malgré l'essor des ETI

Dans ce contexte de transformation économique, le tissu entrepreneurial du Grand Clermont évolue, marqué par des changements au niveau des catégories d'entreprises et de leur poids dans l'emploi local.

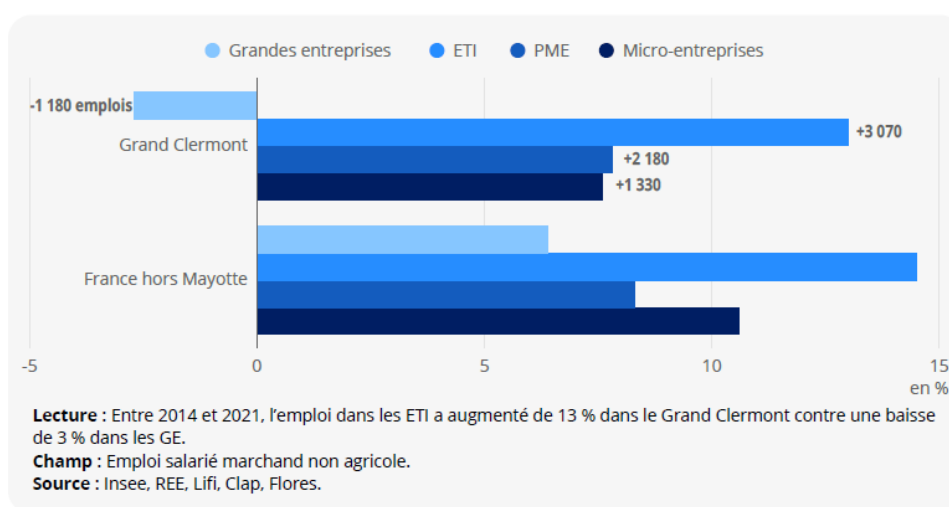
En 2021, 36 % des emplois du Grand Clermont dépendent d'une grande entreprise, contre 39 % en 2014. Bien que cette proportion ait diminué, elle reste notable, avec une concentration d'emplois dans les grandes entreprises supérieure de 10 points à celle observée au niveau national.

Les grandes entreprises³³ continuent de jouer un rôle prépondérant dans l'économie locale. Parmi les 10 plus grands établissements employeurs, qui regroupent 12 % de l'emploi salarié marchand, 7 appartiennent à une grande entreprise. Il s'agit notamment de :

- 4 établissements Michelin
- La Société des Eaux de Volvic
- La Caisse régionale de Crédit Agricole Mutuel Centre France
- L'Imprimerie de la Banque de France.

On note toutefois un recul marqué des grandes entreprises dans l'emploi local. Entre 2014 et 2021, les grandes entreprises ont perdu 1 200 salariés en variation nette dans le Grand Clermont. Ce recul est étroitement lié à la désindustrialisation, qui impacte particulièrement les grandes entreprises.

► *Evolution en variation nette de l'emploi entre 2014 et 2021 par catégorie d'entreprise dans le Grand Clermont et en France :*



Source : INSEE, REE, Lifi, Clap, Flores.

Ce poids des grandes entreprises est encore plus marqué dans l'industrie où plus de la majorité des emplois proviennent d'établissements appartenant à des grandes entreprises (55 % dans le Grand Clermont contre 31 % en France). Cependant, cette contribution est en repli, avec près de 2 000 emplois perdus dans les grandes entreprises industrielles entre 2014 et 2021.

Ces évolutions mettent en lumière un double défi pour le Grand Clermont : limiter les pertes dans les secteurs portés par les grandes entreprises, notamment l'industrie, tout en favorisant le développement d'autres catégories d'entreprises pour diversifier davantage son tissu économique.

Le tissu économique du Grand Clermont évolue également à travers le développement des entreprises de taille intermédiaire (ETI) et la croissance des petites et moyennes entreprises (PME), tendant vers une répartition plus équilibrée des catégories d'entreprises.

Les ETI³⁴ représentent 23 % des emplois du Grand Clermont en 2021, contre 21 % en 2014, un niveau proche de la moyenne nationale (25 %). Leur développement repose principalement sur leur implantation dans le secteur

³³ Grandes entreprises : une grande entreprise est une entreprise qui vérifie au moins une des deux conditions suivantes : avoir au moins 5 000 salariés ; et avoir plus de 1,5 milliard d'euros de chiffre d'affaires et plus de deux milliards d'euros de total de bilan (source : INSEE).

³⁴ Entreprises de taille intermédiaire (ETI) : entreprises ayant entre 250 et 4 999 salariés, et soit un chiffre d'affaires n'excédant pas 1,5 milliard d'euros soit un total de bilan n'excédant pas deux milliards d'euros. Une entreprise qui a moins de 250

tertiaire, en plein essor, et une croissance nette de l'emploi avec 3 000 salariés supplémentaires et 250 nouveaux établissements créés entre 2014 et 2021. Cette évolution s'explique par 3 facteurs : la création de nouveaux établissements par des ETI, l'augmentation de l'emploi dans les ETI pérennes et la progression des PME dynamiques qui atteignent le seuil pour devenir des ETI.

Les PME³⁵, de leur côté, ont enregistré un gain de 2 000 emplois, soit une hausse de 8 %, en phase avec la tendance nationale. Ces emplois sont majoritairement concentrés dans les services marchands, qui comptabilisent 1 700 nouvelles créations. Malgré cette progression, le poids des PME reste stable à 25 % des emplois, un niveau encore inférieur à la moyenne nationale (29 %).

Ces évolutions contribuent à une répartition plus équilibrée des catégories d'entreprises, réduisant légèrement la forte concentration autour des grandes entreprises.

Le Grand Clermont présente une faible dépendance aux groupes étrangers : seuls 7 % des salariés travaillent pour un groupe étranger, contre 11 % au niveau national. Cette part est restée stable entre 2014 et 2021.

La dépendance de l'emploi local à quelques grands établissements, combinée à la spécialisation des activités, peut constituer un risque en cas de choc économique. Cependant, cette configuration peut aussi être un atout, à condition que ces établissements et secteurs restent compétitifs et en bonne santé.

Une économie qui se diversifie, notamment dans l'industrie

Depuis 2014, l'économie du Grand Clermont tend à se diversifier. Le secteur de l'industrie, qui rassemble 22 900 emplois salariés, a cependant enregistré des évolutions contrastées selon les branches d'activité.

Les plus fortes baisses d'effectifs concernent l'industrie des produits en caoutchouc et en plastique, portée essentiellement par Michelin, avec une perte de 1 700 emplois, soit une diminution de 18 %, contre 8 % au niveau national. Néanmoins, le groupe Michelin se diversifie, notamment dans la « fabrication de machines non classées ailleurs », avec la co-crédation d'une entreprise d'imprimerie en 3D, Addup. Ce secteur affiche une progression de 47 %, soit 170 emplois supplémentaires, contre un recul de 2 % en France. Cependant, son poids reste limité à 2 % des emplois industriels, contre 6 % au niveau national. Michelin engage également une diversification de ses activités en interne, marquée par un phénomène de tertiarisation de l'industrie : les emplois dits industriels sont de moins en moins présents et sont remplacés par des emplois tertiaires au sein des établissements industriels et de leur siège social.

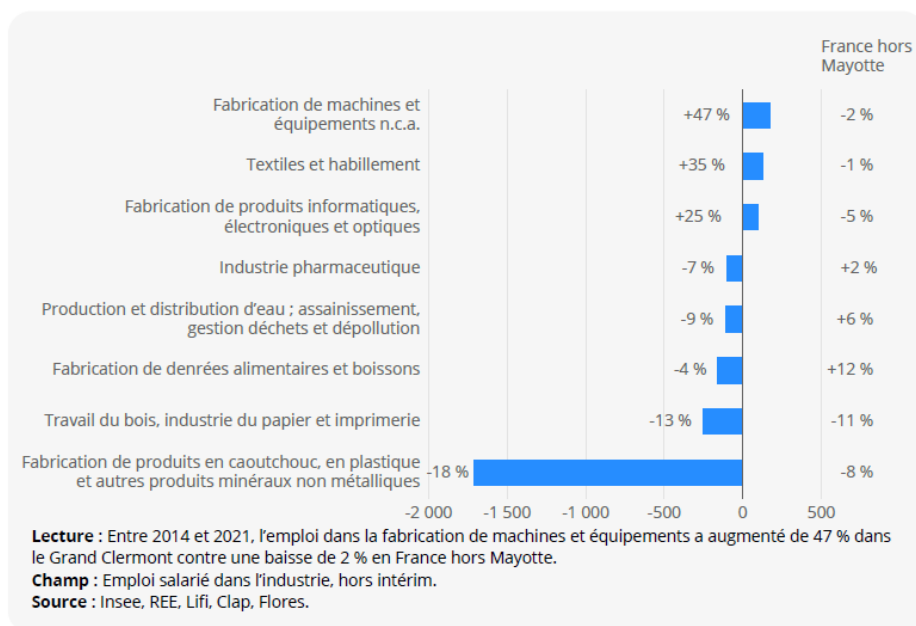
D'autres secteurs industriels enregistrent des pertes d'effectifs, notamment les industries du papier et de l'imprimerie, qui reculent de 13 %, soit une diminution de 255 emplois, en cohérence avec la tendance nationale. À l'inverse, contrairement au niveau national, le secteur de la fabrication de denrées alimentaires est en recul.

Certaines branches se démarquent par une hausse des effectifs. L'industrie des textiles et de l'habillement connaît une dynamique positive grâce à la création d'un nouvel établissement du groupe Hermès. De même, la fabrication de produits informatiques et électroniques progresse, portée par le développement d'établissements déjà implantés sur le territoire.

salariés, mais plus de 50 millions d'euros de chiffre d'affaires et plus de 43 millions d'euros de total de bilan est aussi considérée comme une ETI. Les ETI constituent une catégorie d'entreprises intermédiaire entre les petites et moyennes entreprises (PME) et les grandes entreprises (source : INSEE).

³⁵ Petites et moyennes entreprises (PME) : entreprises occupant moins de 250 personnes et ayant un chiffre d'affaires annuel n'excédant pas 50 millions d'euros ou un total de bilan n'excédant pas 43 millions d'euros.

► *Evolution de l'emploi entre 2014 et 2021 dans les principaux sous-secteurs de l'industrie dans le Grand Clermont et en France :*



Source : INSEE, REE, Lifi, Clap, Flores.

La recherche et développement : en recul mais toujours importante sur le territoire

Le secteur tertiaire rassemble 84 800 emplois salariés. La répartition par sous-secteur est très proche de celle observée au niveau national, avec en tête les Services à haute valeur ajoutée (SHVA)³⁶ et le commerce, chacun représentant plus d'un quart des emplois. Le secteur des transports et de l'entreposage ainsi que les activités liées à la santé sont sur-représentés.

Les SHVA concentrent 23 000 emplois, un secteur dynamique mais moins que la moyenne nationale, avec une augmentation de 2 160 emplois entre 2014 et 2021, soit + 10 %, contre + 17 % en France.

La recherche et développement est cependant beaucoup plus présente dans le SCOT, représentant 15 % des effectifs des SHVA, contre 2 % en France. Néanmoins, ce secteur a perdu 400 emplois, soit - 10 %, en raison notamment de la restructuration de la R&D de Michelin. Sans cette restructuration, les SHVA seraient plus dynamiques qu'en France.

Le secteur des sièges sociaux, hors ceux internalisés dans les établissements industriels, a plus que doublé, atteignant 1 900 emplois salariés. Ces activités rassemblent 8 % des SHVA dans le SCOT, contre 12 % au niveau national.

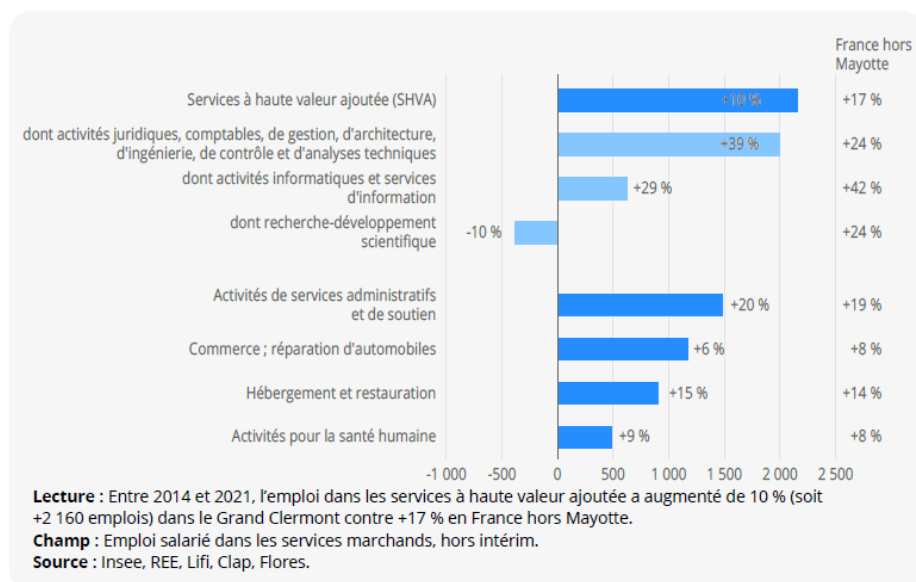
Les activités d'ingénierie ont progressé de 31 %, contre + 24 % en France, représentant 8 % des SHVA, soit un point de moins qu'en France.

Les services financiers sont restés stables, contrairement à la légère baisse observée en France, représentant 14 % des emplois des SHVA, comme au niveau national. Le conseil en systèmes et logiciels informatiques regroupe 8 % des SHVA et a augmenté de 32 %, mais reste moins dynamique qu'en France (+ 36 %). En-dehors des SHVA, la plupart des activités de services sont aussi dynamiques qu'au niveau national. Les services ont ainsi gagné 1 500 emplois, notamment dans les secteurs liés à l'emploi, la sécurité, les activités administratives et le nettoyage courant des bâtiments. L'hébergement-restauration a également progressé (+ 900

³⁶ Définition des SHVA : les Services à haute valeur ajoutée (SHVA) regroupent les activités financières et d'assurance, immobilières, spécialisées, scientifiques et techniques et d'information et communication.

emplois), tout comme les activités pour la santé humaine (+ 500). En revanche, la hausse dans le commerce a été plus limitée (+ 6 %, soit + 1 200 emplois) par rapport à la France, tandis que le secteur des transports et de l'entreposage a quasi-stagné (+ 1 %), contre une hausse nationale de 6 %.

► *Evolution de l'emploi entre 2014 et 2021 dans les principaux sous-secteurs des services dans le Grand Clermont et en France :*



Source : INSEE, REE, Lifi, Clap, Flores.

De plus en plus de cadres et de moins en moins d'ouvriers

L'évolution du tissu économique du SCOT s'accompagne d'une modification de la répartition des emplois en termes de catégories socio-professionnelles (CSP). En 2021, près de 20 % des emplois sont occupés par des cadres, soit 4 points de plus qu'en 2010 (+ 6 800 cadres). Cet effet de rattrapage est plus marqué que la hausse observée au niveau national, où cette part est légèrement supérieure. Ce phénomène est accentué par la désindustrialisation et l'essor des SHVA.

Dans l'industrie, 1 800 emplois de cadres ont été créés entre 2010 et 2021, portant la part des cadres à 24 %, contre 18 % au niveau national, soit 8 points de plus qu'en 2010, contre un peu plus de 3 points au niveau national. Dans les services, les emplois de cadres sont montés à 4 700, portant leur part à 20 % en fin de période, soit 3 points de plus qu'en 2010. La hausse du nombre de cadres dans les services est similaire à celle observée au niveau national, mais leur part reste inférieure (22 %).

En parallèle, 3 300 emplois de professions intermédiaires ont été créés, portant leur part à 26 %, contre 23 % au niveau national, soit un point de plus qu'en 2010, tandis que cette part reste stable au niveau national.

En revanche, le nombre d'ouvriers a diminué de 2 600, représentant désormais 25 % des emplois, soit près de 4 points de moins qu'en 2010. Cette baisse est plus marquée qu'au niveau national, où la part des ouvriers a diminué de 3 points. La baisse concerne principalement l'industrie. Le nombre d'employés a également diminué de 1 800, leur part passant de 24 % à 21 %, avec une baisse un peu plus marquée qu'au niveau national (deux points). Cette diminution concerne principalement les services, dont la part d'employés est passée de 30 % en 2010 à 26 % en 2021.

► *Critères d'appartenance des catégories d'entreprises :*

| Nombre de salariés | | Chiffre d'affaires annuel (en euros) | | Total du bilan (en euros) | |
|-------------------------------------|------------|--------------------------------------|----------------|---------------------------|---------------|
| Microentreprises | < 10 | Et | < 2 000 000 | Ou | < 2 000 000 |
| Petites et moyennes entreprises | < 250 | Et | < 50 000 000 | Ou | < 43 000 000 |
| Entreprises de taille intermédiaire | 250 à 4999 | Et | < 1,5 milliard | Ou | < 2 milliards |
| Grandes entreprises | ≥ 5000 | Ou | > 1,5 milliard | Ou | > 2 milliards |

NB : 4 catégories d'entreprises sont définies dans le décret d'application de la loi de Modernisation de l'économie (décret n°2008-1354) pour les besoins de l'analyse statistique et économique.

*Plusieurs actions en faveur de l'économie circulaire***Quelle définition pour l'économie circulaire ?**

L'économie circulaire vise à optimiser l'utilisation des ressources et à réduire les déchets en favorisant des pratiques telles que le réemploi, la réparation, le recyclage. Ce modèle économique durable repense nos modes de production et de consommation pour un développement compatible avec les enjeux du développement durable : environnementaux, économiques et sociaux. Alors que nous avons produit en France 310 millions de tonnes de déchets en 2020 tous producteurs de déchets confondus, leur réduction et leur valorisation est également un enjeu environnemental majeur.

L'économie circulaire désigne un ensemble de pratiques dont la finalité est de préserver les ressources naturelles comme l'eau, l'air, le sol et les matières premières. Certaines de ces ressources naturelles sont déjà surexploitées, en situation de pénurie voire d'épuisement, à l'échelle mondiale. Leur accès et leur partage peuvent être sources de tensions et de conflits. Même les ressources renouvelables ne sont pas épargnées car, en les surexploitant, nous empêchons leur renouvellement (par exemple, les poissons des océans). Ces cinquante dernières années, la consommation des ressources naturelles et des matières premières par l'homme a été multipliée par 10. Cette consommation croissante génère des impacts environnementaux qui compromettent le bien-être des individus et la santé des écosystèmes. Elle fragilise sur le long terme les économies (nationales, territoriales) et augmente les risques d'instabilités sociales et géopolitiques.

L'économie circulaire vient remettre en question le modèle traditionnel basé sur l'économie linéaire « extraire, produire, consommer, jeter ». On parle régulièrement de « boucler » ou « fermer la boucle » de l'économie circulaire, ce qui signifie :

- Conserver les ressources naturelles dans l'économie via l'optimisation de leur usage dans les produits et les services.
- Limiter ce qui sort de cette « boucle » (déchets, en particulier ceux non valorisés).
- Limiter ce qui y entre (ressources naturelles extraites, matières premières).

A l'échelle du Grand Clermont, plusieurs initiatives en faveur de l'économie circulaire ont vu le jour, ou sont en cours de réflexion.

Le Schéma de transition énergétique et écologique (STEE) de Clermont Auvergne Métropole comporte plusieurs mesures pour favoriser l'économie circulaire et la valorisation des ressources locales :

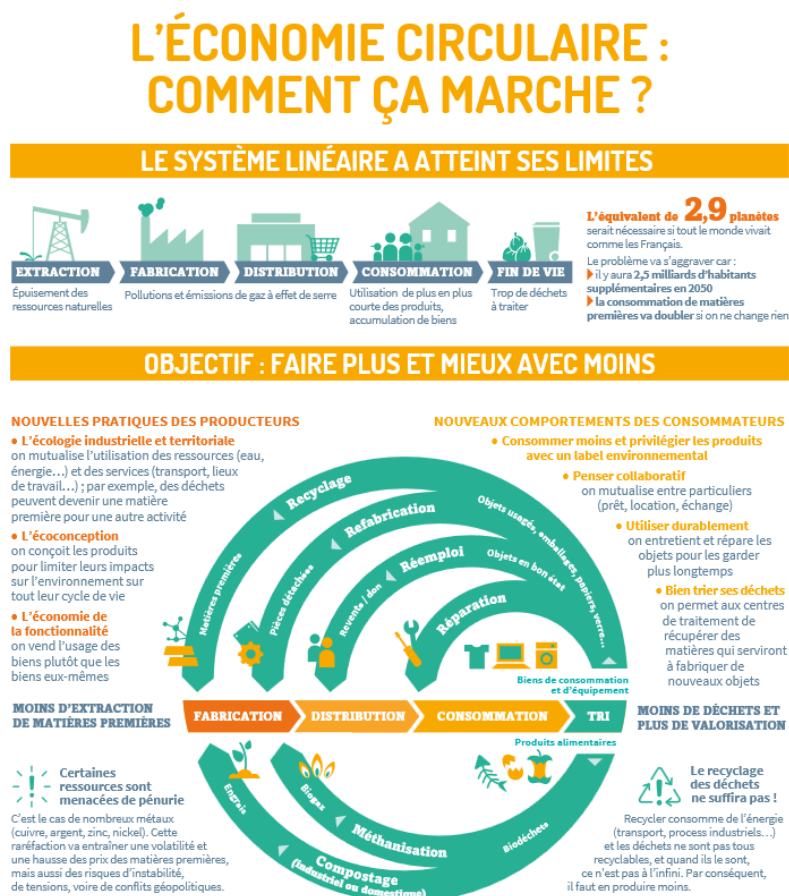
- Promouvoir la gestion durable des déchets : cela inclut des programmes pour encourager le tri, le recyclage et la réduction des déchets à la source. Des efforts sont déployés pour intégrer des circuits de valorisation des matériaux afin de réduire la dépendance à l'enfouissement et à l'incinération.
- Favoriser la sobriété et l'efficacité énergétique : le STEE a pour objectif de diminuer les consommations énergétiques en mettant en œuvre des solutions locales et en favorisant le développement des énergies renouvelables, dans une approche circulaire qui minimise les pertes et maximise l'utilisation des ressources disponibles.

- S'appuyer sur le tissu économique local : des partenariats avec les entreprises locales sont encouragés pour développer des modèles économiques durables, intégrant notamment le réemploi, la réparation et l'économie de partage.
- Accompagner la transition écologique des entreprises : des dispositifs spécifiques aident les acteurs économiques à s'adapter aux nouvelles exigences environnementales tout en améliorant leur compétitivité.

Ces efforts s'inscrivent dans une vision de territoire résilient et à faible impact environnemental, alignée avec les objectifs en lien avec la démarche Territoire à énergie positive (TEPOS) d'ici 2050.

L'objectif 3 du STEE) de Clermont Auvergne Métropole vise à structurer et pérenniser les démarches d'économie circulaire sur le territoire, avec une attention particulière portée aux zones d'activités. Cela implique la requalification et la transformation de certaines zones, comme le pôle économique du Brézet, qui accueille déjà 12 600 emplois, mais nécessite une modernisation pour rester attractive et adaptée à l'installation ou l'expansion d'entreprises. Les efforts comprennent des améliorations sur les plans de la mobilité, de l'environnement, et de la sécurité, en lien avec des projets plus larges tels que le développement des réseaux de transport en commun (projet InspiRe). Cette démarche vise aussi à intégrer des pratiques favorisant la réduction des déchets et le réemploi des ressources au sein de ces espaces économiques pour soutenir une dynamique durable et circulaire.

► L'économie circulaire : comment ça marche ?



Source : ADEME.

Clermont Auvergne Métropole est engagée dans la promotion de l'économie circulaire grâce à la co-construction d'un réseau local rassemblant divers acteurs engagés. Cette initiative associe des partenaires clés tels que le VALTOM (gestion des déchets), le Département du Puy-de-Dôme, le Syndicat du Bois de l'Aumône (SBA), la Communauté d'agglomération Riom Limagne et Volcans (RLV), les CCI et CMA, ainsi que des organisations/associations comme la Plateforme 21 pour le développement durable et Métabatik.

Métabatik est une association créée en 2019 dans le Puy-de-Dôme, dédiée à la promotion de l'économie circulaire dans le secteur du bâtiment. Son objectif principal est de développer une filière de réemploi pour les matériaux de construction afin de réduire les déchets générés par le secteur du BTP. L'association agit autour de 4 axes principaux : collecte (les matériaux sont récupérés sur des chantiers de construction ou de déconstruction, souvent en partenariat avec des entreprises du BTP et, si nécessaire, avec des entreprises d'insertion) ; revente et réemploi (les matériaux collectés, tels que portes, fenêtres, tuiles, ou luminaires, sont valorisés via une matériauthèque ou directement sur les sites de chantier) ; conseil et sensibilisation (ateliers, diagnostics ressources et initiatives éducatives pour promouvoir les pratiques de réemploi auprès des professionnels, collectivités, et grand public) ; formation (forme et sensibilise aux enjeux de réduction des déchets et à l'utilisation de matériaux réemployés). Le site de 2 000 m² est installé à Clermont-Ferrand.

Le PTCE RE.créé (Pôle territorial de coopération économique) constitue un pilier central de cette dynamique. Ce réseau fédère des initiatives axées sur le réemploi et la valorisation des matériaux. Sa vocation est de structurer les échanges entre entreprises, associations, collectivités et citoyens pour stimuler l'innovation et réduire les impacts environnementaux.

En parallèle, la plateforme collaborative régionale Éclaira, gérée par le CIRIDD (Centre international de ressources et d'innovation pour le développement durable), accompagne ces démarches en partageant des outils, des bonnes pratiques et des projets exemplaires en économie circulaire. Cette plateforme soutient la transition écologique à l'échelle d'Auvergne-Rhône-Alpes en rassemblant acteurs publics, privés et associatifs autour d'un objectif commun : rendre le modèle économique local plus résilient et durable.

La Communauté d'agglomération de Riom Limagne et Volcans (RLV) a mis en place plusieurs initiatives visant à intégrer l'économie circulaire dans ses stratégies de transition écologique. Parmi ses actions, le label Éco RES'PEER. Ce label, créé en 2018, récompense les entreprises engagées dans des démarches écoresponsables et contribue à la réduction de l'impact environnemental des zones d'activités économiques. Il encourage les entreprises à adopter des pratiques circulaires en matière de gestion des ressources et de réduction des déchets.

Le Syndicat du bois de l'Aumône (SBA), en partenariat avec le Conseil départemental du Puy-de-Dôme et le VALTOM, organise la première édition d'Horizons Circulaires, un événement dédié à l'économie circulaire, qui a eu lieu les 22, 23 et 24 mai 2025 au Parc de Cerey à Riom.

Cet événement, gratuit et ouvert à tous, vise à promouvoir l'économie circulaire et à fédérer les acteurs locaux autour de cette thématique. Il s'inscrit également dans le cadre des 50 ans du SBA.

Par ailleurs, RLV encourage les entreprises à intégrer l'économie circulaire et soutient des projets en ce sens, tout en mettant en place des formations et des aides pour les entreprises locales.

Ces efforts s'inscrivent dans une démarche globale de développement durable visant à transformer l'économie linéaire en une économie circulaire plus durable et responsable.

Le label Éco RES'PEER, développé par Riom Limagne et Volcans (RLV), est un dispositif destiné à valoriser et soutenir les entreprises locales qui mettent en œuvre des actions concrètes en matière de développement durable et d'économie circulaire. Ce label distingue les initiatives ayant un impact positif sur l'environnement, telles que la réduction des déchets, la consommation responsable, ou encore l'optimisation des ressources. Il a pour objectif de renforcer la transition écologique sur le territoire en incitant les entreprises à adopter des pratiques durables tout en favorisant une dynamique locale. Le label vise également à structurer les démarches en matière de réemploi, d'éco-conception et de gestion des ressources à travers des actions collectives. Il est soutenu par l'accompagnement de l'agglomération, notamment via des formations et des outils spécifiques. Les entreprises labellisées bénéficient ainsi d'une visibilité accrue et d'un réseau de partenaires engagés dans des démarches similaires.

Mond'Arverne Communauté mène un projet d'économie circulaire avec la création d'un Pôle de valorisation situé à Veyre-Monton. Ce projet a pour objectif de promouvoir le réemploi, la réparation et la valorisation des objets du quotidien (tels que vêtements, électroménager, jouets, etc.). En partenariat avec le SBA, un questionnaire a été mis en place pour identifier les besoins locaux en matière de recyclage et de services associés, afin

de mieux répondre aux attentes des habitants du territoire. Ce Pôle de valorisation fait partie d'un ensemble plus large d'initiatives visant à soutenir la transition écologique et l'économie circulaire.

Mond'Arverne Communauté a aussi engagé plusieurs actions dans le cadre de son PCAET, visant notamment à réduire les émissions de gaz à effet de serre et à favoriser l'économie circulaire. Parmi ses initiatives, on trouve le projet EC'ENTIEL, lancé pour favoriser la collaboration entre les entreprises locales, notamment dans les zones d'activités de Veyre-Monton et de la Roche-Blanche, afin de réduire les déchets, mieux valoriser les ressources et améliorer la gestion énergétique. Ce projet s'inscrit dans une logique « Zéro déchet, zéro gaspillage », inspirée des engagements du SBA, et s'accompagne d'actions comme la réduction de l'empreinte environnementale des entreprises et la gestion optimisée des matériaux et énergies.

Billom Communauté met en place plusieurs initiatives pour soutenir l'économie circulaire et durable. L'une des actions-clés est le projet d'Écopôle du Val d'Allier. Ce projet est une initiative de développement durable axée sur la création d'un site exemplaire en matière de préservation de la biodiversité, de développement de l'agriculture, et de promotion de l'économie circulaire. Il s'agit d'un espace de travail collaboratif qui intègre différents enjeux écologiques, économiques et sociaux. Le projet vise notamment à améliorer la qualité de l'accueil sur le site, à favoriser une meilleure gestion de l'eau et des espaces agricoles, et à intégrer des pratiques visant la protection de l'environnement et la valorisation des ressources locales. Un des aspects centraux de l'Écopôle est la mise en place d'un écosystème structuré autour de 4 grands piliers : la préservation de la biodiversité, la production agricole et l'alimentation, les enjeux sociétaux et la mise en œuvre de l'économie circulaire. Le projet inclut également la mise en valeur des paysages et des milieux naturels du site, ainsi qu'une amélioration de son accessibilité pour les différents publics, y compris la création d'une voie verte.

Bilan foncier des zones d'activités économiques inscrites au SCOT

Le PETR du Grand Clermont, en partenariat avec les 4 intercommunalités, réalise un inventaire du foncier dédié au développement économique. Cet inventaire recense à la fois la consommation foncière, les disponibilités et les réserves foncières au sein des zones économiques inscrites dans le SCOT.

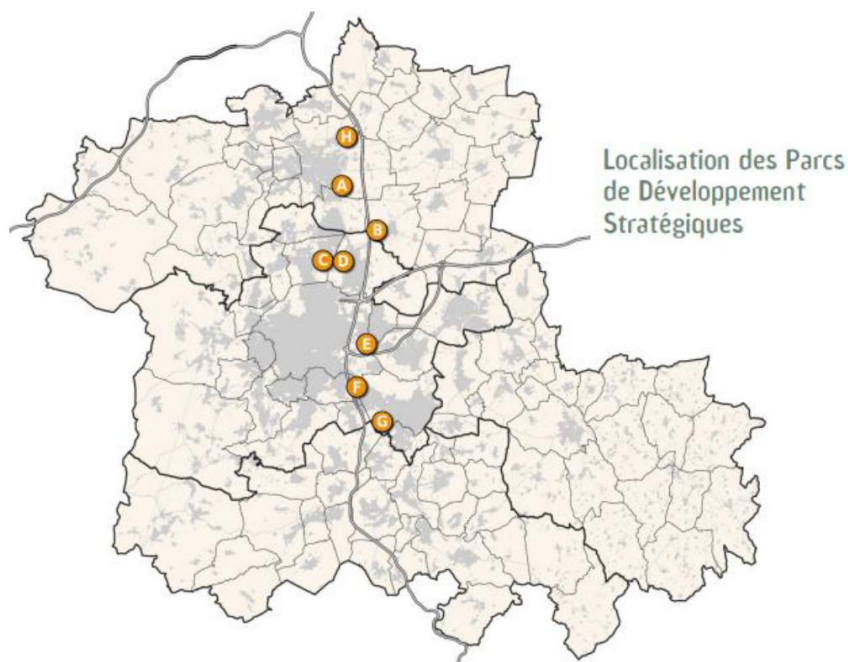
L'analyse de la consommation foncière a été effectuée à trois dates clés :

- Au 01/01/2012 : date proche de l'approbation du SCOT, correspondant au point de départ (T0).
- Au 01/01/2017 : date retenue pour la première évaluation du SCOT (T+6).
- Au 01/01/2023 : date du dernier recensement, servant de référence pour l'évaluation à T+12.

Ces trois millésimes intègrent :

- Les surfaces autorisées par le SCOT (en hectares) pour la création ou l'extension de zones d'activités.
- Les surfaces réellement consommées dans ces zones, réparties en deux catégories :
 - Surfaces consommées : comprenant les parcelles ou lots commercialisés ainsi que les voiries et espaces communs aménagés.
 - Surfaces aménagées cessibles : correspondant aux parcelles immédiatement disponibles à la commercialisation.

Ces données permettent d'évaluer la part du foncier consommé par rapport aux surfaces autorisées par le SCOT approuvé en 2011.

Bilan de consommation des surfaces inscrites dans les Parcs de développement stratégiques (PDS) :► *Localisation des Parcs de développement stratégiques (PDS) :*

Source : SCOT du Grand Clermont, 2011.

► *Caractéristiques des Parcs de développement stratégiques (PDS) :*

| Parcs de Développement Stratégiques | | | | | | |
|-------------------------------------|----|-------------------------------------|---|-------------------|-------------------------|---------|
| | | | | Nombre d'hectares | | |
| EPCI | N° | Localisation | Vocation | total non aménagé | Échéance de réalisation | |
| | | | | | phase 1 | phase 2 |
| Clermont Auvergne Métropole | C | Les Montels | Activités industrielles ou logistiques. Activités technologiques, équipements et services d'échelle métropolitaine qui, du fait de la nature de leur activité ou de leur emprise foncière, ne peuvent s'implanter au sein du tissu urbain. | 28 | 28 | 0 |
| | D | Parc logistique | | 50 | 25 | 25 |
| | E | Zone aéronautique | | 8,5 | 0 | 8,5 |
| | F | Sarliève Nord | | 71 | 30 | 41 |
| | G | Sarliève Sud | | 90 | 45 | 45 |
| Riom Limagne et Volcans | B | Biopôle | | 45 | 30 | 15 |
| | A | Parc embranchable de Riom | | 151 | 16 | 135 |
| | H | Parc Européen d'Entreprises de Riom | | 27 | 27 | 0 |
| | | | | 470.5 | 201 | 269.5 |

Source : SCOT du Grand Clermont, 2011.

Lors de l'approbation du SCOT, les PDS représentaient une superficie totale autorisée de 467,5 ha, dont 143 ha en phase 1. Suite aux différentes procédures de modification du SCOT, les surfaces ont tout d'abord diminué jusqu'en 2017 pour atteindre 446,5 ha (- 4,5 %) puis ont augmenté entre 2017 et 2023 pour atteindre 470,5 ha, en raison de transferts de surfaces classées en pôles commerciaux (+ 5 %).

Le SCOT comprend 8 PDS en 2023 répartis sur Clermont Auvergne Métropole et Riom Limagne et Volcans. Lors de l'approbation du SCOT, deux PDS étaient en cours d'aménagement : le Biopôle à Saint-Beauzire et les Montels à Cébazat. Il en résultait une consommation foncière existante de 16,1 ha, soit près de 3,5 % du foncier inscrit.

Entre 2011 et 2023, le territoire a consommé 59,2 ha situés sur des PDS pour des implantations économiques stratégiques, ou de grandes dimensions atteignant un total de 75,3 ha de foncier aménagé. Après 12 années de mise en oeuvre, les surfaces dédiées au développement des PDS ont été consommées à hauteur de 16 % des 470,5 ha inscrits. La consommation a représenté en moyenne près de 5 ha par an sur la période 2011-2017 tandis que la période 2017-2023 connaît une consommation moyenne légèrement plus faible de 4,85 ha par an (soit - 3%).

► *Evolution des Parcs de développement stratégiques (PDS) :*

| PDS - Evolution des surfaces inscrites au SCoT | | | |
|--|-------|-------|-------|
| | T0 | T+6 | T+12 |
| Phase 1 en ha | 143 | 143 | 201 |
| Phase 2 en ha | 324.5 | 303.5 | 269.5 |
| Total en ha | 467.5 | 446.5 | 470.5 |

| PDS - Evolution des consommations des surfaces (voir annexe méthodologique) | | | |
|--|-------------|-------------|-------------|
| | T0 | T+6 | T+12 |
| Ha Consommés | 16.1 | 46.1 | 75.3 |
| <i>Ha Aménagés Cessibles</i> | 11.2 | 9.4 | 26.4 |
| % total | 3.5 | 10.3 | 16.0 |
| % phase 1 | 11.3 | 32.3 | 37.5 |

Sources : Grand Clermont, 2023.

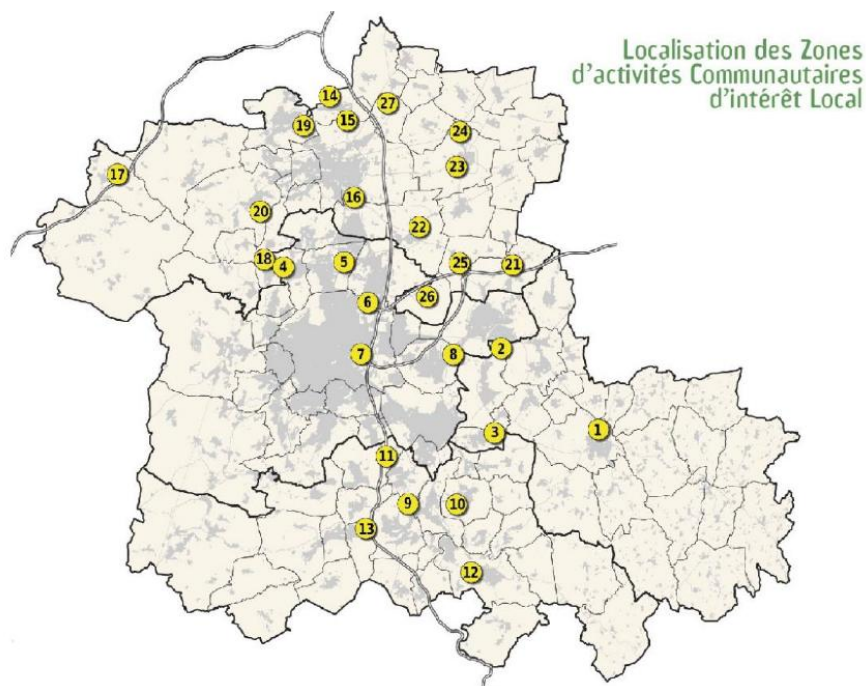
Sur l'ensemble des 8 PDS inscrits en 2023 :

- 4 sont en cours d'aménagement, et au moins partiellement commercialisés ou consommés.
- Un n'a fait l'objet que d'un aménagement de voirie structurante.
- Un a permis la seule création d'un équipement structurant (prison).
- Deux n'ont pas encore fait l'objet de projet d'aménagement.

Le SCOT a inscrit 470,5 ha à destination du développement des Parcs de développement stratégiques, ce qui représente, une offre potentielle de 23,9 ha par an sur les 19 ans de mise en œuvre (en tenant compte de la consommation existante lors de l'approbation du SCOT). Le bilan à T+12 montre que la consommation moyenne réelle n'a été que de 4,9 ha/an, soit un rythme près de 5 fois inférieur aux potentialités du SCOT.

Bilan de consommation des surfaces inscrites dans les Zones d'activités communautaires d'intérêt local (ZACIL) :

► Localisation des Zones d'activités communautaires d'intérêt local (ZACIL) :



Source : SCOT du Grand Clermont, 2011.

► Caractéristiques des Zones d'activités communautaires d'intérêt local (ZACIL) :

| Zones d'Activités Communautaires d'intérêt Local | | | | | | |
|--|----|--|---|-------------------|---------|---------|
| EPCI | N° | Localisation | Vocation | Nombre d'hectares | | |
| | | | | total non aménagé | phase 1 | phase 2 |
| Billom Communauté | 1 | ZAE de l'Angaud (Billom) | Artisanat | 4 | 4 | 0 |
| | 2 | Les Lattes (Dallet) | Eco-activités / Industrie / Tertiaire / Artisanat | 14 | 14 | 0 |
| | 3 | La Charreyre Basse (Pérignat-es-Allier) | Recherche / Environnement | 3 | 0 | 3 |
| Clermont Auvergne Métropole | 4 | Zone HQE (Blanzat) | Non défini | 10 | 0 | 10 |
| | 5 | Montels 4 (Cébazat) | Artisanat / Industrie / Logistique / Tertiaire | 8 | 8 | 0 |
| | 6 | Gerzat sud (Gerzat) | Industrie - BTP Services entreprises | 6 | 6 | 0 |
| | 7 | Claveloux (Clermont-Ferrand) | Services | 5 | 5 | 0 |
| | 8 | Fontanille (Lempdes) | Artisanat / Industrie | 38 | 38 | 0 |
| Mond'Auvergne Communauté | 9 | Pra de Serre 3 - 2 ^e tranche (Veyre-Monton) | Industrie / Eco-activités / Tertiaire | 13 | 13 | 0 |
| | 10 | Le Daillard 2 (Mirefleurs) | Artisanat | 6 | 2 | 4 |
| | 11 | La Novialle (La Roche Blanche) | Petite industrie / Tertiaire / Artisanat | 16 | 16 | 0 |
| | 12 | ZAC Les Meules 2 (Vic Le Comte) | Artisanat / Petite industrie | 11.5 | 11.5 | 0 |
| | 13 | ZAC Cheiractivités (Tallende) | Artisanat / Industrie / Services entreprises | 18 | 6 | 12 |
| Riom Limagne et Volcans | 14 | St-Bonnet près Riom - Nord | Artisanat | 1 | 1 | 0 |
| | 15 | St-Bonnet près Riom - Sud | Artisanat | 1 | 1 | 0 |
| | 16 | Les Charmes III (Ménérol) | Artisanat | 3 | 3 | 0 |
| | 17 | Pulvérières | Artisanat | 6 | 6 | 0 |
| | 18 | Sayat | Tertiaire | 4 | 1 | 3 |
| | 19 | ZA Bionnet-Croix des Roberts (Châtel-Guyon) | Artisanat / Industrie / Services entreprises | 10 | 10 | 0 |
| | 20 | ZA de Champloup (Volvic) | Artisanat / Industrie | 1.5 | 0 | 1.5 |
| | 21 | ZAE Pierre Boulanger (Martres d'Artière) | Artisanat | 4 | 0 | 4 |
| | 22 | St Beauzire | Artisanat / Services | 1 | 1 | 0 |
| | 23 | Ennezat - Les Champiaux | Artisanat / Services / Industrie | 6.5 | 6.5 | 0 |
| | 24 | Ennezat - Zone Nord (Céréales) | Artisanat / Services / Industrie | 5 | 5 | 0 |
| | 25 | Lussat | Artisanat | 4 | 4 | 0 |
| | 26 | Malintrat | Artisanat | 1 | 1 | 0 |
| | 27 | Pessat-Villeneuve | Industrie Plastique | 1 | 1 | 0 |
| TOTAL | | | | 201.5 | 164 | 37.5 |

Source : SCOT du Grand Clermont, 2011.

Lors de l'approbation du SCOT, les ZACIL comprenaient une superficie totale autorisée de 206,5 ha pour le développement économique local, dont 166,5 ha en phase 1. A l'aune des 7 modifications du SCOT, les surfaces ont évolué à la hausse jusqu'en 2017 pour atteindre 209 ha (+ 1,2 %) puis ont diminué à 201,5 ha en 2023 (soit - 3,5 %).

Le SCOT comprend 27 ZACIL en 2023 réparties sur les 4 EPCI du territoire. Lors de l'approbation du SCOT, certaines ZACIL étaient en cours d'aménagement. Il en résulte une consommation foncière existante de 7,9 ha, (essentiellement pour la création des voiries et des espaces communs), soit près de 4 % du foncier inscrit. Entre 2011 et 2023, le territoire a consommé 73,9 ha pour son développement économique pour atteindre 81,8 ha de foncier aménagé.

Après 12 années de mise en oeuvre, les surfaces dédiées au développement des ZACIL ont été consommées à hauteur de 40,6 % des 201,5 ha inscrits. La consommation a représenté en moyenne près de 6,7 ha par an sur la période 2011-2017, tandis que la période 2017-2023 connaît une consommation moyenne plus faible de 5,6 ha par an (- 17 %).

► *Evolution des Zones d'activités communautaires d'intérêt local (ZACIL) :*

| ZACIL - Evolution des surfaces inscrites au SCoT | | | |
|--|-------|-----|-------|
| | T0 | T+6 | T+12 |
| Phase 1 en ha | 166.5 | 171 | 164 |
| Phase 2 en ha | 40 | 38 | 37.5 |
| Total en ha | 206.5 | 209 | 201.5 |

| ZACIL - Evolution des consommations des surfaces (voir annexe méthodologique) | | | |
|--|------------|-------------|-------------|
| | T0 | T+6 | T+12 |
| Ha Consommés | 7.9 | 48.1 | 81.8 |
| Ha Aménagés Cessibles | 37.2 | 26.9 | 6.2 |
| % total | 3.8 | 23.0 | 40.6 |
| % phase 1 | 4.7 | 28.1 | 49.9 |

Sources : Grand Clermont, 2023.

Sur l'ensemble des 27 ZACIL inscrites en 2023 :

- 3 sont totalement aménagées et commercialisées.
- 12 sont en cours d'aménagement.
- Deux font l'objet de projets à court terme.
- 10 n'ont pas encore fait l'objet de projet d'aménagement.

Notons que deux ZACIL inscrites lors de l'approbation initiale du SCOT ont été supprimées lors de procédures de modification du SCOT.

Le SCOT a inscrit 201,5 ha à destination du développement des Zones d'activités communautaires d'intérêt local, ce qui représente, une offre potentielle de 10,2 ha par an sur les 12 ans de mise en oeuvre (en tenant compte de la consommation existante lors de l'approbation du SCOT). Le bilan à T+12 montre que la consommation moyenne réelle n'a été que de 6,15 ha/an, soit un rythme inférieur d'un tiers au rythme théorique du SCOT.

Bilan des consommations foncières dans les Pôles commerciaux inscrits au SCOT :

Lors de l'approbation du SCOT en 2011, il était autorisé une extension de 140 ha des Pôles commerciaux, dont 97 ha en phase 1. Ces surfaces étaient réparties sur 5 pôles commerciaux de périphérie.

A l'aune des modifications du SCOT et de l'intégration du DAAC en 2019, le stock de foncier en extension a évolué nettement à la baisse jusqu'en 2019 pour atteindre 47 ha avec :

- L'abandon en 2014 du Pôle Riom-Est sur 12 ha, lors de la modification n°2.
- Le transfert des pôles commerciaux de Fontanille (- 18 ha) et de Cap Sud (- 35 ha) vers le stock foncier dédié au développement économique (ZACIL et PDS), lors de la modification n°3.
- La réduction de la superficie du Pôle commercial de Cournon de 40 à 12 ha (- 28 ha) lors de la modification n°6 du SCOT et l'intégration du DAAC.

En 2023, le SCOT n'autorise plus que la création et l'extension de deux Pôles commerciaux sur le territoire : Les Gravanches sur 35 ha et Cournon-Le Cendre sur 12 ha.

Entre 2011 et 2023, le territoire a consommé 18,8 ha pour le développement commercial. Cette consommation a été réalisée sur le seul pôle des Gravanches. La consommation a représenté en moyenne près de 3,1 ha par an sur la période 2011-2017, tandis que la période 2017-2023 ne connaît pas de consommation foncière à destination commerciale.

► *Evolution des Pôles commerciaux :*

| Pôles Commerciaux du SCoT Evolution des surfaces inscrites au SCoT | | | |
|---|-----|-----|------|
| | T0 | T+6 | T+12 |
| Phase 1 en ha | 97 | 75 | 47 |
| Phase 2 en ha | 43 | 43 | 0 |
| Total en ha | 140 | 118 | 47 |

| Pôles Commerciaux du SCoT Evolution des consommations des surfaces (voir annexe méthodologique) | | | |
|---|------------|-------------|-------------|
| | T0 | T+6 | T+12 |
| Ha Consommés | 0.0 | 18.8 | 18.8 |
| <i>Ha Aménagés Cessibles</i> | 0.0 | 0.0 | 0.0 |
| % total | 0.0 | 15.9 | 40.0 |
| % phase 1 | 0.0 | 25.1 | 40.0 |

Sources : Grand Clermont, 2023.

LES GRANDES TENDANCES A RETENIR

- Un territoire pourvoyeur d'emploi qui concentre plus de 200 000 emplois
- Une concentration de l'emploi sur Clermont Auvergne Métropole (83 % du total des emplois)
- Un cœur métropolitain qui concentre 85,5 % des emplois
- Une économie majoritairement tertiaire (80 % des emplois) et 13 % dans l'industrie
- Un emploi salarié industriel qui a diminué de 7,5 % dans le Grand Clermont entre 2014 et 2021
- Deux tiers des établissements exercent leur activité dans les secteurs du commerce ou des transports
- Une part de cadres élevée (21 %) qui continue d'augmenter
- La plupart des grands établissements sont situés sur Clermont Auvergne Métropole (Michelin, CHU, Ville de Clermont, Clermont Auvergne Métropole, Conseil départemental, etc.) et sur RLV (Limagrain, Hermès, Société des eaux de Volvic, Fareva, Bacacier, etc.)
- Des spécialisations et une hétérogénéité marquées entre les EPCI du Grand Clermont
- Une hausse de 4 % des emplois entre 2008 et 2019
- Une part d'actifs âgés de plus de 50 ans importante dans certains EPCI (37 % pour Mond'Arverne et 35 % pour Billom Communauté)
- Plus d'un tiers des emplois dépend d'une grande entreprise
- Une économie qui tend à se diversifier, notamment dans l'industrie
- Un mouvement de désindustrialisation et une tertiarisation moindre qu'à l'échelle nationale
- Plusieurs actions en faveur de l'économie circulaire dans les différents EPCI
- Des transitions industrielles, numériques, environnementales et organisationnelles en cours, en lien avec l'accélération des transformations et les mutations du tissu économique
- Une raréfaction du foncier économique, avec un manque de terrains disponibles dans certains EPCI
- Une mobilisation difficile du foncier déjà commercialisé, nécessitant une réflexion sur le renouvellement des modes de gestion des zones d'activités afin d'en assurer la maîtrise

LES ENJEUX EN MATIERE DE SOLIDARITES, DE SOBRIETE ET D'HABITABILITE

→ Diversification du tissu économique et des emplois :

- ancrer les actifs sur le territoire
- poursuivre le développement des fonctions métropolitaines
- maintenir un tissu économique diversifié à l'échelle du Grand Clermont

→ Renforcement des pôles d'emplois du territoire :

- permettre le renouvellement de la main d'œuvre, notamment avec l'ancrage des étudiants entrant dans la vie active
- renforcer le rayonnement économique des pôles d'emplois sur leur bassin de vie
- limiter l'éloignement entre lieux d'habitation et lieux d'emploi
- maintenir le ratio emploi / habitant

→ Cohésion et interdépendance entre les différents territoires :

- favoriser un développement économique équilibré, voire complémentaire entre les différents territoires et EPCI du Grand Clermont, tant sur le volet productif que présentiel
- mutualiser les fonctions stratégiques de développement économique
- maintenir l'emploi et développer l'économie présentielle dans les territoires ruraux

→ Accompagnement des mutations économiques et renforcement de la résilience du territoire :

- conforter l'économie productive et industrielle locale en accélérant la croissance des PME et des ETI dans des domaines d'excellence (santé, matériaux, numérique, etc.)
- maintenir l'économie présentielle en assurant un maillage des services à la population
- accélérer les transitions écologiques, énergétiques et numériques des entreprises en s'appuyant sur les écosystèmes locaux et en intensifiant les échanges locaux et régionaux inter-entreprises
- répondre aux besoins des actifs et des entreprises en matière de co-working
- prendre en compte l'essor du télétravail

→ Régulation et optimisation du foncier économique dans le Grand Clermont :

- adapter l'offre foncière aux besoins des entreprises et des porteurs de projets
- structurer et clarifier l'offre d'accueil économique pour renforcer sa lisibilité et son attractivité
- encourager une complémentarité entre les zones d'activités afin d'assurer une répartition cohérente des activités sur le territoire
- encadrer et maîtriser la consommation foncière dédiée aux activités économiques
- prioriser la reconversion et le réinvestissement des friches économiques et industrielles
- accompagner la transition bas carbone des zones d'activités en intégrant les enjeux de mobilités, de services aux usagers, de biodiversité et de gestion du stationnement

5.2• Offre commerciale

Chiffres-clés :

2 468 commerces
 Surface totale de vente de **758 239 m²**
84 % des commerces avec des surfaces de vente inférieures à 300 m²
 (mais 21 % de la surface commerciale totale)
71 % des commerces relèvent des activités non alimentaires

Dans le SCOT approuvé en 2011, le « cœur métropolitain » du Grand Clermont montrait une importante force commerciale à l'échelle du territoire, mais également des signes de faiblesses dans les centralités des bourgs et du centre de Clermont-Ferrand. Au sein des « pôles de vie », la situation était contrastée mais le tissu commercial de proximité demeurait dans l'ensemble insuffisant pour asseoir un rayonnement local de ces communes. Le SCOT avait alors fixé pour objectif de stabiliser le nombre de pôles commerciaux de périphérie existants, de maîtriser leur extension foncière et d'engager des processus de requalification de ces zones.

Dès 2013, un nouveau diagnostic, plus complet, a montré que le territoire du Grand Clermont ne présentait pas de manque majeur dans l'offre commerciale mais que les surfaces de vente supplémentaires, essentiellement situées dans des pôles de périphérie présentaient le risque de déséquilibres importants de l'offre et d'une surconsommation foncière.

Un DAAC (Document d'aménagement artisanal et commercial) a été intégré au SCOT fin 2019. Ce document entérine la priorité donnée au renforcement des centralités et encadre le développement des pôles commerciaux de périphérie en déterminant des enveloppes de surfaces de vente supplémentaires maximales autorisées et en délimitant leurs extensions foncières. Dans ce cadre, un suivi annuel du DAAC a été mis en place afin d'analyser l'évolution du tissu commercial du territoire et de la consommation des enveloppes de surfaces de vente autorisées.

Une offre commerciale qui se concentre sur Clermont Auvergne Métropole et Riom Limagne et Volcans

► Répartition du commerce par EPCI du Grand Clermont :

| Répartition commerce territoire | du par | Nombre de Commerce par EPCI | | | | Surfaces de vente par EPCI | | | | |
|---------------------------------|------------|-----------------------------|-------|-----------------|------------------------|----------------------------|---------|-----------------|------------------------|----------------------------------|
| | | 2011 | 2023 | Evolution 11-23 | % du total du commerce | 2011 | 2023 | Evolution 11-23 | % du total du commerce | Densité commerciale ⁵ |
| Clermont Métropole | Auvergne | 2 107 | 1 886 | -10.5% | 77.6 % | 557 268 | 614 486 | +10.27% | 82.38 % | 2.07 m ² / hab |
| Riom Volcans | Limagne et | 382 | 358 | -6.2% | 14.7 % | 77 568 | 98 279 | +26.7% | 13.18 % | 1.45 m ² / hab |
| Mond'arverne Communauté | | 118 | 96 | -18.6% | 3.95 % | 15 054 | 17 315 | +15% | 2.32 % | 0.37 m ² / hab |
| Billom Communauté | | 99 | 82 | -17.1% | 3.33 % | 24 729 | 15 811 | -36% | 2.12 % | 0.61 m ² / hab |
| Grand Clermont | | 2 706 | 2 422 | -10.6% | 100 % | 674 619 | 745 891 | +10.5% | 100 % | 1.73 m ² / hab |

En 2023, plus de 92 % des établissements commerciaux et 95 % des surfaces de vente du Grand Clermont sont concentrés sur Clermont Auvergne Métropole et Riom Limagne et Volcans. En effet, la localisation du commerce est principalement liée à la densité de population, mais aussi à la présence de grands axes routiers.

Aussi, il apparaît logique de retrouver les plus grandes densités commerciales dans les communes du « cœur métropolitain » selon un axe nord-sud.

Sur la période 2011-2023, l'ensemble des EPCI du Grand Clermont connaissent une baisse de 10,6 % du nombre d'établissements commerciaux. Cette dernière est davantage marquée sur Mond'Arverne Communauté et Billom Communauté, avec respectivement - 18,6 % et - 17,1 %). Quant aux surfaces de vente, elles progressent partout mis à part sur Billom Communauté où elles chutent de près de 36 % en 12 ans.

En 2023, la densité commerciale moyenne du Grand Clermont est de 1,73 m² par habitant mais le territoire connaît une répartition très hétérogène.

Clermont Auvergne Métropole connaît une moyenne supérieure avec 2,07 m² par habitant en raison de la densité de population mais aussi la concentration des grands axes de mobilités. Riom Limagne et Volcans se situe dans une position intermédiaire avec une densité de 1,45m²/habitants, permettant d'assurer un bon niveau d'offre commerciale sur le nord du territoire du Grand Clermont.

A l'inverse, Billom Communauté n'atteint que 0,61m²/habitant et Mond'Arverne 0,37m²/habitant, montrant une dépendance commerciale de ces deux territoires, essentiellement vers la métropole.

A l'échelle communale, l'on observe que les « pôles de vie » du SCOT proposent des densités commerciales inférieures à 1,6m²/habitant (mis à part Billom). L'essentiel des communes périurbaines ou rurales du territoire ont une offre commerciale très faible voire absente.

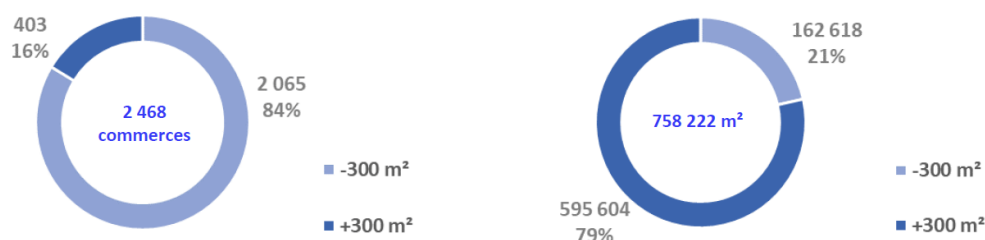
Certaines communes périphériques ressortent également en raison de la localisation de grands pôles commerciaux de périphérie comme à Aubière et Ménérol qui dépassent les 10 m² par habitant. Une telle densité est sans rapport avec les besoins de la population résidente de ces communes, mais caractérise une concentration de l'offre le long de grands axes routiers, en périphérie des agglomérations, garantissant une accessibilité facilitée à une population, y compris éloignée géographiquement.

Un parc commercial global dominé par les petites surfaces

Au 01/01/2023, l'appareil commercial du Grand Clermont regroupe 2 468 commerces, représentant une surface totale de 758 239 m².

La majorité des commerces (84 %) ont une surface de vente inférieure à 300 m², ne contribuant cependant qu'à 21 % de la surface commerciale totale. A l'inverse, les commerces de plus de 300 m², bien que moins nombreux (16 %), concentrent une part significative de la surface commerciale (79 %)³⁷.

► Répartition du nombre de commerces et du plancher commercial par tranche de surface de vente :



Source : Suivi DAAC Grand Clermont - état des lieux de 2019 à 2022, CCI du Puy-de-Dôme, 2024.

Une prédominance des activités non alimentaires

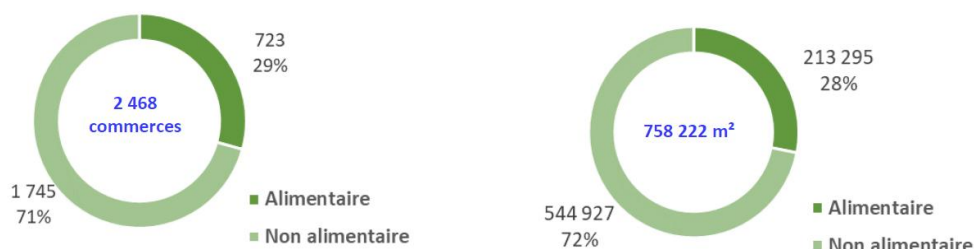
L'analyse par type d'activités révèle une domination des commerces non alimentaires :

- En nombre : 71 % des commerces (soit 1 745 établissements) relèvent de cette catégorie, contre 29 % pour l'alimentaire.

³⁷ Source : Suivi DAAC Grand Clermont - état des lieux de 2019 à 2022, CCI du Puy-de-Dôme, 2024.

- En surface : les commerces non alimentaires occupent 72 % de la surface totale (544 927 m²), tandis que l'alimentaire se limite à 28 % (213 295 m²).

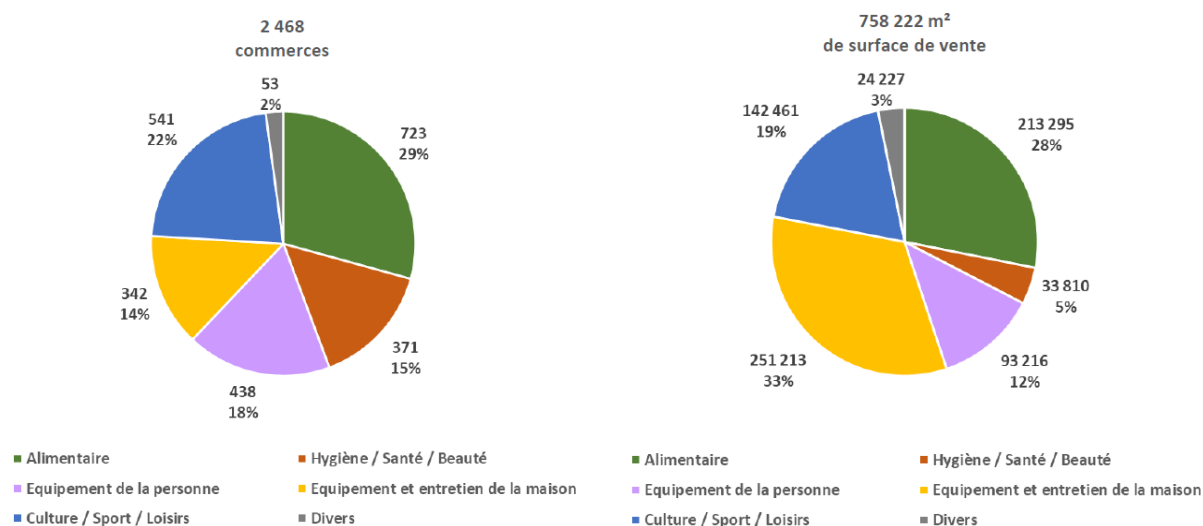
► Répartition du nombre de commerces et du plancher commercial par type d'activités :



Source : Suivi DAAC Grand Clermont - état des lieux de 2019 à 2022, CCI du Puy-de-Dôme, 2024.

La répartition de l'appareil commercial du Grand Clermont par famille de produits et forme de vente confirme la prédominance de l'activité non alimentaire portée, en nombre de magasins, par une majorité de petits commerces et, en surfaces de vente, par les grandes surfaces spécialisées.

► Répartition du nombre de commerces et du plancher commercial par famille de produits :



Source : Suivi DAAC Grand Clermont - état des lieux de 2019 à 2022, CCI du Puy-de-Dôme, 2024.

Principales activités non alimentaires en nombre de commerces et par ordre d'importance (55 % des commerces) :

- Culture / sport / loisirs
- Equipement de la personne
- Hygiène / santé / beauté

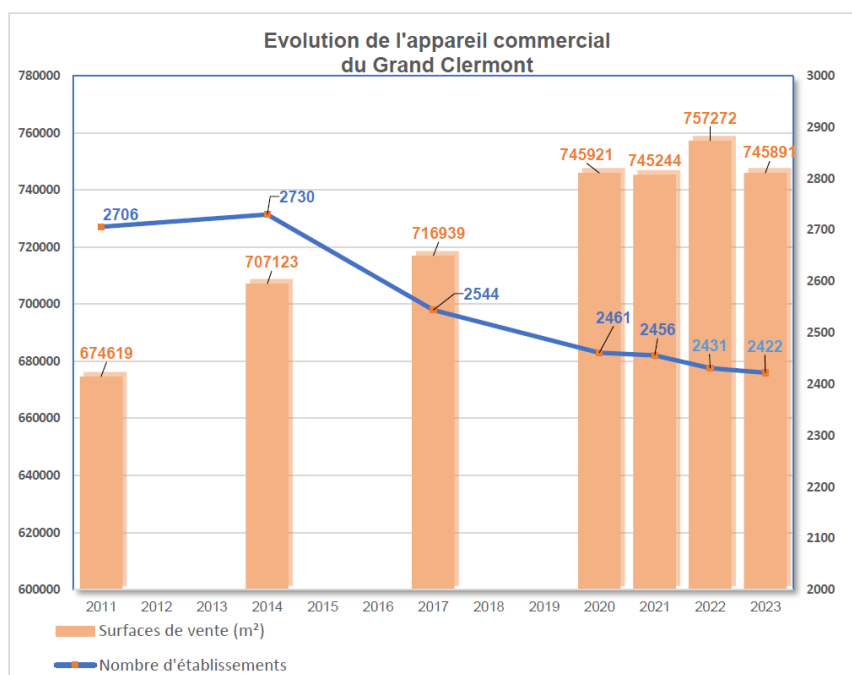
Principales activités non alimentaires en m² de surfaces de vente et par ordre d'importance (64% des m² de surfaces de vente) :

- Equipement et entretien de la maison
- Culture / sport / loisirs
- Equipement de la personne

Une évolution du parc commercial marquée par la diminution des petits commerces au profit des commerces de plus de 300 m²

Entre 2011 et 2023, l'appareil commercial du Grand Clermont a sensiblement évolué. Si le nombre d'établissements a légèrement augmenté jusqu'en 2014 (+ 1 %), il a connu ensuite une diminution importante de près de 10 % entre 2014 et 2020 (soit en moyenne - 1,6 % par an). Depuis 2020, il a continué de décroître de 0,53 % par an.

► Evolution de l'appareil commercial du Grand Clermont :



A noter : à partir du 01/01/2020, l'analyse du DAAC permet un suivi annuel au lieu d'un suivi sur 3 ans sur la première décennie du SCOT.

Sources : CCI 63, Grand Clermont, 2023.

Le nombre de petits commerces (moins de 300 m²) a connu une diminution de 14 % depuis 2011 et leur surface de vente est en retrait de 4,2 %. La concurrence avec les pôles de périphérie et les achats en ligne expliquent en partie ce déclin du petit commerce.

Dans l'alimentaire, si les commerces de moins de 300 m² diminuent en nombre, leur surface de vente continue de progresser de près de 8 %, démontrant une tendance à l'augmentation de la taille moyenne de ces commerces.

Entre 2011 et 2023, le commerce de plus de 300 m² a connu une croissance de 13 % du nombre de magasins et même de 15 % de la surface de vente. Ces évolutions traduisent une tendance à l'augmentation des surfaces moyennes des commerces. Elle est notamment liée à un nombre important de projets commerciaux dans les pôles commerciaux de périphérie. Parmi les commerces de plus de 300 m², les trajectoires sont toutefois différentes selon les typologies :

- Les hard discounts alimentaires connaissent une diminution de près de 25 % des établissements comme des surfaces, résultats de nombreuses évolutions parmi les enseignes du secteur, tandis que le hard discount non alimentaire voit ses surfaces de vente augmenter de 120 %, notamment avec le développement des concepts de « bazar » en équipement de la maison.
- Les grandes surfaces spécialisées alimentaires connaissent également un fort développement : + 63 % d'établissements et + 54 % des surfaces de vente.

- Les hypermarchés et surtout les supermarchés continuent leur développement avec une augmentation de près de 20 % des implantations et respectivement 13 et 24 % des surfaces de vente.

Les dernières autorisations d'exploitation commerciales autorisées tendent à montrer une continuité de ce phénomène avec plusieurs projets de supermarchés ou d'extension d'établissements existants et de projets de Grandes surfaces spécialisées non alimentaires.

Ces dernières années, entre 2019 et 2022, l'offre commerciale globale est restée relativement stable :

- - 0,3 % de commerces au total.
- Une augmentation de + 0,8 % des surfaces de vente, traduisant un redimensionnement progressif des structures commerciales.

Des évolutions différenciées peuvent être observées selon les catégories :

- Les commerces de < 300 m² enregistrent une légère baisse en nombre (- 0,6 %), mais leurs surfaces augmentent (+ 0,8 %).
- A l'inverse, les commerces de ≥ 300 m² progressent en nombre (+ 1 %) et maintiennent une augmentation similaire des surfaces (+ 0,8 %).

A noter : la surface moyenne des points de vente augmente partout en France. Cette hausse est plus élevée dans l'espace rural à habitat dispersé, notamment pour les commerces de loisirs, de culture, de technologies d'information ou de communication, ainsi que pour ceux d'équipements de la personne et de la maison³⁸.

L'analyse des types d'activités met en lumière des tendances opposées :

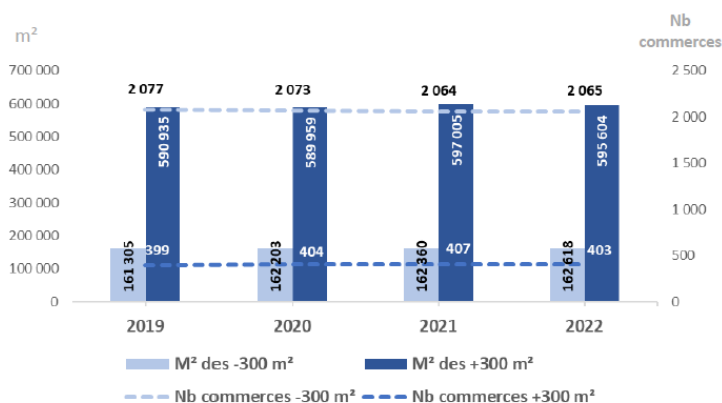
- Une progression de l'alimentaire :
+ 3,3 % de commerces (+ 44 commerces).

Augmentation des surfaces occupées, confirmant un élargissement de l'offre alimentaire.

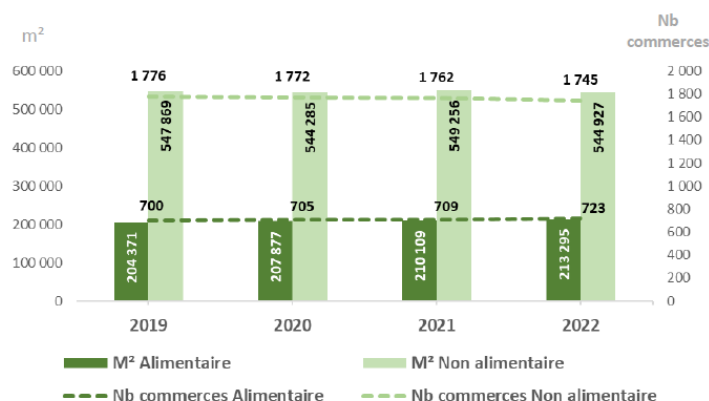
- Une contraction du non alimentaire :
- 1,7 % de commerces.

Légère diminution des surfaces (- 0,5 %), malgré un maintien de la prédominance en valeur.

► *Evolution de l'appareil commercial du Grand Clermont selon la tranche de surface et le type d'activités :*



³⁸ Les magasins étendent leur surface de vente dans les zones peu denses, INSEE, 2024.



Source : Suivi DAAC Grand Clermont - état des lieux de 2019 à 2022, CCI du Puy-de-Dôme, 2024.

► Evolution des commerces et surfaces de ventes par pôle entre 2019 et 2022 :

| Polarités | Nb de commerces | | | Surface de vente totale (m²) | | |
|---|-----------------|--------------------------|------------------------------|------------------------------|--------------------------|------------------------------|
| | En valeur | % / total Grand Clermont | Évolution entre 2019 et 2022 | En valeur | % / total Grand Clermont | Évolution entre 2019 et 2022 |
| Pôle Métropolitain Clermont-Sud Aubière | 225 | 9% | -3% | 166 124 | 22% | -2% |
| Pôle Intermédiaire Cournon Le Cendre | 86 | 3% | 10% | 38 549 | 5% | +0,2% |
| Pôle Intermédiaire Brézet | 74 | 3% | 3% | 69 398 | 9% | 0% |
| Pôle Intermédiaire Le Pontel | 70 | 3% | -1% | 55 510 | 7% | -2% |
| Pôle Intermédiaire Espace Mozac | 60 | 2% | 2% | 37 328 | 5% | +1% |
| Pôle Intermédiaire Riom-Sud | 56 | 2% | -5% | 33 570 | 4% | -3% |
| Pôle Métropolitain Les Gravanches | 1 | 0% | 0% | 24 000 | 3% | 0% |
| Pôle Intermédiaire Clermont-Nord | 37 | 1% | 0% | 21 073 | 3% | +5% |
| Pôles locaux | 55 | 2% | 8% | 46 890 | 6% | +5% |
| Centralités et hors pôles | 1798 | 73% | -1% | 256 686 | 34% | +3% |
| Commerce alimentaire isolé (+300 m²) | 6 | 0% | -14% | 9 094 | 1% | -8% |
| Total Grand Clermont | 2 468 | 100% | -0,3% | 758 222 | 100% | 0,8% |

Source : Suivi DAAC Grand Clermont - état des lieux de 2019 à 2022, CCI du Puy-de-Dôme, 2024.

Les pôles de périphérie et les pôles locaux accueillent l'essentiel des implantations commerciales et concentrent :

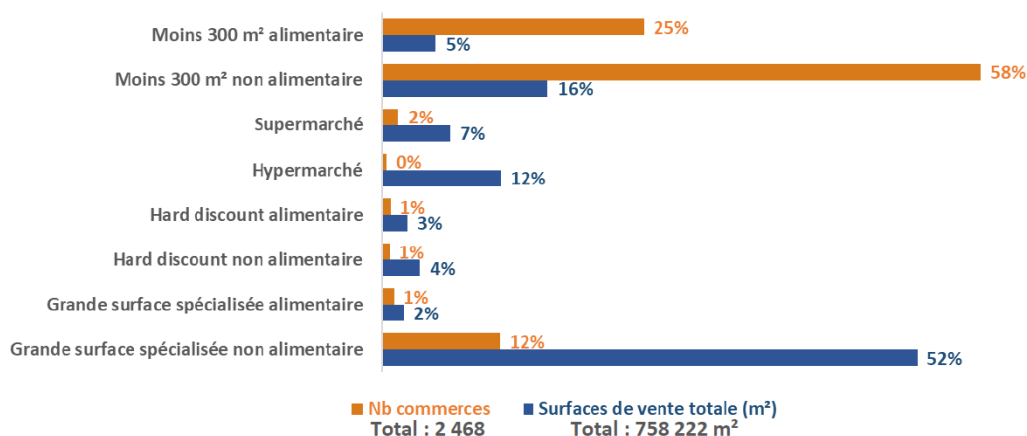
- 27 % des commerces.
- et 65 % des surfaces de vente du Grand Clermont.

Ces évolutions par pôle entre 2019 et 2022, sont à analyser au regard du nombre de commerces et des surfaces, mais aussi à relativiser par rapport aux chiffres en valeurs absolues.

Des formes de vente diversifiées et des évolutions à prendre en compte

Les grandes surfaces spécialisées non alimentaires occupent 52 % des surfaces de vente sur le territoire (et 12 % de nombre de commerces). A l'inverse, les commerces de moins de 300 m² non alimentaires occupent 16 % des surfaces de vente pour 58 % du total des commerces.

► Répartition du nombre de commerces et du plancher commercial par forme de vente :



Source : Suivi DAAC Grand Clermont - état des lieux de 2019 à 2022, CCI du Puy-de-Dôme, 2024.

Les principales évolutions enregistrées entre 2019 et 2022 sont les suivantes :

- Hausse du nombre de commerces et des surfaces de vente dans les formats « GSS alimentaire » (+ 16 % en nombre et en m²), « Supermarché » (+ 8 % de magasins, + 5 % de m²) et « Hard discount alimentaire » (+ 5 % de magasins, + 13 % de m²). Il y a eu peu d'évolution notable pour les autres formats de magasins.
- Les « Equipements de la personne » est la seule activité en net recul sur la période : - 10 % de commerces et - 9 % de surfaces de vente. Ce constat, également national, est le reflet d'une érosion du marché de la mode et de l'habillement qui peine à retrouver son niveau d'avant crise sanitaire avec des habitudes et de nouvelles tendances de consommation mettant à mal ce marché.

Etat de la vacance commerciale (pour les locaux commerciaux de plus de 300 m²) :

Au 31/12/2020, le Grand Clermont comptait 27 619 m² de locaux commerciaux vacants de plus de 300 m², répartis comme suit :

- 23 781 m² de surfaces vacantes depuis moins de 3 ans dont 8 059 m² (34 %) répartis dans les différentes centralités et 9 200 m² (38 % de la vacance globale) dans le pôle commercial de périphérie de Clermont Sud Aubière. Il s'agit de locaux dont les droits commerciaux étaient encore valides au 31/12/2020. Le stock de surfaces commerciales vacantes de plus de 300 m² a faiblement diminué (- 402 m²) entre le 31/12/2019 et le 31/12/2020 (- 1,6 %).

Près de 42 % de ces surfaces vacantes au 31/12/2020 ne l'étaient pas l'année précédente. Les surfaces de vente d'activités alimentaires représentent près de la moitié de la vacance dans les centralités et seulement 6 % dans les pôles de périphérie.

- 3 838 m² de locaux vacants depuis plus de 3 ans, dont la réouverture est possible sans CDAC s'il n'y a pas de changement de type d'activité (alimentaire/non alimentaire).

L'impact du e-commerce

Le e-commerce connaît un développement continu et représente une part croissante des dépenses des ménages du Grand Clermont. En 2023, il totalise 259 millions d'euros de dépenses non alimentaires, soit 19 % des achats non alimentaires réalisés par les habitants du territoire. Cette progression entraîne un manque à gagner estimé à 20 % pour les commerces physiques du Grand Clermont, mettant en évidence les défis auxquels ces derniers sont confrontés.

Depuis 2018, les dépenses non alimentaires en ligne ont triplé³⁹, traduisant une évolution rapide des modes de consommation. Cette dynamique s'explique par plusieurs facteurs : la généralisation des achats sur internet, l'attractivité des grandes plateformes numériques, la montée en puissance du « *click & collect* », et l'évolution des habitudes post-COVID favorisant le commerce en ligne.

Cette tendance impacte directement le tissu commercial local. D'un côté, elle fragilise certains commerces de proximité, en particulier dans les secteurs les plus concurrencés par le e-commerce (électroménager, habillement, culture, high-tech). De l'autre, elle encourage les enseignes locales à adapter leurs stratégies, en développant des solutions numériques pour capter une part de ce marché.

Face à ces mutations, le SCOT du Grand Clermont doit prendre en compte cette nouvelle donne afin de favoriser un commerce physique résilient, innovant et complémentaire du e-commerce, tout en préservant l'attractivité des centralités commerciales du territoire.

Un moratoire sur le développement commercial des zones d'activités mis en place par RLV

Dans une logique de rééquilibrage territorial et de revitalisation des centralités, la Communauté d'agglomération Riom Limagne et Volcans a adopté en 2019 un moratoire sur le développement commercial en zones d'activités économiques. Cette mesure vise à suspendre temporairement toute nouvelle implantation ou extension d'activités commerciales en périphérie, afin de lutter contre la vacance commerciale en centre-ville et d'éviter l'étalement non maîtrisé de l'offre. Elle s'inscrit dans une volonté de renforcer l'attractivité des centralités, de promouvoir une consommation économe de l'espace et d'assurer la cohérence avec les documents de planification en cours (DAC, PLUi, etc.). Cette initiative traduit une prise de position forte en faveur d'un modèle commercial plus sobre, plus équilibré et plus durable.

LES GRANDES TENDANCES A RETENIR

- Une prédominance des activités non alimentaires (71 %) contre 29 % pour les activités alimentaires
- Une part des commerces non alimentaires qui diminue depuis 2019 (- 1, 7 % de commerces), alors que la part des commerces alimentaires augmente (+ 3,3 % depuis 2019)
- Les principales activités non alimentaires (en nombre de commerces) concernent les domaines suivants : culture / sport / loisirs ; équipement de la personne ; hygiène / santé / beauté
- Une offre commerciale restée globalement stable depuis 2019 (- 0,3 % de commerces)
- Une augmentation de + 0,8 % des surfaces de vente, traduisant un redimensionnement progressif des structures commerciales
- Des surfaces de vente qui augmentent pour l'alimentaire et en légère diminution pour le non alimentaire
- Une augmentation significative de l'offre commerciale, tant en nombre de commerces qu'en surfaces de vente, sur le territoire de Mond'Arverne (entre 2019 et 2022)
- Des formes de vente diversifiées
- Une hausse du nombre de commerces et des surfaces de vente dans les formats grande surface spécialisée alimentaire, supermarché et hard discount alimentaire
- Une offre commerciale concentrée sur Clermont Auvergne Métropole et Riom Limagne et Volcans
- Une géographie des commerces qui a peu évolué depuis 2011 : une armature commerciale structurée autour de polarités complémentaires (notamment dans les « pôles de vie ») mais des déséquilibres entre territoires (notamment entre le nord et le sud)
- Une vacance commerciale présente sur toutes typologies de centralités > à vérifier avec CCI ?
- L'émergence de friches commerciales dans les secteurs commerciaux périphériques > à vérifier avec CCI ?
- Une offre commerciale en mutation avec des grandes surfaces qui captent encore l'essentiel des dépenses alimentaires des ménages, mais un rééquilibrage au profit des petits commerces spécialisés et du commerce en ligne

³⁹ Source : CCI63, Enquêtes flux de consommation 2018 et 2022.

LES ENJEUX EN MATIERE DE SOLIDARITES, DE SOBRIETE ET D'HABITABILITE

→ Régulation et rééquilibrage de l'offre commerciale dans une logique d'équilibre territorial :

- interroger la création de nouvelles zones commerciales dans un contexte de développement du commerce en ligne et avec la nécessité de conforter les petits commerces dans les différentes centralités
- structurer l'offre commerciale à l'échelle de bassins de vie cohérents (en lien avec l'armature territoriale)
- veiller à une complémentarité (et non une concurrence) de l'offre entre les zones commerciales situées en périphérie et les centralités commerciales des centres-bourgs et centres-villes
- densifier et optimiser le foncier économique existant
- encadrer l'urbanisme commercial pour garantir un développement maîtrisé et cohérent

→ Amélioration du maillage de l'offre commerciale :

- poursuivre les actions en faveur du soutien au commerce de proximité et de lutte contre la vacance commerciale, notamment dans les communes concernées par des programmes Actions cœur de ville (ACV) et Petites villes de demain (PVD)
- renforcer la mixité commerciale pour répondre aux besoins croissants d'une consommation de proximité, notamment dans l'alimentaire
- prendre en compte les enjeux liés à la logistique urbaine du dernier kilomètre avec le développement du commerce en ligne et l'approvisionnement des commerces physiques (trafic urbain généré, émissions de GES)

5.3• Transport de marchandises et logistique urbaine

Chiffres-clés :

163 000 mouvements de marchandises recensés chaque semaine à l'échelle de Clermont Auvergne Métropole
 Clermont-Ferrand concentre **55 %** de ces mouvements (88 800 mouvements)
29 % des mouvements de marchandises sont issus d'activités d'artisanat et de services
68 % des mouvements sont opérés par des véhicules utilitaires légers (VUL)
10 % sont opérés par des poids lourds
 Près de **50 000** mouvements de marchandises sont liés aux achats en ligne effectués chaque semaine par les ménages de Clermont Auvergne Métropole

Les données présentées dans ce chapitre sont principalement issues d'une étude intitulée « Logistique urbaine en région Auvergne-Rhône-Alpes - monographie Clermont-Ferrand », réalisée par la DREAL Auvergne-Rhône-Alpes en 2023.

La logistique en Auvergne-Rhône-Alpes

Éléments clés sur la logistique en région Auvergne-Rhône-Alpes :

- La région compte 13 millions de m² de surfaces logistiques, faisant d'Auvergne-Rhône-Alpes la deuxième région française en termes de superficie dédiée.
- Elle représente 12,5 % des surfaces logistiques nationales.
- Le taux de vacance des surfaces logistiques y est particulièrement bas, inférieur à 1 %, témoignant d'une forte demande.
- La région s'inscrit pleinement dans la dorsale logistique française reliant Lille, Paris, Lyon et Marseille, un axe stratégique du transport et de la distribution.

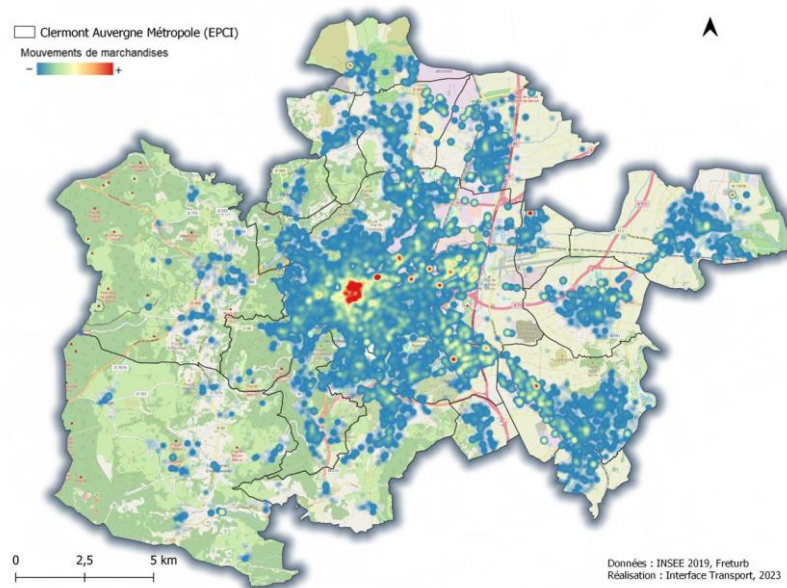
Cette position stratégique et la forte occupation des infrastructures soulignent les enjeux régionaux en matière de développement logistique, notamment l'optimisation des flux de transport, l'adaptation aux nouvelles exigences environnementales et la nécessité d'innover pour répondre à une demande en constante évolution.

A l'avenir, le développement de la logistique en Auvergne-Rhône-Alpes devra s'adapter aux exigences de la loi Climat et résilience. Cela implique notamment une optimisation foncière pour limiter l'artificialisation des sols, une amélioration de la performance environnementale des bâtiments, ainsi qu'une meilleure intégration des infrastructures dans leur environnement. La préservation du foncier à proximité des voies ferrées et des voies d'eau sera essentielle pour favoriser des modes de transport plus durables. Par ailleurs, l'essor des énergies décarbonées et l'intégration des enjeux logistiques dans les projets de territoire seront des priorités pour soutenir les secteurs industriel et agricole tout en limitant l'impact écologique.

Une concentration logistique marquée dans le centre et la première couronne de Clermont-Ferrand

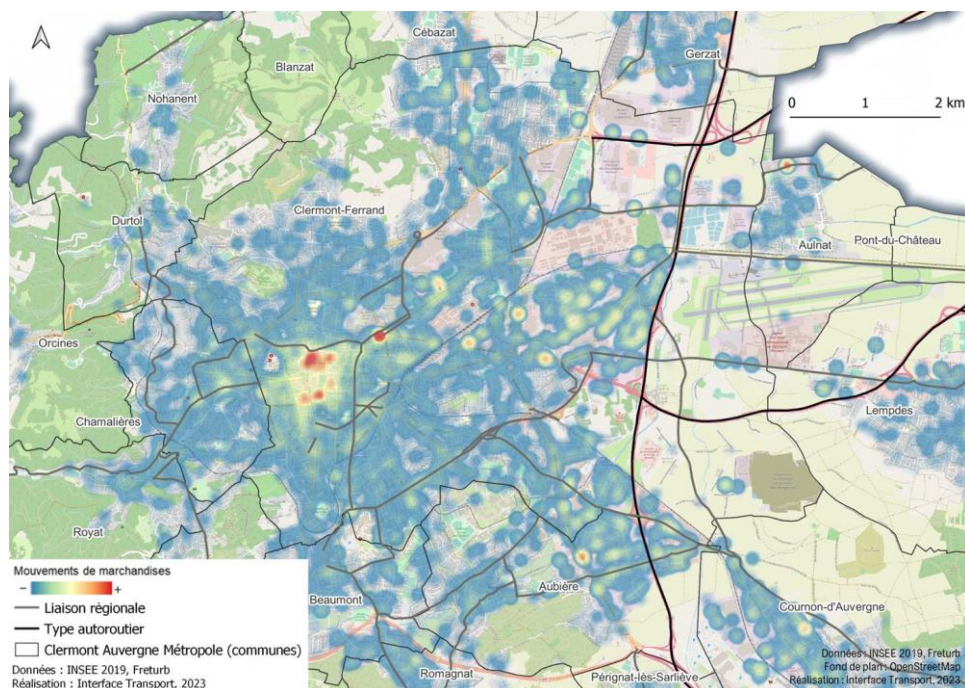
Au total, 163 200 mouvements de marchandises sont recensés chaque semaine à l'échelle de Clermont Auvergne Métropole. Les zones rouges sur la carte ci-dessus sont des zones de forte intensité logistique et sont marquées par un grand nombre de mouvements de marchandises réalisés dans un périmètre restreint. La commune de Clermont-Ferrand concentre 55 % de ces mouvements (88 800 mouvements). A contrario, les zones bleues sont marquées par des intensités de livraisons relativement faibles.

► *Mouvements de marchandises B2B (interentreprises) sur le territoire de Clermont Auvergne Métropole :*



Source : *Logistique urbaine en région Auvergne-Rhône-Alpes - monographie Clermont-Ferrand, DREAL, 2023.*

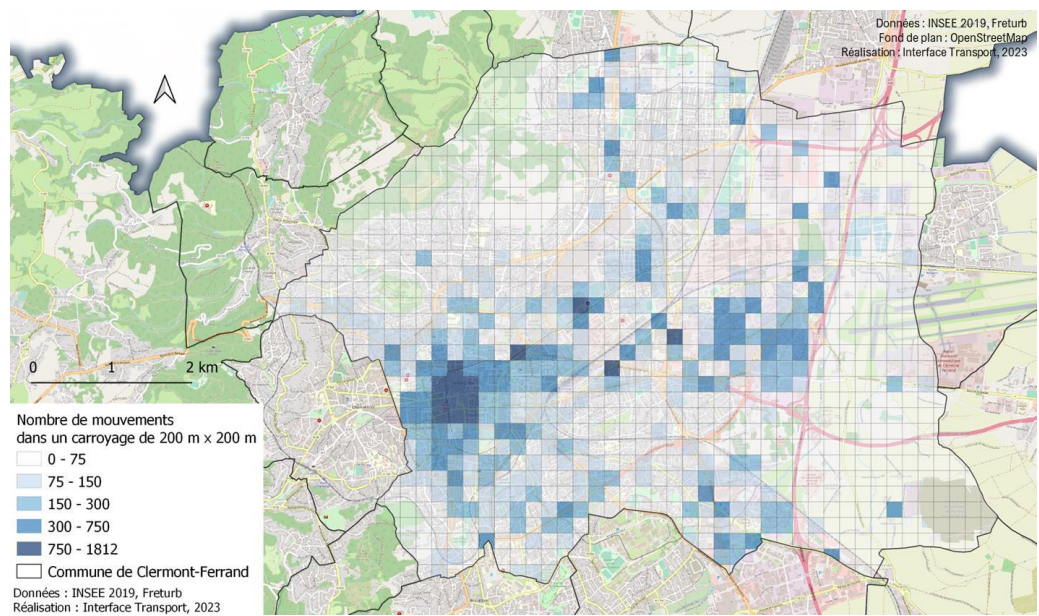
► *Zoom sur Clermont-Ferrand et la première couronne de l'agglomération clermontoise :*



Source : *Logistique urbaine en région Auvergne-Rhône-Alpes - monographie Clermont-Ferrand, DREAL, 2023.*

Un focus sur la commune de Clermont-Ferrand et sa première couronne permet d'apprécier la densité de mouvements à cette échelle. Le centre-ville concentre la majorité des flux, mais on note toutefois une poche d'intensité sur le site Michelin de Cataroux, sur la zone du Brézet et sur la zone commerciale d'Aubière.

► *Nombre de mouvements de marchandises hebdomadaires par carroyage de 200 mètres x 200 mètres :*



Source : *Logistique urbaine en région Auvergne-Rhône-Alpes - monographie Clermont-Ferrand, DREAL, 2023.*

Les zones les plus densément parcourues sont les zones de l’hypercentre autour de la rue des Gras (1 810 mouvements), de la place de la Victoire (1 520), du Centre Jaude (1 360) et de la rue Saint-Dominique (1 340). Le secteur de la place des Carmes compte par ailleurs près de 1 700 mouvements. La commune de Clermont-Ferrand cumule 55 % des mouvements de l’agglomération (dont 13 % sur le centre-ville), pour 54 % des établissements économiques. En périphérie de Clermont-Ferrand, les 3 communes qui engendrent ensuite le plus grand nombre de mouvements sont Cournon-d’Auvergne, Chamalières et Aubière.

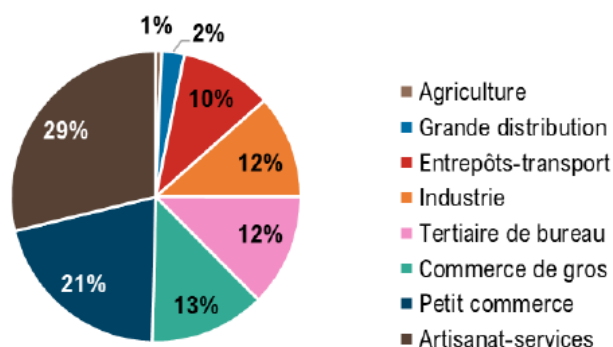
► *Part des mouvements logistiques et des établissements économiques par commune :*

| Commune | Mouvements | Etablissements |
|---------------------------------------|------------|----------------|
| Clermont-Ferrand | 55 % | 54 % |
| Dont centre-ville de Clermont-Ferrand | 13 % | 11 % |
| Cournon-d’Auvergne | 6 % | 9 % |
| Chamalières | 6 % | 4 % |
| Aubière | 5 % | 7 % |
| Pont-du-Château | 3 % | 4 % |
| Beaumont | 3 % | 2 % |

Source : *Logistique urbaine en région Auvergne-Rhône-Alpes - monographie Clermont-Ferrand, DREAL, 2023.*
INSEE 2019, Freturb. Réalisation : Interface Transport, 2023.

Des flux logistiques dominés par l'artisanat-services et le petit commerce

► Répartition du nombre de mouvements sur Clermont Auvergne Métropole par secteur d'activité :

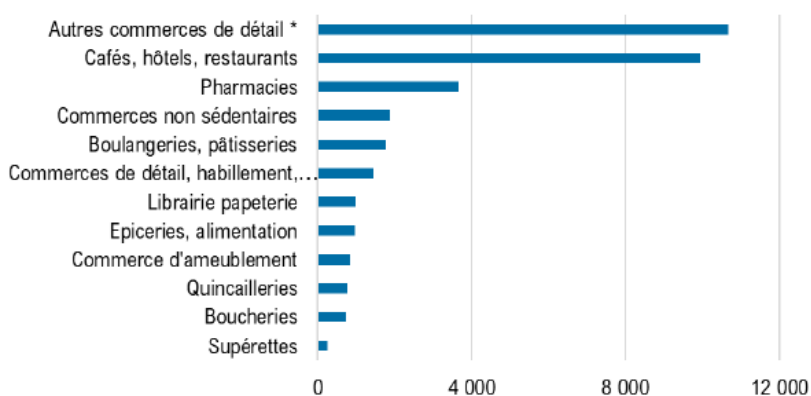


Source : Logistique urbaine en région Auvergne-Rhône-Alpes - monographie Clermont-Ferrand, DREAL, 2023.

Les activités d'artisanat et services sont celles qui génèrent le plus de mouvements sur Clermont Auvergne Métropole. Elles rassemblent 29 % des mouvements du territoire. Vient ensuite, le petit commerce (21 % des mouvements), avec une majorité de mouvements liés aux commerces de détail (fleuristes, opticiens, etc.) et à la filière des CHR (café, hôtel, restaurant).

A noter que si ces secteurs d'activités, tout comme le tertiaire de bureau (12 % des mouvements) constituent des générateurs de mouvements importants, ils sont principalement destinataires de marchandises et non expéditeurs. Ces secteurs sont par ailleurs très majoritairement approvisionnés par des professionnels de la distribution, qu'il s'agisse d'acteurs du transport et de la logistique (messagerie, messagerie express, transport spécialisé - on parle alors d'approvisionnement en compte d'autrui) ou du commerce de gros (alimentaire, boisson, BTP - approvisionnement en compte propre expéditeur).

► Mouvements générés selon la typologie de petit commerce sur l'agglomération clermontoise :



Source : Logistique urbaine en région Auvergne-Rhône-Alpes - monographie Clermont-Ferrand, DREAL, 2023.
INSEE 2019, Freturb. Réalisation : Interface Transport, 2023.

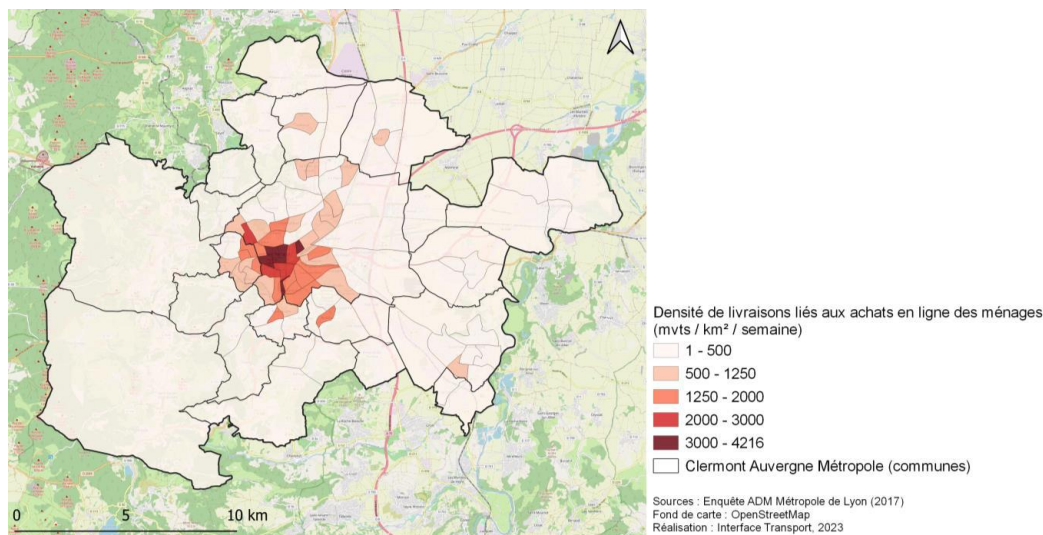
Les secteurs d'activité regroupant les professionnels du transport de marchandises et de la distribution (commerce de gros, transport et logistique) représentent 23 % des mouvements sur le territoire avec une part importante pour le transport-logistique (10 %).

Sur le territoire, 68 % des mouvements sont opérés par des Véhicules utilitaires légers (VUL) et 22 % par des porteurs (jusqu'à 19 T). Seuls 10 % sont opérés par des poids lourds articulés. Cette prédominance des VUL est

particulièrement forte pour la desserte des commerçants, des artisans et des locaux de bureaux pour lesquels elle peut monter jusqu'à 70 %.

Une concentration des flux e-commerce générés par les ménages à Clermont-Ferrand et sa première couronne

► *Mouvements hebdomadaires générés par les achats en ligne des ménages en 2019 :*



Source : *Logistique urbaine en région Auvergne-Rhône-Alpes - monographie Clermont-Ferrand, DREAL, 2023.*

Concernant la livraison des ménages, 49 754 mouvements de marchandises liés aux achats en ligne par semaine sont effectués à l'échelle de Clermont Auvergne Métropole, soit environ 23 % des mouvements totaux (B2B⁴⁰ et B2C⁴¹), dans la moyenne des autres agglomérations de la région.

La commune la plus génératrice est Clermont-Ferrand avec environ 27 116 mouvements hebdomadaires, soit 56 % des mouvements du territoire.

Les mouvements de marchandises liés aux achats e-commerce sont constitués de colis, qui sont essentiellement distribués par les réseaux de messagerie express (Chronopost, DPD, DHL, GLS, etc.), les e-commerçants eux-mêmes (Amazon, Vinted) et dans une moindre mesure la messagerie traditionnelle (DB Schenker, Geodis, Heppner, etc.).

Une part importante d'emplois logistiques sur le territoire, mais une tendance à la baisse depuis 2008

Le territoire de Clermont Auvergne Métropole est celui sur lequel on retrouve la part la plus élevée d'emplois dans le domaine logistique et transport avec 6 % des emplois salariés contre 4 % en moyenne sur les autres agglomérations étudiées en Auvergne-Rhône-Alpes⁴². Cette particularité s'explique par différents facteurs :

- Le relatif éloignement des autres agglomérations majeures qui a poussé les acteurs logistiques à développer des sites sur place.
- Le positionnement de carrefour géographique avec le croisement des autoroutes A71, A89 et A75 qui a pu générer des implantations d'opportunité de sites logistiques régionaux ou interrégionaux.
- La politique d'aménagement de la collectivité qui a développé plusieurs sites accueillant des activités logistiques, et notamment le Parc Logistique Clermont Auvergne sur les communes de Gerzat et Cébazat.

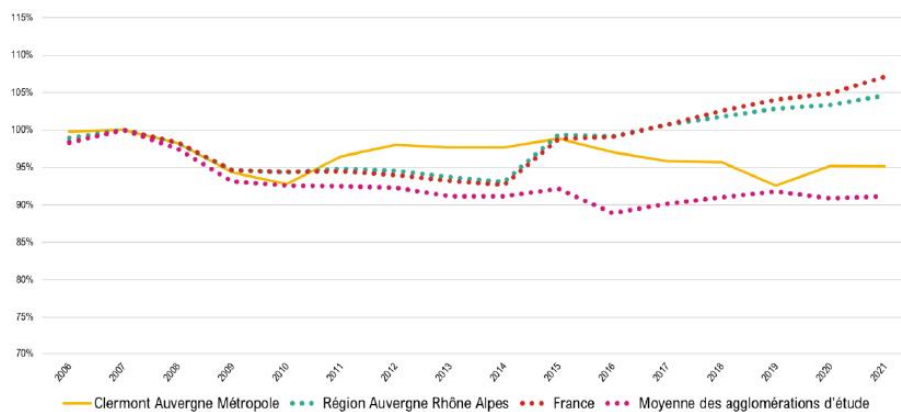
⁴⁰ Le terme B2B (Business to business) désigne les activités commerciales réalisées entre deux entreprises.

⁴¹ Le terme B2C (Business to consumer) concerne les activités commerciales entre une entreprise et des consommateurs individuels.

⁴² Agglomérations d'étude : Valence-Romans, SMM agglomération grenobloise, CA du Grand Annecy, CA Annemasse, Métropole de Lyon, Saint-Etienne Métropole, Métropole de Savoie, Vallée de l'Arve.

Ces 15 dernières années, l'emploi logistique a connu des fluctuations. Après une augmentation entre 2010 et 2015, la tendance est à la diminution de l'emploi salarié dans le secteur. L'emploi dans le domaine logistique et transport a perdu environ 5 % depuis 2008 mais a moins baissé que sur les autres agglomérations de l'étude.

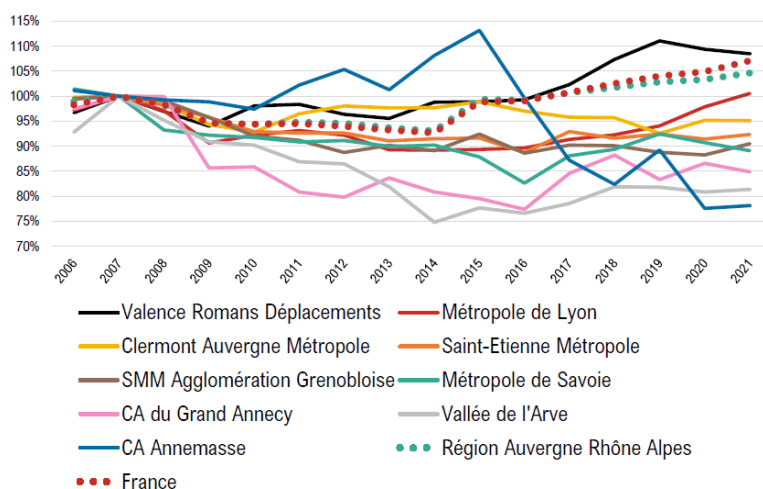
► *Evolution du nombre d'emplois salariés logistiques entre 2006 et 2021 dans les agglomérations d'étude :*



Source : *Logistique urbaine en région Auvergne-Rhône-Alpes - monographie Clermont-Ferrand, DREAL, 2023.*

Réalisation : *Interface Transport, 2023.*

► *Evolution du nombre d'emplois salariés logistiques entre 2006 et 2021 dans les différentes agglomérations d'étude :*



Source : *Logistique urbaine en région Auvergne-Rhône-Alpes - phase 1, DREAL, 2023.*

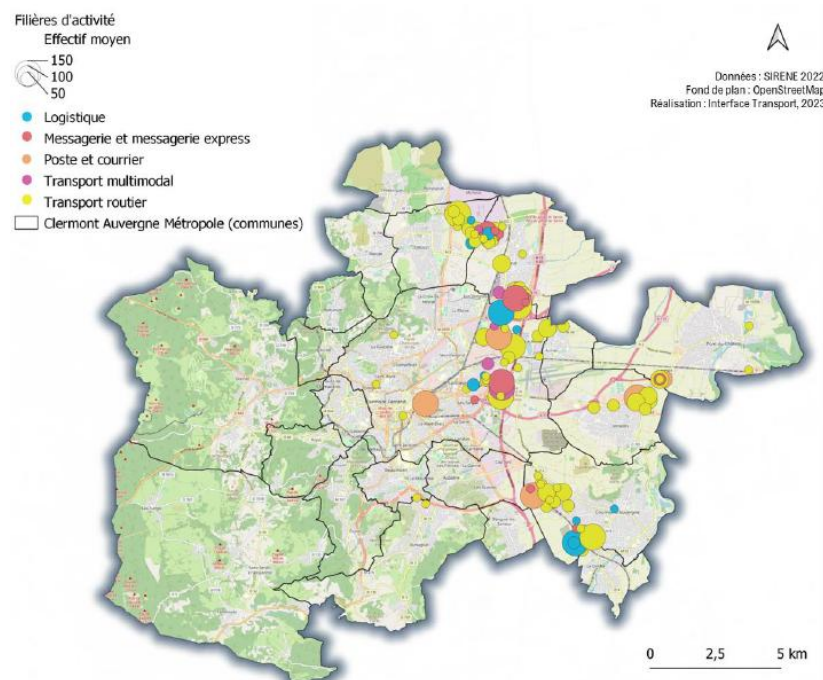
Réalisation : *Interface Transport, 2023.*

Dans le même temps, l'emploi logistique augmentait de près de 5 % à l'échelle nationale comme régionale. On peut expliquer cette évolution contrastée par une logique de desserrement des sites logistiques des agglomérations vers des territoires plus périurbains voire ruraux.

Une concentration des acteurs logistiques autour des axes autoroutiers et dans les zones de logistique

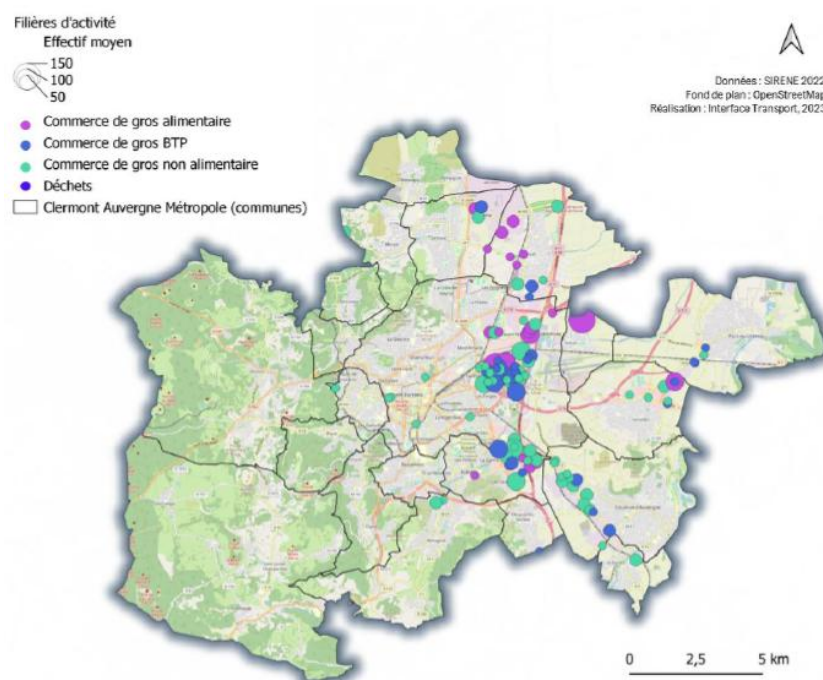
Les principales implantations sont situées à proximité de l'axe A71/A75, épine dorsale du territoire, au sein de zones plus ou moins dédiées à la logistique sur les communes de Gerzat (Parc logistique et zone Gerzat sud), Clermont Ferrand (Gravanches) et Cournon d'Auvergne. On peut aussi noter une concentration importante à Lempdes et Pont-du-Château.

► Localisation des acteurs du transport et de la logistique par filière d'activité :



Source : Logistique urbaine en région Auvergne-Rhône-Alpes - monographie Clermont-Ferrand, DREAL, 2023.

► Localisation des acteurs du commerce de gros et des déchets :



Source : Logistique urbaine en région Auvergne-Rhône-Alpes - monographie Clermont-Ferrand, DREAL, 2023.

Les acteurs du commerce de gros sont généralement localisés au sein de zones d'activités plus proches du centre du territoire comme la zone du Brézet à Clermont-Ferrand et de la Pardieu / Cap sud à Clermont-Ferrand et Aubière.

Organisation des acteurs de la messagerie et de messagerie express

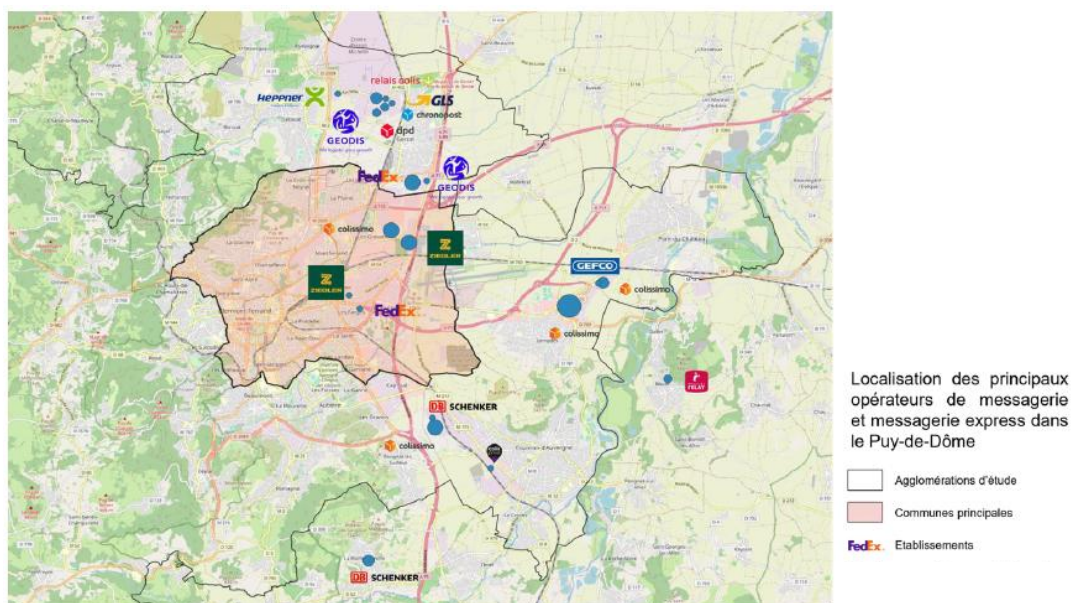
La carte ci-dessous représente l'implantation des succursales locales des principaux réseaux nationaux de messagerie, de messagerie express et de distribution urbaine.

Sur l'agglomération clermontoise, on retrouve une très large majorité des acteurs nationaux de la messagerie express et de la messagerie traditionnelle, ce qui indique un fonctionnement autonome de la distribution urbaine du territoire. Ces acteurs sont logiquement implantés au sein des principales zones logistiques du territoire.

On peut également noter la présence de deux acteurs des réseaux de colis Mondial Relay et Relais Colis. En revanche, on ne retrouve pas d'acteurs du e-commerce intégrant un service logistique comme Amazon ou Vinted sur le territoire, ce qui suppose que ces acteurs s'appuient sur les réseaux de messagerie express existants pour desservir le bassin clermontois.

Conscient des enjeux logistiques sur le territoire, Clermont Auvergne Métropole a mis en place plusieurs initiatives en faveur de la logistique urbaine, comme le projet « Clermont livraison propre » de mutualisation des flux pour la livraison en centre-ville développé par les acteurs privés du territoire, l'aménagement du Parc Logistique Clermont Auvergne réalisé par la métropole sur les communes de Gerzat et Cébazat, ou encore la démarche ZFEm (Zone à faibles émissions mobilité).

► Localisation des principaux opérateurs de messagerie et de messagerie express sur l'agglomération clermontoise :



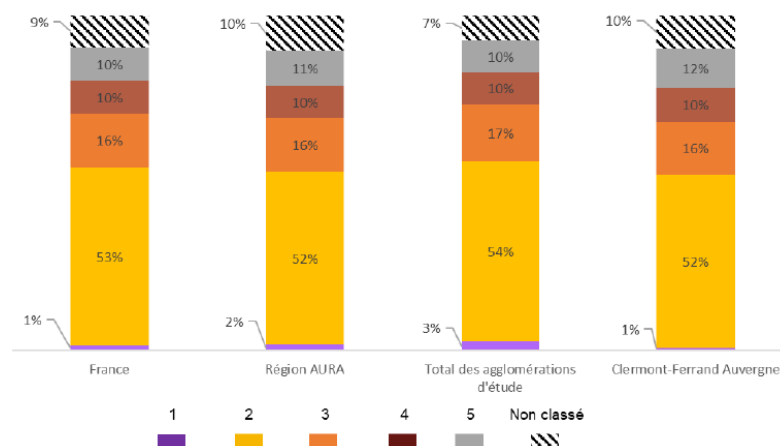
Source : Logistique urbaine en région Auvergne-Rhône-Alpes - monographie Clermont-Ferrand, DREAL, 2023.

Un parc de véhicules plus émissif que la moyenne régionale

29 290 Véhicules utilitaires légers (VUL) et poids lourds (PL) constituent le parc de véhicule du territoire de Clermont Auvergne Métropole. Parmi eux, 89 % sont des VUL, dont 93 % roulent au gazole. Les 11 % restants sont des PL, dont 99 % roulent au gazole.

Avec 4 % de VUL classés en Crit'air E ou 1, Clermont Auvergne Métropole est légèrement en deçà de la moyenne des agglomérations (6 %) de la région sur la transition du parc de véhicules légers. La proportion de véhicules les plus émissifs (Crit'air 3, 4, 5 et NC) est légèrement supérieure à celle des agglomérations régionales, avec 32 % contre une moyenne de 30 %.

► *Parcs de véhicules dédiés au transport de marchandises en fonction de leur Classification qualité de l'air (CQA) :*



Source : *Logistique urbaine en région Auvergne-Rhône-Alpes - monographie Clermont-Ferrand, DREAL, 2023.*

S'agissant des PL, la part des véhicules peu émissifs est quasiment nulle (22 véhicules Crit'air 1 sur 3 115 immatriculés), quand la moyenne sur les agglomérations de la région est à 3 % du parc en Crit'air E et 1. A l'inverse, les PL les plus émissifs (Crit'air 3, 4, 5 et NC) sont légèrement surreprésentés sur le territoire avec 47 % des véhicules contre 43 % sur la moyenne des agglomérations étudiées.

Charte de la logistique urbaine de Clermont Auvergne Métropole :

La logistique urbaine (livraison des marchandises de consommation au cœur des villes) représente 20 % du trafic urbain pouvant générer jusqu'à 50 % des particules fines et 20 % des émissions de GES. Fort de ce constat, et afin de lutter contre la pollution de l'air et le dérèglement climatique, Clermont Auvergne Métropole s'est dotée, en concertation avec les secteurs privés et publics, d'une charte qui intègre la logistique urbaine dans un processus de développement durable. Elle en identifie les enjeux et propose les actions possibles en lien avec les leviers à disposition de la collectivité.

Grâce aux données recueillies dans le diagnostic, un important travail d'actualisation de la feuille de route de 2019 a été mené. Il a conduit à l'identification de 13 actions regroupées autour de 3 thèmes (urbanisme et structuration des flux, livraisons, communication et formation), traduisant les enjeux du territoire en matière de logistique urbaine. A l'instar de nombreuses autres collectivités, ces actions relaient la volonté d'orienter la logistique urbaine dans un processus de développement durable, d'amélioration de l'accès et livraisons au centre-ville.

Axe 1 : Urbanisme et structuration des flux :

Action 1 : Planification urbaine de la logistique urbaine

Action 2 : Intégration de la logistique urbaine dans le foncier en milieu urbain

Action 3 : Réaliser un jalonnement marchandises

Axe 2 : Livraisons :

Action 4 : Elaborer un Schéma directeur des aires de livraison et d'accueil

Action 5 : Créer une carte des aires de livraison et développer une offre de services

Action 6 : Optimiser et faciliter les livraisons

Action 7 : Mise en place d'un disque de livraison et renforcement des contrôles

Action 8 : Expérimentation d'une conciergerie

Action 9 : Encourager les modes doux de distribution et l'utilisation de véhicules moins émissifs

Axe 3 : Communication et formation :

Action 10 : Valoriser la prise en compte de la mobilité des marchandises auprès des techniciens et des élus

Action 11 : Formation sur les règles de circulation et les dangers des livraisons à proximité du tramway

Action 12 : Sensibiliser le consommateur à son impact en matière de logistique

Action 13 : Intégrer la logistique urbaine dans le schéma de promotion des achats publics socialement et économiquement responsables (SPASER)

Ce plan est formalisé dans des fiches actions dans lesquelles sont décrits les objectifs, le pilotage, la mise en œuvre, les indicateurs de suivi et la temporalité.

Fret ferroviaire : une pratique limitée mais présente dans certaines entreprises locales :

En France, environ 90 % des flux de marchandises empruntent la route, tandis que moins de 10 % sont acheminés par le fret ferroviaire. A l'échelle locale, le fret ferroviaire concerne quelques sites industriels, notamment la Société des eaux de Volvic, qui achemine un tiers de sa production par rail, ou encore TotalEnergies, qui dispose d'un dépôt à Cournon. Par ailleurs, certaines entreprises extérieures au Grand Clermont, comme les Eaux du Mont-Dore ou ArcelorMittal en Lozère, utilisent le rail pour transiter par Clermont-Ferrand.

Toutefois, peu d'entreprises locales disposent de besoins massifiés en transport ferroviaire. Pour y remédier, le développement de plateformes rail-route est encouragé afin de regrouper des conteneurs provenant de plusieurs entreprises locales. Ce type d'infrastructure est historiquement implanté à Gerzat, où la plateforme est exploitée par l'entreprise Combronde, basée à Thiers. Face à la montée en puissance de cette activité, un deuxième site a été mis en service en 2023, sur le site de La Combaude à Clermont-Ferrand.

Ces deux plateformes permettent désormais de former régulièrement des trains de conteneurs à destination des principaux ports français, notamment Le Havre et Marseille.

LES GRANDES TENDANCES A RETENIR

- Une concentration des acteurs logistiques autour des axes autoroutiers et dans les zones de logistique du territoire
- Clermont-Ferrand concentre 55 % des mouvements de marchandises de l'agglomération clermontoise
- Les activités d'artisanat et services sont celles qui génèrent le plus de mouvements sur Clermont Auvergne Métropole (29 % des mouvements du territoire)
- Une tendance à la diminution de l'emploi salarié logistique (baisse d'environ 5 % depuis 2008)
- Les principales implantations des acteurs logistiques sont situées à proximité de l'axe A71/A75
- Un parc de véhicules plus émissif que la moyenne régionale
- Une charte de la logistique urbaine pour Clermont Auvergne Métropole
- Une part encore marginale du fret ferroviaire, mais un développement de plateformes rail-route (Gerzat, La Combaude) pour favoriser son essor

LES ENJEUX EN MATIERE DE SOLIDARITES, DE SOBRIETE ET D'HABITABILITE

→ Identification des besoins en matière de logistique :

- prendre en compte le besoin d'approvisionnement du tissu économique se traduisant par une concentration des flux sur Clermont Auvergne Métropole
- un déficit de connaissance sur les enjeux et besoins des 3 autres EPCI du Grand Clermont
- connaître plus précisément les disponibilités foncières pour l'accueil d'activités logistiques sur le territoire (notamment les grands lots permettant d'accueillir de grands entrepôts)

→ Structuration et organisation de l'offre logistique pour répondre à de nouveaux besoins :

- structurer la logistique urbaine afin d'éviter l'engorgement de Clermont-Ferrand et de la métropole
- permettre et anticiper les besoins en matière de stationnement pour la logistique
- anticiper la demande croissante de livraisons à domicile en lien avec les achats en ligne des ménages
- prendre en compte les nouvelles formes de livraison à domicile (Uber Eats, Deliveroo, etc.), qui tendent à se développer et qui concernent un nouveau champ d'actifs (sous statut d'auto-entrepreneurs)

→ Une transition vers des motorisations plus propres dans les activités de logistique urbaine

- limiter l'impact écologique des flux logistiques
- diminuer la part des véhicules très polluants avec le développement de motorisations plus propres (GNV, GNL, hydrogène, électricité) ou d'autres modes de livraisons (train, tram, cycle, etc.)

5.4• Tourisme, culture et loisirs

Chiffres-clés :

- 132** établissements touristiques en 2025 (hôtels, campings, résidences de tourisme, etc.)
- 8 135** places (capacité d'accueil des établissements) en 2025
- 6 138** lits touristiques en 2025
- 8 591** emplois salariés privés dans le secteur du tourisme en 2023 (URSSAF)
- 1 024** établissements employeurs privés dans le tourisme en 2023 (URSSAF)

Le tourisme : axe majeur de développement économique du Grand Clermont

L'activité touristique sur le Grand Clermont se révèle très intense, en témoigne le patrimoine naturel, urbain et historique, le tourisme d'affaires et de congrès, la présence de deux Parcs naturels régionaux et de sites touristiques majeurs tels que Vulcania, Lemptégny, le Grand Site de France « Chaîne des puys - Puy de Dôme », l'Aventure Michelin, l'espace des eaux de Volvic, le plateau de Gergovie, les stations thermales de Royat et Châtel-Guyon, la voie verte le long du Val d'Allier, etc.

Le territoire du Grand Clermont représente le premier territoire auvergnat avec près de 300 millions d'euros de retombées économiques touristiques (chiffres CRDTA), soit 49 % du poids économique du tourisme du Puy-de-Dôme (38 % en dépenses des clientèles en lits touristiques) et 22,4 % du poids économique du tourisme en Auvergne (16,8 % en dépenses des clientèles en lits touristiques) : c'est donc une contribution majeure à l'économie touristique départementale et régionale.

Pour autant, ce potentiel est encore sous-exploité par manque d'organisation et de vision collective. Le territoire du Grand Clermont est un des deux seuls en Auvergne, avec le Pays de Vichy, qui ne possède aucune organisation collective (du type Agence locale de tourisme). Or, sa valorisation patrimoniale, culturelle et touristique serait un atout supplémentaire majeur pour l'économie touristique, secteur important du développement territorial de l'Auvergne (8,3 % du PIB régional).

Le Grand Clermont a réalisé en 2012 une étude permettant de proposer la mise en place d'une organisation touristique cohérente de son territoire, au service d'une stratégie collective partagée par tous les acteurs touristiques publics et privés. Cette étude chiffre les dépenses touristiques sur le Grand Clermont à 300 millions d'euros par an, soit la moitié des retombées économiques touristiques du Puy-de-Dôme et un quart de celle de l'Auvergne.

Le tourisme apparaît comme une filière économique majeure pour le développement du territoire dans la mesure où les évolutions de consommation touristique des prochaines années offrent à la destination Auvergne des perspectives de développement exceptionnelles. Deux faits majeurs expliquent ce fort potentiel :

- La présence d'infrastructures routières et autoroutières qui facilitent l'accès au territoire et positionne le Grand Clermont comme un territoire d'étape ou comme une destination de séjours de très courte durée.
- La qualité des espaces auvergnats constitue un atout indéniable répondant à la demande croissante des touristes pour des territoires préservés et authentiques.

Prenant acte de ces atouts et de ces opportunités, la puissance publique s'est fortement positionnée en faveur du développement touristique. Ainsi, le Conseil régional, le Conseil départemental du Puy-de-Dôme et le Grand Clermont ont identifié le tourisme comme un domaine prioritaire de développement économique.

Le Grand Clermont est identifié comme un espace d'animation unique en France. Dans cette perspective, le Grand Clermont doit être un vecteur de rayonnement touristique aux niveaux national et international et créer un effet d'entraînement sur l'ensemble du territoire régional.

Dans le SCOT de 2011, la stratégie du Grand Clermont se décline selon deux axes :

- 1. Structurer le territoire autour de plusieurs filières touristiques (volcans, eau, archéologie, tourisme urbain) contribuant à enrichir l'image et la notoriété de la destination Auvergne :
 - Irriguer l'ensemble du territoire en organisant et en complétant un cumul d'offres de niches qui rayonne à partir de sites à forte notoriété et fréquentation (exemples : Puy de Dôme, Vulcania, Lemptégy, Gergovie, Volvic, Royat-Chamalières et Châtel-Guyon, etc.).
 - Répondre aux attentes spécifiques de la part des visiteurs en matière d'accueil et d'hébergement. La Chaîne des puys comprend 3 projets d'Unités touristiques nouvelles (UTN) inscrites au titre de la loi Montagne : Vulcania, Lemptégy et le camping de Bel Air.
 - Ces axes de développement et ces espaces géographiques à renforcer constitueront des supports pour développer des produits, mais aussi des actions de promotion.
- 2. Contribuer à un développement touristique durable :
 - Le Grand Clermont s'inscrit dans les objectifs d'un développement touristique durable, à la fois créateur d'emplois et de richesses, mais aussi préservant l'environnement et le patrimoine, valorisant l'attractivité du territoire et ses habitants, en partenariat avec les stratégies définies par les deux Parcs naturels régionaux.

Les filières de développement touristique sur le territoire du Grand Clermont sont nombreuses⁴³ et peuvent être regroupées en 6 grands domaines :

- La nature (Vulcania, Chaîne des puys, Val d'Allier, forêt de la Comté / Maison des ENS, buttes de Limagne et collines du Livradois, etc.)
- L'eau (deux stations thermales, l'entreprise d'embouteillage Volvic, Royatonic, plan d'eau d'Aydat, anciennes carrières le long de l'Allier, etc.)
- Le patrimoine bâti et archéologique (Gergovie, Corent, Gondole, Villes et pays d'art et d'histoire de Billom Communauté, Clermont Auvergne Métropole et Riom Limagne et Volcans, patrimoine clunisien, églises romanes, patrimoine thermal, forts villageois et villages de caractère, etc.)
- Les sports de nature (randonnée, courses d'orientation, espaces VTT, ski nordique, activités nautiques, etc.)
- Le tourisme d'affaires et professionnel (avec optimisation des parcs hôteliers de Clermont, Royat et Châtel-Guyon)
- Le patrimoine industriel (L'Aventure Michelin notamment) et les savoir-faire (Site remarquable du goût de Billom, activités viticoles, etc.)

Découpage institutionnel et rôle des différents acteurs du tourisme

Le territoire du Grand Clermont présente une organisation touristique structurée autour de plusieurs entités, chacune ayant des missions spécifiques pour promouvoir et développer le tourisme local.

La SPL Clermont Auvergne Tourisme regroupe Clermont Auvergne Métropole et Mond'Arverne Communauté. Son rôle principal est de promouvoir la destination touristique de la métropole clermontoise et de ses environs. Elle est chargée de missions telles que la promotion du territoire, la gestion de l'Office de tourisme métropolitain et le développement de projets touristiques structurants. Une convention d'objectifs entre la Ville de Clermont-Ferrand et la SPL détermine les actions attendues, notamment en matière de promotion et d'accueil des visiteurs.

Terra Volcana : l'Office de tourisme Terra Volcana couvre les territoires de Riom Limagne et Volcans ainsi que de Plaine Limagne. Il a pour mission de valoriser les richesses naturelles et culturelles locales, telles que les volcans, les rivières, le patrimoine historique et les activités de pleine nature. Terra Volcana s'appuie sur une stratégie digitale renforcée, avec un site internet renouvelé, des éditions papier et des accueils physiques adaptés aux besoins des visiteurs.

⁴³ Etude d'organisation et de stratégie touristique du Grand Clermont, PETR Grand Clermont, 2012.

Billom Communauté adhère à la Maison du Tourisme du Livradois-Forez, une structure intercommunautaire qui regroupe également Ambert Livradois-Forez, Entre Dore et Allier, Thiers Dore et Montagne, ainsi que le Syndicat mixte du Parc naturel régional Livradois-Forez. La Maison du Tourisme assure la promotion touristique du territoire, notamment via son site internet qui recense les hébergements, la restauration, les animations et les loisirs. Un bureau d'information touristique est situé à Billom pour accueillir et informer les visiteurs.

Les Parcs naturels régionaux (PNR) jouent également un rôle-clé dans le développement touristique du territoire en s'appuyant sur une image forte et des valeurs spécifiques aux espaces protégés. Leur mission est d'encourager un tourisme durable et respectueux de l'environnement en mettant en œuvre plusieurs actions complémentaires : l'amélioration continue de la qualité des prestations touristiques proposées, l'accueil et l'information du public au sein des sites naturels, ainsi que la promotion et la valorisation du territoire à travers des actions de communication ciblées. Les PNR s'attachent également à préserver et mettre en avant le patrimoine naturel et culturel local en sensibilisant les visiteurs à sa richesse et sa fragilité. Enfin, ils contribuent à une gestion maîtrisée des flux touristiques afin d'assurer un équilibre entre fréquentation et préservation des milieux naturels, tout en favorisant un développement économique local respectueux des enjeux environnementaux.

Atouts et potentiels touristiques par EPCI

Billom Communauté⁴⁴ :

Un patrimoine bâti et historique remarquable :

Labellisée « Pays d'art et d'histoire » depuis 2009, Billom Communauté met en valeur son riche patrimoine architectural grâce à une offre culturelle dynamique. Une animatrice de l'architecture et du patrimoine organise des conférences, expositions, visites guidées, ateliers pour le jeune public et actions éducatives, renforçant ainsi l'attractivité du territoire. La cité médiévale de Billom, avec ses ruelles pittoresques, attire chaque année de nombreux visiteurs curieux de découvrir son héritage historique préservé.

Une offre de randonnées diversifiée :

Billom Communauté propose une gamme de circuits de randonnées adaptée à tous les publics. La Maison du Tourisme du Livradois-Forez a publié un topoguide répertoriant plusieurs itinéraires de balades à pied, à vélo et à cheval. Bien que le territoire ne dispose pas de sentiers de grande randonnée (GR), il offre un maillage homogène de petites et très petites boucles, permettant aux visiteurs de découvrir les paysages variés de la région. Il existe aussi un itinéraire équestre au sud du territoire.

Plusieurs sites naturels remarquables :

Le territoire regorge de sites naturels préservés, propices à la détente et aux loisirs en plein air, tels que :

- La vallée du Madet, offrant des paysages verdoyants et sauvages.
- Les gorges du Miodet, propices aux randonnées et à l'observation de la faune.
- L'étang des Maures et les étangs de la Molière, lieux privilégiés pour la pêche et la détente.
- Le Gros Turluron, un sommet emblématique du secteur.
- Le puy de Mur et le puy de Pileyre, offrant des points de vue panoramiques sur la plaine de la Limagne.
- Le Val d'Allier, classé en ZNIEFF (Zone naturelle d'intérêt écologique, faunistique et floristique), reconnu pour sa biodiversité exceptionnelle.

En partie intégré au PNR Livradois-Forez, ce territoire bénéficie d'une reconnaissance nationale garantissant la préservation et la mise en valeur de son patrimoine naturel et bâti.

Une offre culturelle et récréative dynamique :

Le territoire est animé par une vie culturelle foisonnante, marquée par des événements incontournables tels que :

- Les « Jeudis du Pressoir », concerts gratuits en plein air durant l'été à Billom.
- La foire à l'ail de Billom, événement phare de la région en août.
- Des animations pour le jeune public avec l'association « Sur les pas de Gaspard ».
- La diffusion de courts-métrages lors de l'événement « Le Jour le plus court ».

⁴⁴ Source principale : PLUi-H de Billom Communauté, 2019.

Billom Communauté propose également la découverte de son patrimoine à travers ses nombreux musées, châteaux et églises, véritables témoins de l'histoire locale.

Les amateurs d'activités nautiques et de pêche peuvent profiter des nombreux plans d'eau du territoire, tels que :

- Le plan d'eau municipal de Cunlhat, ouvert à la baignade.
- L'étang de la Croix Percée à Billom et l'étang privé de Mezel.
- Les rivières Allier et Dore, ainsi que les ruisseaux Angaud et Madet, riches en espèces piscicoles variées (truites, brochets, carpes, sandres, etc.).

Un parc privé de chasse et de pêche de 97 hectares à Glaine-Montaigut propose également des activités cynégétiques diversifiées.

L'Ecopôle du Val d'Allier est un espace naturel protégé, situé en bordure de l'Allier, l'une des dernières grandes rivières sauvages d'Europe. Ce site, anciennement occupé par des gravières, a été réhabilité pour favoriser la biodiversité et proposer un cadre propice à la découverte de la faune et de la flore locales. Véritable refuge pour de nombreuses espèces d'oiseaux et d'animaux, l'Ecopôle est aujourd'hui un lieu privilégié pour l'observation naturaliste, les balades éducatives et les activités de sensibilisation à l'environnement. Il offre aux visiteurs des sentiers d'interprétation, des observatoires ornithologiques et des espaces pédagogiques permettant de mieux comprendre les enjeux liés à la préservation des milieux naturels et aquatiques du Val d'Allier.

► *L'Ecopôle du Val d'Allier :*



Source : <https://ecopolevaldallier.fr/site-ecopole/ecopole/>

Une offre d'hébergement adaptée :

Avec 48 structures d'hébergement recensées en 2016, Billom Communauté offre une gamme variée pour accueillir les visiteurs :

- deux campings.
- un hôtel de petite capacité.
- un gîte de groupe.
- 29 gîtes ruraux.
- 16 chambres d'hôtes.

Les principales communes offrant des solutions d'hébergement sont Billom, ainsi que les villages des contre-forts du Livradois (Saint-Dier-d'Auvergne, Saint-Julien-de-Coppel, Saint-Jean-des-Ollières et Isserteaux).

Des paysages variés et un cadre de vie attractif :

Billom Communauté bénéficie d'une grande diversité paysagère, allant des massifs granitiques du Livradois à l'est, aux plaines fertiles de la Limagne à l'ouest. Cette diversité sur un territoire relativement restreint facilite l'accès à des panoramas contrastés en quelques kilomètres seulement.

Située à 26 km de Clermont-Ferrand, le territoire profite d'une proximité directe avec ce pôle urbain majeur, offrant aux visiteurs et habitants un équilibre entre dynamisme citadin et sérénité rurale.

Clermont Auvergne Métropole⁴⁵ :Le tourisme, un secteur en plein essor :

Le tourisme constitue un levier économique majeur pour Clermont Auvergne Métropole, connaissant une croissance constante ces dernières années. En 2023, plus de 1,5 million de nuitées ont été enregistrées, contre 1,37 million en 2018. Si l'on inclut les nuitées réalisées via les opérateurs numériques, la fréquentation atteint 1,9 million. L'offre d'hébergements marchands a suivi cette dynamique, passant de 13 400 lits en 2018 à 15 240 en 2023.

Le tourisme métropolitain est structuré autour de 4 filières principales :

- Le tourisme d'affaires, moteur du secteur avec une forte présence de clientèle professionnelle.
- Le tourisme urbain et culturel, soutenu par un patrimoine riche et une offre événementielle dynamique.
- Le tourisme de santé et de bien-être, principalement axé sur la station thermale de Royat-Chamalières.
- Le tourisme sportif et de loisirs nature, profitant des infrastructures sportives et des espaces naturels.

Une métropole au carrefour d'un territoire touristique d'exception :

Clermont-Ferrand se positionne comme une porte d'entrée stratégique vers un archipel touristique comprenant les volcans d'Auvergne, le Forez, Vichy, Volvic et Thiers. Sa proximité immédiate avec des sites emblématiques tels que le plateau de Gergovie, le Puy de Dôme et Vulcania constitue un atout majeur, renforcé par l'inscription à l'UNESCO de la Chaîne des puys - faille de Limagne. Toutefois, des améliorations des conditions d'accès à ces sites sont identifiées comme un enjeu prioritaire. Au-delà de sites ponctuels (Puy de Dôme, Vulcania, la Vache, Lassolas, Pariou, Jumes-Coquille, etc.), il s'agit de réfléchir aux modalités de déplacement et aux différents modes de mobilité sur l'ensemble du territoire Chaîne des puys - faille de Limagne, en lien avec les territoires limitrophes. Ce sujet constituera un volet important du plan de gestion en cours de révision⁴⁶.

Le tourisme d'affaires, un levier à consolider :

Actuellement, le tourisme d'affaires représente 70 % de la fréquentation touristique de la métropole. Bien que ce segment connaisse une stabilisation due à des facteurs tels que la baisse des déplacements professionnels et la forte dépendance à Michelin, l'événementiel (plus de 100 congrès annuels) continue d'alimenter cette filière, notamment avec des événements d'envergure comme le Sommet de l'élevage (115 000 visiteurs).

Le tourisme urbain et culturel, un potentiel à structurer :

Avec près de 450 000 spectateurs chaque année lors des festivals et événements culturels, Clermont-Ferrand dispose d'un fort potentiel pour développer une offre de "city-break". Des projets tels que la "Cité du Court", le Plan musée et l'obtention du label "Pays d'art et d'histoire" visent à structurer durablement cette filière. Toutefois, l'offre hôtelière du centre-ville reste limitée à un tiers du parc métropolitain, avec une forte présence en périphérie et une concurrence accrue des plateformes de location.

Le tourisme de santé et de bien-être, un domaine à renforcer :

La station thermale de Royat-Chamalières constitue un pilier du tourisme de bien-être, avec 190 000 nuitées en 2023. La clientèle locale représente 55 % des visiteurs, signalant la nécessité d'attirer une clientèle plus large. La modernisation des thermes et du complexe Royatonic, prévue pour 2025, devrait renforcer cette attractivité.

⁴⁵ Sources principales : PLUi de Clermont Auvergne, 2024 et Bilan tourisme 2023, direction du Tourisme de Clermont Auvergne Métropole.

⁴⁶ Plan de gestion « Chaîne des puys - faille de Limagne, inscrite au Patrimoine mondial / Chaîne des puys - Puy de Dôme, Grand Site de France ».

Le tourisme sportif et de loisirs nature, un axe en développement :

L'offre d'activités de plein air (randonnées, sports nautiques, golf, circuits de Charade) est un véritable levier de développement. Clermont Auvergne Métropole investit dans la valorisation de sites méconnus comme le Val d'Allier tout en gérant la surfréquentation des sites majeurs. Des projets de réhabilitation, comme l'Auberge du Col de Ceyssat, viennent renforcer cette dynamique.

L'offre d'hébergement, entre croissance et adaptation :

Malgré une légère progression du nombre de lits hôteliers (+ 200 entre 2018 et 2023), le territoire fait face à une baisse du nombre d'établissements, notamment parmi les hôtels traditionnels. L'essor des chaînes hôtelières et des locations de type Airbnb représente un défi pour les acteurs du secteur. Certaines zones, comme le quartier de la gare à Clermont-Ferrand, connaissent des difficultés avec la conversion d'hôtels en hébergements d'urgence.

Clermont Auvergne Métropole dispose d'un potentiel touristique significatif, porté par une diversité d'activités et d'infrastructures. Pour consolider cette dynamique, il est essentiel d'améliorer l'accessibilité aux sites, de diversifier l'offre hôtelière et de renforcer la promotion des atouts culturels et naturels du territoire.

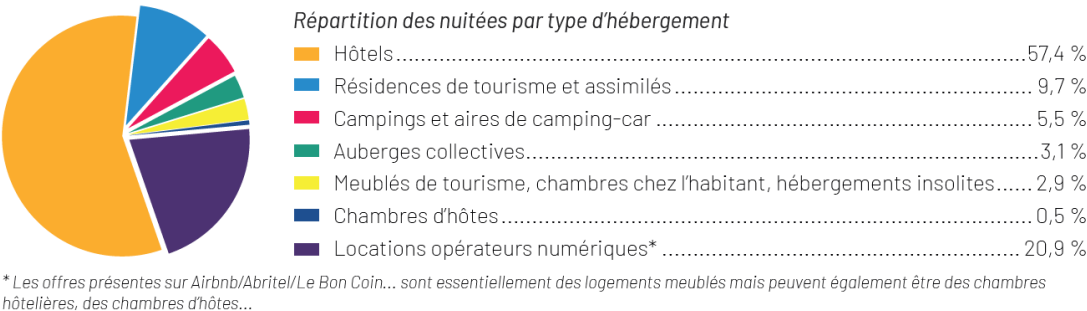
► *Nombre et capacité des établissements touristiques de Clermont Auvergne Métropole :*

| ÉTABLISSEMENTS | NOMBRE | CAPACITÉ EN LITS |
|--|------------|------------------|
| Hôtels | 67 | 8 640 |
| Auberges collectives (auberge de jeunesse, hostel, gîtes d'étape et de groupe, maisons d'accueil de groupes...) | 8 | 631 |
| Résidences de tourisme et assimilés | 9 | 1 931 |
| Campings et aires de camping-cars | 6 | 1 822 |
| Chambres d'hôtes | 22 | 159 |
| Meublés de tourisme classés et non classés | 640 | 2 019 |
| Autres formes d'hébergement | 14 | 41 |
| TOTAL | 766 | 15 243 |

NB : hors logements commercialisés exclusivement sur des plateformes en ligne.

Source : PLUi de Clermont Auvergne Métropole, 2024. Base de données taxe de séjour, mars 2024.

► *Répartition des nuitées par type d'hébergement :*



Source : PLUi de Clermont Auvergne Métropole, 2024.

Mond'Arverne Communauté⁴⁷ :Un patrimoine naturel exceptionnel, moteur du tourisme vert et de loisirs :

L'attractivité touristique de Mond'Arverne Communauté repose principalement sur son cadre naturel préservé et la diversité de ses paysages. La présence de deux Parcs naturels régionaux (PNR) constitue un atout majeur pour la valorisation de ce patrimoine naturel. De nombreux circuits de randonnées, accessibles à pied ou à vélo, permettent de découvrir ces espaces remarquables.

A l'ouest du territoire, le Pôle Pleine nature Mond'Arverne Aydat-Pessade, labellisé « Territoire d'excellence pleine nature » par la Région Auvergne-Rhône-Alpes, contribue à renforcer l'attractivité régionale. La base de loisirs du lac d'Aydat propose une offre diversifiée d'activités sportives et de loisirs de plein air, attirant une clientèle familiale et sportive.

Le site de Gergovie, véritable destination nature, s'inscrit dans cette dynamique, tandis qu'à l'est, la vallée de l'Allier bénéficie d'un fort potentiel touristique grâce à l'Ecopôle du Val d'Allier et à l'aménagement de la vélo-route 70, qui reliera à terme Nevers à Palavas-les-Flots en traversant le Puy-de-Dôme.

Un patrimoine historique et architectural, vecteur d'attractivité :

Le territoire de Mond'Arverne Communauté est riche d'un patrimoine historique remarquable, témoignant d'un important héritage culturel. Des sites antiques, tels que Gergovie et Corent, aux nombreux châteaux, églises et monuments classés, le patrimoine architectural est un véritable levier d'attractivité touristique.

Le patrimoine vernaculaire, comprenant moulins, jardins vivriers et maisons vigneronnes, reflète les activités passées et confère aux villages une identité forte. Les itinéraires touristiques sont pensés pour mettre en valeur ces sites emblématiques, avec des équipements tels que la Maison du PNR des Volcans d'Auvergne à Montlosier (Aydat), le Musée archéologique de la bataille de Gergovie, la Cave de Luern (Les Martres-de-Veyre) ou encore la Maison des espaces naturels.

Le Musée archéologique de la bataille de Gergovie, point d'ancrage d'une stratégie touristique plus large, ambitionne de renforcer la valorisation du site en proposant un espace d'interprétation centré sur la bataille de Gergovie et la civilisation arverne. Ouvert en 2019, ce musée, situé sur le plateau éponyme, est un centre d'interprétation dédié à l'histoire de la célèbre victoire de Vercingétorix sur Jules César en 52 av. J-C. Il propose une immersion interactive dans la civilisation arverne à travers des expositions mêlant objets archéologiques, reconstitutions et dispositifs numériques. Le musée met également en valeur le patrimoine naturel et historique du plateau, offrant aux visiteurs une expérience pédagogique et culturelle enrichissante, au cœur du territoire des Volcans d'Auvergne.

Une offre d'hébergement touristique à développer et diversifier :

L'offre d'hébergement touristique de Mond'Arverne Communauté demeure insuffisamment diversifiée et orientée principalement vers le tourisme familial et de loisirs. Les campings et parcs résidentiels de loisirs représentent 39 % des hébergements disponibles, tandis que les gîtes d'étapes et de groupe, privilégiés par les familles, en constituent 17 %.

Des offres plus qualitatives, telles que les hébergements insolites et chambres d'hôtes (22 %), permettent une valorisation du patrimoine architectural et naturel. Cependant, la faible présence d'hôtels (seulement 2 % de l'offre) limite la capacité d'accueil en dehors de la saison estivale, notamment autour des principaux sites touristiques tels que le Centre Pessade et le plateau de Gergovie.

La répartition de l'offre est par ailleurs inégale sur le territoire et ne correspond pas toujours au potentiel touristique des communes. L'insuffisance de l'offre de restauration constitue également un frein au développement touristique.

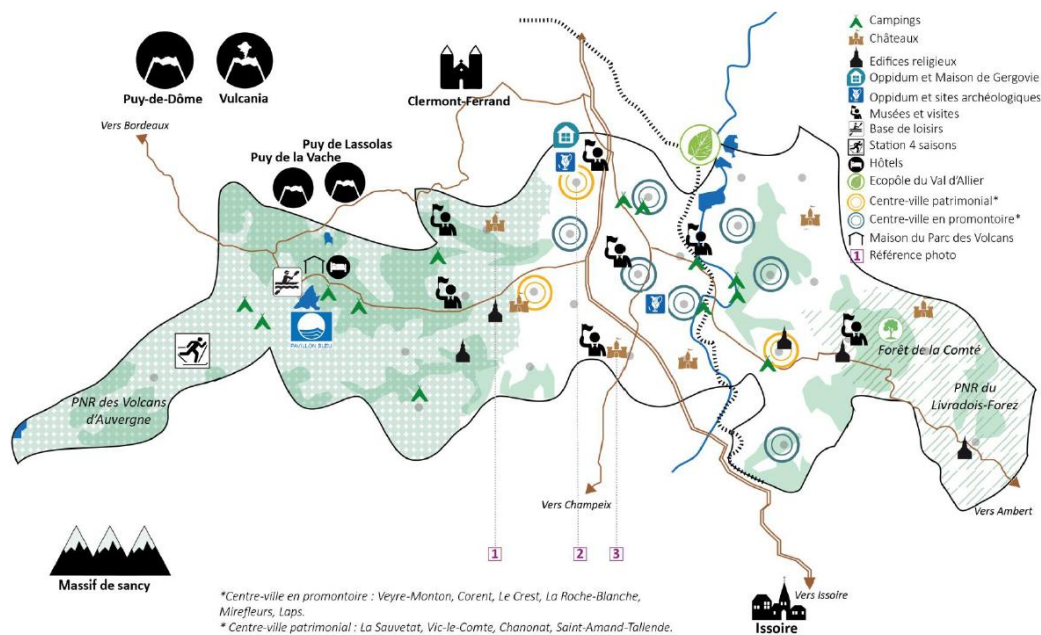
Pour exploiter pleinement son potentiel touristique, Mond'Arverne Communauté doit renforcer la professionnalisation des acteurs locaux et encourager la diversification de l'offre d'hébergement et de restauration. La

⁴⁷ Source principale : PLUi de Mond'Arverne Communauté, 2024.

mise en valeur du patrimoine naturel et culturel constitue un levier économique et stratégique essentiel pour le territoire.

La diversification des activités de plein air, la mise en réseau des sites patrimoniaux et le développement d'une offre touristique adaptée aux nouvelles attentes des visiteurs permettront de renforcer l'attractivité et la durabilité du tourisme sur le territoire.

► *Principaux sites touristiques sur le territoire de Mond'Arverne :*



Source : PLUi de Mond'Arverne Communauté, 2024.

Une nouvelle destination Clermont Auvergne Volcans :

Clermont Auvergne Volcans regroupe les territoires de Clermont Auvergne Métropole et de Mond'Arverne. La stratégie touristique repose sur les piliers suivants :

Tourisme de pleine nature :

Randonnée :

- 320 km de sentiers métropolitains (pédestres et VTT)
- 100 km de sentiers VTT Mond'Arverne + 200 km en projet
- 400 km de boucles PR dont 46 itinéraires inscrits au PDIPR3 et 83 km de GRR
- 22 km d'itinéraire GTMC
- Voie verte le long de l'Allier : 25 km entre Pont-du-Château et Vic-le-Comte
- 20 km de descente en canoë et en kayak entre Sainte-Marguerite et Pont-du-Château

Equipements :

- Base nautique (Aydat)
- L'Escapad' (Saint-Genès-Champanelle)
- deux sites de baignade Pavillon Bleu

Tourisme de santé et de bien-être (dont le thermalisme) :

Station thermale Royat-Chamalières :

- un établissement thermal
- un casino
- 350 hébergements
- 1 707 lits touristiques marchands

Tourisme d'affaire et des congrès :

- Grande Halle d'Auvergne, Polydôme
- Au cœur des sites touristiques : Vulcania, Lemptégny, Château de la Batisse, Aventure Michelin, Casino de Royat, circuit de Charade, etc.
- Des espaces culturels : l'Avan.C, le MARQ, le MAB, etc.
- D'autres lieux uniques : l'Escapad', le Domaine de la Prade, le Studio 120, le Hall 32, Turing 22, l'aéroport, Clermont Foot 63, etc.

Tourisme culturel (dont patrimoine et archéologie) :

- 7 musées, dont 3 Musées de France : Musée d'art Roger-Quilliot (MARQ), Muséum Henri-Lecoq, Musée Bargoin
- 3 Petites cités de caractère : La Sauvetat, Vic-le-Comte et Saint-Saturnin

Chiffres-clés :

- 2,1 millions de nuitées en 2023 : près de la moitié des nuitées sont réalisées entre juin et septembre.
- plus de 100 000 visiteurs accueillis en 2023 dans les bureaux d'accueil touristique :
 - Mond'Arverne : la fréquentation touristique des bureaux d'accueil augmente de 10 % par rapport à 2022, avec 23 730 visiteurs accueillis
 - Clermont Auvergne Métropole : la fréquentation touristique de la Maison du tourisme est estimée à environ 80 000 visiteurs et 87 % de la clientèle est française

Riom Limagne et Volcans⁴⁸ :Fréquentation des principaux sites touristiques, activités et sites naturels⁴⁹ :

- Vulcania : 380 000 visiteurs en 2023.
- Volcan de Lemptégny : 184 000 visiteurs (dont 26 000 nocturnes) en 2023.
- Grotte de la Pierre à Volvic : 97 000 visiteurs en 2023.
- Tour de l'Horloge et visites du Pays d'art et d'histoire à Riom : 32 850 visiteurs en 2023.
- Domaine Royal de Randan : 18 000 visiteurs (2022).

Provenance de la clientèle :

- 44 % en provenance de Rhône-Alpes (71 % Puy-de-Dôme ; 7 % Rhône ; 4 % Loire ; 4 % Isère).
- 5 % de clientèle internationale (Allemagne, Belgique, Royaume-Uni, etc.).

Une vocation touristique à dynamiser :

La vocation touristique des communes situées dans le PNR des Volcans d'Auvergne est bien établie depuis longtemps. L'inscription de la Chaîne des puys au Patrimoine mondial de l'UNESCO en 2018 renforce cette dynamique, ouvrant ainsi la voie à une augmentation du nombre de visiteurs⁵⁰. Toutefois, l'offre touristique sur le territoire reste déséquilibrée, avec une présence quasi inexistante en Limagne et dans le Val d'Allier. Ce constat est le reflet d'un aménagement cohérent avec les dynamiques actuelles de fréquentation. En effet, la répartition des infrastructures d'accueil est proportionnelle à l'attractivité des sites, à la présence d'éléments patrimoniaux, naturels ou culturels remarquables, et aux besoins effectivement exprimés.

Une offre touristique diversifiée mais déséquilibrée :

L'offre touristique se concentre principalement dans les communes du PNR, autour de l'écotourisme dans la Chaîne des puys et du tourisme thermal à Châtel-Guyon. Riom se distingue en tant que pôle de tourisme patrimonial, notamment avec son Site patrimonial remarquable (SPR) et ses musées. En revanche, l'est du territoire, incluant la Limagne et le Val d'Allier, souffre d'une absence d'infrastructures touristiques.

⁴⁸ Source principale : PLUi de Riom Limagne et Volcans, 2023.

⁴⁹ Bilan annuel 2023, Office de tourisme Terra Volcana - les Pays de Volvic, 2024.

⁵⁰ L'accroissement de la notoriété peut induire une augmentation des visiteurs. Toutefois, cette augmentation est multifactorielle, l'inscription ne représentant qu'une part des motivations. En effet, on constate globalement une progression de fréquentation des sites naturels suite à un mouvement de fonds qu'a amplifié la pandémie COVID : l'appétence et le besoin de nature de nombre de citoyens.

Un positionnement touristique en pleine structuration :

La création en 2018 de l'Office de tourisme Terra Volcana a permis d'organiser l'offre touristique et de concevoir une destination plus claire pour les visiteurs. Cette destination se distingue par la mise en valeur de sa diversité à travers 4 grandes thématiques : le tourisme nature (avec des sites de randonnée, des activités de plein air et un schéma cyclable), le tourisme lié à l'eau (notamment les thermes et la source de Volvic), le patrimoine et la culture (avec des sites comme le patrimoine remarquable de Riom et l'abbaye de Mozac), ainsi que les sites emblématiques comme Vulcania et Lemptégy. Ces thématiques nécessitent une forte préservation des espaces naturels et du patrimoine local pour renforcer l'image touristique du territoire.

Le tourisme de pleine nature :

Il constitue un pilier de la stratégie touristique intercommunale, avec une attention particulière portée à la structuration de l'offre de randonnée (près de 1 000 km de circuits balisés) et à sa valorisation, à travers notamment le festival de balades ou, de manière plus indirecte, la VVX (*Volvic volcanic experience*). La collectivité est aujourd'hui lauréate du programme « Territoires région pleine nature », qui prolonge le précédent dispositif « Territoire d'excellence pleine nature », auquel elle avait également été sélectionnée. Le territoire dispose de leviers pour renforcer sa fréquentation touristique, notamment à Châtel-Guyon, identifiée comme site stratégique avec le projet de Station pilote pleine santé.

Proposer une offre touristique différenciante :

Pour renforcer l'unité touristique du territoire, deux projets d'itinéraires ouest-est sont actuellement en développement : la coulée de l'Ambène et la coulée de la Morge nommée « Le fil de la Morge ». Ces deux circuits distincts vont en direction du futur projet de Via Allier, et contribuent ainsi à renforcer le maillage du territoire. L'intégration paysagère d'hébergements de qualité vient également enrichir l'offre touristique unique. Plusieurs projets d'éco-lodges ont déjà été lancés ou sont en cours, notamment autour de Vulcania, afin de répondre à la demande croissante.

LES GRANDES TENDANCES A RETENIR

- Le tourisme : un secteur clé de l'économie du Grand Clermont
- Près de 300 millions d'euros de retombées économiques touristiques, soit 49 % du poids économique du tourisme du Puy-de-Dôme (en 2012)
- Un potentiel touristique diversifié, porté par des atouts forts : patrimoine volcanique, architectural, offre thermique, itinérances douces (randonnée, cyclotourisme), et valorisation des savoir-faire locaux
- Des atouts propres à chaque EPCI
- Une spécificité du tourisme sur Clermont Auvergne Métropole, structuré autour de 4 filières principales : tourisme d'affaires, tourisme urbain et culturel, tourisme de santé et de bien-être et tourisme sportif et de loisirs nature
- Une stratégie de développement à affiner, axée sur la promotion de la destination Grand Clermont et une segmentation de l'offre adaptée aux profils des visiteurs

LES ENJEUX EN MATIERE DE SOLIDARITES, DE SOBRIETE ET D'HABITABILITE

→ **Préservation et valorisation des spécificités du Grand Clermont :**

- mettre en valeur l'identité unique du territoire en préservant son patrimoine naturel, paysager, bâti et culturel
- valoriser l'offre touristique en s'appuyant sur des projets ayant un rayonnement régional, voire national : plateau de Gergovie, bien UNESCO « Chaîne des puys-faille de Limagne »
- soutenir des initiatives locales qui renforcent le lien entre les habitants et leur environnement, tout en conservant la diversité des paysages et des patrimoines
- lutter contre la surfréquentation de certains sites (dans la Chaîne des puys notamment), en tenant compte des disparités de fréquentation au sein du périmètre, certains puys/sites étant plus impactés que d'autres

→ **Structuration et dynamisation de l'offre touristique et culturelle :**

- renforcer la coopération entre les différents acteurs du territoire (collectivités, entreprises, associations) pour structurer et qualifier l'offre touristique, notamment en matière d'hébergement et de services
- favoriser la création et la diffusion d'événements culturels et touristiques tout au long de l'année
- mettre en place des programmations variées (festivals, expositions, spectacles) qui attirent à la fois les habitants et les visiteurs

→ **Développement d'un tourisme durable et accessible :**

- développer un modèle touristique respectueux de l'environnement et des ressources locales, en valorisant les atouts propres au Grand Clermont
- développer une mobilité durable et accessible en renforçant l'offre de transports collectifs entre les pôles urbains du Grand Clermont et les principaux sites touristiques, avec des services adaptés aux besoins des habitants comme des visiteurs

→ **Lissage de la fréquentation touristique et développement de l'emploi local :**

- diversifier les offres touristiques pour attirer des visiteurs tout au long de l'année, en favorisant des activités saisonnières complémentaires (tourisme vert, événements culturels estivaux) pour lutter contre la saisonnalité
- soutenir la création d'emplois durables, notamment dans les secteurs du tourisme, de l'hôtellerie, de la culture et des services, en favorisant la formation et l'insertion professionnelle des jeunes et des publics éloignés du marché du travail

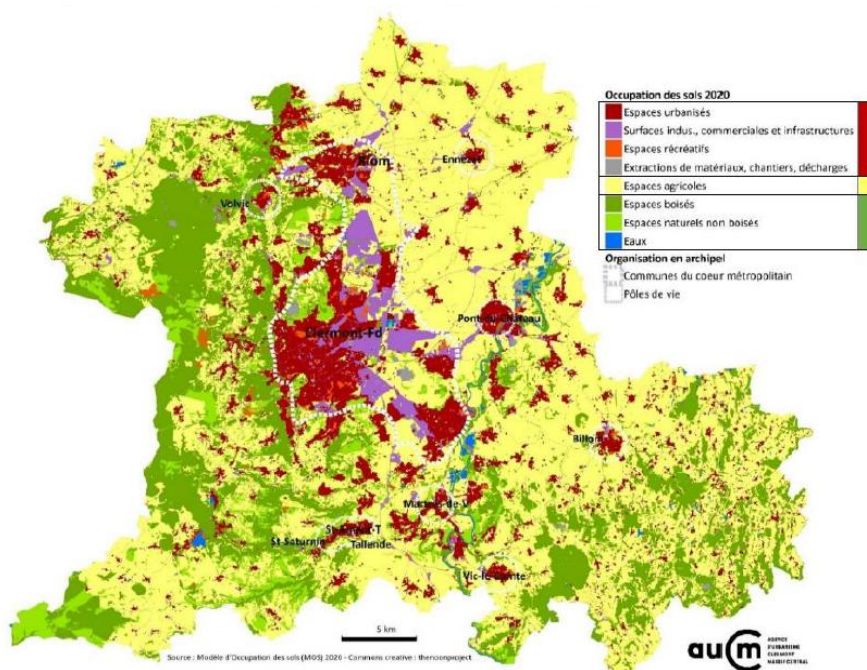
5.5• Agriculture et alimentation

Chiffres-clés :

- 54 %** de la surface du Grand Clermont est couverte par des espaces agricoles en 2020
- 1 100 ha** artificialisés en 9 ans (2011-2020)
- 96 ha** de terres agricoles aménagés chaque année en moyenne sur 2011-2020
- 170 ha** d'espaces artificialisés transformés en espaces naturels et agricoles
- 43 %** des surfaces agricoles sont dédiées à la production de céréales
- 45 %** des surfaces agricoles sont consacrées à l'élevage
- xxx exploitations agricoles (2 500 à l'échelle du PAT)**
- 325** exploitations de moins entre 2010 et 2020 à l'échelle du Grand Clermont
- 16 %** des exploitations agricoles du Grand Clermont bénéficient d'un signe officiel de qualité (AOP ou IGP)
- 38 000 ha** de forêt, soit **30 %** de la surface totale du Grand Clermont
- 84 %** des besoins en céréales atteints sur le Grand Clermont
- 1 700 m²** environ de SAU productive par habitant sur le Grand Clermont
- 868** actifs agricoles salariés en 2021

Une artificialisation des terres agricoles toujours en cours mais qui ralentit

► *Occupation des sols sur le territoire du Grand Clermont en 2020 :*



Source : *Evaluation du SCOT du Grand Clermont à 12 ans, AUCM, 2023.*

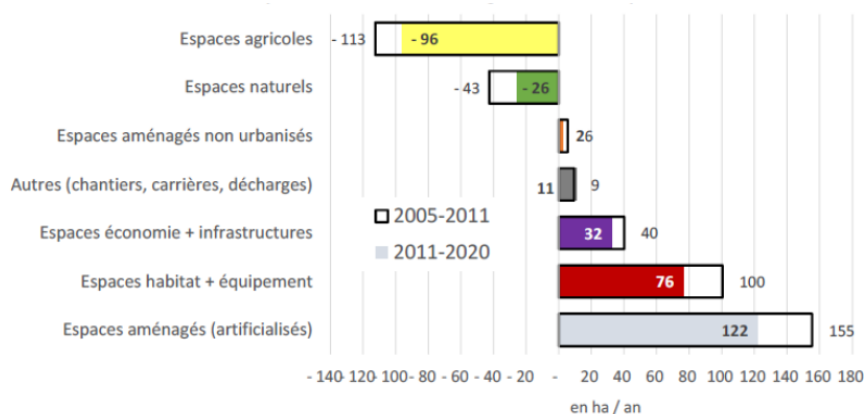
En 2020 comme en 2011 le territoire présente la répartition suivante en matière d'occupation du sol (d'après le MOS 2020) :

- 16 % de la surface du territoire du Grand Clermont est couverte par des espaces aménagés.
- 30 % par des espaces naturels.
- 54 % par des espaces agricoles.

Ces occupations du sol dessinent des ensembles plus ou moins homogènes et compacts. Ainsi, au nord-est, la plaine de la Limagne concentre une forte proportion d'espaces agricoles avec de grandes cultures ; les puits à

l'ouest et les contreforts du Livradois au sud-est sont couverts d'espaces naturels, entre lesquels s'intercalent une agriculture d'élevage avec des prairies. A l'intersection de ces ensembles, les espaces aménagés de l'agglomération clermontoise et des villes et villages alentours complètent la mosaïque.

► *Comparaison des évolutions annuelles selon le type d'occupation du sol entre 2005 et 2011 et 2011 et 2020 :*



Source : Evaluation du SCOT du Grand Clermont à 12 ans, AUCM, 2023.

L'artificialisation⁵¹ des terres montre une trajectoire encore éloignée des exigences de sobriété foncière définie au niveau européen et national (ZAN⁵² 2050). En 9 ans, 1 100 ha ont été artificialisés, soit une moyenne de 122 ha par an, soit 33 ha par an de moins qu'entre 2005 et 2011.

79 % des terres nouvellement artificialisées étaient auparavant agricoles, 21 % étaient des espaces naturels (landes ou bois). En moyenne, 96 ha de terres agricoles sont aménagés chaque année, contre 113 ha par an sur la période 2005-2011. Pour les espaces naturels, le rythme d'artificialisation a été divisé par deux, passant de 43 ha par an à 26 ha par an en moyenne. 60 % de l'artificialisation des sols constatée entre 2011 et 2020 résulte du développement résidentiel. Les espaces à vocation économique représentent, quant à eux, environ un quart de l'artificialisation.

► *Changements d'occupation du sol en 2011 et 2020 :*



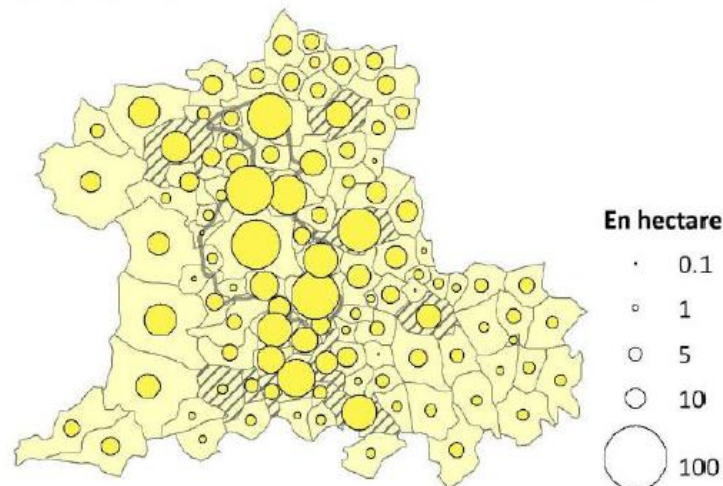
Source : Evaluation du SCOT du Grand Clermont à 12 ans, AUCM, 2023.

⁵¹ L'artificialisation désigne la transformation d'un sol à caractère agricole, naturel ou forestier par des actions d'aménagement, pouvant entraîner son imperméabilisation totale ou partielle. L'artificialisation provoque une altération durable de tout ou partie des fonctions écologiques d'un sol, en particulier ses fonctions biologiques, hydriques et climatiques, ainsi que son potentiel agronomique par son occupation ou son usage.

⁵² Pour la décennie 2021-2031, la loi donne pour objectif de réduire de 50 % la consommation des (ENAF) par rapport au niveau de la décennie 2011-2021 et, à l'horizon 2050, l'absence de nouvelles artificialisations d'espaces naturels, agricoles et forestiers non compensées. Chaque nouveau sol artificialisé devra alors être compensé par une « renaturation » d'un autre sol.

L'artificialisation d'espaces agricoles est le changement d'occupation des sols majoritaire sur la période 2011-2020. En 9 ans, 1 071 ha de cultures ou de prairies ont été aménagés (soit 1,47 % des espaces agricoles du Grand Clermont). Cette mutation est plus importante en Limagne que dans la Chaîne des puys ou dans le Billo-mois.

► *Terrains passés de « agricoles » à « artificialisés » - 1 071 ha entre 2011 et 2020 :*



Source : Evaluation du SCOT du Grand Clermont à 12 ans, AUCM, 2023.

En toute logique, ces changements concernent en premier lieu les territoires agricoles : 74 % (789 ha) se sont produits en Limagne, 19 % dans la Chaîne de puys (201 ha) et 8 % (81 ha) dans le Billomois. Cependant, en proportion, cette mutation est plus importante en Limagne que dans la Chaîne des puys ou dans le Billomois où respectivement 2,14 %, 1,03 % et 0,51 % des terres agricoles ont été aménagées.

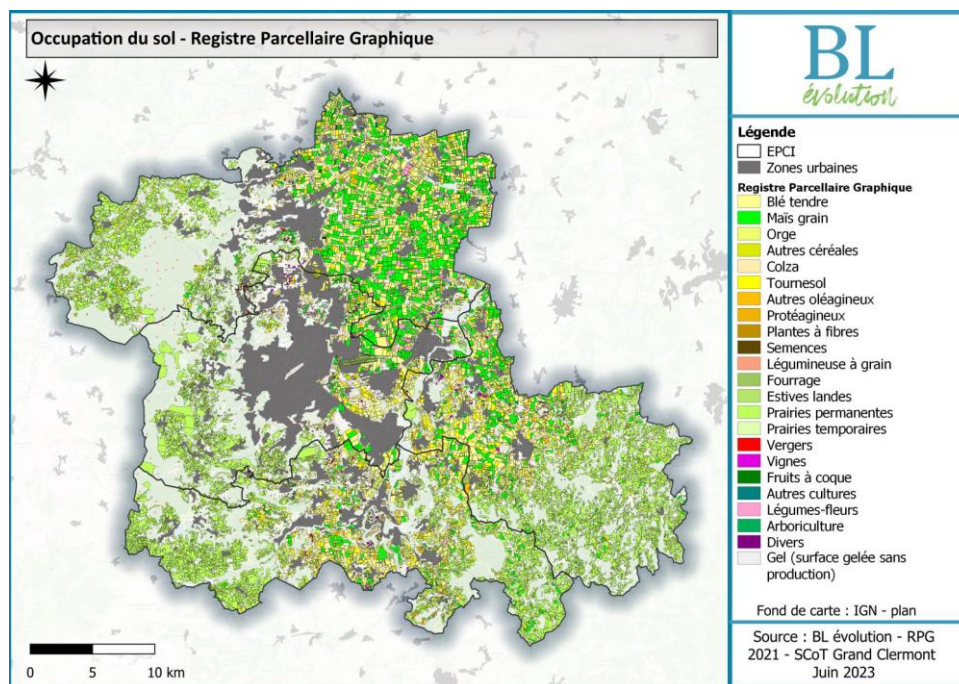
L'artificialisation d'espaces naturels (principalement des landes et des fourrés) a concerné 196 ha entre 2011 et 2020. 60 % de cette artificialisation s'est faite dans la plaine (communes de Clermont Auvergne Métropole et de Mond'Arverne), le reste étant plutôt localisé dans la Chaîne des puys.

340 ha d'espaces agricoles sont devenus des espaces naturels (landes ou fourrés). Ce type de changement d'occupation des sols se localise préférentiellement dans les communes au nord de la Chaîne de puys, et dans les communes de Limagne au sud de l'agglomération clermontoise.

La mutation d'espaces artificialisés en espaces naturels et agricoles est anecdotique : à peine 170 ha en 9 ans. La renaturation des carrières de Royat, Pérignat-sur-Allier, Clermont-Ferrand et Volvic constitue l'essentiel des mutations observées.

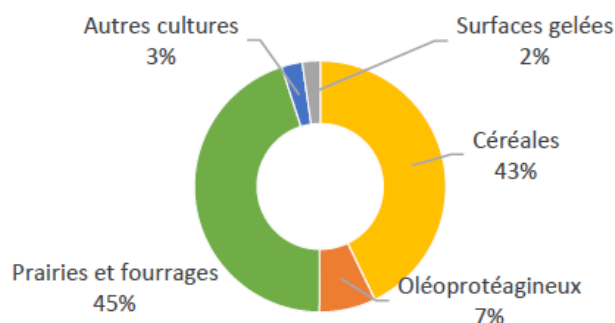
Une agriculture céréalière dominante dans la plaine de la Limagne et des prairies bocagères sur les reliefs

Le Registre parcellaire graphique (RPG) est une base de données géographiques servant de référence à l'instruction des aides de la Politique agricole commune (PAC). Ce registre parcellaire n'est pas entièrement exhaustif car il identifie uniquement les principales cultures déclarées à la PAC (ce qui correspond à 48 % de la surface du territoire du Grand Clermont). Les données analysées ci-dessous datent de 2021.



Source : Etat initial de l'environnement (EIE) du SCOT Grand Clermont, BL Evolution, 2025.

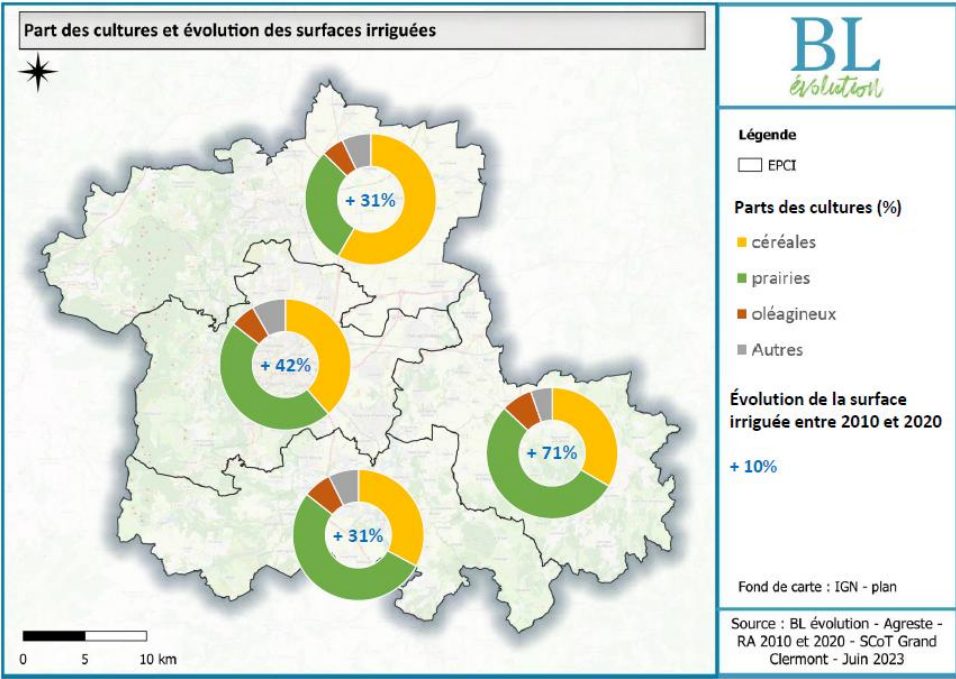
► Part des cultures sur le territoire du Grand Clermont :



Source : Etat initial de l'environnement (EIE) du SCOT Grand Clermont, BL Evolution, 2025.
RGP 2021.

Sur le territoire du SCOT du Grand Clermont, les surfaces dédiées à la production de céréales (43 %), principalement présentes sur la plaine de la Limagne, et les surfaces dédiées à l'élevage (45 %), principalement présentes sur les reliefs, représentent la grande majorité des surfaces agricoles exploitées.

On retrouve une répartition homogène des différentes cultures sur l'ensemble des EPCI, avec une particularité pour RLV où la production de céréales est majoritaire. Les exploitations agricoles qui produisent des céréales sont présentes essentiellement en Limagne, avec 3 productions majeures : le maïs semence, le maïs semoule et le blé. Les élevages bovins lait sont présents essentiellement sur les territoires des deux PNR et leurs productions sont destinées pour un tiers aux productions de fromage AOP du territoire.



Source : Etat initial de l'environnement (EIE) du SCOT Grand Clermont, BL Evolution, 2025.

► Part des différentes cultures :

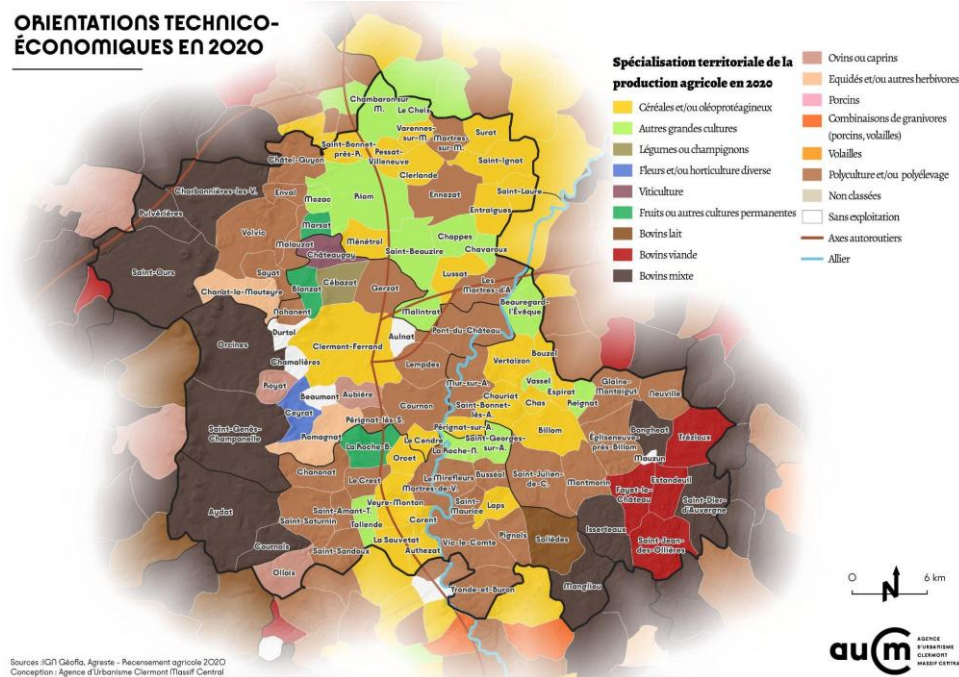
| Céréales | |
|-----------------|------|
| Blé | 24 % |
| Maïs | 15 % |
| Orge | 2 % |
| Autres céréales | 2 % |

| Oléoprotéagineux | |
|---------------------|-------|
| Colza | 1 % |
| Tournesol | 5 % |
| Autres protéagineux | 0,5 % |
| Autres oléagineux | 0,5 % |

Source : Etat initial de l'environnement (EIE) du SCOT Grand Clermont, BL Evolution, 2025.
RA 2010 et 2020.

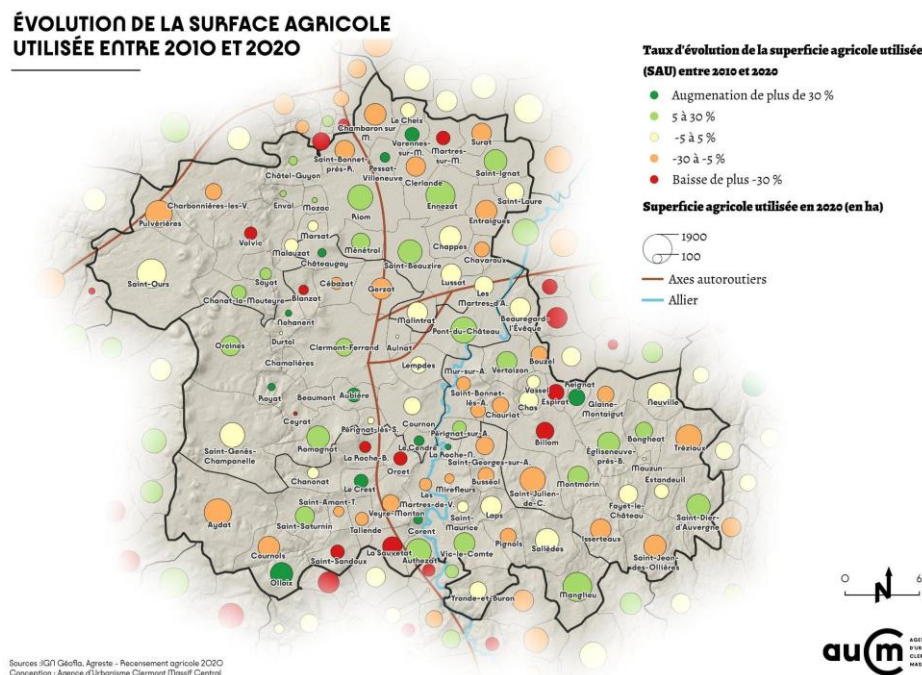
Le territoire du Grand Clermont est partagé entre élevage bovin et grandes cultures. On recense sur l'ensemble du territoire du PAT (Projet alimentaire territorial) environ 2 500 exploitations agricoles en 2020 (et xxx exploitations sur le Grand Clermont). La double spécialisation agricole (élevage bovin et grandes cultures) s'observe dans l'orientation technico-économique des exploitations (carte ci-dessous). Sur les 2 500 exploitations du PAT, 850 sont spécialisées en élevage bovin et 700 sont spécialisées en grandes cultures.

ORIENTATIONS TECHNIQUE-ÉCONOMIQUES EN 2020



Une baisse du nombre d'exploitations et une SAU qui se stabilise

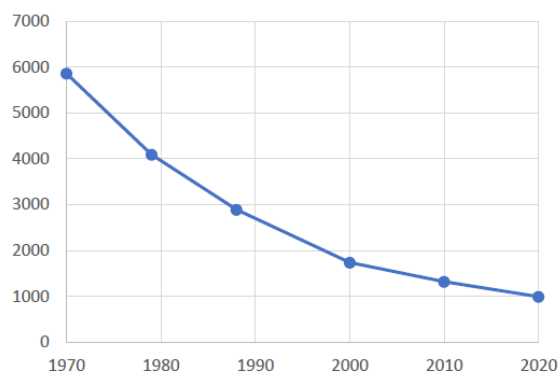
ÉVOLUTION DE LA SURFACE AGRICOLE UTILISÉE ENTRE 2010 ET 2020



D'après les données du recensement agricole de 2020, il est observé sur le territoire du Grand Clermont une diminution du nombre d'exploitations agricoles (- 325 exploitations entre 2010 et 2020), ainsi qu'une augmentation de la taille de ces exploitations : la SAU (Surface agricole utile)⁵³ moyenne par exploitation passe de 47 ha en 2010 à 63 ha en 2020.

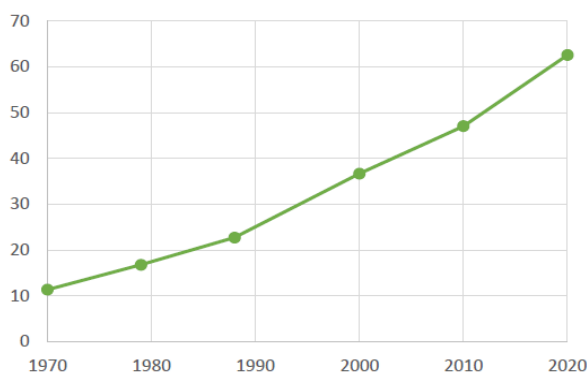
⁵³ La SAU est une notion normalisée dans la statistique agricole européenne. Elle comprend les terres arables (y compris pâturages temporaires, jachères, cultures sous abri, jardins familiaux, etc.), les surfaces toujours en herbe et les cultures permanentes (vignes, vergers, etc.).

► *Nombre d'exploitations sur le territoire du Grand Clermont :*



Source : *Etat initial de l'environnement (EIE) du SCOT Grand Clermont, BL Evolution, 2025.*
Agreste, RA.

► *SAU moyenne en ha sur le territoire du Grand Clermont :*



Source : *Etat initial de l'environnement (EIE) du SCOT Grand Clermont, BL Evolution, 2025.*
Agreste, RA.

En moyenne, sur les 50 dernières années, la Surface agricole utile (SAU) a diminué de 4 200 ha sur le territoire du SCOT, mais elle est stable sur les 10 dernières années. Entre les recensements agricoles de 2010 et 2020 plusieurs tendances sont à noter :

- Céréales : - 500 ha
- Oléagineux : + 800 ha
- Légumes frais : + 150 ha
- Fourrage : + 440 ha
- Prairies : + 1 100 ha

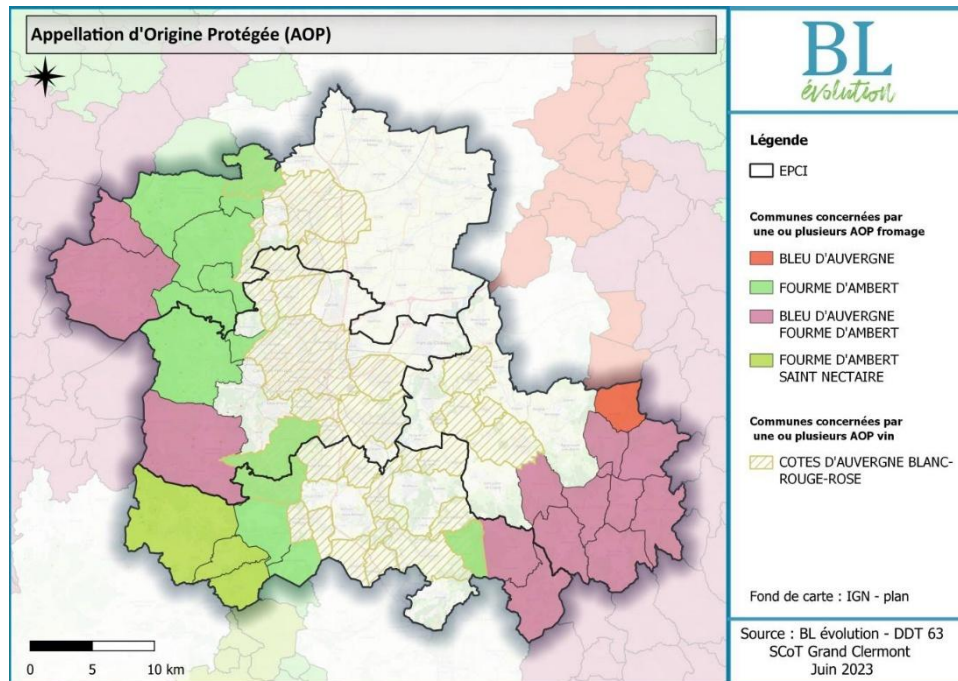
Les prairies reculaient jusqu'en 2010 suite à la déprise agricole et à la transformation en friches. La tendance semble s'être inversée et en 2020 elles gagnent du terrain. Les surfaces dédiées à la production de légumes frais et d'oléagineux sont également en augmentation contrairement aux surfaces dédiées à la production de céréales qui diminuent.

On observe une importante augmentation des surfaces irriguées, notamment à Billom Communauté où les surfaces irriguées sont passées de 650 ha en 2010 à 1 090 ha en 2020. Les exploitations de maraîchage sont en augmentation, on passe de 10 exploitations en 2010 à 28 exploitations en 2020 (soit 3 % des exploitations et + 150 ha).

Le territoire étant très dépendant des importations de fruits et légumes, l'objectif proposé par le PAT est d'atteindre un niveau global de 50 % d'autonomie alimentaire sur ces productions ce qui implique de consacrer sur

le territoire du PAT 4 000 ha supplémentaires au maraîchage, aux cultures légumières de plein champ et aux vergers d'ici 2050. Le département du Puy-de-Dôme était, dans les années 1960, le deuxième département français en termes de production fruitière⁵⁴. L'importance de cette production est encore visible dans les paysages et des opérations de conservation des variétés anciennes sont mises en œuvre par le CEN Auvergne.

Un développement des démarches de valorisation



Source : Etat initial de l'environnement (EIE) du SCOT Grand Clermont, BL Evolution, 2025.

On retrouve sur le territoire du Grand Clermont plusieurs Appellations d'origine protégée (AOP) et Indications géographiques protégées (IGP). Ces appellations permettent de valoriser des produits répondants à certains critères de qualité.

En particulier, 16 % des exploitations agricoles du territoire bénéficient d'un signe officiel de qualité (AOP ou IGP). On retrouve les AOP suivantes : AOP vin Côtes d'Auvergne blanc, rouge, rosé et AOP fromage : Bleu d'Auvergne, Fourme d'Ambert et Saint-Nectaire.

10 % des exploitations sont en Agriculture biologique (AB) en 2020 contre 3 % en 2010. Cela reste légèrement en dessous du niveau national avec 13 % des exploitations en AB.

On peut également ajouter que, selon les données de 2020, 25 % des exploitations commercialisent leur production en circuit court.

⁵⁴ Atlas pratique des paysages d'Auvergne. Guide-enquête sur les relations hommes-milieus, DREAL Auvergne, 2014.

Maillage territorial des circuits de vente alimentaire traditionnels et « alternatifs » sur le territoire du PAT

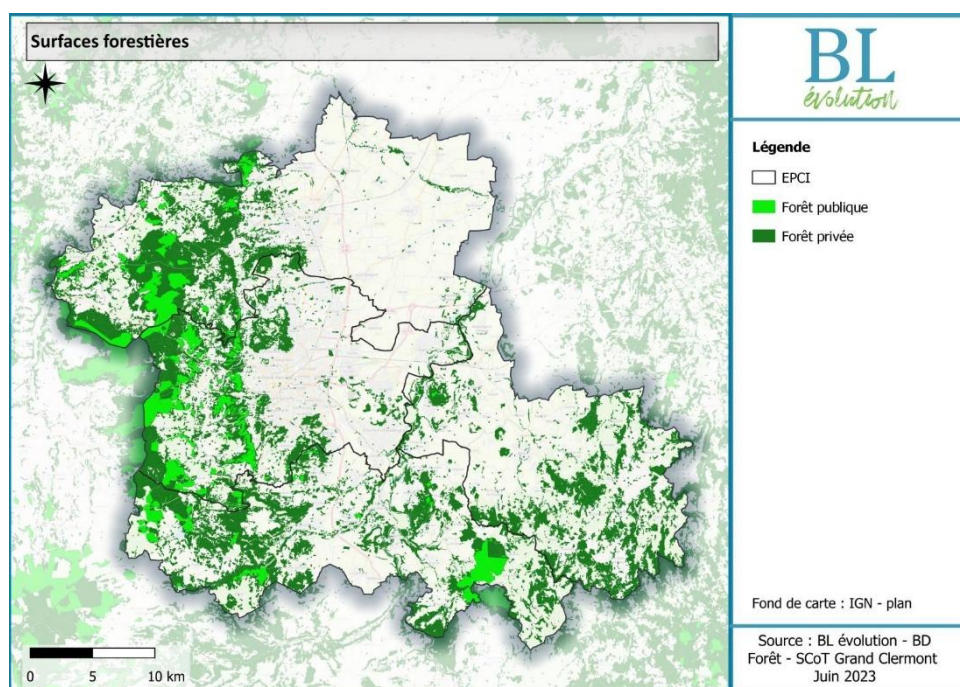


Source : *Portrait du système alimentaire local et du PAT du Grand Clermont et Livradois-Forez, AUCM, 2022.*

Les supermarchés et hypermarchés sont particulièrement concentrés dans les agglomérations les plus peuplées du territoire du PAT comme Clermont Auvergne Métropole et Riom Limagne et Volcans.

La métropole, qui rassemble 58 % de la population du territoire du PAT, propose une large gamme de distribution de produits alimentaires : 51 points de vente « alternatifs » contre 72 points de vente plus traditionnels. Une attention particulière devra être apportée à la vente de produits du territoire dans ces points.

Activités sylvicoles : des massifs forestiers localisés sur les reliefs et une forêt globalement sous-exploitée



Source : *Etat initial de l'environnement (EIE) du SCOT Grand Clermont, BL Evolution, 2025.*

Une forêt est définie comme un terrain d'une superficie de plus de 5 000 m² avec un couvert forestier d'au moins 10 %. Sur le territoire du Grand Clermont, la forêt recouvre 38 000 ha, soit 30 % de la surface totale du territoire d'après les données de la BD forêt. Elle est principalement présente sur les reliefs, à l'est et à l'ouest du territoire et le long des cours d'eau, notamment de l'Allier.

Ces forêts sont majoritairement des forêts privées. La part de forêts publiques représente 15 % des surfaces forestières, soit environ 5 500 ha, réparties comme suit : 40 ha de forêts domaniales, 1 700 ha de forêts communales, 3 000 ha de forêts sectionales et 700 ha de forêts départementales.

La forêt départementale de la Comté présente au sud-est du territoire sur les communes de Pignols et de Sallèdes est la plus grande chênaie de la plaine d'Auvergne. C'est également la plus importante forêt publique du territoire ; elle couvre 600 ha et elle est classée en ENS (Espace naturel sensible).

Une forêt composée majoritairement de feuillus extrêmement morcelée :

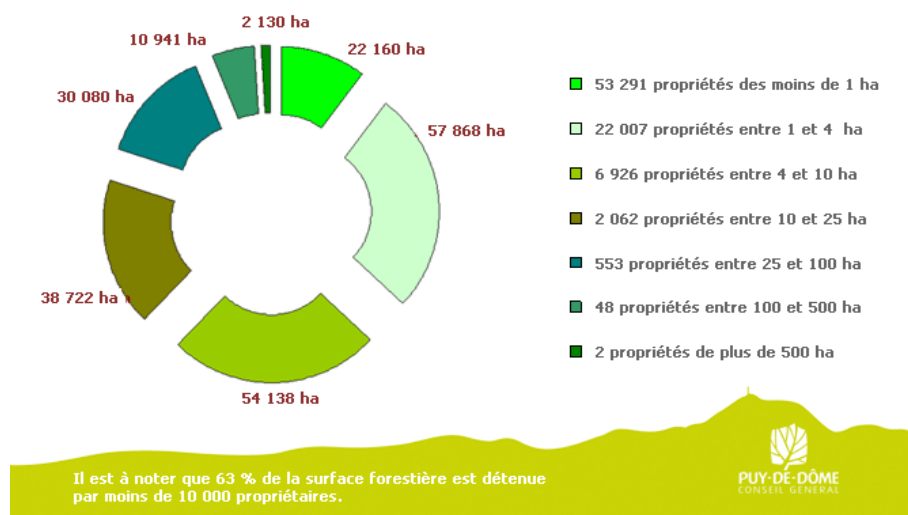
Les forêts du territoire du Grand Clermont sont principalement composées de feuillus pour 71 %, les forêts de conifères représentent 16 % des surfaces forestières. Ces forêts sont en augmentation sur l'ensemble des 4 EPCI, avec + 58 ha pour Billom Communauté et + 455 ha pour Clermont Auvergne Métropole. Cette augmentation est principalement due à l'évolution naturelle de milieux ouverts en espaces ligneux.

Une grande part des forêts du territoire du Grand Clermont étant privées, elles sont particulièrement touchées par le morcellement de la propriété forestière. La taille moyenne d'une propriété forestière privée y est inférieure à un ha, alors qu'elle est de l'ordre de deux ha sur le département.

En forêt privée, sauf en cas d'obtention de certaines aides publiques, les documents de gestion ne sont obligatoires que pour les propriétés de plus de 25 ha. Localement, la gestion forestière en forêt privée est donc peu encadrée.

Une forêt sous-exploitée :

► Répartition des propriétés forestières selon leur taille :



Source : Etat initial de l'environnement (EIE) du SCOT Grand Clermont, BL Evolution, 2025.

Auvergne-Rhône-Alpes est de très loin la première région en volume de bois sur pied avec un total de 468 millions de m³. La région produit annuellement plus de 16 millions de m³ de bois. La filière rassemble plus de 20 000 entreprises et emploie environ 63 000 personnes.

Cependant, l'insuffisance de la récolte de la forêt privée dans le Puy-de-Dôme conduit à une surcapitalisation dangereuse, à un appauvrissement biologique des forêts et à un manque à gagner pour l'économie locale.

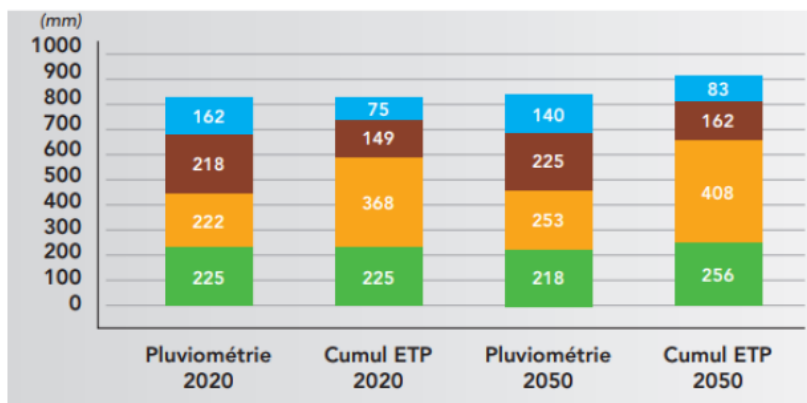
Face à ce constat, le Conseil départemental du Puy-de-Dôme s'est engagé dans une politique volontariste de soutien à la filière forêt-bois visant à réduire le handicap du morcellement de la propriété forestière privée.

Pour ce faire, les Chartes forestières de territoires (CFT) et les Plans de développement de massif forestier (PDM) sont des outils dont l'objectif est d'inciter les propriétaires à gérer leur patrimoine et par conséquent de faire des coupes de bois. 3 CFT ont été réalisées sur le département : Faille de Limagne, Randan et Volvic, Sources et Volcans et 4 PDM sont en cours sur les territoires de : la Montagne Thiernoise, la Vallée de l'Ance, le Haut-Livradois et le Pays d'Arlanc.

L'absence de desserte ou son mauvais état sont également des facteurs limitants du développement de la gestion et de la mobilisation du bois sur le département du Puy-de-Dôme. Le quart des peuplements productifs est mal desservi et ne peut concourir au développement départemental et régional. Cette situation entraîne un surcoût pour l'acheminement des bois vers la scierie, et un abandon de certaines parcelles exclues de la filière bois. C'est pourquoi le Conseil départemental du Puy-de-Dôme a mis en place deux outils, une aide à la réalisation de schémas de desserte forestière et une aide à la réalisation des travaux de desserte forestière.

Les impacts du changement climatique sur les activités agricoles et sylvicoles

► *Evolution de la pluviométrie et de l'évapotranspiration potentielle par saison à Saint-Genès-Champanelle (projet AP3C) :*



Source : Etat initial de l'environnement (EIE) du SCOT Grand Clermont, BL Evolution, 2025.

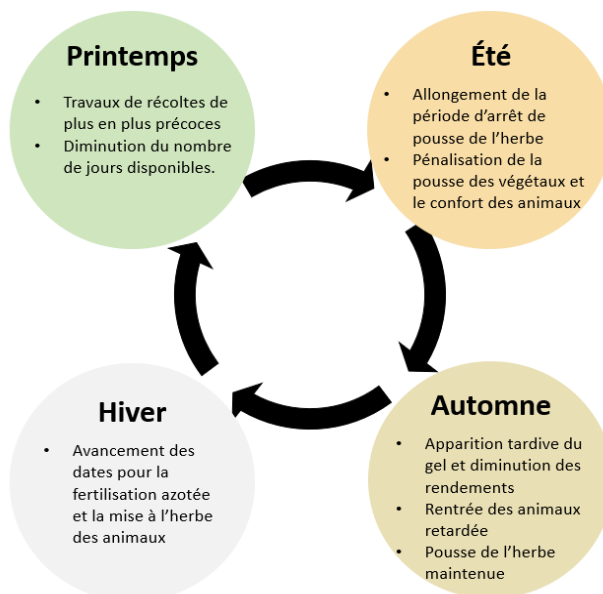
Les changements climatiques auront des répercussions directes sur le secteur agricole et représentent une menace à la fois pour la survie économique des exploitations et pour les activités qui en dépendent : accroissement et apparition de nouveaux risques, réduction des rendements et de la fertilité, conditions de travail plus difficiles, baisse de la biodiversité des sols, modification des stades phénologiques⁵⁵, etc.

Les principales évolutions agro-climatiques en 2050 pour le Puy de Dôme (station de Saint-Genès-Champanelle) sont les suivantes :

- Le maintien de la pluviométrie malgré des événements extrêmes plus fréquents.
- L'augmentation de l'évapotranspiration.
- Des déficits hydriques et des sécheresses de plus en plus marqués.

⁵⁵ La modification des stades phénologiques fait référence aux changements dans le calendrier des différentes phases du développement des plantes en raison des variations climatiques. Les stades phénologiques incluent des étapes clés comme : la floraison (apparition des fleurs), la fructification (formation et maturation des fruits), le bourgeonnement (émergence des bourgeons), la véraison (changement de couleur des fruits, notamment pour la vigne), la dormance (repos végétatif en hiver).

► *Conséquences saisonnières du changement climatique à l'horizon 2050 (projet AP3C) :*



Source : *Etat initial de l'environnement (EIE) du SCOT Grand Clermont, BL Evolution, 2025.*

► *Evolution des impacts sur la filière sylvicole dans le Puy-de-Dôme, le Cantal et la Haute-Loire :*

| Suivi des principaux problèmes | | 2018 | 2019 | 2020 | 2021 | 2022 |
|--------------------------------|---|------|------|------|------|------|
| Toutes essences | Sécheresse estivale | | | | | |
| | Dégâts de gel tardif au printemps | | | | | |
| Feuillus | Défoliateurs précoces du chêne | | | | | |
| | Bombyx disparate | | | | | |
| | Oïdium du chêne | | | | | |
| Résineux | Processionnaire du pin | | | | | |
| | Typographe de l'épicéa | | | | | |
| | Maladie des bandes rouges | | | | | |
| | Rougisement printanier | | | | | |
| | Sphaeropsis des pins | | | | | |
| | Tordeuse grise du mélèze | | | | | |
| Peupliers | Rouilles des peupliers | | | | | |
| | Puceron lanigère | | | | | |
| Invasifs | Chalarose du frêne | | | | | |
| | Pyrale du buis | | | | | |

Source : *Etat initial de l'environnement (EIE) du SCOT Grand Clermont, BL Evolution, 2025.*

Les forêts présentent de multiples fonctions. Une fonction environnementale très forte (préservation de la biodiversité, puits de carbone, amélioration de la qualité de l'air, production de ressources renouvelables, etc.), une fonction de protection (ressource en eau, sols, glissements de terrain, inondations), une fonction sociale (activités récréatives, touristiques, culturelles) et une fonction économique (production de bois d'œuvre, de bois énergie).

Suite aux modifications entraînées par le changement climatique, la forêt est doublement concernée : elle le subit d'une part et contribue à en amoindrir les conséquences d'autre part (séquestration et stockage de carbone).

En 2023, l'Inventaire forestier national (IFN) relève les constats suivants :

- Surmortalité des peuplements : 7,4 millions de mètres cube par an (Mm3/an) entre 2005 et 2013 à 13,1 Mm3/an entre 2013 et 2021, soit une hausse de près de 80 % en 10 ans.
- Ralentissement de la croissance des arbres de l'ordre de - 4 %, l'épicéa étant l'espèce la plus touchée.
- Diminution d'un tiers entre 2013 et 2021 du puits de carbone (évolution à la hausse du stock de carbone).

Dans le Puy de Dôme, les dégâts les plus importants concernent :

- Les attaques massives du Scolyte entre 600 et 1000 mètres et son apparition en altitude autour de 1 100 mètres.
- Le rougissement des pins sylvestre fragilisés après les orages de grêle par le Sphaeropsis.
- La dégradation des hêtraies de basse altitude.
- Le rougissement printanier du Douglas à basse et moyenne altitude.
- Le dépérissement du sapin pectiné.

Le Projet alimentaire territorial (PAT) du Grand Clermont et du PNR Livradois-Forez

Depuis 2017, le PETR du Grand Clermont, le Parc naturel régional du Livradois-Forez et les acteurs engagés sur leurs territoires portent un Projet alimentaire territorial (PAT). Le PAT doit présenter des solutions afin de promouvoir, à une échelle locale d'ici 2050, une autre trajectoire pour une alimentation diversifiée, soutenable et concertée, afin d'accroître l'autonomie alimentaire du territoire.

Le territoire du PAT s'étend sur 414 300 hectares et est constitué essentiellement de : forêts à hauteur de 45 % (187 000 ha), deux fois plus que la moyenne nationale ; de prairies à usage agricole à 24 % (99 400 ha) ; de terres arables, correspondant à la grande culture ou polyculture, représentant 9 % (plus de 39 000 ha) ; de surfaces artificialisées atteignant 6 %, occupant 24 260 ha ; de plus de 12 % de surfaces « mixtes ».

Les 6 axes du PAT :

- Préserver et remobiliser les terres agricoles en surface et en qualité pour maintenir l'activité agricole locale.
- Accompagner l'évolution des pratiques en faveur d'une agriculture respectueuse de l'environnement et rémunératrice.
- Renforcer et créer les filières pour favoriser l'autosuffisance alimentaire du territoire d'aujourd'hui et de demain.
- Développer une culture du consommateur sain, local et responsable.
- Faciliter l'accès aux produits locaux.
- Favoriser le développement d'une alimentation durable, saine et locale en restauration collective.

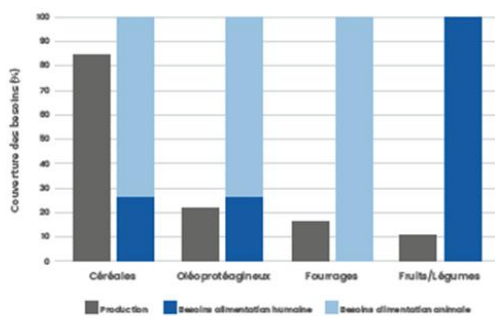
En effet, sur les 511 000 habitants du PAT, le PETR du Grand Clermont en accueille 431 000, ce qui implique de forts besoins alimentaires sur cette zone du territoire du PAT.

Les graphiques ci-dessous montrent le taux de couverture théorique des besoins alimentaires du Grand Clermont et du PNRLF. A l'échelle du Grand Clermont et du PNR du Livradois-Forez, le taux de couverture théorique des besoins alimentaires est très hétérogène.

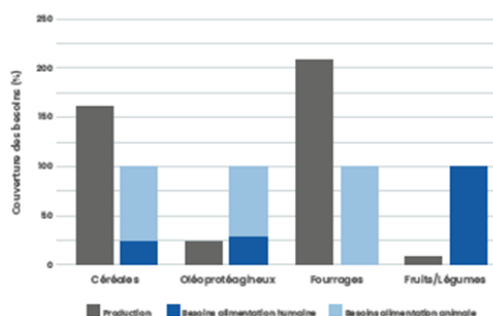
Sur le Grand Clermont, aucune production agricole ne couvre les besoins théoriques de la population humaine et animale du territoire. La production de céréales atteint 84 % des besoins. Parmi les productions végétales les plus déficitaires sur le Grand Clermont, on trouve les oléoprotéagineux (comme le colza et le tournesol) et les fruits et légumes, dont les besoins sont couverts à hauteur de 22 % et 11 % respectivement.

Malgré ces défis, le secteur agricole du Grand Clermont est structuré jusqu'aux industries agroalimentaires, mais il est encore loin de répondre pleinement aux besoins alimentaires de sa population.

► *Besoins alimentaires et productions agricole :*



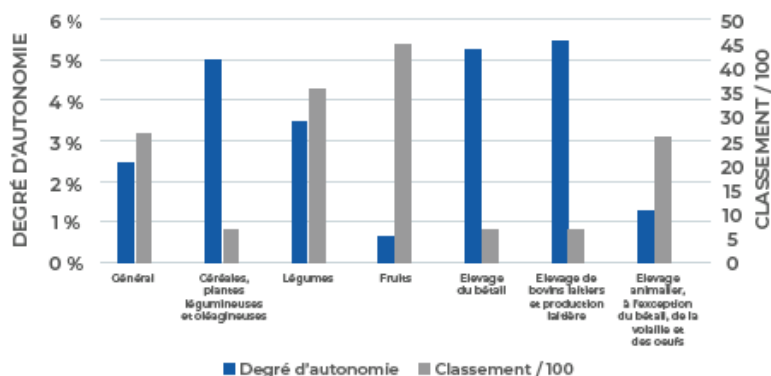
A l'échelle du Grand Clermont [72]



A l'échelle du PNR Livradois-Forez [73]

Source : *Portrait du système alimentaire local et du PAT du Grand Clermont et Livradois-Forez, AUCM, 2022.*

► *Autonomie alimentaire de l'aire urbaine clermontoise :*

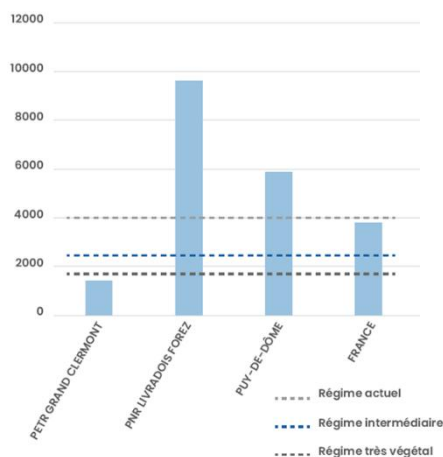


Source : *Portrait du système alimentaire local et du PAT du Grand Clermont et Livradois-Forez, AUCM, 2022.*

En termes d'autonomie alimentaire, l'aire urbaine de Clermont-Ferrand se classe 27^{ème} sur 100, avec un degré d'autonomie de 2,5 %. Cela signifie que 97,5 % de ce qui compose notre assiette ne provient pas de l'agriculture du territoire. En parallèle, 96,9 % de la production agricole locale est « exportée » hors de l'aire urbaine.

Ces indicateurs révèlent la faible adéquation entre l'offre alimentaire locale et les besoins des habitants. La marge de progression est importante, notamment en ce qui concerne la répartition de l'assolement ainsi que l'organisation locale des filières alimentaires qui sont deux enjeux cruciaux. Ces facteurs sont précisément les leviers à activer dans le cadre du PAT pour renforcer la souveraineté alimentaire territoriale.

► Surface agricole utile productive par habitant au m² :



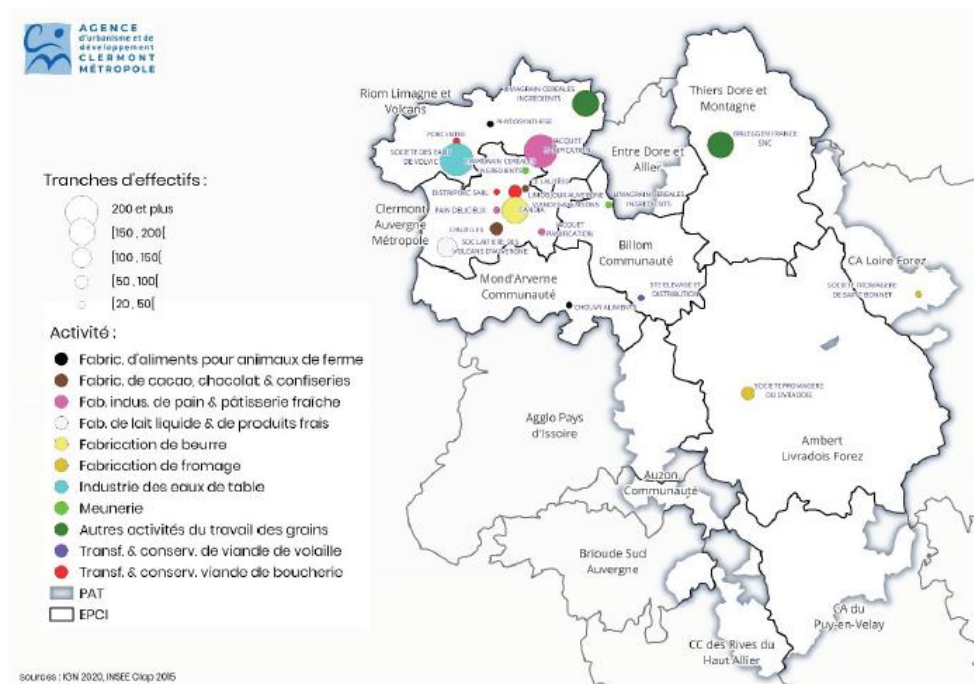
Source : Portrait du système alimentaire local et du PAT du Grand Clermont et Livradois-Forez, AUCM, 2022. CRATER, 2021.

Le Grand Clermont connaît une stagnation de la Surface agricole utile (143 700 hectares de SAU en 2020 sur le territoire du PAT), limitant de fait la capacité de production locale, ce qui constitue une des difficultés pour atteindre une souveraineté alimentaire territoriale.

Le graphique ci-dessus montre la SAU productive par habitant en m² à différentes échelles (environ 1 700 m² par habitant pour le Grand Clermont). La Surface agricole utile productive par habitant est un autre indicateur qui permet d'évaluer si un territoire dispose d'une surface agricole suffisante pour nourrir ses habitants.

La SAU productive par habitant du Grand Clermont est trop faible même pour un régime alimentaire très végétal, nécessitant environ 4 000 m² par personne pour produire la nourriture correspondant au régime alimentaire actuel.

► Répartition géographique des 20 principaux établissements agroalimentaires sur le territoire du PAT :



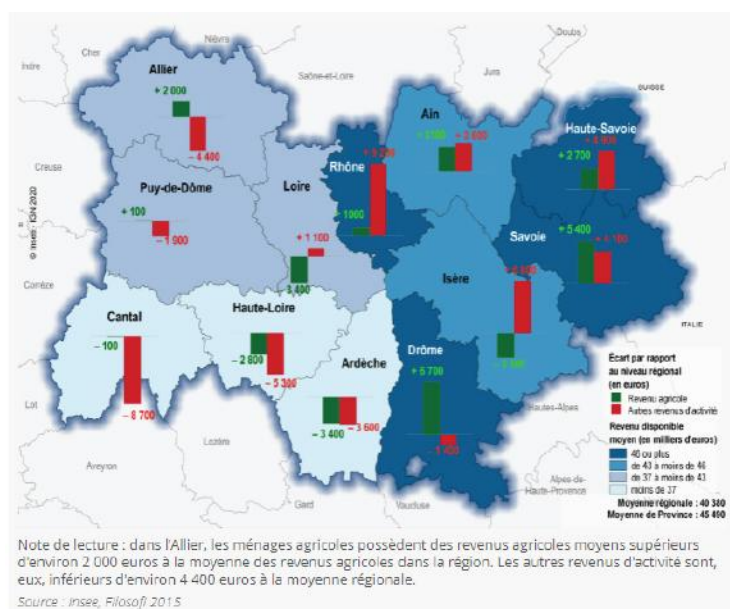
Source : Portrait du système alimentaire local et du PAT du Grand Clermont et Livradois-Forez, AUCM, 2022.

A l'échelle du PAT, les 2 000 établissements de l'écosystème alimentaire (hors production agricole) présents sur le territoire du PAT fournissent près de 18 000 emplois privés en 2020 soit 12,6 % de l'emploi salarié privé total du territoire.

La distribution géographique des établissements agroalimentaires n'est pas homogène. La carte ci-dessus montre la polarisation autour du bassin clermontois : 14 des 20 principaux établissements de transformation agroalimentaire du PAT sont situés sur les territoires de Clermont Auvergne Métropole et de Riom Limagne et Volcans.

Le territoire du PAT compte 8 480 actifs agricoles salariés en 2020 et l'emploi agricole est en baisse de 23 % sur le territoire du PAT entre 2010 et 2020. Ce recul de l'emploi est accentué par le vieillissement des actifs en place. La pyramide des âges sur le territoire du PAT démontre que le renouvellement des exploitants ne s'opère pas. Les exploitants les plus nombreux ont entre 50 et 60 ans. Quant aux plus jeunes, ils sont peu nombreux à se lancer dans l'agriculture et ne pourront assurer ce renouvellement. Le risque est de renforcer un agrandissement des exploitations déjà à l'oeuvre, mais aussi une déprise de secteurs actuellement encore cultivés.

► *Revenu disponible annuel moyen des ménages agricoles et écarts par rapport à la moyenne régionale en 2015 :*



Source : INSEE, analyses AURA 2020, Filosofi 2015.

Les revenus des ménages agricoles du Puy-de-Dôme se situent en dessous de la moyenne régionale, déjà plus faible que pour les autres ménages. En Auvergne-Rhône-Alpes, le taux de pauvreté des ménages agricoles atteint 24 %. Il varie selon les types de productions.

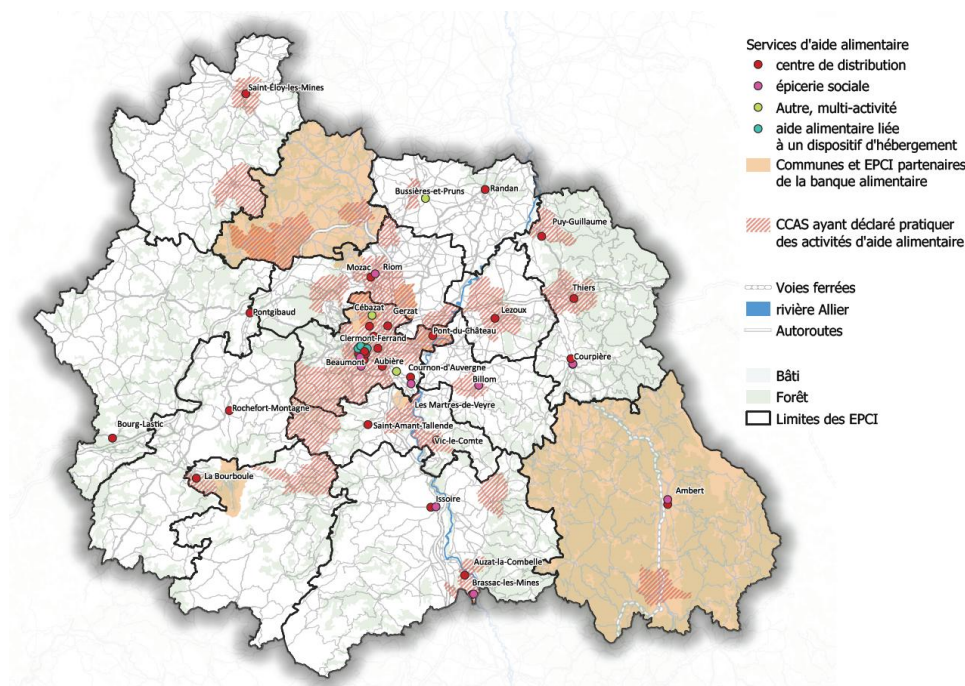
Une étude de l'INSEE sur la Région Auvergne-Rhône-Alpes a mis en avant le montant moyen du revenu disponible annuel, qui s'élève à 40 400 euros en moyenne par ménage agricole. Ce revenu est inférieur de 11 % à celui de l'ensemble de la France (hors Paris). Dans cette région caractérisée par des revenus de ménages agricoles faibles, le territoire du PAT du Grand Clermont et du PNR Livradois-Foréz se positionne en dessous de la moyenne régionale. Cet écart est principalement dû aux autres revenus d'activités, avec un écart de 1 900 euros au niveau régional pour les autres revenus d'activités.

On constate également un taux de pauvreté élevé de la population agricole, avec des différences selon les zones de productions.

En 2021, l'Agence d'urbanisme Clermont Massif central a réalisé un état des lieux de l'aide alimentaire dans le Puy-de-Dôme avec l'accompagnement des acteurs associatifs de ce secteur. Cet état des lieux a permis d'estimer à plus de 12 500 personnes le nombre d'utilisateurs inscrits dans les structures dédiées à l'aide alimentaire, sans tenir compte des ménages aidés par les CCAS et CIAS.

Une insécurité alimentaire résiduelle a été identifiée, malgré le recours aux services d'aide alimentaire : ainsi, afin d'avoir suffisamment de nourriture ou de disposer de produits alimentaires plus diversifiés 45 % des usagers déclarent fréquenter plusieurs structures d'aide alimentaire à l'échelle du PAT.

► Répartition des services d'aide alimentaire dans le Puy-de-Dôme :



Source : L'aide alimentaire et ses usagers dans le Puy-de-Dôme, AUCM, 2022.

LES GRANDES TENDANCES A RETENIR

- 54 % du territoire du Grand Clermont est composé d'espaces agricoles avec une stabilité de la Surface agricole utile (SAU) depuis 2011
- Une diversité de reliefs d'où une variété d'espaces agricoles et de productions
- Des espaces agricoles majoritairement présents au nord-est, dans la plaine de la Limagne (grandes cultures), à l'ouest dans la Chaîne des puys et au sud-est sur les contreforts du Livradois (élevage)
- Une agriculture céréalière dominante dans la plaine de la Limagne (terres très fertiles et à haut rendement) et des prairies bocagères sur les reliefs (élevage viande et lait)
- L'artificialisation récente touche principalement des espaces agricoles (79 %) : 1 071 ha de terres agricoles artificialisées depuis 2011
- Un nombre d'exploitations agricoles en baisse depuis les années 70 (- 325 exploitations entre 2010 et 2020) mais un agrandissement de leur taille toujours en croissance
- Des difficultés à la reprise des exploitations agricoles en raison d'une inadéquation entre l'offre et la demande : les fermes sont souvent trop grandes, trop coûteuses ou trop spécialisées pour les nouvelles générations d'agriculteurs, de plus, le foncier agricole se libère difficilement, ce qui complique la transmission des exploitations et limite les opportunités pour les jeunes agriculteurs ou ceux souhaitant se réinstaller
- Des difficultés de reprise des exploitations agricoles par inadéquation entre offres et demandes (fermes trop grandes, trop chères et trop spécialisées) et un foncier qui se libère difficilement
- Un vieillissement alarmant des exploitants agricoles (51 ans d'âge moyen)
- Une augmentation des productions agricoles de qualité et à forte valeur ajoutée (AOP, IGP) : 16 % des exploitations agricoles du territoire bénéficient d'un signe officiel de qualité (AOP ou IGP)
- 10 % des exploitations sont en Agriculture biologique en 2020 (contre 3 % en 2010), restant néanmoins en-dessous de la moyenne nationale (13 %)
- Une augmentation des besoins en eau pour l'irrigation des cultures
- Deux Plans pastoraux territoriaux (PPT) pour promouvoir le pastoralisme
- Un Projet alimentaire territorial (PAT) depuis 2018 (le premier en Auvergne-Rhône-Alpes) pour permettre de relocaliser l'agriculture et l'alimentation
- Un degré d'autonomie alimentaire de 2,5 % (97,5 % de ce qui compose notre assiette ne provient pas de l'agriculture du territoire)
- 96,9 % de la production agricole locale est exportée hors du territoire
- Des activités agricoles et sylvicoles fortement impactées par les effets du dérèglement climatique
- Des massifs forestiers localisés sur les reliefs et une forêt globalement sous-exploitée

LES ENJEUX EN MATIERE DE SOLIDARITES, DE SOBRIETE ET D'HABITABILITE

→ Préserver les espaces naturels, agricoles et forestiers :

- anticiper les effets du dérèglement climatique sur les modèles et pratiques de production agricoles et sylvicoles actuels
- limiter la consommation des espaces agricoles (préserver notamment les terres de la Limagne et les prairies naturelles de montagne) et forestiers
- mieux mobiliser le foncier agricole disponible en surfaces et en qualité
- restructurer la filière sylvicole et mieux valoriser la ressource

→ Renforcer l'autonomie alimentaire du Grand Clermont :

- augmenter l'offre alimentaire territoriale durable et de qualité en s'appuyant sur les potentiels locaux notamment pour les légumes, légumineuses et fruits
- diversifier les productions agricoles sur le territoire qui sont actuellement très spécifiques (céréales dans la Limagne, élevage en secteur de moyenne montagne)
- anticiper les besoins en eau notamment pour l'irrigation des cultures dans une logique de partage équilibré des usages

→ Soutenir l'emploi agricole :

- favoriser la transmission des exploitations et les nouvelles installations pour pallier la diminution de l'emploi agricole et le vieillissement des exploitants
- maintenir et renouveler le nombre d'emplois agricoles et agro-alimentaires
- créer et soutenir des filières agricoles locales et durables (renforçant notamment la valeur ajoutée pour les producteurs)
- accompagner les ménages agricoles en situation de précarité

→ Lutter contre la précarité alimentaire :

- permettre un accès à une alimentation de qualité pour tous en grande distribution comme en distribution de proximité
- encourager et développer une restauration collective de qualité
- accompagner les habitants impactés par la précarité alimentaire (dispositifs d'aide alimentaire par exemple)

6• FONCIER ET PRESERVATION DES SOLS

6.1• Consommation des Espaces naturels, agricoles et forestiers (ENAF)

Les grands équilibres du territoire en matière d'occupation des sols

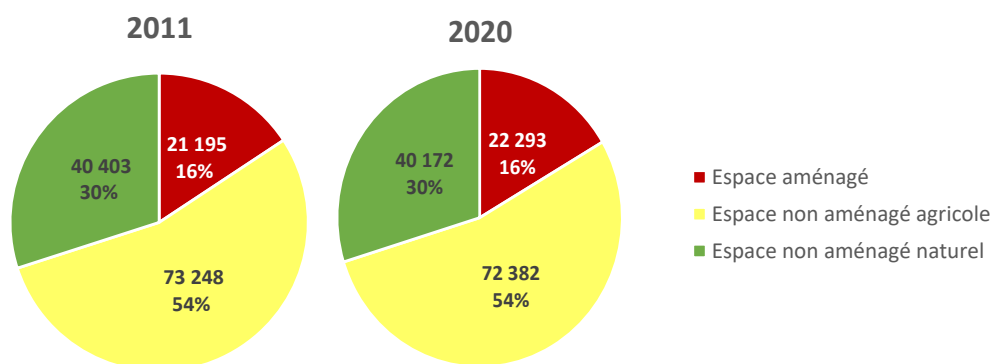
Le SCOT du Grand Clermont de 2011 préconise de respecter les grands équilibres d'occupation des sols, d'économiser l'espace, de restaurer et valoriser les espaces naturels, ainsi que de préserver les terres agricoles. Toutefois, aucun objectif chiffré n'est précisé. Seule une protection stricte des terres agricoles sensibles (maraîchage, estives et viticulture) est inscrite dans le document, avec une identification parcellaire.

Depuis l'entrée en vigueur du SCOT, les grands équilibres d'occupation des sols ont globalement été maintenus. La consommation des terres agricoles, naturelles et forestières a ralenti, mais elle demeure une réalité. L'occupation des sols est un processus dynamique, en constante évolution. Si l'artificialisation des terres agricoles et naturelles est le phénomène le plus courant, d'autres mutations sont également observées, notamment l'enfrichement des terres agricoles et la fermeture des espaces naturels ouverts. A terme, ces transformations pourraient fragiliser l'attractivité du Grand Clermont, qui repose en grande partie sur sa qualité de vie et son environnement préservé. Dans un contexte de protection du cadre de vie et de préservation de la biodiversité, l'analyse des tendances en cours permet d'identifier les espaces soumis aux pressions foncières, ou à l'inverse en situation de déprise.

Le SCOT du Grand Clermont aborde peu l'occupation des sols en tant que telle. Or, les évolutions législatives récentes placent cette question au cœur des enjeux d'aménagement. La loi Climat et résilience du 22/08/2021 impose un objectif de Zéro artificialisation nette (ZAN) d'ici 2050, fondé sur deux principes clés : réduction de l'artificialisation et renaturation des sols.

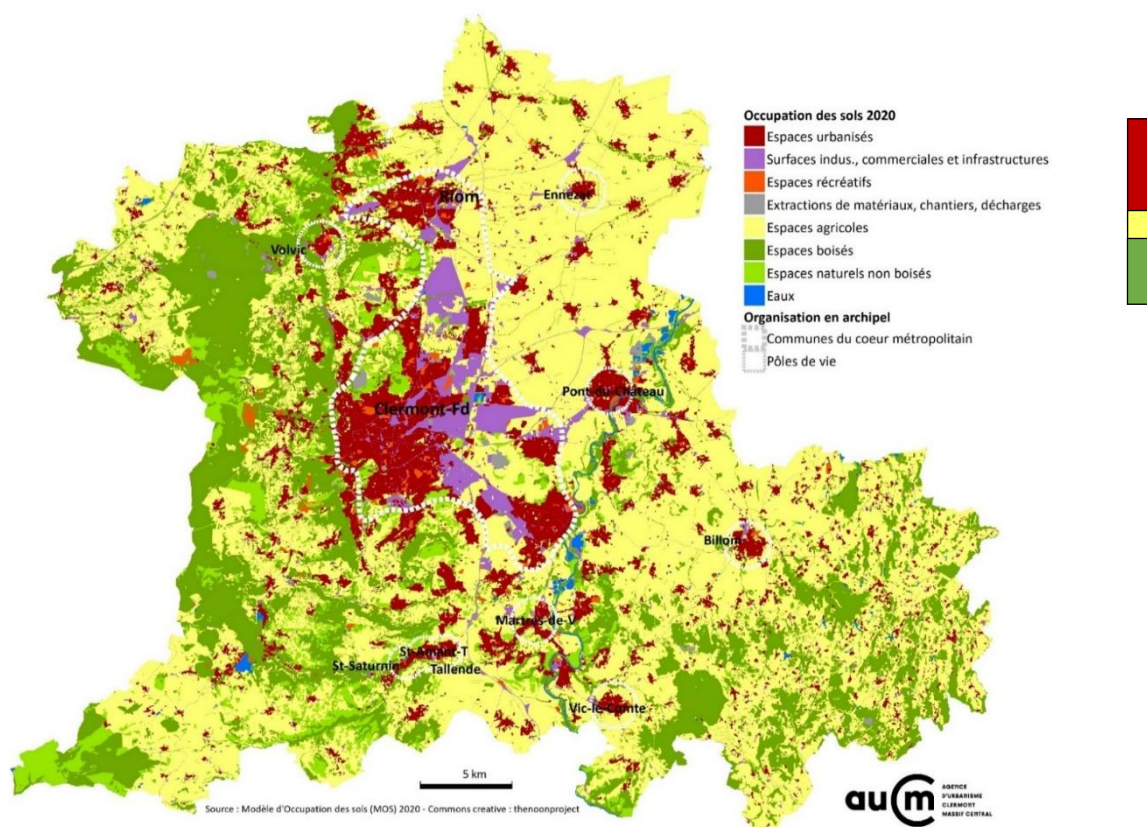
Pour la période 2021-2031, la loi fixe un objectif de réduction de 50 % de la consommation d'espaces naturels, agricoles et forestiers (ENAF) par rapport à la décennie précédente (2011-2021). A l'horizon 2050, toute artificialisation devra être compensée par la renaturation d'un autre espace. Dans ce contexte, une mesure précise et objective des dynamiques d'occupation des sols est indispensable pour assurer le suivi et l'adaptation des politiques d'aménagement.

► *Comparaison des grands équilibres d'occupation du sol du Grand Clermont en 2011 et en 2020 :*



Source : MOS 2020 - Commons creative : thenoonproject.

► *L'occupation des sols sur le territoire du Grand Clermont en 2020 :*



Source : MOS 2020 - Commons creative : thenoonproject.

En 2020, comme en 2011, l'occupation des sols du Grand Clermont se répartit ainsi :

- 16 % du territoire est couvert par des espaces aménagés.
- 30 % par des espaces naturels.
- 54 % par des espaces agricoles.

Ces occupations forment des ensembles plus ou moins homogènes et compacts. Ainsi :

- Au nord-est, la plaine de la Limagne concentre une forte proportion d'espaces agricoles dédiés aux grandes cultures.
- A l'ouest, les puys, et au sud-est, les contreforts du Livradois, sont majoritairement recouverts d'espaces naturels. Entre ces zones, s'intercale une agriculture d'élevage avec des prairies.
- A l'intersection de ces ensembles, les espaces aménagés de l'agglomération clermontoise, ainsi que ceux des villes et villages alentours, complètent cette mosaïque paysagère.

Un ralentissement de la consommation foncière, mais une artificialisation toujours en cours : entre 2011 et 2020, le territoire a été artificialisé à un rythme moyen de 122 ha par an, soit 33 ha de moins par an par rapport à la période 2005-2011.

En 2020, les espaces aménagés (zones d'habitat, grands équipements, zones économiques, infrastructures, ainsi que les espaces verts et de loisirs urbains) couvrent 22 300 ha, soit une augmentation de 1 100 ha par rapport à 2011.

Les terres agricoles cultivées (cultures et prairies) occupent environ 72 400 ha, soit près du double des espaces naturels (40 200 ha).

Malgré un ralentissement, l'artificialisation des sols se poursuit et reste encore loin des objectifs de sobriété foncière définis au niveau européen et national (ZAN 2050). Entre 2011 et 2020, 1 100 ha ont été artificialisés, soit une moyenne de 122 ha/an. Parmi ces surfaces :

- 79 % étaient auparavant des terres agricoles.
- 21 % étaient des espaces naturels (landes ou bois).

L'artificialisation des terres agricoles, bien qu'en diminution, reste significative : 96 ha aménagés par an en moyenne sur la période 2011-2020, contre 113 ha/an entre 2005 et 2011. Pour les espaces naturels, le rythme d'artificialisation a été divisé par deux, passant de 43 ha/an à 26 ha/an en moyenne.

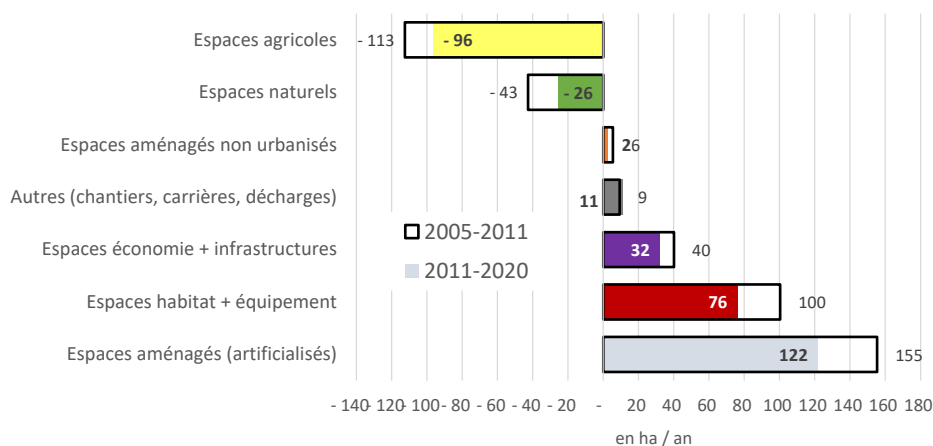
Enfin, l'artificialisation constatée entre 2011 et 2020 provient majoritairement du développement résidentiel, qui représente 60 % des surfaces aménagées. Les zones économiques en constituent environ un quart.

► *Détail des grands équilibres de l'occupation des sols et de leurs évolutions sur le Grand Clermont :*

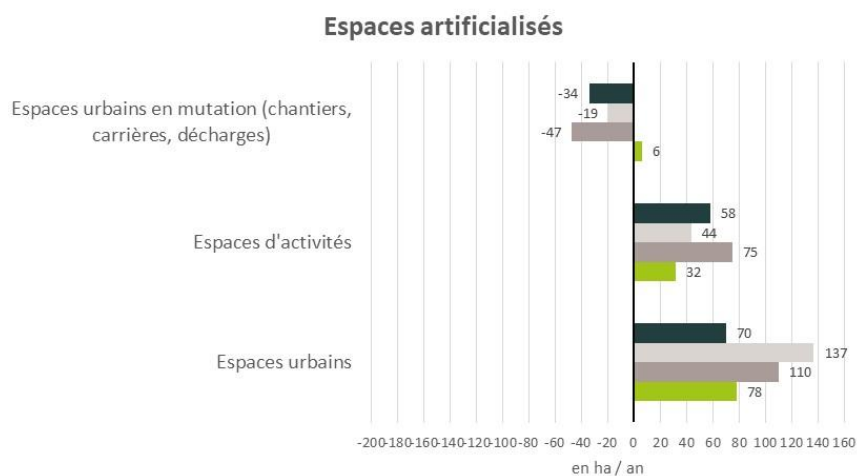
| | Hectares | | Evolution en ha | | Evolution en ha / an | |
|---|----------------|----------------|-----------------|-------------|----------------------|-------------|
| | 2011 | 2020 | 2011 - 2020 | 2005 - 2011 | 2011 - 2020 | 2005 - 2011 |
| Espaces aménagés (artificialisés) | 21 195 | 22 293 | 1 098 | 932 | 122 | 155 |
| Dont espaces habitat + équipements | 14 297 | 14 983 | 686 | 602 | 76 | 100 |
| Dont espaces économie + infrastructures | 5 026 | 5 317 | 291 | 241 | 32 | 40 |
| Dont autres (chantiers, carrières, décharges) | 654 | 753 | 99 | 56 | 11 | 9 |
| Dont espaces aménagés non urbanisés | 1 218 | 1 240 | 22 | 33 | 2 | 6 |
| Espaces naturels | 40 403 | 40 172 | -231 | -256 | -26 | -43 |
| Espaces agricoles | 73 248 | 72 382 | -867 | -675 | -96 | -113 |
| Total Grand Clermont | 134 847 | 134 847 | | | | |

Sources : MOS 2020 Commons creative thenoonproject pour 2011-2020 / Spot Thema Spot image CNES pour 2005-2011.

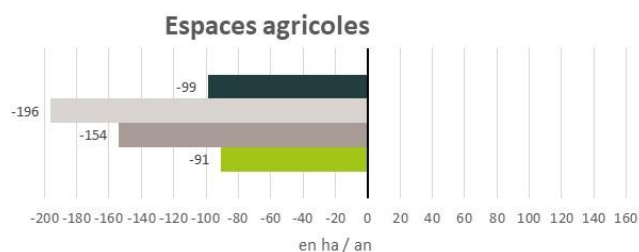
► *Comparaison des évolutions annuelles :*



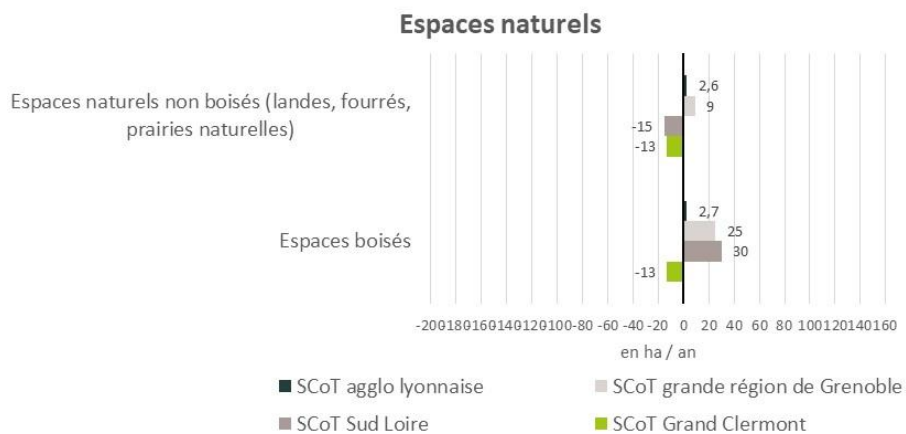
Sources : MOS 2020 Commons creative - thenoonproject pour 2011-2020 / Spot Thema Spot image CNES pour 2005-2011.

► *Evolutions entre 2010 et 2020 - comparaison avec d'autres SCOT :*

Un rythme d'artificialisation sur le Grand Clermont supérieur à celui du SCOT de l'Agglomération lyonnaise.



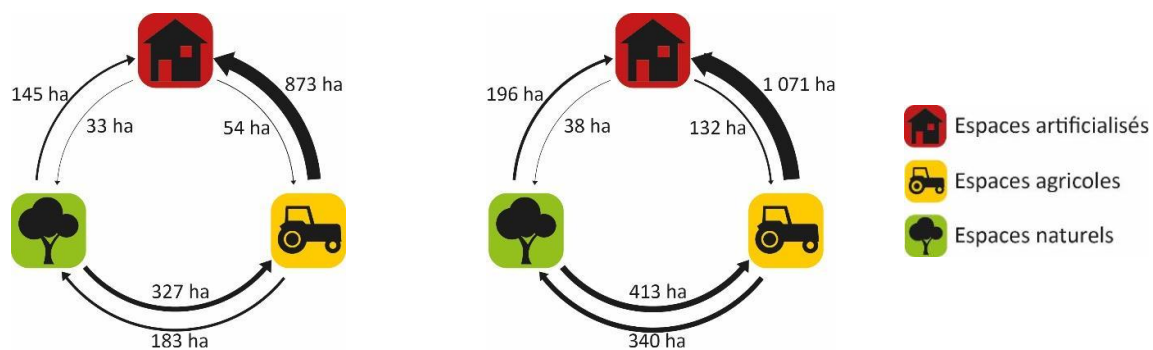
Une consommation de terres agricoles sur le Grand Clermont plus faible que celle des SCOT de comparaison.



Le seul SCOT à perdre des espaces naturels boisés.

Source : MOS 2020 Commons creative - thenoonproject.

► *Changements d'occupation des sols sur le SCOT du Grand Clermont entre 2011 et 2020 :*



Sources : Spot Thema CNES, 2005 2011 / MOS 2011 2020.

3 principales dynamiques sont à l'œuvre sur le territoire du Grand Clermont :

- L'artificialisation, qui transforme des espaces agricoles ou naturels en zones aménagées.
- L'enrichissement/défrichement, qui correspond soit à la progression des friches sur des terres agricoles, soit au défrichement d'espaces naturels pour un usage agricole.
- La renaturation, qui vise à restituer des espaces artificialisés à des usages agricoles ou naturels.

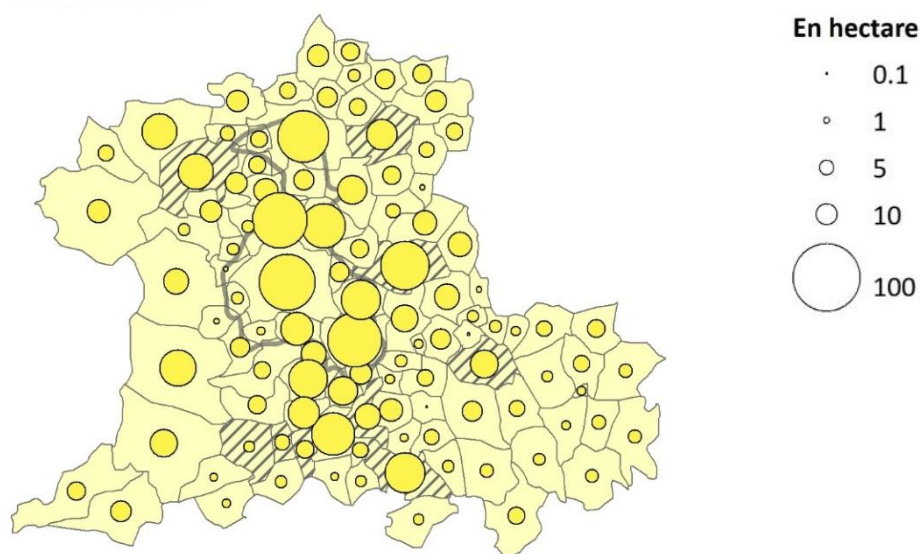
Artificialisation - une transformation encore marquée des espaces agricoles et naturels :

De « agricole » à « artificialisé » : 1 071 ha entre 2011 et 2020.

L'artificialisation des terres agricoles représente la principale mutation des sols sur la période 2011-2020. En 9 ans, 1 071 ha de cultures ou de prairies ont été urbanisés, soit 1,47 % des surfaces agricoles du Grand Clermont.

Répartition géographique de cette artificialisation :

- 74 % en Limagne (789 ha).
- 19 % dans la Chaîne des puys (201 ha).
- 8 % dans le Billomois (81 ha).



Source : MOS 2020 Commons creative - thenoonproject.

Cependant, en proportion, la mutation est plus marquée en Limagne (2,1 % des terres agricoles artificialisées), comparée à la Chaîne des puys (1 %) et au Billomois (0,5 %).

De « naturel » à « artificialisé » : 196 ha entre 2011 et 2020.

L'artificialisation des espaces naturels a concerné 196 ha entre 2011 et 2020, principalement en :

L'artificialisation d'espaces naturels a concerné 196 ha entre 2011 et 2020. 60% de cette artificialisation (118 ha) s'est faite dans la plaine (communes de Clermont Auvergne Métropole et de Mond'Arverne), le reste étant plutôt localisé dans la Chaîne des puys (69 ha - 35%). Si la majorité des terrains qui ont été artificialisés étaient des landes et fourrés (56 % - 109 ha), 44 % étaient des boisements (88 ha).



Source : MOS 2020 Commons creative - thenoonproject.

Enfrichement et défrichement - des évolutions contrastées :

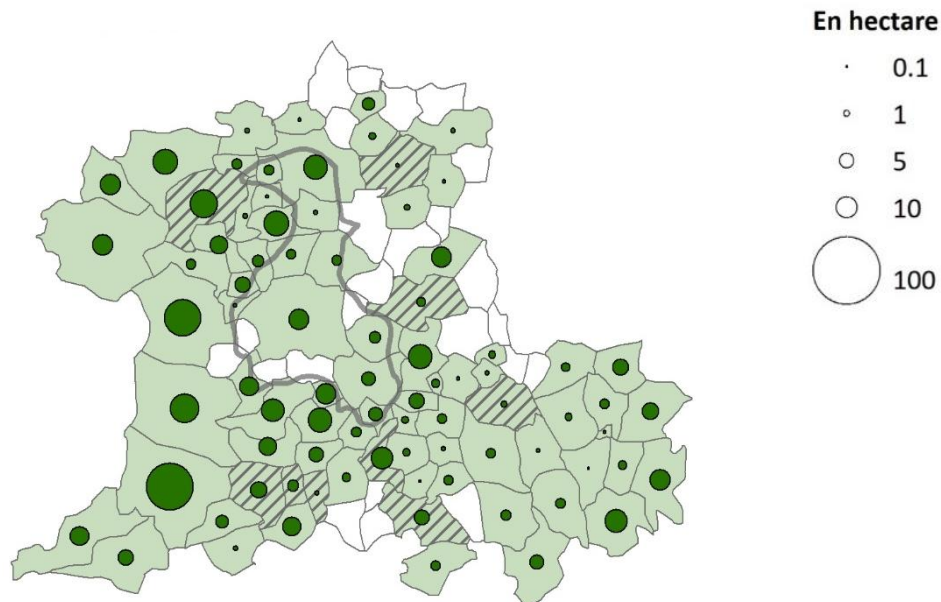
De « agricole » à « naturel » : 340 ha entre 2011 et 2020.



Source : MOS 2020 Commons creative - thenoonproject.

340 ha d'espaces agricoles sont devenus des espaces naturels. Ce type de changement d'occupation des sols se localise préférentiellement dans les communes au nord de la Chaîne de puys, et dans les communes de Limagne au sud de la métropole clermontoise. 95 % (315 ha) de ces terres agricoles sont devenues landes ou fourrés. Le reste a pris un caractère plus boisé sans être encore des forêts.

De « naturel » à « agricole » : 413 ha entre 2011 et 2020.

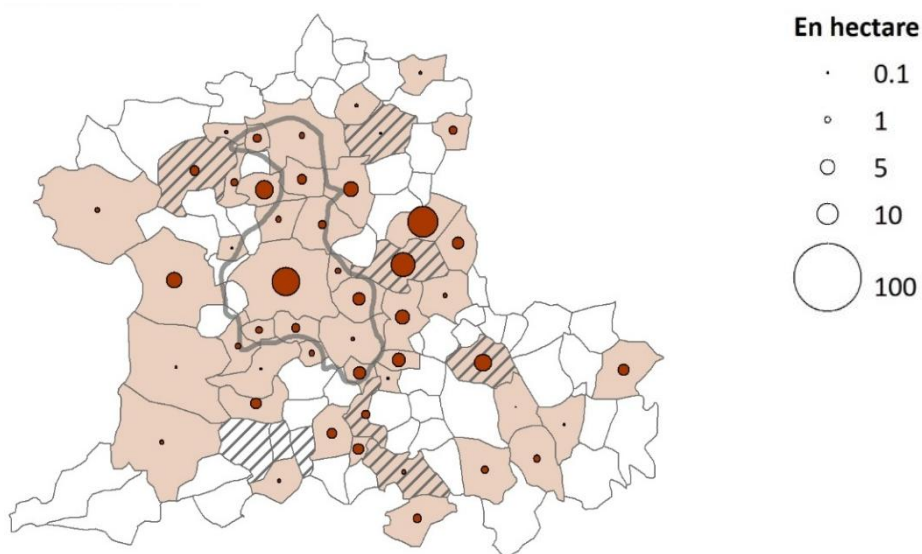


Source : MOS 2020 Commons creative - thenoonproject.

Les espaces agricoles se sont agrandis aux dépens de 413 ha d'espaces naturels, essentiellement dans la Chaîne des puys (52% - 216 ha) et dans les communes de la Limagne au sud de la métropole clermontoise (35 % - 146 ha). 62 % de la surface agricole créée a été prise sur des landes et fourrés (256 ha), et 38 % (156 ha) sur d'anciens boisements.

Renaturation - un phénomène encore marginal :

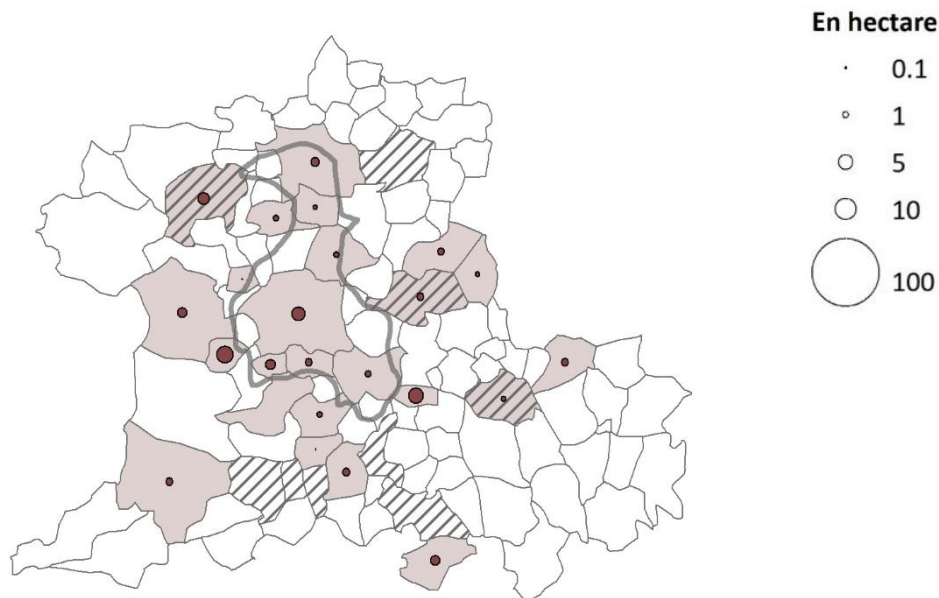
De « artificialisé » à « agricole » : 132 ha entre 2011 et 2020.



Source : MOS 2020 Commons creative - thenoonproject.

132 ha d'espaces aménagés ont été réutilisés à des fins agricoles, ce qui représente moins de 0,2 % des espaces agricoles du Grand Clermont. 40 % de cette reconquête agricole (53 ha) se situe dans 3 communes : Clermont-Ferrand (18 ha), Pont-du-Château (14 ha) et Les Martres-d'Artière (21 ha). Il s'agit dans la majorité des cas d'anciennes carrières.

De « artificialisé » à « naturel » : 38 ha entre 2011 et 2020.

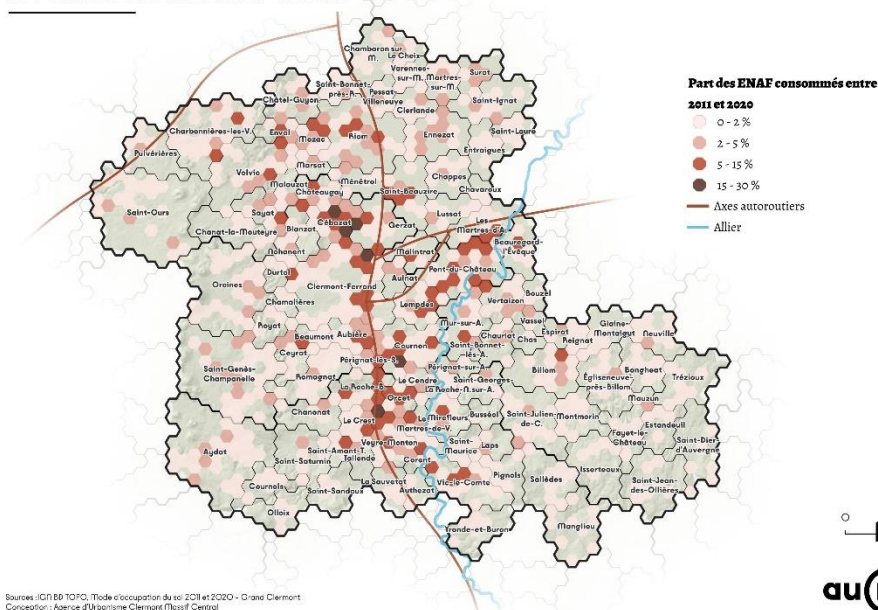


Source : MOS 2020 Commons creative - thenoonproject.

La mutation d'espaces artificialisés en espaces naturels est anecdotique : à peine 38 ha en 9 ans. La renaturation des carrières de Royat, Pérignat-sur-Allier, Clermont-Ferrand et Volvic constitue l'essentiel des mutations observées.

Ces chiffres communaux masquent bien entendu des réalités infracommunales contrastées.

CONSOMMATION DES ESPACES NATURELS, AGRICOLES ET FORESTIERS ENTRE 2011 ET 2020



Bien que ralentie, l'artificialisation des terres se poursuit et reste encore éloignée des exigences de sobriété foncière définies aux niveaux européen et national, notamment dans le cadre du ZAN à horizon 2050. La carte ci-dessus met en évidence une consommation plus marquée des Espaces agricoles, naturels et forestiers (ENAF) dans la plaine, à proximité des corridors autoroutiers et sur les contreforts de la Chaîne des puys, où elle représente entre 5 % et 15 % des ENAF consommés, atteignant localement jusqu'à 30 %.

La maîtrise de l'étalement urbain lié à l'habitat

Au sens du SCOT du Grand Clermont, les « nouveaux logements » sont :

- des constructions neuves
- des logements issus d'une démolition/reconstruction
- des logements issus d'un changement d'usage

Le SCOT précise que le tissu urbain est constitué des zones U et des zones NA/AU urbanisées à hauteur d'au moins 60 %, dans les POS et PLU en vigueur en 2011, ainsi que des espaces constructibles des Cartes communales. Cette enveloppe « habitat » sert aujourd'hui de référence pour évaluer si les logements ont été produits en renouvellement urbain (dans la tâche « habitat » de 2011) ou en extension urbaine (à l'extérieur de la tâche « habitat » de 2011).

L'évaluation de la lutte contre l'étalement urbain lié à l'habitat s'appuie sur des données cadastrales du millésime 2021. Le SCOT du Grand Clermont, approuvé en 2011, fixe un horizon à 2030. En 2021, il s'est écoulé 10 ans depuis l'approbation, soit 53 % de la période 2011-2030 (19 ans). L'analyse des indicateurs de suivi se fait au regard du dépassement ou du respect de ce seuil de 53 %.

Production de nouveaux logements et consommations foncières par EPCI :

Les consommations foncières pour produire des logements ont souvent été disproportionnées au regard du nombre de logements produits, notamment dans les territoires périurbains. La majorité des consommations foncières et des logements produits a été réalisée à l'intérieur de la tâche urbaine à vocation d'habitat de 2011.

► Les objectifs fixés par le SCOT du Grand Clermont en 2011 :

| EPCI du SCOT du Grand Clermont | Log. autorisés dans le SCOT (horizon 2030) | dont maximum dans le périurbain | Bonus si dans l'enveloppe Habitat du périurbain* | Surface max de terrain à consommer (hors infra) en ha |
|------------------------------------|--|---------------------------------|--|---|
| Clermont Auvergne Métropole | 32 430 | 1 200 | +400 | 575 |
| Riom Limagne et Volcans | 5 945 | 2 355 | +785 | 254 |
| Riom Communauté | 3 000 | 585 | +195 | 72 |
| Volvic Sources et Volcans | 1 605 | 895 | +300 | 98 |
| Limagne d'Ennezat | 1 340 | 875 | +290 | 84 |
| Mond'Arverne Communauté | 4 255 | 1 771 | +590 | 248 |
| Gergovie Val d'Allier Communauté | 1 805 | 1 076 | +360 | 112 |
| Les Cheires | 1 385 | 515 | +170 | 79 |
| Allier Comté Communauté | 1 065 | 180 | +60 | 57 |
| Billom Communauté | 2 370 | 1 430 | +475 | 147 |
| Billom St-Dier | 1 465 | 525 | +175 | 84 |
| Vallée du Jauron | 375 | 375 | +125 | 26 |
| Mur-ès-Allier | 530 | 530 | +175 | 37 |
| TOTAL GRAND CLERMONT | 45 000 | 6 756 | +2 250 | 1 224 |

* logements autorisés en dents creuses et renouvellement urbain

NB : SCOT du Grand Clermont de 2011 : 45 000 logements sont à produire d'ici 2030 pour accueillir les 50 000 nouveaux habitants du défi démographique. Le SCOT précise leur répartition entre les 10 intercommunalités qui composaient le territoire en 2011, et fixe un maximum à ne pas dépasser dans les communes périurbaines.

Source : DOG du SCOT du Grand Clermont.

Ces répartitions tiennent compte des dynamiques observées dans les années précédant la mise en œuvre du SCOT et des volontés de rééquilibrage géographique porté par le projet politique. Ainsi, le respect des objectifs donnés pour chaque intercommunalité devait permettre de recentrer la production de logements sur le cœur métropolitain et les 7 pôles de vie. Combiné à de fortes exigences d'efficacité foncière, ce recentrage devait permettre d'optimiser les consommations foncières en maximisant le nombre de logements produits par m² urbanisé. Les territoires périurbains doivent quant à eux recentrer la production de logements dans le tissu urbain existant. Pour les inciter, le SCOT autorise, dans les communes périurbaines de chaque intercommunalité, un nombre de logements supplémentaires s'ils sont construits en renouvellement urbain ou en « dents creuses ».

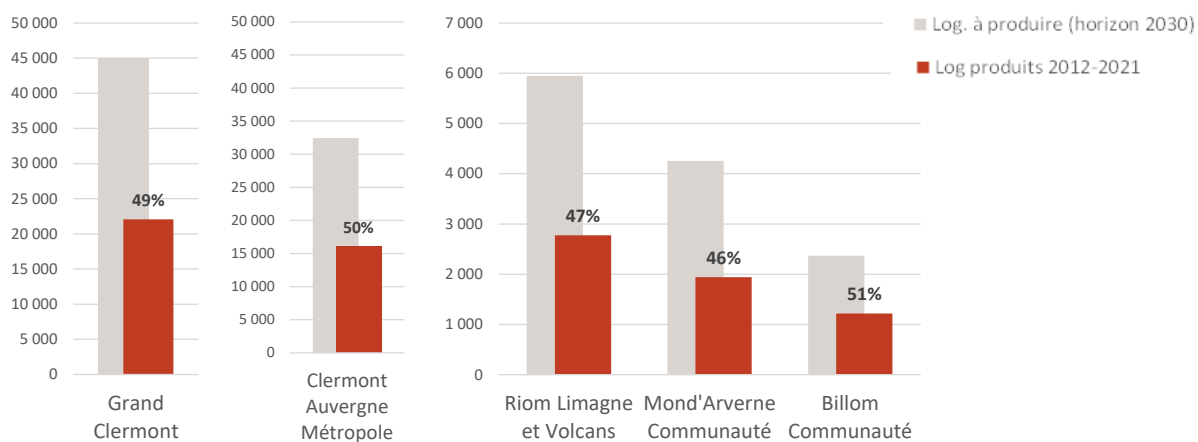
A mi-parcours du SCOT, 49 % des « nouveaux logements » autorisés ont été construits. Globalement, à l'échelle du Grand Clermont, la production de nouveaux logements est inférieure à ce qu'elle aurait dû être si le rythme de production était régulier depuis l'entrée en vigueur du SCOT : 22 075 « nouveaux » logements ont été produits en 2021, au lieu de 23 850 si le rythme avait été régulier. Toutefois, des différences notables existent entre les intercommunalités.

► *Bilan des nouveaux logements produits entre 2011 et 2021 au regard des objectifs du SCOT :*

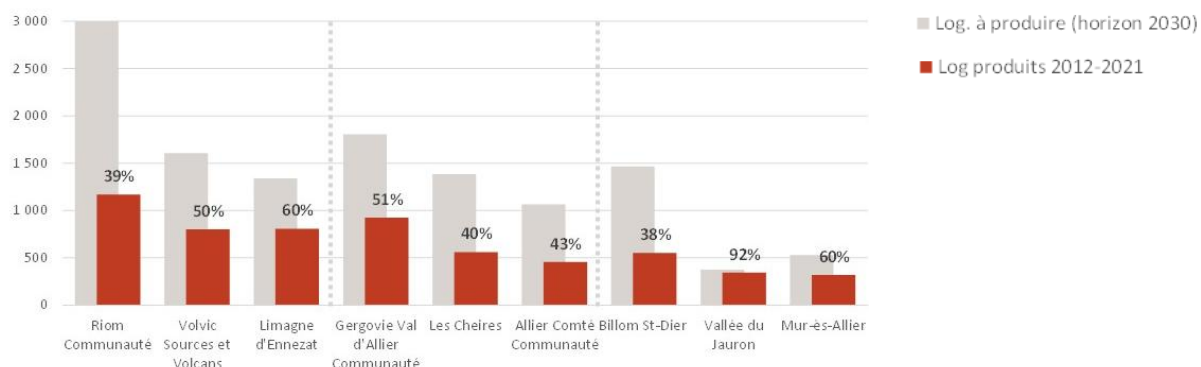
| EPCI du SCoT du Grand Clermont | Log. autorisés dans le SCoT (horizon 2030) | Log. produits 2012-2021 | % de réalisation de l'objectif | écart par rapport au max autorisé rapporté à la période 2011-2021 |
|------------------------------------|--|-------------------------|--------------------------------|---|
| Clermont Auvergne Métropole | 32 430 | 16 144 | 50% | -3 pts |
| Riom Limagne et Volcans | 5 945 | 2 775 | 47% | -6 pts |
| Riom Communauté | 3 000 | 1 167 | 39% | -14 pts |
| Volvic Sources et Volcans | 1 605 | 801 | 50% | -3 pts |
| Limagne d'Ennezat | 1 340 | 807 | 60% | 8 pts |
| Mond'Arverne Communauté | 4 255 | 1 940 | 46% | -7 pts |
| Gergovie Val d'Allier Communauté | 1 805 | 924 | 51% | -1 pts |
| Les Cheires | 1 385 | 560 | 40% | -12 pts |
| Allier Comté Communauté | 1 065 | 456 | 43% | -10 pts |
| Billom Communauté | 2 370 | 1 217 | 51% | -1 pts |
| Billom St-Dier | 1 465 | 553 | 38% | -15 pts |
| Vallée du Jauron | 375 | 344 | 92% | 39 pts |
| Mur-ès-Allier | 530 | 320 | 60% | 8 pts |
| Grand Clermont | 45 000 | 22 075 | 49% | -4 pts |

Source : DGFIP - cadastre 2012-2021.

► *Bilan des nouveaux logements produits entre 2011 et 2021 au regard des objectifs du SCOT (EPCI actuels) :*



► *Bilan des nouveaux logements produits entre 2011 et 2021 au regard des objectifs du SCOT (EPCI existants à l'entrée en vigueur du SCOT) :*



Source : DGFIP - cadastre 2012-2021.

Riom Limagne et Volcans a le plus bas pourcentage de réalisation de l'objectif : seulement 47% des logements autorisés ont été produits. Ce retard est surtout le fait des communes constitutives de l'ex-Communauté de communes de Riom Communauté où à peine 39 % de l'objectif a été réalisé, alors que les communes de l'ex-Volvic Sources et Volcans sont dans le rythme moyen (50 %) et celles de l'ex-Limagne d'Ennezat au-dessus (60 %), traduisant une urbanisation forte sur ces territoires périphériques.

Mond'Arverne Communauté est, avec 49 %, légèrement en dessous du rythme moyen. Ce retard s'explique par un rythme de production des nouveaux logements plutôt bas sur les anciennes Communautés de communes des Cheires (40 %) et d'Allier Comté (43 %), tandis que l'ex-Gergovie Val d'Allier, autour du pôle de vie des Martres-de-Veyre, est dans le rythme moyen (51 %).

Clermont Auvergne Métropole a construit la moitié des logements autorisés par le SCOT du Grand Clermont sur ses 21 communes.

Enfin, Billom Communauté a réalisé 51% des logements autorisés. Ce rythme moyen cache en réalité de forts écarts entre l'ex-Communauté de communes de la Vallée du Jauron qui a construit 92 % des logements autorisés par le SCOT, Mur-ès-Allier (60 %), et Billom Saint-Dier seulement 38 %. Là encore, les territoires périphériques ont proportionnellement d'avantage produits de « nouveaux » logements que le pôle de vie.

Au-delà du taux de réalisation de l'objectif, il est important de noter que les volumes de productions de logements sont très variables d'un territoire à l'autre, variant dans un rapport de 1 à 90 entre Clermont Auvergne Métropole et Vallée du Jauron. Ainsi, en construisant 344 logements, les communes de l'ex-Vallée du Jauron ont réalisé 92 % de l'objectif autorisé, alors qu'avec 16 144 logements produits, la métropole a réalisé 50 % de l'objectif autorisé.

Zoom sur le périurbain : à mi-parcours du SCOT, 78 % des nouveaux logements autorisés dans le périurbain ont été construits :

► *Bilan des nouveaux logements produits entre 2011 et 2021 dans le périurbain, au regard des objectifs du SCOT :*

| EPCI du SCoT du Grand Clermont | dont maximum autorisé dans le périurbain | réalisés 2012-2021 | % de réalisation de l'objectif | Bonus si dans l'enveloppe Habitat du périurbain* |
|------------------------------------|--|--------------------|--------------------------------|--|
| Clermont Auvergne Métropole | 1 200 | 1 156 | 96% | +400 |
| Riom Limagne et Volcans | 2 355 | 1 814 | 77% | +785 |
| Riom Communauté | 585 | 581 | 99% | +195 |
| Volvic Sources et Volcans | 895 | 542 | 61% | +300 |
| Limagne d'Ennezat | 875 | 691 | 79% | +290 |
| Mond'Arverne Communauté | 1 771 | 1 301 | 73% | +590 |
| Gergovie Val d'Allier Communauté | 1 076 | 840 | 78% | +360 |
| Les Cheires | 515 | 373 | 72% | +170 |
| Allier Comté Communauté | 180 | 88 | 49% | +60 |
| Billom Communauté | 1 430 | 1 007 | 70% | +350 |
| Billom St-Dier | 525 | 343 | 65% | +175 |
| Vallée du Jauron | 375 | 344 | 92% | +125 |
| Mur-ès-Allier | 530 | 320 | 60% | +175 |
| Grand Clermont | 6 756 | 5 277 | 78% | +2 125 |

* logements autorisés en dents creuses et renouvellement urbain

Source : DGFIP - cadastre 2012-2021.

Au regard des dynamiques de croissance observées dans certaines communes périphériques au moment de son élaboration, le SCOT du Grand Clermont a souhaité renforcer les règles dans le secteur périurbain. En plus des objectifs chiffrés par intercommunalité, il fixe un maximum de « nouveaux logements » à ne pas dépasser dans les communes périurbaines.

Le suivi des logements produits dans les communes périurbaines montre que la dynamique reste forte puisqu'à mi-parcours de l'horizon 2030 : 78 % des logements autorisés dans le périurbain ont été produits.

Les communes périurbaines de l'ex-intercommunalité Allier Comté Communauté sont, avec 49 %, les communes périurbaines les plus éloignées du maximum autorisé et les seules à être en-dessous du rythme régulier (53 %). A l'inverse, les communes périurbaines de l'ex-Riom Communauté ont produit quasiment tous les logements autorisés (99 %), tout comme les 6 communes périurbaines de la métropole clermontoise (Orcines, Saint-Genès-Champanelle, Pérignat-lès-Sarliève, Nohanent, Blanzat, Châteaugay) qui ont construit 96 % du maximum de logements autorisés. Les communes périurbaines de Mur-ès-Allier et de Volvic Sources et Volcans sont au-dessus du rythme régulier avec respectivement 60 % et 61 %. Enfin, sur l'actuelle Communauté de communes Billom Communauté, les communes périurbaines de l'ex-Vallée du Jauron ont construit 92 % du maximum de logements autorisés, celles de Billom Saint-Dier 65 %, et celles de Mur-ès-Allier 60 %.

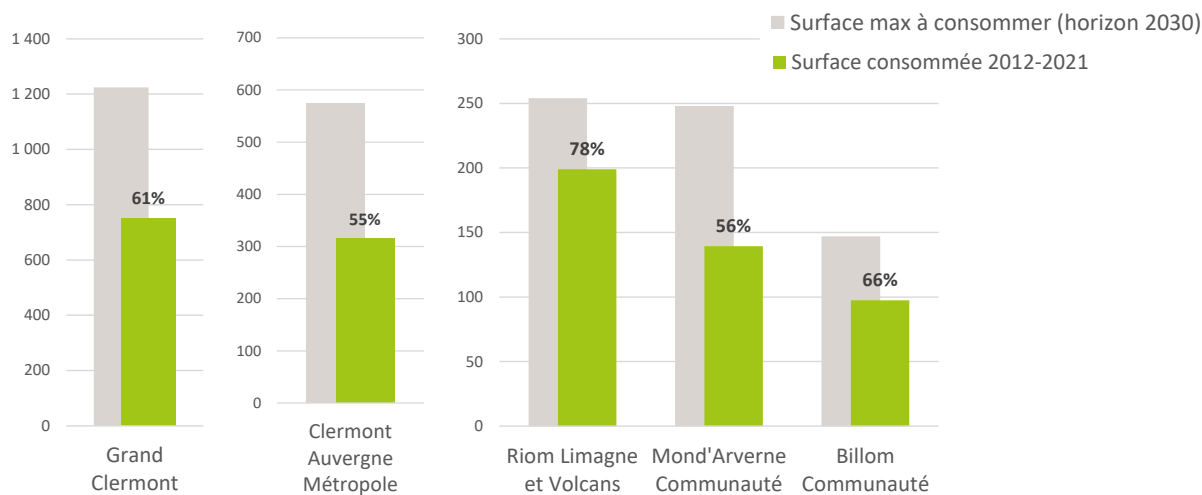
A mi-parcours du SCOT, 61 % des surfaces foncières autorisées pour produire des nouveaux logements ont été consommées.

► *Bilan des consommations foncières pour produire de nouveaux logements entre 2011 et 2021, au regard des objectifs du SCOT :*

| EPCI du SCoT du Grand Clermont | Surface max à consommer (horizon 2030) | Surface consommée 2012-2021 | % de réalisation de l'objectif | écart par rapport au max autorisé rapporté à la période 2011-2021 |
|------------------------------------|--|-----------------------------|--------------------------------|---|
| Clermont Auvergne Métropole | 575 | 316 | 55% | 2 pts |
| Riom Limagne et Volcans | 254 | 199 | 78% | 26 pts |
| Riom Communauté | 72 | 79 | 109% | 57 pts |
| Volvic Sources et Volcans | 98 | 64 | 66% | 13 pts |
| Limagne d'Ennezat | 84 | 56 | 67% | 14 pts |
| Mond'Arverne Communauté | 248 | 140 | 56% | 4 pts |
| Gergovie Val d'Allier Communauté | 112 | 61 | 55% | 2 pts |
| Les Cheires | 79 | 47 | 60% | 7 pts |
| Allier Comté Communauté | 57 | 31 | 55% | 2 pts |
| Billom Communauté | 147 | 97 | 66% | 14 pts |
| Billom St-Dier | 84 | 50 | 60% | 7 pts |
| Vallée du Jauron | 26 | 26 | 100% | 48 pts |
| Mur-ès-Allier | 37 | 21 | 57% | 4 pts |
| Grand Clermont | 1 224 | 752 | 61% | 9 pts |

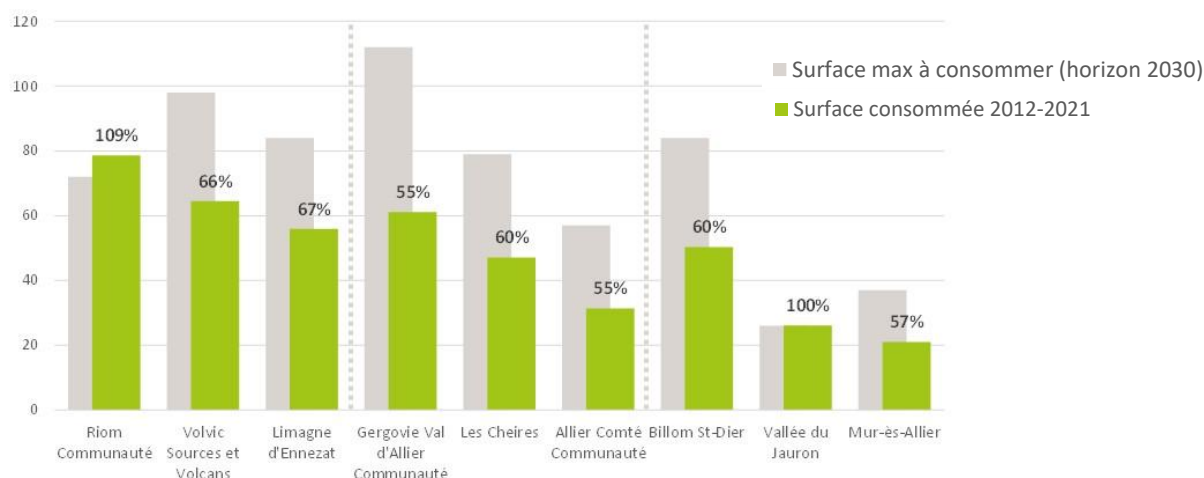
Source : DGFIP - cadastre 2012-2021.

► *Bilan des consommations foncières pour produire de « nouveaux » logements entre 2011 et 2021, au regard des objectifs du SCOT (EPCI actuels) :*



Source : DGFIP - cadastre 2012-2021.

► *Bilan des consommations foncières pour produire de « nouveaux » logements entre 2011 et 2021, au regard des objectifs du SCOT (EPCI existants à l'entrée en vigueur du SCOT) :*



Source : DGFIP - cadastre 2012-2021.

Les consommations foncières pour produire les 45 000 logements prévus sont au-dessus du rythme régulier (53 %). Seules Clermont Auvergne Métropole et Mond'Arverne Communauté sont, avec respectivement 55 % et 56 %, dans un rythme concordant au regard de l'horizon fixé par le SCOT du Grand Clermont. Par ailleurs, certaines intercommunalités cumulent un rythme élevé de consommation foncière pour produire de l'habitat et de faibles taux de réalisation des objectifs de production de « nouveaux logements ».

Sur le territoire de Mond'Arverne Communauté, les communes de l'ex-Gergovie Val d'Allier ont consommé 55 % des surfaces foncières prévues pour produire 51 % des nouveaux logements autorisés. Le ratio logements produits / foncier consommé est plutôt bon, meilleur que dans les communes de l'ex-Allier Comté Communauté autour de Vic-le-Comte où 55 % de l'enveloppe foncière autorisée a été consommée pour produire 43 % des nouveaux logements autorisés. Sur l'ex-Communauté de communes des Cheires, le ratio est encore moins bon : 60 % des consommations foncières pour 40 % des logements autorisés.

La situation n'est pas meilleure sur le territoire de Riom Limagne et Volcans où 78 % des possibilités foncières ont été consommées, pour produire en moyenne 47 % des logements autorisés. Les communes de l'ex-Riom Communauté ont été les plus consommatrices de foncier puisqu'elles ont urbanisé 109 % de l'enveloppe foncière autorisée dans le SCOT, pour seulement 39 % des logements possibles. Le périurbain s'est développé plus rapidement que le cœur métropolitain, ce qui explique en partie le déficit d'efficacité foncière.

En Limagne, les communes de l'ex-Communauté de communes Limagne d'Ennezat ont surconsommé leur foncier (67 %) pour surproduire des nouveaux logements (60 %). A l'ouest, sur le territoire de l'ex-Volvic Sources et Volcans, la surconsommation de foncier est du même niveau (66 %) pour une moindre production de nouveaux logements (50 %).

Enfin, Billom Communauté a urbanisé 66 % du foncier prévu, pour produire 51 % des logements autorisés, soit une surconsommation foncière pour une production de logements moyenne. 10 ans seulement après la mise en œuvre du SCOT, l'ex-Communauté de communes Vallée du Jauron a atteint ses objectifs de consommation foncière (100 %) et de production de nouveaux logements (92 %). Les communes de l'ex-Communauté de communes Billom Saint-Dier n'ont pas produit assez de logements au regard de leurs consommations de foncier : respectivement 38 % des logements et 60 % du foncier autorisés. Sur les communes de l'ex-Communauté de communes Mur-ès-Allier, le ratio logements produits / foncier consommé est meilleur : 60 % des logements produits sur 57 % du foncier prévu.

Zoom sur les consommations foncières au regard de leur localisation par rapport à l'enveloppe « habitat » existante à l'entrée en vigueur du SCOT :

En moyenne sur l'ensemble du Grand Clermont, 75 % des consommations foncières pour produire de l'habitat sont situées à l'intérieur de l'enveloppe « habitat » de 2011, 25 % sont en extension urbaine.

Le plus fort pourcentage de consommation foncière en renouvellement urbain s'observe sur l'ex-Mur-ès-Allier : 90 % des surfaces consommées pour produire des nouveaux logements sont en renouvellement urbain, 10 % en extension urbaine.

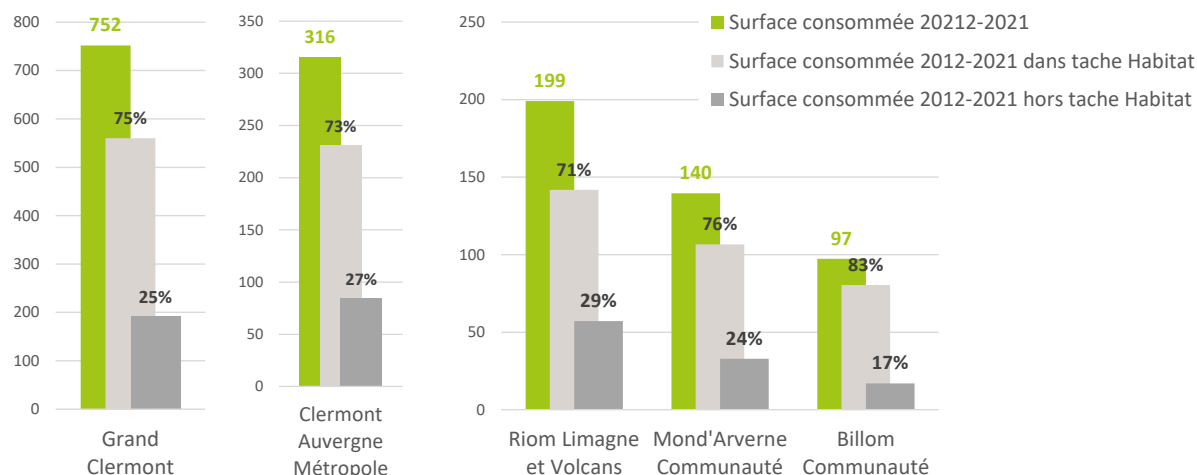
Sur l'ex-Billom Saint-Dier et l'ex-Limagne d'Ennezat, 82 % et 80 % des consommations foncières sont localisées à l'intérieur de l'enveloppe « habitat ». Ces forts pourcentages s'expliquent par des enveloppes « habitat » faiblement urbanisées en 2011, laissant de bonnes opportunités de densification dont les communes se sont saisies.

Dans les ex-Communautés de communes des Cheires, de Gergovie Val d'Allier et de la Vallée du Jauron, la proportion de consommations foncières en renouvellement oscille entre 77 % à 79 %, et 21 à 23 % en extension urbaine.

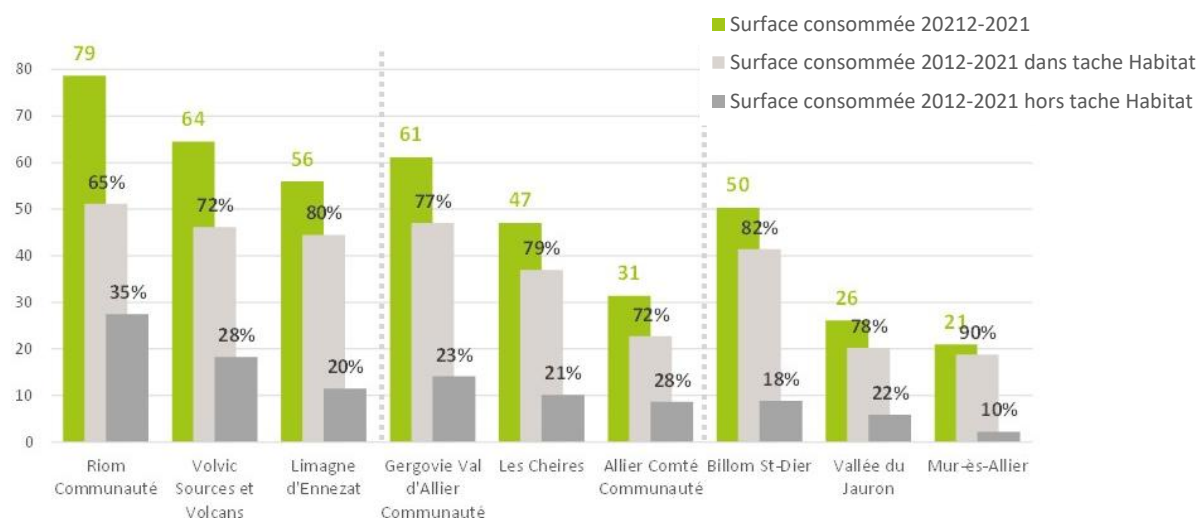
Elle est encore moins élevée sur l'ex-Allier Comté Communauté et à Volvic Sources et Volcans, avec 72 % des consommations foncières pour l'habitat à l'intérieur de l'enveloppe habitat et près de 28 % en extension urbaine.

Enfin, le plus fort pourcentage de consommation foncière en extension urbaine est observé dans les communes de l'ex-Riom communauté où près de 35 % des surfaces urbanisées se situent à l'extérieur du tissu urbain de 2011, et 65 % seulement à l'intérieur.

► Les consommations foncières pour produire les nouveaux logements et leur localisation par rapport à la tâche « habitat » du SCOT (EPCI actuels) :



► *Les consommations foncières pour produire les nouveaux logements et leur localisation par rapport à la tâche « habitat » du SCOT (EPCI existants à l'entrée en vigueur du SCOT) :*



Source : DGFIP - cadastre 2012-2021.

Efficacité foncière

Sur le périmètre du Grand Clermont : 17 communes sont dans le cœur métropolitain, 9 communes sont des pôles de vie et 80 communes sont périurbaines (suite aux fusions de 4 communes en deux communes nouvelles).

L'objectif d'efficacité foncière donné dans le SCOT du Grand Clermont est calé sur la géographie de l'organisation en archipel, alors que les objectifs de productions de nouveaux logements et de consommation foncière étaient fixés par intercommunalités. Ces deux approches permettent des lectures complémentaires, à des échelles différentes : elles donnent à voir des phénomènes d'étalement urbain pour l'habitat à l'œuvre sur le territoire du Grand Clermont.

Pour rappel, en 2005, la densité moyenne du cœur métropolitain était de 164 m²/log sur l'ensemble du parc de logements et de 310 m²/log pour les extensions urbaines. La densité moyenne des pôles de vie était de 670 m²/log et celle des territoires périurbains était de 980 m²/log. Un des objectifs fondamentaux du SCOT était d'améliorer l'efficacité foncière en réduisant en moyenne d'au moins 20 % la surface de terrain par logement. Ainsi, afin de rendre compatible le développement urbain avec la préservation de l'environnement, le DOG fixe comme objectif de porter la densité des nouveaux logements à 130 m² en moyenne de surface pour un logement dans le cœur métropolitain, 500 m² en moyenne de surface pour un logement dans les pôles de vie, 700 m² en moyenne de surface pour un logement dans les territoires périurbains. Il est précisé que ces densités constituent un objectif vers lequel il faut tendre.

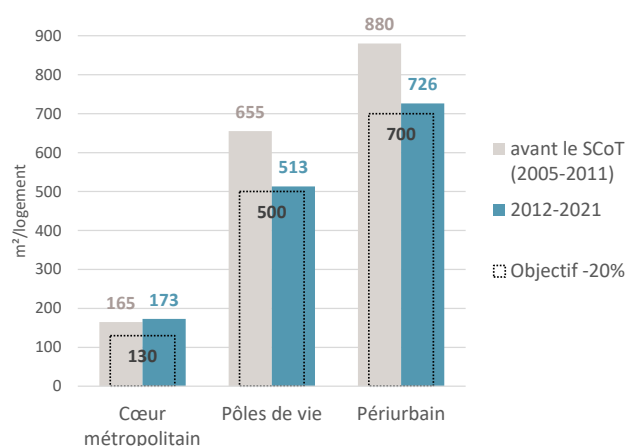
L'efficacité foncière s'est améliorée de 22 % dans les pôles de vie et de 18 % dans les communes périurbaines. Le cœur métropolitain n'a pas amélioré son efficacité foncière et n'atteint pas encore l'objectif ambitieux des 130 m² en moyenne de surface pour un logement.

► *L'efficacité foncière pour la production de nouveaux logements :*

| | Nouvelle méthode (base cadastrale) | | | | |
|--------------------|------------------------------------|-------------------------|------------------------------|-------------|--------------------------------|
| | 2005-2011 | Objectif - 20 % | 2012-2021 | % évolution | Ecart par rapport à l'objectif |
| Cœur métropolitain | 165 m²/log | 130 m ² /log | 173 m²/log | 5 % | + 40 m ² /log |
| Pôles de vie | 655 m²/log | 500 m ² /log | 513 m²/log | - 22 % | + 10 m ² /log |
| Périurbain | 880 m²/log | 700 m ² /log | 726 m²/log | - 18 % | + 20 m ² /log |

Source : DGFIP - cadastre 2012-2021.

► *Comparaison de l'efficacité foncière avant le SCOT / aujourd'hui :*



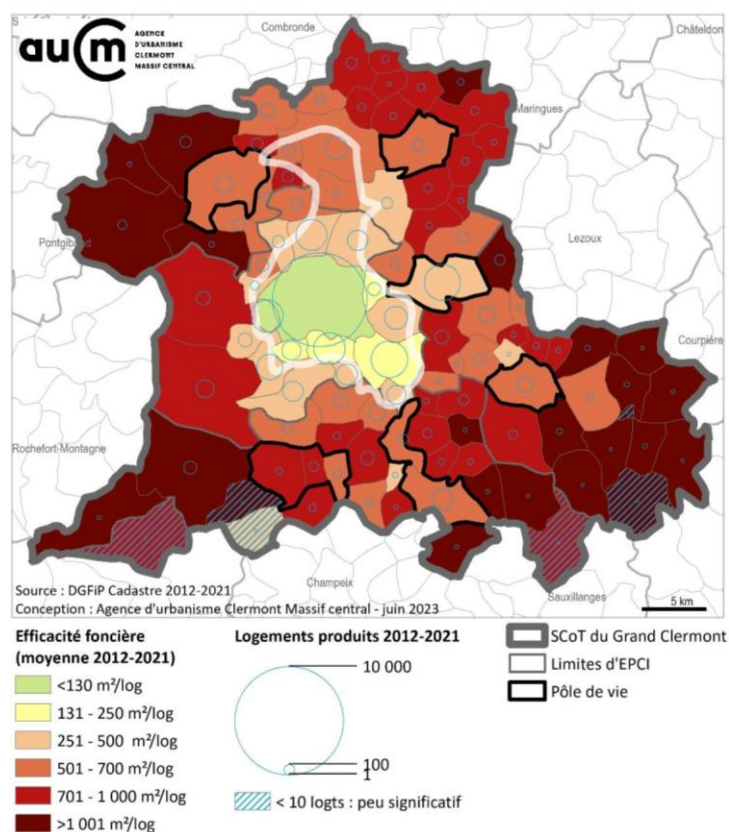
Source : DGFIP - cadastre 2012-2021.

L'objectif d'amélioration de l'efficacité foncière est atteint dans les 7 pôles de vie puisque sur les 9 communes concernées, la surface moyenne de foncier consommée pour produire un logement a diminué de 22 % depuis l'entrée en vigueur du SCOT.

Avec une diminution de 18 %, l'objectif de - 20 % est presque atteint dans le périurbain.

En revanche, dans le cœur métropolitain, l'efficacité foncière n'a pas été atteinte. On relève même une augmentation de 5 % (+ 40 m²/logement) par rapport à la moyenne avant l'entrée en vigueur du SCOT. L'explication est à chercher du côté des « coups partis », constructions et opérations foncières autorisées avant l'entrée en vigueur du SCOT et qui n'avaient pas encore intégré les nouvelles exigences de réduction des consommations foncières pour la production de logements. Ainsi, par exemple, à Riom, l'Association foncière urbaine (AFU) sur le secteur Ronchalon autorise la production de logement sur des parcelles de plus de 4 000 m² (en raison du risque de glissement de terrain), alors que l'objectif fixé par le SCOT en cœur métropolitain est de 130 m²/logement.

► *L'efficacité foncière aujourd'hui :*



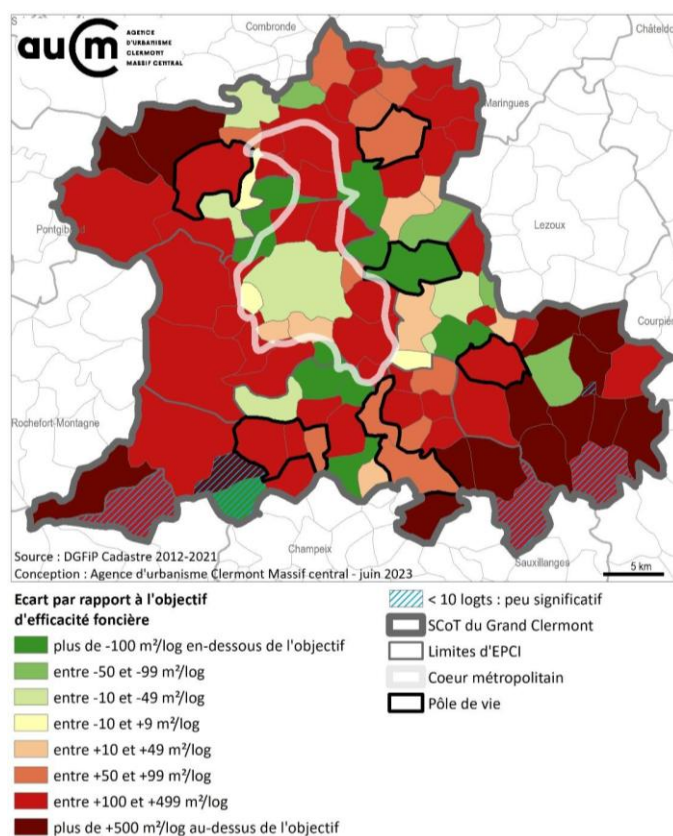
Dans le cœur métropolitain, Chamalières et Clermont-Ferrand sont les deux seules communes à avoir atteint l'objectif retenu en matière d'efficacité foncière. L'application du dispositif de défiscalisation Pinel, cumulé aux prix de sortie des opérations sur ces deux communes expliquent en partie ce constat. Parmi les autres communes du cœur métropolitain, Courmon, Aubière, Beaumont et Aulnat se distinguent du reste de la métropole par une meilleure efficacité foncière, bien qu'encore supérieure à l'objectif fixé. Les 3 communes de Ménétrol, Mozac et Riom de Riom Limagne et Volcans enregistrent les efficacités foncières les plus élevées du cœur métropolitain, supérieures à la valeur cible des pôles de vie (500 m²/logement).

Pont-du-Château est, avec une efficacité foncière de 360 m²/logement, le seul pôle de vie ayant atteint l'objectif. Les valeurs dans les pôles de vie s'échelonnent de moins de 600 m²/logement à Ennezat (588 m²/logement), aux Martres-de-Veyre (592 m²/logement) et à Vic-le-Comte (592 m²/logement) à plus de 600 m²/logement à Billom (692 m²/logement), Volvic (663 m²/logement), voire 705 m²/logement à Saint-Amant / Tallende / Saint-Saturnin.

Dans le périurbain, 24 communes ont atteint l'objectif : 4 sur Mond'Arverne (Olloix, la Sauvetat, Chanonat, La Roche-Blanche), 4 sur Clermont Auvergne Métropole (Châteaugay, Blanzat, Nohanent, Pérignat-lès-Sarliève), 5 sur Billom Communauté (Egliseneuve-près-Billom, Chauriat, Chas, Vertaizon, Bouzel) et 5 à Riom Limagne et Volcans (les Martres d'Artière, Malinrat, Saint-Beauzire, Châtel-Guyon et Saint-Bonnet-près-Riom).

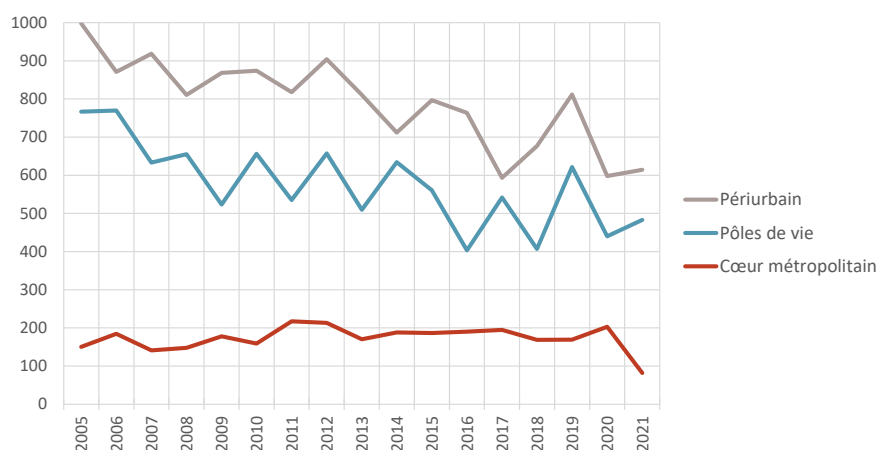
56 communes périurbaines sont encore au-dessus de l'objectif. 21 communes situées sur les marges les plus rurales du Grand Clermont sont plus de deux fois au-dessus de l'objectif et doivent donc fortement réduire la taille des parcelles pour atteindre l'objectif fixé.

► *Ecart par rapport aux objectifs du SCOT de 2011 :*



A l'échelle du Grand Clermont, seules 27 communes, soit un quart des communes, ont atteint l'objectif d'efficacité foncière fixé par le SCOT.

► *Evolution de l'efficacité foncière de 2005 à 2021 :*



Source : DGFIP - cadastre 2012-2021.

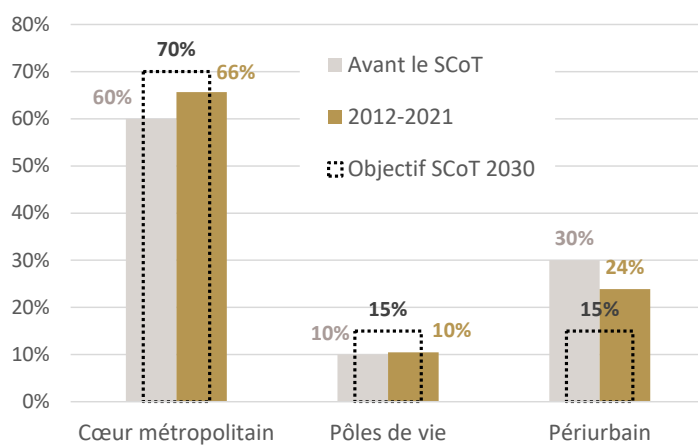
Sur le temps long, les courbes d'évolution de l'efficacité foncière témoignent d'une tendance à la baisse dans les pôles de vie et le périurbain, et plutôt d'une stabilisation dans le cœur métropolitain, avec une chute sur la dernière période, probablement liée à la réalisation de l'opération de l'Hôtel-Dieu à Clermont-Ferrand.

La règle du 70/15/15 :

Afin d'infléchir la dynamique d'urbanisation qui a prévalu entre 1995 et 2005, à savoir 60 % des logements neufs dans le cœur métropolitain, 10 % dans les pôles de vie et 30 % dans les territoires périurbains, le SCOT de 2011 visait à renforcer le cœur métropolitain et les pôles de vie en retenant pour objectif de tendre vers une répartition des nouveaux logements à hauteur de 70 % dans le cœur métropolitain, 15 % dans les pôles de vie, 15 % dans les territoires périurbains. La mise en œuvre de ces pourcentages s'inscrit dans la perspective d'un rééquilibrage progressif du territoire en faveur de son organisation en archipel.

Le rééquilibrage géographique de la production de nouveaux logements selon les composantes de l'organisation en archipel commence à se faire sentir sur le cœur métropolitain, mais reste insuffisante sur les pôles de vie. Le périurbain continue à capter une forte part des logements produits.

► La répartition géographique des « nouveaux » logements :



Source : DGFIP - cadastre 2012-2021.

66 % des nouveaux logements produits depuis l'entrée en vigueur du SCOT se situent dans une commune du cœur métropolitain, 10 % dans un pôle de vie et 24 % dans une commune périurbaine. Le poids du cœur métropolitain a donc progressé, conformément au projet du SCOT. En revanche, il n'y a pas eu suffisamment de nouveaux logements produits dans les pôles de vie pour permettre à ces centralités de prendre leur place dans la hiérarchie territoriale prônée par le SCOT : les pôles de vie ne pèsent pas plus que 10 ans auparavant. De la même façon, le SCOT a, semble-t-il, ralenti la dynamique de construction dans les communes périurbaines, mais pas à la hauteur de l'objectif fixé.

LES GRANDES TENDANCES A RETENIR

- En 2020, comme en 2011, l'occupation des sols du Grand Clermont se répartit ainsi : 16 % du territoire est couvert par des espaces aménagés, 30 % par des espaces naturels et 54 % par des espaces agricoles
- Au nord-est, la plaine de la Limagne concentre une forte proportion d'espaces agricoles dédiés aux grandes cultures
- A l'ouest, les puys, et au sud-est, les contreforts du Livradois sont majoritairement recouverts d'espaces naturels et entre ces zones s'intercale une agriculture d'élevage avec des prairies
- A l'intersection de ces ensembles, les espaces aménagés de l'agglomération clermontoise, ainsi que ceux des villes et villages alentours, complètent cette mosaïque paysagère
- Un ralentissement de la consommation foncière, mais une artificialisation toujours en cours : entre 2011 et 2020, le territoire a été artificialisé à un rythme moyen de 122 ha par an, soit 33 ha de moins par an par rapport à la période 2005-2011
- Parmi ces surfaces : 79 % étaient auparavant des terres agricoles et 21 % étaient des espaces naturels (landes ou bois)
- En 2020, les espaces aménagés (zones d'habitat, grands équipements, zones économiques, infrastructures, ainsi que les espaces verts et de loisirs urbains) couvrent 22 300 ha, soit une augmentation de 1 100 ha par rapport à 2011
- Un rythme d'artificialisation sur le Grand Clermont supérieur à celui du SCOT de l'Agglomération lyonnaise
- Une consommation de terres agricoles sur le Grand Clermont plus faible que celle des SCOT de comparaison (Lyon, Grenoble, Sud Loire)
- Le seul SCOT à perdre des espaces naturels boisés
- 3 principales dynamiques sont à l'œuvre sur le territoire du Grand Clermont :
 - L'artificialisation, qui transforme des espaces agricoles ou naturels en zones aménagées
 - L'enfrichement/défrichement, qui correspond soit à la progression des friches sur des terres agricoles, soit au défrichement d'espaces naturels pour un usage agricole
 - La renaturation, qui vise à restituer des espaces artificialisés à des usages agricoles ou naturels
- L'objectif d'amélioration de l'efficacité foncière (SCOT de 2011) est atteint dans les 7 pôles de vie (la surface moyenne de foncier consommée pour produire un logement a diminué de 22 % depuis l'entrée en vigueur du SCOT)
- En revanche, dans le cœur métropolitain, l'efficacité foncière n'a pas été atteinte (augmentation de 5 %, soit + 40 m²/logement) par rapport à la moyenne avant l'entrée en vigueur du SCOT
- Dans le périurbain : 24 communes ont atteint l'objectif d'efficacité foncière
- 56 communes périurbaines sont encore au-dessus de l'objectif (dont 21 communes situées sur les marges les plus rurales)

LES ENJEUX EN MATIERE DE SOLIDARITES, DE SOBRIETE ET D'HABITABILITE

→ **Maîtrise de l'artificialisation des sols et optimisation du foncier :**

- réduire le rythme de consommation foncière et atteindre les objectifs de sobriété définis par le SCOT
- limiter l'extension urbaine par la densification, le renouvellement urbain et la reconquête des espaces déjà urbanisés
- préserver les terres agricoles et les espaces naturels face à la pression urbaine et à l'urbanisation diffuse
- réhabiliter les friches et réinvestir les logements vacants pour limiter l'étalement urbain et favoriser la requalification des espaces dégradés

→ **Amélioration de l'efficacité foncière et adaptation de l'urbanisation aux territoires :**

- consolider l'efficacité foncière selon les différents niveaux de l'armature territoriale en tenant compte des spécificités locales
- rééquilibrer l'efficacité foncière dans le périurbain, notamment dans les communes encore au-dessus des objectifs
- adapter les formes urbaines aux dynamiques territoriales pour éviter des consommations foncières excessives
- encourager la renaturation des espaces artificialisés pour restaurer des fonctions écologiques et paysagères

→ **Préservation et restauration des continuités écologiques et des ressources naturelles :**

- stopper la perte d'espaces naturels boisés, notamment dans les zones sensibles, et limiter l'impact sur la biodiversité
- intégrer les Trames vertes et bleues (TVB) dans l'aménagement du territoire pour réduire la fragmentation des milieux et restaurer les continuités écologiques
- mieux prendre en compte la ressource en eau dans les projets d'aménagement pour garantir une gestion durable et résiliente face au changement climatique

→ **Equilibre entre usages agricoles, naturels et urbains :**

- encadrer l'enfrichement et le défrichement pour préserver les paysages, les écosystèmes et l'activité agricole
- gérer durablement les terres agricoles pour maintenir leur productivité tout en conciliant enjeux environnementaux et économiques
- articuler développement économique et sobriété foncière en limitant l'étalement des zones d'activités et en favorisant la reconversion des espaces déjà urbanisés

7• SYNTHÈSE DES ENJEUX ET CONCLUSION

7.1• Synthèse des enjeux

Structuration du territoire et dynamique interterritoriales :

- Un périmètre de 104 communes structuré autour de 4 EPCI, dont une Métropole, pour 1 300 km² et 431 000 habitants en 2021.
- De profondes évolutions territoriales depuis 2011, avec la fusion de communes et d'EPCI dans le cadre de la loi NOTRe, ainsi que la fusion des régions Auvergne et Rhône-Alpes en 2016.
- Un territoire marqué par son relief, avec 29 communes soumises à la loi Montagne (28 % du territoire) et 36 communes situées dans deux Parcs naturels régionaux représentant plus de la moitié de la superficie du Grand Clermont.
- Une dimension interterritoriale forte, avec le Pôle métropolitain Clermont Vichy Auvergne regroupant 11 EPCI et 341 communes, ainsi que 3 SCOT voisins, dont deux actuellement en révision.
- Une région Auvergne-Rhône-Alpes intégrée dans un système urbain structuré autour de 4 pôles majeurs, témoignant de la place du Grand Clermont dans une dynamique métropolisée.

Ces constats soulignent l'enjeu pour le SCOT de renforcer les coopérations interterritoriales, d'adapter l'aménagement du territoire au contexte géographique et environnemental, et d'anticiper les évolutions institutionnelles pour une meilleure cohérence des politiques d'aménagement.

Dynamiques démographiques :

- Deux tiers des habitants du Grand Clermont résident dans la métropole, avec une densité moyenne de 332 habitants/km², marquée par de forts contrastes entre Clermont-Ferrand et les secteurs de moyenne montagne.
- Une croissance démographique continue mais raisonnée, principalement portée par l'apport migratoire, alors que le solde naturel tend à baisser.
- Une croissance plus marquée dans les secteurs périurbains et les EPCI limitrophes (Billom Communauté, Mond'Arverne et RLV).
- Les 15-24 ans représentent près de la moitié des nouveaux arrivants, illustrant l'attractivité du territoire pour les jeunes.
- Des projections démographiques favorables avec une augmentation de 11 % d'ici 2050 et 12 % d'ici 2070.
- Un vieillissement marqué de la population : d'ici 2070, 25 % des habitants auront 65 ans ou plus.
- Une taille des ménages en diminution, liée au vieillissement et au desserrement des ménages.

Les enjeux pour le SCOT sont de garantir un équilibre démographique en favorisant l'accueil et le maintien des habitants, tout en maîtrisant la croissance périurbaine pour limiter l'étalement urbain. L'adaptation aux évolutions démographiques sera clé, notamment pour anticiper le vieillissement et ses conséquences sur le logement, les services et la mobilité. Enfin, la régulation des concurrences territoriales sera essentielle pour assurer une répartition équilibrée des populations et intégrer les défis des migrations climatiques à venir.

Dynamiques sociales :

- Le Grand Clermont présente des niveaux de vie globalement élevés, supérieurs aux moyennes départementale et régionale, mais avec de fortes disparités entre les 4 EPCI.
- Une concentration des ménages modestes dans le cœur de la métropole et certaines communes rurales du sud-est du territoire.
- Un taux de pauvreté de 13 %, plus marqué à Clermont Auvergne Métropole (15,7 %) qu'à Mond'Arverne Communauté (5,9 %).
- Une population fragile représentant 55 % des habitants, incluant actifs peu qualifiés, chômeurs de longue durée et bénéficiaires de prestations sociales.
- Une forte dépendance aux aides sociales dans les centres urbains et le sud-est du territoire, avec une concentration des bénéficiaires du RSA dans la première couronne clermontoise.
- Une prédominance des familles monoparentales, majoritairement des femmes seules avec enfants.
- 6 Quartiers prioritaires de la politique de la ville (QPV) et deux Quartiers de veille active (QVA), tous situés dans Clermont Auvergne Métropole.

Les enjeux pour le SCOT sont de renforcer la mixité sociale, en limitant la concentration des ménages modestes et en réduisant les inégalités entre territoires. Il sera essentiel de développer les solidarités, tant intra-familiales que territoriales, en améliorant l'accès aux services, aux transports et à l'emploi pour les populations précaires. L'égalité d'accès aux soins, à l'éducation et aux équipements doit être une priorité, notamment dans les territoires en déficit d'offre. Enfin, les transitions écologiques et économiques imposent d'anticiper leurs impacts sociaux, notamment en matière d'emploi, de formation et de résilience face aux risques climatiques.

Habitat et dynamique résidentielles :

- Un parc de résidences principales en augmentation (+ 5,5 % en 6 ans), plus rapide que la croissance démographique (+ 3,5 %).
- Une construction neuve dynamique jusqu'à récemment (2 600 logements commencés/an), mais un effondrement du marché en raison de la hausse des taux d'intérêt et des coûts.
- Une inadéquation entre l'offre et la demande : plus de la moitié des ménages sont composés d'une seule personne, alors qu'un logement sur deux compte plus de 4 pièces.
- Une prédominance des appartements dans le neuf (deux tiers des livraisons), en particulier sur Clermont Métropole et Riom.
- Une hausse marquée des prix, rendant l'accès à la propriété plus difficile, poussant des ménages vers la périphérie (RLV, Mond'Arverne).
- Un marché locatif encore abordable, mais qui se tend (10,1 €/m² en 2023, + 9,8 % depuis 2016), avec un déficit de logements en milieu rural et un parc social sous pression (notamment à Clermont, Riom et Aubière).
- Un parc ancien énergivore, nécessitant d'importantes rénovations, avec un risque accru de vacance résidentielle dans certaines communes rurales ou en perte d'attractivité.
- Des réglementations énergétiques contraignantes (loi Climat et résilience), pouvant exclure du marché des logements mal isolés et accentuer la précarité énergétique (13 % des ménages concernés).
- Une nécessité croissante d'adapter les logements au vieillissement de la population, avec une demande accrue en résidences autonomie et logements adaptés.

Les enjeux pour le SCOT sont de réajuster la production de logements aux besoins démographiques, en encourageant des typologies adaptées et en sécurisant les parcours résidentiels (maîtrise foncière, logements aidés, offre locative diversifiée). La résorption de la vacance résidentielle, le recyclage urbain (rénovation du bâti, transformation des bureaux) et l'amélioration de la performance énergétique des logements seront des leviers essentiels pour un habitat durable et inclusif.

Mobilités et infrastructures de transport :

- Une baisse globale des déplacements quotidiens entre 2012 et 2022, reflétant l'évolution des modes de vie.
- Une forte polarisation des flux autour de la métropole, avec Clermont-Ferrand comme principal pôle d'attractivité.
- Une dépendance accrue à la voiture individuelle pour les trajets domicile-travail (90 % des déplacements), malgré une baisse progressive de son usage (58 %) au profit des transports en commun (9 %) et des modes actifs.
- Un allongement des distances domicile-travail (10,8 km en moyenne), renforcé par la périurbanisation déconnectée des infrastructures de transport collectif.
- Un recul du trafic aérien à l'aéroport de Clermont-Ferrand depuis 2020, compensé par un rebond de l'usage du train (+ 20 % entre 2019 et 2023).
- Des initiatives locales pour encourager une mobilité plus durable (projet InspiRe, Plans de mobilités, schémas cyclables), et un projet de SERM visant à structurer et renforcer les échanges quotidiens.

Les enjeux pour le SCOT sont de renforcer l'accessibilité externe et interne du territoire en améliorant l'offre ferroviaire, la desserte en transports en commun et l'aménagement des axes structurants. La décarbonation des mobilités passe par le développement du covoiturage, des modes actifs et des infrastructures adaptées. Enfin, une coordination renforcée des politiques de mobilité avec celles de l'habitat et du développement économique sera essentielle pour une approche cohérente et solidaire.

Services et équipements :

- Une offre de services de proximité prédominante (71 %), avec des équipements structurants essentiellement concentrés dans la métropole (Clermont-Ferrand) et Riom.
- Une offre de services du quotidien variée et accessible dans les zones denses, mais des déficits dans les communes rurales.
- Des pôles de services structurants en première couronne clermontoise et dans chaque EPCI, assurant une couverture territoriale.
- Un vieillissement de la population qui crée de nouveaux besoins en équipements de santé et en structures d'accompagnement.
- Une baisse des effectifs scolaires, entraînant des regroupements pédagogiques et la fermeture d'écoles en milieu rural.
- Une offre de soins principalement concentrée dans le cœur métropolitain, laissant certaines zones en déficit de services médicaux.

Les enjeux pour le SCOT sont de maintenir et renforcer l'offre de services en lien avec la nouvelle armature territoriale, en garantissant un accès équitable aux équipements publics, de santé et éducatifs. Il s'agit aussi de réduire les disparités territoriales, notamment en milieu rural, et de répondre aux nouveaux besoins liés au vieillissement et aux évolutions sociétales, notamment par le développement de tiers-lieux, d'espaces de travail partagés et de services adaptés.

Portrait économique du territoire et emploi :

- Le Grand Clermont concentre plus de 200 000 emplois, dont 83 % sont localisés dans Clermont Auvergne Métropole.
- Une économie principalement tertiaire (80 % des emplois), avec un secteur industriel en déclin (- 7,5 % entre 2014 et 2021), bien que l'industrie reste un secteur clé (13 % des emplois).
- Deux tiers des établissements sont dans les secteurs du commerce et des transports, et une part importante de cadres (21 %) qui continue d'augmenter.
- Les grands établissements sont localisés principalement dans la métropole (Michelin, CHU, Ville de Clermont, etc.) et dans les EPCI voisins notamment RLV (Limagrain, Hermès, etc.).
- Un mouvement de désindustrialisation modéré par rapport à l'échelle nationale, avec une tendance à la diversification économique, notamment dans l'industrie.
- Une problématique de raréfaction du foncier économique, ce qui soulève des défis de gestion et de renouvellement des zones d'activités.

Le SCOT doit répondre aux enjeux de diversification économique et de renforcement des pôles d'emplois, en veillant à maintenir un équilibre entre le développement des zones métropolitaines et rurales. La répartition des activités doit être cohérente entre les EPCI pour favoriser l'emploi et limiter les inégalités socio-économiques, notamment en milieu rural. Les transitions économiques, qu'elles soient industrielles, numériques ou environnementales, nécessitent un accompagnement pour renforcer la résilience économique du territoire. Le SCOT devra également prendre en compte la régulation du foncier économique, en favorisant la reconversion des friches et en optimisant l'offre d'accueil pour les entreprises.

Offre commerciale :

- Le secteur non alimentaire prédomine, représentant 71 % des commerces, tandis que les commerces alimentaires sont en hausse (+ 3,3 % depuis 2019).
- Une réduction du nombre de commerces non alimentaires (- 1,7 % depuis 2019), avec toutefois une augmentation des surfaces de vente (+ 0,8 %), signalant un redimensionnement des structures commerciales.
- Les secteurs dominants dans les commerces non alimentaires sont la culture, les loisirs, l'équipement de la personne et l'hygiène/santé/beauté.
- Une concentration de l'offre commerciale sur Clermont Auvergne Métropole et Riom Limagne et Volcans, avec un développement notable à Mond'Arverne entre 2019 et 2022.
- Les surfaces de vente augmentent surtout pour les commerces alimentaires, tandis que celles des commerces non alimentaires diminuent légèrement.

- La répartition géographique des commerces reste stable depuis 2011, avec des polarités complémentaires, mais des déséquilibres territoriaux, notamment entre le nord et le sud du Grand Clermont.

Le SCOT du Grand Clermont doit favoriser un rééquilibrage de l'offre commerciale pour soutenir les petites structures, tout en répondant aux défis du commerce en ligne. Il est essentiel de mieux structurer l'offre commerciale sur le territoire en fonction des bassins de vie et d'éviter les concurrences entre zones commerciales périphériques et centralités.

Transport de marchandises et logistique urbaine :

- Une concentration des acteurs logistiques autour des axes autoroutiers, notamment près de l'axe A71/A75, et dans les zones logistiques.
- Clermont-Ferrand représente 55 % des mouvements de marchandises de l'agglomération clermontoise.
- Les activités artisanales et de services génèrent la majorité des mouvements sur Clermont Auvergne Métropole (29 % des flux du territoire).
- Une baisse de l'emploi salarié dans la logistique, avec une diminution d'environ 5 % depuis 2008.
- Un parc de véhicules logistiques plus polluant que la moyenne régionale.
- Mise en place d'une charte de la logistique urbaine pour Clermont Auvergne Métropole.

Le SCOT doit structurer l'offre logistique pour répondre à la croissance des flux, particulièrement autour de Clermont-Ferrand, tout en identifiant les besoins des autres EPCI et les espaces fonciers disponibles. Il doit éviter l'engorgement du centre urbain, anticiper les besoins en stationnement et intégrer les nouvelles formes de livraison, tout en limitant l'impact écologique des flux logistiques par l'adoption de motorisations plus propres et de modes alternatifs de transport.

Tourisme, culture et loisirs :

- Un secteur clé de l'économie locale, représentant près de 300 millions d'euros de retombées économiques en 2012, soit 49 % du poids touristique du Puy-de-Dôme.
- Un potentiel touristique diversifié, porté par des atouts majeurs : patrimoine volcanique et architectural, offre thermale, itinérances douces (randonnée, cyclotourisme) et savoir-faire locaux.
- Des spécificités propres à chaque EPCI, avec une structuration du tourisme sur Clermont Auvergne Métropole autour de quatre filières principales : tourisme d'affaires, urbain et culturel, de santé et de bien-être, et sportif/nature.
- Une stratégie de développement axée sur la promotion de la destination Grand Clermont, avec une segmentation de l'offre adaptée aux différents profils de visiteurs.

Les enjeux pour le SCOT sont de préserver et valoriser l'identité du Grand Clermont, en protégeant son patrimoine naturel et en évitant la surfréquentation de certains sites. Il s'agit aussi de structurer et dynamiser l'offre touristique et culturelle, en renforçant la coopération entre acteurs et en diversifiant les événements. Enfin, le développement d'un tourisme durable et accessible est essentiel, notamment via une mobilité adaptée.

Agriculture et alimentation :

- 54 % du territoire est agricole, avec une forte artificialisation des terres (79 % des surfaces consommées).
- Une baisse du nombre d'exploitations et des difficultés de transmission, accentuées par le vieillissement des agriculteurs.
- Une forte dépendance alimentaire : 97,5 % des aliments consommés ne sont pas produits localement.
- Une progression des productions de qualité (AOP, IGP, bio), mais des activités agricoles et sylvicoles fragilisées par le changement climatique.

Les enjeux pour le SCOT du Grand Clermont sont de préserver les terres agricoles, diversifier la production pour renforcer l'autonomie alimentaire, soutenir la transmission des exploitations et lutter contre la précarité alimentaire par un meilleur accès à une alimentation locale et de qualité.

Consommation des Espaces naturels, agricoles et forestiers (ENAF) :

- 54 % du territoire est agricole, 30 % naturel et 16 % aménagé, avec une répartition marquée entre Limagne (grandes cultures), reliefs (prairies et forêts) et pôles urbains.
- Une artificialisation encore en cours malgré un ralentissement : 122 ha consommés/an entre 2011 et 2020, dont 79 % de terres agricoles.
- Une efficacité foncière améliorée dans les pôles de vie, mais encore insuffisante dans le cœur métropolitain et certaines communes périurbaines.
- Une perte d'espaces naturels boisés, contrairement aux autres SCOT comparables, représentant un enjeu majeur en termes de protection de la biodiversité.

Les enjeux pour le SCOT sont de maîtriser l'artificialisation en favorisant la densification et le renouvellement urbain, tout en préservant les terres agricoles et les continuités écologiques. L'urbanisation devra s'adapter aux dynamiques locales en rééquilibrant l'efficacité foncière et en limitant l'étalement urbain par la réhabilitation des friches et des logements vacants.

7.2• Conclusion du diagnostic territorial

Le tableau ci-dessous permet de croiser les enjeux issus du diagnostic territorial avec les 3 grandes ambitions du SCOT du Grand Clermont : SOLIDARITES, SOBRIETE et HABITABILITE.

| Thématiques traitées dans le diagnostic territorial | Les enjeux pour le SCOT en matière de SOLIDARITES | Les enjeux pour le SCOT en matière de SOBRIETE | Les enjeux pour le SCOT en matière d'HABITABILITE |
|---|--|--|---|
| Structuration du territoire et dynamiques interterritoriales | → Renforcement des coopérations interterritoriales et articulation entre les EPCI | → Optimisation de l'aménagement du territoire en fonction des contraintes géographiques et environnementales | → Anticipation des évolutions institutionnelles pour une meilleure cohérence des politiques d'aménagement |
| Dynamiques démographiques | → Régulation des concurrences territoriales et maintien de l'équilibre démographique | → Maîtrise de la croissance périurbaine pour limiter l'étalement urbain | → Adaptation du logement, des services et des infrastructures aux évolutions démographiques (vieillesse, évolution de la composition des ménages) |
| Dynamiques sociales | → Réduction des inégalités territoriales et sociales, développement des solidarités | → Adaptation des infrastructures aux besoins des populations les plus fragiles | → Amélioration de l'accès aux services de santé, d'éducation et aux équipements pour tous |
| Habitat et dynamiques résidentielles | → Sécurisation des parcours résidentiels et accès au logement pour tous | → Réhabilitation du bâti existant et limitation de l'artificialisation | → Amélioration de la performance énergétique des logements et adaptation au vieillissement |

| | | | |
|--|---|--|---|
| Mobilités et infrastructures de transport | → Renforcement de l'accessibilité pour tous et coordination entre les politiques de mobilité et d'habitat | → Promotion des mobilités durables et réduction de la dépendance à la voiture | → Développement d'infrastructures de transport adaptées aux besoins des habitants et aux mutations économiques |
| Services et équipements | → Equité d'accès aux services sur l'ensemble du territoire, y compris en milieu rural | → Réduction des impacts environnementaux des équipements et mutualisation des services | → Adaptation aux besoins des populations vieillissantes et diversification des espaces de travail et de services |
| Portrait économique du territoire et emploi | → Maintien et diversification de l'emploi sur l'ensemble du territoire | → Optimisation du foncier économique et reconversion des friches industrielles et commerciales | → Développement de nouvelles filières économiques et anticipation des mutations industrielles et numériques |
| Offre commerciale | → Maintien d'un équilibre entre centralités et périphéries pour garantir l'accès aux commerces | → Limitation de l'étalement commercial et promotion du commerce de proximité | → Adaptation aux évolutions du commerce et soutien aux petites structures face aux nouvelles dynamiques (e-commerce, circuits courts) |
| Transport de marchandises et logistique urbaine | → Amélioration des infrastructures logistiques tout en limitant l'impact sur les habitants | → Optimisation des flux logistiques et transition vers des modes de transport plus durables | → Réduction des nuisances environnementales et anticipation des nouveaux besoins logistiques |
| Tourisme, culture et loisirs | → Structuration de l'offre touristique et valorisation des atouts locaux | → Promotion d'un tourisme durable et lutte contre la surfréquentation | → Diversification des activités culturelles et de loisirs pour un tourisme équilibré et accessible |
| Agriculture et alimentation | → Soutien à l'emploi agricole et renforcement des filières locales | → Préservation des terres agricoles et gestion durable de la ressource en eau | → Lutte contre la précarité alimentaire et renforcement de l'autonomie alimentaire |
| Consommation des ENAF (Espaces naturels, agricoles et forestiers) | → Articulation entre développement économique, agricole et préservation des espaces naturels | → Maîtrise de l'artificialisation et optimisation de l'utilisation du foncier | → Protection de la biodiversité et adaptation au changement climatique |

La conclusion du diagnostic du SCOT du Grand Clermont met en lumière les principaux enjeux territoriaux qui s'articulent autour des 3 grandes ambitions du projet : SOLIDARITES, SOBRIETE et HABITABILITE :

- **1. SOLIDARITES** : dans le cadre du SCOT du Grand Clermont, l'ambition de SOLIDARITES doit se traduire par un renforcement de l'équité sociale et territoriale. Cela passe par une prise en compte des différentes dimensions de la solidarité : territoriale, sociale, environnementale et fonctionnelle. D'une part, la solidarité territoriale doit encourager la coopération entre les territoires urbains et ruraux, en favorisant les échanges économiques et l'accès aux services et infrastructures essentiels, notamment dans les zones les plus vulnérables. Cette solidarité passe par la mise en place de mécanismes de péréquation pour réduire les disparités entre les différentes communes, tout en assurant une répartition équitable des ressources et des services publics.

D'autre part, la solidarité sociale et spatiale vise à garantir un accès égalitaire aux services de base, tels que l'éducation, la santé et le logement. Dans ce cadre, l'enjeu est de réduire les inégalités sociales et économiques entre les quartiers, les générations et les catégories socio-professionnelles. Cela implique notamment de sécuriser les parcours résidentiels, en facilitant l'accès à un logement adapté à tous les segments de la population, y compris les plus fragiles, et en favorisant la mixité sociale au sein des nouveaux projets urbains.

La solidarité environnementale, quant à elle, s'inscrit dans une démarche de gestion responsable des ressources naturelles. Elle nécessite de préserver les espaces naturels et agricoles tout en garantissant leur accessibilité et leur pérennité pour les générations futures. En intégrant les enjeux environnementaux dans l'aménagement du territoire, le SCOT doit également favoriser une gestion collective des ressources, telle que l'eau et l'énergie, en prenant en compte les interdépendances entre les différents territoires du Grand Clermont.

Enfin, la solidarité fonctionnelle souligne la nécessité de développer des infrastructures de transport et des réseaux de services qui assurent une complémentarité entre les différents territoires du Grand Clermont. Cela implique une coordination des politiques de mobilité pour garantir un accès facilité aux équipements et aux emplois, et éviter les fractures territoriales. En ce sens, le SCOT doit aussi s'attacher à réduire les inégalités d'accès au logement et aux services en périphérie, tout en soutenant la vitalité des centralités.

- **2. SOBRIETE** : dans le cadre du SCOT du Grand Clermont, l'ambition de SOBRIETE implique une gestion plus rationnelle et durable des ressources, en conciliant développement territorial et préservation des équilibres environnementaux. La sobriété foncière doit guider les choix d'aménagement en limitant l'artificialisation des sols et en optimisant l'utilisation du foncier. Cela passe par une densification des espaces déjà urbanisés, la reconversion des friches industrielles et commerciales, ainsi qu'un urbanisme plus compact et mieux intégré aux infrastructures existantes. L'objectif est de répondre aux besoins de développement tout en respectant l'objectif de Zéro artificialisation nette (ZAN) et en préservant les espaces naturels, agricoles et forestiers.

La sobriété énergétique et climatique s'impose comme un levier majeur face aux défis du changement climatique. Le SCOT doit encourager la rénovation énergétique du bâti, la performance thermique des constructions neuves et l'intégration des énergies renouvelables dans les projets d'aménagement. La planification des mobilités joue aussi un rôle clé : il s'agit de réduire la dépendance à la voiture individuelle en favorisant les transports en commun, les mobilités douces et une meilleure articulation entre habitat et emploi pour limiter les déplacements contraints.

La sobriété hydrique est un autre enjeu fondamental, compte tenu du risque croissant de tensions sur la ressource en eau. Le SCOT doit intégrer des stratégies de gestion durable de l'eau, en encourageant la réduction des consommations, la récupération et la réutilisation des eaux pluviales, ainsi que l'aménagement de dispositifs favorisant l'infiltration naturelle et limitant l'imperméabilisation des sols.

Enfin, la sobriété en ressources naturelles implique une attention particulière à la préservation des écosystèmes et à la limitation de l'exploitation des ressources non renouvelables. Le SCOT doit favoriser l'utilisation de matériaux de construction durables, renforcer la Trame verte et bleue (TVB), et s'assurer que les projets d'aménagement intègrent pleinement la préservation de la biodiversité.

- **3. HABITABILITE** : l'habitabilité du territoire du Grand Clermont repose sur sa capacité à offrir un cadre de vie de qualité à ses habitants, en intégrant les dimensions environnementales, sociales et économiques dans l'aménagement du territoire. Cela implique de garantir des logements adaptés, un accès équitable aux services

et équipements, ainsi qu'un environnement favorable à la santé, au bien-être et résilient face au changement climatique.

L'amélioration du cadre de vie passe par une attention particulière à la qualité du bâti et à la rénovation des logements existants pour assurer un confort thermique, une accessibilité renforcée et une meilleure performance énergétique. Dans un contexte de réchauffement climatique, le SCOT doit encourager l'utilisation de matériaux biosourcés, le développement de solutions de rafraîchissement passif et la rénovation thermique ambitieuse pour réduire la consommation énergétique et améliorer la résilience des bâtiments face aux températures extrêmes. L'aménagement du territoire devra anticiper les risques naturels et climatiques (canicules, inondations, pollution de l'air) et intégrer des mesures d'adaptation comme la désimperméabilisation des sols, le renforcement des continuités écologiques et la création d'îlots de fraîcheur urbains. L'accès aux ressources essentielles (eau potable, air sain, biodiversité) est aussi un pilier central de l'habitabilité, nécessitant une gestion durable et équitable de ces ressources.

Un territoire habitable est un territoire mixte et inclusif, où la diversité des parcours résidentiels est facilitée. Le SCOT doit garantir une offre de logement adaptée aux besoins des différentes catégories de population (jeunes, familles, seniors), en veillant à proposer des logements accessibles financièrement, bien localisés et peu énergivores. L'accès aux services essentiels (écoles, commerces, équipements culturels et sportifs, établissements de santé) devra être renforcé, notamment dans les secteurs les plus éloignés des centralités. La création d'espaces multifonctionnels permettant le développement du télétravail et des nouvelles formes de consommation (circuits courts, commerces de proximité) contribue également à améliorer l'habitabilité du territoire. Enfin, l'attractivité du territoire repose sur sa capacité à offrir des opportunités d'emploi et de mobilité, en limitant les déplacements contraints et en rapprochant les bassins d'emploi des lieux de vie.

L'urbanisme doit favoriser des espaces de vie qui renforcent le lien social et la convivialité. Cela passe par la préservation et le développement d'espaces publics de qualité, de lieux de rencontre et de détente, ainsi que par des aménagements favorisant l'appropriation des espaces urbains par les habitants. Lutter contre le changement climatique implique aussi de repenser l'urbanisme en intégrant des solutions bas-carbone, en réduisant l'imperméabilisation des sols et en favorisant les mobilités durables. Le SCOT doit promouvoir un aménagement qui réduit la dépendance à la voiture individuelle, en développant les transports en commun, les mobilités douces et des centralités bien connectées (au regard de l'armature territoriale du SCOT).

Enfin, un territoire habitable est un territoire qui anticipe les défis futurs, notamment ceux liés au dérèglement climatique. L'aménagement urbain doit être pensé dans une logique de développement équilibré et durable, intégrant des espaces verts, des infrastructures sportives et des dispositifs garantissant la sécurité alimentaire et l'accès aux biens essentiels. La transition écologique impose d'adopter une approche qui préserve les ressources naturelles, tout en garantissant une qualité de vie optimale pour les générations actuelles et futures.

8• ANNEXES

8.1• Annexe 1 : articles du Code de l'urbanisme

Le SCOT doit être élaboré dans le cadre des orientations fondamentales de la politique nationale de l'urbanisme. Il doit respecter 3 articles fondamentaux du Code de l'urbanisme : les articles L. 101-1, L. 101-2 et L. 101-2-1.

Article L. 101-1 :

« Le territoire français est le patrimoine commun de la nation. Les collectivités publiques en sont les gestionnaires et les garantes dans le cadre de leurs compétences. En vue de la réalisation des objectifs définis à l'article L. 101-2, elles harmonisent leurs prévisions et leurs décisions d'utilisation de l'espace dans le respect réciproque de leur autonomie ».

Article L.101-2 :

« Dans le respect des objectifs de développement durable, l'action des collectivités publiques en matière d'urbanisme vise à atteindre les objectifs suivants :

1° L'équilibre entre :

- a) Les populations résidant dans les zones urbaines et rurales ;
- b) Le renouvellement urbain, le développement urbain et rural maîtrisé, la restructuration des espaces urbanisés, la revitalisation des centres urbains et ruraux, la lutte contre l'étalement urbain ;
- c) Une utilisation économe des espaces naturels, la préservation des espaces affectés aux activités agricoles et forestières et la protection des sites, des milieux et paysages naturels ;
- d) La sauvegarde des ensembles urbains et la protection, la conservation et la restauration du patrimoine culturel ;
- e) Les besoins en matière de mobilité.

2° La qualité urbaine, architecturale et paysagère, notamment des entrées de ville ;

3° La diversité des fonctions urbaines et rurales et la mixité sociale dans l'habitat, en prévoyant des capacités de construction et de réhabilitation suffisantes pour la satisfaction, sans discrimination, des besoins présents et futurs de l'ensemble des modes d'habitat, d'activités économiques, touristiques, sportives, culturelles et d'intérêt général ainsi que d'équipements publics et d'équipement commercial, en tenant compte en particulier des objectifs de répartition géographiquement équilibrée entre emploi, habitat, commerces et services, d'amélioration des performances énergétiques, de développement des communications électroniques, de diminution des obligations de déplacements motorisés et de développement des transports alternatifs à l'usage individuel de l'automobile ;

4° La sécurité et la salubrité publiques ;

5° La prévention des risques naturels prévisibles, des risques miniers, des risques technologiques, des pollutions et des nuisances de toute nature ;

6° La protection des milieux naturels et des paysages, la préservation de la qualité de l'air, de l'eau, du sol et du sous-sol, des ressources naturelles, de la biodiversité, des écosystèmes, des espaces verts ainsi que la création, la préservation et la remise en bon état des continuités écologiques ;

6° bis La lutte contre l'artificialisation des sols, avec un objectif d'absence d'artificialisation nette à terme ;

7° La lutte contre le changement climatique et l'adaptation à ce changement, la réduction des émissions de gaz à effet de serre, l'économie des ressources fossiles, la maîtrise de l'énergie et la production énergétique à partir de sources renouvelables ;

8° La promotion du principe de conception universelle pour une société inclusive vis-à-vis des personnes en situation de handicap ou en perte d'autonomie dans les zones urbaines et rurales ».

Article L.101-2-1 :

« L'atteinte des objectifs mentionnés au 6° bis de l'article L. 101-2 résulte de l'équilibre entre :

- 1° La maîtrise de l'étalement urbain ;
- 2° Le renouvellement urbain ;
- 3° L'optimisation de la densité des espaces urbanisés ;
- 4° La qualité urbaine ;
- 5° La préservation et la restauration de la biodiversité et de la nature en ville ;
- 6° La protection des sols des espaces naturels, agricoles et forestiers ;
- 7° La renaturation des sols artificialisés.

L'artificialisation est définie comme l'altération durable de tout ou partie des fonctions écologiques d'un sol, en particulier de ses fonctions biologiques, hydriques et climatiques, ainsi que de son potentiel agronomique par son occupation ou son usage.

La renaturation d'un sol, ou désartificialisation, consiste en des actions ou des opérations de restauration ou d'amélioration de la fonctionnalité d'un sol, ayant pour effet de transformer un sol artificialisé en un sol non artificialisé.

L'artificialisation nette des sols est définie comme le solde de l'artificialisation et de la renaturation des sols constatées sur un périmètre et sur une période donnés.

Au sein des documents de planification et d'urbanisme, lorsque la loi ou le règlement prévoit des objectifs de réduction de l'artificialisation des sols ou de son rythme, ces objectifs sont fixés et évalués en considérant comme :

- a) Artificialisée une surface dont les sols sont soit imperméabilisés en raison du bâti ou d'un revêtement, soit stabilisés et compactés, soit constitués de matériaux composites ;
- b) Non artificialisée une surface soit naturelle, nue ou couverte d'eau, soit végétalisée, constituant un habitat naturel ou utilisée à usage de cultures ».

8.2• Annexe 2 : principaux textes de lois applicables aux SCOT

Présentation des principaux textes de lois applicables aux SCOT :

- **La loi du 03/08/2009 (dite Grenelle 1)** renforce le rôle des documents d'urbanisme en tant qu'outils au service du développement et de l'aménagement durable des territoires.
 - **La loi portant Engagement national pour l'environnement du 12/07/2010 (dite Grenelle 2)** permet de mettre en oeuvre concrètement les dispositions du Grenelle 1.
 - Les dispositions de **la loi de Modernisation de l'agriculture et de la pêche du 27/07/2010**, complétées par celles de **la loi d'Avenir pour l'agriculture, l'alimentation et la forêt du 13/10/2014**. La première définit comme orientation d'inscrire l'agriculture et la forêt dans un développement durable des territoires. La seconde vient renforcer les objectifs de lutte contre l'artificialisation des espaces agricoles, naturels et forestiers.
- Pour répondre à cet objectif, plusieurs mesures sont définies dans ces deux lois. Elles viennent compléter les lois Grenelle 1 et Grenelle 2. **La loi portant Lutte contre le dérèglement climatique et renforcement de la résilience face à ses effets du 22/08/2021** (dite loi Climat et résilience) vient renforcer ces deux lois.
- Les dispositions de **la loi pour l'Accès au logement et un urbanisme rénové (ALUR) du 24/03/2014** : en matière d'urbanisme, elle a pour objectif de faciliter et d'accroître l'effort de construction de logements, tout en freinant l'artificialisation des sols et en luttant contre l'étalement urbain. Cette loi consolide le SCOT en tant que document d'urbanisme intégrateur qui assure un lien juridique entre tous les documents d'urbanisme communaux et intercommunaux.
 - Les dispositions de **la loi du 17/08/2015 relative à la Transition énergétique pour la croissance verte** : cette loi, dite loi LTECV, ainsi que les plans d'action qui l'accompagnent, vise à faciliter le développement des énergies renouvelables.
 - Les dispositions de **la loi sur l'Evolution du logement et de l'aménagement numérique (ELAN)** : cette loi a été promulguée le 23/11/2018. L'ambition de la loi ELAN est de construire plus de logements, simplifier les normes, protéger les plus fragiles et mettre les transitions énergétique et numérique au service des habitants.
 - Les dispositions de **la loi Energie-climat** : adoptée le 08/11/2019, la loi énergie-climat permet de fixer des objectifs ambitieux pour la politique climatique et énergétique française. Comportant 69 articles, le texte inscrit l'objectif de neutralité carbone en 2050 pour répondre à l'urgence climatique et à l'Accord de Paris.
 - Les dispositions de **la loi d'Orientation des mobilités (LOM)** : la loi n° 2019-1428 du 24/12/2019 d'orientation des mobilités, dite loi LOM, est le fruit d'une longue réflexion menée lors des Assises nationales de la mobilité initiées en 2017. Elle vise à répondre à trois grands enjeux :
 - offrir une solution de mobilité partout et pour tous les citoyens, en accordant une attention particulière aux mobilités du quotidien, dans les zones rurales et périurbaines.
 - accompagner la transition écologique, en développant les mobilités propres et actives (marche, vélo, etc.).
 - créer un environnement favorable aux nouvelles mobilités, en encourageant les expérimentations.
 - Les dispositions de **la loi portant lutte contre le dérèglement climatique et renforcement de la résilience face à ses effets** (loi Climat et résilience) : la loi du 22/08/2021 est issue des travaux de la Convention citoyenne pour le climat. Elle vient compléter les lois agriculture et alimentation, énergie-climat et orientation des mobilités et définit des objectifs clairs à fixer, notamment en termes de réduction de la consommation d'espaces. Des règles d'évaluation et de suivi de ces mesures devront également s'appliquer.

Définir et observer l'artificialisation des sols :

Afin d'atteindre l'objectif national d'absence de toute artificialisation nette des sols en 2050, le rythme de l'artificialisation des sols dans les dix années suivant la promulgation de la présente loi (2021-2031) doit être tel que, sur cette période, la consommation totale d'espace observée à l'échelle nationale soit inférieure à la moitié de celle observée sur les dix années précédant cette date (2011-2021). Les territoires doivent aujourd'hui définir une trajectoire qui tende vers cet objectif de Zéro artificialisation nette (ZAN).

Intégrer la trajectoire de réduction de l'artificialisation des sols dans les documents de planification et d'urbanisme, tout en favorisant le renouvellement urbain et la nature en ville :

Cette trajectoire de réduction de l'artificialisation des sols est à intégrer dans les documents de planification régionaux (SRADDET) avant novembre 2024 (délai supplémentaire suite à la publication de la loi du 20/07/2023 détaillée ci-dessous). Subséquemment, les Schémas de cohérence territoriale (SCOT), les PLUi, PLU et cartes communales devront également décliner, à leur échelle respective, ces objectifs chiffrés de modération de la consommation de l'espace et de lutte contre l'étalement urbain.

• Les dispositions de **la loi visant à faciliter la Mise en oeuvre des objectifs de lutte contre l'artificialisation des sols et à renforcer l'accompagnement des élus locaux**. La loi du 20/07/2023 a pour objet de modifier l'article 194 de la loi Climat et résilience citée ci-dessus et porte notamment sur :

- des délais supplémentaires pour intégrer les objectifs de réduction de l'artificialisation dans les documents d'urbanisme locaux : 9 mois pour le SRADDET (soit novembre 2024), et 6 mois pour les SCOT (soit février 2027), les PLU et cartes communales (février 2028).
- une définition des projets pouvant être considérés comme projet d'envergure nationale ou européenne (PENE). Pour la période 2021-2031, la consommation d'espaces naturels, agricoles et forestiers (ENAF) est prise en compte au niveau national et n'est pas prise en compte au titre des objectifs fixés par les documents de planification régionale et par les documents d'urbanisme. Un forfait national de 12 500 hectares pour les PENE est établi.
- la mise en place d'une Conférence régionale de gouvernance de la politique de réduction de l'artificialisation des sols (en remplacement de la conférence des SCOT), présidée par le Conseil régional et associant l'État, rassemblera les élus locaux et régionaux compétents en matière d'urbanisme et de planification autour des enjeux de lutte contre l'artificialisation.
- la création pour la période 2021-2031 d'une surface minimale de développement d'un hectare au profit de toutes les communes, sans condition de densité, couvertes par un document d'urbanisme (PLUi, PLU, carte communale) prescrit, arrêté ou approuvé avant le 22/08/2026. Ce droit à construire est ouvert aux communes ayant consommé moins de deux hectares au cours des 10 dernières années et qui auront justifié un besoin avéré de disposer de cet hectare supplémentaire. Il pourra être mutualisé à l'échelle intercommunale.
- la mise en place de nouveaux outils pour les maires afin de leur permettre de ne pas obérer l'atteinte des objectifs de la loi climat-résilience : prise en compte de la renaturation dès la période 2021-2031 dans les SRADDET et les SCOT, droit de préemption urbain élargi aux fins de renaturation ou de recyclage foncier, sursis à statuer motivé sur une autorisation d'urbanisme lorsqu'un projet pourrait mettre en péril l'atteinte des objectifs de réduction à l'horizon 2031 susceptibles d'être fixés par le document d'urbanisme en cours d'élaboration ou de modification.

Plusieurs décrets d'application en date du 27/11/2023 visent également à favoriser la mise en oeuvre de cette réforme :

• **Le décret n°2023-1096 relatif à l'Evaluation et au suivi de l'artificialisation des sols** précise le contenu du rapport local de suivi de l'artificialisation. Ce rapport est obligatoire pour les communes ou les EPCI compétents, dès lors que leur territoire est couvert par un document d'urbanisme. Le décret prévoit un rapport tous les 3 ans sur le rythme de l'artificialisation des sols et le respect des objectifs déclinés au niveau local. Le premier rapport devra être remis 3 ans après l'entrée en vigueur de la loi, soit le 24/08/2024. Les données qui devront figurer dans ce rapport devront couvrir les 4 indicateurs suivants : consommation d'ENAF (ha en pourcen-

tage consommé), solde entre les surfaces artificialisées et désartificialisées, surfaces dont les sols ont été rendus imperméables, évaluation du respect des objectifs de réduction de la consommation d'ENAF et de lutte contre l'étalement urbain.

Le décret n°2023-1096 précise et stabilise également la nomenclature de l'artificialisation qui devra être utilisée à partir de 2031. Seront considérés comme non artificialisés les parcs et jardins publics (indépendamment de la nature du couvert végétal, herbacé ou non), les surfaces végétalisées support de panneaux photovoltaïques au sol (sous condition de préservation des fonctions écologiques et agronomiques du sol), et les friches agricoles hors bâti. Cette nomenclature dissocie aussi les surfaces agricoles et sylvicoles.

- **Le décret n°2023-1097 relatif à la Mise en œuvre de la territorialisation des objectifs de gestion économe de l'espace et de lutte contre l'artificialisation des sols** inscrit ces objectifs dans les documents de planification régionale (SRADDET) et d'urbanisme.

- **Le décret n°2023-1098 relatif à la Composition et aux modalités de fonctionnement de la Commission régionale de conciliation sur l'artificialisation des sols** porte sur la mise en place d'une Commission régionale de conciliation, composée de 3 représentants pour la Région et 3 pour l'Etat, et présidée par un magistrat administratif. Elle pourra associer d'autres acteurs à titre consultatif et elle disposera d'un délai d'un mois pour se réunir et rendre un avis.

- Les dispositions de **la loi relative à l'Accélération des productions d'énergies renouvelables** : la loi du 10/03/2023 relative à l'accélération de la production des énergies renouvelables est le volet législatif d'un grand plan d'accélération des énergies renouvelables, comportant de nombreuses mesures réglementaires. Elle s'articule autour de 4 axes :

1. Planifier avec les élus locaux le déploiement des énergies renouvelables dans les territoires.
2. Simplifier les procédures d'autorisation des projets d'énergies renouvelables.
3. Mobiliser les espaces déjà artificialisés pour le développement des énergies renouvelables.
4. Partager la valeur des projets d'énergies renouvelables avec les territoires qui les accueillent.

8.3• Annexe 3 : le contenu d'un SCOT modernisé

L'article L. 141-2 du Code de l'urbanisme précise que le SCOT est composé :

- D'un Projet d'aménagement stratégique (PAS).
- D'un Document d'orientation et d'objectifs (DOO).
- D'annexes.

Chacun de ces éléments peut comprendre un ou plusieurs documents graphiques.

Le Projet d'aménagement stratégique (PAS) - article L. 141-3 du Code de l'urbanisme :

Le PAS énonce la stratégie d'aménagement du territoire pour les 20 prochaines années. Il définit les objectifs politiques poursuivis et les décline. Il doit être concis, clair et spatialisé. Tout ce qui est écrit dans le PAS doit trouver sa traduction dans le Document d'orientation et d'objectifs (DOO).

La rédaction du PAS se doit d'être rigoureuse avant l'approbation du SCOT. En effet, toute modification nécessaire après approbation entraîne nécessairement la révision du SCOT (article L. 143-29 du Code de l'urbanisme).

Ce que dit le Code de l'urbanisme :

« Le PAS définit les objectifs de développement et d'aménagement du territoire à un horizon de 20 ans ... qui concourent à la coordination des politiques publiques sur le territoire, en favorisant un équilibre et une complémentarité des polarités urbaines et rurales, une gestion économe de l'espace limitant l'artificialisation des sols, notamment en tenant compte de l'existence de friches, les transitions écologique, énergétique et climatique, une offre d'habitat, de services et de mobilités adaptés aux nouveaux modes de vie, une agriculture contribuant notamment à la satisfaction des besoins alimentaires locaux, ainsi qu'en respectant et mettant en valeur la qualité des espaces urbains comme naturels et des paysages.

Le PAS fixe, par tranches de 10 années, un objectif de réduction du rythme de l'artificialisation ».

Le Document d'orientation et d'objectifs (DOO) - articles L. 141-4 à L. 141-11 du Code de l'urbanisme :

Le DOO est le document « prescriptif » du SCOT. Il s'agit d'un document opposable s'imposant, au travers du lien de compatibilité, à d'autres documents de planification (PLU, PLUi, cartes communales). Ce caractère prescriptif invite à porter la plus grande attention au mode rédactionnel et à la représentation graphique. Dans ce document, les représentations graphiques (cartes et schémas avec leur légende) revêtent la même valeur juridique que le texte.

Le DOO décline le PAS en objectifs chiffrés et en conditions d'application opposables. Le DOO doit apporter une réponse à chaque objectif abordé dans le PAS. Il précise les objectifs à quantifier dans les domaines fixés par la loi et dans les conditions fixées par celles-ci (consommation d'espaces, objectifs de création d'espaces verts, densité minimale, production et réhabilitation de logements, aménagement commercial, capacité d'accueil touristique, etc.).

Différents modes de chiffrages existent, en fonction des thèmes abordés (détermination d'une superficie minimale/maximale, pourcentage minimum/maximum, effectif à atteindre ou à ne pas dépasser, seuils, plafonds, etc.) tout en restant à l'échelle et à la mesure du contenu normatif du SCOT.

Depuis la loi Climat et résilience de 2021, il y a désormais deux types d'objectifs à faire figurer dans le SCOT :

1- Les « objectifs de réduction du rythme de l'artificialisation par tranches de 10 années », à partir de 2021, et à intégrer au PAS, qui peuvent être déclinés par secteur géographique dans le DOO. Pour la première tranche 2021-2031, il s'agira d'un objectif de réduction de la consommation d'espaces naturels, agricoles et forestiers (NAF) calculés à partir du bilan de la consommation d'espaces sur la période 2011-2021.

2- Les « objectifs chiffrés de consommation économe de l'espace », à intégrer au DOO, qui doivent être déclinés par secteur géographique (L. 414-10 du Code de l'urbanisme). Ces objectifs seront fixés et justifiés dans les annexes (L. 141-15 du Code de l'urbanisme), à partir d'une analyse de la consommation d'ENAF au cours des 10 années précédant le projet. Il en est de même pour les SCOT non modernisés qui devront justifier cet objectif dans leur rapport de présentation.

L'ordonnance de modernisation des SCOT du 17/06/2020 simplifie le contenu du DOO et le restructure autour de 3 grands blocs thématiques.

Ce que dit le Code de l'urbanisme :

« Le DOO détermine les conditions d'application du projet d'aménagement stratégique. Il définit les orientations générales d'organisation de l'espace, de coordination des politiques publiques et de valorisation des territoires.

L'ensemble de ces orientations s'inscrit dans un objectif de développement équilibré du territoire et des différents espaces, urbains et ruraux, qui le composent. Il repose sur la complémentarité entre :

1° Les activités économiques, artisanales, commerciales, agricoles et forestières ;

2° Une offre de logement et d'habitat renouvelée, l'implantation des grands équipements et services qui structurent le territoire, ainsi que l'organisation des mobilités assurant le lien et la desserte de celui-ci ;

3° Les transitions écologique et énergétique, qui impliquent la lutte contre l'étalement urbain et le réchauffement climatique, l'adaptation et l'atténuation des effets de ce dernier, le développement des énergies renouvelables, ainsi que la prévention des risques naturels, technologiques et miniers, la préservation et la valorisation de la biodiversité, des ressources naturelles, des espaces naturels, agricoles et forestiers ainsi que des paysages, dans un objectif d'insertion et de qualité paysagères des différentes activités humaines, notamment des installations de production et de transport des énergies renouvelables ».

« Dans un principe de gestion économe du sol, le DOO fixe les orientations et les objectifs en matière de :

1° Développement économique et d'activités, en intégrant les enjeux d'économie circulaire et en visant une répartition équilibrée entre les territoires ;

2° Préservation et développement d'une activité agricole respectant les sols ainsi que l'environnement et tenant compte des besoins alimentaires ;

3° Localisations préférentielles des commerces dans les polarités existantes et à proximité des lieux de vie, des secteurs de revitalisation des centres-villes, des transports et préservation environnementale, paysagère et architecturale des entrées de villes ».

Le DOO comprend un DAACL (Document d'aménagement artisanal, commercial et logistique) déterminant les conditions d'implantation des équipements commerciaux qui, en raison de leur importance, sont susceptibles d'avoir un impact significatif sur l'aménagement du territoire, le commerce de centre-ville et le développement durable ».

Le Document d'aménagement artisanal, commercial et logistique (DAACL) - article L. 141-6 du Code de l'urbanisme :

Le DAAC du SCOT intègre désormais la logistique commerciale et devient DAACL. La loi ELAN est venue rappeler et renforcer le rôle intégrateur des SCOT en matière d'aménagement commercial. Le SCOT est ainsi le document d'urbanisme de référence en matière de planification de l'aménagement commercial et artisanal. La loi Climat et résilience est venue adjoindre au commerce le thème de la logistique pour instaurer le DAACL.

Le DOO du SCOT est opposable aux Autorisations d'exploitation commerciale (AEC), y compris lorsqu'elles sont incluses dans un permis de construire valant AEC. Le DOO comprend un DAACL déterminant les conditions d'implantation des équipements commerciaux qui, en raison de leur importance, sont susceptibles d'avoir un impact significatif sur l'aménagement du territoire, le commerce de centre-ville et le développement durable.

Le DOO doit en tout état de cause définir à l'échelle du territoire intercommunal les localisations préférentielles des commerces. Pour l'aménagement commercial, le DOO comprend : les orientations relatives à l'équipement commercial et artisanal et un DAACL désormais obligatoire.

Les annexes :

Les annexes du SCOT intègrent notamment le **diagnostic de territoire (dont l'analyse de la consommation foncière), la justification des choix et l'évaluation environnementale. Le Programme d'actions (PA)** est un document facultatif qui vise à accompagner la mise en œuvre du SCOT.

Zone de montagne et documents graphiques du DOO :

Les principaux objectifs de la loi du 09/01/1985 relative à la protection et à l'aménagement de la montagne sont de :

- Réaliser l'urbanisation en continuité avec les bourgs, villages, hameaux et groupes d'habitations ou de constructions traditionnelles existants.
- S'assurer de la compatibilité de la capacité d'accueil des espaces destinés à l'urbanisation avec la préservation des espaces naturels et agricoles.
- Préserver les terres nécessaires au maintien et au développement des activités agricoles, pastorales et forestières.
- Préserver les espaces, paysages et milieux caractéristiques du patrimoine naturel et culturel montagnard.

Principe d'extension de l'urbanisation en continuité de l'urbanisation existante :

Un des objectifs de la loi Montagne est de réaliser l'urbanisation en continuité avec les bourgs, villages, hameaux et groupes d'habitations ou de constructions traditionnelles existants.

Pour déroger à ce principe de continuité de l'urbanisation, le SCOT doit comporter une étude démontrant qu'une urbanisation en discontinuité de l'urbanisation existante est compatible avec les grands objectifs de protection de l'agriculture de montagne, du patrimoine naturel ainsi que de protection contre les risques naturels. Cette étude sera présentée pour avis à la Commission départementale de la nature, des paysages et des sites (CDNPS) avant l'arrêt du projet de SCOT. Si cette étude est réalisée dans le cadre du SCoT, les PLU et les cartes communales pourront délimiter, dans le respect des conclusions de l'étude, des zones constructibles qui ne soient pas situées en continuité de l'urbanisation existante.

Préservation des parties naturelles des rives des plans d'eau naturels ou artificiels d'une superficie inférieure à 1 000 hectares :

Les parties naturelles des rives des plans d'eau d'une superficie inférieure à 1 000 hectares sont protégées sur une distance de 300 mètres à compter de la rive ; toutes constructions et installations y sont interdites. Il est possible d'exclure certains plans d'eau de cette protection.

Dérogation au principe de préservation des parties naturelles des rives :

Par exception, peuvent notamment être autorisés, dans des secteurs délimités :

- des bâtiments à usage agricole, pastoral ou forestier.
- des refuges et gîtes d'étapes ouverts au public pour la promenade et la randonnée.
- des aires naturelles de camping.
- un équipement culturel dont l'objet est directement lié au caractère lacustre des lieux.
- des installations à caractère scientifique si aucune autre implantation n'est possible.
- des équipements d'accueil et de sécurité nécessaires à la pratique de la baignade, des sports nautiques, de la promenade ou de la randonnée.
- l'adaptation, le changement de destination, la réfection, l'extension des constructions existantes ou la construction de bâtiments nouveaux à usage d'habitation à l'intérieur du périmètre regroupant les bâtiments d'une ancienne exploitation agricole.

Mais également :

- 1- Par un PLU ou un SCOT, avec l'accord du préfet et au vu d'une étude soumise à l'avis de la CDNPS.
- 2- Par une carte communale, avec l'accord du préfet, après avis de la CDNPS au vu d'une étude spécifique.

8.4• Annexe 4 : le Modèle d'occupation des sols (MOS)

Le Modèle d'occupation des sols (MOS) réalisé par le CRAIG et Urba 4 (millésimes 2011 et 2020) est une base de données, uniquement disponible sur le périmètre du Grand Clermont, qui décrit l'occupation du sol sur le territoire selon 24 classes imbriquées en 3 niveaux, avec une précision géographique grande échelle (échelle d'utilisation : 1/2 500).

Réalisée par le CRAIG (Centre régional Auvergne-Rhône-Alpes de l'information géographique) en partenariat avec le réseau Urba4 des Agences d'urbanisme d'Auvergne-Rhône-Alpes, elle est une version test de la future occupation des sols à grande échelle que produira l'IGN.

| Nomenclature CRAIG (issue de Spot Thema) | | | Nomenclature SCOT | | | | | |
|--|--|--|-----------------------------|------------------|--|--------------------|--|--|
| Niveau 2 | Niveau 1 | | Niveau 3 | Niveau 2 | | Niveau 1 | | |
| Zones bâties à prédominance d'habitat | Espace urbanisé | | ... habitat | ... urbanisé | | Espace aménagé | | |
| Grands équipements urbains | | | ... équipement | | | | | |
| Zones d'activité économique | Surfaces industrielles ou commerciales et infrastructures de communication | | ... économie | | | | | |
| Infrastructures routières et ferroviaires | | | ... infrastructure | | | | | |
| Infrastructures des zones aéroportuaires et aéroports | | | | | | | | |
| Extraction de matériaux, déchets, chantiers | Extraction de matériaux, déchets, chantiers | | ... autre | | | | | |
| Dents creuses (> 5 000 m²) | | | | | | | | |
| Espaces verts (parcs, jardins) | Espaces récréatifs | | ... non urbanisé | ... non urbanisé | | | | |
| Equipements sportifs et de loisirs | | | | | | | | |
| Terres arables non inondées et espaces prairiaux agricoles | Espaces agricoles | | Espace non aménagé agricole | ... agricole | | Espace non aménagé | | |
| Cultures permanentes | | | | | | | | |
| Feuillus dominants | Espaces boisés | | ... boisé | ... naturel | | | | |
| Conifères dominants | | | | | | | | |
| Peuplements indéterminés | | | | | | | | |
| Espaces boisés en mutation | | | | | | | | |
| Boisements linéaires | | | | | | | | |
| Landes et fourrés | Espaces naturels non boisés | | ... non boisé | | | | | |
| Végétations sclérophylles | | | | | | | | |

| | | | | | | |
|----------------------------------|-----|--|--|--|--|--|
| Pelouses et steppes | | | | | | |
| Plages, dunes, sables | | | | | | |
| Roches nues | | | | | | |
| Marais et tourbières | | | | | | |
| Cours et voies d'eau | Eau | | | | | |
| Eaux continentales ou littorales | | | | | | |